
A
000 191 926
5
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

$160 —



LE

SIÉGE DE PARIS

IMPRESSIONS ET SOUVENIRS

FRANCISQUE SARCEY

LE SIÉGE DE PARIS

IMPRESSIONS ET SOUVENIRS

DIX-NEUVIÈME ÉDITION



PARIS

E. LACHAUD, LIBRAIRE-ÉDITEUR

4, PLACE DU THÉATRE-FRANÇAIS, 4

1871

A Monsieur Richard WALLACE.

Monsieur,

Pardonnez-moi si je prends la liberté de vous dédier ce volume, sans avoir l'honneur d'être connu de vous, mais le souvenir de votre nom est invinciblement lié à celui du Siége de Paris; et c'est le premier qui se présente à l'esprit du Français qui entreprend d'en écrire l'histoire.

Ce qui nous a tous profondément touchés, c'est moins la grandeur de vos largesses, qui ont été immenses, que la bonne grâce spirituelle avec laquelle vous les avez faites. Il ne suffit pas à la charité, quand elle s'adresse à un peuple délicat, d'être chaude et ingénieuse; il faut encore qu'elle ait grand air. La vôtre sentait son gentleman; permettez-moi d'user plutôt du mot de mon pays : elle était d'un gentilhomme.

Un jour — c'était l'un des derniers du siége — un obus prussien tomba sur ces merveilleuses serres du

Muséum, qui ont fait l'admiration de l'Europe. Il y réduisit tout en poudre, et ne laissa debout que deux camélias en fleurs. C'est à vous, Monsieur, que les administrateurs du Muséum envoyèrent ces deux pauvres fleurs, échappées à la dévastation, comme un aimable et doux témoignage de la reconnaissance que vous a vouée la ville de Paris.

Daignez accepter de même ce petit livre qui a poussé sur des ruines. J'ignore quel en sera le succès; mais si je souhaite qu'il soit beaucoup lu, c'est surtout afin qu'il répande plus loin le nom du généreux étranger qui, durant ces terribles épreuves, a si noblement secouru nos misères et partagé nos périls.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma profonde estime et de ma vive sympathie.

Francisque SARCEY.

PRÉFACE

Ce n'est point à proprement parler l'histoire du siége de Paris que je prétends conter au public. Cette histoire ne peut guère être écrite que par les hommes politiques qui ont pris, à cette heure solennelle, le gouvernement du pays, et par les chefs militaires qui se sont chargés de la défense de la ville. Elle se fera peu à peu, jour à jour, chacun donnant les renseignements qu'il possède, et apportant son témoignage; et plus tard il se présentera quelque écrivain, amoureux de la vérité, qui contrôlera tous les récits, les uns par les autres, les coor-

donnera, et en composera cette véritable histoire, que nous ne pouvons ni ne voulons faire aujourd'hui.

Nous ne dirons, nous, que ce que nous avons vu; les tableaux qui se sont incessamment déroulés sous nos yeux, durant cette période qui a été aussi féconde en observations curieuses pour le philosophe, qu'en douleurs et en colères pour le patriote; nous conterons, moins les faits que les impressions diverses qu'ils ont causées dans nos âmes, les accablant tour à tour de tristesse et les soulevant d'enthousiasme.

Ce sera bien une histoire, si vous voulez, mais une histoire purement pittoresque, anecdotique et morale. Morale surtout. Je conterai aussi exactement qu'il me sera possible les émotions quotidiennes qui ont agité l'âme de ce Paris, si nerveux, si prompt aux sensations extrêmes, et qui, dans la même semaine, s'emporte aux résolutions les plus héroïques ou s'abat jusqu'aux plus douloureuses concessions.

Si la vérité des événements qui sont de l'ordre politique et militaire nous échappe trop souvent, à nous autres contemporains, nous sommes en revanche parfaitement placés pour recueillir les impressions qu'ils ont excitées dans le public ; car nous les avons senties nous-mêmes, et il nous a suffi, pour les bien connaître, d'interroger notre cœur.

Peut-être ce livre, si imparfait qu'il soit, car il a été écrit d'une plume bien rapide, et au milieu de préoccupations terribles, peut-être n'en sera-t-il pas moins curieux à lire, et fertile en leçons. Il nous ouvrira, à nous-mêmes, de nouveaux jours sur notre caractère ; c'est dans les grands malheurs que les nations, comme les hommes, se révèlent tout entières à l'observateur. Il nous mettra en pleine lumière nos défauts — nous en avons, hélas! et qui ont été cruellement punis — il nous instruira aussi de qualités que nous ne savions pas posséder à un degré si haut; il nous fera mieux aimer, en nous apprenant ainsi ce Paris, en qui se ramasse

et se résume la France, notre chère et malheureuse patrie.

Un dernier mot qui a son importance : ce livre n'est pas un livre de parti. Quelles que soient les opinions politiques de l'auteur, il a tâché d'être juste pour tout le monde, et de ne toucher à aucune des questions irritantes qui partagent en ce moment les esprits, et que l'avenir seul peut résoudre.

Francisque SARCEY.

CHAPITRE PREMIER

AVANT LE SIÉGE

I

C'est le 19 juillet 1870 que la guerre fut déclarée à la Prusse.

Je me souviens que le 22 ou le 23, dînant en bonne et nombreuse compagnie, comme on vint à parler de la campagne qui commençait — il n'y avait guère à ce moment d'autre sujet de conversation — un des convives qui nous avait écoutés longtemps en silence, tandis que nous contions nos espoirs et nos chances de succès, nous interrompit, et d'une voix grave :

— Messieurs, nous dit-il, je connais beaucoup l'Allemagne ; j'y ai vécu des années ; je sais parfaitement ses forces et les nôtres. Je vous fais la gageure qu'avant deux mois les Prussiens seront, en armes, sous les murs de Paris.

Ce ne fut qu'un haro sur le prophète de malheur! On le traita de mauvais Français, de Prussien, d'espion vendu à Bismark. Il fut houspillé de la belle façon, par des gens en humeur de rire, et qui ne voyaient, dans cette boutade, que le paradoxe d'un boulevardier qui s'amuse. Il est certain qu'à ce moment-là l'idée que Paris pût jamais être assiégé, cette idée bizarre, impossible, invraisemblable, ne s'était présentée à aucune imagination, de ce côté du Rhin. Nous avions beau être avertis, chaque jour, par nos fortifications, du sérieux de cette éventualité, jamais nous n'avions regardé ce long rang de talus, couverts d'herbes fraîches, que comme un lieu de promenade, destiné à égayer le tour de la ville; et les placides bastions, avec leurs canons inoffensifs, nous faisaient l'effet de ces braves gardes nationaux qui montaient, pour la forme, avec un fusil désarmé, la garde à l'état-major de la place Vendôme. Et puis, Paris! c'était pour nous la ville sainte, la capitale de la civilisation, et, comme disaient les Grecs, le nombril de la terre; qu'on osât y toucher jamais, c'était un sacrilége, dont il ne pouvait tomber dans la pensée qu'aucun peuple se rendît jamais coupable!

Ah! Berlin! c'était une autre affaire! Nous trouvions tout naturel d'y entrer, après trois ou quatre grandes victoires, tambours battants et enseignes déployées. M. de Girardin venait d'écrire dans un article, qui fut célèbre au moins huit jours, qu'il nous fallait reconduire ces Vandales, à coups de crosse dans le dos, jusqu'à Berlin. Il exprimait, en parlant ainsi, sous la forme vive du journaliste, une idée qui était toute parisienne. Je ne crois pas que la guerre eût été dès l'abord très-populaire

chez nous. Mais comme on la savait inévitable à une époque plus ou moins éloignée, on s'y était résigné vite :

— Autant vaut tout de suite, s'était-on dit les uns aux autres.

La précipitation même du gouvernement avait rassuré les esprits. En voyant sur quel frivole prétexte il avait poussé les choses à l'extrême et brûlé ses vaisseaux, on avait naturellement pensé qu'il se sentait absolument prêt, et l'on croyait que ce serait une affaire lestement menée, et qu'on serait à Berlin avant l'hiver.

— A Berlin ! à Berlin !

C'était le cri dont on accueillait les régiments qui traversaient Paris pour se rendre en Alsace. Et l'on chantait la *Marseillaise*, en les accompagnant aux gares des chemins de fer, et *Mourir pour la Patrie*, et *la Victoire en chantant nous ouvre la barrière*, et *la Casquette au père Bugeaud*, et tous les chants patriotiques connus.

Était-on de bonne foi avec soi-même ? Souhaitait-on aussi vivement la guerre, qu'il l'eût semblé à n'entendre que les braillards de la rue ? C'est un point qui n'est pas encore bien éclairci. Je crois qu'une fois le gant jeté, le gros de la population s'était abandonné, sans trop de réflexion, à cette humeur belliqueuse, qui est le fond de tout bon Français. On ne hait pas, chez nous, de cueillir des lauriers, et l'exemple des guerres précédentes, qui toutes avaient été assez vite et assez glorieusement terminées, ajoutait encore à la confiance que nous avions en notre supériorité militaire. Notre invincible armée !

nos braves soldats! nos vieux généraux d'Afrique! On n'entendait que ces mots sur le boulevard et dans les rues, et il n'était si pacifique bourgeois qui ne sentît l'odeur de la poudre. Quelques-uns se précautionnaient déjà de drapeaux et de lampions.

Dans les théâtres, c'était comme un mot d'ordre. A peine le rideau tombé sur le spectacle du jour, vingt voix, trente voix, cent voix, criaient à pleins poumons : *la Marseillaise!* L'administration, qui s'attendait à cette quotidienne manifestation d'enthousiasme, avait tout préparé pour y satisfaire. La toile se relevait, et l'un des artistes du théâtre entonnait l'hymne patriotique. Aux premières mesures, un spectateur ne manquait jamais de jeter d'un ton de commandement le mot : *Debout! debout!* toute la salle se levait à cette injonction, et reprenait le refrain en chœur.

Cette cérémonie, qui se renouvelait tous les jours, eut un caractère grandiose la première fois qu'elle naquit de l'élan spontané de la foule. C'était à l'Opéra. L'affiche ne portait point que *la Marseillaise* dût être exécutée ce soir-là. Mais tout Paris, le tout Paris des artistes et du grand monde, savait que, si le public l'exigeait trop vivement, M[me] Marie Sass était prête à la chanter. Au troisième acte de *la Muette*, après que le beau chant : *Amour sacré de la Patrie*, eut tendu les cordes de nos âmes, ce ne fut qu'un cri de l'orchestre aux combles du théâtre : *la Marseillaise! la Marseillaise!* L'hymne sacré commença : *Debout!* cria une voix claire et perçante, que tout le monde reconnut pour être celle de M. de Girardin. Le public, comme s'il était secoué d'un choc électrique, se leva tout entier, et une inexprimable émo-

tion traversa la salle. Beaucoup d'hommes pleuraient; les autres n'avaient pas les larmes loin des yeux.

Ce n'était pas à vrai dire une opinion qui se manifestait; cette foule n'en avait pas de bien arrêtée. C'était plutôt une explosion de sentiment : un sentiment mal défini, très-obscur, mêlé de chauvinisme guerrier et de crédulité niaise. Un petit groupe d'hommes avaient seuls gardé leur sang-froid; seuls ils avaient pu calculer, connaissant les ressources des deux nations, les chances de cette guerre si légèrement déclarée, et ils gardaient, à travers cet universel enthousiasme, un front soucieux, et des appréhensions qu'ils n'eussent jamais osé exprimer en public, par crainte d'être lapidés. J'ai connu personnellement quelques-uns de ces hommes, et peut-être étaient-ils plus nombreux que je ne le supposais alors. Mais ils se taisaient par prudence personnelle autant que par nécessité de patriotisme. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'à ce moment ils ne formaient dans la masse de la population qu'une minorité imperceptible. Le public français, chez qui le tambour qui bat déconcerte si aisément les raisonnements les plus sages, eût penché bien plutôt du côté des *blouses blanches* que la police soudoyait pour entretenir, à force de cris et de chants, dans les rues et dans les esprits, une agitation guerrière.

II

Ce frémissement belliqueux s'en alla toujours croissant, du 19 juillet jusqu'aux premiers jours d'août. Il se

compliqua même bientôt d'une certaine impatience nerveuse, que les conseils des journalistes avaient bien de la peine à contenir.

— Eh quoi ! se disait-on, voilà deux semaines que la guerre est déclarée, et nous ne sommes pas même encore à Mayence ! A quoi pensent donc nos vieux généraux d'Afrique, et nos braves soldats, et notre invincible armée ? C'était bien la peine d'acheter des cartes, et des épingles surmontées de drapeaux !

C'est pour les Parisiens leur façon la plus ordinaire de prendre leur part de fatigues de la guerre. Ils achètent une carte — en a-t-on vendu pendant ces quinze premiers jours ; des cartes d'Allemagne, bien entendu, il n'y en avait pas d'autres ! — et s'armant de longues épingles qui marquent la position des armées belligérantes, ils les font voler sur le papier. Rien ne les arrête dans l'exécution de leurs plans. Ils franchissent les rivières, traversent les montagnes, et s'emparent des villes fortes avec une promptitude merveilleuse. Un bon coup d'épingle, et voilà le drapeau tricolore qui flotte sur Trèves, sur Mayence, sur Cologne. Il n'en eût pas coûté davantage de le planter sur les murs de Berlin.

Cette manière d'opérer sur la carte est si simple qu'elle trompe généralement le bourgeois de Paris sur la difficulté des marches en campagne. Il ne pouvait se rendre compte du temps qu'il fallait pour réunir trois cent mille hommes, et les jeter sur l'Allemagne. Il se sentait déjà, aux environs du premier août, tout hérissé de n'avoir pas gagné au moins une grande bataille. Ah ! s'il avait su ce qui se préparait ! l'effroyable désordre

de ces troupes, mal commandées, mal nourries, insuffisamment armées, et chez qui l'indiscipline et le mépris du chef sévissaient depuis longtemps, comme un mal endémique !

Ce n'est pas qu'il manquât à l'armée de *reporters* capables de nous dire la vérité, mais on les écartait avec soin des états-majors ; mais eux-mêmes n'osaient en croire leurs yeux, et rompre avec ce préjugé de respect qu'un Français a toujours, quoi qu'il fasse, pour l'uniforme et le drapeau ; mais ceux mêmes qui avaient assez de sang-froid pour voir nettement les choses se fussent fait un scrupule de les dire, et d'apprendre à l'ennemi, en même temps qu'aux Parisiens, le secret de notre réelle faiblesse ; nous nagions donc en pleine illusion, et l'annonce d'un premier succès à Sarrebrück ne fit que nous confirmer dans la bonne opinion que nous avions de nous-mêmes. On s'amusa bien un peu du rôle qu'une dépêche télégraphique, demeurée célèbre, faisait jouer à l'héritier présomptif du trône ; l'empereur contait à sa femme que le petit Louis avait ramassé une balle tombée à ses pieds, et que le régiment en avait pleuré de tendresse ; le petit Louis ne fut plus dès lors appelé par le peuple de Paris que *l'enfant de la balle*. C'était le temps où l'on riait encore et où l'on faisait des mots !

Deux jours après éclata la nouvelle d'une grande vi toire : c'était un samedi, par une belle journée d'été. Jamais je n'ai rien vu, et ne verrai sans doute rien de tel. Toute une population affolée de joie, et courant éperdue, sans savoir où. On se serrait les mains on s'embrassait, en pleurant de joie, sans se connaître. Sur la place de la Bourse, la foule était énorme ; elle agitait ses

chapeaux en l'air, et criait. On reconnut Mme Gueymard dans une voiture découverte, et on lui demanda *la Marseillaise;* elle l'entama de sa voix puissante, et cinquante mille hommes en reprenaient le refrain en chœur. Toutes les maisons s'étaient, comme par enchantement, pavoisées de drapeaux; imaginez les manifestations les plus bruyantes, les plus tumultueuses, d'une joie qui tenait du délire.

Un heure après, un bruit commençait à circuler que la nouvelle était fausse. Il courut, comme une traînée de poudre, d'un bout à l'autre de la ville. On se précipita au ministère, aux rédactions de journaux, dans tous les lieux où il était permis d'espérer des renseignements vrais. Il fallut bien se rendre : cette prétendue victoire n'était qu'une mystification de M. de Bismark, qui s'était amusé sans doute à éprouver la crédulité des Parisiens. De l'extrême joie on passa tout d'un coup à un excès de fureur qui ne saurait se peindre. La foule eût étranglé les ministres, si elle les avait tenus en ses mains. La déception était trop forte ; ce fut comme une explosion de rage, qui finit par se tourner en blagues, ainsi qu'il arrive toujours à Paris. Le lendemain, personne ne voulait avoir cru à ce gigantesque canard! On ne trouvait plus sur le boulevard que des gens qui n'avaient pas été dupes... qui l'avaient bien dit... où diable l'amour propre se va-t-il nicher!

Je me suis arrêté un instant sur cet épisode ; c'est que là, pour la première fois, il fut possible à l'observateur de bien juger cette population parisienne : comme elle est facile aux effarements subits ; combien elle est crédule, aveugle, emportée, et quel peu de fond il faut

faire sur son bon sens et sa raison ! Elle n'agit jamais que par caprice, et flotte sans cesse, comme un vaisseau sans gouvernail sur une mer agitée de vents contraires, d'un extrême à l'autre, de la confiance la moins justifiée au découragement le plus profond. Après ce court instant où Paris fut comme illuminé d'une joie folle, il tomba dans le plus extraordinaire des abattements. J'avoue que cet incident, qui n'eut pas d'autres suite, ne me donna pas, non plus qu'à d'autres esprits froids, bonne idée de la force de résistance que pourrait jamais opposer un tel peuple aux malheurs.

Je ne prévoyais pourtant point tous ceux qui allaient nous frapper coup sur coup. Le général Douay vaincu et tué le 4 à Wissembourg, et le surlendemain 6, cette défaite à jamais déplorable de Mac-Mahon, entièrement détruit à Wœrth, à Freischwiller et à Reischoffen. Par la brèche ouverte, le torrent de l'armée allemande se précipita. Il n'y avait pas à s'y tromper : c'était l'invasion.

C'est ce jour, pour la première fois, que les Parisiens virent passer devant leurs yeux le spectre du siége de la ville. Ils ne savaient presque rien de la vérité, qui ne leur arrivait alors que par lambeaux incomplets et falsifiés ; ils ne se doutaient guère qu'à ces trois ou quatre cent mille hommes, lancés sur la France, en succéderaient des centaines de mille autres, que suivrait bientôt toute la population mâle de la vieille Germanie. Et cependant ils eurent, comme une vision rapide de ce qui les menaçait.

Ils s'inquiétèrent tout de suite de deux mesures à prendre : les fortifications à mettre en état, et les Allemands, qui habitaient Paris, à en chasser au plus

vite. Mais ce ne fut qu'une idée. Pour la population allemande, les économistes prouvèrent doctement que ce serait une grande faute de la renvoyer : qui donc balayerait les rues ? fabriquerait les bottes ? taillerait des habits? tripoterait les affaires de la haute finance? C'étaient des bonnes gens, que ces buveurs de bière, très-industrieux, très-sobres, qui nous enrichissaient en faisant leurs affaires, et ce serait une grosse faute contre les principes édictés par Say que de se priver de leurs secours. Ainsi raisonnait l'influent M. Chevalier, membre de l'Institut, sénateur, l'apôtre du libre échange et l'ange de la paix perpétuelle; mais l'insouciance naturelle des Parisiens faisait plus encore que ses prédications. Nous sommes ainsi faits : nous crions comme des perdus, contre un abus qui nous frappe, et le soir nous nous en allons gaiement au spectacle. On ne tarda pas à oublier les compatriotes de Bismark. Il est vrai que ce ne fut pas pour longtemps, et que leur tour ne devait pas tarder a revenir.

Le souci des fortifications ne dura guère davantage. Les journalistes écrivaient nombre d'articles pour démontrer que Paris ne pourrait jamais être investi à moins de quinze cent mille hommes — douze cent mille au bas mot — qu'une place de guerre qui pouvait se ravitailler et conserver ses communications libres était imprenable, a moins d'être emportée d'assaut. Quant à l'assaut, nous étions là... ! on dénombrait les troupes de secours, et cette vaillante armée de quatre cent mille gardes nationaux qui surgirait de terre, aussitôt que nos chefs frapperaient le sol du pied. Ah ! ils n'auraient qu'à venir ! ils verraient bien...

Nous nous repaissions de ces chimères, que nous prenions alors, que tout le monde prenait pour des réalités. Mais notre passion nous persuadait plus aisément encore que toutes les démonstrations des gens du métier. Nous ne nous demandions pas précisément s'il fallait faire grand fond sur ces fortifications sur lesquelles on feignait de compter si fort. Non, nous partions de cette idée, tenace et profonde comme toutes les idées préconçues, qu'il était impossible que l'ennemi arrivât jusqu'à Paris, qu'il l'assiégeât et le couvrît de feux. Cette monstruosité ne pouvait nous entrer dans la cervelle. Le sol sacré de la patrie s'entr'ouvrirait sans doute et dévorerait les bataillons prussiens, avant que fût consommé cet horrible sacrilége.

Il y a des peuples dont les imaginations, naturellement tristes, sont hantées de papillons noirs. Les Parisiens, au contraire, ont l'esprit toujours ouvert aux crédulités et aux espérances. Jamais ils ne regardent en face la réalité qui leur déplaît; ils ressemblent à l'autruche, qui se cache la tête entre deux pierres pour ne pas voir le chasseur qui la vise. Ils se leurrent jusqu'au bout de chimères agréables, et détournent volontiers les yeux des malheurs qu'ils ne peuvent plus se dissimuler.

C'était dans toute la presse comme un parti pris de mensonges, qui flattaient la vanité nationale. On ne pouvait guère cacher les progrès des Allemands, et leurs succès répétés, partout où ils rencontraient nos troupes. Mais on s'en tirait par des excuses que l'on tenait toutes prêtes, pour sauver à nos propres yeux notre amour-propre souffrant. Nos défaites étaient plus

glorieuses que des victoires, et l'on disait de la journée de Wœrth que c'était un revers triomphant. On exaltait la gloire de nos retraites, et l'héroïsme des soldats qui les exécutaient.

Un jour Edmond About vint, qui conta naïvement ce qu'il avait vu, après Reischoffen, les troupes de Mac-Mahon en pleine déroute, les zouaves jetant leurs armes, pris de vin et pillant, les généraux qui avaient perdu la tête, et cent lieues de terrain abandonnées à l'ennemi, sans coup férir, quand il eût suffi de cinq cents hommes déterminés pour disputer les passages à une armée. A cette révélation, ce ne fut qu'un cri contre le malheureux feuilletonniste. On le traita de Prussien. Il y avait des vérités qu'il ne fallait pas dire, et c'était une trahison de les révéler à l'Europe. Au reste, rien de tout cela n'était exact; il avait mal vu, il exagérait. Comment supposer que les héros de l'Alma, de Magenta, de Solférino avaient fui honteusement devant les Pandours?

Pandours! nous les appelions des Pandours, des Huns, des Vandales; et nous leur versions sur la tête toutes les injures que nous fournissaient le vocabulaire et l'histoire; de bonne foi, hélas! combien peu d'entre nous étaient capables de se rendre compte des progrès que cette petite et humble Prusse, qui venait de se révéler tout à coup si formidable, avait faits, non pas seulement dans le maniement des armes, mais encore dans les sciences et les arts, qui sont l'honneur de la paix! Macaulay, le prudent et sagace observateur, avait déclaré dès 1843 que la monarchie prussienne, le plus jeune des grands États européens, et que sa population aussi bien que ses revenus reléguaient au cinquième

rang, occupait le second, après l'Angleterre, sous le rapport de l'instruction solide, du goût des arts et de la capacité pour tous les genres de science.

Et il n'était pas même question de nous ! Macaulay se trompait sans doute ; car il ne nous aimait guère, en bon Anglais qu'il était, et la haine égare. Mais que l'on nous eût étonnés, si l'on nous avait dit ce jugement, porté par un esprit qui passe pour être un des plus impartiaux et des plus profonds de l'Europe. Nous, la grande nation, au troisième rang ! nous qui croyions fixer les regards de l'univers, parce que toute la haute vie cosmopolite se faisait habiller à Paris et chantait nos refrains ! Il fallait que nous subissions bien des désastres encore, avant d'accepter, sur notre propre compte, des vérités aussi désobligeantes. Sans compter que ce ne sont peut-être pas des vérités aussi incontestables que semblait le croire Macaulay !

III

Le premier moment de stupeur une fois passé, Paris, avec l'élasticité naturelle de son optimisme, rebondit à l'espérance. Le ministère Ollivier fut balayé en un jour, et l'on mit à la tête du gouvernement le général Montauban, comte de Palikao. C'était un vieux malin, qui n'eut pas de peine à nous prendre pour dupes. Je dirais même, si j'osais me servir de cette locution soldatesque, qu'il nous mit tous dedans. Il avait bien vu le mauvais effet qu'avaient produit sur la population les vanteries et les fanfaronnades du régime tombé ; il prit

avec infiniment d'habileté le contre-pied juste de ce système. Il ne donna plus aucune nouvelle des opérations militaires. Chaque jour, après la séance, il prenait à part deux ou trois de ses familiers, et leur glissait mystérieusement à l'oreille des paroles énigmatiques : « Si Paris savait ce que je sais, il illuminerait ce soir... » Chut ! ajoutait-il en posant le doigt sur ses lèvres.

— Chut ! répétait Paris, le même soir, tout bas, du boulevard Montmartre à la chaussée d'Antin.

Et quand un membre de la gauche, impatienté de ce silence, s'avisait de demander à la Chambre quelques renseignements plus positifs.

— Je ne puis rien dire, répondait le ministre, mais tout va bien.....

Et si on le pressait trop :

— J'ai à faire... il faut que je m'en aille...

Ou encore :

— Il m'est impossible de parler davantage ni plus haut : j'ai depuis vingt ans une balle dans la poitrine, et elle m'interdit les longs discours.

Et l'on s'extasiait sur ces façons évasives de répondre : — Quel homme ! il a depuis trente ans une balle dans la poitrine !

Les journaux ne gardaient pas le même silence que Palikao. Il s'abattait tous les matins sur les kiosques une nuée de récits fantastiques, qui tenaient en haleine la confiance et la bonne humeur des Parisiens. Un jour, on contait que dix régiments prussiens, acculés contre des carrières taillées à pic, avaient été, d'un seul coup, précipités dans l'abîme, et qu'il avait péri vingt mille hommes, entassés les uns sur les autres. — Une ef-

froyable purée! Le lendemain, quelques soldats français, qui faisaient semblant de laver innocemment leur linge sur le bord d'un étang, y avaient attiré le gros des forces ennemies, que Bazaine avait ensuite entourées par un mouvement rapide de conversion, et qu'il avait exterminées.

On calculait le nombre des Prussiens morts depuis le commencement de la guerre : c'était par centaines de mille que l'on comptait les cadavres. Jamais les Grecs, ces Gascons de l'antiquité, contant les défaites de Xercès, n'avaient fait un aussi effroyable carnage de Perses.

Paris dévorait ces histoires. Un de mes amis, homme de beaucoup d'esprit, mais légèrement sceptique, avait le privilége d'en inventer d'inouïes, d'invraisemblables, qu'il avait le plaisir de voir gober aux nobs de ce public crédule. Il en a mis pour son compte une demi-douzaine en circulation; et, comme un jour, après l'avoir entendu conter, de l'air le plus sérieux du monde, une de ses bourdes habituelles, je lui demandais quel plaisir il trouvait à cet exercice :

— Moi! aucun, me dit-il, c'est par philanthropie. Voilà des gens qui vont s'aller coucher sur des pensées riantes; ils feront les rêves les plus agréables du monde; ils seront heureux jusques à demain. Ce n'est donc rien que cela?

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que je lui ai vu mettre vingt fois la crédulité des Parisiens aux plus rudes épreuves, sans la lasser jamais. Tel est leur penchant à se repaître des nouvelles qui les flattent, qu'il les eût encore empaumés, en leur disant une des Mille et une

Nuits de la princesse Shénézarade. Un soir qu'il avait peut-être été un peu loin, un des familiers du boulevard, qui l'avait écouté, se tourna vers moi, et d'un ton de regret :

— Je sais bien, me dit-il, qu'il n'y a pas un mot de vrai dans toutes ces histoires ; mais c'est égal ! ça fait toujours plaisir !

Ça fait toujours plaisir ! Oui, c'est là le mot de l'énigme. L'âpre vérité est cruelle à regarder en face, et il est si doux de se bercer d'illusions consolantes ! Et cependant quelques voix austères glissaient timidement certaines réserves. On aurait pu même, en fouillant au fond des âmes les plus faciles à l'espérance, trouver je ne sais quel sourd sentiment d'inquiétude, qui allait s'accentuant tous les jours davantage.

Le bruit s'était répandu que Bazaine avait été renfermé dans Metz, où il restait bloqué. Si toutes les bonnes nouvelles qui nous arrivaient coup sur coup de la frontière lorraine étaient véritables, pourquoi demeurait-il là-bas, à peu près inactif, au lieu de se replier sur Paris ? On envoyait régiments sur régiments à Mac-Mahon, campé à Châlons, et qui s'occupait à y reformer une nouvelle armée. Mais cette armée, composée de pièces et de morceaux, où les mobiles parisiens entraient pour une forte part, n'inspirait qu'une confiance médiocre. Nous les avions vus partir ces mobiles, que le peuple avait, dans un langage familier, nommé les moblots, et leurs allures n'étaient pas faites pour donner foi en leur discipline et en leur courage. Ils avaient traversé Paris, débandés, chantant, beau-

coup ivres, qui dans des fiacres, qui dans des carrioles et dans tous les véhicules qu'ils avaient pu mettre en réquisition ; d'autres à cheval, et la plupart à pied, en tas, sans ordre de marche, sans distinction de grade. C'était plutôt une descente de la Courtille qu'un défilé de soldats.

Une f is arrivés à Châlons, ils avaient empli le pays des bruits de leurs désordres et de leurs folies. Les rumeurs les plus sinistres nous revenaient à Paris ; une fois ils avaient mis le feu au camp ; une autre fois, ils avaient répondu par des cris d'émeute à leur général qui leur parlait d'honneur et de patrie. Ces récits, déjà navrants par eux-mêmes, se grossissaient d'exagérations ridicules en passant de bouche en bouche ; comment résister avec de tels soldats à des troupes exercées et victorieuses ?

Ces troupes, on apprenait d'heure en heure leurs progrès à travers les provinces de l'Est. Les villes tombaient l'une après l'autre entre leurs mains, toutes ouvraient leurs portes ; telle grande cité tremblait devant quatre uhlans, qui la sommaient de se rendre. Ces quatre uhlans, on les voyait partout à la fois, prompts et insaisissables, et à leur approche, c'était comme *un sauve qui peut* général. Les places fortes de la Lorraine et de l'Alsace tenaient bon contre cette inondation qui se répandait autour d'elles et battait leurs murs ; mais l'ennemi, laissant des divisions pour en faire le siége, s'avançait toujours, à marches forcées ; ses têtes de colonnes menaçaient déjà la Champagne. Il n'y avait plus à se leurrer de chimères. Sous huit jours, mettons-en quinze, le Prince royal déboucherait

avec son corps d'armée victorieux dans la plaine de Genevilliers.

Ce fut la seconde fois que Paris songea sérieusement au siége, en le voyant si proche. Il ne s'en émut pourtant pas encore, autant que l'eussent commandé les circonstances. Qu'espérait-il? qu'attendait-il? Je n'en sais rien, et il n'aurait pas bien pu le dire lui-même. Mais il comptait toujours sur un événement imprévu, sur un miracle, sur quelque chose.

IV

Le quelque chose arriva.

On apprit que l'armée de Mac-Mahon, au lieu de barrer le passage aux Allemands, ou de se replier sur la capitale pour livrer une grande bataille sous ses murs, s'ébranlait pour remonter vers le Nord, et, selon toutes les apparences, donner la main à Bazaine qu'elle se proposait de débloquer.

Je ne juge pas ce mouvement stratégique, dont l'effet nous a été si funeste. J'ignore si, poussé plus rapidement, il eût pu réussir. Je ne me connais pas trop en opérations militaires, et n'ai d'autre but ici que de montrer le contre-coup de ces grands événements sur la population parisienne.

Je ne crois pas me tromper, en disant qu'un soupir de soulagement s'échappa de toutes les poitrines à cette nouvelle. Il peut se faire que les hommes du métier et les sages politiques aient été consternés de cette détermination, et l'on conte que M. Thiers se jeta aux genoux

du comte de Palikao pour le supplier de donner contre-ordre. Je ne parle que des impressions manifestées par la foule : elle fut enchantée. Le danger s'éloignait et pour ne plus revenir; elle le croyait du moins. On contait avec une satisfaction orgueilleuse le nombre des régiments qui marchaient sous la conduite de Mac-Mahon. Il n'était pas permis d'évaluer les troupes de Bazaine à moins de 180,000 hommes, la fleur de l'armée française! Que ne devait-on pas attendre de ces deux généraux, dont l'un avait grandi dans sa défaite, dont l'autre était connu par son indomptable énergie autant que par ses talents militaires, et qui s'était, dans ces derniers temps, rendu plus populaire encore, en évacuant sur Paris l'empereur et les plumets de son état-major.

Ce fut un samedi soir que se répandit dans Paris la lugubre nouvelle d'un grand désastre. Depuis deux jours, Paris avait vécu, sur les boulevards et dans les rues, chacun interrogeant ceux qu'il rencontrait : « Eh bien! qu'y a-t-il de nouveau? » Les rumeurs les plus contradictoires n'avaient cessé de circuler dans cette foule, inquiète, surexcitée, fiévreuse. On avait appris, à n'en pas douter, qu'une terrible bataille s'était livré aux environs de Sedan, et qu'elle continuait avec de alternatives diverses. Mais le dénouement dernier? C'est ce dénouement qu'on ignorait et qu'on attendait avec une agitation inexprimable. Les kiosques étaient assiégés de mains tendues qui s'arrachaient les journaux; on montait sur les bancs des boulevards pour les lire à haute voix. Mais on ne formait que des conjectures, qui toutes se détruisaient les unes les autres.

Rien de certain, rien de précis. Toute cette foule, sevrée ainsi de renseignements officiels, avait mal aux nerfs. Aux premiers mots d'une conversation, on se traitait de Prussien ou d'imbécile, et pour un rien on eût échangé des cartes. Les voix étaient brèves, cassantes; les physionomies farouches.

A huit heures du soir, je m'en allai au bureau du *Gaulois* chercher des nouvelles, si par hasard on en avait reçu. Je vis avec surprise la porte soigneusement fermée, et qui ne s'ouvrait qu'avec précaution aux initiés. J'entrai; la consternation était sur tous les visages. On me tendit un journal, qu'un de nos *reporters*, qui arrivait à l'instant même de Bruxelles, venait de rapporter dans sa poche. J'y lus, avec un désespoir mêlé de stupéfaction, toute cette histoire de la capitulation de Sedan, vieille déjà de trente-six heures, et que personne à Paris ne savait encore.

— Est-ce possible ! m'écriai-je atterré.

Le doute n'était malheureusement pas permis. Le rédacteur en chef était allé lui-même, le numéro à la main, chez le préfet de police lui demander si le récit était conforme à la dépêche reçue par le gouvernement. Le préfet de police avait baissé la tête. Nous agitâmes la question, si l'on publierait tout de suite une édition du *Gaulois,* qui répandît la fatale nouvelle. L'un de nous fit observer que rien n'était moins prudent, dans l'état d'exaspération où l'on voyait les esprits; que les bureaux pourraient bien être, dans ce premier moment de fureur, saccagés et brûlés. On s'abstint donc.

Mais la rumeur n'en allait pas moins grossissant à travers la foule. Les détails manquent à tout le monde;

mais que nous eussions subi quelque chose de terrible, cela paraissait certain, cela flamboyait à tous les yeux. Personne ne dormit cette nuit-là à Paris. La séance du Corps législatif était indiquée pour minuit.

Ah! si la Chambre, à cette heure dernière, eût fait son devoir; si, envisageant d'un regard ferme la situation, elle eût tout de suite pris en main les destinées de la France et tiré de son sein un gouvernement, où Paris et la province eussent été représentés également, que de malheurs nous eussent été épargnés! Mais c'était écrit, comme disent les Orientaux. Tout le monde manqua de décision, et l'on remit au lendemain les mesures à prendre.

Le lendemain, c'était le dimanche 4 septembre. La République était faite.

CHAPITRE II

—

PRÉLIMINAIRES DU SIÉGE

I

Ce fut un grand malheur; mais il était inévitable.

Mieux eût valu sans doute constituer un gouvernement provisoire de défense nationale, et ne pas préjuger une question que toute la France eût été appelée à résoudre. On se fût épargné bien des ennuis, et des ennuis très-sérieux, que nous aurons à conter dans les chapitres suivants. On n'eût pas inquiété la province à qui le mot République ne rappelle encore que les massacres de 93, les quarante-cinq centimes de M. Garnier-Pagès et les journées de Juin. On n'eût pas refroidi son ardeur à se porter au secours de Paris; on n'eût pas autorisé certaines villes à se détacher de la grande unité nationale, et à proclamer, elles aussi, un gouvernement local, à l'exemple de Paris qui venait de faire le sien. Cette prétention de la capitale à imposer ses volontés aux départements ne pouvait que les mettre en mauvaise humeur.

Il leur était difficile de voir sans chagrin et sans envie toute la députation de Paris s'emparer du pouvoir, tandis que leurs représentants étaient systématiquement écartés.

Mais ceux qui ont assisté à ces événements savent qu'ils se précipitèrent avec une si terrible hâte que l'on n'eut pas le temps de la réflexion. La République se proclama pour ainsi dire d'elle-même, et l'on improvisa, disons mieux, on bâcla un gouvernement tel quel, au milieu de l'universel désarroi de tous les pouvoirs constitués qui s'enfuyaient éperdus. D'autres conteront l'histoire de cet effondrement d'un empire qui avait été un mois auparavant confirmé par huit millions de votes. Je ne m'attache, moi, qu'à saisir la physionomie de Paris à travers ces révolutions successives.

Jamais, dussé-je vivre mille ans, je n'oublierai les émotions de ce jour étonnant. On avait appris, la veille au soir, le plus terrible désastre dont jamais un peuple ait pu être affligé; on avait aperçu avec certitude la saisissante réalité d'un siége devenu imminent; on avait plongé, sous ce coup de massue, jusqu'au fond de l'abîme, et l'on s'était couché désespéré. Le lendemain, c'était un dimanche, jour de fête pour la population parisienne. Un soleil éclatant resplendissait au ciel, et l'on baignait en quelque sorte ses yeux dans la lumière et la chaleur d'une de ces premières journées d'automne, qui sont si belles en France. Il semblait que toutes les noires visions de la nuit se fussent envolées à la clarté de ce matin charmant. Le peuple de Paris était descendu tout entier aux boulevards, où la foule se pressait en longues ondulations sur l'un et l'autre trottoir.

L'allégresse était peinte sur tous les visages ; on causait, on riait. A tout instant, des bataillons de la garde nationale, les uns armés, les autres sans armes, passaient en chantant sur la chaussée. Ils s'interrompaient pour crier de temps à autre : « Vive la République ! » et d'immenses acclamations leur répondaient : « Vive la République ! »

Le bruit se répandit bientôt qu'elle venait d'être officiellement proclamée au Palais législatif. Toute cette foule — et Dieu sait pourtant qu'elle n'était pas composée que de républicains — l'accueillit comme une vieille amie sur le retour de qui l'on comptait depuis longtemps et qu'on est heureux de revoir enfin. C'était dans les rues l'animation paisible d'un peuple qui a de la joie plein le cœur. Point de grossiers tumultes ; point de bruyantes poussées ; point de manifestations furieuses. Non, c'était une gaieté expansive et spirituelle qui pétillait de toutes parts, en serrements de mains, en félicitations mutuelles, en propos railleurs. On ne voyait qu'ouvriers ou gardes nationaux, perchés sur de longues échelles, qui abattaient à coups de marteau les *N* se relevant en bosse sur les enseignes des fournisseurs officiels. La foule s'amassait autour du grand justicier-démolisseur. Elle lui adressait ses exhortations qu'il renvoyait sous forme de quolibets. Et c'étaient de part et d'autre de longs éclats de rire. Les cafés étaient pleins, et débordaient de consommateurs qui, tout en buvant des liqueurs, suivaient des yeux cette scène inouïe, et contribuaient au spectacle en prenant leur part de la joie générale.

Et les Prussiens ? et le siége prochain ? Ah bien, oui ! C'était bien des Prussiens et du siége qu'alors il s'agis-

sait. On avait fait trève aux soucis. J'entendis, en passant, un ouvrier dire à l'un de ses camarades :

— Ils n'oseront plus venir, maintenant que nous l'avons!

Ils, c'étaient les Prussiens; *nous l'avons*, ils voulaient parler de la République. Ne souriez pas; ce fut pour une heure la folie de toute la population parisienne. Elle est si habituée à se payer de phrases qu'elle crut de bonne foi qu'à ce seul mot de République les Prussiens s'arrêteraient épouvantés. Elle s'imagina que c'était là une de ces formules magiques qui chassent les démons et calment les tempêtes. Cette naïveté paraîtra sans doute invraisemblable à ceux qui me liront de sang-froid. Mais j'en appelle à tous les témoins du quatre septembre. Ils étaient deux millions. Oui, nous avons tous senti monter à notre cerveau les fumées de cette ivresse étrange. Oui, nous nous sommes grisés de ces événements si capiteux, et, d'un même coup, bon sens, raison, juste discernement des choses, réflexion, tout s'est envolé. — Comment cela s'est fait, je ne le conçois pas bien encore, quand j'y songe; mais j'ai moi-même senti l'influence; et je ne crois pas avoir jamais joui plus pleinement du bonheur de vivre que dans ces quelques heures.

Le soir, j'allai aux nouvelles chez un de ceux qui, ayant pris part au mouvement, devaient en connaître les résultats officiels. Il arriva au milieu du dîner, tout échauffé des émotions d'où il sortait. Il nous jeta, un peu au hasard, les noms du nouveau gouvernement. Car, bien qu'il en fût lui-même, toutes les notions se brouillaient dans sa cervelle.

— Et Rochefort? lui demanda-t-on.

— Rochefort! nous dit-il, ah! c'est une bonne histoire. Le gouvernement était déjà constitué, et après nous être tous nommés, nous avions clos la liste, quand il arrive, suivi d'une foule énorme qui l'avait délivré de sa prison, et qui criait : Vive Rochefort ! Vive Rochefort !

Le général Trochu aborde le jeune journaliste, le complimente d'un air quelque peu embarrassé, et tout en lui faisant sentir que le gouvernement est complet, qu'on se passerait aisément de lui, l'invite pourtant, si le cœur lui en dit, à prendre place au bureau.

Le pamphlétaire l'écoute d'un visage froid, et prenant ce ton sarcastique, où se retrouvait tout entier l'auteur de *la Lanterne* :

« Mon dieu ! général, lui dit-il, quelles que soient les fonctions auxquelles on me jugera propre, je les accepterai sans mot dire. Si l'on veut faire de moi le concierge de l'Hôtel de Ville, je déploierai à tirer le cordon le même patriotisme que vous et vos collègues à diriger la République. »

— Vive Rochefort ! hurlait la foule.

Il fallait bien faire bonne figure à mauvais jeu. On n'ignorait pourtant pas l'effet d'épouvante qu'allait produire sur la province ce nom de Rochefort, qui rassemblait en lui toutes les défiances et les haines qu'inspirait Belleville. Mais on avait donné congé aux inquiétudes et aux craintes. A demain les affaires sérieuses.

II

Il arriva, ce lendemain, et Paris apprit la composition certaine de ce gouvernement, qui, ramassant un pouvoir

tombé à terre, avait usurpé la redoutable mission de réparer tant de malheurs et de sauver la France. Rappelons les noms des citoyens qui le formaient : C'étaient MM. Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, Jules Simon. On avait décerné, d'une commune voix, la présidence au général Trochu, que l'empereur avait quelque temps auparavant, sous l'énergique pression de l'opinion publique, nommé gouverneur de Paris.

Les ministères avaient été ainsi distribués. Gambetta avait pris l'intérieur; Jules Favre les affaires étrangères; Crémieux la justice; Ernest Picard les finances; Jules Simon l'instruction publique; on avait donné la guerre au général Le Flô ; la marine, à l'amiral Fourrichon ; les travaux publics, à un industriel, M. Dorian, peu connu alors du grand public, mais qui devait bientôt, par son activité intelligente, acquérir une vaste influence; et enfin l'agriculture et le commerce à M. Magnin.

Parmi tous ces noms, il n'y en avait guère que deux ou trois qui inspirassent une réelle confiance à la bourgeoisie parisienne. On respectait Jules Favre pour son incontestable réputation d'honnêteté parfaite, son civisme et son désintéressement authentiques, et son prodigieux talent de parole. Mais on ne le croyait pas capable de dominer une situation aussi difficile que celle qui nous avait été léguée par le désastre de Sedan. On ne se doutait guère du service qu'il nous allait rendre, en écrivant le récit de son entrevue avec M. de Bismark. On avait foi en Gambetta; non pas qu'il eût donné encore des preuves bien certaines de sa capacité. Il n'était

guère connu du public que pour une demi-douzaine de discours très-éloquents. Mais on le savait jeune, actif, très-hardi et très-prudent tout ensemble ; il alliait toute la fougue du méridional français à l'astucieuse finesse de l'Italien ; il avait su, tout en se ralliant les sympathies de la classe bourgeoise, conserver une grande au torité sur les populations jalouses et turbulentes de Belleville, Ménilmontant et Montmartre. Bref, il était populaire, et ce seul mot explique tout en France, où il est convenu que rien ne réussit comme le succès.

On était également engoué du général Trochu, non pas que l'on sût grand'chose de ses talents militaires ; mais il avait eu, sous l'empire, le courage d'écrire un livre où il signalait les défauts de notre organisation militaire, et semblait avoir d'avance indiqué les causes de nos futurs revers. La campagne de 1870 avait rendu à cet ouvrage un cruel intérêt d'actualité, en donnant à son auteur une popularité immense. Il est certain qu'il avait fallu, pour le composer et le rendre public, une dose considérable de ce courage, qui est en France le plus rare de tous : le courage civil. Le général Trochu avait, en rompant ainsi visière aux chefs de l'armée et à l'empereur, compromis son avancement, et il s'était résigné à ne plus être jamais rien. Il se trouva, par un revirement inattendu des choses, que ce livre, qui devait peser sur toute sa carrière et le retenir dans les grades inférieurs, le porta au souverain pouvoir et lui mit les destinées de la France entre les mains.

Les Parisiens n'avaient encore senti qu'une inquiétude à son endroit. Le général Trochu s'était dès l'abord répandu en proclamations et en circulaires. Il écrivait

trop et trop bien. Il causait aussi beaucoup. La tradition le représentait adossé à la cheminée de son salon, et développant, avec une incroyable abondance de paroles, ses projets et ses illusions aux auditeurs qui se renouvelaient incessamment autour de lui. L'exemple tout récent de la vaine et emphatique éloquence d'Ollivier et du piteux succès où elle avait abouti, venait d'instruire nos compatriotes à se méfier des phraseurs. Un mot terrible avait été dit sur Trochu, par un journaliste de beaucoup de talent, M. Jules Richard; le courriériste ordinaire du *Figaro* l'avait surnommé : *un Ollivier militaire.* Mais le besoin d'un homme en qui l'on espérait était si pressant, que l'on écarta les sujets de crainte et que l'on s'abandonna, à peu près sans restriction, à ce nouveau sauveur que l'on venait de se choisir.

Ces messieurs se trouvaient en face d'une situation vraiment déplorable. La population parisienne avait parfaitement oublié les Prussiens; mais il était certain que les Prussiens, eux, ne nous oubliaient pas. Il leur fallait sans doute le temps de prendre quelque repos après un si violent effort, de reformer leurs cadres décimés par la victoire, de combiner leurs mouvements, de faire, en grandes masses, le chemin qui sépare la frontière française des murs de la capitale. Mais de songer à les arrêter sur la route était une folie qui n'entrait dans la pensée d'aucun homme de bon sens. Il n'y avait plus d'armée pour s'opposer à leur marche. Conclure une paix telle quelle, autre impossibilité. Nous n'avions plus de gouvernement régulier, que M. de Bismark voulût reconnaître, et qui pût se présenter au nom de la

France tout entière. Il faut dire aussi que le public était bien éloigné, à ce moment, de toute idée de paix. Outre qu'il se croyait couvert de ce nom de république, comme d'un bouclier invincible, il ne respirait que la fureu et la vengeance. Jamais la vanité nationale n'avait sub une si douloureuse humiliation. C'est en vain que nou courions toute l'histoire, nous ne trouvions nulle part une honte comparable à celle de la capitulation de Sedan, et nous sentions l'ardent désir d'une revanche éclatante. Nous la voulions, il nous la fallait : « Qu'ils viennent! s'écriait-on, qu'ils viennent! ils verront ce que c'est qu'un peuple qui est résolu à vivre libre ou à mourir. » On rappelait à tout propos l'exemple de l'Espagne, sans songer que les situations étaient aussi différentes que les montagnes de la Sierra Morena peuvent l'être des vastes plaines de la Champagne et de la Beauce. Les plus exaspérés mêmes ne se gênaient pas pour crier que nous étions plus près de Berlin qu'ils n'étaient de Paris. Nous avions été perdus par les généraux de cour, par une intendance aussi désordonnée que dépensière, par un militarisme absurde; mais aujourd'hui, c'était la nation même qui allait se lever en armes et faire ses affaires elle-même. Nous recommencerions 92, et cet immortel élan, où nos regards se reportent toujours en ces affreuses extrémités.

Jules Favre n'était que l'écho de la conscience publique, quand il écrivit cette fameuse phrase, où se reconnut toute la France : *Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses!* Ce n'est pas que les gens avisés n'eussent vu, dès le premier jour, l'inconvénient de cette antithèse, et le noir parfum de com-

plications qui pouvait s'échapper de cette fleur de rhétorique. Déclarer, par avance et dans un si solennel langage, que l'on ne céderait rien à un ennemi triomphant, c'était se lier les mains et se condamner, si l'inexorable nécessité nous poussait de malheur en malheur, ou à se déjuger, ou à résigner ses pouvoirs au risque d'une révolution nouvelle en face de l'ennemi. Qu'on marquât la résolution où l'on était de ne rien céder du territoire français, passe encore, et ce défi se pouvait comprendre. Mais pourquoi ajouter : *ni une pierre de nos forteresses!* La phrase se balançait ainsi dans un plus élégant équilibre. Mais que cette déclaration était vaine! Des amas de pierres n'intéressent point l'honneur d'une nation; et l'on peut rebâtir plus loin les forteresses démolies. C'est même une idée assez répandue chez les militaires qu'il faudrait, râsant les places fortes qui mêlent invinciblement les intérêts d'une population civile aux tristes nécessités de la guerre, établir de grands camps retranchés qui en tiendraient lieu et se riraient des menaces d'un bombardement. Mais ces réflexions si sensées, dont un avenir prochain devait démontrer la justesse, n'étaient faites que par un petit nombre d'hommes politiques; elles n'étaient point à l'usage de la foule. La bourgeoisie accueillit avec transport et répéta, de son air le plus convaincu, la phrase consacrée : « *Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses!* » Et les farouches démocrates la complétèrent par ces mots significatifs : « *Ni un écu de notre trésor.* » Car il y avait une faction qui, de bonne foi ou de parti pris, ne voulait entendre à rien. Un journal contait cette conversation, qui, disait-il,

avait eu lieu entre un négociant de la rue du Sentier et un Bellevillois à tous crins.

— Eh bien ! disait le négociant, qui voulait tâter son homme, on a conclu la paix ; les Prussiens se retirent.

— Et on ne leur a rien cédé? j'espère, répondait le Bellevillois soupçonneux.

— Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.

— Ni un écu de notre trésor ?

— Ni un écu de notre trésor, affirmait le négociant, poussant l'épreuve à bout.

— Et qu'est-ce qu'on leur a demandé d'indemnité ?

III

Deux questions se présentaient, pressantes et pleines de menaces, au nouveau gouvernement, celle des fortifications et celle des approvisionnements. Qu'avait fait jusqu'alors le pouvoir tombé, et que laissait-il à faire?

C'était M. Clément Duvernois, l'ex-ministre du commerce, qui avait été chargé d'approvisionner Paris. M. Clément Duvernois, qui était fort suspect à l'opinion libérale, possédait au moins le mérite, assez rare, d'être intelligent, actif ; entreprenant surtout ; peu de scrupules, beaucoup de hardiesse et de décision. Il avait dès l'abord résolûment rompu avec le train ordinaire de la routine administrative, et passé, à la volée, une quantité énorme de marchés avec tous les grands industriels qui se présentaient.

Vous vous rappelez ce ministre patriote de la Con-

vention, qui, envoyé aux armées, pour hâter les opérations des généraux, et ne connaissant rien à leur besogne, répétait toujours : « il faut marcher par grandes masses, procédons par grandes masses, » et qui n'en finit pas moins, en appliquant ce système, par remporter la victoire. Ce fut un peu l'histoire de Clément Duvernois. Il n'avait pas fait une étude particulière des questions qu'il était appelé, par la nécessité des circonstances, à trancher rapidement. Mais, lui aussi, il procédait par grandes masses. Il achetait encore, il achetait toujours, et toujours par grandes masses.

On se contait à l'oreille l'étonnement d'un des plus grands industriels de France, qui avait été mis en communication avec le ministre du commerce pour un approvisionnement de houille à faire.

— De la houille, avait dit l'impétueux Clément Duvernois; oui, sans doute, il nous faut de la houille, beaucoup de houille. La houille est le pain de l'industrie.

— Et de quelle espèce la voulez-vous?

— De quelle espèce?

— Oui, il y en a de trois sortes.

Et le chef d'usine avait énuméré leurs qualités respectives.

— Très-bien ! un tiers de chacune alors, avait dit le ministre.

— Et combien vous en faut-il?

Le ministre indiqua un chiffre; l'industriel sourit :

— Ce serait, dit-il, la consommation d'un jour à Paris.

— Ah! vraiment ! fit le ministre.... Eh bien! alors tant qu'il en pourra tenir.

Tant qu'il en pourra tenir, ce fut sa devise, et il se trouva que pour le moment, c'était la bonne. Il est bien entendu que je ne puis donner les chiffres exacts des provisions accumulées, et je ne sais si personne, même dans le bureaux du ministère, les pourrait avoir absolument authentiques. L'histoire seule aura plus tard des renseignements fidèles à cet égard, comme à bien d'autres. Je ne suis qu'un bourgeois de Paris qui se contente de rapporter ce qu'on disait alors, et l'effet que produisaient ces rumeurs sur l'esprit public

Je copie dans un journal du 4 octobre cette note d'origine officieuse, sinon officielle, qui fit à ce moment le tour de la presse :

« *Voici le chiffre des immenses approvisionnements que possède actuellement la ville de Paris. Rien que dans les différents parcs de la capitale, tels que le bois de Boulogne, le Luxembourg et quelques autres, nous possédons environ 220,000 moutons, 40,000 bœufs, et 12,000 porcs.*

« *Or, comme la consommation quotidienne de Paris est évaluée à peu près à mille moutons, et à sept cents bœufs, il suit de là que nous avons les ressources suffisantes pour voir venir les événements.*

« *Quant à la farine, Paris en possède une provision de trois cent mille quintaux, sans compter les quantités qui existent déjà chez les boulangers, et que l'on peut estimer à deux cent mille quintaux.*

« *Trente à quarante mille quintaux de viande salée ou conservée, et une provision considérable de poisson*

salé. Enfin Paris possède encore une énorme provision de sel, cent mille quintaux de riz, dix mille quintaux de café, sans tenir compte des quantités de différents produits qui se trouvent dans les magasins du commerce de la capitale.

« La population parisienne est donc parfaitement approvisionnée et peut, en toute assurance, attendre les Prussiens. »

C'était une des curiosités les plus courues du moment que ces immenses parcs de bestiaux au cœur même de Paris. Outre le bois de Boulogne et les jardins publics, on avait, dans l'intérieur des fortifications, disposé, pour les recevoir, d'immenses étendues de terrains vagues, et on les y avait parqués tant bien que mal. Des mobiles, choisis parmi les fils de la campagne, étaient chargés de les soigner. C'était pitié de voir ces pauvres bêtes, qui semblaient avoir la nostalgie de leurs étables, et qui, le mufle en l'air, aspirant l'air avec force, poussaient de longs et tristes mugissements. Elles piétinaient sur un sol croupi, et regardaient languissamment les visiteurs, qui s'aventuraient à travers les boues de ces campements. Dans le nombre se trouvaient des vaches laitières, et nos mobiles, devenus galants, offraient aux dames le lait tout mousseux et fumant, qu'ils tiraient eux-mêmes du pis de la mère nourrice; et les dames relevaient lestement leur jupe, en riant, enjambaient les obstacles, et montraient, en buvant à même le gobelet de bois, leurs jolies dents blanches. Quelques vieux taureaux jetaient de loin sur cette scène un regard oblique.

Les moutons se pressaient en tas, les uns contre les

autres, frissonnants et mornes. La plupart souffraient du piétain : « Voilà ce que c'est, disaient les plaisants, de manger au café des pieds humides. » On imagine aisément ce qu'il fallait de voitures de foin pour nourrir ces innombrables multitudes. Un autre malheur, c'est que la nourriture, mal aménagée, était aussitôt foulée aux pieds et salie par le bétail, qui n'en voulait plus. La moitié était gâtée et perdue. Il fallut, plus tard, quand les froids vinrent, leur construire des baraquements, qui ne servirent guère, car chaque jour de siége en diminua le nombre, jusqu'au moment où ces étables improvisées virent partir le dernier bœuf pour son dernier jour.

Le gouvernement nouveau poursuivit avec une activité fébrile les approvisionnements commencés par ses prédécesseurs. L'industrie privée seconda de son mieux le mouvement. Bien qu'on ne crût pas encore positivement au siége, ni surtout à un blocus, il se trouva néanmoins nombre de spéculateurs, qui firent venir, en grande hâte, et par trains directs, d'énormes quantités de denrées de toutes sortes. Les gares furent emplies, bondées de provisions, qui ne s'écoulèrent que lentement vers des dépôts qu'on leur improvisa dans Paris. Les Halles virent se dresser en piles gigantesques les sacs de farine, les tonneaux de viandes fumées, les meules de fromages, les boîtes de conserves, et les innombrables montagnes de légumes secs. C'était un prodigieux spectacle, à ravir Gargantua d'aise, de voir ce flot incessant de victuailles s'engouffrer, par de monumentales ouvertures, sous les vastes arceaux de ces réservoirs, qui paraissaient inépuisables.

Tout ce qu'il y avait de monuments vides à Paris fut requis pour ce service. Il est inutile de les compter. Je ne donnerai, pour exemple, que le nouvel Opéra, et la façon dont on employa la superficie qu'il couvrait. Tout le monde sait que le gros œuvre du nouvel Opéra était entièrement achevé, et ses dehors mis au point, quand éclata la révolution de septembre. Charles Garnier, l'architecte, s'occupait déjà d'enlever la clôture de planches, qui dérobait aux yeux une partie de son chef-d'œuvre. Il escomptait le plaisir de cette première inauguration, en attendant le grand jour de l'ouverture définitive. Il ne se doutait guère que cet édifice, construit en l'honneur de la musique et de la danse, servirait d'abord à tant d'usages qui n'avaient point le moindre rapport aux beaux-arts.

On craignait qu'à un moment donné, les Prussiens coupant nos aqueducs, Paris manquât d'eau; Garnier se souvint que l'Opéra était bâti sur une nappe d'eau qui descendait des hauteurs de Montmartre. Il fora la couche de béton sur laquelle reposaient les fondations du monument; fit jaillir une rivière, et emplit d'eau les vastes profondeurs du dernier dessous.

Par-dessus, il entassa les boulets de toutes formes, et à mesure que de dessous en dessous il remontait à la lumière, il emplit ces immenses réservoirs, faits pour recevoir des décors, et engloutir les portants de dix mètres de haut, de blé, de farines, de pommes de terre, de vin. Le rez-de-chaussée fut pris par une exposition de loterie, à dix millions de billets; par des campements de mobiles et des baraquements de toutes espèces. Par-dessus, à tous les étages, il empila des milliers et

des milliers d'objets destinés, soit à l'alimentation, soit au vêtement de l'armée ; sans parler d'une boulangerie militaire, ce qui fit commettre aux *reporters* une plaisanterie, que l'on mit, selon l'usage, au compte de M. Auber :

Dans le palais du son on fait de la farine.

Que dirai-je encore? Sur les vastes espaces de ce palais de marbre et d'or, il installa des cuisines et des logements pour les officiers ; une ambulance pour les blessés, et sur le toit un appareil de lumière électrique, et tout un système de signaux qui correspondaient avec cëux des tours Saint-Sulpice. Du haut en bas, l'Opéra nouveau respira la guerre, et son histoire fut celle de tous nos monuments publics à cette heure.

IV

Approvisionner Paris n'eût servi de rien, si on ne le fortifiait pas. Sur ce point encore, et c'est la dernière fois que je fais cette remarque, qui s'applique à tout le volume, je dirai moins la vérité exacte, qu'il m'était impossible, à moi comme à tout le monde, de savoir assurément, que les bruits répandus dans le public, et les inductions que nous en tirions alors.

Nous étions tous fort ignorants de ce que valaient les fortifications de Paris. Nous savions bien qu'elles existaient· car on ne manquait jamais de dire, le dimanche,

en sortant de Paris, quand le convoi du chemin de fer traversait le fossé circulaire : « Ah ! nous voilà aux fortifications ! » Mais nous ne les avions jamais regardées que comme un joujou prodigieux, un gigantesque hochet, et l'on ne nous eût surpris qu'à moitié si l'on nous avait dit qu'on les avait fait venir de Nuremberg, avec des soldats de plomb pour mettre en haie dessus.

Il fallut bien les prendre au sérieux, et il n'y a pas aujourd'hui un Parisien qui ne sache au juste ce que c'est qu'un *bastion*, et qui ne parle de *courtine* et de *lunette*, comme un vieux dur-à-cuire. Quand un ingénieur veut fortifier une ville, il commence par l'entourer, suivant la grandeur de la place, d'un polygone d'un certain nombre de côtés ; et devant chacun des angles de ce polygone, il construit un ouvrage en forme de fer de lance, qui est le *bastion* proprement dit. La pointe de cette lance s'appelle *le saillant.* On a donné le nom de *courtines* aux côtés du polygone qui relient entre eux les divers bastions. Comme *le saillant* est toujours le point faible d'un bastion, on le protége ordinairement par des ouvrages avancés, qui prennent le nom de *demi-lunes, crémaillères, couronnes*, etc.

Ces ouvrages avancés ne sont autres à Paris que les forts détachés qui couvrent son enceinte, et tout en la défendant, se protégent entre eux. L'enceinte continue de Paris se développe avec ses quatre-vingt-quatorze bastions, suivant un cercle presque régulier de trente-six kilomètres de circonférence. La ligne que l'on tracerait de centre à centre de chacun des seize forts détachés qui protégent l'enceinte n'a pas moins de 105 ou 106 kilomètres d'étendue. Ces chiffres étaient sans doute fort

rassurants. Mais en quel état de défense se trouvaient ces fortifications ?

Sur ce point, nous n'avions, nous autres bourgeoi que des données fort incertaines. C'était pourtant l'avis des hommes du métier qu'il fallait, au bas mot, six mois de travaux pour compléter ce système et lui donner toute sa force de résistance. On contait que le général Totleben, le fameux défenseur de Sébastopol, après avoir fait, sous la conduite d'un de nos officiers du génie, le tour de nos fortifications, s'était tourné, à la fin, vers son guide, et lui avait demandé :

— Est-ce tout?

— Oui, général.

— Eh bien ! quarante-huit heures après que vous aurez vu le premier casque prussien, vous rendrez Paris. Il est pris d'avance.

M. Thiers disait ouvertement à ses amis :

— Que Paris tienne seulement huit jours ; c'est tout ce qu'on peut exiger de lui, en l'état où il est; mais ce délai suffira.

Un de mes amis intimes, qui eut occasion de causer en ces jours-là avec Trochu, l'interrogea sur les chances de succès qu'offrait la situation.

Le général lui prit le bras avec force :

— Monsieur, lui dit-il, d'une voix vibrante, les Prussiens entreront dans Paris quand et comme ils voudront. Comptez là-dessus, et il n'y a pas un seul officier un peu instruit qui ne le sache.

— Diantre ! général, et qu'espérez-vous alors ?

— Eh ! mais, nous faire tuer auparavant.

Et M. Trochu se rejetant en arrière, ajouta avec une

nuance de cette emphase, qui est le caractère de sa personne et de son talent :

— Ce sera de l'humus pour les générations futures.

Ces propos assez peu encourageants étaient colportés dans le public. On peut dire que tout ce qu'il y avait de généraux et d'officiers à Paris les appuyaient de démonstrations, auxquelles nous n'avions pas, nous autres ignorants, grand' chose à répondre. Il semblait qu'ils prissent leurs précautions, et se justifiassent, par avance, d'une capitulation, qu'ils regardaient, selon les règles de l'art, comme inévitable. C'est une remarque que les historiens ont souvent occasion de faire : dans les cas désespérés, ce sont les simples, les ignorants, c'est la foule qui tient bon et va de l'avant ; ce sont les gens du métier, qui, voyant mieux les difficultés, perdent le plus vite courage. — Où les La Hire hésitent, ce sont les Jeanne d'Arc qui se jettent dans la mêlée.

Les fortifications qui dataient déjà d'une trentaine d'années n'avaient pu prévoir les canons à longue portée et les nouveaux engins de guerre dont on dispose aujourd'hui. Elles avaient donc négligé quelques points qui, jadis, ne pouvaient servir à l'attaque, et qui devaient lui être à présent d'un merveilleux secours. Telles étaient les hauteurs de Châtillon, qui, au sud de Paris, dominent les forts de Vanves, d'Issy et de Montrouge, et peuvent les couvrir de leurs feux. Au nord-ouest, la Seine qui revient sur elle-même par un long circuit, et qu'il faut traverser deux fois, avait paru, dans le temps, une protection suffisante aux officiers du génie ; et ils avaient laissé entre le Mont-Valérien et Saint-Ouen un énorme

trou vide de toute défense ; c'était la presqu'île de Gennevilliers.

L'ex-gouverneur de Paris, le général Palikao, avait songé dès l'abord à fortifier ces points vulnérables, tout aussi bien qu'à mettre en état sérieux de défense et les remparts et les forts, où il n'y avait ni canons, ni poudre, ni boulets, ni artilleurs. Mais il avait travaillé mollement, en homme qui ne croyait pas à l'imminence du danger, ou qui ne voulait pas alarmer la population parisienne.

Le génie demandait dix-huit mois pour bâtir un fort sur les hauteurs de Châtillon. On n'avait pas dix-huit jours. Et ce court répit, on n'avait pas même l'air de vouloir le mettre à profit. Quelques ouvriers flânaient épars autour de brouettes, de pelles et de pioches inoccupées. Les Parisiens, dont les remparts et les environs des forts étaient devenus la promenade habituelle, s'étonnaient de cette nonchalance et n'y comprenaient rien.

La proclamation de la République, qui aurait dû hâter les travaux, les arrêta net. Ce fut, je l'ai déjà dit, un moment de courte folie. Il fut impossible, à ce qu'il paraît, durant huit jours, d'obtenir aucun travail des ouvriers. Ils fêtaient, à leur manière, le retour de la grande exilée, et s'imaginaient que le nom de République ferait bien plus pour les défendre que des terres remuées et des canons allongeant leurs gueules ouvertes hors des embrasures. La tête leur avait tourné.

Il y eut là bien du temps misérablement perdu.

CHAPITRE III

—

LES PRUSSIENS ARRIVENT

~~~~~~

I

Que faisaient les Prussiens ?

L'histoire expliquera le secret de leur longue inaction, dont il nous est impossible aujourd'hui de connaître les causes bien exactes. Ce qu'il y a de certain, c'est que tout le monde s'attendait à les voir, cinq ou six jours après Sedan, tomber sur Paris et en forcer les portes, et que le 19 à peine commencèrent à poindre leurs casques dans les environs de Saint-Denis.

On suivait leurs étapes, par ces avis insérés coup sur coup et jour par jour dans les feuilles publiques : Les trains ne vont plus que jusqu'à Bar-le-Duc, et le lendemain, jusqu'à Vitry, et deux jours après jusqu'à Châlons, puis jusqu'à Epernay. Nous mesurions ainsi de combien de lieues décroissait la France ; et le matériel des chemins de fer se repliant de ville en ville sur Paris, nous avertissait du terrain abandonné à l'ennemi ; et la
~~~~~~

ceinture que formaient les Prussiens autour de nous allait se rétrécissant sans cesse, jusqu'à l'heure où Asnières et Vincennes devinrent enfin têtes de ligne. Le lendemain, tous les wagons, toutes les machines, tout ce qui sert à l'exploitation des chemins de fer était remisé dans Paris, et les portes par où les trains s'échappaient de la grande ville étaient murées et fermées.

Il est bien probable que ceux qui en conteront le siége à la postérité ne montreront chez les Parisiens, durant cet intervalle, qu'une ferme et inébranlable résolution de vaincre ou de mourir; ils étaleront l'héroïsme de cette grande capitale, qui rompit, sans pâlir, avec ses habitudes de luxe et de mollesse, et forma le projet de s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de se rendre lâchement. En réalité, les sentiments qui agitèrent la bourgeoisie parisienne pendant cette période d'attente furent très-complexes, et d'une analyse qui ne laisse pas d'être délicate à l'observateur.

Au fond de tous les cœurs, il y avait — cela était absurde, insensé, ridicule — mais enfin il y avait comme un secret espoir que les choses s'arrangeraient, que les Prussiens s'arrêteraient en route. Sur quoi fondait-on ces illusions singulières? Sur tout et sur rien. Guillaume avait déclaré qu'il ne faisait la guerre qu'à l'empereur Napoléon. Eh bien! disait-on, voilà l'empereur tombé; pourquoi le roi de Prusse poursuivrait-il la campagne contre une nation qui ne lui a rien fait? Il aura peur, ajoutait-on, de la République française, et de la propagande des idées démocratiques dans son armée. Le fait est, que tous les démocrates de Paris adressaient de

longues pancartes aux soldats ennemis, qu'ils appelaient *nos frères d'Allemagne* et les collaient sur tous les murs de Paris, sans doute afin qu'ils y fussent plus commodément lus des officiers de M. de Bismark. On comptait encore sur l'intervention de l'Europe : la Russie ne permettra pas à la Prusse qu'elle poursuive des conquêtes qui deviendraient inquiétantes pour la sécurité de l'Europe. L'Angleterre doit sentir que, la France vaincue et dépecée, Guillaume mettra la main sur la Hollande, et prétendra à l'empire des mers. Tous les jours nous lisions dans les journaux des notes, où l'on nous leurrait des plus belles espérances d'intervention prochaine. On ne citait pas, en revanche, les articles où le *Times* déduisait froidement les raisons qui devaient engager l'Europe à s'abstenir et lui conseillaient une indifférence où elle n'était que trop encline.

Mais ce qui nourrissait par-dessus tout ce rêve insensé du public parisien, c'est cette incurable vanité qui est le fond de notre caractère national. La prise de Paris nous semblait être un monstrueux sacrilége, un attentat si épouvantable contre toutes les lois divines et humaines, qu'il ne pouvait pas nous entrer dans l'imagination que ce crime achevât de se commettre : non, cela n'était pas possible. La terre s'ouvrirait plutôt et dévorerait les maudits qui oseraient porter la main sur l'arche sainte. Je suis convaincu que cette invincible espérance a tenu, chez la plupart d'entre nous, jusqu'au dernier jour ; qu'elle s'est mêlée à toutes leurs émotions, et qu'elle n'a pu être mise en déroute, si elle l'a été, que par le premier coup de canon tiré du fort Valérien.

Tout homme est pétri de contradictions ; le Français est plus homme en cela que tous les autres. A travers ces illusions, un sentiment tout contraire se faisait jour dans toute la bourgeoisie : c'est qu'on devait rester à Paris, et y faire tête de son mieux à l'orage qu'on prévoyait. Il y a toujours, dans toutes les grandes occasions, une phrase consacrée qui exprime le sentiment public et sert en quelque sorte de mot de ralliement : *Il faut être là,* était le mot à la mode.

Le gouvernement de la défense avait engagé toutes les bouches inutiles à se retirer de Paris. Beaucoup de personnes de la classe aisée avaient, pour obéir à ces prescriptions et par mesure de prudence, emmené leurs femmes et leurs enfants, qui aux bains de mer, qui dans des villes d'eaux, qui en Touraine et dans le midi de la France, et toutes étaient revenues, une fois ce devoir de famille accompli. L'émigration vers les côtes de la Normandie avait été considérable, et c'était un spectacle curieux de voir les gares de ces plages célèbres encombrées d'hommes, qui, tous, rentraient seuls, à Paris, sans qu'aucun besoin d'affaires les y rappelât; mais ils s'étaient dit : Il faut être là. Ils se formaient en groupes animés, et tous, grands commerçants, avoués, avocats, fonctionnaires, artistes, s'abordant, sans se connaître, entamaient conversation :

— Eh bien ! vous aussi, vous retournez à Paris ?

— Ma foi ! oui; ce n'est pas pour le mal que je ferai aux Prussiens ; je ne sais pas tenir un fusil. Mais il faut être là.

Il faut être là ! c'était le refrain universel, et l'on ne tarissait pas en railleries sur les hommes qui, pris de

peur, ou par des raisons personnelles, se sauvaient de Paris, sans espoir de retour. On les avait nommés les *francs-traquëurs* ou les *francs-fileurs* de la Seine. On contait qu'un journaliste connu, au moment d'enregistrer ses bagages, avait serré la main d'un ami qui l'avait accompagné jusqu'à la gare :

— Allons ! mon ami, du courage, lui avait-il dit les larmes aux yeux. Il en faut pour quitter Paris en un pareil moment !

On se répétait en riant le mot d'un artiste, à qui ses amis disaient avec reproche :

— Eh quoi ! tu pars?

— C'est plus fort que moi ! leur avait-il répondu. Je ne veux pas rester dans une ville qui ne se défendra pas.

M. Emile de Girardin se croyait obligé d'expliquer au public qu'avec ses cinquante-cinq ans et ses mauvais yeux il ne rendrait, enfermé dans les murs de Paris, que de médiocres services à la cause de la défense, et qu'il lui serait plus utile en province. Il avait raison ; mais personne ne voulait le croire, et les railleries allaient leur train !

Il y eut à cette heure grave un entraînement universel et qui fait le plus grand honneur à Paris. Cette nation si frivole, si vaine, et que je viens de montrer moi-même si facile aux illusions, forma très-simplement, mais très-fermement aussi, le projet de résister jusqu'au bout, et quoi qu'il lui en pût coûter. Personne en ces jours-là n'avait prévu un blocus. Toute la population s'attendait à une attaque de vive force, à ce que les Parisiens appelaient dans leur argot pittoresque « un

coup de chien. » Elle pensait que les Prussiens, aussitôt arrivés, bombarderaient, et, sacrifiant cinquante mille hommes, passeraient entre deux forts. La perspective n'était ni rassurante, ni gaie pour des gens dont les trois quarts n'avaient pas tiré un coup de fusil, et cependant aucun n'avait reculé ; ils s'étaient tous dit :

— Il faut être là !

La défense héroïque de Strasbourg avait monté toutes les imaginations. Tous les jours, on voyait défiler sur les boulevards des compagnies de garde nationale, portant des feuillages verts et des fleurs au bout de leurs fusils, qui s'en allaient place de la Concorde présenter les armes à la statue de Strasbourg, et déposer leurs bouquets sur le piédestal. On faisait un discours patriotique, on chantait *la Marseillaise*, on s'exhortait à imiter l'exemple de ces braves gens, qui, là-bas, sous la mitraille, défendaient obstinément l'honneur de la Patrie. Il y avait bien quelque affectation de pose dans ces cérémonies, qui se renouvelaient trop souvent pour être spontanées ; mais les manifestations extérieures ont l'avantage d'agir plus profondément sur les âmes, et de les engager plus avant qu'elles ne l'auraient fait, si elles étaient restées livrées aux inspirations intermittentes d'un enthousiasme solitaire. Quand les hommes ont longtemps crié ensemble : vaincre ou mourir ; quand ils ont appuyé ces clameurs de démarches publiques, un jour vient qu'ils ne peuvent plus tourner la tête en arrière : leurs vaisseaux sont brûlés

Les clubs (il y en avait beaucoup et de toutes sortes qui s'étaient fondés à Paris) agissaient encore dans ce sens. Personne n'eût osé seulement y prononcer le mot de paix.

On eût été honni, sifflé, conspué. Les orateurs n'étaient pas généralement la fleur de la politesse et de l'élégance, ils frappaient du poing en énergumènes, ils roulaient des yeux terribles, et ne se faisaient pas faute de lancer des invectives contre le roi de Prusse, qu'il était de bon goût en ces endroits d'appeler *papa Guillaume*, et contre son ami M. de Bismark. On représentait l'un ivre de champagne et l'autre de sang et d'orgueil. On riait beaucoup de notre *Fritz*, et l'on se promettait de lui montrer ce que valait un peuple libre :

— Nous les reconduirons jusqu'à Berlin ! hurlait l'orateur.

— Oui ! oui ! criait toute l'assemblée.

Ainsi s'entretenait ce foyer brûlant d'exaltation patriotique. Les politiques qui, du fond de leur cabinet, jugent froidement les choses, auraient mieux aimé que le gouvernement (quel qu'il fût) s'en allât droit aux Prussiens et leur dît : Qu'exigez-vous ? Ne nous imposez que des conditions acceptables à la France, même après tant de défaites, et concluons la paix. Mais ils n'osaient que timidement et par voie oblique donner ces conseils, et ceux mêmes qui les trouvaient justes auraient craint d'en rien témoigner. Ce n'était donc, les uns y allant de bon cœur, et les autres un peu malgré eux, qu'un cri dans la population :

— Il faut être là !

II

Le patriotisme ne suffit point à défendre une ville, même derrière des murailles. Il y faut des soldats. On n'en avait point. Mac-Mahon détruit, Bazaine bloqué, que

restait-il à Paris? C'étaient les trois cent vingt-cinq mille hommes, qui composaient toutes les troupes disponibles en France, ces fameux trois cent vingt-cinq mille *oui* du plébiscite, qui avaient révélé à M. de Bismark notre irrémédiable faiblesse. A l'heure où j'écris, ils sont tous en Allemagne, les malheureux ! L'armée de Metz, elle aussi, a été forcée de capituler, et pour répéter un de ces mots cruels et cyniques, qui sont familiers à l'esprit parisien, Bazaine a enfin opéré sa jonction avec Mac-Mahon.

Où trouver des soldats? Vinoy, par bonheur, venait, par une retraite habile et qui fut admirée même des Prussiens, de ramener à Paris tout un corps d'armée, qui avait échappé avec lui au désastre de Sedan. Mais il ne fallait pas faire grand fond sur ces troupes; outre que ce n'étaient pas de vieux soldats, l'élite de notre armée, comme ceux que possédait Bazaine, ils revenaient démoralisés par le spectacle du grand désastre auquel ils avaient assisté de loin. Ils en rapportaient l'impression très-vive, dans leur imagination éperdue. Mal vêtus, mal chaussés, et affichant sur toute leur personne le désordre de la déroute, cela n'eût rien été encore, c'était le moral surtout qui était affecté chez eux. Ils n'avaient plus de confiance ni en leurs chefs ni en leurs armes.

— Ce n'est pas la peine d'essayer, disaient-ils, ces gens-là sont plus forts que nous.

De toutes parts, il rentrait dans Paris des fuyards de Sedan, les uns qui avaient passé par la Belgique, les autres qui s'étaient évadés de la capitulation, d'autres, il faut bien le dire aussi, qui s'étaient prudemment tenus loin de la bataille, et avaient pris leurs jambes à leur cou,

aussitôt la défaite connue. Tous rapportaient à Paris un grand dégoût de cette guerre, et contribuaient à semer le découragement et la peur. On imagine bien que les poltrons, qui s'étaient le moins battus, étaient les plus bruyants à cette propagande de la démoralisation. On a fort souvent remarqué que le Français avait besoin d'être porté par le succès, et que son courage était plus dans l'élan que dans la résistance. Les revers le brisent et la retraite l'achève. Songez que ces soldats avaient subi, coup sur coup, avec une rapidité inouïe, les défaites les plus effroyables dont ait jamais parlé l'histoire; qu'ils venaient de faire cent lieues de pays, avec les Prussiens à leurs trousses, et songez quelle pouvait être leur ardeur à courir à de nouveaux combats ! On leur avait répété tout le long de la campagne le mot du *Times :*

— Vous êtes des lions conduits par des ânes !

Hélas ! les lions mêmes avaient perdu leurs crinières. Il n'y avait plus, pour le moment au moins, aucun effort vigoureux à en espérer.

On s'était hâté de mander à Paris les marins de nos ports. Il n'en restait plus autant qu'on aurait voulu. Beaucoup voyageaient sur cette flotte si fastueusement inutile qui avait croisé dans la Baltique; cinq ou six mille s'étaient fait hacher avec une bravoure incomparable à Sedan. Le reste arriva. C'étaient d'excellents soldats, qui ont fait à Paris peu de bruit et beaucoup de besogne. On les distribua dans les forts, où ils retrouvèrent leurs pièces, qu'on avait, suivant en cela l'exemple de l'illustre Totleben, enlevées aux vaisseaux pour en armer les citadelles. Ils ne furent pas pour nous un objet de curiosité ni de spectacle; leurs chefs,

qui craignaient pour eux la contagion de l'indiscipline et du découragement, les tenaient serrés de court, et ils n'avaient qu'à de rares intervalles la permission de descendre *à terre*. C'est à peine si, par-ci par-là, nous avions occasion de les voir, avec leur chapeau ciré, leur grand col rabattu, leur vareuse bleue, leur figure bronzée, leur air martial et bon enfant tout à la fois, filer leur nœud dans nos rues.

L'armée régulière étant détruite, il fallut bien se rabattre sur la *mobile*, cette mobile qu'avait voulu organiser le maréchal Niel, et dont le maréchal Lebœuf, son successeur, s'était si agréablement moqué à la Chambre. C'était quelques semaines avant la guerre ; on discutait son budget, et le rapporteur lui offrait quelques centaines de mille francs pour les frais de la garde mobile, à mettre sur pied.

— C'est bien peu, faisait observer un membre de la gauche.

— C'est encore trop, répondait gaiement le maréchal de cour. J'avoue même que si vous ne me donniez rien, je serais satisfait encore.

Et les familiers du château riaient de ces boutades, que *l'Officiel* émaillait de *très-bien ! très-bien !*

C'était pourtant cette mobile, si dédaignée, qui devait sauver la situation. Depuis longtemps notre armée, sans qu'on s'en aperçût, n'était plus composée en grande partie que de *vendus* ou de *réengagés;* les uns, qui forment presque toujours de mauvais soldats, les autres qui deviennent des prétoriens grognons. Ce n'était plus la nation. L'organisation de la mobile, au contraire, puisait aux forces vives de la patrie : elle prenait le paysan

ur à la peine, obéissant et d'une bravoure si tranquille, l'ouvrier, bon compagnon, d'un corps si souple et d'un esprit si élastique, plein d'entrain et de gaieté, l'homme des coups de main; et à côté les fils de cette bourgeoisie, qui avait eu durant quarante années le tort de se désintéresser des armes, instruits ceux-là, intelligents, et animés de ce courage que donne toujours aux âmes bien nées la supériorité des lumières. C'étaient là les vrais éléments des armées d'autrefois, de celles qui avaient repoussé l'Europe en 92, et qui, pour notre malheur, l'avaient conquise et foulée, de 1800 à 1814.

Mais toute cette organisation n'existait guère encore que sur le papier. L'essai qu'on en avait fait à Paris n'avait été ni bien heureux ni fort encourageant. La mobile de Paris nous avait épouvantés par son indiscipline, dont on nous faisait les récits les plus étranges. C'était un peu la faute de l'ancien gouvernement, qui, ne comptant jamais s'en servir, lui avait donné pour officiers des jeunes gens haut apparentés et riches, mais parfaitement ignorants de bien des choses militaires, et par là même sans influence aucune sur leurs hommes. On contait de leur passage au camp de Châlons les histoires les plus invraisemblables. Les soldats huaient les généraux en pleine revue; ils mettaient les hôtels et les auberges à sac; ils refusaient de monter les gardes, et se livraient à mille farces que la chronique grossissait encore.

Le maréchal Mac-Mahon s'en était débarrassé en les évacuant sur Paris; on les avait campés à Saint-Maur; mais il paraît que là, ils ne se conduisaient guère mieux. Ils avaient, si ce que l'on conte est vrai, l'habitude de déserter en masse leurs postes du soir, et ils venaient

tirer une bordée dans la grande ville. Le matin, il en manquait soixante sur cent à l'appel. Il y avait sans doute beaucoup d'exagération dans ces rumeurs, que l'opinion publique prenait trop au sérieux. Ce qui est certain, c'est que toute cette population parisienne, jetée au hasard dans des cadres de formation nouvelle, mal commandée, sans esprit militaire, d'une indiscipline déplorable, donnait beaucoup d'embarras au général en chef qui les comblait de proclamations : il finit par les envoyer dans les forts — un poste d'honneur, leur dit-il, pour leur dorer la pilule. Ils commencèrent par y porter leurs habitudes de désordre. On disait, pour n'en citer qu'un exemple, que dans un de ces forts où il n'y avait qu'un puits qui fournît de l'eau bonne à boire, ils avaient précisément choisi ce puits pour y expulser ce que le *Médecin malgré lui*, de Molière, appelle le superflu de la boisson. Ce sont des gamineries au collége, mais dans un camp en face de l'ennemi ! Peu à peu cependant ils se rangèrent et apprirent leur métier, surtout après que sur une décision, qui fut commune à tous les mobiles, on leur eût permis de choisir leurs officiers à l'élection. Mais c'étaient pour le moment des soldats sur lesquels on ne pouvait compter qu'à demi : très-braves sans doute, et capables d'un vigoureux coup de collier au jour de sortie, mais peu sûrs, et qui avaient besoin de se former.

Le mobile de province inspirait plus de confiance ; non pas que ces jeunes gens fussent plus au courant de la vie militaire : bien peu savaient tenir un fusil. Mais on lisait sur leur honnête, robuste et placide physionomie que c'étaient tous de solides gars, dont on ferait tout ce qu'on voudrait, si l'on savait les mener. Le général Trochu

est Breton d'origine. Il avait donc fait venir tout de suite la mobile de Bretagne qui s'était levée comme un seul homme à sa voix. Les pauvres garçons ! je les vois encore avec leurs longs cheveux, leurs grands chapeaux ronds et leur visage étonné quand ils débarquèrent à Paris, le soir, par une pluie battante. Ils furent une des curiosités de Paris, qui en vit tant passer dans ces jours de branle-bas. La plupart ne parlaient point français ; impossible de s'expliquer avec eux.

Ils s'en allaient, leur billet de logement à la main, d'un pas tranquille, ahuris et graves, à travers ces rues qu'ils ne connaissaient point, sans paraître se soucier des torrents d'eau que le ciel leur versait sur la tête. Aux Bretons succédèrent les Berrichons, les Francs-Comtois, les Champenois et les Bourguignons, et bien d'autres encore que j'oublie.

Ce fut là qu'on put voir de quelle admirable variété de races se compose cette unité française que prétendait rompre un insolent étranger. Chacun de ces jeunes gens, arrivés par groupes de leurs départements, portait, marqué sur son visage et dans son attitude, les traits caractéristiques de la province à laquelle il appartenait. Je logeais des Bretons chez moi; ils avaient tous l'air pensif, recueilli et tout ensemble énergique. On lisait sur leur rude figure et cette force qu'ils ont tirée d'une terre de granit, et ces habitude de méditation que donne le spectacle incessant de la vaste mer. Tout autre était le Bourguignon. Haut en couleur, la mine gaie, avenante, le verbe sonore, l'allure superbe, le geste exubérant ; de plantureux gaillards qui ont du vin dans le cœur. Et quelle imagination!

quelle verve de dévouement patriotique! J'en connaissais quelques-uns; c'était plaisir de les entendre : ils devaient tout dévorer, entre deux repas, et ne faire qu'une bouchée des Prussiens.

Je rencontrai à cette époque le bataillon de Semur, dont un des capitaines était de mes amis. Quels récits colorés et fantasques! On les avait d'abord laissés chez eux, à faire l'exercice, loin des armées allemandes. Mais ils ne l'entendaient point ainsi! ils voulaient, eux aussi, venir à Paris, comme les autres, se battre. Ils députent au ministère un des leurs, qui leur rapporte un ordre de départ. Les voilà fous de joie. Ils bouclent leurs sacs et en route! Ils arrivent à Dijon, en gare, tous chantant :

— Vite un train!

— Mais il n'y a plus de train, répond le chef de gare; le dernier vient de partir, et les Prussiens ont peut-être déjà coupé la ligne.

— Un train, ou l'on te fusille!

Et de rire! Ce sont les grosses gaietés bourguignonnes. Il faut bien en passer par où veulent ces diables déchaînés. On organise un train.

— Mais je n'ai pas de chef de train!

— Eh bien! monte toi-même sur la locomotive; plus vite que ça, ou l'on te fusille.

Le chef de gare s'exécute, et sur toute la route nos Bourguignons, ivres de plaisir, tirent à travers les portières sur les vaches qui paissent, sur les troupeaux de moutons qui broutent les prés; ils chantent, ils crient, ils se bousculent. C'est le vin rouge du pays qui bouillonne dans leurs veines et déborde en joyeuses extravagances.

Quinze jours après, ces gaillards Bourguignons étaient à l'ordre du jour de l'armée. Ils s'étaient battus avec cette même gaieté savoureuse et forte !

On évalue à soixante et dix mille le nombre des mobiles qui furent ainsi appelés de province, dans les jours qui précédèrent l'investissement. C'était l'espoir d'une armée ; ce n'était pas une armée, et les journaux prussiens disaient en ricanant : Ce ne sont pas les *moblots* (*sic*) qui arrêteront les vainqueurs de Wœrth et de Sedan ! — Ils ont dû changer d'idée depuis ce temps-là.

Derrière venait la garde nationale. La garde nationale n'était point une force organisée. Le gouvernement déchu s'en était toujours défié. Il se rappelait cette définition restée célèbre : « La garde nationale, c'est la nation armée en face du pouvoir. » Outre qu'il l'avait supprimée dans un certain nombre de quartiers, il l'avait épurée dans tous les autres. Il n'y avait laissé que les hommes sur qui il croyait pouvoir compter, et encore les décourageait-il d'un service qui n'était plus que de parade. Il ne se présentait pour être officiers que des ambitieux, qui aspiraient aux honneurs du ruban rouge, ou qui, plus simplement, voulaient être invités aux fêtes officielles. C'était à qui, parmi les citoyens, se soustrairait aux obligations de la garde nationale, et je sais bien que, pour moi, je n'en connaissais encore, quand éclata la révolution du 4 septembre, que l'hôtel des haricots, où je passais régulièrement trois ou quatre jours par an.

L'ennemi approchant, ce n'était plus le temps de plaisanter et de rire. Tout le monde sentit qu'il fallait être de la garde nationale. Il y avait déjà des bataillons tout formés ; ils étaient en général composés de gros bour-

geois, négociants, médecins, avocats, employés, et comptaient de huit cents à mille hommes. Ils se recrutèrent de tous ceux qui, dans le quartier, occupaient une position analogue de fortune, et se distinguèrent par ce nom, qu'ils conservèrent tout le temps de la crise, d'*anciens bataillons.* Ils s'arrêtèrent généralement au chiffre de douze cents hommes.

Des *nouveaux bataillons* se formèrent dans les quartiers où la garde nationale n'existait pas, à Belleville, Ménilmontant, partout où l'empire craignait, suivant le mot du *Charivari*, les excès d'une garde nationalesque effrénée. Il fallut aussi en créer, dans les quartiers plus riches, où les anciens ne suffisaient plus aux inscriptions qui affluaient de toutes parts. Ces nouveaux bataillons montèrent rapidement au chiffre de deux mille hommes. Croirait-on que ce fut une question que de savoir comment s'habillerait la garde nationale? Les anciens bataillons étaient presque tous vêtus de la tunique et coiffés de shako; un costume fort cher, très-incommode, et parfaitement ridicule. Le gouvernement voulait, par un décret, l'imposer à tout le monde. On se révolta, et le bon sens public fit tout aussitôt justice de cet arrêté, qui resta lettre morte. Le pantalon à bandes rouges, la vareuse, avec ceinturon noir et le képi furent adoptés, d'un commun accord, en dépit de l'administration, et les anciens bataillons mêmes ne tardèrent pas à se rallier au nouveau costume, qui devait être pour longtemps celui des Parisiens. On ne sortit bientôt plus qu'en vareuse, et même alors qu'on revêtait l'habit bourgeois, on gardait sur la tête le képi, qui fut la coiffure du siége. C'est le premier échec sérieux qu'ait subi le tuyau de

poêle qui nous sert de chapeau et distingue l'européen dans les pays d'Orient.

Il s'agissait d'armer ces multitudes. Les fusils manquaient. C'est à peine si l'on en avait assez pour en donner aux moblots : on fit flèche de tout bois; on fouilla dans tous les arsenaux; on proclama le commerce des armes et des poudres de guerre absolument libre; on invita l'industrie privée à fabriquer et à faire venir des armes. Le matin, en ouvrant notre journal, nous lisions, avec stupéfaction, des notes ainsi conçues : « On vient de retrouver dans un des magasins de l'État cinquante mille fusils dont l'existence était ignorée. Ils seront distribués à notre brave garde nationale. » Le lendemain, c'étaient dix mille Dreyse, qu'on avait surpris dans une gare de chemin de fer; et nous nous contions à l'oreille qu'ils étaient là, d'avance, envoyés mystérieusement par M. de Bismark pour armer les cinquante mille Allemands qui se cachaient à Paris et nous tomberaient sur le dos au moment donné. Mais, ajoutait le nouvelliste, ces infâmes calculs seront déjoués, et les cinquante mille fusils de M. de Bismark seront donnés à notre brave garde nationale. Les faiseurs de projets ne chômaient pas, comme bien vous pensez; tous les matins un citoyen se réveillait avec un moyen d'armer six cent mille hommes. Tel industriel avait acheté tous les fusils à pierre du premier empire pour les expédier au Congo; il les offrait (moyennant finance) à l'État, qui les transformerait en flingots. Le flingot était le fusil à piston dont on avait fait le fusil à tabatière. A côté, au-dessus, brillaient, et le fusil remington, et la carabine du même nom, et le fusil chassepot, le plus léger, le plus spirituel, le plus

coquet, le plus terrible des fusils connus. Vous ne pouviez, à cette époque, entrer de jour dans un salon sans tomber au milieu d'une discussion sur les mérites respectifs des différents fusils ; on allait chercher le fusil de la maison, et le maître en expliquait complaisamment le mécanisme. La foule était grande chez les armuriers; des remingtons ou des chassepots! Les acheteurs ne sortaient pas de là ; les armuriers ne se faisaient pas faute d'en promettre; ils allaient en recevoir; ils attendaient des arrivages du Havre. De fait, ils en fournirent en assez petit nombre, et à des prix exagérés. Le chassepot, qui revient à 70 francs à l'État, ne se vendait pas moins de 150 à 200 francs. Les revolvers avaient en huit jours monté de 30 francs à 90. Il n'était fils de bonne mère à Paris qui ne voulût avoir son revolver en poche.

— J'aurai du moins, se disait-on, le plaisir d'en tuer un!

Un, c'était des Prussiens qu'il s'agissait; on croyait alors qu'ils entreraient tout de suite et de vive force. Il se trouva qu'il n'y eut de tués, par ces revolvers, que des gardes nationaux. On en faisait jouer la batterie devant les amis assemblés. C'était pour montrer l'ingéniosité du système. Une balle partait sans dire : *gare!* et donnait aux journaux du lendemain un joli entre-filets sur le danger des armes à feu.

Quelques compagnies privilégiées, mais en fort petit nombre, reçurent des chassepots; les anciens bataillons furent en général pourvus de fusils à tabatière, d'excellentes armes, à tir rapide, à longue portée, mais qui ne furent que plus tard appréciées à leur juste valeur. Parmi les nouveaux bataillons, beaucoup n'obtinrent que

le vieux fusil à piston, et les autres, comme le quatrième soldat du convoi de Malborough, ne portèrent rien.

Tout ce monde ne savait pas le premier mot des exercices. On se mit bravement à l'œuvre. En quelques jours, la *Théorie du garde national* se vendit à quatre-vingt mille exemplaires. Il y eut exercice le matin et le soir ; nos boulevards et nos places furent sans cesse occupés, soit par des moblots, soit par des compagnies de garde nationale qui manœuvraient avec une ardeur infatigable. Les progrès furent rapides, mais le temps dont on disposait était trop court. Les officiers instructeurs manquaient ; et le public sentait bien, les chefs le sentaient encore plus douloureusement, que les Prussiens seraient sous les murs de Paris avant que cette multitude fût devenue une armée.

III

Les fortifications, je l'ai déjà dit, n'inspiraient pas beaucoup plus de confiance que la mobile et la garde nationale. C'était, pour user du mot de M. Thiers, une force morale. Est-ce pour cela qu'on n'y travaillait que mollement? Est-ce parce qu'il y avait, comme on en répandait le bruit, des discussions sur le prix de la journée, entre les ouvriers et le gouvernement, qui, avec une honnêteté un peu naïve en ces redoutables circonstances, faisait de petites économies, des économies de bouts de chandelle? Est-ce parce que le peuple de Paris, mis en goût de ne rien faire par les premiers jours de république, n'avait pas encore repris de goût à la besogne!

Peut-être y avait-il une part de vérité dans chacune de ces raisons. Ce qui est sûr, c'est que le travail n'avançait guère. La foule des Parisiens se portait chaque jour aux portes de Paris, et surtout vers les points les plus exposés, au viaduc d'Auteuil et aux redoutes de Châtillon, et elle se répandait en plaintes sur l'absence des ouvriers.

— Pourquoi ne nous met-on pas en réquisition, s'écriaient les gardes nationaux.

La destruction des villages qui entourent Paris ne marchait pas non plus assez vite. Ce n'était pas, il est vrai, une petite affaire de détruire tant de maisons, d'anéantir tant de richesses accumulées par soixante années de prospérité sans exemple. Quel spectacle que celui qu'étalaient aux yeux toutes ces ruines ! Tout autour de Paris, il y avait une ceinture de villages, qui étaient les plus riches du monde, bien bâtis et gais, et pleins d'une population aisée ! Il fallait les démolir pour faire place nette, et ouvrir aux canons des remparts un champ tout à fait libre ! Partout les bâtiments éventrés par la pioche baîllaient hideusement au soleil. Des centaines de charrettes emportaient de ces lieux de dévastations des poutres, des pierres et des mobiliers. On ne marchait qu'à travers les décombres, où grouillaient, mêlés au peuple de démolisseurs, les habitants des villages et les enfants qui jouaient, sur les ruines, avec l'insouciance de leur âge.

Ah ! il y a eu là des sacrifices bien douloureux ! je ne parle pas de ceux que chacun a faits pour son propre compte, mais de ceux qui nous intéressaient tous, comme habitants de Paris, de ce pauvre Paris si cruellement

mutilé par nos propres mains. Non, nous ne savons pas nous-mêmes, nous ne nous doutions pas, nous ne pouvions nous douter de quel cœur nous l'aimions. Il nous tenait au cœur par toutes sortes de liens invisibles que nous ne soupçonnions pas.

Qui m'eût dit qu'au milieu de tant de désastres, un des coups les plus sensibles que je dusse recevoir, ce serait la destruction du bois de Boulogne, ce bois, où moi, homme de travail, je n'allais pas quatre fois dans l'année, ce bois que je croyais m'être indifférent, comme tous les biens dont on ne jouit pas. Eh bien! non, je ne pus apprendre, sans un vif chagrin, que ces arbres, transportés à grands frais, ces prairies improvisées, ces lacs creusés de mains d'homme, toutes ces grâces et ces élégances d'une nature factice allaient être déshonorés par la hache et le feu. J'en aurais pleuré.

Je me souviens d'une caricature bien plaisante de Gavarni. Un ouvrier, les deux mains crispées de désespoir, lève au ciel des regards chargés de douleur et de reproches, et son camarade qui est auprès de lui l'interroge :

— Voyons! Trautapé, qu'éque t'a perdu! est-ce que t'a perdu ta tante Bachu? Non? Est-ce que t'a perdu ton oncle Benjamin? Mais qu'éque t'a donc perdu?

Et la légende du caricaturiste ajoute :

— Trautapé a perdu le grand Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération germanique, etc., etc.

Je me faisais un peu, avec mon chagrin sur le bois de Boulogne détruit, l'effet de Trautapé regrettant Napoléon. Je m'en allai le voir la veille même du jour où la promenade y devait être définitivement interdite au public.

C'était une après-midi splendide. Avez-vous remarqué la prodigieuse influence du temps sur l'esprit des Parisiens? Il semble que par un joyeux soleil qui luit sur la ville et qui la dore, il ne puisse nous arriver rien de triste. La fête est dans nos cœurs comme au ciel bleu. Un jour de pluie rembrunit nos âmes, et nous noircit encore l'horreur de notre situation.

La meilleure partie du bois était encore debout, et déjà les feuilles commençaient à s'enpourprer de ces tons roux, qui sont tout ensemble si beaux et si mélancoliques. Les allées, ces allées que nous avions vues si peuplées d'équipages, si vivantes et si rieuses, étaient absolument désertes et mornes, et nos pas sonnaient dans le silence et la solitude.

Par intervalle, un abattis d'arbres, qui mêlait l'image de la dévastation et de la ruine aux idées de civilisation élégante qu'évoquait de toutes parts l'aspect de ces lieux charmants. Les troncs étaient reliés l'un à l'autre par d'invisibles fils de fer, qui formaient un inextricable réseau, où les pieds s'embarrassaient aisément et trébuchaient.

Nous arrivâmes aux lacs; plus de voitures alentour, plus de cygnes, ni de canards à aigrettes se promenant sur l'eau. Ils avaient été tués la veille à coups de fusils par les moblots, ainsi que les chevreuils et les biches parqués dans le bois. Nous retrouvions çà et là quelques plumes blanches tombées sur l'herbe. C'était, hélas! tout ce qui restait de la vie qui animait ces lacs, devenus aujourd'hui de tristes flaques d'eau.

A mesure que nous avancions du côté des remparts, nous rencontrions des bûcherons et des soldats armés

de haches, et nous entendions les coups sourds du fer sur les troncs qui pliaient, et tombaient avec un bruit de bois qui se déchire. Les oiseaux effrayés s'envolaient en gémissant. La conversation avait été jusque-là, entre nous, animée et railleuse. Elle baissa peu à peu et s'éteignit. Nous eûmes tous, en voyant mourir ce bois, qu'on appelait si justement *le bois*, le bois par excellence, comme un funèbre pressentiment de la grande ville disparue. Ce ne fut qu'un moment, mais qui suffit à nous montrer toute la profondeur de notre tendresse pour ce Paris, qu'on peut charger de toutes les malédictions de la Bible, mais qu'on ne saurait se tenir d'aimer.

Avec quelle intensité j'ai vu éclater ces sentiments dans la population parisienne, le jour où le bruit se répandit qu'on avait mis le feu à tous les bois qui environnaient Paris. Nous montâmes tous à Montmartre, afin d'embrasser, du haut de cet observatoire, une plus large étendue de pays. On apercevait au loin de larges plaques de fumée noire qui semblaient ramper sur le sol, et que perçaient par intervalle des trouées de feu. On se nommait les pays qui brûlaient ainsi. Ce sacrifice d'ailleurs fut inutile. Les bois, en pleine séve, refusèrent de flamber, et c'est à peine si quelques troncs noircis demeurèrent pour attester notre héroïque résolution. Il n'y eut pas de chagrin plus vif pour nous que de voir déshonorer par le feu et la flamme les charmants paysages de la banlieue parisienne. Ils sont si beaux, ces environs de la grande cité. S'il y a de par le monde des points de vue plus magnifiques et qui étonnent plus l'imagination, il n'y en a point qui plaisent davantage à l'esprit, qui soient plus fins, plus animés, plus coquets,

qui éveillent mieux l'idée d'une civilisation aimable et spirituelle, qui aient plus de grâces brillantes et inspirent plus la gaieté. O nos jolis bois de Meudon, de Ville-d'Avray ! O notre joyeux Bougival tout peuplé de canotiers ! O Montmorency, rouge de cerises ; Montreuil embaumé du parfum des pêches, et vous, roses de Fontenay, qu'êtes-vous devenues durant ce siége ! qu'est-ce que ces barbares vont avoir fait de vous !

IV

Ils arrivaient, pleins de superbe, sans se presser. Ils laissaient, le mot est de M. de Bismark qui se plaît à ces insolentes ironies, les Parisiens cuire dans leur jus. Le 9 septembre on les savait à Laon d'un côté, à Montmirail de l'autre; le 20, Crespy et Compiègne étaient menacés au Nord, Coulommiers à l'Est, et déjà entre Coulommiers et Compiègne ils avaient vu Château-Thierry. Dans la journée du 11 (notre dernier dimanche, hélas !) Meaux télégraphiait qu'on voyait poindre les lances des uhlans au sommet de la côte de Jouarre. C'est en vain que, devant cette invasion de sauterelles, le génie faisait sauter nos ponts sur les fleuves, nos viaducs sur les chemins de fer, Guillaume écrivait paisiblement à Augusta · « Les Français ont grand tort de semer tant de ruines sur notre passage, notre marche n'en est pas arrêtée d'une heure. » Il ne disait probablement pas toute la vérité! mais il ne mentait de guère !... Le 15, les hussards bleus arrivaient devant Corbeil, que venaient d'évacuer deux régiments de nos dragons. Le

soir, il y avait de la cavalerie dans la forêt de Sénart, devant Juvisy; il y en avait même jusque sous le canon de Charenton et de Vincennes, en suivant les contours de la Seine et de la Marne. Le 16, la ligne d'Orléans était coupée entre Athis et Ablon; le 17, le dernier train parti de Paris fut attaqué devant Choisy même. Versailles trembla. C'est à grand'peine que le soir une reconnaissance de cavalerie, envoyée par le général Ducrot, put passer par Meudon, jusques à ses grilles qui ne voulurent pas s'ouvrir. Toutes les routes, tous les champs se couvrirent d'ennemis, qui, à la hâte, s'élevaient de la rivière vers Meudon et Versailles.

Le 19.... arrêtons-nous un instant à cette date fatale, qui marqua le premier jour du siége régulier.

Quelle avait été la physionomie de Paris durant ces quatre ou cinq journées d'effarement et de trouble? Très-agitée sans doute et tumultueuse. Je crois pourtant qu'un étranger, s'il fût tout d'un coup débarqué en ballon, sur le boulevard, sans rien savoir de nos aventures, ne se fût pas aperçu tout d'abord qu'il tombait dans une ville menacée, pour un temps si prochain, des dernières extrémités. La cité avait conservé toutes ses apparences de gaieté bruyante; les boutiques, le soir, étincelaient de lumières, et les cafés regorgeaient de consommateurs. La population se promenait insoucieuse, dans les rues, et rien ni dans les toilettes ni sur les visages n'indiquait de préoccupations sombres. Les Parisiens seuls remarquaient, à mille détails, le changement profond qui s'était fait dans nos habitudes. La clientèle de ces cafés, toujours si animée et si bruyante, ne se composait plus guère que d'officiers de mobiles, avec qui venaient causer

à haute voix et rire les filles du boulevard. C'étaient des échanges incessants de gais propos, des poignées de main, des cris, des rires, des allées et des venues sans fin, bras dessus, bras dessous : un spectacle légèrement cynique qui finit par exciter les réclamations de quelques citoyens scandalisés, et que le préfet de police jugea à propos de supprimer par ordonnance.

Il avait déjà fermé les théâtres. On ne voyait plus aux frontons de nos salles ces cordons de lumière qui les rendaient si gaies à l'œil. Plusieurs n'avaient pas attendu l'ordonnance de la police ; les théâtres, en effet, avaient été les premiers atteints par la crise. Dès le cinq septembre, les directeurs de l'Opéra-Comique (une scène subventionnée et chère aux Parisiens !) s'étaient vus forcés de réunir leur personnel et leur avaient avoué que la veille, *Zampa* étant sur l'affiche, il n'y avait eu que dix francs de location, et que trois jours auparavant la location ne s'était pas même élevée à huit francs. Ils avaient pris des arrangements avec leurs artistes et leurs employés, et tous les directeurs s'apprêtaient à faire comme eux, quand le préfet de police les tira d'embarras en décrétant, comme signe de deuil public, la fermeture de tous les théâtres. Toute la population, qui va d'ordinaire au spectacle, s'était ainsi trouvée rejetée dans la rue, et comme on a l'habitude de se coucher tard à Paris, elle n'en était que plus agitée et plus fiévreuse.

Dans le jour, c'était un fouillis incroyable d'uniformes qui se croisaient de toutes parts : francs-tireurs, aux costumes d'opéra-comique, cuirassiers, artilleurs, lanciers, et la ligne, et la garde nationale, et les moblots. Aux voitures qui sillonnent incessamment le macadam

se mêlaient de lourds chariots chargés de décombres, de pauvres charrettes, où s'entassaient pêle-mêle un maigre mobilier, et par-dessus, juchés, sur quelque matelas, et a femme et les enfants, qui regardaient, ahuris, tout ce tapage; ici un troupeau de moutons conduit par un berger, couvert du sayon traditionnel, et plus loin des bœufs, qui traînaient, attelés, d'énormes voitures de foin.

C'étaient tous les petits ménages des environs qui rentraient ainsi dans Paris, ramenant les épaves de leur fortune dispersée. Pauvres gens! que de larmes avant de quitter leur chère demeure! où allaient-ils reposer leur tête? C'était pitié souvent de voir les misérables meubles qu'ils emportaient, des chaises boiteuses, des vases ébréchés, des ustensiles de cuisine qu'une domestique parisienne n'aurait pas ramassés dans la rue : toute leur fortune. D'autres, plus riches, n'étaient guères moins à plaindre. Quelques-uns en moururent de chagrin; entre autres un joyeux vaudevilliste, Alexandre Flan, que nous aimions tous pour son esprit fertile en saillies franches et en bons mots. Il avait passé la meilleure part de sa vie à rassembler une collection de pièces de théâtre, qu'il avait fini par rendre à peu près complète. Il avait acheté, pour se loger, une jolie petite maison, à Neuilly, et il avait enfin réalisé, grâce à une vie de travail constant, le *hoc erat in votis* de son maître Horace. Un jour on vint lui dire : il vous faudra bientôt sortir d'ici, déménager; les Prussiens vont venir, et si le génie militaire ne démolit pas votre maison; les Prussiens la mettront à sac.

— Quitter d'ici! répondait-il, non, cela n'est pas possible. J'attendrai, ils ne viendront pas.

Et tandis qu'il se promenait, inquiet, incertain, à travers le petit jardin, dont il avait de ses mains greffé tous les arbres, parcourant du regard tous ses volumes, qu'il avait recueillis avec tant de peine, et rangés avec tant de soin, voilà qu'il entendit heurter à sa porte. C'étaient des soldats du génie.

— Allons! c'est fini! il faut déloger, et ce soir même.

— Ce soir! mais huit jours suffiraient à peine au déménagement de ma bibliothèque.

— Tant pis pour votre bibliothèque. La maison sera rasée demain.

Le malheureux garçon ne répondit rien. Il jeta un peu de linge et quelques hardes dans sa malle, et s'en fut sans trop savoir où. Au premier hôtel qu'il rencontra sur son chemin, il demanda une chambre, se coucha sans mot dire, et le lendemain, quand on entra chez lui, on le trouva mort dans son lit. Tous les liens qui l'attachaient à la vie s'étant rompus d'un seul coup, il avait fui dans l'éternel sommeil.

Son histoire est celle de bien d'autres dont on n'a rien su. Que de paysans, que de riches propriétaires à qui, jusqu'au dernier moment, on ne put persuader qu'il fallait sauver leurs récoltes, leurs provisions et leurs mobiliers, en les évacuant sur Paris.

— Mais, leur disait-on, les Prussiens arrivent, toutes ces richesses seront brûlées, c'est l'ordre du gouvernement, pour qu'elles ne tombent pas aux mains de l'ennemi.

On ne pouvait les décider au cruel sacrifice. Ils demeuraient stupides, hébêtés, ne pouvant se résoudre à prendre aucun parti, et quand vint le moment fatal, ils

se sauvèrent nus et pleurant de rage. Les propriétaires des villas qui entourent Paris furent en général plus avisés, trop avisés même, on peut le dire. Ils arrangèrent presque tous leurs maisons pour bien recevoir les hôtes qui se préparaient à y descendre, et les disposer à n'y faire aucun dégât. Ils murèrent la cave aux vins fins, mais emplirent l'autre de tonneaux et de bouteilles pleines. Ils laissèrent toutes les clefs sur les armoires, qui regorgeaient de linge. Quelques-uns même poussèrent l'attention jusqu'à oublier négligemment sur le dressoir des pots de leurs meilleures confitures, et quelques flacons de liqueurs de ménage. On supposait que ces attentions délicates attendriraient nos farouches vainqueurs. Je ne crois pas qu'elles aient eu sur eux tout l'effet qu'en espéraient ces bourgeois prudents: Il est vrai que les Prussiens ont mangé les confitures; mais il est probable aussi qu'ils ont ensuite emballé proprement le dressoir, qui a pris le chemin de l'Allemagne.

Que de dégâts nous aurons à constater quand sera enfin brisé le cercle de fer qui nous étreint! que de milliards perdus! que de joies envolées!

CHAPITRE IV

CHATILLON — FERRIÈRES — VILLEJUIF

I

Le 19 au matin, tous les Parisiens, en ouvrant leur journal, y purent lire un article à peu près conçu en ces termes : « Les dernières voies ferrées qui reliaient Paris avec la France et avec l'Europe ont été coupées hier soir. Paris est livré à lui-même. Il n'a plus à compter que sur ses ressources personnelles et sur son propre courage. L'Europe qui a reçu de cette ville tant de lumières, et qui n'a jamais vu sa gloire sans une secrète envie l'abandonne. Mais Paris, nous en sommes persuadés, prouvera qu'il n'a pas cessé d'être le rempart le plus solide de l'indépendance française. »

Toutes les feuilles publiques exécutaient des variations plus ou moins brillantes sur ce thème commun : Paris tiendra, Paris doit tenir. Mais à mesure qu'approchait le

moment solennel, la résolution du gouvernement de la défense nationale, mise en face de périls si extrêmes et d'une issue déplorable qu'il regardait comme certaine, semblait faiblir et reculer. Ces messieurs avaient rendu un décret par lequel ils convoquaient les électeurs parisiens à choisir un conseil municipal, et les Français à nommer une Constituante, qui pût résumer l'opinion de la majorité, et décider des destinées futures du pays. Au lendemain du 4 septembre, cette détermination de donner à la France une représentation vraiment nationale n'aurait soulevé aucune objection; mais après douze jours d'attente, elle indiquait une certaine lassitude du fardeau, dont on s'était imprudemment chargé; un secret désir de conclure la paix et d'en rejeter sur d'autres épaules la responsabilité trop lourde. C'était à ce moment-là le bruit public que le gouvernement *en avait assez;* qu'ayant une médiocre confiance dans l'enthousiasme patriotique de la province, il ne voulait la convoquer que pour lui donner occasion de manifester son dégoût de la guerre actuelle; et ces on-dit de la foule semblaient confirmés par la nouvelle, incertaine encore, mais qui fut bientôt reconnue vraie, d'une démarche personnelle de notre ministre des affaires étrangères près M. de Bismark et du roi Guillaume.

Les clubs jetèrent feu et flammes. Qu'allait faire M. Jules Favre au camp ennemi? Avait-il oublié sa fière déclaration : *Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.* Et les agitateurs, levant les bras au ciel ou montrant le poing, ajoutaient avec force imprécations : *Ni un écu de notre trésor.* C'étaient les premières manifestations de ce parti avancé, que nous

retrouverons bien souvent dans la suite de ce récit. Il repoussait à ce moment la convocation d'une assemblée nationale et des conseils municipaux, par la même raison qu'il demandait lui-même à Paris la constitution de la *Commune*. C'est qu'il voulait le pouvoir pour lui, et que la continuation de la guerre était un puissant auxiliaire à ses desseins. Les hommes qui menaient cette faction étaient pour la plupart d'honnêtes gens ; fermement convaincus qu'eux seuls pouvaient sauver la France ; fanatiques de 93, et qui n'eussent reculé devant aucun moyen pour faire triompher leurs idées, en triomphant eux-mêmes. Ils n'avaient fait jusque-là qu'une guerre sourde au gouvernement du 4 septembre, ils rompirent définitivement avec lui par un article, que leur chef, M. Delescluze, inséra au *Réveil*, et qui était une mise en demeure hautaine de souscrire aux volontés du peuple. M. Delescluze, esprit vigoureux, mais étroit, logicien subtil, net et ferme écrivain, possédait sur tout son parti une énorme influence, et il était respecté de tous les autres pour l'indépendance un peu grincheuse de son caractère, la loyauté de sa vie, et les longs sacrifices qu'il avait faits à sa cause. Il posait ses conditions en maître :

« *Donc, demain, disait-il, sans plus de retard, des mesures radicales, énergiques, et entre autres :*

1° Les élections pour les conseils municipaux des départements et l'Assemblée constituante ajournée à la paix ;

2° Les élections pour la commune de Paris, indiquées au plus prochain jour ;

3° Suppression de la préfecture de police ;

4° Suppression de la magistrature nommée par Bonaparte;

5° Destitution de tous les fonctionnaires appartenant à l'empire;

6° Déclaration publique qu'on ne traitera jamais avec le roi de Prusse, tant que ses armées seront sur notre territoire;

7° Mise sous le sequestre des biens de tous les ministres, ambassadeurs, sénateurs, députés, préfets, généraux, membres des commissions mixtes;

8° Remplacement des gouverneurs de la Banque et du Crédit foncier.

Et le journaliste ajoutait :

Rien de moins ne satisfera le peuple.

Il est clair qu'en parlant du peuple, M. Delescluze ne visait que lui et ses amis, car on ne pouvait dire plus nettement aux trente-cinq millions de Français, qui n'habitaient pas l'enceinte des fortifications : Vous n'êtes pas le peuple, je me méfie de votre patriotisme et j'entends faire de vous tout ce que bon me semblera, sans vous consulter. »

Ces exorbitantes prétentions étaient soutenues dans les clubs par M. Delescluze lui-même et par ses acolytes. C'est un grand vieillard, à cheveux blancs, de physionomie fine, et d'allures ascétiques, dont la parole remue par un accent de conviction qui semble plus souvent joué qu'il n'est sincère. Ceux qui marchaient, ou plutôt qui parlaient derrière lui, c'était Lhermina, Vermorel et beaucoup d'autres, dont la bourgeoisie ne connaissait guère que les noms, mais qui avaient le privilége de l'épouvanter et de la rendre rêveuse. Leur plan, c'était

d'organiser une grande démonstration, que justifiait l'anniversaire du 21 novembre. On devait se réunir place de la Concorde, en face de la statue de Strasbourg, et de là, en armes ou sans armes, peu importe, avait dit M. Delescluze, de sa voix douce et ardente, se rendre à l'Hôtel-de-Ville, pour affirmer la résolutien de se défendre jusqu'à la mort.

— Ces menées jetaient d'autant plus d'inquiétude dans Paris que sa constance avait reçu la veille une rude atteinte, et qu'elle était fort ébranlée. Il est probable que, plus tard, l'histoire, qui ne voit les événements qu'en gros et pour ainsi dire d'un seul bloc, célébrera l'héroïsme des Parisiens, contera aux générations futures qu'il ne se démentit jamais. Pour nous, qui avons été témoin occulaire et qui n'aimons que la vérité, nous serons bien obligé de noter les défaillances de l'esprit public, et de reconnaître qu'à ce moment même, un fait considérable avait d'un seul coup abattu la confiance de la population et tourné ses regards vers la paix ou tout au moins vers un armistice.

II

Les Prussiens, dans leur marche sur Paris, devaient, pour s'emparer de Versailles, tourner la ville, vers le sud, et passer d'abord par Créteil, puis longer les hauteurs de Châtillon et de Clamart. Il n'y a qu'à regarder le premier plan venu pour se rendre compte de leur mouvement. On disait, dans le public, que l'inébranlable résolution de M. Trochu avait été d'abord de les laisser

faire ; que ne se sentant pas capable, avec les troupes mal instruites dont il disposait, de leur opposer nulle part une résistance sérieuse, il n'avait formé qu'une espérance, c'était de se recoqueviller, pour ainsi dire, sous cette prodigieuse carapace de pierre, et de les attendre derrière des positions, qu'il rendrait peu à peu inexpugnables. J'ignore si telle était en effet sa pensée ; je ne saurais trop répéter que je n'ai pas la prétention de conter ici le siége de Paris, mais les impressions que nous avons tous reçues, en plein cœur, du contre-coup de ces grands événements. M. Trochu se serait laissé persuader aux instances de M. Ducrot. M. Ducrot était un général, qui, après avoir été fait prisonnier à Sedan, avait eu le bonheur de s'échapper, et à travers mille dangers, d'étapes en étapes et de déguisements en déguisements, était arrivé à Paris et avait offert son épée au gouvernement provisoire de la défense.

Il paraît, si j'en crois des hommes de guerre fort compétents, que son plan était des plus hardis et des mieux imaginés. Il s'agissait de couper, à Châtillon, les Prussiens en deux, de rejeter la moitié de leurs troupes du côté de Versailles, et de la détruire, tandis que l'autre serait refoulée vers le chemin de fer d'Orléans. Il ne rentre pas dans mes intentions de décrire cette bataille ; ce qu'il y a de certain, c'est que la droite de notre armée plia ; elle se composait de zouaves ; les uns, jeunes recrues, peu habituées au feu ; les autres, mauvais soldats, qui s'étaient déjà mal battus à Sedan. On ne les avait pas prévenus que les obus des Prussiens, au lieu de leur arriver de face, tomberaient derrière eux, sans qu'ils pussent voir d'où on les leur tirait. Ils avaient l'imagination

pleine de mouvements tournants. A peine eurent-ils vu quatre ou cinq obus éclater au milieu d'eux, sans faire grand mal, qu'ils se crurent perdus, se débandèrent en jetant le redoutable cri : *Sauve qui peut!* Ils dégarnirent ainsi tout un côté de la défense; les Prussiens profitèrent de la faute et s'avancèrent en colonnes serrées. Le centre et la gauche tenaient bon ; mais les chefs s'aperçurent bien vite que si l'on ne battait pas en retraite, on allait être tourné, enveloppé, coupé. On se retira, et même en assez bon ordre, abandonnant aux ennemis les hauteurs de Châtillon, et quelques pièces de canons, qu'on ne put sauver.

A bien prendre les choses, ce n'était pas un désastre, mais un échec assez mince, où l'on peut même dire à l'éloge des soldats que la meilleure partie des troupes avait bien combattu; car on avait repris deux fois les hauteurs de Châtillon, et l'on avait fait payer cher aux ennemis leur premier succès. Mais ceux-là seuls qui ont vu Paris en ce moment peuvent se figurer l'excès de son indignation et de sa terreur, et le désordre de son esprit.

Vers midi, il se répandit sur le boulevard une nouvelle qui prit feu comme une traînée de poudre : « Nous sommes perdus! les Prussiens sont vainqueurs, ils vont entrer dans Paris ! » J'étais avec un ami qui avait ses entrées aux ministères. Nous courûmes à celui de l'intérieur, pour avoir des renseignements précis. Nous trouvâmes Gambetta, très-échauffé, qui sortait pour donner des ordres.

— Qu'y a-t-il? lui criâmes-nous

— Il y a... il y a que les b...... à l'heure qu'il est, sont peut-être à la porte Maillot ! — Et il s'élança en voiture.

A la porte Maillot! c'était l'exagération du méridional. Nous allâmes au Champ-de-Mars. Là, c'était un effroyable et navrant pêle-mêle de chevaux sans maîtres, d'affûts sans canons, de militaires sans sacs et sans armes, d'officiers à la recherche de leurs compagnies. Les soldats nous étonnèrent par leur visage abruti et positivement idiot. Ils avaient l'air frappé. Nous voulûmes en interroger quelques-uns; impossible d'en tirer une parole. Ils restaient muets, consternés, comme des gens touchés de la foudre. Nous montâmes au Trocadéro; une foule énorme y stationnait, armée de longues-vues; mais on n'apercevait rien, et nous nous fîmes conduire porte de Montrouge.

Je me trouvai avec un de mes collaborateurs, qui avait assisté, lui, en qualité de *reporter*, aux immenses désastres de Sedan : le spectacle que nous avions sous les yeux ne le touchait donc que médiocrement. Il en avait vu bien d'autres! Pour moi, je n'oublierai jamais la sensation douloureuse dont je fus percé au cœur comme d'une flèche aiguë. C'était la déroute, la hideuse déroute. Des soldats de toutes armes arrivaient, débandés, seuls ou par pelotons, les uns sans sacs, les autres armés encore, mais portant sur toute leur personne le stigmate du fuyard. Des prolonges d'artillerie, des voitures d'ambulance, des chevaux sans maîtres, courant, se frayant un passage, dans un désordre inexprimable. De chaque côté de la route, sur les trottoirs, une foule énorme, mêlée de femmes et d'enfants, qui interrogeait anxieuse, les survenants, ou qui accablait de quolibets les hommes ivres; car il y avait des misérable , en uniforme, qui s'étaient saoulés et battaient les murs. Des

cris, des chants, des imprécations, des rires, des pleurs, et les gémissements des blessés, et les jurons des charretiers, et, par-dessus, ce murmure indistinct de la foule, ce grondement lointain semblable à celui de l'Océan les jours de tempête. Nous revînmes désespérés. Pendant ce temps-là, les boulevards étaient en proie à une exaltation qui tenait de la folie. On y disait tout haut que vingt mille de nos soldats avaient été complétement écrasés par cent mille Prussiens, près de Clamart; que toute l'armée avait jeté ses armes, déclarant qu'elle ne se battrait plus; que l'assaut allait être sur-le-champ donné par les troupes victorieuses, poussant nos fuyards dans les reins.

Tous ces bruits étaient exagérés; mais la vérité même, qui se fit bientôt jour, ne laissait pas d'être mortellement inquiétante. Des gardes nationaux, furieux, mettaient la main au collet des soldats débandés, les traitant de lâches, et les conduisant, à coups de crosse de fusil, au poste, ou place Vendôme. La foule exaspérée crachait au visage des misérables avinés, qui déshonoraient leur uniforme et le nom français. On apprenait que la mobile, au rebours des soi-disant vieilles troupes, avait tenu ferme et s'était bien battue. On criait : *Vive la mobile ! à bas les zouaves! à bas la ligne!* On demandait qu'on passât les fuyards par les armes; quelques-uns parlaient de leur brûler la cervelle, sans autre forme de procès.

Le soir, aux boulevards, la circulation était devenue impossible. Une foule énorme encombrait les trottoirs et la chaussée : foule impatiente et nerveuse, s'arrachant les journaux qui ne pouvaient cependant donner encore aucune nouvelle sûre. On se réfugiait dans les

cafés, tout brillants de gaz, où les officiers de la mobile semblaient s'être donné rendez-vous, tant les uniformes y étaient nombreux. Beaucoup de femmes avaient pris place à côté d'eux, selon leur habitude, et, par un contraste, qui est un des traits caractéristiques de la physionomie de Paris, tout ce monde causait avec animation, blaguait, s'amusait, riait. Le spectacle de cette gaieté agace des gardes nationaux qui passent ; ils prennent à témoin le public ; on se précipite sur les cafés, qui commencent à rentrer leurs tables en toute hâte. C'est une émeute du bon sens et du bon goût, d'où naît un désordre inexprimable. A dix heures et demie, tous les établissements de plaisirs sont fermés ce jour-là, et le lendemain cette mesure est rendue générale par un arrêté du préfet de police.

L'émotion ne se calma pourtant pas tout de suite : des badauds, le nez en l'air, s'imaginent surprendre, aux derniers étages d'une maison du boulevard Montmartre, des lumières qui passent et repassent. Ce ne peuvent être que des signaux faits aux ennemis. La foule s'assemble, tumultueuse, irritée, menaçant de mettre les immeubles à sac. C'est la garde nationale qui intervient encore, fouille les étages suspects, n'y découvre rien, et disperse la multitude qui s'écoule lentement.

On dormit mal cette nuit-là dans la capitale. Il n'y a pas un de nous qui ait sérieusement fermé l'œil. On prêtait l'oreille au rappel des tambours, tant on était convaincu que les Prussiens, poussant leur avantage, attaqueraient vers deux heures du matin. A l'heure où j'écris, nombre de gens croient encore que s'ils avaient en effet usé d'audace, s'ils avaient risqué le coup, ils

auraient fait, en sacrifiant trente mille hommes, leur trouée dans nos murs, tant la démoralisation était effroyable. D'autres pensaient, au contraire, qu'ils seraient venus se briser contre la résistance de nos forts, qui, sans être encore aussi complétement armés qu'ils le furent depuis, avaient au service de chacun de leurs canons quatre cents coups à tirer. Je n'ai pas à me prononcer entre ces opinions contraires; je n'ai d'autre désir que de peindre exactement nos émotions, ce jour-là et les suivants.

Le lendemain nous apporta deux pièces officielles ; un rapport militaire sur la bataille de la veille, rapport bien pâle, où l'on remarqua cette phrase, qui devint célèbre à Paris : « Quelques-uns de nos soldats se sont repliés avec une précipitation regrettable. » Cette litote passa dans la conversation parisienne, qui la tourna en plaisanterie. On disait, en riant, d'un garde national qui ne faisait pas l'effet d'être un brave à trois poils : « Il serait homme à se replier avec une précipitation regrettable, » et autres propos de cette espèce. Le second morceau, était une proclamation très-ferme et très-nette de Gambetta, qui instituait une cour martiale, pour juger et punir les soldats traîtres à leur devoir et à leur honneur.

Ces communications rassirent un peu les imaginations effarouchées. Mais la foi au succès avait été trop fortement ébranlée dans le public, et l'issue du combat de Châtillon avait donné trop raison à ceux qui croyaient la lutte impossible, pour que les esprits d'une grande partie de la population ne se tournassent point vers la paix. Le parti avancé le sentait bien ; il n'ignorait pas non plus que le gouvernement penchait vers un accom-

modement, et qu'il espérait aux négociations entamées par Jules Favre; c'est pour cela qu'il s'agitait avec une fébrile ardeur, faisait feu de tous les journaux, soulevait les clubs, et se préparait à une *journée*, en sorte que la bourgeoisie se voyait, non sans une certaine mélancolie, entre les Prussiens, qui lui mettaient le pied sur la gorge, et ceux qu'elle appelait les rouges, et qu'elle ne voyait qu'armés de poignards, et dévorant par avance l'espoir du pillage. Je ne sais de ces deux maux lequel lui faisait le plus de peur : elle haïssait plus l'étranger, mais elle redoutait davantage les Bellevillois.

Ah! si M. de Bismark eût su exactement ce qui se passait dans Paris, il eût répondu à M. Jules Favre, de façon à laisser quelques espérances de paix future, et la guerre civile éclatait furieuse, désespérée. Qui sait? c'eût été peut-être le parti vaincu qui eût ouvert les portes aux Prussiens, et se fût jeté dans leurs bras, les priant de remettre l'ordre dans la ville. Notre bonheur voulut que M. le premier ministre du roi Guillaume, enivré de tant de victoires, et gonflé de son dernier succès sous les murs de Paris, répondît insolemment à M. Jules Favre, et nous proposant des conditions inacceptables, réunît tous les cœurs divisés dans un commun transport d'indignation et de fureur.

III

Ce sera l'éternel honneur de M. Jules Favre, d'avoir à ce moment confondu nos âmes dans un même élan de patriotisme, d'avoir arraché des larmes de tous les yeux,

de généreuses larmes, des larmes de douleur et de vengeance. S'il nous avait conté, en style de diplomate, le résultat de son entretien à Ferrières, peut-être nous aurait-il laissés indifférents et froids. Mais M. Jules Favre est un homme et un citoyen. Il répandit son cœur dans ce manifeste, qui restera une des plus éloquentes pages qu'ait jamais pu écrire un orateur, homme d'État.

Il était allé dire à M. de Bismark : « Cette guerre, née du caprice d'un seul, n'a plus de raison d'être, aujourd'hui que la France est redevenue maîtresse d'elle même. Elle veut la paix, mais une paix honorable, qui ne soit pas une courte et menaçante trève. »

Et M. de Bismark avait répondu, que s'il avait la conviction qu'une pareille paix fût possible, il la signerait aussitôt. Mais avec qui la signer ? Le gouvernement que Paris s'est donné est plus que précaire, et si dans quelques jours la ville n'est pas prise, il sera renversé par la populace...

A ce mot de populace, M. Jules Favre s'était récrié : Jamais expression plus malheureuse n'était sorti des lèvre d'un diplomate. Elle tomba, comme un soufflet, sur la joue de la population parisienne. Il n'y eut qu'un cri de rage. Maintenant encore, après bien des jours écoulés, le souvenir de l'injure fait bouillir le sang dans les veines. Il suffit de dire, d'un certain ton : *la populace de M. de Bismark*, pour voir les yeux s'enflammer de colère.

Le fond des choses était aussi douloureux que la forme en était déplaisante. M. de Bismark, exigeait impérieusement la Lorraine et l'Alsace, et comme M. Jules Favre lui objectait que les peuples qui habitent les deux pro-

vinces refuseraient sans doute leur assentiment : « Je sais fort bien, répondit le machiavel prussien, qu'ils ne veulent pas de nous ; ils nous imposeront une rude corvée. Mais nous ne pouvons pas ne pas les prendre. Je suis sûr que dans un temps prochain, nous aurons une nouvelle guerre avec vous. Nous voulons la faire avec tous nos avantages. »

Il était impossible d'être plus cassant et plus hautain. M. Jules Favre mit alors sur le tapis la convocation d'une assemblée nationale : « Mais, interrompit le comte, pour exécuter ce plan, il faudrait conclure une armistice et je n'en veux à aucun prix. »

La discussion continua pourtant entre les deux négociateurs ; M. de Bismarck parut se laisser convaincre, et ajourna, au lendemain, notre ministre des affaires étrangères. Mais ici, je laisse la parole à M. Jules Favre. Il faut lire ce récit, si douloureux, si fier et tout plein des émotions patriotiques qui, s'échappant de l'âme de l'écrivain, devaient se répandre sur tout un peuple, et le rendre aux soins de sa gloire.

« Je n'ai plus qu'un mot à dire ; car, en reproduisant ce douloureux récit, mon cœur est agité de toutes les émotions qui l'ont torturé pendant ces trois mortelles journées, et j'ai hâte de finir. J'étais au château de Ferrières à onze heures. Le comte sortit de chez le roi à midi moins un quart, et j'entendis de lui les conditions qu'il mettait à l'armistice ; elles étaient consignées dans un texte écrit en langue allemande et dont il m'a donné communication verbale.

Il demandait pour gage l'occupation de Strasbourg, de Toul et de Phalsbourg ; et comme, sur sa demande,

j'avais dit la veille que l'assemblée devrait être réunie à Paris, il voulait, dans ce cas, avoir un fort dominant la ville... celui du Mont-Valérien, par exemple...

Je l'ai interrompu pour lui dire : « — Il est bien plus simple de nous demander Paris. Comment voulez-vous admettre qu'une assemblée française délibère sous votre canon ? J'ai eu l'honneur de vous dire que je transmettrais fidèlement notre entretien au gouvernement ; je ne sais vraiment si j'oserai lui dire que vous m'avez fait une telle proposition. »

« Cherchons une autre combinaison, m'a-t-il répondu. » Je lui ai parlé de la réunion de l'assemblée à Tours, en ne prenant aucun gage du côté de Paris.

Il m'a proposé d'en parler au roi, et revenant sur l'occupation de Strasbourg, il a ajouté : « — La ville va tomber entre nos mains, ce n'est plus qu'une affaire de calcul d'ingénieur. Aussi je vous demande que la garnison se rende prisonnière de guerre. »

A ces mots, j'ai bondi de douleur, et, me levant, je me suis écrié : « — Vous oubliez que vous parlez à un Français, monsieur le comte ; sacrifier une garnison héroïque qui fait notre admiration et celle du monde serait une lâcheté ; — et je ne vous promets pas de dire que vous m'avez posé une telle condition. »

Le comte m'a répondu qu'il n'avait pas l'intention de me blesser, qu'il se conformait aux lois de la guerre ; qu'au surplus, si le roi y consentait, cet article pourrait être modifié.

Il est rentré au bout d'un quart d'heure. Le roi acceptait la combinaison de Tours, mais insistait pour que la garnison de Strasbourg fût prisonnière.

J'étais à bout de forces et craignis un instant de défaillir. Je me retournais pour dévorer les larmes qui m'étouffaient, et, m'excusant de cette faiblesse involontaire, je prenais congé par ces simples paroles :

« Je me suis trompé, monsieur le comte, en venant ici; je ne m'en repens pas, j'ai assez souffert pour m'excuser à mes propres yeux ; d'ailleurs je n'ai cédé qu'au sentiment de mon devoir. Je reporterai à mon gouvernement tout ce que vous m'avez dit, et s'il juge à propos de me renvoyer près de vous, quelque cruelle que soit cette démarche, j'aurai l'honneur de revenir. Je vous suis reconnaissant de la bienveillance que vous m'avez témoignée, mais je crains qu'il n'y ait plus qu'à laisser les événements s'accomplir. La population de Paris est courageuse et résolue aux derniers sacrifices; son héroïsme peut changer le cours des événements. Si vous avez l'honneur de la vaincre, vous ne la soumettrez pas. La nation tout entière est dans les mêmes sentiments. Tant que nous trouverons en elle un élément de résistance, nous vous combattrons. C'est une lutte indéfinie entre deux peuples qui devraient se tendre la main. J'avais espéré une autre solution. Je pars bien malheureux, et néanmoins plein d'espoir. »

Je ne crois pas que jamais document diplomatique ait produit, depuis que le monde est monde, pareil effet sur une nation. Ce fut dans tout Paris un tressaillement d'indignation, une explosion de fureur et de colère, un inconcevable mouvement de fureur contre cette hautaine et absurde insolence. La population tout entière se trouva réunie, comme par enchantement, dans une commune résolution de tenir bon jusqu'à la mort. Un des

orateurs les plus accrédités du club des Folies-Bergères déclara, aux applaudissements de l'assemblée, qu'il n'y avait plus désormais de partis, qu'il ne restait plus qu'à se serrer derrière le gouvernement et à marcher, tous ensemble, contre l'ennemi. Quant à la manifestation annoncée, qui devait avoir lieu, place de la Concorde, pour l'anniversaire de la fondation de la République (21 septembre), et d'où l'on craignait qu'il ne sortît une révolution, elle se passa le plus pacifiquement du monde. Parmi les orateurs, il n'y en eut qu'un, M. Vermorel, qui attaqua, par allusion indirecte, le Gouvernement provisoire et M. Jules Favre. Il souleva des murmures unanimes

— Ce n'est pas le moment de nous diviser ! lui cria-t-on de la foule.

— Seriez-vous capable de mieux faire ? ajoutait-on de toutes parts.

M. Vermorel put à grand'peine achever son discours ; et la multitude s'écoula sans bruit, et les agitateurs virent bien qu'il n'y avait plus espoir de la rassembler et de la jeter sur l'Hôtel de Ville. Tout le monde était d'accord. M. Bismark nous avait rendu le service d'effacer toutes les divisions, et d'échauffer nos âmes d'un même amour, celui de la Patrie, grossièrement insultée par ces fils de Vandales.

Un léger succès (le premier que nous eussions remporté dans cette guerre) acheva de ranimer notre courage et nos espérances. On avait entendu une forte canonnade du côté de Villejuif, et voilà que tout à coup on répandit dans Paris le bruit d'une grande victoire. On ne parlait rien moins que de vingt ou vingt-cinq

mille Prussiens faits prisonniers, sans compter les tués et les blessés, qui étaient innombrables. La joie fut très-vive, mais on était instruit par trop de leçons ; on ne s'y abandonna qu'à demi. Ce ne fut point cette explosion d'enthousiasme dont nous avions été, au début de la campagne, les témoins et les victimes ; on craignit, cette fois, en se livrant à d'excessives démonstrations de joie, d'être encore pris pour dupes. Et cependant, telle est l'inconsistance du caractère français que nous ne sûmes pas encore, ce jour-là, maîtriser nos emportements. Nous avions cru tout perdre à Châtillon, et nous nous étions trompés. Nous nous imaginâmes tout réparé après Villejuif, et l'affaire n'était pas en réalité très-considérable.

Le matin, on chantait dans les rues le refrain à la mode parmi nos soldats :

Bismark si tu continues
De tous tes Prussiens, il n'en restera guère,
Bismark si tu continues
De tous tes Prussiens, il n'en restera plus.

Il fallut déchanter le soir. Vérification faite, il ne resta de cette grande victoire qu'un léger avantage, qui était de bon augure, mais n'avait rien de décisif pour l'issue du siége. Les positions de Villejuif avaient été, après ce combat brillant, occupées par la division Maud'huy, qui s'y était maintenue. Ce résultat, quelque mince qu'il pût nous paraître, après les espérances exagérées que nous avions conçues, ne laissa pas de nous réconforter, et de rassénérer notre imagination.

Le Gouvernement rendit un décret par lequel les élec-

tions municipales de Paris primitivement fixées au 28 septembre, n'auraient pas lieu, non plus que les élections à l'Assemblée nationale constituante, qui avaient été indiquées pour le 2 octobre, et cette question qui avait tant agité les esprits, sembla résolue à jamais.

Elle n'était qu'ajournée.

CHAPITRE V

PREMIERS JOURS DU SIÉGE
PHYSIONOMIE MORALE DE PARIS

I

Paris était un camp. Il n'était personne, jeune ou vieux, qui ne se fût fait inscrire dans la garde nationale. Jamais je n'ai mieux appris à connaître et à apprécier le caractère de la bourgeoisie parisienne, qu'en voyant fonctionner cette institution de la garde nationale. Là, éclatait à plaisir et ce goût d'indépendance frondeuse, qui touche à l'indiscipline, et cette honnêteté de sentiments, voisine de la grandeur, et ce courage tout plein de bonhomie narquoise, qui n'aurait qu'un pas à faire pour être de l'héroïsme, ce mélange inouï de qualités moyennes et de défauts tempérés, qui composent le bourgeois. Ce qui surnageait encore, c'est la bonne humeur, la gaieté saine et forte, cette gaieté que nous avons héritée des Gaulois

nos ancêtres, et qui est la marque indélébile de notre race.

On était tout feu et tout flamme pour les exercices. Il n'y avait plus de police dans Paris, car aux anciens sergents de ville, trop haïs de la population pour rester en place, on avait substitué des gardiens de Paris, au menton bien rasé, à la face débonnaire, sans armes, et qui, se promenant tout le jour, trois par trois, semblaient d'honnêtes flâneurs, tout frais débarqués de province, plutôt que des constables. La garde nationale fut donc chargée du service de la sûreté. Elle occupa dans toutes les rues des postes, d'où elle sortait, pendant la nuit, pour faire des patrouilles à travers la cité. Je ne sais s'il faut lui en attribuer le mérite, mais ce qu'il a de certain, c'est que jamais on ne signala moins de vols et de meurtres que dans cette période du siége. Il faut bien dire aussi que M. Trochu avait fait, avant l'investissement, enlever et jeter dehors nombre de *gredins* sans aveu, et que beaucoup d'autres trouvaient leur vie à marauder dans la banlieue de Paris, alors abandonnée à toutes les entreprises.

La grande, la vraie fonction de la garde nationale, c'était de veiller sur cet immense périmètre des remparts. Cette garde devint bientôt par le fait une sinécure, quand il fut certain que les Prussiens n'essayeraient pas de prendre la place de vive force, et borneraient le siége en blocus. Mais tout le monde était convaincu, en ces premiers jours, qu'ils allaient entrer par surprise, et qu'un beau soir, on recevrait, en plein, des boulets et des obus sur le chemin de ronde. On n'en partait pas moins gaiement pour les expéditions; le temps ne s'était

pas encore mis au froid, et elles étaient la plupart du temps égayées d'un beau et franc soleil. Que de jolis souvenirs elles nous laisseront à presque tous; et que nous aurons plaisir à les conter plus tard, au coin du feu, à nos petits enfants!

On a rendez-vous le matin, au lieu ordinaire de réunion de chaque compagnie. Les zélés et les novices arrivent à sept heures précises, heure militaire! car les vrais soldats n'en connaissent pas d'autre. Les malins commencent à déboucher entre sept heures et demie et huit heures de toutes les rues adjacentes. Ils se sont tous lestés d'une soupe bien chaude ou d'un café brûlant, préservatif recommandé par le comité consultatif d'hygiène contre les brouillards inquiétants du matin. A huit heures, on est tous en tas. Il s'agit de se débrouiller. Les officiers courent et crient. On se forme tant bien que mal en deux lignes; chacun rentre son ventre ou tend son jabot. On se numérote. C'est là qu'éclatait aux yeux les moins clairvoyants ce qui fut longtemps le vice de la garde nationale. A côté d'un vieillard à barbe blanche, un jeune homme presque imberbe; plus loin, un bon gros père dont la vaste bedaine trottait menu sur deux petites jambes; d'honnêtes visages de bourgeois pacifiques mêlés à des figures martiales d'anciens soldats; beaucoup de lunettes, qui témoignaient de myopies fâcheuses; des nez rouges qui accusaient la complaisance des marchands de vins; c'était le plus étrange tohu-bohu de physionomies disparates qu'on pût imaginer.

Il semble qu'il eût été facile d'introduire un peu d'ordre dans ce chaos; le gouvernement avait en mains une

loi qui lui permettait d'appeler au service actif tous les jeunes hommes (mariés ou non mariés) de vingt-cinq à trente-cinq. Il aurait pu, de gré ou de force, extraire de la garde nationale des éléments plus vigoureux et en former le noyau d'une armée véritable. Il n'en faisait rien, et les mesures qu'il prit plus tard, et que nous indiquerons en leur lieu, ne furent pas encore aussi radicales et aussi simples que l'auraient exigé les circonstances. Pour le moment, il abandonnait cette masse à sa bonne volonté et à son indiscipline. Jamais la garde nationale en France n'a brillé pour son goût d'ordre et d'obéissance. La nôtre était horriblement frondeuse. Nous discutions les ordres, nous boudions nos chefs, après les avoir élus, et si quelque corvée nous paraissait inutile ou nous ennuyait, nous ne nous gênions qu'à demi pour envoyer tout au diable.

— Mauvais soldats! comme disait si plaisamment Couderc dans la *Grande-Duchesse*.

Quelques bataillons même donnaient des inquiétudes plus sérieuses. Outre que certaines habitudes de désordre s'y étaient introduites, ils affectaient vis-à-vis des pouvoirs établis une indépendance de parole qui pouvait inspirer des craintes pour l'avenir. On avait vu plusieurs compagnies mettre la main sur un général, commandant de secteur, qui, après une courte allocution, avait substitué au cri de *Vive la République*, le cri plus large de *Vive la France*. Le gouvernement ferma les yeux sur cette algarade, et, pour parer les suites, changea le général; mais de semblables équipées ne donnaient pas à l'observateur une fière idée de notre discipline.

On arrive au bastion vers onze heures. C'est l'heure du

déjeuner. Les uns tirent des profondeurs d'un inépuisable havre-sac les provisions entassées par la ménagère ; d'autres se jettent sur la cantine ; d'autres se répandent dans les auberges des environs. C'était le temps où il eût été bien difficile de faire comprendre à un garde national qu'un jour de garde n'était pas une promenade hors barrière, afin de fêter le petit bleu. Les bouteilles succédaient aux bouteilles ; les tournées aux tournées, et les galons ne défendaient pas toujours celui qui les portait des lamentables conséquences de ces stations chez les marchands de vins.

Il n'y aurait eu qu'un moyen de préserver les hommes de ces hasards, c'eût été de les astreindre, même par contrainte, à un travail épuisant. La besogne ne manquait pas : remuer la terre, construire des casemates, dresser des abris, conduire des charrois, il y avait tout à faire. Mais point. On se promenait d'un bout à l'autre de la journée, tout le long des tentes où l'on devait se réfugier le soir. Quelques-uns jouaient au bouchon; d'autres au wist ou au piquet. Beaucoup flânaient en groupes, ou lisaient le journal, ou dormaient au soleil.

Pas d'autre corvée que la garde ! De jour, par le superbe soleil d'automne, les deux heures de faction étaient vraiment délicieuses. Il vint plus tard des temps de pluie battante et de neige fondue, qui furent moins agréables. On y grelottait, sous la vaste capote du soldat, pris de froid jusqu'à la moëlle des os. Mais à cette époque, c'était un plaisir.

Je me vois encore, sur le terre-plein du rempart, où l'on m'avait mis en sentinelle. Du haut de cette espèce d'observatoire, la vue erre sur un paysage admirable, et

derrière ce poudroiement lumineux, qui flamboie sur les extrêmes limites de l'horizon, dans un lointain obscur, on cherche, par la pensée, le noir fourmillement des casques ennemis. On n'est point troublé dans sa rêverie par l'ombre d'une crainte. Le danger n'existe pas encore. Cette image de la vie militaire, sans les effrois qui l'accompagnent ordinairement, la nouveauté de la situation, la beauté sévère du paysage, ou les réflexions mélancoliques qui naissent invinciblement de toute promenade solitaire, cette sensation de bien-être que donne un petit vent frais par un brillant jour de septembre, ce regard vague dont on enveloppe l'horizon, les deux mains appuyées sur le canon du fusil ; le qui-vive des sentinelles, qui vous rappelle de temps à autre à la réalité, en y mêlant je ne sais quelle réminiscence de drame à la Pixérécourt, tout cela émeut et charme ; et tandis que je me laissais aller au courant de ces impressions si nouvelles, je ne sais comment me remonta à la mémoire un couplet qui se chantait dans une des dernières bouffonneries d'Offenbach. Un roi arrivait, que ses sujets venaient de mettre à la porte, après une révolution :

Ils m'ont pris mon bien, mon empire,
Diamants, trône, et cœtera ;
Mais m'eussent-ils encore fait pire,
Je suis content d'avoir vu ça. (*bis*)

Oui, nous avons éprouvé je ne sais quel contentement d'avoir vu ça. L'âme humaine est ainsi faite ! On sent comme un mystérieux plaisir à être témoin d'événements si prodigieux qu'aucun siècle n'en aura vu de pareils, et à pouvoir dire qu'on y a contribué pour sa faible part ! On

fait de l'histoire, et de la grande, et c'est une jouissance qui n'est pas commune.

La faction de nuit était plus dure. Il faut dire aussi que nos chefs, par un zèle exagéré, et quelque peu turbulent, multipliaient plus que de raison le nombre des sentinelles. Ils en plaçaient de quinze en quinze pas, et la ligne de garde était partout double, quelquefois triple. Chaque factionnaire en sentait sa responsabilité amoindrie, et faisait son devoir avec plus de nonchalance. Plus tard, on y met un peu plus de discrétion ; sans quoi la garde nationale tout entière eût été bientôt sur les dents. Que de coryzas, que de bronchites, que de rhumatismes nous avons rapportés de ces nuits aux remparts !

On couchait encore sous les tentes, les casemates n'étant point achevées. La tente est pittoresque, mais elle a le tort grave, pour de bons bourgeois, d'être peu confortable et très-fraîche. Et puis, faut-il le dire? nous n'entendions rien à tous les détails de cette organisation de campagne. On avait beau marquer à chaque garde national la place qu'il devait occuper sous cet abri, nous ne savions pas nous arranger, et c'étaient des querelles sans fin, qui ne laissaient pas d'avoir leur côté comique.

Il se trouvait toujours sous chaque tente deux ou trois gardes nationaux qui s'étaient couchés au premier endroit venu, et qui, la tête sur un sac de rencontre, dormaient tant bien que mal sur la paille du voisin. Les malheureux qui sortaient de faction arrivaient transis de froid ; ils pénétraient à tâtons sous les tentes, et cherchaient, en s'orientant de leurs deux mains jetées en

avant, et la couverture et le sac qu'ils avaient laissés pour marquer leurs places. Ils les trouvaient toutes occupées par des têtes qui grognaient :

— Voyons ! messieurs, criait le premier, c'est absurde. On m'a pris mes affaires. Qui est celui qui n'est pas à sa place ?

— Ça n'a pas de nom ! disait un autre.

— C'est ignoble ! reprenait un troisième.

Tous les dormeurs se cramponnaient silencieusement à leur sac ; quelques-uns même poussaient l'audace jusqu'à ronfler plus fort. Le ronflement passe pour être l'indice d'une conscience pure. La colère montait peu à peu, et les gros mots :

— Si vous croyez que c'est drôle ! je suis gelé !... Eh ! monsieur... monsieur... c'est vous qui êtes à ma place... Je dis que vous êtes à ma place... mais, sapristi ! rendez-moi donc ma place, ou je vous jette dehors !

— Je voudrais bien voir ça !

— Vous allez le voir tout de suite !

— Ne me touchez pas !

La bataille va s'engager dans les ténèbres, quand un voisin conciliant intervient :

— Faites l'appel nominal.

— Vous êtes encore un singulier pistolet ! que je fasse l'appel nominal, quand il fait noir comme dans un four ! vous êtes stupide, mon cher !

— Oh ! mais, dites donc....

Au bruit, tous les dormeurs, même les plus convaincus, se sont éveillés :

— Mais, sacrebleu ! taisez-vous donc ! avec ça que c'est déjà aisé de dormir sur de la paille !

— Vous êtes encore bien heureux d'en avoir! on m'a volé toute la mienne!

— Ce n'est pas moi!

— Je n'en sais rien!

— Comment! vous n'en savez rien? puisque je vous le dis!

— Fichez-moi donc la paix! vous êtes ridicule avec vos susceptibilités!

— Oh! vous savez! si vous voulez sortir, je suis votre homme, entendez-vous?

— Vous croyez que vous me faites peur!

— Et vous donc!

A cette querelle qui débute, l'homme qui cherche son lit entrevoit une faible lueur d'espoir, et d'un ton insinuant :

— C'est cela, messieurs, allez-vous expliquer dehors.

Cette proposition laisse froids les deux adversaires, qui continuent à s'invectiver, comme les héros d'Homère, de loin et sans en venir aux mains. Ils se reprochent l'un à l'autre d'avoir trop bu, et tout porte à croire qu'ils ont raison tous les deux.

Et cependant l'autre pauvre diable continue de s'en aller, tâtonnant, trébuchant, maugréant, se heurtant à toutes les jambes qu'il rencontre, jusqu'à ce qu'une bonne âme tire une boîte d'allumettes de sa poche et allume une bougie. On aperçoit alors un sac sans propriétaire.

— Eh! le voilà votre sac, cria le chœur.

— Mais non, ce n'est pas le mien.

— Prenez-le toujours et que ça finisse.

Il le prend, de guerre lasse, mais ça ne finit pas. Il

gémit, il jure qu'il ne peut pas dormir, tandis que les disputeurs, de l'un à l'autre bout de la tente, persistent à s'accabler d'invectives, ressassent avec un infatigable entêtement les mêmes raisons, et prennent à chaque instant l'assemblée à témoin que c'est l'adversaire qui a tort. Une voix se mêle à la discussion ; elle entonne *la Marseillaise*. Tout le monde se récrie.

— Tiens ! si ces messieurs se chamaillent, je ne vois pas pourquoi je ne chanterais pas !

Et la querelle reprend sur de nouveaux frais.

Les plus sensés quittent la tente et vont faire un tour. Aussi bien le ciel est-il plein d'étoiles et la nuit d'une sénérité admirable. On voit à l'est l'horizon qui blanchit doucement, et finit par se colorer en rose vif. A travers la brume indistincte du matin, passent, comme des ombres, les vieilles femmes qui apportent de grandes gamelles, et sur des trétaux improvisés, distribuent au plus juste prix et la soupe à l'oignon et le café noir. On boit son bol debout, autour d'un feu de bivac, qu'on vient d'allumer sur la route, tout en échangeant avec les camarades quelques phrases de bienvenue : « Brrr ! qu'il fait froid ce matin !... Aïe, la rosée est pénétrante !... Avez-vous entendu le canon cette nuit ?... « Et autres menus propos.

La diane a sonné ; le camp s'éveille. Tous les gardes nationaux sortent, les yeux chargés de sommeil, dans des tenues impossibles. L'un s'est enveloppé dans une vaste robe de chambre et se promène gravement, la pipe à la bouche, dans cet accoutrement peu guerrier ; l'autre disparaît sous une vaste couverture d'où la tête émerge par un trou rond. Les plaids d'Écosse, les par-

dessus américains en caoutchouc, les peaux de bêtes roulées à la taille, les manteaux qu'on rejette sur l'épaule à l'espagnol, tous les costumes les plus invraisemblables se sont là donné rendez-vous. Et quels visages! tous fatigués par une nuit d'insomnie! On est morne, affaissé, et les dents claquent lugubrement! Une demi-heure se passe, il n'y paraît plus! l'esprit a remonté les ressorts de la machine, et l'on rentre gaillardement, au son du tambour et du clairon mêlés, dans la grande ville, qui a dormi une nuit paisible, tandis qu'on veillait sur elle.

La gaieté! la gaieté! Je ne saurais trop insister sur ce point, qui est si caractéristique! Elle n'a jamais été, même aux plus cruels jours d'affliction, sérieusement mise en déroute. Elle est la forme, essentiellement parisienne, dont s'enveloppent ici toutes les douleurs, même les plus cuisantes; toutes les besognes, même les plus sévères. Jamais la consigne ne fut plus respectée tout à la fois et plus (passez-moi l'expression) et plus blaguée que par le garde national parisien. On s'en moquait, et on la faisait exécuter avec une bien plus rigoureuse exactitude que n'eussent fait de véritables soldats, que l'habitude a rendus plus coulants. Rien de plus curieux à cet égard qu'une ronde, faite de nuit, à la suite d'un officier, à travers les sentinelles d'un secteur. Chacun était à son poste, mais c'était à qui s'ingénierait à trouver des drôleries, dont eût frémi une vieille moustache de l'armée régulière.

— Qui vive! criait la sentinelle, debout sur le rempart.

— Ronde major, répondait l'officier.

Et le garde national d'un air d'étonnement respectueux, sur trois tons différents :

Ronde major ! Oh !... oh ! oh...

En imitant la voix de Gil-Péez.

Ou bien encore, si c'était un ami qui fît la ronde, et criât :

— Ronde d'officier.

— Oh ! tu sais, répondait-il, il ne faut *pas me la faire;* j'ai reconnu ta voix... vieux farceur, va... !

— Allons ! pas de bêtises ! disait le faiseur de rondes. Dis-moi le mot d'ordre.

Le mot se trouvait être *Mostaganem.*

— Mange-ta-gamelle ! répondait le factionnaire d'une voix caverneuse.

Et de rire ! oui, mais à travers ces excentricités et ces folies, qu'on chargeât ces mauvais plaisants d'une consigne, dont ils comprissent la portée, ils étaient intraitables sur le moindre détail, et n'admettaient pas d'excuses. Ils poussaient le rigorisme jusqu'au ridicule. On avait pris un arrêté, par lequel il était défendu à tout homme portant un uniforme de sortir de Paris ou d'y entrer. La mesure visait les mobiles, qui s'échappaient trop souvent des forts et venaient en bordée à Paris. Le garde national l'appliquait sans pitié à toute insigne militaire. J'ai vu de braves bourgeois retenus, aux portes, parce qu'ils portaient, en guise de chapeau rond, le képi à la mode.

— Mais, disaient-ils, je n'ai pas d'autre coiffure !

— Ça ne me regarde pas, répondait le garde national, à cheval sur la consigne.

J'intervins, et pris un moyen très-conciliant :

— Fourrez-moi votre képi sous votre paletot, et restez nu-tête. Vous aurez droit de passer ; vous n'êtes plus dès lors qu'un bourgeois sans chapeau.

Ces souvenirs resteront parmi les meilleurs et les plus amusants que nous ayons emportés du siége. La garde nationale eut plus tard occasion d'en recueillir qui furent héroïques ; mais le moment n'était pas encore arrivé des beaux dévouements et des sacrifices suprêmes. La garde aux remparts et la police à l'intérieur formaient tout son service.

Cette police se compliquait alors d'une foule de détails dont la postérité ne se doutera guère. Qui s'imaginerait qu'une de ses plus sérieuses occupations fut, pendant les premiers jours du siége, la chasse aux espions prussiens. Il faut connaître Paris pour comprendre à quels excès peut se porter une idée fixe, chez cette population bouillonnante, où tous les sentiments sont en quelque sorte surchauffés et s'extravasent avec un bruit de fumée qui s'échappe. Il y eut une semaine ou deux où toutes les têtes furent à la lettre tournées et renversées par cette préoccupation de l'espionnage ennemi, préoccupation terrible, qui avait fini par tourner en folie. On voyait des espions partout. Un des écrivains qui sont le plus constamment à l'affût de tous les modes de l'esprit parisien pour les traduire en articles, Timothée Trimm, disait dans un article, qui ne fit sourire personne, tant il est vrai qu'il était l'expression de la peur publique.

« On craignait autrefois à Venise les agents du Conseil des Dix, on les voyait sur les lagunes, ou bien au bout des échelles de cordes, ou bien encore derrière le

vitrage des confessionnaux; eh bien! le Conseil des Dix était une réunion de prud'hommes en comparaison de la police militaire des Prussiens... On les voit de tous côtés, ces espions, sous tous les costumes. Hier, c'étaient un cocher et un charbonnier qu'on arrêtait. Cocher et charbonnier étaient des espions; on reconnut l'un à ce qu'il prenait sa gauche à l'allemande, en conduisant; l'autre, à ce qu'il avait les mains trop noires. A la Porte Maillot, à deux pas des fortifications, on s'attroupe autour d'un marchand d'imprimés. Il vend la *Biographie du brave général Ulrich*, *gouverneur de Strasbourg*, et ne la vend qu'un sou. Achetez, messieurs. Une femme lui tend une pièce de cinquante centimes; il fouille dans la poche de son gilet, d'où s'échappent des napoléons d'or, qui le trahissent. C'était un espion... Ce matin, une dame passe auprès du Palais de l'Industrie, costume décent et de bon goût, robe de soie noire, chapeau de velours, voilette épaisse tombant sur le visage qu'elle couvre. Un curieux la suit, lui offre son bras, la presse de près, quand tout à coup, un coup de vent inattendu, ayant écarté le voile, il croit voir sur le visage de la belle le bleu du rasoir... C'était un espion... »

Durant quinze jours l'imagination des Parisiens fut perpétuellement hantée de ce spectre de l'espionnage On arrêtait à tort et à travers les plus honnêtes gens du monde, qui avaient grand'peine à se soustraire aux fureurs de la foule ameutée. On les conduisait au poste le plus voisin, où ils se faisaient reconnaître, et recevaient des excuses. C'est ainsi que notre confrère Lemon, qui a bien la plus placide apparence qui soit au

monde, fut traîné à la préfecture. C'était son air bienveillant qui lui avait joué ce tour. Tant de bonhomie devait être feinte et avait paru suspecte. On assure même que le général Trochu fut arrêté lui aussi par des gardes nationaux trop zélés, et rit beaucoup de la méprise. Malheur à qui parlait avec l'accent alsacien! il était sûr de son affaire. Je sais tel de mes amis, enfant de la patriotique Alsace, qui s'était condamné à ne plus dire un mot en public. Il avait été deux fois victime de ces erreurs désagréables. La plaisanterie, comme il arrive toujours en cette ville, s'en était mêlée. Les mystificateurs criaient *au prussien* et se tenaient les côtes, en voyant la figure ahurie du pauvre diable, appréhendé au collet. Un débiteur, pressé dans la rue par un tailleur ou par un bottier indiscret, le désignait à haute voix comme espion, et se sauvait en riant de tout son cœur.

Parfois, le soir, on voyait se former lentement des groupes de nez tendus en l'air; le groupe ne tardait pas à devenir foule. Qu'est-ce qu'on regardait avec cette attention?... Une lumière qui brillait au quatrième étage, et se promenait de chambre en chambre. Une lumière! à dix heures du soir! au haut du toit d'une maison! ce ne pouvait être que des signaux!... Ce sont des signaux... Tenez! voyez-vous le reflet vert... Et les commentaires allaient leur train... « Je connais le portier, sa femme est prussienne, elle cache des espions, cela est sûr... ils veulent livrer Paris... » La garde nationale arrivait, une escouade s'emparait du concierge tremblant, et montait avec lui sous les combles. Là, on trouvait presque toujours une honnête famille cousant ou lisant sous la lampe fidèle...

— Mais ces mouvements de la lumière qui passait d'une fenêtre à l'autre?

— C'est que nous étions allés chercher quelque chose dans l'autre chambre.

— Et le reflet vert?

— C'est que notre papier de tenture est en effet de nuance verte.

Un jour, ou plutôt un soir, un objet extraordinaire, dont la couleur passait du rouge au vert et au bleu, sous la lumière d'une bougie, qu'on voyait se promener avec des allures inquiétantes, ameuta tout un quartier, qui, ne pouvant s'expliquer ce phénomène, parlait de saccager et de brûler cet observatoire. On fit invasion dans le domicile, et derrière la fenêtre on trouva, sur son perchoir, un perroquet empaillé, sur qui se jouaient les rayons d'une bougie en mouvement. Le grave *Journal des Débats* conta le lendemain, d'un ton de bonhomie narquoise, cet épisode de l'espionomamie. Ce fut le coup de grâce. Les folies chez nous ont cela de bon, c'est qu'elles sont courtes, si elles sont vives. Celle-là passa vite, et l'on ne songea plus aux espions, que pour arrêter les vrais, ces misérables de la dernière classe, qui, sous prétexte d'aller en maraude, sortaient de Paris avec un sac qu'ils devaient rapporter plein de choux ou de pommes de terre, et donnaient aux ennemis nos journaux et les brins de renseignements qu'ils pouvaient attraper de côté et d'autre.

Y en eut-il d'autres? et parmi tous ces gens arrêtés, s'en trouvait-il qui fussent en effet des hommes payés par la Prusse pour surprendre nos secrets? Je n'en sais rien; la chose est probable. Ce qu'il y a de sûr, c'est

qu'à part le procès de Hart, un espion authentique, qui fut passé par les armes quelques jours après le commencement du siége, on n'entendit parler d'aucune poursuite et d'aucune exécution. Il en faut conclure que les charges n'étaient pas bien sérieuses contre les personnes sur qui l'on avait mis la main. Autrement l'autorité n'aurait pas manqué de faire grand bruit de leur condamnation, ne fût-ce que pour calmer un peu les imaginations effarées.

II

Cette passion tomba donc faute d'aliments. Deux autres traits distinctifs de ce siége devaient, au contraire, aller s'accentuant chaque jour davantage. Ils étaient à peine sensibles en ces premiers moments, ils devinrent par la suite extrêmement douloureux. Le premier, ce fut le manque absolu de nouvelles. Paris, où venaient aboutir tous les bruits du monde entier et qui les renvoyait en quelque sorte multipliés et grossis comme par un prodigieux écho, se trouva brusquement coupé du reste de l'univers. Nous avions jusque-là vécu sur cette idée, qu'un investissement complet de la grande capitale était parfaitement impossible, à moins de douze cent mille hommes, et nous savions que l'ennemi était loin de disposer d'une aussi énorme quantité de troupes. Force nous fut bien d'en rabattre et de nous rendre à l'évidence. Il n'entrait plus chez nous ni un journal, ni une lettre, ni un courrier. La poste avait dépêché dans plusieurs directions un certain nombre de facteurs qui de-

vaient traverser les lignes prussiennes et nous rapporter des correspondances ; aucun n'était revenu. Parmi les ambassadeurs, trois nous avaient quittés, ceux d'Angleterre, de Russie et d'Autriche. Les autres étaient restés, et avaient demandé à l'état-major prussien qu'on leur laissât la voie libre avec leurs gouvernements respectifs. M. de Bismark avait insolemment répondu que leurs lettres et les réponses à ces lettres passeraient, mais décachetées, après avoir été lues et estampillées du chancelier. La prétention était exorbitante, inadmissible; elle n'en prouvait que mieux l'implacable résolution de nous tenir en chartre privée, au secret; on voulait faire de Paris un immense Mazas.

Nous fûmes très-surpris et fort déconcertés. Le résultat poursuivi et obtenu par nos ennemis dépassait toutes nos prévisions. Ce fut d'abord notre amour-propre qui souffrit. Nous avions tant dit et répété, sous toutes les formes, que Paris était le grand ressort de la pensée humaine, que s'il cessait d'émettre des idées et des sentiments, toute la machine de l'univers s'arrêterait à la suite, et que ce serait comme un long évanouissement de la civilisation ! Il fallut bien reconnaître que si nous tenions, en effet, une place importante dans le monde, nous n'en étions pas tant le cœur que cela ; et qu'une fois Paris retranché des nations, la terre n'en poursuivait pas moins sa course accoutumée autour du soleil; l'humanité n'en continuait pas moins de penser et d'agir ; elle allait d'un même pas vers l'éternel progrès. Fâcheuse découverte ! désillusion amère ! L'Europe et l'Amérique se pouvaient à la rigueur passer de nous ; et nous, l'univers tout entier nous manquait.

Comme des marins perdus sur la vaste mer, nous avions soif de nouvelles. Que faisait le reste de la France? c'était pour nous une question grave, et à laquelle nous ne savions pas de réponse.

Quelques jours avant que l'investissement fût consommé, le Gouvernement avait délégué à Tours deux de ses membres pour organiser la levée en masse, et soulever l'enthousiasme des départements. Mais nous n'avions qu'une médiocre confiance aux hommes à qui incombait cette mission difficile. C'étaient deux vieillards, MM. Glais-Bizoin et Crémieux, connus l'un et l'autre pour la sincérité de leurs opinions, mais dont l'âge avait affaibli les forces. Ces mains défaillantes suffiraient-elles à cette tâche redoutable? Nous ne l'espérions guère, et c'était pour nous une bien pénible angoisse de ne pouvoir enfoncer nos yeux dans cette nuit, qui se dérobait à nos regards. On nous avait prévenus que M. Thiers mettant au service du gouvernement nouveau sa longue expérience et sa grande autorité, était parti pour porter des propositions aux divers cabinets d'Europe ; qu'il avait d'abord dû aller à Londres, puis de là à Saint-Pétersbourg, et, repassant par Vienne et Florence, revenir à Tours. Qu'était-il advenu de ce voyage? Où notre ambassadeur en était-il de ses négociations? Nous aimions si fort à nous flatter d'espérances chimériques, qu'à cette époque nous croyions encore possible de nouer une coalition européenne contre la Prusse victorieuse. C'est surtout — voyez notre naïveté incurable! — sur la Russie que nous comptions. Nous nous disions qu'elle comprendrait assez ses intérêts pour redouter qu'un jour la Prusse toute-puissante, enivrée de ses

triomphes, ne vînt lui redemander ses provinces allemandes, et, sur un refus, les lui arracher de force. « Qui sait? nous disions-nous; peut-être l'alliance est-elle conclue à cette heure, » et nous calculions combien de temps il fallait à une armée russe pour tomber sur Berlin et forcer nos ennemis à se retourner contre ce nouvel assaillant. Quel chagrin, quelle irritante inquiétude de ne pouvoir rien apprendre de précis sur des points qui nous touchaient de si près et d'une façon si sensible!

Mais il y avait encore pour chacun de nous, dans cette absence de nouvelles, une privation bien plus amère, la plus cruelle de toutes assurément. Nous avions tous envoyé nos mères, nos femmes, nos enfants, nos familles, les uns à l'étranger, les autres sur les plages normandes ou bretonnes, d'autres dans l'intérieur de la France. Aucun de nous n'avait prévu le blocus, et nous les avions laissées là-bas sans argent que pour un petit nombre de jours. Que devenaient-elles, et surtout qu'allaient-elles devenir? Comment les rassurer sur notre compte? car nous pensions bien que M. Bismark emplissait les journaux du bruit mensonger de nos guerres civiles, et nous représentait tous comme voués à l'assassinat ou au bombardement. Et nous-mêmes, par quelle voie apprendre si ces êtres, qui nous étaient si chers, vivaient en bonne santé? Nous comptions avec angoisse les heures qui s'écoulaient; ces heures si fertiles en maladies, en accidents, en craintes vagues, en désespoirs, et nous nous sentions le cœur tout plein d'amertume et d'ennui. C'est la seule souffrance dont aucun de nous n'ait pris son parti. J'ai vu la blague parisienne s'attaquer à tout,

et railler avec sa désinvolture satyrique les maux les plus sérieux du siége ; elle a toujours respecté celui-là ; la voix lui eût manqué, et la raillerie se fût terminée en sanglots. Paris était plein de veufs, qui, le soir, prenant leur bougeoir chez le concierge :

— Eh bien ! pas de lettres ? interrogeaient-ils.

— Non, monsieur, pas de lettres, répondait le portier.

Et c'était tous les jours pour eux un coup nouveau et douloureux. Je me souviendrai longtemps qu'un soir je dînais au restaurant, avec trois Parisiens des plus sceptiques, et que tout en mangeant fort mal nous faisions des mots et sur le dîner qu'on nous servait, et sur les horreurs du siége; nous étions tous animés de cette gaieté un peu factice qui pétille sur l'esprit boulevardier, comme la mousse sur le champagne. A quatre pas de nous, sur une table séparée, dînaient un vieillard, et en face de lui, une jeune femme, sa fille, sans doute, qui avait à côté d'elle un petit enfant de trois ou quatre ans, blond, les cheveux bouclés, et babillant avec l'ingénuité de son âge. Il vit sur notre table une poire, et en demanda à sa mère. L'un de nous se détacha, et, après s'être excusé près de la jeune femme, offrit un quartier du fruit au bambin et l'embrassa. Quand il revint, il avait les yeux tout pleins de grosses larmes, qu'il cherchait à dissimuler, et tous quatre, bravement, nous nous mîmes à pleurer, les uns devant les autres, en face de notre assiette, sans mot dire.

L'administration fut tout d'abord prise au dépourvu, et ne sut rien imaginer dans cette détresse. C'est une chose à remarquer combien dans toute cette guerre il y eut chez nos gouvernants peu d'ingéniosité, de ressources

et de fécondité d'invention ; beaucoup de bon vouloir, et pas la moindre originalité. Il fallut que dans tous les ordres d'idées ils reçussent du public impatienté l'impulsion qu'ils auraient dû donner eux-mêmes. Ils ne s'avisèrent qu'assez tard d'organiser un système de ballons montés. Ils se servirent d'abord de ballons libres, où l'on devait mettre des cartes sans enveloppes et affranchies d'un timbre de dix centimes. Ce que sont devenus ces ballons et les lettres que nous leur avons confiées, je n'en sais rien encore à l'heure qu'il est. Car j'écris ces impressions, avant que Paris soit débloqué, pour les avoir plus fraîches. Ce ne fut qu'après deux ou trois semaines de tâtonnements qu'ils organisèrent un service régulier de grands et vrais ballons. Nous y reviendrons, quand l'occasion s'en présentera, dans quelqu'un des chapitres suivants. Bien plus tard encore ils purent grâce aux pigeons voyageurs nous procurer quelques courtes et rares nouvelles de nos chers délaissés. Ces messagers ailés ont fait un petit nombre d'heureux ! Que d'autres attendent encore !

III

La seconde surprise et la seconde misère du siége commençant, ce fut la rareté soudaine des vivres. Le gouvernement avait engagé les particuliers à faire leurs provisions d'avance. Mais personne, ou presque personne, n'avait pris cet avertissement au sérieux. Je ne saurais trop répéter qu'on ne prévoyait point un blocus à Paris. Quelques bourgeois prudents avaient rempli leurs

caves de provisions de bouche; mais c'était le très-petit nombre. Les autres avaient acheté, par mode, par blague, un jambon d'York, quelques boîtes de sardines, quatre à cinq kilogrammes de riz et de légumes secs, et des pots de confitures. On allait chez les grands épiciers comme en partie de plaisir. Les femmes du monde arrivaient en grande toilette à la porte de Potin; elles entassaient, au hasard, dans leurs calèches, les pots, les boîtes, les quartiers de salaisons et de fromage, payaient en or, et s'en allaient riant comme des folles de leur équipée.

On s'aperçut très-vite que le siége allait tourner au blocus, et que ces approvisionnements, faits à la hâte, sans ordre, et par manière de plaisanterie, ne dureraient pas longtemps. Toute la ville, alors, d'un même mouvement, se précipita, les mains tendues, chez les marchands de comestibles. Du jour au lendemain, tout haussa de prix. Il se formait aux portes des épiciers et des charcutiers de longues queues de ménagères, qui venaient chercher du fromage, des jambons, des saucissons et autres victuailles. On riait encore, à ce moment-là, de cet empressement; on ne se doutait guère que l'heure était si proche des détresses réelles, et des sérieuses souffrances.

Il se produisit un phénomène bien curieux, et qui serait difficile à croire, si nous ne l'avions tous constaté : c'est l'appétit dévorant dont Paris tout entier fut sur-le-champ saisi. Jamais il n'avait *fait si faim* dans la grande ville. Jadis on y mangeait pour vivre, et sans trop faire attention aux morceaux. Il eût été bien difficile de trouver un Parisien qui raisonnât son déjeuner. Aussitôt le

siége commencé, nous entendîmes tous nos entrailles crier d'une étrange manière. Nous contemplions, en passant, les vitrines des magasins de comestibles avec des yeux de convoitise; les énormes piles de boîtes en fer-blanc, les rangées de pots où étincelaient les confitures jaunes ou rouges, ces tonnes de harengs pressés, tout cet appareil de la mangeaille qui s'étalt aux montres des épiciers nous mettait l'eau à la bouche, et nous jetions sur cet espoir de nos repas futurs des regards mouillés de tendresse. Tel qui déjeunait de deux œufs sur le plat et d'un morceau de fromage, ne voulait plus se contenter à moins d'un bifteack saignant, arrosé d'une bouteille de bordeaux. L'estomac parlait-il plus haut? l'écoutait-on davantage? Grave question, et que je laisse à résoudre aux moralistes. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en prévision des jours d'abstinence forcée, chacun s'appliquait à manger plus et mieux. La chère était plus abondante et plus délicate. Il semblait qu'on se dît à part soi : autant de pris sur l'ennemi ; encore un que les Prussiens n'auront pas!

Jamais dans la classe bourgeoise les invitations ne furent plus nombreuses qu'en cette première phase du blocus. — Un dîner de siége!... c'était l'expression consacrée. Et l'on prenait je ne sais quel plaisir à narguer les Prussiens en servant à ses convives de bons morceaux, qu'ils engloutissaient, en se plaignant des horreurs de la famine. Toutes ces railleries durèrent peu, les boucheries ne tardèrent pas à se sentir de l'investissement. Il fallut rationner le public, et cette question devint une des plus épineuses à résoudre. A l'époque où nous étions, on n'en sentait pas encore

toutes les difficultés. Outre que la viande fraîche de bœuf et de mouton était encore assez abondante pour fournir à la consommation normale de la population, la chair de cheval abondait, et comme elle était repoussée par le préjugé populaire, il était facile de s'en procurer.

Je me souviens qu'en m'en allant, le matin, aux exercices de la garde nationale, je passais devant les queues, qui s'allongeaient à la porte des bouchers, et j'entamais la conversation avec les ménagères, qui piétinaient, bleuies de froid, riant et causant, tandis qu'elles attendaient leur tour.

— Mais, leur disais-je, pourquoi êtes-vous ici, sous la pluie, les pieds dans la boue, avalant l'air humide du matin, quand au bas de chez moi, il y a une boucherie de cheval ouverte, et qui ne parvient pas même à débiter toute sa marchandise ?

— Du cheval ! s'écriaient les commères avec horreur.

Le fait est que moi, j'en mangeais tous les jours, et le trouvais fort bon ; que mes amis en mangeaient comme moi, et que toute la bourgeoisie riche s'y mit sans répugnance. Mais il fallut, pour y amener les ouvriers et leurs femmes, l'aiguillon de la faim. Je pus suivre les progrès du blocus, en observant la boucherie de mon voisin, le marchand de cheval. Sa clientèle s'accrut à mesure que les subsistances diminuaient dans Paris. C'est vers le milieu de novembre que des queues interminables commencèrent à s'étendre le long de sa boutique, et il finit par ne plus ouvrir qu'à certaines heures, et par ne plus délivrer de viande qu'aux porteurs de bons.

Chaque mairie organisa le rationnement comme elle

l'entendit. Les plaintes s'élevèrent de tous côtés, et la plupart étaient assez justes. Car de pauvres ménagères passaient des demi-journées pour obtenir un petit morceau de mouton ou de bœuf, et l'on aurait pu leur épargner ces longues stations en plein air. Il faut bien reconnaître pourtant que ce n'est pas chose commode que de nourrir, par mesure administrative, deux millions d'hommes, frondeurs par tempérament, et qui ne cherchaient qu'à tromper la vigilance de l'autorité. A l'heure où j'écris, l'organisation est encore très-défectueuse; tel arrondissement est mieux partagé que tel autre; le système de numéros d'ordre, délivrés aux consommateurs, est plus ou moins commodément arrangé; mais les habitants ont fini par prendre leur mal en patience; tout cela s'est *tassé,* comme dit le peuple. On souffre peut-être davantage, on geint moins haut.

Nous retrouverons plus d'une fois, dans le cours de ces souvenirs, cette question des subsistances. Reprenons, où nous l'avons laissé, le fil interrompu des événements.

CHAPITRE VI

—

LE BOURGET — METZ RENDU — MANIFESTATION DU 31 OCTOBRE

I

Le manifeste de Jules Favre et le léger succès de nos armes qui l'avait suivi de près avaient relevé tous les cœurs et tendu les nerfs de la population parisienne. On venait de faire une nouvelle provision de courage, et il faut avouer qu'on en avait grand besoin. La situation était cruelle. On se trouvait entre deux dangers, dont l'un ne semblait pas moins menaçant que l'autre : au dehors les Prussiens, et les émeutiers au dedans. Je crois bien qu'à cette époque-là, vers les derniers jours de septembre, la bourgeoisie avait plus peur encore des émeutiers que des Prussiens ; et peut-être n'avait-elle pas tort, car ils étaient, sans le savoir, les alliés sur lesquels les Prussiens comptaient le plus fermement pour entrer à Paris. M. de Bismark n'avait pas caché ses espérances. Il avait sur tous les tons, dans toutes

ses lettres publiques, et dans toutes ses conversations privées, dont les échos nous revenaient à Paris, dit que les portes de la ville lui seraient ouvertes par la guerre civile, et il parlait d'avance avec mépris de ce peuple chez qui le plus extrême danger de la patrie n'avait pu étouffer le goût inné de la discorde.

Entre ces deux ennemis on conçoit que nous ne fussions pas fort à notre aise. Comment les Prussiens nous attaqueraient-ils? quel coup de foudre devait sortir du nuage où ils enfermaient leurs desseins pour l'heure? nous n'en savions rien exactement. Nous ignorions qu'ils se fussent résolus de nous prendre uniquement par voie de blocus, et d'attendre, l'arme au pied, que l'émeute ou la faim leur livrât la place. Nous aurions dû le soupçonner, car les grands capitaines n'ont guère eu jamais, comme le renard de la fable, qu'un tour dans leur sac. Ils inventent une combinaison nouvelle, où ils reviennent sans cesse, jusqu'à ce qu'ils l'aient apprise à leurs adversaires, et se soient fait battre enfin avec leurs propres armes. M. de Moltke avait toujours usé du mouvement tournant, et forcé, par un prodigieux enveloppement, l'ennemi de se rendre par capitulation. Il était bien probable qu'il procéderait de même contre Paris, qu'il l'enserrerait avec toutes les forces de l'Allemagne, et laisserait ensuite au temps à faire sa besogne. Mais nous n'étions pas assez philosophes pour faire ces sortes de réflexions, dont la justesse n'apparaît jamais qu'après coup...

Durant tout le mois d'octobre, nous avons cru à une attaque de vive force, ou tout au moins au bombardement. Pour le bombardement, il n'y avait pas à en dou

ter. Tous les jours, on nous disait : Vous savez, c'est pour demain, ou après-demain au plus tard. On nous l'annonçait pour le 9, puis pour le 14, anniversaire de la bataille d'Iéna, puis pour le 27, anniversaire de l'entrée de Napoléon à Berlin; puis pour le jour de fête de Guillaume, d'Augusta, de Fritz. Les proclamations affichées sur les murs des rues nous recommandaient de garder chez nous des tonneaux pleins d'eau, de dépaver nos cours, de nous jeter par terre quand nous verrions tomber un obus, d'étouffer les feux naissants avec des linges mouillés, et chacun de nous visitait sa cave d'un air rêveur : La voûte sera-t-elle assez solide pour résister à l'effondrement subit de la bâtisse? Les musées déménageaient leurs trésors dans les sous-sols; les bibliothèques blindaient leurs toits et calfeutraient leurs fenêtres ; l'Institut lançait à l'Europe civilisée une protestation contre les barbares qui méditaient l'incendie de tant de chefs-d'œuvre. Le *Times*, dans un numéro qui parvint jusqu'à nous (ces numéros-là arrivaient toujours), disait qu'après tout le bombardement de Paris n'était point une monstruosité si extraordinaire ; que c'était sa faute ; pourquoi avait-il le mauvais goût de se défendre? d'arrêter ces bons Prussiens? de leur faire de la peine? ils en auraient bien du chagrin, mais c'était notre maudite opiniâtreté qui les contraignait à ces mesures un peu rigoureuses. Nous en porterions la responsabilité devant l'histoire... — Ah! le *Times* peut se flatter de nous avoir fait passer de méchants quarts d'heure, et si jamais!... mais patience, patience! Tous les comptes seront réglés un jour. Nous ne recevions pas de journal allemand qui ne traitât *ex protesso* des effets de ce

bombardement si attendu, et qui ne le promît comme récréation dernière à ces honnêtes et loyaux fils de la blonde Allemagne. Les officiers prussiens, dans les conversations d'avant-postes, en parlaient avec douleur à nos compatriotes, comme d'un malheur inévitable. Nous ne saisissions pas sur un soldat mort ou blessé une lettre où il ne fût question de ce bombardement. La jeune et mélancolique Gretchen, aux yeux bleus, ne manquait jamais, dans ses épîtres sentimentales, où se mêlaient en purée et les baisers de son âme, et les bas de laine, et les confitures, et le bon Dieu, et Beethoven, et la petite fleur cueillie au bois, d'ajouter avec un soupir de satisfaction : On dit que c'est demain que le bombardement commence ! Nous nous rappelions ces fameux Krupp, qui nous avaient étonnés par l'énormité de leur bouche, à l'Exposition universelle. On assurait qu'il pouvaient porter à huit et même à dix et à douze mille mètres. L'*Illustration* avait donné la distance qui en séparait les différents points de Paris, et, de ce travail, il résultait évidemment que des boulets de cent cinquante livres pouvaient tomber sur la place du Théâtre-Français. Il s'était fondé une association mutuelle contre les dégâts que l'on prévoyait, et elle avait en quelques jours réuni un capital de plusieurs millions.

Les semaines se passèrent, et le fameux bombardement s'évanouit en fumée, comme un vain fantôme des brouillards de la nuit. Oncques n'entendîmes la voix des canons Krupp (1). Il faut croire que s'ils furent expédiés de Strasbourg ils restèrent en route, au fond de quelque

(1) Ce chapitre a été écrit dans la première semaine de janvier. Trois jours après, le bombardement me donnait un cruel démenti.

fossé. Car il n'est pas commode de manœuvrer des machines qui pèsent de vingt-cinq à trente mille kilogrammes. Le tout n'est pas de fondre des canons, encore faut-il les amener en place et les mettre en batterie. Cette menace, qui ne devait pas aboutir, ne laissa pas de nous inquiéter. Un petit fait montrera mieux que toutes les réflexions du monde l'intensité de cette préoccupation. J'allais voir tous les jours une de mes parentes, horriblement malade de la petite vérole qui sévissait avec fureur à Paris. C'était le spectre du bombardement qui hantait son délire, et chaque fois que je la voyais : — Comment ferai-je pour me sauver, me disait-elle, quand le bombardement commencera?

Un bon quart des maisons de Paris était surmonté de drapeaux d'ambulances ou de drapeaux d'ambassade et de consulat. On s'imaginait que les artilleurs ennemis apercevraient à trois lieues de distance ce mouchoir de couleur hissé au bout d'un bâton, et respecteraient les immeubles protégés par ce signe ! Quelques haillons flottent encore, à l'heure où j'écris, sur un petit nombre de balcons et de fenêtres ; et les journaux allemands que nous lisons par intervalles nous menacent toujours du canon Krupp. Mais ce n'est plus la mode d'y croire ; et l'on n'en est pas plus effrayé que de messire Croquemitaine.

Tout le monde sait qu'il n'y a rien de plus inquiétant que l'attente. Ce fut donc chez nous, durant un long mois, comme un agacement quotidien. On était surexcité, nerveux. On se demandait : Que vont-il faire ? et l'on ajoutait : Pourquoi ne faisons-nous rien?

Je laisse néanmoins le passage, tel qu'il est ; on comprendra mieux la puissance de nos illusions

Ceux que le hasard avait mis à notre tête étaient d'honnêtes gens, de braves cœurs et des hommes de mérite. Mais on n'avait pas foi en leur génie. On aurait voulu qu'ils sortissent des sentiers battus, qu'ils étonnassent chaque jour le monde et nous-mêmes par quelque action d'éclat, par quelque invention singulière. On rappelait toujours le souvenir des guerres de la sécession, et ces hardis coups de tête par où se signalaient les généraux improvisés de la jeune Amérique. Le général Trochu n'était qu'un bon militaire, qui marchait prudemment par les chemins frayés. Il semblait résolu à n'engager que de petites actions, des escarmouches sans importance, où il aguerrirait peu à peu des troupes encore neuves et peu solides, et à profiter du répit laissé par les adversaires pour achever jour à jour le réseau de nos fortifications. Pouvait-on faire plus et mieux? Je laisse la question à résoudre à des personnes plus compétentes. Je me contente, pour moi, de décrire l'effet qu'à ce moment de la lutte faisait sur nous cette tactique. Elle était violemment blâmée des uns, et ceux mêmes qui l'approuvaient tout haut, qui faisaient des phrases sur la temporisation, et comparaient le général Trochu à Fabius Cunctator, sentaient comme un secret dépit de ne pas voir les choses marcher plus vite. Nous ressemblions à un fiévreux, qui accuse toujours son médecin, quand la maladie ne cède pas assez vite à ses ordonnances.

Le général Trochu est Breton, c'est dire qu'il est pourvu d'une assez forte dose d'obstination. Il est de la race de ceux qui enfoncent des clous dans la muraille en usant de leur front comme d'un marteau. J'ignore si les

épigrammes des journaux, si les effervescences de l'opinion publique lui étaient très-sensibles ; mais il faisait à petit bruit et lentement une besogne qui fut plus tard reconnue excellente. Il achevait de fortifier Paris ; sur le front de cette immense ligne de défense, ici il raffermissait les points faibles, là il ajoutait encore à la force de ceux qui craignaient moins ; il mettait la ville en état de faire tête partout où l'ennemi se pourrait présenter. Il la rendait imprenable. Il est vrai que dans le même temps les Prussiens menaient à bien leur circonvallation, en sorte qu'un officier allemand, causant un jour avec un de nos médecins d'ambulance, lui disait : Il vous sera aussi difficile de sortir de Paris qu'il nous le serait à nous d'y entrer.

Ce travail de taupe, long et patient, n'est pas de ceux qui éblouissent les imaginations. Aussi n'en savait-on aucun gré, faute de l'apercevoir, ni au général Trochu qui l'avait commandé, ni au génie qui en surveillait l'exécution. Ni l'un ni l'autre n'y purent tenir, et le 18 octobre, ils publièrent un rapport officiel sur les travaux exécutés autour de la capitale durant ces journées, qu'on les accusait d'avoir si mal employées. Ils y constataient, non sans un légitime sentiment d'orgueil, qu'au lendemain des grands désastres de l'armée du Rhin, l'immense enceinte de la capitale était non-seulement dépourvue de tout armement, mais qu'elle n'avait ni abris, ni casemates, ni magasins à poudre, ni traverse; qu'aucun des forts ne se trouvait en état de défense, et que tous les ouvrages extérieurs étaient effacés par le temps. Je n'entre pas dans le détail des travaux exécutés ; ces rapports appartiennent à l'histoire proprement dite, et je

n'y touche pas. C'est affaire à elle de compter par le menu le nombre prodigieux de sacs de terre remués, de bouches à feu mises en place, d'ouvrages construits, de mètres de terrain conquis par la sape sur l'ennemi; je n'ai à constater que le résultat définitif; il était vraiment admirable, et le général Trochu pouvait s'en applaudir avec raison; car il fut démontré, à partir de ce jour, que Paris, pour qui l'on avait toujours craint quelque surprise, était désormais à l'abri d'une attaque de vive force et qu'il lui était permis de dormir en repos derrière tant d'obstacles accumulés. Les barricades, dont on avait dans le premier moment jugé à propos de couper ses promenades et ses rues, devenaient à peu près inutiles; il était bien évident que l'ennemi n'entrerait jamais, s'il devait entrer, que par capitulation. Et de fait, la commission instituée pour les établir cessa de fonctionner; Rochefort, qui en était le président, n'eut plus là qu'un titre honorifique. Admirez en passant l'ironie des événements ! C'était le pouvoir qui avait créé lui-même une commission des barricades, et Rochefort en avait été nommé chef! Comme il est vrai ce mot de Talleyrand qui dit qu'en France tout arrive!

Se garder était bien; attaquer eût mieux valu. C'est un axiome de guerre, que la défense d'une place assiégée doit être offensive. Ces deux mots, qui font antithèse: défense offensive, semblaient avoir résumé toutes les opinions du public parisien sur le siége. Pourquoi, se disait-on, le général Trochu n'attaque-t-il pas à fond? les impatients, les émeutiers, les Bellevillois ne parlaient que de sorties en masse. Il fallait marcher tous

ensemble, quatre ou cinq cent mille environ, sur un point donné et tout culbuter; comme s'il était possible de mettre en ligne, de déployer et de faire manœuvrer une armée aussi considérable de citadins, qui savaient à peine manier un fusil! Les gens plus sages n'en demandaient pas tant; ils auraient souhaité néanmoins qu'on se tînt moins sur la réserve, qu'on ne se bornât pas simplement à de fortes reconnaissances. Ils critiquaient, les uns poliment, les autres avec aigreur.

Le général Trochu n'en tenait compte. Il avait son plan. Il eut même un jour l'imprudence (ces petites mésaventures sont le châtiment des chefs qui écrivent trop) de publier une proclamation dans laquelle il disait en substance : — Laissez-moi tranquille; j'ai mon plan et n'en démordrai point. Je ne me suis encore trompé sur aucune des conjectures que j'ai portées sur la présente guerre, ainsi qu'on pourra s'en assurer, quand on lira le testament que j'ai déposé chez mon notaire, Me Ducloux. Pourquoi voulez-vous que je n'aie pas encore cette fois confiance en mon jugement? Attendez. — Cette naïveté, par trop bretonne, fit sourire les Parisiens. Le plan de Trochu, ce plan invisible, devint un texte de plaisanteries sans fin. On le mit en caricatures et en chansons. Tout Paris répétait des couplets assez drôles, improvisés sur l'air de · *On va lui percer le flanc.*

Je sais le plan de Trochu
Plan, plan, plan, plan, plan!
Mon Dieu! quel beau plan!
Je sais le plan de Trochu;
Grâce à lui rien n'est perdu!

Quand sur du beau papier blanc,
Il eut écrit son affaire,
Il alla porter son plan
Chez maître Ducloux, notaire.

C'est là qu'est l' plan de Trochu
Plan, plan, plan, plan, plan
Mon Dieu quel beau plan !
C'est là qu'est l' plan de Trochu !
Grâce à lui rien n'est perdu !

La chanson passait ensuite en revue, dans une foule de couplets qui allèrent s'ajoutant les uns aux autres, toutes les sottises qu'on supposait avoir été faites, et toujours ce diable de refrain :

C'est dans le plan de Trochu
Plan, plan, etc.

Nous avons bien ri de cette plaisanterie, qui n'était pas d'ailleurs d'excellent goût. Et je crains que le général Trochu n'ait été plus sensible que de raison à ces légères piqûres.

Il n'en resta pas moins fidèle à ce plan, qu'il connaissait seul, et qui consistait, au moins pour le mois d'octobre, à mener les jeunes troupes au feu, par petits corps détachés, sans autre but que de les aguerrir ; à substituer aux sorties en grandes masses des reconnaissances multipliées, sans parler du feu incessant des forts, qui, jour et nuit, canonnaient à distance les travaux des Prussiens. Je ne me mêle point de blâmer ce système, mais je prie ceux qui me lisent de se représenter l'état d'une population très-impressionnable et

violemment surexcitéee, quand tout les matins, ouvrant son journal, elle trouvait des notes ainsi conçues : *Hier, le Mont-Valérien a envoyé une douzaine d'obus sur une batterie en construction ; il l'a démontée et a forcé les soldats ennemis de s'enfuir...*, ou encore : *Les francs-tireurs de la Seine ont dans la nuit exécuté une sortie heureuse sur les bords de la Marne ; ils ont rencontré un parti d'ennemis, et ont engagé avec lui une très-vive fusillade, qui a duré deux heures. Personne n'a été blessé dans cet engagement qui fait le plus grand honneur à nos volontaires.* Bien maigre en vérité pour notre impatience ! et comme, à Paris, on trouve le moyen de rire de tout, les journaux parodiant les rapports quotidiens : *Hier*, disaient-ils, *on a aperçu un léger flocon de fumée sur les hauteurs de Saint-Cloud. On suppose que c'est un de nos obus qui a éclaté, par mégarde, sous la patte d'un chien. Le chien a eu la queue emportée. Il a reçu du roi Guillaume la médaille militaire.*

Les grosses reconnaissances, celles que le général Trochu faisait faire soit par Ducrot, soit par Vinoy, avec dix ou douze mille hommes, ne nous satisfaisaient pas davantage. Les rapports officiels parlaient toujours de l'entrain merveilleux de nos soldats, des pertes sérieuses éprouvées par les ennemis, de la victoire que nous avions touchée du bout des doigts ; mais elle nous avait échappé, et, en fin de compte, nous revenions toujours de ces expéditions sans en rapporter un gage matériel, quel qu'il fût, de nos prétendus succès. Ce qui contribuait plus que toute autre chose à irriter la population en ces sortes d'affaires, c'est que les on-dit du premier soir nous faisaient toujours croire à un brillant

triomphe, et que la déception du lendemain en était plus cruelle. Un jour on nous disait : Ah! si nous avions eu seulement deux batteries de plus !... et le public, qui n'y entendait pas malice, répondait à ces plaintes : Eh bien! pourquoi n'aviez-vous pas les deux batteries? Une autre fois, on eût coupé dix mille Prussiens, si l'on fût parti deux heures plus tôt... Eh bien! disait le public, il ne fallait pas partir si tard... Il y avait pourtant, disaient les gens du métier, un petit sentier qui nous eût menés droit dans le flanc de l'ennemi; ah! si nous l'avions connu!... Que n'aviez-vous une carte? objectait le bourgeois. Quel dommage, s'écriaient les militaires, que nous n'ayons été là que dix mille, leur affaire était faite...! Eh bien! répondait le public; il fallait être vingt mille et leur faire leur affaire. Les journaux qui étaient devenus aussi nerveux que la population parisienne avaient fini (même les plus modérés et les plus sages) par s'impatienter sérieusement; ils demandaient qu'on n'entamât jamais une expédition sans un but déterminé, un point à conquérir et à garder, comme marque du succès obtenu. On pense les cris que jetaient les opposants à tous crins.

Il n'entre pas dans mon plan de conter par le menu ces faits d'armes; je n'ai voulu donner que la physionomie générale. D'autres diront la valeur de nos troupes, les combinaisons stratégiques auxquelles elles ont servi, les noms des héros qui tombèrent en ces combats pour la patrie; il me suffit d'avoir montré le contre-coup de ces événements sur les âmes parisiennes. Il fut le même après l'affaire de Thiais, au 2 octobre, après celle de la Malmaison, le 8, après celle de Châtillon, Bagneux et

Clamart, le 13; il prépara l'explosion de désappointement qui devait éclater le 1er novembre après celle du Bourget. — Mais comme c'est là un des moments climatériques du siége, nous nous y arrêterons un peu davantage. — Reprenons l'analyse des causes qui amenèrent ce grand mouvement d'opinions.

Nos armes n'étaient pas très-heureuses à l'intérieur. Que pouvions-nous attendre du dehors? Nos frères de province, ceux pour qui j'écris spécialement ce livre, doivent s'imaginer avec quelle ardente anxiété nous cherchions à percer du regard la nuit épaisse qui nous couvrait leur histoire; comme nous tressaillions au moindre bruit qui nous arrivait de leurs efforts. Combien faibles et rares, ces bruits qui se glissaient, de temps à autre, à travers les lignes ennemies! Le croirait-on?... nous restâmes jusqu'au 7 octobre, sans lire un journal des départements. C'est à cette date que le *Gaulois* eut la bonne fortune de recevoir un numéro du *Journal de Rouen*. Ah! il me souviendra longtemps de notre joie quand on nous l'apporta. Notre ami Beuzeville, qui rédige cette feuille avec bien du talent ne se doute guère du succès qu'il obtint ce jour-là chez nous.

Il fallait voir au bureau de rédaction tous les visages émus, et tous les yeux curieusement fixés sur le lecteur. Des nouvelles! nous allions donc enfin avoir des nouvelles! Le cercle de silence où nous étouffions depuis tantôt dix-neuf jours allait donc être brisé. Un poids nous tombait de dessus la poitrine. Non, je ne saurais trop le redire, il n'y a pas de pire supplice que de vivre retranché de l'univers, dans la capitale du monde civilisé, comme Robinson dans son île. Oh! ce supplice irri-

tant de ne rien savoir, avec quelle impatience et quelle sourde colère nous le subissions! Les bruits les plus alarmants circulaient, propagés par l'universelle inquiétude. Car on croit aisément ce que l'on craint aussi bien que ce que l'on espère. — Les Prussiens ont pris Rouen... Ils assiégent le Havre... Ils ont battu l'armée de secours... Le gouvernement de Tours nous trahit... Et toutes ces rumeurs étaient recueillies, commentées, grossies par un public nerveux et affolé. La vérité nous arrivait enfin! nous la tenons! la voilà! Béni sois-tu, petit carré de papier noirci qui nous l'apporta à travers l'armée d'investissement! Jamais lettre ne nous donna autant de réconfort et de joie que ces dépêches officielles où nous était contée l'histoire de la France en ces derniers jours. Joie ou malheur, il n'importait; tout nous valait mieux que le silence.

— Pas bien bonnes, hélas! les nouvelles que nous apportait le journal, ni celles qui, à la suite, pénétrèrent chez nous par d'imperceptibles fissures. Je ne parle pas de la prise de Strasbourg et de Toul, que nous avions apprises trois ou quatre jours auparavant, grâce à l'aimable empressement des Prussiens. La chute de ces deux places nous avait attristés profondément, sans nous décourager, car elle était prévue, et nous savions bien que faute d'être secourues, elles seraient obligées de se rendre. Mais ce qui nous inquiétait plus que le sort de ces deux villes, c'était d'apprendre enfin ce que pensait la province et ce qu'elle faisait. Ah! comme nous sentions alors que ce mot n'est pas véritable, qui prétendait que Paris, c'est la France! Non, Paris n'est pas la France; Paris sans elle n'est rien, et nous nous

demandions chaque jour avec une anxiété croissante . la France se lève-t-elle? Un journal avait traduit cette universelle préoccupation sous cette forme humoristique de la blague, qui est familière au génie parisien : un bourgeois au lit prend sa montre sur la table de nuit, et, regardant le cadran : « Sept heures ! dit-il, allons, tant mieux ! la province se lève. »

Elle ne se levait pas ! Le peu que nous pouvions deviner de son histoire nous la montrait hésitante et divisée ; à Tours, un gouvernement de vieillards sans énergie ; partout des menées bonapartistes ou orléanistes. On nous disait même que quelques-uns des membres de la famille d'Orléans étaient venus, offrant leur épée à la France, compliquer la situation déjà si embrouillée ; les grandes villes, en proie aux factions extrêmes, et affichant la prétention de se gouverner seules ; chaque province, oubliant le salut commun pour ne songer qu'à sa défense personnelle ; et par-dessous, dans les bas fonds de cette société, les menaces d'une Jacquerie que nous croyions tout près d'éclater. Que la province nous pardonne, si à ce moment nous avons douté d'elle ! Nous ne savions pas, peut-être ignorait-elle elle-même que de cette éparse et vaste fermentation jaillirait bientôt une flamme de patriotisme qui embraserait tous les cœurs ; que tous ces éléments d'énergie virile allaient se concentrer et s'unir en de grandes armées, et que la France tout entière, animée d'un même souffle, emportée de l'immortel élan de 1792, s'avancerait au secours de Paris et marcherait à la conquête de sa capitale.

C'est alors qu'on prit la résolution d'envoyer Gam-

betta à Tours, pour prêter à la délégation du gouvernement l'appui de sa jeune popularité. Gambetta nous était fort utile à Paris, car il possédait un ascendant réel sur les hommes du parti avancé, et il servait de trait d'union entre eux et la bourgeoisie. Mais il est évident qu'il y avait pour lui un plus grand rôle à jouer en province. Il partit donc le 6 octobre, échappa heureusement aux Prussiens, et nous apprîmes bientôt qu'il avait ressaisi la direction des affaires et donné à l'esprit public une nouvelle impulsion. M. de Kératry le suivit bientôt, chargé d'une mission particulière, que nous ne connaissions pas; puis, Ranc, dont le nom sans doute n'était pas fort répandu en province, mais qui avait ce mérite d'être à la fois un honnête homme, un homme d'action et un bon républicain.

Que firent-ils dans les départements? Il est probable que quelque journaliste de province écrit cette histoire pour nous, à ce moment même où j'écris pour lui la nôtre. Je ne puis parler que des bruits qui nous arrivaient de loin en loin. Tantôt c'était quelque dépêche de Gambetta. Mais Gambetta, qui est d'origine méridionale, préfère volontiers l'effet de la phrase oratoire à l'exactitude du détail précis; et au lieu de nous dire le nombre juste, et la force, et la position des corps d'armée levés par la province, il nous annonçait pompeusement que la résistance de Paris faisait l'admiration de l'univers. On souriait ici de ces exagérations de langage, et l'on pensait à part soi que si le premier ministre nous cassait ainsi l'encensoir sur le nez, c'est qu'il n'avait rien de meilleur à nous dire. D'autres fois, c'étaient des journaux, les uns français et venus de province, les

autres américains et anglais, que nous recevions le plus souvent par le canal de l'ambassade américaine. Ils n'étaient pas bien consolants. Ils nous contaient de beaux faits d'armes, Saint-Quentin défendu contre un gros de Prussiens par un de nos confrères du *Siècle*, M. Anatole de Laforge, qui fut glorieusement blessé dans le combat; et plus tard cet héroïque dévouement de Châteaudun qui résolut de s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de se rendre. Nous pouvions bien conclure de ces lambeaux d'événements portés çà et là à notre connaissance, qu'il y avait dans un rayon assez étendu une guerre de reconnaissances et d'escarmouches rudement menée par des troupes de partisans; qu'il bouillonnait dans toute cette partie de la province une effervescence patriotique, féconde en actions d'éclat; mais se formait-il une armée régulière, qui ramassât toutes ces forces éparses et les jetât sur les derrières de l'ennemi? Sur ce point, le plus important de tous, impossible d'obtenir le moindre renseignement.

Une espérance nous restait : Bazaine tenait toujours à Metz. C'est à Metz, avait dit un des généraux les plus distingués de la guerre d'Amérique, qu'est la clef de la situation. C'est par Metz qu'il faut débusquer les Prussiens de Paris, parce que le meilleur moyen de faire retourner un chien est de lui marcher sur la queue. Cette image pittoresque avait beaucoup frappé les esprits. On aimait à se figurer Bazaine, rompant le cercle de fer dont il était enserré, et tombant sur les lignes du siége avec une armée qu'on estimait au moins à 80,000 hommes, les meilleures troupes de France! Et quand bien même, disaient les plus modérés, il ne pous-

serait pas jusqu'à Paris, dût-il rester dans les Vosges, il intercepterait les convois de l'ennemi, le prendrait par la famine, le forcerait de revenir en arrière; et alors, nous Parisiens, nous nous lancerions à sa poursuite... Et déjà, nous répétions la fameuse phrase : il n'en sortira pas un vivant de la terre de France!

Ces illusions n'étaient pas sans fondement. On avait trouvé un jour, au coin d'un buisson, un ballon tombé, dont la nacelle était toute pleine de lettres, que la garnison de Metz avait écrites et confiées au vent. Ces lettres respiraient toutes la plus entière confiance. Elles disaient que le pain ni la viande ne manquaient dans la ville assiégée, que le moral de la garnison était excellent, que Bazaine ferait quand, où et comme il voudrait, sa fameuse trouée. Les journaux anglais nous apportaient le récit de ses sorties continuelles, sorties qu'ils qualifiaient de *furieuses*, et où les Prussiens perdaient à chaque fois énormément de monde. Il finira par les user, pensions-nous, et les mettre en pièces. Qui sait? peut-être est-il en route à cette heure! — Et nous prêtions l'oreille.

Qu'on s'imagine donc l'émotion de Paris, quand, un matin (le 28 octobre), nous lûmes, en nous éveillant, dans le *Combat*, journal de M. Félix Pyat, ces mots en grosses lettres, TRAHISON DU MARÉCHAL BAZAINE, et au-dessous, un entre-filets, encadré de noir, où était relatée une prétendue capitulation de l'armée de Metz, qui renouvelait la honte de Sedan. Il y eut d'abord un moment de stupeur dans le public; la stupeur fit bientôt place à l'indignation et à la colère. D'où le journaliste tenait-il ces nouvelles étranges? On courut au ministère. Les

membres du Gouvernement répondirent qu'ils n'avaient aucun renseignement sur Bazaine. La foule se porta aux bureaux du journal, menaçant de tout briser. En l'absence de M. Pyat, on somma son fondé de pouvoir de citer la personne qui avait affirmé le fait. Il nomma M. Flourens, qui à son tour renvoya à Rochefort. La chose devenait grave ; car Rochefort faisait partie du Gouvernement. Mais Rochefort affirma n'avoir rien dit de pareil, et Flourens se rabattit sur un personnage important, dont il était obligé de taire le nom.

On tint donc la nouvelle pour apocryphe, et cependant une inquiétude sourde continua d'agiter les esprits. Les journaux ne parlaient plus de rien ; mais on se disait mystérieusement à l'oreille :

— Vous savez ! le fait est malheureusement vrai, Bazaine a capitulé.

— Allons donc ! de qui tenez-vous cela ?

On ne s'expliquait pas ; on hochait la tête. Les incrédules (ils étaient nombreux) persistaient dans leurs dénégations. Le 31, il fallut bien se rendre. La nouvelle était officiellement annoncée ; notre dernier espoir tombait du coup, et c'était juste au moment où nous subissions l'échec du Bourget.

Il n'était rien en lui-même, cet échec, et nous en avions subi de plus cruels sans en être affectés. Mais il s'était présenté dans un bien mauvais moment, et sous la forme la plus désagréable qu'il pût revêtir. Le 28 au soir une compagnie de francs-tireurs s'étant glissée près du Bourget, petit village en avant de Saint-Denis, avait surpris le poste qui l'occupait, et après un combat de nuit, qui n'avait pas eu grande importance, s'en était

emparé. La position était, à vrai dire, médiocre, et ne valait pas trop la peine d'être conquise ni défendue. Les Prussiens y revinrent au matin, avec des forces plus nombreuses ; mais ils attaquèrent mollement, ils furent repoussés. On resta maître du village. Ce n'était qu'un succès d'amour-propre, car le Bourget ne pouvait servir à rien, et mieux eût valu l'abandonner tout de suite après. Mais on eut le tort de faire sonner bien haut cet avantage à la population parisienne ; on lui annonça, dans une proclamation officielle, qu'on avait élargi le cercle de fer qui nous entourait, et forcé les Prussiens de reculer. Du moment qu'on parlait ainsi, il fallait se fortifier au Bourget, et en faire une tête de ligne sérieuse. Soit négligence du gouverneur, soit oubli du général, on n'envoya ni renforts ni artillerie. Nos soldats, qui avaient déjà passé toute une nuit et tout un jour à se battre, restèrent là, sous une pluie furieuse, les pieds dans la boue, recrus de fatigue et morts de froid. On assure même qu'un grand nombre, ayant trouvé les caves pleines, eurent le tort de s'y enivrer. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'au point du jour, les Prussiens revinrent avec toute une division, et pourvus d'une excellente artillerie. Ils couvrirent de feux le Bourget, et tandis que nos soldats, aveuglés par une mitraille infernale, tiraient au hasard, un gros d'ennemis tourna la position. Il fallut se replier ; ceux qui s'obstinèrent à la résistance furent pris ; c'est là que M. Ernest Baroche se fit héroïquement tuer et racheta par une mort glorieuse l'impopularité du nom qu'il portait.

Le Bourget fut perdu. La perte n'était pas grosse, puisqu'on n'en pouvait rien faire, mais l'effet moral fut

immense à Paris. Il n'y eut qu'un cri d'indignation, de douleur et de désespoir. Ce serait donc toujours la même chose ! jamais assez d'artillerie ! nos soldats sans vivres et sans ordre ! à quoi bon poursuivre une lutte impossible ! Il serait difficile de dire l'excès d'abattement où tomba le public : le Bourget repris et Metz rendu, c'était trop à la fois.

Un autre incident vint encore incliner à la paix des esprits qui n'y étaient déjà que trop portés. M. Thiers avait, on s'en souvient, reçu du Gouvernement de la défense, quelques jours avant l'investissement, une mission dont nous ignorions les termes, près des divers cabinets d'Europe. Il était parti en pleine saison d'hiver pour Londres, et de là pour les autres grandes capitales. Il nous arrivait de temps à autre par de courtes notes insérées dans les journaux quelques nouvelles de ses voyages ; nous y lisions : « M. Thiers est en ce moment à Saint-Pétersbourg, où il est admirablement reçu. Toute la noblesse de Russie est venue s'inscrire à son hôtel.... M. Thiers n'est resté que quelques jours à Vienne. On lui a fait le meilleur accueil. Espérons qu'il fera comprendre à M. de Beust que les intérêts de l'Autriche sont liés à ceux de la France, etc., etc. » — Espérons ! répétions-nous ; mais on n'espérait guère, et l'intervention des puissances avait passé à l'état de chimère, quand tout à coup un bruit se répandit dans la ville que M. Thiers arrivait, porteur de propositions très-sérieuses d'armistice, et qu'à la demande du Czar, il avait obtenu de M. de Bismark un laisser-passer à travers les lignes prussiennes. Un avis officiel confirma bientôt ces rumeurs.

Le même raisonnement se fit jour à la fois dans tous les esprits. Si M. de Bismark laisse communiquer M. Thiers avec le Gouvernement de la défense, c'est qu'il ne regarde pas l'armistice comme impossible ; or, l'armistice, c'est la préface de la paix. La France nommera une Assemblée nationale, qui traitera avec les Prussiens, et nous délivrera du fardeau de cette horrible guerre. Il est évident que si les puissances européennes se sont, à la sollicitation de M. Thiers, entremises en faveur de la France, cette intervention ne peut être platonique. Elles entendent peser sur les résolutions de la Prusse autrement que par de bonnes raison et des prières. Elles savent que les coups de canon sont encore les plus irrésistibles de tous les arguments.

Il y eut à ce souffle de paix prochaine comme un amollissement de toutes les âmes qui se détendirent. On s'abordait dans la rue :

— Eh bien ! que pensez-vous de l'armistice ?

— Je pense qu'il est conclu.

— Cela est évident.

Il y eut de cette foi universelle au débloquement de la ville par la paix, un symptôme bien curieux et bien amusant. Toutes les vitrines des magasins de comestibles étaient depuis longtemps dégarnies de leurs marchandises. Les jambons, les morceaux de lard, et toutes sortes de bonnes victuailles sortirent, comme par enchantement des caves où elles se cachaient prudemment, dans l'attente de la hausse, et reparurent triomphantes à la montre des charcutiers inquiets. On souriait d'aise à toute cette mangeaille inopinément revenue : *Le cochon, c'est la paix*, disaient les caricatures. Les

avant-postes avaient cessé le feu, et le Mont-Valérien ne tirait plus. On en concluait qu'il y avait une trêve tacite entre les deux armées ennemies, et de cette trêve à un armistice, et de cet armistice à la paix générale, il n'y avait qu'un pas. C'était une joie universelle.

Universelle, non; on aurait pu compter un certain nombre de citoyens, fermement dévoués à leur patrie, qui se refusaient à tremper dans une transaction, probablement déshonorante, douteuse à coup sûr; d'autres, plus avisés qui regardaient les choses avec des yeux moins prévenus, et connaissant de plus longue date les détours de la politique prussienne, étaient persuadés que ces atermoiements cachaient quelque nouveau piége de M. de Bismark, et qu'il nous amusait par ces vaines espérances. Mais ceux-là se taisaient, et gardaient pour eux leurs réflexions plus tristes. A ce moment du siége, la bourgeoisie parisienne, presque tout entière, s'abandonna aux illusions de la paix, et le témoigna par des signes non équivoques.

Aussi est-ce cette heure de notre histoire que le parti avancé choisit pour tenter une révolution et s'emparer du pouvoir. Il fit ce qu'on appelle aujourd'hui la journée du trente et un octobre; mais il est besoin, pour la faire comprendre au lecteur, de remonter un peu plus haut.

II

J'ai déjà touché quelques mots des Bellevillois et des craintes qu'ils inspiraient à la bourgeoisie sérieuse. Je

pense bien qu'ils n'étaient pas si noirs qu on les faisait dans nos journaux. Il y avait dans toute cette population ouvrière qui habite les hauteurs de Belleville, de Ménilmontant, de Montmartre et de Clignancourt, une foule de travailleurs honnêtes et dont la conduite a bien prouvé dans la suite du siége les sentiments profondément patriotiques. Mais tous ne leur ressemblaient pas; c'était de là qu'autrefois étaient parties ces fameuses *blouses blanches*, qui, sous l'empire, avaient épouvanté Paris. C'était là que s'était recrutée cette petite bande de blanquistes, qui, le 15 août, le jour même de la fête de l'empereur, étaient tombés à l'improviste sur un poste de pompiers, et avaient proclamé la République, en tuant à coups de pistolet trois ou quatre passants inoffensifs. C'est enfin là, dans ces bas-fonds de la misère et de la haine, que bouillonnaient sans cesse des ferments d'envie, de paresse et de colère, qui a tout instant menaçaient d'éclater en révolte. Il ne manquait pas d'ambitieux pour exploiter ces passions et ces besoins : les uns, convaincus peut-être qu'en soulevant cette lie, ils travaillaient au bonheur de la société; les autres qui, emportés par un désir furieux du pouvoir, étaient hommes à ne reculer devant rien pour le saisir et le posséder, ne fût-ce qu'un jour.

Les partis affichent rarement leur vrai prétention, qui se réduit presque toujours à la phrase si connue : ôte-toi de là que je m'y mette. Ils inscrivent sur leur drapeau le titre de quelque réforme, et poussent en avant, sous le couvert de ce nom respecté. Les chefs de la faction bellevilloise avaient pris pour enseigne le mot de *Commune*. Au fond, ce n'était pas le moins du monde le principe de

la représentation municipale qui leur tenait au cœur; et la preuve, c'est que demandant la Commune pour Paris, ils repoussaient l'élection des conseils municipaux en province. Mais ils sentaient bien qu'un gouvernement qui ne tenait son origine et sa force que de l'acclamation populaire ne pourrait durer longtemps contre une Commune, sortie d'élections régulières, et ils se flattaient de composer la Commune à eux tout seuls, d'y avoir au moins la majorité. Ils savaient bien que dans tout corps délibérant, ce sont les exaltés qui mènent les autres et décident souverainement. Aussi étaient-ils enragés à demander la Commune, et ce qui faisait leur force, c'est que leur réclamation était juste; c'est qu'ils pouvaient dire à leurs adversaires : au temps où vous étiez dans l'opposition vous-mêmes, vous déclariez que c'était une iniquité de refuser à Paris un conseil municipal librement élu. De quel droit suivez-vous des errements, si souvent, si aigrement blâmés par vous? Le gouvernement de la défense était par malheur composé d'honnêtes gens timides. Il hésitait, tergiversait. S'il avait dès l'abord répondu à ces messieurs : « Sauvons d'abord la France, nous verrons après. Paris n'aura de conseil municipal que lorsqu'il sera un simple municipe, et non la patrie en armes. Nous ne voulons pas convoquer les électeurs, et nous ne les convoquerons pas. Taisez-vous ou sinon....! « s'il avait tenu ce langage ferme, ou si, se fiant au bon sens de la population parisienne, il avait tout de suite accordé les élections et avait fait nommer ses membres à l'exclusion de tous autres, nous n'aurions pas vu les scènes attristantes qui nous restent à conter. Mais c'est ce qu'il y a de plus rare parmi les gouvernants

que d'avoir un système et de s'y tenir. Les nôtres flottèrent sur cette question vitale jusqu'au dernier jour, et peu s'en fallut qu'ils ne fussent engloutis par elle.

J'ai déjà conté ce qu'elle avait causé de tracas, vers le 21 novembre, à l'époque de la visite de M. Jules Favre à Ferrières. Le manifeste de Jules Favre, en réunissant tous les cœurs dans une même résolution de vaincre ou de mourir, semblait l'avoir étouffée à jamais. Elle n'était qu'éteinte. Le *Réveil* ne tarda pas à la ranimer sournoisement, et ce fut bientôt comme un nouveau mot d'ordre sur toute la ligne. Le 28 octobre il se tint rue Aumaire une grande réunion publique, où M. Ledru-Rollin, retrouvant les beaux jours de sa vieille éloquence, enflamma de ce grand mot de Commune un auditoire immense : « Je me rappelle, s'écria-t-il, que c'est la grande Commune qui a sauvé de l'étranger le sol sacré de la patrie... Lyon l'a déjà instituée ; resterez-vous en arrière de Lyon, vous, Parisiens, qui avez toujours marché à la tête de la Révolution? Ne ferez-vous pas ce qu'a fait Lyon? Vous le ferez ; vous le ferez ! Vous êtes décidés à user de votre droit ; à vous donner une Commune! Vous nommerez la Commune de Paris !... » Et rappelant que le gouvernement, après avoir promis les élections, les avait ajournées · — « A ce décret, citoyens, ajoutait-il, il faut répondre par l'exercice de votre droit. Pour ce droit pratique, vous n'aurez recours qu'aux moyens les plus pacifiques, car aujourd'hui tout notre sang appartient à la France. Certes il se trouvera bien un maire républicain, qui, comprenant votre droit, ouvrira le scrutin et laissera faire les élections par sections. Les autres maires s'empresseront de

suivre ce salutaire exemple... Si vous croyez que la Commune doive donner plus de force pour balayer l'insolent étranger qui nous menace, insistez, agissez, votez! Nous serons dignes de nos pères; nous ferons notre devoir en imitant ce grand peuple et cette grande commune de Paris, qui, en 92, ont sauvé la France et préparé la République. »

D'unanimes acclamations répondirent à cette parole ardente. Non pas que M. Ledru-Rollin pût être un chef de parti. Il était vieux, fatigué, dégoûté, et peut-être tout bas se rendait-il compte des misères de la faction brouillonne à laquelle il prêtait le secours de sa voix. Mais cette voix était singulièrement énergique, et elle n'avait pas perdu de sa puissance d'autrefois. Il eût suffi d'un peu de bon sens pour repondre à Ledru-Rollin. On lui eut aisément prouvé que sa Commune, ce n'était pas autre chose que la tyrannie de la capitale sur le reste de la France; un conseil des dix parisien, imposant des lois sans contrôle à la patrie tout entière; que ces soi-disants centralisateurs et unitaires n'étaient, à le bien prendre, que des fédéralistes; qu'en affichant la prétention de concentrer la France dans un club ou dans une salle de l'hôtel de ville de Paris, ils inspiraient à la province une forte envie de les abandonner seuls, dans leur prison cellulaire; de rester chez elle et de s'y défendre; que ces grands révolutionnaires dont ils invoquaient les noms avaient fait la France une, tandis qu'eux, les insensés et les parricides, démantelaient cette œuvre, et mettaient la patrie en pièces.

Mais comment faire entendre raison à des énergu-

mènes, dont quelques-uns étaient de simples imbéciles, qui criaient : *la Commune! la Commune!* sans savoir même ce qu'ils signifiaient par ce mot, et si ce n'était pas une panacée du genre de celles que vendent les charlatans des places publiques, pour guérir tous les maux. Que de charlatans, hélas ! dans un parti ! et que de fous ! M. Félix Pyat (qu'il fût l'un ou l'autre) était un des plus actifs et des plus dangereux; il rédigeait le *Combat*, avec une verve enragée, et des formes de romantisme, qui faisaient sourire les lettrés, mais frappaient d'admiration les esprits peu éclairés. M. Blanqui avait fondé la *Patrie en danger*, qui disparut plus tard, vers le milieu de décembre, faute de lecteurs, mais qui en ce temps-là était fort demandée sur la voie publique. C'était un sophiste bien habile que ce Blanqui; très-adroit à flatter les passions mauvaises des siens et à toucher juste l'endroit faible de ses adversaires. Son journal était écrit avec autant de talent que de mauvaise foi, et ce n'est pas peu dire. Les citoyens du *Rappel*, Vacquerie, Paul Meurice et les fils Hugo; ceux de la *Cloche*, Ulbach et ses amis, n'étaient pas précisément de cette bande. Ils ne hurlaient pas avec les loups; ils aboyaient derrière. A côté des écrivains, les hommes d'action. Flourens était le plus connu d'entre eux; il excitait une certaine sympathie par son courage incontestable, ses nombreuses aventures, et son goût des coups de tête. Ceux qui l'avaient approché prétendaient qu'il avait ce que le peuple appelle un grain ou un coup de marteau. Si ce qu'on rapporte est vrai (car je ne me suis jamais trouvé en rapport avec lui, et n'en parle que par ouï dire), il était travaillé d'une vanité maladive et incu-

rable. Il s'était de sa propre autorité constitué le chef de cinq bataillons de la garde nationale, et comme on n'avait pas voulu lui conférer le titre de colonel, qui n'existait pas, il s'était, de sa grâce, créé major, sans souci du ridicule qu'emportait avec lui ce nom, qui n'appartenait plus qu'aux découpeurs de table d'hôte. Je ne sais plus quel journal l'avait appelé major d'apocalypse. Au-dessous de lui brillaient les noms d'autres chefs de bataillon : de Sapia, qui fut un jour pris par ses hommes qu'il exhortait à marcher contre l'hôtel de ville, et conduit à l'état-major ; de Mégy, qui n'avait d'autre titre à la confiance de ses soldats que d'avoir tiré un coup de pistolet sur un sergent de ville de l'empire ; de Vallès, un écrivain d'un talent vigoureux, égaré dans cette bagarre, et de beaucoup d'autres, qu'il serait trop long et parfaitement inutile d'énumérer.

Les journalistes du parti poussaient aux manifestations ; les chefs de bataillon les organisaient. On manifestait à propos de rien et à propos de tout. Le 5 octobre, c'était M. Flourens, qui à la tête des bataillons de Ménilmontant et de Belleville débouchait sur l'hôtel de ville, musique en tête. Il demandait des chassepots pour ses hommes. Le gouvernement paraissait en corps, et répondait : « nous n'avons plus de chassepots, mais nous fondons beaucoup de mitrailleuses. Ah ! répondait Flourens, vous n'avez plus de chassepots ! Eh bien ! moi, j'en ai promis à mes gardes nationaux, et je donne ma démission. — Voilà qui est au mieux, reprenait le gouvernement, nous l'acceptons. — Vous l'acceptez, disait fièrement le major Flourens, c'est donc pour me taquiner? je la retire !

Toute cette histoire a l'air d'un conte, ou plutôt d'une charge d'atelier. C'est la vérité pure. Il fallait que tous les jours le gouverneur Trochu et Gambetta reçussent des délégués, de n'importe qui et de n'importe quoi, et s'épuisassent en explications de toutes sortes que l'on n'écoutait pas ; ils y consacraient leur après-midi, et le lendemain c'était à recommencer. Et cependant les journaux avancés redoublaient leurs attaques et jetaient feu et flamme. Ils mêlaient dans leurs élucubrations forcenées l'*ithos* et le *pathos*, dont n'a jamais été chiche leur école amie de la phrase. « Ah ! s'écriait un de leurs familiers, dans la *Patrie en danger* de Blanqui, la décomposition et la mort sont dans notre sein. Nous nous sentons peu à peu rouler désespérément vers l'abîme La joie sauvage des aristocrates insulte à notre deuil, et le Prussien est là, insensible, guettant dans l'ombre.... Où sont les espoirs et les étreintes du premier jour? loin, bien loin de nous, ces heures uniques ! il semble que des siècles aient déjà passé sur cette République d'un jour, qu'un jour peut-être va replonger dans le gouffre. — Siècles de cruelles souffrances, d'atroces siècles où des poitrines se sont brisées, où les cheveux ont blanchi. Et pourtant nous l'aimons bien notre République! Aussi malheur à qui l'aura perdue, arrachée de nos mains. Le gouvernement ironique de la défense nationale n'a été qu'une pâle continuation de Bonaparte. Il a tué l'espérance, il a refoulé l'élan. Il a gaspillé ces forces immenses, qui s'appelaient enthousiasme et expansion populaire. Ce qui règne aujourd'hui dans Paris, plus encore que Trochu le Pieux et Kératry le Chouan, c'est le doute, c'est le noir soupçon, Gam-

betta, Trochu, noms historiques qui s'inscriront côte à côte avec Fouché et avec Marmont !... »

Et ainsi de suite, durant trois colonnes ; et c'était tous les matins le même torrent d'invectives contre les hommes du gouvernement ; et au bout toujours le même sempiternel refrain : Il nous faut la Commune. La Commune devait, par sa seule vertu, nous assurer des provisions, nous donner des munitions et des hommes, chasser les Prussiens, ramener l'âge d'or sur la France. Ces gens-là répétaient : *la Commune ! la Commune !* avec autant de bon sens et d'à-propos que le marquis de Molière répliquait à toutes les objections : *tarte à la crème ! tarte à la crème !*

Le nuage finit par crever. Le 8 octobre il y eut une grande manifestation à l'hôtel de ville. Trois ou quatre mille gardes nationaux, les uns en blouse, les autres sous la vareuse, descendirent de Belleville. Ils portaient de grandes pancartes, sur lesquelles était inscrit en lettres énormes le mot de ralliement de l'émeute, et ils criaient tous ensemble : *Vive la Commune !* Mais le gouvernement avait pris ses précautions. De toutes parts le rappel bat dans Paris. Plusieurs bataillons arrivent au pas de course, pénètrent sur la place, et se formant en carré, par un mouvement habile, contraignent la foule à reculer. Jules Favre, suivi de la plupart de ses collègues, sort de l'hôtel de ville, tandis que Trochu, accompagné de son état-major et le général Tamisier se promènent de rang en rang. Ils sont accueillis tous par des cris longuement répétés : *Vive la République ! à bas la Commune !* La manifestation avait manqué son coup ; les organisateurs essayèrent de

la recommencer le lendemain; mais ce premier échec n'était pas fait pour encourager leurs adhérents, et puis, ce jour-là, c'était un dimanche, il pleuvait à torrents, et la pluie est la plus efficace de toutes les douches sur les exaltations parisiennes. Le gouvernement restait donc encore une fois maître de la situation. Mais ce n'était là, tout le monde le sentait bien, qu'un succès provisoire. Il demeurait entre les deux partis comme un levain d'irritation qui ne pouvait manquer de fermenter en dedans et d'éclater à nouveau quelque jour.

— Ah ça, disaient les anciens bataillons, est-ce qu'il va falloir sauver tous les jours l'hôtel de ville? Nous passons déjà quarante-huit heures par semaine aux remparts, nous serons encore obligés de nous en aller chaque après-midi, sous la pluie, en armes, faire le pied de grue sur la place publique! Ce n'est pas drôle, et l'on devrait bien en finir avec tous ces farceurs-là! Eux, de leur côté, sentaient vivement le déplaisir d'avoir échoué. Le gouvernement, rassuré par l'attitude de la population, venait de déclarer, dans une proclamation, qu'il ne céderait jamais à la menace, et qu'il ne permettrait pas qu'on fît des élections municipales à Paris. Ces messieurs avaient tout d'abord rongé leur défaite en silence, mais ils guettaient une occasion favorable de revenir à la charge. Ils sentaient, à des signes certains, la partie absolument perdue pour le moment. Rochefort, qu'ils avaient sommé de donner sa démission, à la suite de ces événements, avait nettement refusé dans une lettre très-patriotique, très-digne, et qui fait le plus grand honneur à la rectitude de son esprit. Blanqui, qui avait jugé à propos de déposer son grade de chef de bataillon, et d'en

appeler de rechef au vote de ses électeurs, voyait ses explications fort mal accueillies par les gardes nationaux, et les choses tournèrent pour lui de si piteuse façon qu'il fut le 21 blackboulé à une grande majorité par son infidèle bataillon.

Cependant les prédications continuèrent dans la *Patrie en danger*, le *Combat* et autres journaux de même nuance, aussi violentes peut-être, moins écoutées à ce qu'il semblait. Le jour de la manifestation du huit, au moment où les esprits étaient le plus échauffés, où l'on en allait peut-être venir aux mains, tout à coup, dominant tous les tumultes de la rue, avait grondé la terrible voix du canon, la voix même de la patrie. A la première détonation, tous les cris s'étaient arrêtés. L'image sacrée de la France avait passé devant les yeux. Il semblait qu'elle invitât elle-même tous ses enfants à la concorde. On eût dit que cet appel avait été entendu. Dans les clubs, où se manifeste volontiers l'opinion publique, la question de la Commune était presque abandonnée · elle y soulevait en tout cas moins d'orages

Le feu couvait sous la cendre. Les chefs épiaient le moment de rentrer en scène. La prise du Bourget, l'occupation d'Orléans, la reddition de Metz, et par-dessus tout la mission de M. Thiers leur fournirent une merveilleuse thèse à déclamation, qu'ils exploitèrent avec beaucoup d'habileté et de verve. Ils frappèrent à coups redoublés sur des esprits déjà émus, qui, mécontents des choses et d'eux-mêmes, surexcités, nerveux, ne savaient à qui s'en prendre de tant de malheurs les accablant à la fois. Ils leur peignirent en traits de feu le gouvernement infidèle à sa mission ; partout la trahison ; des soldats

sacrifiés volontairement au Bourget pour jeter le désespoir dans toute l'armée ; Bazaine d'accord avec le gouvernement, qui entretenait sans doute des intelligences secrètes avec quelque prétendant; Thiers, agent des Orléanistes, et travaillant à la paix pour le compte du duc d'Aumale. Il est à peine besoin de faire remarquer combien ces accusations étaient insensées. Sur Bazaine, on n'avait alors aucun soupçon fondé, et à l'heure même où j'écris, ce triste procès n'est pas encore instruit à fond ; Thiers, qui rachète bien des défauts par son amour ardent du nom français, avait fait preuve, en toute cette affaire, du zèle le plus patriotique, et il nous avait rendu le plus signalé des services en décidant les quatre grandes puissances à s'unir dans une commune action en faveur de la paix ; quant à Trochu, c'était un honnête homme, chez qui une idée fixe, celle de chasser les Prussiens, s'était profondément enracinée, et c'était bien méconnaître son caractère que de l'accuser de connivence avec les peureux et les traîtres. Mais les partis raisonnent-ils !

— Balayons tous ces gens-là, répétaient les chefs de la faction bellevilloise, et installons la Commune !

La Commune, c'étaient eux. Beaucoup de gens ont cru trouver dans ces événements la main et l'argent de Bismark, et le gouvernement semble avoir cru lui-même à cette complicité ; car il déclara plus tard que M. de Bismark, qui attendait une révolution dans Paris, avait rompu les négociations sur l'armistice, à la nouvelle qu'elle s'était enfin accomplie. Je ne pense point du tout pour moi qu'il y ait eu trahison. Les Delescluze, les Pyat, les Blanqui, les Flourens trouvaient tout naturel de faire contre le gouvernement de la défense nationale

ce que celui-ci avait fait contre l'empire. L'occasion avait été bonne le 4 septembre pour l'ancienne gauche ; elle était excellente le 31 octobre pour la nouvelle, et ils ne se firent pas faute d'en profiter.

La lumière n'est pas encore faite sur les détails de cette journée, et la part qu'y prirent les divers chefs du mouvement. Durant huit jours, les journaux furent pleins de rectifications, de récriminations et de démentis, au travers desquels il est impossible à un homme qui aime la vérité de la saisir et de la reconnaître. Il faudra attendre que les acteurs de cette grande scène l'aient contée chacun à son point de vue pour composer de tous ces récits une narration unique qui aura plus de chance d'être exacte. Je me contenterai d'en donner en gros la physionomie générale.

Dès le matin du 31, on battait le rappel dans tous les quartiers, et vers onze heures nombre de bataillons prenaient le chemin de l'hôtel de ville. Savaient-ils bien ce qu'ils y allaient faire ? Étaient-ils parfaitement décidés ? Quelques-uns sans doute, dans un sens ou dans l'autre. La grande masse, j'imagine, flottait irrésolue. Elle sentait vaguement que la guerre civile était un affreux malheur ; mais entre les bras de qui se jeter pour en éviter les horreurs ? Elle n'avait pas d'opinion bien arrêtée. On allait, elle allait, on criait et elle criait. Tout cela n'est pas fort héroïque ; mais je tâche de dire les choses telles que je les ai vues.

Ce ne fut pendant toute l'après-midi qu'une manifestation. Les membres du gouvernement tinrent tant bien que mal tête à l'orage, se relayant les uns les autres pour parler à la foule, qui répondait par des clameurs

très-confuses. Le maire de Paris, Etienne Arago, et après lui Rochefort, et Trochu enfin, Trochu en personne, essayèrent le pouvoir de leur éloquence sur cette foule qui allait grossissant de quart d'heure en quart d'heure. Mais leur voix se perdait dans un trouble inexprimable. Vers deux heures, une députation avait demandé d'être introduite à l'hôtel de ville, dans la salle où délibérait le gouvernement. Elle se composait d'une cinquantaine de personnes, en tête de qui marchaient MM. Maurice Joly, Chassin et Lefrançais. Ils demandent des explications sur la malheureuse affaire du Bourget ; on leur en donne ; on met la faute au compte du général Bellemare, qui avait agi sans ordre.

— C'est faux ! c'est faux ! s'écrie M. Maurice Joly.

Au milieu de l'orage que soulève cet incident, on remet un billet au général Trochu, qui devient fort pâle en le lisant.

— C'est la fin de la France, murmure-t-il.

Le papier n'est autre qu'un projet de décret que les émeutiers veulent imposer au gouvernement. « Les électeurs seront convoqués dans trois jours pour nommer la Commune de Paris ; la Commune se composera de quatre-vingts citoyens, parmi lesquels seront les membres du futur cabinet, responsables envers la Commune, de même que la Commune l'est envers le peuple français. Les pouvoirs de la Commune expireront lorsque le territoire sera évacué par les troupes ennemies et qu'une Assemblée constituante aura pu être régulièrement élue. »

Les membres du gouvernement se retirent pour en délibérer. Mais, sur la place, le tumulte augmente. Des

coups de feu sont tirés sans qu'on sache bien d'où ils partent. A la faveur du trouble, nombre de gardes nationaux forcent les portes de l'hôtel de ville et se répandent dans les salles. La manifestation se tourne en révolution. Voilà MM. Delescluze et Félix Pyat dans la place. Ils dressent une première liste, où à la suite de leurs noms ils mettent ceux de MM. Ledru-Rollin et Dorian. Les fenêtres s'ouvrent, et par les croisées des mains fébriles jettent les noms de nos nouveaux gouvernants. Les listes ne sont pas toutes les mêmes; car en cette heure de désordre, chacun faisait la sienne ; mais quelques noms s'y retrouvent toujours, et notamment celui de M. Dorian que la foule voulut, je ne sais comment ni où, nommer dictateur, et qui eut toutes les peines du monde à s'en défendre.

Et cependant la salle où se sont retirés les membres du gouvernement est envahie par l'émeute. On les injurie, on les menace. Quelques factieux mêmes les couchent en joue. M. Jules Favre reste impassible, M. Jules Simon trace dédaigneusement quelques dessins sur la table, M. Trochu regarde d'un œil calme les fusils tournés contre sa poitrine.

— Sortez, général, lui dit quelqu'un ; on va vous massacrer.

— Je suis soldat, monsieur, répond-il ; je dois mourir à mon poste.

Tous attendent la mort ; seul, M. Ernest Picard, le ministre des finances, s'est esquivé. Il ne perd point la tête. Il court à son ministère ; envoie des ordres aux chefs des bataillons qu'ils tient pour fidèles ; prévient l'administration des télégraphes ; envoie une estafette au

général Ducrot, et voilà la générale qui se bat dans tous les quartiers de Paris.

Il est huit heures du soir ; les bataillons dévoués s'assemblent précipitamment et accourent. Aux de *vive la Commune !* ils répondent par celui de *vive Trochu !* Ils pénètrent dans la place, et c'est miracle que dans la confusion de cette mêlée et dans les ténèbres de la nuit, il n'y ait eu personne d'écrasé ni de tué. Tandis que ce mouvement s'opérait, on conte qu'un bataillon de mobiles du Finistère, entrant dans l'hôtel de ville par un souterrain, dont l'issue n'était connue que des familiers, délivrait le général Trochu, qui disparaissait par une porte dérobée, comme par une trappe de féerie. Deux ou trois autres des membres du gouvernement auraient profité du mouvement pour s'échapper aussi. Il est vrai que Jules Favre et Jules Simon étaient restés aux mains des factieux, ainsi que le ministre Dorian. Mais la partie était désormais perdue pour l'émeute. Les émeutiers cernés dans l'hôtel de ville par des forces supérieures n'avaient plus qu'à se rendre. Vers deux heures, le gouverneur Trochu passe devant le front de la garde nationale, massée devant la rue de Rivoli ; il est accueilli par de chaudes acclamations ; il rentre chez lui ; autant en font les citoyens soldats, qui s'écoulent de tous les côtés. Il ne reste au bivouac que trois bataillons de mobiles, qui gardent la place. La révolution est décidément avortée.

Le lendemain Paris, en s'éveillant, apprit qu'il l'avait échappé belle cette nuit-là. Une affiche signée Dorian et Etienne Arago l'avertissait qu'il avait à nommer, par vote régulier, un conseil municipal; et une autre affiche,

apposée quelques heures après, lui enjoignait de ne tenir aucun compte de la première, et que le gouvernement, resté maître de la situation, était fermement résolu à ne pas s'embarrasser d'une Commune. Comment avait-on lancé cette première proclamation pour la démentir aussitôt ? Ce fait n'est pas encore nettement expliqué. Quelques journaux assurèrent que plusieurs des membres du gouvernement avaient engagé leur parole qu'ils prêteraient les mains à l'élection d'un conseil municipal, et ils les sommèrent, cette promesse n'étant pas tenue, de donner leur démission. Rochefort seul crut devoir obéir. Et encore ne suis-je pas bien sûr que ce fût pour obtempérer à ces injonctions. Il était las de partager la responsabilité d'actes qu'il n'approuvait point ; et puis peut-être se sentait-il trop journaliste pour avoir le tempérament d'un ministre. Étienne Arago quitta bientôt après la mairie de Paris ; mais ce fut aussi par fatigue, pour prendre d'autres fonctions moins absorbantes. Dorian demeura à son poste où il était indispensable.

En d'autres temps, la réaction eût éclaté furieuse après cette victoire de la bourgeoisie. On a bien vu ce qu'elle avait fait après les journées de 48. On se contenta d'arrêter quelques-uns des fauteurs de l'émeute, et l'on ne tarda pas à relâcher, les uns après les autres, les plus compromis, le meneurs de l'affaire. Les journaux de leur parti recommencèrent à crier à la trahison, et on les laissa dire. Félix Pyat imprima dans le sien qu'il avait été, lui, bon citoyen et homme d'ordre, bousculé dans l'hôtel de ville par les *émeutiers* de la garde nationale, et ce fut un éclat de rire universel; on était trop content que cette aventure se fût terminée sans

une goutte de sang répandue. On respirait plus à l'aise; on sentait une sorte de soulagement inexprimable à voir tout danger de guerre civile écarté pour le moment, à n'avoir plus affaire qu'aux Prussiens.

Le gouvernement même jugea à propos de demander un bill d'indemnité. Étrange retour des choses d'ici-bas! tous les hommes qui le composaient avaient-ils assez déblatéré contre le fameux plébiscite, où l'empereur avait mis le peuple français dans la nécessité de voter pour ou contre l'ordre des choses existant, par *oui* et par *non*. Ils eurent, eux aussi, recours à ce mode de suffrage qu'ils avaient tant critiqué, et la ville de Paris confirma leurs pouvoirs, le 6 novembre, par 340,000 *oui*, chiffre rond, contre 54,000 *non*.

Ce qu'il y eut de plus bizarre, et ce qui peint bien l'esprit parisien tout entier, c'est que cette même population parisienne, qui venait de rompre d'une façon si éclatante avec les émeutiers, ne manqua pas, trois jours après, quand elle fut appelée à élire ses maires et leurs adjoints, de nommer justement la plupart de ceux qui avaient fomenté et dirigé la révolte, Delescluze entre autres, qui fut d'ailleurs un aussi piteux administrateur qu'il était un bon écrivain.

Quant à l'hôtel de ville, il avait repris son aspect accoutumé. Dès le lendemain, il ne restait plus traces d'émeute; on y avait balayé. La paix était donc rétablie à l'intérieur; une paix précaire, on le sentait bien, et l'on ne se gênait pas pour exprimer tout haut les doutes qu'elle inspirait : Tout ça, disait-on couramment, finira par des journées de Juin. Perspective peu consolante! Et voilà qu'on apprit, pour comble de chagrin, que les

négociations entamées par M. Thiers avec M. de Bismark, à l'instigation des quatre grandes puissances, n'avaient pas abouti, que tout était rompu.

C'est sur la question de ravitaillement qu'on ne s'était pas entendu. M. Thiers demandait, si l'on signait une suspension d'armes, que Paris fût ravitaillé au jour le jour, selon le nombre de ses habitants, dans une proportion qu'il serait facile de débattre. Cette proposition était fort juste. Car le propre d'un armistice étant de laisser les choses en l'état, jusqu'à la paix ou à la reprise des hostilités, il était évident que forcer les Parisiens à manger leurs provisions, durant les vingt-cinq ou trente jours d'armistice, c'était ôter à cette place de guerre vingt-cinq ou trente jours de résistance possible. M. de Bismark avait semblé le comprendre; le rapport que M. Thiers adressa plus tard aux chancelleries étrangères sur la conduite de toute cette affaire, laisse même assez clairement entrevoir que ce point lui avait paru être accepté d'abord par le ministre prussien. Mais notre négociateur s'aperçut que d'une entrevue à l'autre le vent avait tourné. M. de Bismark, au lieu de discuter sur des détails d'exécution, contestait le principe même du ravitaillement. Sans ravitaillement, point d'armistice; sans armistice, point d'Assemblée nationale; sans Assemblée, point de paix possible. Toutes ces choses tenaient l'une à l'autre par un lien très-étroit. Que s'était-il donc passé? Pourquoi le chancelier avait-il changé d'avis ou tout au moins de langage?

Est-ce parce qu'il avait appris, dans l'intervalle, la révolution du 31, et qu'il avait compté sur de longs troubles et une bonne guerre civile, à la suite de cette

échauffourée ? M. Thiers ne le dit pas expressément; mais on peut le conclure de la façon dont son récit est tourné, et plus tard le gouvernement l'affirma dans une proclamation officielle, qui fut affichée sur les murs de Paris. Ne serait-il pas plutôt vrai que la nouvelle de la reddition de Metz, se jetant au travers de ces négociations, inspira une telle confiance au ministre prussien qu'il ne pensa plus avoir de ménagements à garder, et rejeta bien loin des conditions, qu'il se fût cru autrement obligé d'accepter? Ne peut-on pas encore supposer que M. de Bismark, en ouvrant ces négociations, n'avait aucune idée de les voir aboutir, qu'il n'agissait ainsi que pour leurrer, par de fausses marques de déférence, les quatre grandes puissances européennes; pour affaiblir l'esprit de résistance qu'il voyait se déployer chez les Parisiens et détendre les ressorts de leur courage? C'eût été là un calcul bien machiavélique, mais très-digne de ce politique astucieux et fourbe. Quoi qu'il en soit de ces hypothèses, le résultat difinitif était le même. M. Jules Favre annonça aux Parisiens, dans un langage douloureux et noble, qu'il fallait renoncer à tout espoir d'armistice, qu'on ne convoquerait pas d'Assemblée nationale, et qu'il ne restait plus qu'un parti à prendre, celui de résister à outrance.

Il y eut là pour la population un moment triste et cruel. Les âmes s'étant positivement amollies au souffle de la paix espérée, le terrible mot : à quoi bon ? voltigeait sur beaucoup de lèvres. A quoi bon attendre la province, si la province ne se levait pas ? A quoi bon prolonger une lutte, dont chaque jour se chiffrait par des cent millions de perte ? Tous ces décourage-

ments se rassemblèrent dans un article écrit de main de maître, et qui fit dans Paris une sensation profonde.

« Paris, disait Edmond About, est aussi incapable de se sauver seul, que Metz, Toul et Strasbourg. Souvenez-vous que Metz était une ville imprenable, autrement forte que Paris, défendue par cent mille soldats, les meilleurs de la France, et par Bazaine, notre meilleur officier général. Les Prussiens n'ont pas pris Metz, ils ne l'ont pas même assiégé, ils n'ont pas logé un boulet de canon dans ses remparts ; ils ont bloqué la ville, et l'ont réduite par la famine, et c'est ainsi qu'ils comptent s'emparer de Paris.

« Que pouvons-nous contre une telle fatalité ? Nous pouvons faire des sorties. Mais Bazaine en a fait aussi des sorties, il en a fait d'admirables, avec une énergie et un talent militaire qui manquait aux généraux de Paris, et à la tête d'une armée autrement solide que la nôtre. Plnsieurs fois, il a forcé les premières lignes de Frédérick-Charles ; mais le nombre des ennemis et la supériorité de l'artillerie l'ont toujours refoulé dans ses retranchements, et supposez qu'un Bazaine éclose du jour au lendemain parmi nous ; j'admets que nos 230,000 soldats et gardes mobiles, renforcés de 100,000 gardes nationaux volontaires, se jettent un matin sur les lignes prussiennes, et y fassent une énorme trouée, l'ennemi, plus nombreux, plus exercé, mieux discipliné et mieux armé, les refoulera inévitablement, s'ils ne préfèrent mourir sur place.

« Il n'y a pas un militaire assez aveuglé par l'orgueil national pour dire que Paris peut sauver la France, s»

la France n'accourt pas en masse au-devant de Paris; 200,000 hommes de bonnes troupes sur le derrière de l'ennemi rendraient la victoire possible, sinon facile; mais ces 200,000 hommes n'existent pas chez nous, et toute la bonne volonté du monde ne saurait les improviser en un mois. Or, dans un mois Paris manquera de bien des choses; il aura quelques canons de plus qu'aujourd'hui, il aura beaucoup moins de pain; je ne parle pas de la viande, nous nous priverons; soit, mais les Prussiens peuvent attendre et nous placer bientôt dans cette alternative ou de capituler ou de nous faire tuer pour l'honneur. C'est pourquoi M. de Bismark considère Paris comme une place virtuellement prise. Ce n'est plus qu'un calcul d'ingénieur, comme il disait lui-même en parlant de Metz et de Strasbourg. M. Jules Favre est du même avis; M. Thiers est du même avis, et cette triste conviction les pousse à négocier un traité de paix au plus vite. »

Et, poursuivant sur ce ton, l'écrivain démontrait qu'il n'y avait d'autre moyen pour arriver à la paix que la convocation d'une assemblée générale, qui seule aurait autorité pour la conclure, payerait aux Prussiens l'indemnité demandée, et subissant leurs conditions, si dures qu'elles fussent, les renverrait chez eux. L'article excita des sentiments très-divers. Il avait le tort de dire tout haut et sous une forme bien vive ce que nombre de gens, très-découragés, pensaient tout bas.

Qui nous eût dit qu'au fond de cet abîme, où nous étions plongés, luirait à nos yeux surpris le premier rayon d'espoir, qui devait réconforter nos cœurs? qu'après un tel abattement nous allions, sous le coup

d'une nouvelle inattendue, rebondir à l'héroïsme, à la joie; que de cette défaillance d'un jour, nous devions nous relever si vite, prêts à tous les sacrifices et nous retrouver tout entiers. Telle est pourtant l'élasticité merveilleuse de l'esprit parisien, et à trois jours de là, ce même Edmond About, tout heureux de se contredire, déchirait avec le public la page où il avait désespéré, pour revenir aux conseils du vrai, du grand patriotisme.

Un seul mot avait changé les choses de face. La province s'était levée. La province arrivait. Il n'était que temps!

CHAPITRE VII

VIE INTIME DE PARIS AUX MOIS D'OCTOBRE ET DE NOVEMBRE

I

Arrêtons-nous à cette date, qui a été un des moments climatériques du siége. Nous avons conté l'histoire publique de Paris, durant le mois d'octobre et pendant ces premiers jours de novembre, si pleins à la fois et si tristes ; notre tableau ne serait pas complet si nous ne recueillions pas quelques-uns des plus curieux détails de sa vie intime.

Je n'étonnerai sans doute personne en disant que la grande question du siége fut celle du déjeuner ; et après la question du déjeuner, celle du dîner. Le prix du pain n'augmenta pas durant toute cette période, grâce aux tarifs de l'administration. Celui du vin se maintint aussi, car les provisions en étaient très-abondantes, et la hausse sur cet article fut, au moins durant les premiers mois, insignifiante pour ne pas dire nulle. La

viande de bœuf et de porc fut aussi taxée de bonne heure, en sorte que s'il devint assez vite très-difficile de s'en procurer, au moins ne paya-t-on qu'un prix raisonnable le peu qu'on en avait. Il en fut de même bientôt pour celle de cheval, que l'on soumit également à la taxe. Elle dura bien plus longtemps que celle du bœuf; car chaque affaire sous les murs de Paris en jetait une certaine quantité sur le marché. Comme le foin était devenu très-rare et l'avoine introuvable, la plupart de ceux qui possédaient des chevaux eurent le triste courage de les nourrir avec du pain; l'autorité eut vent de ce gaspillage ; elle finit par requérir tous les chevaux qui n'étaient pas absolument nécessaires aux services publics, et côte à côte s'en allèrent à la boucherie, et l'humble rosse qui traînait le fiacre numéroté, et le cheval de selle du sportman, qui avait coûté mille écus, et se revendait, au poids, quatre ou cinq cents francs.

Tous les autres objets de consommation montèrent rapidement à des taux excessifs. J'ai pensé que ce serait un document curieux à conserver que le prix des denrées, à diverses époques du siége. Voici pour celle où nous sommes arrivés (première semaine de novembre) un aperçu de ce qu'il en coûtait pour se nourrir, quand on ne se réduisait pas au pain, au vin et aux 30 grammes de viande réglementaires qu'allouait par jour l'administration à chaque citoyen.

« Avant le siége (j'emprunte ces chiffres à un journal qui porte la date du 9), une oie ordinaire était cotée de 6 à 7 francs ; en ce moment le prix courant d'une oie est de 25 à 30 francs ; un bon poulet était offert aux halles au prix de 3 francs et de 3 fr. 50 c.; ce prix est

aujourd'hui de 14 à 15 francs. Nous avons vu vendre une paire de poulets ordinaires 25 francs, une paire de pigeons trouve acheteur à 12 francs. Pour les dindes, elles sont d'une rareté extrême, au point qu'on n'en offre plus sur le marché. Nous en avons vu vendre une sur le marché 53 francs ; en temps ordinaire, elle eût été bien vendue 10 francs, 12 francs au plus. Les lapins sont plus communs ; ils n'en sont pas moins chers pour cela ; une paire de lapins a été vendue sous mes yeux 36 francs. Ils auraient valu, avant le siége, 6 à 7 francs au plus. Le cours ordinaire est de 28 francs. La viande salée et la charcuterie sont hors de prix ; elles n'existent d'ailleurs, chez quelques marchands, qu'à l'état d'échantillons. Ainsi le jambon fumé est vendu 16 francs le kilogramme ; le saucisson de Lyon 32 francs. Le prix normal du premier était jadis de 2 fr. 50 c., et celui du second de 8 francs le kilogramme.

« Mais, par compensation, nous avons le saucisson de bœuf et de cheval, dont le prix, fort respectable d'ailleurs, est de 4 et de 6 francs le kilogramme, selon la qualité. Il n'est pas jusqu'au classique boudin de porc, si dédaigné des ménagères, lequel façonné avec du sang de bœuf, se vend 1 fr. 80 c., alors que le premier n'était coté, comme prix courant, que 1 fr. 20 c. le kilogramme. Les autres produits de la charcuterie manquent absolument sur la place.

« Les viandes salées, notamment celles d'Australie, ont disparu de la devanture du marchand de comestibles. L'approvisionnement s'est hâté de les enlever. Elles ont été vendues au prix de 8 francs le kilogramme alors que la Compagnie américaine, qui avait tenté

d'exploiter cette nouvelle branche d'industrie avant le siége, trouvait à peine des acheteurs au prix de 1 fr. 20 c.

« Le poisson de mer n'existe plus, et pour cause. Le poisson d'eau douce est rare. Une belle carpe, qui, au plus haut prix, valait 2 fr. 50 c. à 3 francs, se vend, à l'heure qu'il est, 20 francs. Nous en avons vu même payer une 30 francs. Elle était de grosseur médiocre. Une modeste friture de poissons blancs ou de goujons se payait 1 fr. 25 c. ; on ne se la procure plus qu'au prix de 4, 5 et 6 francs, suivant que la pêche a plus ou moins donné.

« Le poisson salé n'offre guère plus de ressources. La livre de morue se vend 2 francs ; un hareng va jusqu'à 2 fr. 50 c. Les légumes ont subi, eux aussi, une hausse exagérée. Le boisseau de pommes de terre, que l'on payait 1 franc avant la guerre, coûte en ce moment 6 francs, et ce prix va en augmentant chaque jour. Les œufs sont inabordables à la masse des consommateurs, et la poule qui les produit est une véritable poule aux œufs d'or. Ils valaient hier 4 fr. 60 c. la douzaine ; les tout frais coûtent 75 centimes et 1 franc pièce.

« Les maraîchers tiennent également leurs légumes frais à des prix vraiment extraordinaires. Ainsi ils vendent un chou jusqu'à 1 fr. 50 c., un pied d'escarole 75 centimes, un choufleur 2 francs, une botte de carottes 2 fr. 25 c., et les autres légumes dans la même proportion. Quant aux légumes secs, tels que haricots, lentilles, pois et fèves, il n'en existe plus pour la vente. Avant leur subite disparition, ils se sont vendus quatre fois leur valeur réelle. L'accaparement les a fait tout à coup surenchérir, en sorte qu'ils manquaient complète-

ment à l'alimentation publique. Un litre de haricots qui coûtait 60 centimes en temps ordinaire a été payé 5 francs sous mes yeux.

« Sous le rapport des condiments, la pénurie est extrême et la cherté n'a pas de limite. Le lard n'est plus qu'un mythe. Il n'en existe plus dans Paris. Le beurre frais, qui était d'une rareté excessive, s'est vendu d'abord 28 francs le kilogramme et plus tard jusqu'à 45 francs à des restaurants en renom. Le beurre salé a suivi une élévation proportionnelle. On en trouve à 14 francs, mais il est de mauvaise qualité. L'huile a triplé seulement son prix ordinaire. Quant à la graisse de porc ou de volaille, elle est inconnue au marché, mais elle a été remplacée par un horrible mélange de graisse de bœuf et autres animaux, que l'on vend 3 fr. 50 c. et 4 francs le kilogramme.

« Il n'existe plus aucune sorte de qualité de fromage. Le roquefort, le gruyère, le hollande et le brie ont été enlevés à des prix fous, dès les premiers jours du siége. Chaque morceau vaudrait aujourd'hui son pesant d'or. Il n'existe plus de fruits secs dans les magasins; les raisins, les figues, les amandes et les noix ont disparu. Il reste quelques lots de pruneaux avariés, qui sont vendus à raison de 80 centimes la livre.

Le riz, le café et les pâtes alimentaires n'ont pas, en revanche, subi une augmentation très-sensible. Le combustible, et notamment le charbon de bois, commence à nous manquer; il se vend de 22 à 25 francs le sac de 50 kilogrammes, soit à raison de 44 à 50 centimes le kilogramme.... En résumé, les objets de consommation générale ont, en moyenne, plus

que quintuplé à Paris durant cette première période du siége. »

La classe sur qui pesa le plus durement cette extrême cherté des vivres fut celle de la petite bourgeoisie; modestes rentiers, employés à 1,500 francs ou à 1,000 écus, chétifs industriels, tous ceux qui n'ont jamais que peu d'avances dans leur secrétaire, et vivent au jour le jour, dans cette situation qui tient le milieu entre la pauvreté et l'aisance, plus proche, hélas ! de la première que de la seconde. Pour beaucoup, le travail s'était arrêté; ils se sentaient trop fiers pour exposer leurs besoins au public, et ils n'étaient pas faits aux rudes privations de la misère. Ils ne se plaignaient point, ils supportèrent avec une résignation, qui touche à l'héroïsme, des privations cruelles, dont ils gardèrent le secret, et donnèrent l'exemple d'une inébranlable fermeté d'âme. On a pu remarquer, durant tout le cours de ce récit, que je ne suis pas prodigue des grandes phrases, que je hais les récits pompeux et vides, et que je tâche de ne surfaire ni les événements ni les hommes. Eh bien! je ne sais rien de plus touchant, ni même de plus digne d'admiration que la simplicité mâle avec laquelle ces braves gens (le cœur de la population parisienne) se résolurent à souffrir des maux qui allaient croissant chaque jour et dont personne ne voyait la fin. Les femmes se montrèrent peut-être plus déterminées que les hommes. C'étaient elles qui portaient le plus lourd fadeau; car c'étaient elles qui, chargées de l'approvisionnement du ménage, faisaient queue aux boucheries, aux épiceries, aux cantines ; qui laissaient au mari le pauvre morceau de viande à grand'peine acheté, qui soignaient les enfants,

et s'efforçaient d'éclairer encore d'un rayon de joie la tristesse du foyer éteint. Ah! nos Françaises! nos Françaises! quels trésors de dévouement, d'abnégation, de force morale on peut faire jaillir de leur cœur, quand on sait frapper au bon endroit! Il n'y avait que les couches supérieures de gâtées par le luxe, la mollesse et la *benoîtonnerie* du second empire; la nation était demeurée saine, et on le vit bien au jour du sacrifice.

La haute bourgeoisie n'eut pas à endurer les mêmes souffrances physiques. Elle a généralement de l'argent devant soi, et j'ai déjà dit que la plupart de ceux qui la composent avaient envoyé au loin leurs enfants et leurs femmes. Il lui était facile soit d'acheter des provisions, si chères qu'elles fussent, soit de dîner au restaurant. Quelques-uns de ces établissements avaient fermé, mais le plus grand nombre était reste ouvert. Par quels prodiges arrivaient-ils à nourrir leur clientèle? Ce tour de force, renouvelé tous les soirs, passe l'imagination. Mais on comprend que la carte n'y était pas des plus variées, et que les *additions* ne laissaient pas d'être salées. C'est là qu'on dînait le plus souvent; ceux qui avaient conservé un *at home* invitaient leurs amis, et l'on faisait partie d'essayer les mets les plus étranges. Je ne parle pas du mulet et de l'âne, qui se vendaient couramment, et à ce propos me sera-t-il permis de dire que la chair de l'âne est vraiment bonne; celle du mulet exquise, tout à fait supérieure à celle du bœuf, et qu'un rôti de mulet est un plat délicieux! Mais les animaux les plus fantastiques du Jardin d'acclimatation y passèrent; nous tâtâmes tour à tour de l'ours, de l'antilope, du kanguroo, de l'autruche et de l'yack, que

sais-je encore! Il y avait une boucnerie, dite boucherie anglaise, où se débitaient ces animaux extravagants, à des prix qui ne l'étaient guère moins; j'ai mangé de l'antilope qui avait coûté 18 francs la livre, et je jure sur l'honneur qu'un simple lapin sauté aurait mieux fait mon affaire. Pour faire pendant à cette boucherie aristocratique, il y eut des boucheries de chats, de chiens et de rats. Un chat valait bien 6 francs, et un rat 30 sous. Ce qu'il y a d'amusant, c'est que chats, chiens et rats, c'était la grosse bourgeoisie qui mangeait toutes ces bêtes, réputées immondes jusque-là, par bravade de dilettantisme.

— Servez le rat, sauce madère, disait l'amphytrion.

Et l'on s'écriait : Du rat! voyons! Et l'on en mangeait, du bout des dents, moitié chipotant, moitié blaguant, non sans quelque hésitation de fourchette. Et ce qui amusait le plus, c'était de voir, quand une feuille allemande nous arrivait par hasard, ces braves journalistes conter à leurs compatriotes que nous en étions réduits à manger du rat! Ils mangent du rat, ils n'ont donc plus de vivres! S'ils avaient su que c'était pour faire une niche aux horreurs du siége, par goût français de se railler soi-même! Ces nourritures invraisemblables étaient un texte perpétuel de plaisanteries. Un bourgeois venait de manger son chien à la broche, et, regardant les os sur son assiette : « Quel dommage! disait-il avec mélancolie, ce pauvre Fox s'en serait-il régalé! » Cham représentait une bourgeoise furieuse contre son mari :

— Comment! tu as promis notre fille au boucher?

— Dame! ma chère, c'était pour avoir un gigot!

Cette gaieté, un peu factice, il faut bien l'avouer, cachait aussi, dans cette classe de la population de bien amers et de bien dignes sacrifices. De tous ces hommes, qui riaient si spirituellement au nez de leurs misères, il n'y en avait pas un qui ne fût tombé d'une grande fortune ou d'une haute espérance à ne plus posséder que la somme mise de côté pour les besoins du moment. Les uns étaient des financiers, et il n'y avait plus de Bourse; les autres, de grands négociants, et tout commerce avait disparu ; les autres de riches propriétaires, et les maisons ne rapportaient plus rien; les autres des rentiers, et parmi les valeurs mobilières, beaucoup avaient sombré. Que vaudront, à la fin de la guerre, celles qui tenaient bon encore? Tout ce monde était ruiné, et en avait pris allégrement son parti. On se soulageait par ci par là en accablant les Prussiens d'injures : *Ces canailles de Prussiens! ces gueux de Prussiens!* Mais de traiter avec eux, personne ne l'eût conseillé tout haut, même à ces heures de découragement général que j'a contées. J'ose dire que toute la bourgeoisie parisienne la grande comme la petite, déploya en ces temps difficiles une constance très-méritoire; on ne doit pas moins la reconnaître sous le manteau de blague dont elle s'était couverte, dont se revêtent à Paris tous les sentiments, même les plus tendres et les plus nobles.

L'ouvrier avait aussi sa large part de souffrances. Le grand malheur de l'ouvrier parisien, c'est qu'il s'inquiète rarement de mettre de l'argent de côté. Il le dépense, et souvent fort mal à propos, à mesure qu'il le gagne, en sorte que le chômage le prend presque tou-

jours à l'improviste et dépourvu de toute avance. Celui que fit la guerre de 1870 et le siége de Paris fut terrible; car il tomba sur un nombre incroyable d'industries à la fois. La plupart des ouvriers demeurèrent sans travail, et ceux mêmes pour qui il en restait, ne se soucièrent point d'en profiter. C'est un trait particulier du caractère de l'enfant de Paris : il travaille dur, quand il est à la besogne; mais il est volontiers flâneur, et comme il dit en son langage, *rigoleur*. Il ne voit pas pourquoi il se donnerait du mal, quand le camarade à côté de lui ne fait rien. Les soins multiples de la défense réclamaient pourtant beaucoup de bras, et pour toutes sortes d'emplois. Il fallait tailler des habits, couper des chaussures, fondre des canons, moudre des grains, creuser des tranchées, élever des remparts, fabriquer des cartouches, étirer l'acier des fusils; que sais-je, moi? la guerre met en œuvre toute sortes d'industries. Il fut impossible, dans les premiers temps, de trouver pour toutes ces besognes des ouvriers de bon vouloir. Les ouvriers, admis pour la première fois depuis si longtemps, à l'honneur de porter un fusil, étaient comme enivrés de ce plaisir si nouveau pour eux. Rien ne leur paraissait plus beau, plus digne d'un homme libre, que de jeter un *flingot* sur l'épaule, et de monter la garde sur les remparts. Ils considéraient avec mépris le travailleur qui préférait l'atelier au corps de garde. Ils l'auraient presque traité de lâche, comme si en vérité il eût fallu être doué d'un courage surhumain pour se promener sur une plate-forme, à six mille mètres des Prussiens. On avait beau leur répéter dans tous les journaux et sur tous les tons : Mais non, vous êtes

victimes d'une illusion. Celui-là est plus vraiment patriote, qui, sachant l'état de cordonnier, chausse nos soldats pour la bataille, que celui qui apprend l'exercice en douze temps. Tout individu valide est après tout capable de tirer un coup de fusil; mais il n'y a pour tailler le cuir des souliers que l'homme qui a appris ce métier. Il est plus glorieux de fabriquer un chassepot que de le manœuvrer; car si personne ne fabriquait de chassepots, où en seraient ceux qui sont si fiers de le porter et qui en font parade? Ces conseils, si sages qu'ils fussent, tombèrent la plupart du temps dans l'oreille des pires sourds, qui sont, comme on sait bien, ceux qui ne veulent pas entendre. Ils trouvaient plus amusant de se réunir tous ensemble, sous couleur d'exercice, ou d'élection, ou de garde, et là, on passait le temps gaiement à causer, à jouer, à rire, à boire... à boire surtout! L'ivrognerie, la hideuse ivrognerie a été la lèpre d'une bonne partie de la garde nationale. Ce vice est allé s'atténuant, à mesure que le siége se continuait. Il a pourtant duré, et nous avons lu avec tristesse, deux ou trois jours même avant des actions décisives, dans le mois de décembre, des ordres sévères du général Clément Thomas qui signalaient à l'opinion publique la conduite de tel ou tel bataillon, aussi oublieux de ses devoirs que de la sobriété.

Ces gardes nationaux recevaient une solde de 1 fr. 50 c. par jour. C'était là une mesure politique et juste. On assure que M. Picard, le ministre des finances, s'était opposé en conseil à ce qu'on l'adoptât, alléguant que ce serait pour le Trésor une dépense de 800,000 francs par jour. Quand elle se fût montée au million, qu'importait!

N'était-il pas évident que le premier et le plus cher intérêt du gouvernement était de conserver l'ordre dans la cité, et que si, de manière ou d'autre, on ne trouvait pas moyen de nourrir les gens qui ne gagnaient plus rien, on déchaînerait toutes les convoitises, on autoriserait tous les désordres. Un million de plus ou de moins, la belle affaire, en vérité, quand la France ne chiffrait plus que par milliards ! Ce fut une grosse besogne que la répartition de cette indemnité quotidienne. Les démocrates pur sang voulaient qu'au nom de l'égalité tous les gardes nationaux fussent condamnés à la recevoir, quitte pour eux à la reverser au Trésor, s'ils sentaient n'en avoir pas besoin. D'autres, au contraire, souhaitaient qu'elle ne fût donnée qu'à ceux qui la demanderaient, et justifieraient devant un conseil de famille qu'elle leur était nécessaire pour vivre. C'est à ce dernier parti que s'arrêta le gouvernement ; je crois néanmoins qu'il laissa (car il avait la main faible) les différents corps de la garde nationale s'arranger à leur guise. Les anciens bataillons, qui n'étaient guère composés que de citoyens à peu près à leur aise, se rallièrent à ce dernier mode de répartition. La plupart des nouveaux exigèrent, m'a-t-on dit, que l'allocation fût également distribuée à tous, sauf, à ceux qui rougiraient de l'accepter, à la rendre au capitaine. Ces différentes façons de procéder ne furent pas sans produire quelque gâchis, et certaines erreurs de comptabilité finirent par échouer misérablement en police correctionnelle.

Cette indemnité était par malheur donnée aux hommes mêmes, au lieu de l'être à leur ménage. Ils la buvaient le plus souvent ensemble, à la santé de la patrie, n'en

gardant que juste ce qu'il fallait pour ne pas mourir de faim. Ces habitudes de fainéantise militaire et de dissipation soldatesque leur plaisaient; ils se dégoûtaient du travail. Je me souviens qu'un jour ayant besoin de cartes de visite, j'allai chez un graveur, qui me dit : pendant le siége, monsieur, nous n'avons pas d'ouvriers; comme ils ne gagent que 3 fr. 50 c. ou 4 francs à travailler dans notre partie, ils aiment mieux recevoir 1 fr. 50 c. à ne rien faire. C'étaient les fameux ateliers nationaux de 48 qui revenaient sous une autre forme. Cham avait traduit cette ressemblance dans un de ces dessins où il met tant de bon sens et tant d'esprit. Il avait représenté un garde national, légèrement pris de boisson, qui embrassait avec ferveur son fusil.

Mon ami, mon trésor, disait-il, mon bien, ma joie, ma consolation, mon atelier national!

Cette redoutable question pend encore sur nos têtes à l'heure où j'écris, et l'avenir seul se chargera de décider si les craintes que nous en avons conçues étaient légitimes ou chimériques. Un peu plus tard on reconnut que, pour les hommes mariés, l'indemnité d'un franc cinquante ne suffisait pas, et l'on ajouta soixante-quinze centimes pour les femmes, et dans quelques bataillons, m'a-t-on dit, vingt-cinq centimes par enfant. Comme il se trouva qu'en même temps un décret appelait à l'armée active tous les hommes entre trente et quarante-cinq qui n'étaient pas mariés, on vit se produire un résultat curieux, et qui ouvre à l'observateur un jour singulier sur les mœurs parisiennes. Les mairies affichèrent une incroyable quantité de mariages *même rue*, *même numéro*. On sait que cette indication désigne presque

toujours des unions illégitimes, qui consentent enfin à se faire consacrer selon la loi, devant le maire et le curé. Le nombre de ces quasi-mariages est énorme dans Paris, surtout dans un certain monde, où vous apprenez que Monsieur un tel, qui vit depuis vingt ans avec une femme, qui en a des enfants, qui est, du reste, le modèle des époux, n'est son mari que devant Dieu. Les exigences de la guerre chassèrent ces faux maris de la situation interlope où ils complaisaient; et ces mariages, qu'on qualifia du nom plaisant de *mariages à quinze sous*, furent un triomphe pour la morale officielle; mais le philosophe put se demander, à voir sortir ainsi de dessous terre et pulluler tant de ménages illégitimes, s'il n'y avait pas, soit dans la législation existante, soit dans nos mœurs, quelque vice caché qui écartât du vrai mariage tant de gens qui en acceptent les charges sans en revendiquer la dignité légale.

Ceux qui souffrirent peut-être le moins du siége, parce que leur vie n'est en tout temps qu'une longue souffrance, ce furent les pauvres authentiques, inscrits, qui vivent de l'assistance publique. Jamais elle ne fut plus large et plus prévoyante qu'en ces temps d'universelle misère. Comme on savait que cette classe d'indigents se recrutait et s'augmentait de ceux qui n'osent ordinairement tendre la main, et dont le besoin le plus pressant peut seul vaincre tous les scrupules de pudeur, la charité s'ingéniait à multiplier les secours. Les bons de pain, de viande, de bois, de charbon, de riz, furent répandus à profusion dans certains quartiers, et l'excès même de ces larges ses administratives donna lieu à quel-

ques abus. Mais encore vaut-il mieux être volé que s'exposer à laisser les gens mourir de faim. On institua des cantines municipales, des fourneaux économiques, où l'on délivra, soit contre des bons pris d'avance, soit contre argent, à des prix excessivement réduits, des aliments cuits, tels que bouillon, haricots, bouilli, que pouvaient consommer sur place ou emporter à la maison ceux à qui on les distribuait. Quelques dames charitables voulurent bien, dans certains quartiers, se charger de la distribution de ces mets : elles avaient fini par connaître la plupart de ces pauvres, et par s'intéresser aux plus méritants.

Nous y sommes toujours de notre poche, me disait l'une d'elles, qui avait pris ses fonctions au sérieux, et le fait est que lorsqu'une pauvre femme arrivait sans *bon* ni *sou*, il eût été bien dur de lui refuser l'assiettée de soupe qu'elle implorait, un enfant au bras. Les enfants, hélas ! il est bien difficile d'en parler, sans que les larmes montent aux yeux. Les femmes mal nourries ne pouvaient leur donner qu'un lait insuffisant ; le lait de vache était rare et coûtait fort cher, malgré les soins de l'administration, qui avait requis toutes les vaches laitières, et suppliait la population de se priver du classique café au lait du matin. Les ménagères, forcées d'aller faire queue, soit aux boucheries, soit aux cantines, n'avaient plus le temps de donner à ces petits êtres si chétifs tous les soins qu'ils réclament. Ils mouraient comme des mouches. Je sais une pauvre fille, qui, rentrant chez elle, après trois heures de station devant une cantine, trouva son enfant (un bébé de dix-huit mois) gelé dans son berceau ; elle le réchauffa comme elle put, mais il avait attendu trop

longtemps, il n'en réchappa point. Jamais ne fut plus vrai le vers d'Horace.

Bellaque matribus detestata!

Puisse ce cri des mères en deuil appeler sur la tête des empereurs et des rois qui ordonnent ces guerres toutes les malédictions et toutes les vengeances du destin! Et cependant, elles ne se plaignaient pas non plus, ces femmes, ainsi éprouvées par tant de misères! elles aussi, elles faisaient bonne contenance devant le siége, et si elles connurent comme nous les heures de découragement, ces défaillances furent courtes et passagères. On peut dire que jamais l'esprit de solidarité, qui naît d'un malheur commun, n'éclata en traits plus admirables qu'en cette grande catastrophe, qui unissait toutes les pensées comme elle confondait toutes les infortunes. Jamais on ne fut plus pauvre, et jamais on ne donna davantage. Jamais on ne se rapprocha plus de cet idéal de fraternité, où la pauvre humanité tend sans cesse. Peut-être fût-on plus grand en 92, jamais on ne fut meilleur : c'est un témoignage que l'histoire impartiale rendra, je crois, à la population parisienne; et songez que nous ne sommes pas encore arrivés à l'heure des dévouements magnifiques, simplement accomplis.

Je ne parle que pour mémoire de ceux qu'on appelait à Paris *les réfugiés*. C'étaient les habitants de la banlieue, qui, à l'approche des Prussiens, s'étaient repliés sur Paris. Il avait bien fallu les loger. On avait requis, pour les y mettre, des appartements vides, où ils s'étaient installés avec l'insouciance un peu brutale

du paysan. Que dans le nombre il se rencontrât de fort honnêtes gens, et même délicats, cela est évident; mais la plupart étaient étrangers aux raffinements de la civilisation parisienne, et comme on avait traité en pays conquis leur humble demeure, ils crurent pouvoir user de représailles contre celles qu'on leur avait assignées Les propriétaires y trouveront leurs traces, et leurs traces peu odorantes, quand le blocus s'ouvrant leur permettra de rentrer chez eux. De ces paysans, les uns agissaient ainsi par ce sentiment de basse envie qui aigrit trop souvent le cœur du pauvre ; un de mes amis en vit un qui dirigeait un horrible jet de salive sur une magnifique tenture : — Tiens! répondit-il à une observation bien méritée, ça donnera de l'ouvrage aux ouvriers. Chez d'autres, c'était bêtise; en plein Paris, ils se croyaient aux champs, et prenaient un petit hôtel de grande cocotte pour une ferme. Le *Figaro* conta à ce propos une de ces légendes parisiennes, qui ont le privilége d'amuser la gent des boulevardiers. Il s'agit d'un propriétaire qui a mis le premier étage d'une de ses maisons à la disposition d'une famille de réfugiés. Quinze jours après, son concierge le vient voir et lui conte que, depuis l'intrusion des nouveau-venus, une odeur infecte se répand dans les escaliers et incommode le voisinage ; qu'il a voulu pénétrer chez eux pour s'assurer d'où provenaient ces exhalaisons, mais qu'on lui a toujours refusé la porte. — C'est bien ! répond le propriétaire. J'irai voir ce que cela veut dire.

Et voilà, en effet, notre homme, qui, le lendemain, rend visite à son immeuble. A peine est-il entré sous la porte cochère, qu'il entend le chant d'un coq qui s'égo-

sille sur le balcon du premier étage; à ce cri répond un troupeau de poules qui gloussent :

Un peu étonné, il monte. A la porte, il lui faut parlementer, discuter, se fâcher; car le fermier en chambre entendait n'être dérangé par personne, et ne reconnaissait pas au propriétatre le droit d'intervenir dans sa vie privée. A force d'insistance, il pénétre dans l'appartement. De l'antichambre, notre campagnard a fait une cour de ferme. Les pieds s'enfoncent dans une sorte de boue, un vague composé de détritus de volière et d'étable, légèrement recouvert d'une couche de paille, qui promettait un excellent fumier pour la saison prochaine. La pièce qui venait après était disposée en parc à lapins et contenait une opulente provision de denrées de toutes sortes, où dominait le chou, l'ail et l'oignon. Dans la chambre voisine, — une chambre à coucher, s'il vous plaît! — on voyait au beau milieu un large bassin, fait d'un vieux fond de barrique. Il était plein d'eau et servait aux ébats de quelques canards.

Le propriétaire était stupéfait. Il allait de chambre en chambre, et le fermier le suivait pas à pas, de l'air d'un agronome enchanté de faire admirer à un amateur l'intelligente exploitation de son domaine.

— Et mon salon? murmura le propriétaire atterré.

— C'est là qu'est le *monsieur*, dit le paysan avec un rengorgement d'orgueil.

On ouvrit la porte du salon. C'était le bouquet. Dans un coin, sur une litière faite d'immondices de toute provenance, un superbe porc se prélassait, repu et grognant.

— Mais, malheureux ! pourquoi me fourrez-vous

votre... monsieur dans mon salon, quand vous aviez en bas une cour superbe où vous auriez pu l'installer, et vos poules et vos canards avec lui?

— Ah ! j'vas vous dire, monsieur. C'est que le temps des semailles va venir, et alors où est-ce que je ferais mes orges?

Telle était la légende du *Fermier en chambre*, que l'on chargeait à volonté des détails les plus fantaisistes. Il y avait sous ces extravagances un fonds de vérité. Le vrai service que rendirent ces émigrés à la population parisienne, ce fut de s'enrégimenter sous les ordres de M. Joigneaux, un agronome bien connu par ses écrits, de mettre en culture les vastes espaces restés libres autour de Paris, et de transformer ces terrains vagues en jardins maraîchers, qui devaient nous fournir, vers la fin du siége, de légumes frais, de choux et de salades. En attendant que leurs produits parussent sur le marché, nous en fûmes réduits à ceux que de hardis maraudeurs allaient chercher, presque sous le feu de l'ennemi, dans les campagnes devenues désertes. C'était un spectacle curieux et triste que de les voir revenir. Pour quelques honnêtes physionomies de pauvres femmes, qui rentraient courbées sous leurs sacs, que de faces patibulaires! que de figures hasardeuses de pâles gavroches! Tout ce monde, insolent, gouailleur ou plaignard, rapportait sa moisson, qui de pommes de terre, qui de poireaux et de choux, qui d'artichaux et autres légumes. Tel jour, ils étaient quatre à cinq mille, les dimanches particulièrement ; tel autre, on n'en comptait que cinq ou six cents, les habitués, la lie de la population. Des revendeurs, plus éhontés peut-être que ces misérables,

les guettaient au passage, et leur achetaient leur tas, moitié force, moitié persuasion, pour un prix minime, et s'en allaient ensuite les revendre fort cher aux bourgeois de Paris. C'est ainsi que les voleurs étaient volés par cette horde d'exploiteurs. Tout cela, au milieu de cris de jurons, de bousculades ; un indescriptible tohu-bohu, des scènes à la Callot. La garde nationale, qui veillait aux portes, fermait les yeux sur ces trafics, sous le couvert desquels s'est plus d'une fois cachée la trahison. Car ces maraudeurs étaient protégés de messieurs les Prussiens, dont ils traversaient impunément les lignes. A quel prix ? on le suppose aisément. La bande ensuite se dispersait dans Paris ; elle allait se défaire, comme elle pouvait, du fruit de ses rapines. Des marchés improvisés grouillaient au milieu des plus belles places de Paris, et tous les jours je passais, rue des Martyrs, à travers des rangées de choux, de navets, de carottes, de lapins, que se disputaient les ménagères, avec force cris, qui dégénéraient parfois en querelles et en coups de poing. Un trait qui en dira plus long que quoi que ce soit sur ce côté de l'histoire du siége : On a vu, huit jours durant, en plein boulevard des Italiens, devant Tortoni, une revendeuse étaler des navets et des poireaux sans étonner ni scandaliser personne. Le spectacle semblait tout naturel !

Ceux auxquels on était habitué jadis avaient disparu. J'ai déjà conté comment les théâtres avaient été fermés par ordre de la police. Ce fut une question de savoir si on les rouvrirait ; les journalistes l'agitèrent longtemps, devant le public, avant qu'on s'arrêtât à un parti. Les uns disaient que ces réjouissances étaient mal séantes

au milieu de ce deuil universel : les autres soutenaient que le Parisien a besoin de spectacles, que la joie lui relève le moral, que la réouverture de quelques théâtres serait une sorte de défi jeté aux Prussiens, et comme une bravade de gaieté, ce qui était tout à fait dans les traditions françaises ; qu'il serait facile de choisir des pièces en harmonie avec le sérieux de la situation ; qu'on donnerait ainsi du pain à toute une classe de pauvres gens, employés, costumiers, gagistes, qui se trouvaient sur le pavé, sans parler des artistes mêmes, dont la position était également cruelle. Dans beaucoup de théâtres, le foyer avait été converti en ambulance. Qu'importe ! répondaient les partisans de la réouverture. Le public n'ira pas au foyer, et il n'en sera pas davantage.

Ils l'emportèrent à la longue. Ce ne fut pas précisément parce que leurs raisons étaient les meilleures ; c'est que Paris s'ennuyait ; c'est que le blocus une fois commencé personne n'en prévoyait la fin, et qu'on songeait avec horreur à la quantité de journées vides qu'il faudrait traverser. Le seul expédient dont on s'avisa pour corriger la prétendue inconvenance qu'il y avait à ces représentations, fut de les afficher au profit d'une bonne œuvre. Un jour, c'était pour les blessés, un autre pour les orphelins, un autre pour les cantines municipales ; chaque bataillon organisa une matinée ou une soirée, dont le produit fut destiné à l'achat d'un canon ou d'une mitrailleuse. Ce fut M. Pasdeloup qui donna le signal, en ouvrant des concerts populaires, le 23 octobre. L'abbé Duquesnay se chargea de désarmer les susceptibilités les plus délicates, dans une allocution qui fut très-goûtée et fort applaudie. L'orchestre attaqua ensuite

la symphonie en la de Beethoven, et quand il vint à *l'andante*, l'effet de cette phrase si douloureuse, si poignante, sur l'assemblée tout entière fut inexprimable. Des larmes montèrent à tous les yeux, et je ne crois pas que jamais le chef-d'œuvre du maître ait été plus vivement senti que ce jour-là. Toutes les cordes de notre âme vibraient à l'unisson.

Le directeur de l'Opéra donna tous les dimanches des soirées musicales, où il mêla aux plus beaux morceaux de la musique symphonique des fragments d'opéras célèbres, et ces séances furent suivies d'un public très-nombreux et très-assidu. La Comédie Française rouvrit également, sous le patronage de M. Legouvé, qui inaugura ces matinées littéraires par une conférence sur l'alimentation morale durant le siége de Paris. Ces représentations avaient une physionomie toute particulière. Éclairage sombre, public de gardes nationaux et de femmes en robes montantes ; sur la scène, point de décors ; les acteurs, presque tous en toilette de ville ; et à travers des fragments de pièces du répertoire classique, quelques odes de circonstance, improvisées par de jeunes poëtes, MM. Bergerat, Delpit. Abraham Dreyfus, sans oublier Banville, qui s'amusait à conter, jour par jour, dans la langue des dieux, nos tristesses, nos joies, et les curiosités de nos émotions les plus diverses. Dans la grande avant-scène, autrefois loge impériale, les blessés convalescents assistaient au spectacle, et tous les yeux se tournaient vers eux avec attendrissement. Il y avait des visages pâlis par la fièvre, des bras en écharpe, des têtes entourées de linge, et parfois, quelque noir enfant du désert, dont les

yeux étincelaient dans l'ombre, comme ceux d'un lion, son compatriote. Et cependant, à quelques pas de là, de pauvres diables souffraient et mouraient sur le lit de douleur de l'ambulance. Le contraste de ces plaisirs mondains et de ces douleurs navrantes a été rendu à merveille par Théophile Gautier, contant dans le *Moniteur* sa visite aux blessés du Théâtre-Français, un jour de représentation :

« En passant par le couloir, qui mène de la scène à la salle, nous rencontrâmes deux religieuses, deux sœurs hospitalières, dont l'une demandait à l'autre : « Où donc est la sœur Madeleine ? — Au Théâtre du Palais-Royal, répondit la sœur interrogée, du ton le plus naturel du monde. Au moment même où passaient les sœurs, débouchait du foyer des acteurs Basile, avec sa longue robe noire, son rabat blanc, et ce bizarre chapeau que les prêtres espagnols portent encore. Il s'effaça contre le mur, saluant de la façon la plus respectueuse. On jouait un acte du *Mariage de Figaro*. C'était un pur hasard, vous le pensez bien. Mais n'accuserait-on pas d'invraisemblance un auteur qui risquerait un tel contraste? Quelle série étrange d'événements vertigineux n'a-t-il pas fallu pour faire se coudoyer le Basile de Beaumarchais et de vraies religieuses dans un couloir de la Comédie Française ! La chanson de Béranger, *l'Actrice et la Sœur de Charité*, nous revenait en mémoire ; mais ici la réalité est au-dessus de l'invention, car ce n'est pas dans l'autre monde que la rencontre a lieu. Rien de plus convenable et de plus décent que les rapports des comédiennes et des religieuses. Les artistes de la Comédie Française sont de

vraies dames, et elles ont pour ces saintes filles la vénération qui leur est due et qu'elles méritent si bien... Au retour, nous ne retrouvions plus notre route. Des corridors, des couloirs, des passages avaient été barrés pour séparer l'ambulance du théâtre, et nous fûmes obligé de demander notre chemin à une sœur, qui nous remit avec beaucoup d'obligeance dans la bonne voie, et nous accompagna jusqu'à la dernière porte. Un feuilletoniste ayant pour Ariane à travers le dédale du Théâtre-Français une brave sœur hospitalière, n'est-ce pas là, comme disaient certains journaux, *un signe des temps ?* »

Un autre, plus étrange encore, ce fut l'apparition *des Châtiments* sur la scène : *les Châtiments !* ce livre proscrit, qui circulait en cachette de main en main, et qui, saisi chez un républicain, se tournait en accusation contre le détenteur, cette effroyable satire du régime impérial, toute pleine de personnalités et d'invectives, la plus virulente qui ait jamais été écrite à aucune époque, contre aucun tyran. On fermait jadis les portes pour la lire entre amis ; les plus beaux morceaux et les plus violents furent récités, en plein théâtre, à la Porte-Saint-Martin, devant trois mille spectateurs ; ils émigrèrent de là à la Comédie Française, et se répandirent ensuite dans tous les concerts et spectacles qui s'organisaient de toutes parts. Victor Hugo avait enfin son jour, celui qu'il avait attendu dix-huit années.

Au premier bruit de l'empire renversé, il était accouru ; toutes les places étaient prises, et il est bien probable, qu'y en eût-il eu quelqu'une de vide, il ne l'eût pas acceptée, ne trouvant que la première digne de lui.

Il avait, après le premier éclat d'un triomphant retour, beaucoup vécu dans la retraite, ne se mêlant point des choses du gouvernement, et refusant son nom à la plupart des manifestations, qui n'eussent pas mieux demandé que de le mettre en avant. Il semblait ne vouloir retirer d'autre fruit de sôn long exil que le plaisir de voir ses œuvres de théâtre reprises, et ses *Châtiments* récités en public. C'est le 3 novembre que Berton lut, devant un auditoire émerveillé, cette admirable pièce de l'Expiation ; que M[lle] Favart dit Stella, de sa voix harmonieuse et vibrante, et que Coquelin prêta son organe mordant aux lamentations *d'un conservateur à propos d'un perturbateur*. Le succès fut immense; on était surpris et charmé d'écouter, en plein théâtre, ces invectives dont l'événement avait fait des prophéties et qui soulageaient la conscience publique. Ce n'est qu'après, à la réflexion, qu'on sentit l'inconvenance qu'il y avait à traîner ainsi sur la claie, aux applaudissements de la foule, des noms d'hommes qui n'étaient plus là pour se défendre, et que leur titre de vaincus devait préserver de ces outrages. Les représentations suivantes excitèrent un enthousiasme moins vif, et peu à peu *les Châtiments* disparurent des affiches. En revanche, l'édition qu'en publia Victor Hugo s'enleva très-rapidement à vingt mille exemplaires, en un temps où l'on regardait à se payer un simple journal. Les spectacles suivirent la fortune du siége, plus nombreux quand les nouvelles étaient bonnes, et que le vent soufflait à l'espérance; plus rares, ou même s'arrêtant tout à fait, quand les événements plus douloureux jetaient sur nos âmes le noir crêpe du deuil.

A défaut des théâtres, les clubs offraient une distraction quotidienne à la population de Paris. Cette assimilation irrespectueuse fera sans doute bondir les promoteurs de réunions publiques et ceux des habitués qui les prenaient au sérieux. Je leur en fais bien mes excuses ; mais tout ce que j'en ai vu, sauf de rares exceptions, m'a paru plus propre à entretenir une gaieté douce qu'à sauver la *Patrie*. Le grave *Journal des Débats* s'était fait une sorte de spécialité de conter tous les matins les incidents de ces réunions, et tout Paris riait à lire ces comptes rendus étincelants de malice et de verve.

Le premier en date de ces clubs, ce fut celui de la *Patrie en danger*, où régnait Blanqui. Il était situé rue d'Arras, aux environs de la place Maubert. Beaucoup d'autres se fondèrent à la suite, et furent désignés, les uns par le nom des quartiers où ils logeaient, comme *le club de Belleville*, qui tenait ses séances dans la salle Favié, et celui de *la Cour des Miracles ;* les autres, par le nom de la salle dans laquelle ils s'établirent : ainsi le club de *l'Élysée-Montmartre ;* celui des *Mille-et-un-Jeux*, dans la rue de Lyon ; ceux de *la Porte-Saint-Martin* et *les Folies-Bergère ;* d'autres enfin, par une appellation qui résumait leur programme politique, comme celui de *la Délivrance*, qui s'installa dans la salle Valentino ; celui de *la Résistance,* qui choisit celle de l'Alcazar, et enfin celui de *la Vengeance,* qui porta ses pénates boulevard Rochechouart. Ajoutez à cette nomenclature les clubs du *Pré-aux-Clercs*, du *Casino-Cadet*, de *l'École-de-Médecine*, des *Porcherons* et de *la Réunion*, vous aurez la liste à peu près complète des clubs qui vécurent d'une vie plus ou moins intense, plus ou moins agitée durant

le siége : une quinzaine au plus en tout. Nous sommes loin de 1848, où Paris comptait 189 clubs en plein exercice. C'est qu'aussi le nombre des questions à mettre à l'ordre du jour était assez restreint. Celle de la *Commune* défraya, un mois durant, la plupart des clubs ; mais quand elle eut été bien et dûment enterrée à la suite de l'échauffourée du 31 octobre, il ne resta plus que *la défense de Paris* et *l'alimentation* à discuter ; maigre pitance pour des réunions qui duraient trois heures et se tenaient tous les soirs ! Les incidents de la vie politique étaient rares et ne fournissaient guère aux orateurs. Il arrivait bien souvent que le président faisait un appel désespéré : *Personne ne demande la parole ?* et la salle entière se taisait. C'est que les gens qui se mêlaient de parler n'avaient pas toujours beau jeu. Le public avait peu à peu formé son goût, et il supportait plus impatiemment les orateurs qui l'ennuyaient; il se laissait moins aisément prendre aux phrases ronflantes ; beaucoup qui avaient commencé, grâce à leur voix puissante et à une intarissable faconde, par avoir quelque succès, s'étaient vus ensuite sifflés et hués ; ils ne s'y frottaient plus guère. J'ai vu périr ainsi, faute d'orateurs, un club sérieux, celui de la Porte-Saint-Martin, qui avait été fondé par le parti bourgeois libéral. M. Desmarets en était le chef, et derrière lui marchaient M. de Pressensé, le pasteur ; M. Yung, des *Débats* ; M. Coquerel, M. Leberquier, avocat distingué, et d'autres encore. Ce club ouvrit, au milieu d'une grande affluence et dura trois semaines, réunissant tous les soirs le même public dans une salle toujours comble. Il s'éteignit un jour faute de questions et d'orateurs. Ces messieurs se lassèrent d'être sans cesse sur la brèche ; le public

avait fini par devenir trop délicat, et n'accepter plus rien qui ne fût sensé et suffisamment dit. L'héritage de ce club défunt fut recueilli par celui de *la Délivrance*, que fonda, quelque temps après, notre confrère Vrignaut, le rédacteur en chef de la *Liberté*. Il y conserva les mêmes traditions d'honnêteté dans les idées et de bon goût dans le langage : les premières séances furent très-brillantes ; mais le succès ne tarda pas à en décliner, et j'ignore s'il pourra, lui aussi, tenir jusqu'au bout.

Parmi tous ces clubs, celui des *Folies-Bergères* avait sa physionomie à part ; c'était le club fantaisiste par excellence. Comme il était situé à deux pas du boulevard Montmartre, dans un quartier central, nombre de Parisiens parisiennant y allaient, le soir, en guise de passe-temps, y fumer un cigare, et ils n'avaient pas tardé à y porter cet esprit de blague qui est le fond de tout boulevardier. On y tournait tout en raillerie ; il s'engageait des dialogues impossibles entre les orateurs et le public ; j'ai vu là de bien bonnes scènes : les unes sérieuses, les autres bouffonnes, tandis que le président agitait désespérément sa sonnette pour rétablir l'ordre.

Tous les autres clubs appartenaient, comme on pense bien, au parti le plus avancé. Peut-être y avait-il des nuances dans ces rouges, mais nous ne les distinguions pas très-nettement. On y parodiait avec un sérieux imperturbable les violences de 93. Les motions les plus insensées et les plus burlesques y étaient apportées à la tribune par des énergumènes qui soulevaient des applaudissements frénétiques. Il n'eût pas fait bon manifester une opinion contraire. On eût été cueilli dans la foule, passé de mains en mains, comme un colis vivant, et

jeté à la porte. Tous ces gens-là se croyaient des Robespierre et des Marat au petit pied.

C'était à la salle Favié. Un orateur se présente en vareuse de garde national, barbe farouche, visage menaçant, il tire un papier de sa poche et le déploie. Il commence à lire : c'est la condamnation à mort (condamnation par contumace) qui a été prononcée à l'unanimité par le club voisin contre le traître Bazaine et ses complices, Canrobert, Lebœuf et Coffinières. L'orateur invite tous les citoyens de Belleville à la confirmer. Toute la salle se lève, et la condamnation à mort est confirmée par acclamation. Il reprend alors la parole et ajoute que les citoyens sont invités à exécuter eux-mêmes la sentence. Cette proposition jette un froid. Abordant ensuite la question sociale et religieuse, l'orateur déclare que le moment est venu de remplacer la théologie et la métaphysique par la géologie et la sociologie ; et s'emportant peu à peu au souffle de l'indignation, il frappe du poing sur la table et s'écrie : « Je ne crains pas la foudre, citoyens ; je hais le Dieu, le misérable Dieu des prêtres, et je voudrais, comme les Titans, escalader le ciel pour aller le poignarder. » Cette seconde condamnation à mort obtient un peu moins de succès que la première ; cependant quelques fidèles applaudissent : « Faudrait un ballon ! » crie une voix gouailleuse. Les femmes se regardent effarées. Après cette escalade titanesque, l'orateur effectue sa descente, il va s'abattre au milieu des bataillons de guerre de la garde nationale.

Cette scène, prise au hasard parmi tant d'autres, peut donner une idée de sottises qui se disaient couramment dans ces clubs. Je ne voudrais pas les condamner trop

sévèrement; car je n'ai pas suivi bien exactement ces réunions; je n'ai assisté qu'en curieux à deux ou trois de ces séances, et ne les connais que par les spirituels comptes rendus des *Débats*, qui s'en amusaient. Si pourtant il est permis de juger un arbre à ses fruits, il ne me paraît pas que les clubs révolutionnaires aient mis la moindre idée juste en circulation, qu'ils aient exercé sur les esprits une action utile, et contribué en rien aux intérêts de la défense. Ils ont fait plus de bruit que de besogne. Du reste le parti dont ils étaient les organes était beaucoup moins nombreux que ne le croyait la bourgeoisie, dans ses effarements de terreur. Et la preuve, c'est que la *Patrie en danger*, le journal de Blanqui, fut obligé de disparaître faute d'acheteurs.

Comme il faut que Paris soit toujours la ville des excentricités, il s'y fonda un club de femmes, où les hommes n'étaient admis que comme spectateurs. Le président était une présidente, les assesseurs des assesseuses. J'ignore s'il tint plusieurs séances. Le récit de celle qui eut lieu au gymnase Triat, dans le courant d'octobre, amusa tout Paris. Le citoyen Jules Allix, secrétaire du comité de ces dames, y soutint deux propositions : la première, c'est que les femmes devaient être armées pour aller aux remparts; la seconde, c'est qu'elles étaient invitées à protéger leur honneur contre les ennemis, et par quel moyen? Ici l'orateur prit un temps habile, et repartant d'une voix forte : au moyen de l'acide prussique. L'acide prussique! le citoyen Jules Allix, avec un fin sourire, fait alors remarquer combien il est curieux que l'acide prussique puisse servir à tuer les Prussiens. Puis il entame la description d'un appareil

avec lequel il sera facile de tuer tous les Prussiens, qui entreraient dans Paris. L'inventeur avait appelé cet appareil : le doigt de Dieu! mais le citoyen Jules Allix croit qu'il vaut mieux l'appelé *le doigt prussique.* Il consiste en une sorte de dé en caoutchouc que les femmes se mettent au doigt. Au bout de ce dé est un petit tube contenant de l'acide prussique. Le Prussien s'approche, vous étendez la main; vous le piquez; il est mort. Si plusieurs Prussiens s'approchent, tandis qu'autrement la femme ne sortirait de leur main que folle ou morte, celle qui a le doigt prussique les pique; elle reste tranquille et pure, ayant autour d'elle une couronne de morts. Ainsi parle le citoyen Jules Allix, et les femmes versent des larmes d'attendrissement, et les hommes rient à se tordre. On aborde ensuite la question du costume, et le citoyen Jules Allix va reprendre la parole, pour discuter les avantages de la ceinture hygiénique, quand une voix fait remarquer qu'en sa qualité d'homme le citoyen Jules Allix devrait être exclu du bureau. Le citoyen Jules Allix interpelle le possesseur de la voix et le défie de se montrer. Le possesseur de la voix est un garde national de six pieds de haut, qui saute d'un bond à la tribune. A sa vue éclate un tumulte épouvantable : présidente, assesseuses, et zouavesses se jettent sur lui, le pincent, l'égratignent, et il ne s'échappe qu'en lambeaux de leurs mains... Ne mettons pas au compte de la population parisienne ces extravagances, qui naissent presque partout des grandes commotions politiques et sociales.

Une autre excentricité qui occupa plus sérieusement l'opinion publique, ce fut la croisade entreprise par

certains maires, contre les images du Christ, qu'ils firent enlever des ambulances, et contre les écoles des frères de l'école chrétienne, qu'ils fermèrent de leur autorité. M. Mottu, le maire du 11e arrondissement y a attaché son nom. La question fut passionnément discutée dans les clubs, et souleva d'innombrables articles de journaux. L'autorité donna tort à M. Mottu qu'elle destitua. Elle ne fit en cela que suivre le mouvement de l'opinion publique, qui s'était énergiquement prononcée contre ces mesures au moins inopportunes. Il ne resta rien de toute cette agitation; les classes reprirent, comme à l'ordinaire, aussi bien chez les frères et les sœurs, que dans les lycées; M. Jules Simon, le ministre de l'instruction publique, écrivit une belle circulaire pour dire qu'au-dessus de ces vaines tempêtes de la politique devaient planer les soins de l'éducation et de la science, et, en conséquence, il décida que l'Institut enverrait par ballon un de ses membres, chargé d'observer l'éclipse totale de soleil, qui devait être visible en Algérie. Le savant partit; mais nous croyons que le ballon où il s'embarqua est précisément celui qui nous a été signalé par un journal anglais comme perdu sur l'Atlantique.

II.

C'est durant cette période que fut définitivement réglée l'organisation de la poste, qui envoyait nos lettres par ballon, et nous en rapportait les réponses — trop rares, hélas ! et trop courtes, par un service de pigeons

messagers. Le gouvernement établit une grande fabrique de ballons, de façon à en avoir toujours un prêt à partir, aussitôt que le vent serait favorable. C'était de jour aux premiers temps de siége que ces ballons prenaient leur vol, mais on ne tarda pas à s'apercevoir que les Prussiens avertis de l'heure du départ en guettaient le passage et lançaient sur l'aérostat ou des fusées incendiaires, ou des balles de fusils à longue portée, dits fusils de rempart. On se résolut donc à ne plus partir que de nuit. C'était presque toujours dans une gare que les aérostats étaient gonflés et s'envolaient : gare du Nord ou d'Orléans. Jamais ceux qui ont assisté à ce spectacle ne l'oublieront de la vie. Au milieu d'une vaste cour, le ballon, à demi gonflé, se démène furieusement sous l'effort de la rafale ; il est en taffetas jaune, et les lanternes à réflecteur des locomotives jettent sur la route des lueurs fantastiques. Tout autour s'agitent, dans l'ombre, des hommes que l'on prendrait pour des démons, s'acharnant à quelque œuvre infernale. Dans un coin, le directeur des postes, M. Rampont, tire sa montre, d'un air soucieux, interroge le vent, et semble demander conseil à l'aéronaute, M. Godard, avec qui il cause à voix basse. Il est évident qu'il y a danger, trois hommes doivent partir ; un voyageur, dont le nom est un mystère. Il est enveloppé de fourrures ; il se promène inquiet et pâle, et tâche, quand il se sent regardé, de faire bonne contenance. Un marin, il fume insouciamment sa pipe ; on sent qu'il montera dans la nacelle, du même cœur indifférent et résolu dont il saute à l'abordage. C'est affaire de service. Un employé des postes, il est très-occupé ; le fourgon des imprimés vient d'entrer ; c'est

lui qui transporte les précieux sacs et les dispose autour de la nacelle. Cinq petites cages arrivent, contenant trente-six pigeons; des pigeons adorables, des noirs, des blancs, des dorés, des pigeons qui ont des noms de victoire : *Gladiateur*, *Vermouth*, *Fille-de-l'air*. C'est le propriétaire lui-même qui les apporte, et veille à leur installation. Au moment de partir, on s'aperçoit qu'aucun des voyageurs n'a songé aux provisions ; on court, on se fouille, on finit par réunir trois petits pains, deux tablettes de chocolat et une bouteille de vin. Ce retard a eu son bon côté. Un aide de camp entre tout essoufflé : *Une dépêche du gouverneur !* L'aéronaute la prend; la nacelle est fixée ; on entend le sacramentel : Lâchez tout! Le ballon s'élance d'un bond, il penche sous l'effort du vent, qui le courbe avec violence. C'est une seconde d'émotion inexprimable ; nous sommes tous, là, retenant notre souffle, les yeux fixés sur cette masse noire, qui se rabat dans une convulsion effroyable. Sera-t-elle brisée ? non, elle s'élève, et à peine le ballon a-t-il dépassé le toit vitré de la gare, que déjà la nuit s'est refermée sur lui ; il se fond en quelque sorte dans l'obscur brouillard. — Adieu ! adieu ! nous crient les voyageurs, et nous leur répondons par des souhaits de bon voyage, en agitant nos chapeaux. — *Vive la France!*

Les pigeons qu'ils emmènent avec eux nous reviendront bientôt, à moins que le froid, la brume, l'épervier ou la balle d'un prussien ne les arrête en route. Chacun d'eux apportera, lié par trois fils à une des plumes de sa queue, un léger tube, où se trouvera roulé un petit carré de papier de quarante millimètres sur trente millimètres. C'est la réduction microscopique, par la photo-

graphie, d'une composition typographique ordinaire. Cette petite planche, à peine lisible avec un verre de loupe très-puissant, ressemble assez à un journal sur quatre colonnes. Celle de gauche contient uniquement cette mention :

SERVICE DES DÉPÊCHES PAR PIGEONS VOYAGEURS.

Steenackers à Mercadier, 103, rue de Grenelle.

Les trois autres colonnes contiennent, au verso comme au recto, la transcription de dépêches, les unes à la suite des autres, sans blancs ni interlignes. Quelques-unes de ces dépêches sont officielles. D'autres viennent de source privée. Ah ! qu'elles nous ont apporté de consolation et de joie ! Que de pièces de cent sous et de louis d'or sont tombés dans la main des facteurs qui nous remettaient la dépêche si attendue ! Et ces pigeons, de quel tendre respect on les entourait ! Quand, par hasard, un d'eux, à bout de forces, ruisselant de pluie, s'abattait au bord de quelque corniche, de quel œil avide la foule bientôt amassée suivait ses mouvements ! Comme toutes les mains se tendaient vers lui pour lui offrir le pain ou le millet qui devait l'attirer ! et quel cri de joie quand il reprenait son vol droit vers son colombier ! La poésie ne pouvait faire autrement que de les chanter. Eugène Manuel écrivit sur eux une jolie saynète, qui fut récitée au Théâtre-Français, et Paul de Saint-Victor les célébra dans une prose plus poétique que les vers du poëte des *Ouvriers*. Le morceau est trop joli pour ne pas être gardé tout entier :

« Ils sont les colombes de cette Arche immense battue « par des flots de sang et de feu. La frêle spirale de leur « vol dessine dans les airs l'arc-en-ciel qui prédit la fin « des tempêtes. L'âme de la patrie palpite sous leurs « petites ailes. Que de larmes et de baisers, que de con- « solations et que d'espérances tombent de leurs plumes « mouillées par la neige, ou déchirées par l'oiseau de « proie ! En revenant à leur nid, ils rapportent à des « milliers de nids humains l'espoir, l'encouragement et « la vie. Plus que jamais, aujourd'hui, et dans le sens « le plus pur du mot, ils sont les oiseaux de l'a- « mour. — Comme les cigognes des villes du Nord, « comme les pigeons de Venise, ils mériteraient de « devenir aussi des oiseaux sacrés. Paris devrait recueil- « lir les couvées de leur colombier, les abriter, les « nourrir sous les toits de l'un de ses temples. Leur « race serait la tradition poétique de ce grand siége, « unique dans l'histoire. Leurs vols égrenés dans nos « rues et dans nos jardins, feraient souvenir qu'il fut un « jour où tous les cœurs de cette grande ville étaient « suspendus aux ailes d'un ramier. Une vénération reli- « gieuse protégerait ces oiseaux propices. — Pendant « son long siége, Venise, cent fois plus affamée que « Paris, ne souffrit pas qu'on touchât aux pigeons de « Saint-Marc. Le blé faisait défaut ; on se disputait un « morceau de pain, et pourtant la pâture ne leur manqua « pas un seul jour. Venise, mourant de faim, jetait à ses « colombes les derniers grains de ses greniers vides.

« Vents, dites-leur notre misère !
« Oiseaux, portez-leur notre amour !

« s'écrient les proscrits de la chanson de Victor Hugo. « Cette image du poëte est devenue aujourd'hui une « réalité vivante et charmante. Ce sont les vents qui « racontent à la France les misères et les espoirs de « Paris ; ce sont des oiseaux qui portent à ses chers « absents son amour. »

III.

Telles étaient nos préoccupations, nos tristesses et nos joies à cette heure du siége. Il n'y avait guère plus de trois mois que la guerre était commencée, et déjà l'empire et ses hontes avaient reculé pour nous dans un lointain prodigieux. C'est à peine si nous nous souvenions plus de l'empire déchu que de Nabuchodonosor changé en bête ou de Pharaon englouti dans la mer rouge avec toute son armée. Il était sorti de notre mémoire, et la meilleure preuve de ce méprisant oubli, c'est le peu de succès qu'obtinrent les derniers *Fascicules.* Au lendemain de la République proclamée, le nouveau gouvernement avait résolu de publier, en petites brochures, qui reçurent le nom de *Fascicules,* les papiers trouvés aux Tuileries, afin d'étaler au grand jour les plaies de ce pouvoir à moitié pourri. Les premiers volumes s'enlevèrent et firent fureur. Il y avait comme un appétit de vengeance dans la curiosité qu'ils excitèrent. On était ravi de pénétrer ces mystères d'iniquité, de lever les voiles épais sous lesquels tous ces scandales se dérobaient aux yeux. C'est ainsi que les lettres de l'ex-empereur à Marguerite Bellanger, une courtisane célèbre,

et les réponses de la courtisane à l'empereur amusèrent tout le public parisien. Il y avait là dedans une histoire d'enfant supposé, et je ne sais quels tripotages abominables, où le premier président de la Cour de cassation semblait avoir joué un rôle peu digne. Notre malignité se repaissait avec joie de ces hontes. On lut aussi avec avidité les lettres qui nous révélaient ce que nous ne faisions que soupçonner : que la guerre du Mexique n'avait été entreprise que pour donner occasion au duc de Morny d'empocher quelques millions de primes tripotés avec l'aventurier Jecker ; d'autres nous apprenaient que Napoléon III avait été de toutes parts averti des forces immenses dont disposait l'Allemagne, et que sa folle déclaration de guerre n'avait pas même l'excuse de l'aveuglement. Peu à peu les publications, qui se succédaient, excitèrent une curiosité moins vive, bien qu'elles offrissent un intérêt à peu près égal. Mais chaque jour qui nous éloignait de ce temps d'infamie comptait pour nous comme un siècle. Et quand d'ignobles industriels, mettant ces scandales en caricatures, étalèrent leurs produits cyniques dans les passages les plus fréquentés, et crièrent au coin des boulevards : « La femme Bonaparte, ses crimes et ses amants, » quand on vit aux vitrines des libraires ces hideux portraits des hommes du second empire, déguisés, l'un en loup, l'autre en maquereau, un troisième en âne ou en porc, il y eut comme un sentiment universel de dégoût, et les journaux, se faisant les interprètes de la pudeur publique, demandèrent que l'on supprimât ces exhibitions, plus scandaleuses que les scandales qu'elles prétentaient châtier.

Les âmes, épurées par tant de malheurs, ne pouvaient

plus supporter ces ignobles spectacles. Nous devenions meilleurs, et nous allons voir le cœur des Parisiens se hausser encore et demeurer au niveau des événements terribles qui nous restent à conter.

CHAPITRE VIII

LA PROVINCE S'EST LEVÉE — BATAILLES SOUS PARIS — ON VA BOMBARDER

Vous vous rappelez ces vieilles légendes du temps passé, qui vous représentent le guetteur de nuit, épiant du haut du clocher si l'armée de secours arrive au loin pour débloquer la ville. Une foule immense s'est rassemblée au pied de l'église, et demande de temps à autre au veilleur s'il ne voit rien venir. On se désespère, on pleure, et déjà s'ouvre à tous les yeux la nécessité de se rendre, quand tout à coup l'homme de la tour jette un grand cri : « J'aperçois là-bas, tout là-bas, dans la plaine, un effroyable nuage de poussière qui s'avance. Au travers brille le fer des lances et le cuivre des casques... » et la population tout entière répond à cette bonne nouvelle par une longue acclamation de joie. On s'embrasse, on jure de mourir tous ensemble plutôt que de céder. La confiance et la joie sont revenues, et avec elles le courage et une invincible résolution de tenir jusqu'au bout.

Cette légende, du siècle d'Attila, est notre histoire, et peut-être est-elle aussi celle de toutes les villes assiégées. C'est le 15 novembre qu'il nous arriva, par voie de pigeons, une dépêche qui nous annonçait qu'une armée d'Orléans avait, sous les ordres d'Aurelle de Paladines, refoulé les Prussiens et repris Orléans. Non, rien ne peut donner une idée de l'émotion qui se répandit par toute la cité à cette nouvelle inattendue. Ainsi donc, il était vrai ! cette province que l'on croyait divisée, indifférente, hostile peut-être, elle avait, par un vaillant effort, rassemblé une armée, une vraie armée, une armée capable de lutter avec les Prussiens, de les battre même, et elle se trouvait, cette armée, à vingt-cinq lieues à peine de nous, sur les derrières de l'ennemi. L'heure de la délivrance avait sonné !

Ceux qui ne connaissent pas la merveilleuse élasticité du caractère parisien, qui n'ont pas observé avec quelle souplesse il rebondit de l'abattement le plus profond aux transports de l'exaltation la plus vive, ceux-là ne comprendront rien au revirement prodigieux qui se fit, en ce moment, dans tous les esprits. Tout fut oublié, les défiances, les misères, les haines et les désespoirs.

Il semblait que le pigeon messager nous fût arrivé, comme la colombe de l'arche, apportant dans son bec le rameau de l'espérance. Dans tous les cœurs brilla l'arc-en-ciel de la victoire. Le nom d'Aurelle de Paladines, profondément ignoré jusque-là et qui devait sitôt après retomber dans son obscurité, devint tout à coup célèbre. Tous les journaux en firent à l'envi un grand homme. Ils contèrent son inflexible amour pour la discipline, ses qualités d'organisateur, son habileté de tacticien. Ils

n'oublièrent pas ce détail pittoresque d'une balle que l'on n'avait pu extraire de son cerveau où elle s'était logée, et qui, lui roulant parfois dans la tête, donnait à sa physionomie une expression farouche. C'était un grand homme de guerre, un héros, le sauveur promis. On calculait déjà combien il lui faudrait de jours de combats pour nous donner la main; et tous, penchés sur la carte, armés d'aiguilles à têtes rouges, nous marquions d'avance ses étapes. Nous volions de victoires en victoires. La confiance était si ferme, que, dès le lendemain, nous éprouvames tous une sorte de déception, lorsque, ou vrant notre journal nous n'y lûmes point l'annonce d'un nouveau succès :

— Eh bien! mais, que fait donc Aurelle de Paladines ?

Nous trouvions qu'il n'allait pas assez vite. A défaut de pigeons, les canards s'abattaient par nuées sur le boulevard : Amiens est repris... Chartres également... Étampes va l'être... il l'est — Allons donc! Étampes ? — Puisque je vous le dis. — Et d'où tenez-vous cela ? — C'est un paysan, qui a traversé les lignes, et qui s'est arrêté dans une auberge à Montrouge. Il s'est rencontré là avec des soldats à qui il a conté le fait. — Et qu'est-il devenu ce paysan? — On le cherche.

Inutile de dire qu'on ne le trouvait pas. Ce qu'il y a eu durant ce siége, de paysans fantastiques, de facteurs invraisemblables, de braconniers de légendes, qui ont mis en circulation les bruits les plus absurdes, c'est à ne pas le croire. Le *Charivari* s'était amusé à faire une étude humoristique sur *l'homme qui a traversé les lignes*. L'*Officiel* ne cessait, aux sommations qui lui étaient faites de s'expliquer sur tous ces bruits, de répondre qu'il

ne savait rien de plus que ce qu'il avait affiché ; qu'aussitôt qu'une nouvelle lui parvenait, il la publiait, sans en rien garder que ce qui aurait pu compromettre les intérêts de la défense. Mais une fois lancée sur une voie, l'imagination des nouvellistes ne s'arrête pas aisément. Elle gagnait les victoires avec la même hâte dont elle entassait jadis défaites sur défaites.

Quelques personnes s'obstinaient à croire que toute espérance d'armistice n'était pas absolument perdue : elles allaient repétant un jour que M. Thiers n'avait pas quitté le quartier général prussien ; un autre, que lord Lyons avait repris, au compte de l'Angleterre, les négociations rompues. Ces on-dit qui, la semaine d'auparavant auraient jeté dans Paris une émotion profonde, passaient presque inaperçus. Le vent avait tourné. Un armistice ! pourquoi faire, un armistice ? qui a jamais songé à conclure un armistice ? C'est pour rire assurément ! La guerre à outrance, à la bonne heure ! Telle est l'étrange mobilité du Parisien, et son ardeur à se porter d'un élan impétueux et subit à tous les extrêmes.

Ainsi tout le monde se trouvait, comme au lendemain de l'entrevue de Ferrières, encore une fois d'accord pour recommencer la lutte. Il y avait une reprise universelle de confiance et de bonne humeur ! On était si heureux d'avoir senti, quoique de loin, battre enfin le cœur de la province ! Cette province, il faut le dire, c'était elle bien plus que Paris qui était responsable de la terrible guerre que nous subissions. Elle l'avait votée deux fois : la première, en nous envoyant une écrasante majorité en faveur du plébiscite impérial, et en donnant ainsi, malgré Paris et les Parisiens, un nouveau blanc-seing au gou-

vernement qui avait fait l'expédition du Mexique ; et la seconde fois, par l'intermédiaire de ses députés, quand ceux-ci étouffèrent la voix des représentants de Paris, qui demandaient qu'on réfléchît au moins vingt-quatre heures avant de jeter la France dans une nouvelle aventure plus périlleuse que toutes les autres. Il était donc juste qu'elle nous vînt en aide ; que, dépouillant ses vieilles défiances contre la capitale, elle ne demeurât pas cantonnée, chacun dans son petit coin, nous laissant nous débrouiller tout seuls, avec ce mot d'égoïste encourageant : Tire-toi de là si tu peux !... Non, la province ne saura jamais quel gré nous lui avons su d'avoir autrement compris son devoir. Ce n'est pas seulement une patriotique reconnaissance que nous avons sentie pour elle à cette heure, c'est le plaisir de la voir dignement remplir des obligations qu'elle s'était créées elle-même. Sauvés, c'était déjà beaucoup ; mais sauvés par elle, dont nous avions douté, par elle, que nous avions eu la douleur d'accuser d'ingratitude ! Ainsi la France se retrouvait entière, et par-dessus les lignes prussiennes, Paris et la Province, si longtemps divisés, s'envoyaient de la main un salut cordial et un geste d'encouragement.

Ce ne fut qu'un cri dans toute la population : Ils viennent à nous ; allons à eux. Il faut absolument faire une sortie. En avant ! nous sommes quatre cent mille, et quatre cent mille hommes passent toujours ! Ainsi disait la foule, et M. Trochu n'en hésitait pas moins. Cet honnête militaire, aussi intelligent que loyal, ne se payait pas de mots. Il savait bien que quatre cent mille hommes ne sont pas quatre cent mille soldats, et que le patriotisme le plus déterminé ne suffit pas à faire de bonnes

troupes. Ceux sur qui l'on pouvait le plus compter, les marins, n'étaient pas fort nombreux, et il en fallait garder pour les forts, dont ils servaient l'artillerie. La garde mobile se composait d'éléments très-divers. Il était permis sans doute de faire fond sur elle pour un coup de collier ; tous les hommes qui la composaient, d'où qu'ils vinssent, ne demandaient qu'à en finir ; mais tous n'étaient pas également exercés et rompus aux manœuvres. Soit mollesse de la direction générale, soit goût d'indiscipline chez les officiers, qui ne savaient pas leur métier ou ne se donnaient pas la peine de le faire, ces cent mille jeunes gens, si brave que chacun d'eux fût individuellement, ne s'étaient pas fondus en une armée aguerrie, où chaque soldat sent le coude du voisin, où chaque bataillon a confiance dans celui qui le précède et dans celui qui le suit, où, tous animés d'une même foi et d'une même ardeur, obéissent aveuglément au chef qui les conduit à la bataille. Ils estimaient leurs généraux ; mais ces messieurs n'avaient pas ce tour d'imagination qui plaît aux foules et les enlève. Ils ne trouvaient pas à point nommé le mot qui excite, et ils en avaient souvent de malheureux. Les bulletins, où l'on contait chaque jour au public les incidents de la nuit, étaient rédigés d'un style triste. C'était une plaisanterie qui courait le camp, de dire en parlant de M. Trochu et de son chef d'état-major, M. Schmitz, le général *De Profundis* et le colonel, *Contre-Ordre*. Ces deux sobriquets en disent plus que toutes les réflexions du monde sur les dispositions de la Mobile. Elle n'était commandée ni avec cette héroïque allégresse qui allume les joyeux dévouements, ni avec cette exactitude et cette fermeté de disci-

pline qui inspire la confiance. Elle avait pour chefs de braves gens, très-décidés à bien faire leur devoir, mais qui voyaient en plein les périls de la situation et ne croyaient pas qu'il fût possible de les surmonter ; pour officiers, des hommes ou peu instruits ou dégoûtés. Il est bien entendu que je parle en général ; car j'ai eu le plaisir à Paris de connaître nombre de jeunes gens très-enthousiastes, enragés de patriotisme, et qui savaient communiquer à leurs hommes la flamme dont ils étaient pleins : ils formaient l'exception ; il est vrai qu'il n'eût fallu qu'un rayon de succès pour transformer les autres, et les animer du même feu.

La garde nationale n'était encore à ce moment-là qu'un tumultueux chaos de bonnes volontés que le désordre rendait inutiles. Si, dès le premier jour du siége, un organisateur d'élite eût tiré de cette foule armée les hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans, mariés ou non mariés, comme un décret applicable à toute la France lui en donnait le droit, les eût équipés, instruits et unis en corps de troupes, il en eût formé une armée excellente. On eût gardé les autres pour le service peu fatigant des remparts et des portes, dont ils se fussent acquittés, comme ils le firent, avec un zèle qui ne se démentit jamais. Mais était-ce bien la peine d'être jeune, instruit, décidé à bien faire, pour se promener, deux ou trois fois par semaine, l'arme au bras, sur un bastion que personne n'attaquait? Les journaux ne cessaient de répéter chaque jour, avec la plus vive insistance, au général Trochu : Faites ce que vous voudrez de la garde nationale, mais faites-en quelque chose. En laissant confondus ainsi, dans un même tas énorme,

jeunes et vieux, soldats émérites et bourgeois obèses, sous des chefs qu'ils se sont choisis un peu au hasard, vous n'aurez jamais sous la main qu'une multitude armée, et non une armée, un troupeau, et non une troupe.

Pourquoi le général Trochu tarda-t-il si longtemps à prendre un parti sur cette question? Est-ce parce que, ne croyant pas à la possibilité de prolonger le siége, il ne pensait pas avoir le temps d'organiser jamais la garde nationale? Est-ce parce qu'il n'avait, en sa qualité d'ancien militaire, qu'une confiance médiocre aux services qu'on en pouvait attendre, même après qu'on l'aurait reformée? Ne serait-ce pas plutôt que, par la nature de son esprit, il était lent à se décider, incapable de pousser vivement dans plusieurs sens à la fois, et qu'il n'aimait à commencer une chose qu'après avoir achevé celle qu'il était en train de faire? Aucune de ces suppositions n'est impossible, et peut-être sont-elles toutes également vraies.

La plupart des mesures qui furent prises durant ce blocus par l'autorité, le furent sous l'irrésistible pression de l'opinion publique. Au lieu que c'est ordinairement, dans une ville assiégée, le commandant qui anime et entraîne la population civile, ce fut ici le peuple qui, avec une énergie toujours croissante, poussa le général en chef à l'action. Le décret sur l'organisation des compagnies de guerre tirées de la garde nationale parut enfin le 9 novembre, plus de cinquante jours après l'arrivée des Prussiens sous Paris. Il était si mal rédigé que personne n'y comprit rien. Il fallut l'expliquer par des circulaires, et les officiers furent chargés ensuite de commenter les

circulaires, qui n'étaient pas beaucoup plus claires que le décret. Gâchis d'idées, gâchis de style.

Ce décret ne formait pas de nouveaux bataillons ; il réorganisait, en y établissant des distinctions nouvelles, ceux qui existaient déjà. Chaque bataillon était, dans le principe, composé, suivant son effectif, de huit à dix compagnies ; le nouveau décret y ordonnait l'organisation de quatre compagnies, dites *de guerre,* que l'on composait en prenant : 1° les volontaires de tout âge ; 2° les célibataires ou veufs sans enfants, de vingt à trente-cinq ans ; 3° les célibataires ou veufs sans enfants, de trente-cinq à quarante-cinq ans ; 4° les hommes mariés ou pères de famille, de vingt à trente-cinq ans ; 5° les hommes mariés ou pères de famille, de trente-cinq à quarante-cinq ans. C'étaient là bien des complications de catégories, quand il y avait une loi si simple qui disait : Tout Français de vingt-cinq à trente-cinq ans est soldat. Les réclamations tombèrent dru comme grêle ! Je n'en cite qu'une, parce qu'elle fut une des grosses difficultés du moment. On se rappelle qu'il y avait dans la garde nationale des bataillons que l'on distinguait les uns des autres par le titre d'*ancien* et de *nouveau.* Les anciens bataillons se composaient presque tous de gens mariés, et les nouveaux de célibataires. Les premiers épuisaient donc très-vite les quatre premières catégories, tandis que les seconds ne touchaient même pas à la troisième ; en sorte que tel homme marié de quarante-cinq ans était forcé de marcher dans un ancien bataillon, tandis qu'un jeune homme de trente-cinq ans, vigoureux célibataire, s'il faisait partie d'un nouveau bataillon, restait à jouer son whist dans un des postes de Paris

— Eh bien! disaient les circulaires, vous ferez des virements d'un bataillon à l'autre!

On voit d'ici tous les inconvénients du système! Sans compter qu'il fallait enlever à ceux qui demeuraient dans la garde nationale sédentaire les fusils perfectionnés dont la plupart étaient armés, pour les donner aux compagnies de guerre. Les échanges ne se firent pas partout de bon gré. Telle compagnie de patriotes, aussi ardente de langage que sédentaire de nom et de fait, répondait fièrement, comme Léonidas, quand on lui parlait de céder ses fusils :

— Viens les prendre!

— Mais vous n'en faites rien, et vous n'en pourrez rien faire.

— Qui sait?

Il y avait donc des tiraillements. Tout finit par s'arranger tant bien que mal, grâce au bon vouloir de la bourgeoisie parisienne. On organisa, on équipa, je n'ose pas dire qu'on instruisit un certain nombre de compagnies de guerre. C'étaient presque tous de braves gens, peu habitués aux fatigues d'une campagne, mais résolus, et qui sentaient qu'il fallait combattre *pro aris et focis*. Ils ne se faisaient pas illusion sur les services qu'ils pouvaient rendre, et savaient bien qu'en bataille rangée leur ignorance des manœuvres les réduiraient à n'être qu'une force de réserve; mais ils se disaient qu'aux tranchées et aux avant-postes, ils relèveraient les *lignards* et les *moblots*; et que, les dégageant de ce service très-pénible, ils leur rendraient, pour d'autres opérations plus importantes, la liberté de leurs mouvements. Peut-être n'usa-t-on qu'avec trop de discrétion de leur zèle. On

les comblait de compliments ; on les citait à l'ordre du jour. On les exaltait outre mesure. On affecta de faire grand bruit de la première sortie, à laquelle prit part un de ces bataillons de formation nouvelle. C'était le 72e, qui, le 24 novembre, à deux heures, était allé, conjointement avec le 4e des éclaireurs de la Seine, occuper le village de Bondy, sous le commandement du capitaine de frégate Massion. « L'entrain du 72e bataillon, disait le rapport officiel, a été tel qu'il a franchi les barricades de Bondy, refoulé l'ennemi d'arbre en arbre, sur la route de Metz et le long de canal de l'Ourcq. Il n'a eu que quatre blessés... » On se borna, pour la garde nationale de marche, à ces encouragements de parade. On ne sut point, par une répartition bien entendue des vivres et des fatigues, en lui faisant toucher au doigt la nécessité des services qu'on exigeait d'elle, en agissant sur son moral par la persuasion, tirer de ces troupes, qui fussent devenues excellentes et très-solides, le parti sérieux qu'il eût été permis d'en attendre.

En dehors de l'armée régulière, ligne et mobile, de la garde nationale, mobilisée ou sédentaire, un historien du siége de Paris ne saurait oublier les *corps francs*. La formation des corps francs date du commencement même de la guerre. C'étaient, comme leur nom l'indique assez, des compagnies de volontaires qui s'habillaient à leur guise, s'équipaient à leurs frais et combattaient à leur fantaisie. Aussitôt après nos premiers désastres, l'opinion s'était vite accréditée dans le public que, s'il était insensé de tenir en masse contre une armée aussi terriblement homogène et disciplinée que l'armée prussienne, on pouvait bien faire avec grand avantage aux ennemis

une guerre de partisans, couper leurs convois, surprendre leurs détachements en marche, les harceler sans cesse et les inquiéter sur leurs flancs et sur leurs derrières; en un mot, les détruire en détail. Ces façons de batailler plaisaient fort à notre humeur aventureuse; aussi, nombre d'anciens soldats et de jeunes gens s'étaient-ils empressés de s'enrôler dans ces corps francs, où l'on avait moins d'exactitude dans la discipline à craindre, plus de variété et d'imprévu dans les combats à espérer. Ce fut alors sur nos boulevards comme un carnaval des costumes les plus fantaisistes. Quelques-uns de ces corps avaient adopté un habillement sévère; mais d'autres s'étaient déguisés en brigands d'opéra-comique. Les plumes au chapeau, les ceintures multicolores, les bottes à revers, les liserés et les galons les plus extravagants, les glands, les torsades d'or étincelaient sur tous ces beaux fils, *que c'était comme un bouquet de fleurs.* On ne songeait point à trouver tout cela ridicule, et ils semblaient fort contents de leur personne. C'était le temps où l'on s'amusait encore. Très-braves, au reste, et très-déterminés tous, ou du moins presque tous. Il faut bien faire une restriction pour ceux qui préférèrent fuir, dans les rangs des volontaires, où ils ne paraissaient que de nom, les devoirs plus sérieux de l'enrôlement ordinaire. Quelques-uns de ces corps libres se firent rapidement un nom, même avant le siége; ainsi, les francs-tireurs de la ville de Paris, plus connus sous le nom de francs-tireurs Lafont-Mocquart, qui partirent 960 pour Sedan et revinrent 167; les francs-tireurs Arronshon, qui s'échappent de Paris avant l'investissement, se

signalèrent à la prise de Châteaudun par une défense héroïque.

Il semblait qu'une fois Paris bloqué, les francs-tireurs n'eussent plus aucune raison d'être. Il fut, en effet, question, dans les conseils de la défense, de fondre dans l'armée régulière ceux qui existaient déjà, et de ne plus permettre à de nouveaux corps de se former ainsi. Mais là, comme ailleurs, on ne sut pas prendre un parti décisif. On n'osa point toucher à ces bataillons, qui avaient pour eux de plaire au public, de chatouiller son imagination, de mettre en mouvement beaucoup de bons vouloirs qui seraient peut-être demeurés inactifs dans l'armée régulière, d'exciter par l'imitation les soldats et les mobiles. Mais on s'efforça en même temps de les faire rentrer, le plus qu'on pourrait, dans les cadres des opérations projetées. On se mit en travers de leur initiative, ou, si on les y abandonna, ce fut insouciamment, et sans trop compter sur eux. On les accusait de désordre, parce qu'ils n'avaient pas le respect sacro-saint du bouton de guêtre. Mais il eût fallu, puisqu'on se résignait à accepter leurs services, le faire très-franchement, et les pousser à ces coups de main aventureux qui demandaient plus de promptitude et d'audace que de discipline.

M. Trochu ne dissimulait pas la mauvaise humeur que lui causaient parfois ces auxiliaires dont le concours était si intermittent et si désordonné. Il se trouva, dans les derniers jours de novembre, un brave homme de guerre, ancien capitaine, M. Beaurepaire, qui se mit à prêcher dans tous les clubs de Paris une sorte de croisade. Il demandait douze mille volontaires francs-tireurs, et se

faisait fort de passer, à leur tête, à travers les lignes ennemies, et de tomber ensuite sur les derrières des Prussiens, en leur faisant une guerre implacable de partisans. Il parlait avec beaucoup de conviction et d'éloquence, et il avait réuni, à ce qu'il paraît, sa petite armée d'adhérents. Il lui fallait l'autorisation du gouverneur. M. Trochu commença par l'accorder, puis la refusa, se fondant sur les embarras et les ennuis qu'avaient toujours causés les corps francs à la défense.

Il est certain qu'à Paris ils étaient moins utiles que dans les Vosges et les Ardennes. Il y en avait pourtant un grand nombre de reconnus par l'autorité. Parmi eux quelques-uns de très-sérieux : ainsi dans l'artillerie, *les batteries de l'École polytechnique*, commandés par M. Manheim, et *les Servants des mitrailleuses,* qui avaient pour chef M. Pothier, chef d'escadron d'artillerie ; dans le génie, *la Légion des Volontaires*, commandant Flachet, et *le Bataillon des mineurs auxiliaires,* commandant Jacquot ; dans l'infanterie et la cavalerie, il y en avait tant que je ne saurais nommer que les plus célèbres : *les Amis de la France*, que l'on remarquait pour leur costume marron, austère tout à la fois et spirituellement coquet ; *les Éclaireurs Franchetti*, qui tiraient leur nom de celui de leur commandant, un brave et loyal garçon, qui fut tué d'un éclat d'obus en portant un ordre, et dont la perte excita d'universels regrets ; *les Tirailleurs parisiens*, commandés par M. Lavigne, et *les Tirailleurs de la Seine*, commandés par M. Dumas ; *les Éclaireurs parisiens*, *les Éclaireurs de la Garde nationale*, *les Carabiniers parisiens*, *les Cavaliers de la République*, et tant d'autres ; car ce serait une énuméra-

tion aussi longue que celles d'Homère. Il serait assez difficile d'apprécier d'une façon exacte le chiffre total de ces différentes légions ; le ministère de la guerre lui-même ne les connaissait qu'approximativement. Le tout réuni formait bien de 15 à 18,000 hommes. Chacun de ces corps aura, le siége fini, des histoires à conter ; car il n'en est pas un seul qui ne se soit signalé par de hauts faits d'armes ; mais le génie exact et froid de M. Trochu et l'esprit de bureaucratie routinière de son état-major empêchèrent qu'on n'appliquât cette force où elle aurait eu le plus d'action.

On voit par cette analyse à quoi se réduisaient dans la réalité ces quatre cent mille hommes, qu'on jetait sans cesse au nez du gouverneur de Paris, en lui demandant une trouée, coûte que coûte. Il sentait bien que ces quatre cent mille hommes ne valaient pas quatre-vingt mille vrais soldats, et son malheur était de le sentir trop, sans trouver en son génie tout ce qu'il eût fallu de ressources, d'activité, d'énergie et de foi brûlante pour transformer en vrais soldats ces quatre cent mille hommes.

Un point sur lequel toutes nos inquiétudes n'étaient pas dissipées, c'était celui de l'armement. L'opinion publique avait été prodigieusement émue de la supériorité dont l'artillerie prussienne avait fait preuve à Reichshoffen et à Sedan. On avait mis jadis Solferino au compte des canons rayés, Sadowa au compte des fusils Dreyse ; on attribuait tous nos désastres aux canons se chargeant par la culasse. — « Pourquoi n'avons-nous pas des canons se chargeant par la culasse ? Il nous faut des canons se chargeant par la culasse ! Ils en ont qui portent à cinq mille mètres ; fabriquons-en qui portent à six mille... »

Les journaux, et parmi eux le *Temps* et l'*Opinion nationale,* entamèrent cette campagne avec une vigueur extrême. Ils revinrent tous les matins sur la nécessité de nous fabriquer une artillerie nouvelle, et leur insistance n'eut d'égale que la force d'inertie déployée par les membres du comité d'artillerie. Je ne prends point parti dans cette lutte, ne connaissant rien du tout à la question. Je rapporte, en bon bourgeois de Paris, ce qui se disait dans le public. Il y avait deux petites églises, horriblement jalouses l'une de l'autre, l'une au Conservatoire des Arts-et-Métiers, où l'industrie civile, sous la direction de M. Tresca, ne parlait que de nouveaux engins; l'autre à Saint-Thomas-d'Aquin, où le comité d'artillerie, le général Guiod en tête, déclarait que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes, qu'il était impossible de trouver un canon supérieur au canon français, et qu'en tout cas la fabrication des canons n'était pas chose à s'improviser; qu'il fallait voir, réfléchir, comparer, attendre...

Attendre! mais nous n'avons pas le temps d'attendre, criait M. Tresca exaspéré, et tous les journaux, et le public en chœur, répétaient le refrain populaire :

Il nous faut des canons se chargeant par la culasse.

M. Trochu, sur une question aussi capitale, aurait dû tout de suite prendre parti pour ou contre. Il hésitait, tergiversait! Avoir contre soi un comité tout composé d'illustrations, sorties de l'École polytechnique, cela était cruel, et il n'envisageait qu'avec effroi, lui, parvenu d'une révolution, cette responsabilité redoutable. Il était

trop militaire pour ne pas s'incliner, malgré lui, devant les supériorités hiérarchiques. Et d'un autre côté, que faire sans canons ?

Là, comme partout, ce fut le public qui, pesant sur les chefs, les força d'agir. Il se forma de tous côtés des souscriptions pour faire cadeau d'un canon au gouvernement. Chaque bataillon de la garde nationale, chaque corps d'état donna le sien. Il s'organisa sur la plupart des théâtres des représentations dont le produit était destiné à fondre des canons. Les canons recevaient des noms qui rappelaient quelques-unes des circonstances du don ; on les offrait avec accompagnement de tambours et de musique et de harangues officielles. Ils traversaient Paris, qui les saluait avec enthousiasme. C'était comme une victoire de l'opinion publique. Car ces canons se chargeaient par la culasse, et ils avaient été fabriqués par l'industrie privée. Parmi les premiers fondus, quelques-uns éclatèrent ou se fendirent. Il paraît que M. Tresca avait mis à se passer des conseils et de l'aide des jeunes officiers d'artillerie autant d'obstination que le général Guiod en mettait à repousser les services de l'industrie privée. Il avait tout voulu faire seul, et il y a une foule de détails sur lesquels toute la bonne volonté du monde ne remplace pas l'expérience acquise. L'accord se fit peu à peu entre ces rivalités, et les canons de sept, des canons excellents, des canons se chargeant par la culasse, des canons supérieurs à l'artillerie de campagne que pouvaient nous opposer les Prussiens, sortirent par centaines de l'usine Cail, transformée en fonderie, et des ateliers de M. Flaud. Ce canon de sept s'appelle aujourd'hui le canon Reffye, du nom de son inventeur, qui en

fit fabriquer à Paris les premières pièces, sous la direction du commandant Pothier.

En même temps que des canons, on se mit à fabriquer à force des mitrailleuses, une autre invention du même colonel Reffye. C'était, à cette époque-là, pour tout Parisien, un spectacle à voir que celui de l'usine Cail. Il n'y a pas un de nous qui n'ait assisté aux opérations diverses que nécessite la mise en état d'un canon; qui n'en ait vu quelques-uns sortir du moule, où ils avaient bouillonné longtemps sous forme de lave; qui ne les ait admirés, avec étonnement, sur les tours où ils tournaient comme de monstrueux gigots de bronze à la broche; qui n'ait repu sa curiosité de ces merveilles, si nouvelles pour lui. Les mitrailleuses n'excitaient pas moins de surprise. C'était une fête d'être invité aux expériences où on les essayait. Rien de plus étrange que ce bruit sinistre de la mitrailleuse, qui donne à l'oreille la sensation d'une étoffe de soie déchirée vivement et d'un seul coup.

A cette artillerie improvisée, il faut en joindre une autre, qui intéressa singulièrement les Parisiens, et devint bientôt matière à légende. Ce fut celle que portait la flottille de la Seine. Cette flottille était arrivée de Toulon par chemin de fer; et on l'avait installée à l'île du Cygne, où nous sommes tous allés lui rendre visite. C'étaient des batteries flottantes, dont chacune avait 2 canons de quatorze portant à 5,500 mètres et des espingoles. L'équipage était de quarante hommes, commandés par un lieutenant de vaisseau. Toute cette flottille obéissait aux ordres du commandant Thomasset (1), un marin

(1) Il a depuis été nommé contre-amiral.

énergique, dont le nom fut bientôt populaire parmi nous.

A côté de ces batteries, la canonnière du lieutenant Farcy agissait isolément. Le lieutenant Farcy et sa canonnière étaient à Paris l'objet d'un de ces engouements, comme on n'en a que dans cette ville. Cette canonnière se composait d'une énorme pièce de canon, portée sur un affût à pivot, d'une légèreté si extraordinaire, qu'elle pouvait, profitant du moindre tirant d'eau, s'embusquer dans des bras de rivière, où ne pénétrait aucune autre batterie, et de là, fouiller dans tous les sens, sous tous les angles, les bois où se dissimulaient les grand'gardes ennemies. On prêtait à son capitaine les coups les plus audacieux, et il ne se passait guère de semaines où l'on ne demandât pour lui, dans les journaux, ou une élévation de grade, ou une récompense honorifique. Ce fut comme un deuil dans la ville, quand on apprit, vers le mois de janvier, que la canonnière Farcy avait été démontée, et la pièce transportée dans un des forts pour répondre au bombardement ouvert et contre-battre une batterie prussienne.

Ce tableau ne serait pas complet si je ne parlais pas de *Joséphine* et de *Marie-Jeanne*, et d'autres pièces à longue portée, qui avaient emprunté leur nom au calendrier. *Joséphine* a été longtemps célèbre. C'était un canon énorme, disposé au bastion de Saint-Ouen, et dont la portée dépassait, dit-on, neuf mille mètres. Quand on entendait de gros coups, on disait : Oh ! oh ! c'est *Joséphine* qui crache ; ou : Voilà *Joséphine* qui soupire. Les Prussiens se sont frottés à *Joséphine* et il leur en cuit. — Banville, le poëte du siége, avait chanté *Joséphine* en jolis vers, qui furent récités en plein théâtre. Pour-

quoi la vogue à *Joséphine* plutôt qu'à *Marie-Jeanne* ou à *Cunégonde?* Mystère! la mode souffle où il lui plaît. Les marins souriaient paternellement à cet enthousiasme. Ils ont été, ces marins, la coqueluche de Paris durant tout le siége. Je ne parlerai pas des services qu'ils ont rendus à la défense; ces services sont immenses. Ce sont eux qui ont mis en état, qui ont *paré*, comme ils disent, les forts dénués de tout quand ils les ont occupés; ce sont eux qui ont donné l'exemple d'une discipline exacte, d'un courage invincible, d'une mâle et joyeuse énergie. Mais ce qui a surtout étonné les Parisiens, c'est la politesse exquise et l'instructiou profonde des officiers de marine, depuis l'amiral jusqu'au moindre lieutenant; c'est la distinction de leurs manières et l'élévation de leur langage. Quel contraste avec les vieilles culottes de peau de l'armée de terre! Nous en avons été saisis tous! Je me souviens du succès qu'obtinrent ces troupes d'élite, quand on les vit défiler dans Paris pour la première fois. Nous avions les yeux pleins du lamentable spectacle de la ligne décimée et des mobiles en blouse. Quand nous vîmes ces hardis compagnons, d'un air si résolu, d'un aspect si pittoresque, avec leurs chapeaux en cuir à bords rehaussés, et leur col de chemise rabattu sur leurs épaules, il n'y eut qu'un cri: Voilà des hommes, et de vrais hommes! et leur physionomie était si rassurante! elle respirait une telle confiance! Ah! si toute notre armée leur eût ressemblé!

Elle était loin de ce modèle; on le sait assez par les détails où nous venons d'entrer sur chacun des éléments qui la composaient. N'importe! le vent était à la confiance! Il faut en finir; c'est le mot qui allait de bouche

en bouche, et tous les cœurs se gonflèrent d'espérance et de joie, quand, le 29 novembre au matin, on lut sur les murs de Paris une proclamation du général Ducrot, qui nous annonçait que le moment était enfin venu de rompre le cercle de fer dont nous étions entourés... Les débuts seront difficiles, disait le général, et il y aura un vigoureux effort à faire; mais il n'est pas au-dessus de nos forces. Plus de 400 canons, dont les deux tiers au moins du plus gros calibre, accompagneront l'armée, qui se composera de plus de 150,000 hommes, bien armés, bien équipés, abondamment pourvus de munitions. — « Pour moi, ajoutait Ducrot en terminant, je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux ; vous pourrez me voir tomber ; vous ne me verrez jamais reculer. Alors, ne vous arrêtez pas ; mais vengez-moi ! »

A ce noble et patriotique langage, toute la ville tressaillit d'une émotion sainte. De quel cœur nous souhaitâmes bonne chance à ces braves gens, qui s'en allaient, gaiement et le sac au dos, payer de leur vie la victoire et la délivrance ! Ceux qui ont vu ces journées de fièvre ne les oublieront jamais ! La population tout entière dans les rues, les uns sur les boulevards, les autres aux différentes barrières, par où pouvaient revenir, avec des blessés, les bruits de la bataille ; une foule énorme se pressant à la mairie de la rue Drouot, qui était comme le quartier général des nouvelles. Il n'entre pas dans mon plan (je l'ai déjà dit) de conter les opérations de guerre ; outre que je ne me connais pas en ces sortes de choses, la vérité serait bien difficile à démêler à travers les récits des témoins oculaires, dont chacun a presque toujours vu le contraire du voisin.

L'action s'engagea le 29 au matin ; les troupes du général Vinoy attaquèrent au sud de Paris les deux positions de la Gare-aux-Bœufs et de l'Hay, et les enlevèrent avec beaucoup de résolution. Ordre fut donné à la division qui occupait l'Hay de se replier ; les Prussiens s'élancèrent alors sur le village et furent aussitôt criblés de toutes parts par les batteries des Hautes-Bruyères. Ils perdirent beaucoup de monde et furent obligés de se retirer des crêtes. C'étaient là d'excellents résultats, et qui comblèrent de joie les Parisiens, quand ils arrivèrent d'heure en heure par lambeaux dans la grande ville.

C'est ce moment qu'un journal du soir, dans un entre-filets, choisit pour annoncer que l'entreprise brillamment entamée le matin, avait échoué le soir d'une façon malheureuse. Il y eut un cri de douleur et de rage. D'où tenait-il une nouvelle si grave ? Et si elle était exacte, pourquoi la cachait-on ? Il n'y en avait qu'une partie de vraie. Le général Ducrot, chargé du rôle principal dans l'ensemble des opérations, n'avait pu l'accomplir. Il devait passer la Marne sur un pont de bateaux, et le fleuve ayant grossi par une crue subite, il n'avait pu arriver à temps. C'était un retard fâcheux ; car l'attaque de Vinoy n'était dans le plan général qu'une diversion, et le succès obtenu du côté de l'Hay ne servait plus de rien si l'armée de Ducrot n'était pas assez vite prête.

Elle passa la Marne le mercredi 30, et, poussant devant elle l'armée prussienne qui était retranchée sur de fortes hauteurs, elle s'empara pied à pied des positions que l'ennemi occupait, et le soir enfin, grâce à l'arrivée de renforts conduits par le général d'Exéa, elle s'installa sur le plateau de Villiers. Les Prussiens s'étaient reti-

rés, nous laissant deux canons, leurs blessés et leurs morts. C'était la première fois, depuis ce malheureux siége, que nous apprenions un succès ; je parle d'un succès important, réel. La joie fut immense à Paris. On portait aux nues le général Ducrot, qui s'était battu comme un lion, et avait, dit-on, déployé les qualités de sang-froid et de coup d'œil d'un général. On faisait réparation d'honneur à Trochu, qu'on s'accusait d'avoir mal jugé. C'est lui, écrivaient les journalistes repentants, qui du néant a tiré cette armée, qui a rendu possible la victoire d'aujourd'hui. La victoire ! ce nom sonne si harmonieusement aux oreilles françaises, et nous en étions depuis si longtemps déshabitués !

Pendant que cette action principale s'achevait si heureusement, d'autres opérations secondaires s'étaient poursuivies à droite et à gauche, sur tout le périmètre de l'Est, avec des succès divers. Ainsi, sur la droite, la division Susbielle, qui avait enlevé d'abord le plateau de Montmesly, n'avait pu tenir ensuite contre des forces supérieures et s'était retirée à gauche ; on s'était battu au Drancy, sans grand résultat.

Mais qu'importait cela ! Au centre nous étions restés maîtres ; nous couchions sur les positions conquises, dans les draps de l'ennemi.

Quelle nuit de triomphe ! Je me souviens que je la passai au *Moulin-de-la-Galette*, un petit observatoire juché sur le haut de la butte Montmartre, d'où M. Bazin, le célèbre inventeur des appareils électriques sous-marins, éclairait avec une machine puissante toute l'immense plaine de Gennevilliers depuis le Mont-Valérien jusqu'au fort de la Briche. On avait mis là, depuis le

commencement du siége, un poste de gardes nationaux, où je venais d'être agrégé. Que de jolies heures j'y ai passées, contemplant de ce point élevé le vaste panorama qui s'étendait sous nos yeux : Paris à nos pieds, et bien loin, à perte de vue, cette longue ligne de hauteurs, occupées par les Prussiens, et que le fort Valérien semblait défier de sa masse sombre ! Le soir, c'était un spectacle féerique, que tout Paris est venu voir. M. Bazin projetait, au loin, sur la campagne, un énorme rayon de lumière électrique. Le rayon, passant par-dessus la ville, plongée dans une ombre épaisse que piquaient des milliers de feux, enlevait en blanc les toits des maisons, et tombant sur quelques arbres éloignés les faisait saillir de la nuit avec des formes étranges; on eût dit un décor de la *Biche au Bois*. Vers une heure du matin, une estafette accourut nous dire que les Prussiens tentaient par le pont de Bezons une attaque de nuit sur la plaine de Gennevilliers, et donna ordre de fouiller les environs avec la lumière électrique. Avec quelle joie d'enfant nous dirigeâmes le jet sur le point indiqué ! « Vlan ! dans l'œil ! » disions-nous, répétant une plaisanterie alors à la mode à Paris. Je demande pardon au lecteur de rappeler ces souvenirs tout personnels ; mais c'est de mes longues stations à ce poste qu'est né ce livre, c'est là que j'ai rencontré l'éditeur qui m'a engagé à l'écrire ; et si le récit de ces impressions du siége est exact, c'est que j'ai pu le soumettre au contrôle des Parisiens que j'avais pour camarades de chambrée au Moulin-de-la-Galette.

Toute la journée du 1er décembre fut employée à relever les blessés et à se fortifier dans les positions que

nous venions de prendre. Tout le monde s'attendait à un retour offensif des Prussiens, et l'on songeait, avec des transports de joie, que cette affreuse date du deux décembre allait être enfin effacée de notre mémoire par un souvenir glorieux. Le 2, en effet, les Prussiens revinrent avec des forces énormes et une artillerie formidable. Ils attaquèrent avec furie, firent plier d'abord nos troupes, qui, bientôt remises de leur premier émoi, enlevées par le général Ducrot, repoussèrent définitivement, après un combat de sept heures, l'effort de l'ennemi et gardèrent le plateau.

Ce fut une victoire, et plus considérable même que nous ne le crûmes au premier moment. Car plus tard, quand il nous fut donné de lire dans les journaux allemands le récit de cette bataille, nous apprîmes avec étonnement qu'elle leur avait coûté plus de monde que celle de Gravelotte, qui avait été si terrible sous Metz. Ils évaluaient leurs pertes à quinze mille hommes. Ils avaient été fauchés par les mitrailleuses, qui en couchaient par terre des rangées entières. Notre artillerie nouvelle avait prouvé là une supériorité qui nous promettait beaucoup pour l'avenir. Si l'on n'illumina point dans Paris, c'est d'abord qu'on n'avait pas beaucoup de gaz à dépenser en niaiseries, c'est ensuite qu'on était devenu plus sage et qu'on se rappelait les écoles déjà faites. Mais la joie n'en fut pas moins profonde et intense : — Ah ! c'est donc le commencement de la fin !

On avait fait les premiers pas vers cette route de l'Est, et soit qu'on voulût pousser plus avant de ce côté, soit qu'on portât sur la route d'Orléans et la position de Choisy tout l'effort ultérieur des troupes, la délivrance

était au bout. Aussi fut-on fort surpris, et de la façon la plus désagréable, quand le lundi 4 décembre on lut, sur les murs de Paris, une proclamation du général Ducrot, où il expliquait à ses soldats qu'il leur avait fait repasser la Marne pour ne pas les engager dans une lutte meurtrière et inutile ; mais que le repos serait de courte durée, et qu'ils devaient s'attendre à de nouvelles épreuves. Il avait beau couvrir cette retraite de louanges flatteuses pour la bravoure de ses soldats, ce n'en était pas moins une retraite. Ainsi donc on abandonnait de son plein gré les positions conquises ; mais alors à quoi bon les emporter au prix de tant de sang ? Nous avions vaincu ; mais cette victoire stérile ne nous procurait donc pas plus d'avantages qu'une défaite ? Trochu avait-il reconnu qu'il serait impuissant à percer plus avant la ligne ennemie ? avait-il appris, par de secrets messagers, qu'Aurelles de Paladines, à qui il comptait donner la main, avait reculé, et craignait-il, la trouée une fois faite, de tomber dans le vide ? Autant de points d'interrogation que se posait le public, et auxquels il ne trouvait point de réponse.

Cette reculade imprévue n'eut pourtant pas sur l'opinion l'effet désastreux qu'on en pouvait attendre. Nous étions flattés d'avoir tenu bon contre les vieilles troupes de Prusse, d'avoir passé et repassé, sous leurs yeux, un grand fleuve, sans qu'ils osassent inquiéter ce mouvement. Ce n'était, pensions-nous, que partie remise. Le vent soufflait toujours au beau fixe de l'espérance. Les bruits les plus favorables et les plus étranges circulaient dans la ville en fête. On contait que la flotte prussienne avait été tout entière capturée d'un seul coup de filet

dans le port de Jahde : deux frégates françaises se seraient dévouées, et, passant sur les torpilles qui en défendaient l'entrée, se seraient ainsi fait sauter, après quoi notre escadre aurait franchi sans péril le goulet et pris l'oiseau au nid. En vain les gens du métier faisaient-ils remarquer l'invraisemblance de ce récit romanesque ; il séduisait l'imagination de la foule, qui se repaissait avidement de ces chimères.

Ajoutez que les renseignements et les lettres nous arrivaient en abondance. Un messager mystérieux, qu'on avait surnommé *l'homme d'Amiens,* et qui avait déjà deux fois traversé les lignes prussiennes, venait encore d'apporter quelques milliers de lettres ; des dépêches publiques et privées nous étaient parvenues par voie de ballon, et des journaux allemands ou anglais, les uns saisis sur des prisonniers, les autres qui filtraient jusqu'à nous par des canaux secrets, nous avaient remis en communication avec la province. Toutes ces nouvelles étaient fort encourageantes ; elles nous représentaient les départements en armes, et la France tout entière soulevée, de l'un à l'autre bout, d'un même enthousiasme. Nous prenions aisément notre parti de quelques engagements malheureux, de quelques villes ouvrant leurs portes, de quelques campagnes plus ou moins mises à sac ; l'important pour nous, c'était que l'on se battît, et l'on se battait. « Nous irons partout, partout ! » avait dit un des chefs d'état-major du roi Guillaume, et on se levait partout, partout ! Partout on tuait des Prussiens, beaucoup de Prussiens ! Ah ! si l'on pouvait finir par les tuer tous !

Parmi toutes ces bonnes nouvelles, il y en eut une qui

nous fit plus de plaisir que toutes les autres. On ne devinerait jamais laquelle : nous apprîmes que la Russie venait, par un document diplomatique, de dénoncer le traité de 1856. Cette dénonciation touchait les Anglais d'une façon plus sensible ; car, en vérité, nous, en l'état où nous nous trouvions, la question d'Orient était le moindre de nos soucis. Mais pour les Anglais, c'était leur empire de l'Inde menacé, et leur influence dans le monde détruite ou amoindrie. Nous savourâmes en plein la joie de la vengeance. On s'imaginerait malaisément jusqu'où allait notre irritation contre nos anciens alliés de l'Alma et de Sébastopol. Ce n'était pas seulement qu'ils nous eussent abandonnés dans cette crise : rien après tout ne leur faisait une loi de nous y porter secours. Mais le dénigrement systématique de leurs journaux, leur ton de persiflage hautain, leur froide et ironique malveillance, nous avait exaspérés. Nous en étions venus à les détester cordialement, et je suis convaincu que cette impression sera très-longue à s'effacer des esprits. J'ignore ce que l'avenir nous réserve ; mais si jamais le hasard nous met en position de jouer un mauvais tour aux Anglais, il faudra à nos hommes d'État bien du sang-froid et une grande autorité sur la nation pour nous empêcher de suivre aveuglément contre eux la passion qui nous emporte.

Un seul homme a pris à tâche de nous faire oublier les mauvais procédés de ses compatriotes et réhabilité chez nous le nom anglais : c'est sir Richard Wallace, l'héritier du marquis d'Hertford. Outre qu'il a bien voulu rester à Paris jusqu'au bout, et partager avec nous les ennuis de ce long siége, il a prodigué, en fondations

charitables, en secours de toute espèce, son immense fortune. Il l'a fait, en vrai gentleman, avec une noblesse de manières, une générosité de langage qui nous a touchés profondément. Le peuple parisien a de son propre mouvement débaptisé la *rue de Berlin* et lui a donné son nom, afin de marquer par cet éclatant et durable témoignage la vivacité de sa reconnaissance.

Il fallait au moins trois justes pour sauver Israël. M. Richard Wallace ne pouvait à lui seul balancer l'aigre ressentiment qu'avait excité tout un peuple. On fut donc enchanté lorsqu'on apprit la tuile qui venait de tomber sur la tête de nos excellents voisins. On voyait déjà la guerre poindre à l'horizon, et du coup on se frottait les mains.

Ce sera donc un branle-bas général ! Voilà toute l'Europe en feu ! Eh ! allons donc ! On nous a laissés nous débrouiller tout seuls ; on s'est moqué de nous ; on nous a envoyé pour toute consolation à nos malheurs un dédaigneux : C'est bien fait ! A notre tour de répondre : C'est bien fait !

C'est dans ces dispositions d'esprit que nous trouva la lettre suivante, qui arrivait au général Trochu des avant-postes prussiens :

Versailles, le 5 décembre 1870.

« Il pourrait être utile d'informer Votre Excellence que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est occupée par les troupes allemandes. Si toutefois Votre Excellence jugera à propos de s'en convaincre par un de ses officiers, je ne manquerai pas de le munir d'un sauf-conduit pour aller et venir.

« Agréez, mon général, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur.

« *Le chef d'état-major*,

« Comte DE MOLTKE. »

A cette lettre, M. Trochu, qui eut de l'esprit une fois en sa vie, avait répondu :

Paris, 6 décembre 1870.

« Votre Excellence a pensé qu'il pourrait être utile de m'informer que l'armée de la Loire a été défaite près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes. J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication, que je ne crois pas devoir faire vérifier par les moyens que Votre Excellence m'indique.

« Agréez, etc.

« *Le gouverneur de Paris*,

« Général TROCHU. »

Je ne sais pas l'effet qu'eût produit en d'autres temps sur les Parisiens la nouvelle de cet échec ; mais quand nous sommes en humeur d'espérer, il n'y a rien qui soit capable d'altérer la sérénité de notre confiance. Nous tournons tout à notre avantage, et nous avons ce rare privilége de ne jamais voir des choses que ce qu'elles ont d'agréable pour nos désirs. — « Eh bien ! se disait-on les uns aux autres sur les boulevards, qu'est-ce que cela

prouve? Remarquez le terme dont s'est servi M. de Moltke ; il a dit *défaite,* et non pas *détruite*. Oh! si elle eût été détruite ou seulement dispersée, il n'aurait pas manqué de nous l'apprendre. Mais non, c'est *défaite* qu'il a dit. Il est probable que nous avons subi quelque échec; admettons même que cet échec ait de la gravité. L'armée de la Loire n'en est pas moins là, tout près de nous. Elle nous tend la main. Elle est conduite par un grand général... » Aurelles de Paladines était encore un grand général, comme le sont chez nous tous ceux dont s'engoue le public, jusqu'au jour où ils sont battus.

Une autre circonstance contribua encore à nous rassurer. Voilà que deux jours après cette lettre de M. de Moltke, il nous arrive deux pigeons, qui apportaient des dépêches selon l'usage. On reconnaît fort bien ces pigeons pour être ceux qui étaient partis avec le *Daguerre*, un ballon que nous savions être tombé à Ferrières aux mains de l'ennemi. On remarque que les dépêches, attachées de la même façon, ne le sont pas suivant le mode employé jusque-là par l'administration française. On les ouvre, et voici ce qu'on lit :

A gouverneur de Paris.

« Rouen occupé par Prussiens qui marchent sur Cherbourg. Population rurale les acclame. Orléans repris par ces diables. Bourges et Tours menacés. Armée de la Loire complétement défaite. Résistance n'offre plus aucune chance de salut. — (*Signé*) A. LAVERTUJON. »

Ce qu'il y avait de plus plaisant, c'est que M. Lavertujon, qui était censé envoyer cette lettre de Rouen, ha-

bitait Paris, où il faisait fonction de secrétaire du gouvernement. L'autre dépêche était encore plus ridicule. C'était donc une de ces bonnes grosses farces germaniques, dont s'égayent lourdement ces épais buveurs de bière. Ils avaient pris nos pigeons, et comptaient sans doute que nous serions assez sots pour donner dans le piége. Ce fut dans tout Paris un long éclat de rire. — « Vous voyez bien ! disait-on, c'est un système de mensonges organisé. Après la lettre de M. de Moltke, les faux télégrammes de quelque officier de son état-major. Il ne faut pas croire un mot de ce que ces gens-là nous annoncent. Tout va bien... »

Il y avait pourtant beaucoup de vrai dans la communication officielle faite par le chef d'état-major prussien. Nous ne tardâmes pas à l'apprendre par des dépêches reçues de Tours, qui étaient datées du 5 et du 11 décembre. La ville d'Orléans avait été reprise, et l'armée d'Aurelles de Paladine, qui la défendait, coupée en deux. — « Coupée en deux ! ripostaient les incorrigibles Parisiens ; cela fait deux armées. Bonne affaire ! » — « Avec cette même façon de raisonner, écrivait spirituellement M. Louis Ratisbonne aux *Débats*, si on taillait un Français en quatre, on aurait quatre soldats. » — Chose bien plus étrange ! les rumeurs les plus favorables circulaient chaque jour sur les opérations poursuivies autour de Paris, et elles étaient, en dépit du silence gardé par l'état-major, ou peut-être même à cause de ce silence, accueillies avec transport par la crédulité publique.

— Savez-vous la nouvelle ? Il paraît qu'à Boulogne dix mille Prussiens, — pas un de moins, — se sont

avancés à la sourdine, qu'ils ont été surpris par les nôtres, et complétement détruits!

— Complétement?

— Je le tiens d'un officier qui y était!

Ah! *l'officier qui y était!* a-t-il servi durant le siége! Un autre jour, on avait entendu distinctement, dans le silence de la nuit, en appliquant son oreille contre terre, le bruit sourd d'une canonnade qui éclatait, au loin, derrière les lignes prussiennes. C'était évidemment une armée de secours. Tantôt elle arrivait du côté du sud, vers l'Hay; tantôt elle menaçait Versailles. Jours d'espérance et de joie, où êtes-vous maintenant?

Cette confiance tenait si fort au cœur des Parisiens, qu'elle ne pût même être démontée par le mauvais succès d'une attaque nouvelle, que le gouverneur de Paris tenta vers cette époque (21 décembre) pour percer les lignes prussiennes. Ce fut cette fois contre le Bourget qu'on dirigea les coups... Et dire que nous ne savons pas encore, à l'heure qu'il est, si le Bourget valait qu'on s'en emparât! Une première fois déjà on l'avait pris, et quand on s'en était vu chassé, on nous avait dit avec un air de dédain : « Le Bourget! mais nous n'en avons aucun besoin! C'est une position dont nous ne pouvons rien faire! nous ne voulons pas que les Prussiens s'y établissent; mais nous y installer nous-mêmes, à quoi bon? » — Et cependant les Prussiens s'y étaient établis; ils s'y étaient fortifiés qui plus est, et vigoureusement même, ainsi que nous le sentîmes à nos dépens.

Cette attaque du 21 fut précédée et soutenue, comme il est d'usage à la guerre, par de puissantes diversions. Sur la droite, le général Vinoy occupa Neuilly-sur-

Marne, Ville-Évrard, où le général Blaise trouva la mort, et la Maison-Blanche. De l'autre côté, au Mont-Valérien, le général Noël faisait en même temps une forte démonstration sur Montretout, Buzenval et Longboyau, tandis que le capitaine du génie Faure s'emparait de l'île de Chiard. Mais ce n'étaient là que des opérations accessoires. L'objet de nos efforts était cette fois le Bourget. On eut le tort de lancer contre les barricades et les murs crénelés des soldats, qui marchèrent, la poitrine découverte, contre un ennemi invisible. C'étaient nos marins qui montèrent à l'assaut, comme ils eussent fait à l'abordage, une hache à la main. Rien ne put d'abord résister à l'impétuosité de ce premier choc; ils enlevèrent d'escalade la partie nord du village et s'y maintinrent longtemps, sous une grêle de projectiles, emportant les maisons une à une. Mais il fallut céder à une artillerie supérieure et se retirer. C'était encore une fois Bayard s'obstinant à combattre, l'épée à la main, contre un ennemi pourvu d'une arquebuse, qui le canardait à cent cinquante pas. Chevaleresque et absurde héroïsme!

La tentative était manquée. M. Trochu l'avoua simplement, et non sans quelque dignité, dans son rapport officiel. Mais cet échec n'ébranla point les courages autant qu'on aurait pu le craindre. Il fut dans nos esprits contrebalancé, vous ne devineriez jamais par quoi: par les nouvelles que nous trouvâmes dans les journaux allemands, pris sur les morts ou les blessés du Bourget. Toutes ces feuilles étaient unanimes à se plaindre de cette interminable guerre. Toutes elles témoignaient d'une certaine inquiétude mêlée de colère; en contant à

leurs lecteurs ce soulèvement inattendu de toute la France, elles accablaient Gambetta d'injures qui nous le rendaient plus cher et nous faisaient un plaisir infini. Elles nous apportaient une proclamation du roi Guillaume, qui, s'adressant à ses soldats, constatait les efforts extraordinaires de Paris et de la France, et semblait, par d'indirectes allusions, les encourager à soutenir bravement des revers que l'on considérait comme possibles.

Ils tremblent donc à leur tour, pensions-nous, ces insolents vainqueurs ; nous sommes bien malades, mais sont-ils si à leur aise? L'important pour l'heure n'est pas que nous les battions, c'est que nous continuions de nous battre. C'est ici une guerre d'extermination; il s'agit de leur tuer beaucoup de monde. Ils sont neuf cent mille; mais nous sommes quatre ou cinq millions; nous finirons par les user en détail. Chacune de leurs victoires les affaiblit.

Ainsi nous nous leurrions jusqu'au bout de chimères vaines. Ainsi nous tirions de ce fond inépuisable d'espérance que la nature a mis au cœur des Français de quoi résister aux privations, aux échecs, aux mauvaises nouvelles, de quoi même nous défendre contre la rigueur des éléments acharnés sur nous. Le jour de l'attaque du Bourget, un brouillard intense, tout à coup survenu, avait contrarié nos opérations et arrêté notre feu. Et voilà qu'aussitôt après avait sévi un froid terrible, un de ces froids secs et âpres, qui brûlent les mains, les pieds et le visage, qui gêlent sous sa capote le soldat jusqu'à la moelle des os. On n'avait pas vu plus cruel hiver depuis vingt ans. Toutes les nuits le thermo-

mètre descendait à douze degrés centigrades dans l'intérieur de Paris ; que devait-ce être en rase campagne? La Seine charria des glaçons énormes ; le sol se durcit et tout travail de tranchée devint impossible. La pioche s'émoussait sur cette terre, comme elle eût fait sur le roc.

On rapportait par centaines aux ambulances les soldats gelés à leurs postes. Les malheureux n'étaient pas tous munis de vêtements assez chauds pour tenir contre une température aussi hyperboréenne. Au lieu que les Prussiens s'oignaient de graisse, s'enveloppaient d'épaisses peaux de mouton, s'enfonçaient dans des trous creusés avec art, dormaient à l'abri du froid ; les nôtres à demi couverts grelottaient sous la bise qui les mordait à la poitrine. C'était pitié de les voir. Ils s'entouraient la tête de foulards ; pliaient et repliaient autour de leur corps la couverture de leur lit, se garnissaient les jambes de tous les linges qu'ils pouvaient rencontrer, et ils s'en allaient ainsi, sordides, hideux, n'ayant plus forme de soldats, faire leur service. L'intendance choisit précisément ces jours de fatigue pour retrancher sur l'*ordinaire* et diminuer la ration de vin. Le mécontentement se joignit à la fatigue et à la maladie. Cette armée n'avait jamais brillé par la discipline ; elle ne respectait déjà qu'à moitié des chefs, élus par elle, et chez qui elle ne sentait pas la main ferme du commandement. Tant de souffrances mirent à bout son moral déjà ébranlé. Ceux d'entre nous qui, soit comme gardes nationaux mobilisés, soit comme attachés aux ambulances, avaient occasion de causer avec nos lignards et nos mobiles, revenaient effrayés et navrés de leur découragement.

Beaucoup étaient malades; car la pneumonie, la petite vérole, l'ophthalmie faisaient chez eux de grands ravages. Mais la maladie la plus irrémédiable dont ils étaient affectés tous sans exception, c'était l'ennui. Tous ces mobiles subitement arrachés à leurs travaux, et qui n'avaient cru quitter leur pays que pour une quinzaine au plus, commençaient à regretter leurs maisons, leurs champs, leurs familles. Ils souffraient de ce mal mystérieux, qui s'appelle la nostalgie. Ils en voulaient à ces Parisiens qu'ils étaient venus défendre. Ils ne recevaient aucune nouvelle de chez eux; ils se disaient que l'ennemi sans doute, en ce moment, ravageait tout dans leurs villages, et eux, ils n'étaient pas là pour protéger leur mère et leur fiancée; ils donnaient leur sang pour une ville qui ne les intéressait point. En vain leur disait-on qu'en cette ville était enfermé le salut de la France. Cette idée abstraite de la patrie circonscrite aux murs d'une cité les touchait moins sensiblement que le regret du pays perdu et les souffrances endurées pour nous, sous nos murs. Quand donc tout cela sera-t-il fini? soupiraient-ils en soufflant dans leurs doigts bleuis. Leurs officiers, qui auraient dû leur remonter le moral, aigrissaient encore leurs ennuis. C'étaient, pour la plupart, de braves gens, bien décidés à faire leur devoir un jour d'action; mais ils ne croyaient pas au succès définitif. Ils ne portaient pas en eux cette flamme intense de la foi, dont la chaleur est si communicative. De leur cœur tout plein d'amertume débordaient les propos décourageants, les récriminations et les plaintes, ces dissolvants ordinaires de toute discipline. Ajoutez que l'état-major, soit nonchalance, soit impéritie, n'avait pas su répartir éga-

lement entre les divers corps mis à sa disposition les dangers et les travaux du siége. Tel régiment n'avait jamais donné et n'avait pas même fait un seul jour de tranchée. Tel autre avait toujours été mis en avant. L'un se dépitait de son inaction, l'autre grommelait de se voir ainsi sacrifié.

Dans la plupart des siéges, ce sont les chefs de l'armée et les soldats qui sont forcés de soutenir et d'exciter la population civile. Ici, tout au contraire. Les généraux tenaient malgré eux ; les soldats n'auraient peut-être pas demandé mieux que d'en finir. C'était la bourgeoisie qui, animée d'une foi invincible et d'une immortelle espérance, imposait à tous par son énergique attitude la nécessité de combattre. Et qu'on ne dise pas qu'elle n'en parlait si à son aise que parce qu'elle n'allait pas aux coups de sa personne. Outre qu'elle avait été engagée dans l'affaire du Bourget et s'y était fort bravement conduite, nous verrons, dans le mois de janvier, quand on la lança en avant contre Montretout, qu'elle ne bouda point au feu et déploya sur le champ de bataille la fermeté d'une troupe rompue aux combats. Non, elle était déterminée à ne pas rendre Paris, parce qu'il y allait de son honneur, et puis, faut-il le dire, parce qu'elle l'aimait, ce Paris; elle l'aimait d'un amour profond, tendre, infini et qu'elle se sentait au cœur une effroyable rage à la seule idée de le voir foulé aux pieds et violé par des barbares. Tous les quinze jours, la *Revue des Deux-Mondes* exprimait éloquemment, par la plume de M. Vitet, ces douleurs et ces colères de la population parisienne, et ces lettres, qui respiraient le patriotisme le plus ardent et le plus éclairé, reproduites

par tous les journaux, faisaient dans le public une sensation profonde.

C'est ainsi que nous atteignîmes les derniers jours de décembre. Qu'ils furent tristes, ces jours, qui sont d'ordinaire consacrés à la joie ! Il est vrai que nous eûmes une pâle consolation de vengeance satisfaite, en songeant que les Allemands, retenus sous Paris, ne fêteraient point leur Noël en famille, et que l'arbre traditionnel de la *Christmas* ne verrait autour de lui que des visages mélancoliques et des yeux en pleurs. Mais, nous-mêmes, que cette nuit de Noël fut différente pour nous de ces nuits de bombances solennelles qui jadis éclataient gaiement dans tout Paris en l'honneur de cet anniversaire ! La plupart des églises avaient fermé leurs portes ; par les rues éclairées au pétrole et plongées dans une demi-obscurité, sonnait le pas rare de quelque passant tardif. Un petit nombre de restaurants étaient restés ouverts, soit au centre ordinaire des plaisirs parisiens, du boulevard des Italiens au boulevard Montmartre, soit dans les quartiers populeux, à Montmartre, à Ménilmontant et à Belleville. Ici, on buvait du vin bleu. Là, on s'était, par dilettantisme, réuni pour souper autour de menus extravagants et bizarres. Les côtelettes de loup chasseur y figuraient à côté de la trompe d'éléphant rôtie et du kanguroo en capilotade, le tout arrosé du champagne classique. C'était se chatouiller pour se faire rire. Personne n'avait le cœur à s'amuser. Avec quelle mélancolique amertume on se rappelait la physionomie toute pétillante de Paris, de notre Paris, en ces jours qui précédaient le premier janvier ! Quelle animation sur nos boulevards et dans nos rues ! Comme

les voitures roulaient joyeusement par milliers sur le macadam ! Quelle gaieté de lumières aux vitrines des grands magasins qui s'étaient parés pour cette fête ! On ne rencontrait que gens qui couraient tout effarés, les poches de leurs paletots gonflées de paquets, des poupées ou des boîtes de bonbons sur les bras et dans les mains. Et cette longue, cette interminable file de petites baraques qui imprimaient à tous nos boulevards un caractère si charmant de joie populaire ! Hélas ! hélas ! que tout cela était loin ! Un ciel gris, tout chargé de neige, pesant sur une ville morne ! des magasins à demi plongés dans l'ombre ; et, sur le seuil, des boutiquiers interrogeant l'horizon avec ennui ; quelques rares omnibus qui accomplissaient, presque à vide, leur trajet réglementaire ; un petit nombre de voitures flanant inoccupées sur la chaussée à peu près déserte. Le 31 décembre seulement, quelques quartiers privilégiés semblèrent vouloir secouer cette torpeur ; la foule se pressa autour de deux ou trois confiseurs en renom ; ils débitaient des marrons glacés, comme à l'ordinaire. Des marrons de l'an dernier ! car l'hiver ne nous avait pas ramené cette fois ces honnêtes enfants de l'Auvergne qui s'installent au coin de nos rues et tracassent sur la poêle en plein vent les marrons qui s'entr'ouvrent et se dorent.

Et le matin du premier janvier ! Non, je n'oublierai jamais ce premier matin de l'année 1871, quand la domestique m'apporta sur un guéridon le déjeuner, et qu'en ce jour de fête, où toute la famille réunie se comble joyeusement de souhaits et de baisers, je me vis tout seul, au coin de mon feu, vis-à-vis d'un morceau de cheval,

qui fumait dans l'assiette, je sentis tout mon être défaillir et fondis en larmes ! Ah ! ces larmes, que d'autres les ont versées en cette heure cruelle ! Songez que tous ou presque tous, nous avions envoyé au loin nos mères, nos femmes, nos enfants, et que depuis trois mois nous vivions sans nouvelles d'aucune sorte ! Il était aisé, en temps ordinaire, de s'étourdir sur cette solitude ; les affaires, les conversations, les gardes à monter, le train accoutumé de la vie, et puis aussi cette insouciante philosophie, qui est le fond de notre caractère national, tout contribuait à écarter de la mémoire ces images si chères; les bruits du dehors nous détournaient de leur pensée. La solennité de ce jour nous les ramena toutes, et comme elles nous regardaient, avec des yeux tristes, et, nous tendant les bras, semblaient nous dire : Rappelle-nous ! cette maudite guerre ne sera-t-elle pas bientôt finie !... Non, je ne puis songer à tout cela sans que mon cœur ne se soulève de rage. Misérables ! fils des Huns ! barbares ! vous nous avez tout pris, nous sommes ruinés par vous, affamés par vous, et tout à l'heure nous allons être bombardés par vous, et nous avons certes le droit de vous haïr d'une haine cordiale. Eh bien ! oui, toutes ces misères, et vos rapines, et vos meurtres, et le saccagement de nos villes, et vos trahisons infâmes, et vos lourdes plaisanteries, nous vous les aurions pardonnés peut-être un jour. Elle est si bonne enfant, cette race française, et d'humeur si facile qu'elle eût peut-être un jour oublié de si justes sujets de ressentiment. Ce qui ne sortira jamais de notre souvenir, c'est ce Jour de l'An, passé sans famille et sans nouvelles, ce jour désolé, ce jour à qui

manqua le baiser de la femme et le rire du bébé à tête blonde !

Nous n'étions pas au bout de nos peines. Le siége allait entrer dans une nouvelle phase plus terrible. La nouvelle nous en fut annoncée par un de ces rapports militaires, dont le style sec faisait notre désespoir.

27 décembre, matin.

« L'ennemi a démasqué ce matin des batteries de siége contre les forts de l'Est, de Noisy à Nogent, et contre la partie nord du plateau d'Avron. Ces batteries se composent de pièces à longue portée.

« En ce moment, onze heures, le feu est très-vif contre les points indiqués, et comme cette canonnade pourrait être le prélude d'un bombardement général de nos forts, toutes les dispositions sont prises dans le but de repousser les attaques et de protéger les défenseurs.

« Cette nuit on a entendu du Mont-Valérien deux fortes détonations, qui peuvent donner à penser que l'ennemi a fait sauter le pont du chemin de fer de Rouen. Le fait sera vérifié dans la journée. — Dès le matin, l'ennemi a fait sauter la Gare-aux-Bœufs de Choisy-le-Roi.

« Cet ensemble de faits tendrait à prouver que l'ennemi, fatigué d'une résistance de plus de cent jours, se dispose à employer contre nous les moyens d'attaque à longue distance qu'il a depuis longtemps rassemblés. »

Ainsi, c'était le bombardement ! Il fallait s'y attendre ! — Aucune des horreurs d'un siége ne nous serait épar-

gnée. — Nous regardâmes tous, sans pâlir, cette éventualité redoutable, et, haussant nos cœurs, nous nous ceignîmes les reins pour supporter dignement cette nouvelle épreuve.

CHAPITRE IX

ETAT MORAL DE PARIS EN DÉCEMBRE — LA VIE AUX AVANT-POSTES — LES AMBULANCES

Arrêtons-nous un moment ici. Nous touchons à la dernière période du siége. A partir du jour où s'ouvrira le feu du bombardement contre le plateau d'Avron, nous serons emportés et roulés avec tant de violence par le torrent des faits, qu'il ne nous restera plus guère de loisir pour ces études pittoresques et morales, qui sont le premier objet de ce livre.

Tout ce mois de décembre fut terriblement dur à traverser. Les privations allaient croissant, à mesure que diminuait le stock de nos approvisionnements. Ce n'est pas que l'on fût encore inquiet sur le pain. Il s'était bien, il est vrai, produit, je ne sais quel matin, une panique à Montmartre et dans les quartiers avoisinants. La population avait trouvé visage de bois chez les boulangers, et s'était répandue dans le reste de la ville, râflant en un

tour de main tout ce qu'elle pouvait ramasser de pain cuit, en sorte qu'à trois heures de l'après-midi, il eût été impossible de trouver, du nord au sud et de l'est à l'ouest, une bouchée à se mettre sous la dent. Le gouvernement, un peu ému de cet accident qui ne devait pas se renouveler, avait solennellement déclaré qu'on était abondamment pourvu de blé, et que le pain, quoi qu'il arrivât, ne serait jamais rationné. C'était une imprudence, comme le prouva bien la suite des événements; car il en fallut venir à cette extrémité, et mieux eût valu prendre, dès le premier jour, cette mesure du rationnement, qui eût prolongé notre résistance d'un bon mois. On ne saura jamais l'effroyable gaspillage qui se fit de la farine. On en donnait aux chevaux, parce qu'elle était moins chère que le foin et l'avoine. On la convertissait en biscuits, que chacun entassait dans un coin d'armoire, en prévision de la famine; et quand défense fut faite de fabriquer du biscuit, il n'y eut pas de ménage qui n'achetât le double de ce qui lui était nécessaire de pain; on le coupait en tranches minces, que l'on faisait griller, pour le garder ensuite. On aurait dû réfléchir que ce seraient là des provisions perdues; car une fois le stock général épuisé, il faudrait bien se rendre, et la capitulation impliquait le ravitaillement immédiat. Mais la peur raisonne-t-elle? On avait pris très au sérieux la menace de M. de Bismark, qui avait dit à l'Europe, dans un manifeste officiel, que Paris une fois rendu, il ne se chargeait pas de le ravitailler, et qu'il faisait le gouvernement français responsable des quatre ou cinq cent mille personnes qui mourraient de faim dans les rues. Chacun puisait donc à pleines mains dans les réserves

de l'État, et l'on prétend que la consommation de la farine avait presque doublé. Quand on en vint à cette mesure nécessaire du rationnement, il était trop tard. On ne donna plus que trois cents grammes de pain par tête et par jour! Trois cents grammes! comme s'il eût été possible de vivre avec trois cents grammes de nourriture! et de quel pain, grand Dieu! Celui que nous avons mangé dans les derniers jours du siége était un composé, noirâtre et gluant, de choses innommées, où il entrait de tout, sans en excepter du blé. Il n'est pas un de nous qui n'en ait gardé un morceau, comme échantillon et souvenir du blocus. Quand on pense qu'il y avait bien la moitié de la population qui ne mangeait pas autre chose que cette pâte grumeleuse et lourde! Mais ce n'est que peu à peu que le pain en arriva à n'être plus qu'une agglomération de détritus cuits ensemble. Celui qu'on nous distribua en décembre et jusque dans les premiers jours de janvier était de couleur grise, mais fort appétissant, et avec cette facilité du Parisien à prendre gaiement toutes les misères, on y mordait à belles dents, en songeant au bon pain bis des paysans. Ah! si l'on avait eu du lait pour l'y tremper, c'eût été un régal exquis!

La viande de bœuf était passée à l'état de mythe. De même celle du mouton. On ne mangeait plus que du cheval. Qu'étaient devenues les répugnances des premiers mois? On ne songeait plus même à plaisanter sur cette nourriture, tant elle avait passé dans l'usage commun. Je ne crois pas qu'elle ait eu jamais droit de cité sur les cartes d'aucun restaurant ; mais c'est qu'en France la routine dans les formes survit longtemps

encore après qu'une révolution s'est accomplie dans les faits. Un restaurateur qui eût affiché du cheval eût fait frémir ses clients ; tous savaient que son bœuf, qu'il fût bouilli ou rôti, avait porté la selle, et ne l'en mangeaient pas moins de bon appétit. Par quel prodige même ces industriels arrivaient-ils à nourrir tous les soirs, et d'une façon très-suffisante, et à des prix relativement modérés, un nombre considérable de consommateurs? ce sont là des abîmes où se perd la pensée. La vie parisienne a toujours été composée de mystères, dont les initiés seuls pourraient livrer le secret. Mais ils s'en gardent bien ! Un fait que je puis affirmer, parce que tout Paris l'a vu, c'est qu'une douzaine de restaurants, dont je ne veux citer aucun, pour ne pas avoir l'air de faire de la réclame, ont jusqu'à la fin été fournis de toutes les victuailles possibles, sauf, bien entendu, de poisson de mer et de légumes frais, et que, si l'on entrait chez eux à six heures du soir commander un dîner pour dix personnes, on l'avait, et très-confortable. Dame ! on le payait, mais assurément moins cher qu'il n'eût coûté à la maison.

Toutes les denrées, qui accompagnent le pain et la viande, étaient montées à des prix exorbitants, qui s'élevaient tous les jours. La livre d'huile coûtait couramment de six à sept francs ; le beurre, il n'en fallait point parler ; c'étaient des prix de fantaisie, 40 ou 50 francs le kilo ; le gruyère ne se vendait pas ; il eût coûté trop cher ; il se donnait en cadeau. Je sais telle jolie femme qui, au Jour de l'An, a reçu, au lieu des bonbons accoutumés, un sac de pommes de terre, ou un morceau de fromage. Un morceau de fromage était un présent royal

les pommes de terre valaient 25 francs le boisseau ; elles revenaient bien plus cher aux petits ménages qui les achetaient au litre ou bien au tas. Un chou était coté six francs ; il se débitait feuille à feuille, et telle qu'on eût à peine jadis osé offrir à ses lapins, figurait noblement dans le pot au feu de cheval. L'oignon, le poireau et la carotte étaient introuvables. Il n'y avait pas de mercuriale pour ces articles, et la fantaisie seule de l'acheteur en déterminait le prix. Les graisses les plus immondes étaient mises en vente et trouvaient acheteurs à des taux insensés. Les journaux donnaient tous les jours des recettes merveilleuses pour les purifier et leur enlever toute mauvaise odeur. Il y avait encore à Paris des quantités énormes de lapins et de volailles, mais tout cela était hors de prix. J'ai vu, aux environs du Jour de l'An, la foule des badauds attroupée autour d'une dinde, comme autrefois devant les grands joailliers de la rue de la Paix. On s'étonnait qu'un morceau aussi tentant affrontât derrière le simple rempart d'une vitrine la voracité des regards alléchés. Beaucoup de ménages avaient acheté des lapins, qu'ils nourrissaient d'épluchures, en attendant que la famine les forçât à en faire des pâtés en terrine. Le pâté *fait plus de profit* que la gibelotte. Au moment où j'écris ces lignes, j'ai près de moi, dans mon cabinet, deux frères lapins, tapis dans un angle de la chambre, et qui me regardent de leur gros air effaré. La ménagère me les a apportés, prétendant qu'ils s'ennuyaient tout seuls dans leur niche, qu'ils y avaient froid et ne voulaient plus manger. Cette dernière considération m'a décidé ; je les ai reçus, et je tâche de les distraire. Je me garderai bien de leur lire ce chapitre, où

leur sentence est prononcée ; ils n'auraient qu'à maigrir de chagrin. Funeste présage ! je possède également deux poulets, que j'entoure de prévenances. Ils n'aiment pas le millet. Je suis affreusement perplexe sur la nourriture dont il faut les gaver. J'ai eu sur ce point important plusieurs conférences avec la cuisinière. Si je présente ainsi mes hôtes au lecteur, ce n'est pas du tout par fatuité, pour faire montre de la bonne compagnie que je reçois à la maison ; c'est par amour du renseignement exact. Ces petits détails en diront bien plus que de grandes phrases sur la vie intérieure du Parisien à cette époque du siége, et sur la bonne humeur spirituelle avec laquelle s'en amusaient ceux qui avaient encore assez d'argent pour rire quelquefois.

Le nombre s'en faisait de jour en jour plus rare. La bourgeoisie commençait à voir la fin de ses réserves. J'avais suivi avec un intérêt curieux les progrès de cet épuisement. Je faisais partie d'une petite société où l'on se réunissait pour jouer, soit le whist, soit la bouillotte. Le taux des mises et la façon de pousser le jeu ne changea pas sensiblement le premier mois ; dès le second, la fiche tomba de moitié, puis des trois quarts, et enfin vers la fin des derniers jours du blocus, il fut convenu qu'on ne jouerait plus d'argent. Nous étions tous à sec, et n'avions plus à peine que de quoi attendre des jours meilleurs.

Que dire de ceux qui ne possédaient point d'avances ? C'était l'immense majorité des Parisiens, il faut bien l'avouer. Non, je ne saurais trop répéter à nos frères de province avec quel indomptable courage, avec quelle touchante résignation, avec quel invincible sentiment de

patriotisme toute cette population supporta les rigueurs de cette longue misère. Les femmes surtout furent admirables. Je ne plains pas trop les hommes ; la plupart avaient leurs trente sous par jour, que beaucoup d'entre eux buvaient sans vergogne. Mais les femmes ! les pauvres femmes ! par ces abominables froids de décembre, elles faisaient la queue, toute la journée, chez le boulanger, chez le boucher, chez l'épicier, chez le marchand de bois, à la mairie. Aucune ne murmurait ; jamais je n'ai entendu sortir d'une seule de ces bouches, accoutumées aux dures paroles, un mot impie contre la France ; c'étaient elles les plus enragées pour que l'on tînt jusqu'au dernier morceau de pain. Et Dieu sait ce que cette malheureuse bouchée de pain leur coûtait ! La mortalité montait de semaine en semaine, traînant une effroyable maree de victimes. De douze ou treize cents, qui est le chiffre normal des décès parisiens, elle s'était rapidement élevée à deux mille, puis à deux mille quatre cents, puis à trois mille ; elle avait franchi ce degré, et avait atteint quatre mille, puis enfin quatre mille cinq cents. La pneumonie, la fluxion de poitrine, la diarrhée, tout le noir cortége des maladies, nées de ces longues stations et d'une mauvaise nourriture, s'était abattu sur ce misérable troupeau de créatures humaines. On ne voyait que corbillards, qui s'acheminaient seuls vers le cimetière. Pour les enfants, on y faisait moins de façons encore. Un croquemort prenait sous son bras le petit cercueil, et le portait, comme un paquet de n'importe quoi, jusqu'au trou commun, où il le jetait avec les autres. Les cimetières parisiens, déjà trop étroits, regorgeaient de cadavres, dont on ne savait où se débarrasser. Cette

incurie du tombeau était un bien lugubre symptôme chez une population qui pousse la piété pour les morts jusqu'à la superstition. Le superbe chapitre de Thucydide sur la peste d'Athènes m'est revenu plus d'une fois en mémoire ; le spectacle des mêmes insensibilités se retrouve toujours dans les malheurs extrêmes.

La question du chauffage ne fut pas, en ce triste mois de décembre, une des moins cruelles à résoudre. Plus de houille, plus de coke, plus de bois, et la gelée sévissait avec l'intensité que j'ai dit. Nos gouvernants auraient dû prévoir qu'en hiver généralement il fait froid, et que, quand il fait froid, on a besoin de se chauffer ; mais c'est le propre des gouvernants, en France, d'être toujours pris à l'improviste. Les marchands de bois profitèrent naturellement de l'occasion pour vendre leurs produits plus cher. Pour le coup, l'intensité de la souffrance fut telle que le peuple (dois-je dire le peuple, ce n'étaient guère que quelques bandes, où les vauriens avaient la haute main) se départit de sa résignation et de son calme. Quelques chantiers furent dévalisés ; il y avait dans Paris des terrains vagues, enclos de planches ; on les pilla, et il fallut l'intervention très-active de la garde nationale pour arrêter ces dévastations, qui menaçaient de s'étendre. L'administration prit à la hâte quelques mesures, où se trahissaient son inexpérience et sa précipitation habituelles. Elle ordonna des coupes dans les bois de Boulogne, de Vincennes et sur nos routes. Mais le bois vert fume beaucoup et chauffe peu. Il fallut bien s'en contenter pourtant. On ne rencontrait dans les rues, à Montmartre, où j'habite, que gens en redingote, qui portaient bravement leur

provision du jour, cinq ou six morceaux, que le marchand avait refusé de leur livrer à domicile. On riait de se voir en tel équipage ! Trop heureux encore d'avoir été servis ! Bien d'autres revenaient les mains vides et n'avaient plus de feu ni pour la cheminée du salon ni pour le foyer de la cuisine.

Le peu de houille qui restait avait été réservé pour les administrations publiques, pour les usines de toutes sortes et pour les ambulances. Il y avait beau temps que Paris, faute de houille, n'était plus éclairé qu'au pétrole. Nos yeux avaient fini par s'y accoutumer, le changement s'étant fait peu à peu et de rue en rue. La sensation n'en était pas moins singulière quand on se remettait en mémoire ce Paris d'autrefois, si brillant de lumières et si animé jusqu'aux heures plus avancées de la nuit. Les blafardes clartés de la lampe à huile perçaient à peine de loin en loin l'ombre qu'elles rendaient plus visible ; plus de voitures, nous avions dévoré les chevaux ; les omnibus de plus en plus rares ; tous les magasins fermés ; on eût dit une immense ville de province. Et le fait est que Paris, coupé de ce flot incessant d'étrangers qui renouvelait jadis sa population, tournait aux mœurs de province. Tout le monde avait fini par se connaître sur le boulevard, et pour un peu on se serait salué. Les marchands causaient sur le pas de leurs portes, et les gardes nationaux du quartier, qui venaient au coin de la rue consulter l'ordre de service du jour, devisaient entre eux, sans se connaître autrement, des choses de la politique.

Il y avait bien du bon sens dans cette garde nationale, que les militaires pur sang affectaient de traiter cava-

lièrement, et dont ils eussent mieux fait de se servir. C'est par elle qu'en ce mois de décembre nous commençâmes à connaître cette vie des avant-postes et à nous expliquer bien des particularités de cette guerre, qui nous étaient restées incompréhensibles.

Les journaux — avec grande raison d'ailleurs, car il faut toujours dans une ville assiégée soutenir le moral des habitants — nous faisaient la peinture la plus séduisante de ces avancées. On reconnaissait bien sans doute que nos soldats y supportaient toutes sortes de fatigues et de privations ; mais on nous les peignait toujours actifs, toujours en train, ne rêvant qu'expéditions nocturnes et surprises ragaillardissantes. On ne tarissait pas en bonnes plaisanteries sur la prudence des sentinelles allemandes. Tantôt on nous les montrait dissimulées de longues heures derrière leur arbre, où elles demeuraient immobiles. Deux de nos mobiles s'entendaient et se coulaient l'un à droite, l'autre à gauche de l'arbre, à cinquante pas. Celui de droite faisait feu, et le Prussien, averti par le son, se jetait à gauche par un brusque soubresaut ; c'est ce moment que guettait le second mobile, qui, d'un coup de fusil, l'étendait raide mort. D'autres fois, c'était une sentinelle allemande qu'il s'agissait de tirer du trou où elle se cachait : un franc-tireur donnait le mot à son camarade. Il s'en allait innocemment, poussant une brouette devant lui, juste du côté du trou. Le soldat ennemi n'y tenait plus, le voyant si beau à viser ; il sortait doucement la tête, puis les bras, épaulait son dreyse, et crac ! il recevait une balle que l'autre, posté en embuscade, lui envoyait en plein dans la figure. On a dit cent fois la jolie his-

toire du képi, dont nos moblots coiffaient une baïonnette ; l'homme au casque pointu se découvrait pour tirer sur ce but, qu'il croyait sérieux, et se faisait tuer lui-même. D'autres fois, c'était un écureuil empaillé que nos soldats suspendaient à l'aide d'un bâton dans les branches d'un arbre. Ce gibier fascinait peu à peu la sentinelle ennemie, qui allongeait le cou et tombait frappée d'une balle invisible.

Toutes ces ruses de guerre, dont le récit quotidien amusait l'imagination parisienne, se ramassèrent pour ainsi dire et prirent un corps dans un personnage qui ne tarda pas à devenir légendaire, le sergent Hoff. Le sergent Hoff n'était point un mythe, mais bien un soldat en chair et en os, à qui la nature avait donné le flair du mohican et qui faisait, à la mode des sauvages de l'Amérique, la chasse aux Prussiens. C'est notre confrère Yriarte, le peintre humoristique de toutes les excentricités parisiennes, qui, le premier, révéla au public cet être mystérieux. Yriarte appartenait à l'état-major du général Vinoy, et voyait revenir dans tous les rapports du matin le nom de ce sergent Hoff. Il avait voulu le connaître et l'étudier. Le sergent Hoff était originaire de Saverne. Les Prussiens, en passant par cette ville, avaient fusillé son vieux père et il avait juré de le venger. Il fallait que tous les jours il eût tué son Prussien Il s'en allait la nuit, presque toujours seul, en braconnier, en partisan, épiant leurs cachettes, les suivant pas à pas, restant, s'il en était besoin, cinq heures de suite en observation, à l'affût, silencieux comme un peau-rouge, tombant à l'improviste sur sa proie, qu'il expédiait sans mot dire. Un jour, après s'être caché dans les

roseaux, il y demeurait tapi jusqu'à mi-corps une partie de la nuit, et, sautant sur une vedette, qui ne s'attendait à rien, il lardait son homme d'un coup de baïonnette, le tirait du trou et s'y postait lui-même, attendant qu'on vînt le relever. Le caporal de pose arrivait enfin, accompagné de la nouvelle sentinelle. D'un coup de sabre, le sergent Hoff abattait l'un, assommait l'autre d'un coup de crosse et détalait à pas rapides et sourds. On lui donnait souvent de petites expéditions à commander, et comme il inspirait une grande confiance à ses hommes, tous ne demandaient qu'à le suivre.

« Un jour (c'est lui qui contait cette histoire à Yriarte), j'avais avec moi douze hommes très-sûrs. J'avais creusé une tranchée et je les y avais cachés jusqu'à la tête, avec le fusil appuyé sur la banquette. Moi, j'étais parti en avant, tout seul, l'oreille contre terre ; j'écoutais... Voilà que tout à coup, dans la nuit, à deux cents mètres de nous, débouche un détachement de cavalerie, des Bavarois, avec des casques à chenilles, cent cinquante au moins ; je reviens à plat ventre, je fais le signal, nous tirons dans le tas : c'était comme un petit feu de peloton. Ils ne savaient pas si nous étions cent ou dix. L'escadron se débande, les hommes tombent ; je fais filer mes tirailleurs, qui repassent l'eau derrière un petit taillis de bois et je reste seul dans la tranchée. Une demi-heure après, ils reviennent, mais espacés cette fois, un par un, pour enlever les cadavres. J'ai encore tiré tout seul trois fois et je suis retourné aux grand'gardes, rasant la terre et me défilant, sans qu'ils pussent me voir. »

Le sergent Hoff devint la coqueluche de Paris. Ces aventures plaisaient à notre esprit romanesque. On le

décora, aux applaudissements du public. Il disparut à la journée du 2 décembre et l'on ne put jamais retrouver son cadavre. Ce qui complète la légende, c'est qu'un mois après, le bruit se répandit que ce fameux sergent Hoff, avec ses histoires de père à venger, n'était qu'un espion prussien ; qu'il n'avait donc pas grand'peine à rapporter tant de casques pris sur l'ennemi, ni à se promener à travers les lignes prussiennes. Il y avait tout naturellement ses entrées, et l'état-major allemand le chargeait de faux trophées qui devaient l'accréditer parmi nous. Mais des protestations s'élevèrent de toutes parts ; les compagnons du sergent Hoff réclamèrent tous, et sa gloire sortit plus pure et plus brillante de l'enquête à laquelle on se livra.

Il résuma en lui cet esprit de coups de main audacieux qui est essentiellement français. Les ennemis songeaient plus à se garer, et ils ne tiraient guère sur nos sentinelles que s'ils avaient été provoqués les premiers par quelques coups de fusil. C'était une plaisanterie qui courait les rues de les comparer à des joujoux de la Forêt-Noire. On représentait la vedette allemande, faisant sa faction, comme un de ces automates en bois, qui sont la joie des enfants et la tranquillité des parents. Elle avançait d'abord la tête, hors de la coulisse de droite, je veux dire hors du taillis de droite, puis, raide, empesée, l'arme au bras, au pas accéléré, elle traversait l'avenue et disparaissait dans la coulisse de gauche. Deux minutes après, comme poussée par un mouvement d'horlogerie, la tête apparaissait de nouveau, puis tout le corps ; et le retour s'opérait de la même démarche, grave et rapide à la fois.

Et l'on riait ! Le jeu était de viser cette marionnette dans le court moment qu'elle restait à découvert et de casser la poupée ! Les journaux, nous contant tous les matins les légendes, vraies ou fausses, de cette vie des avant-postes, nous en couvraient la misère et le profond ennui. Il fallut que la garde nationale vînt partager cette existence du soldat pour nous en révéler la tristesse morne, pour nous montrer en plein et les prodigieux abus de l'administration militaire, et l'incapacité des chefs, et les vices de l'intendance, et, pour tout dire d'un seul mot, l'effroyable détraquement de cette vieille machine qu'on appelle l'armée française. Elle eut le mérite d'apporter des yeux frais à la constatation de ces abus, et d'en parler, en style de conversation familière, avec ce ton de sincérité bourgeoise qui convainc toujours.

Le premier sentiment de tous ces gardes nationaux, quand ils revinrent de leur huitaine aux avancées, fut celui de leur inutilité. Eh quoi ! tant de fatigues, et de si dures nuits passées à la belle étoile pour si peu de résultat ! Les journées se perdaient à accomplir une foule de prescriptions oiseuses, telles que corvées, revues, astiquage, appel ; et de travail sérieux qui menât à un but visible, pas l'ombre. Il y avait sans doute des tranchées à creuser, des épaulements à construire, des fascines à porter, des canons à traîner en bonne place, que sais-je ? tous les mille et un détails des menues opérations d'un siége ; que ne les employait-on à ces travaux ? que n'y occupait-on même la garde nationale sédentaire, et ces milliers d'hommes à qui l'on n'avait pu fournir des armes ? pourquoi tant de bras inoccupés.

Tout le monde sait vaguement et en général qu'un siége exige d'énormes mouvements de terre, un continuel emploi de la pioche et de la sape ; comment souffrait-on que tant de braves gens pourrissent dans l'oisiveté d'une vie inactive, sans autre objet que le déjeuner et le dîner, le jeu de bouchon dans les intervalles, ou les cantines avec ses orateurs qui soufflaient la démoralisation et la discorde ? Est-ce ainsi que les Prussiens se conduisaient ? On n'était pas très au courant de leurs travaux, et c'était même là un tort grave. Mais ce qu'on savait fort bien, c'est qu'ils travaillaient sans cesse ; de leur côté, les tranchées se creusaient et les fortifications en terre poussaient du sol comme par enchantement ; ils n'étaient guère plus de trois cent mille autour de nous ; et nous, qui étions, de compte fait, un million d'hommes valides, nous n'opposions pas fossé à fossé, retranchement à retranchement, redoute à redoute.

Il n'était pas bien étonnant qu'une inaction qui s'était ainsi prolongée déjà quatre mois pesât à nos braves mobiles et à nos vaillants lignards. Nous commençâmes à nous expliquer leur mine souffrante, leur air piteux, et surtout cette désorganisation sourde, qui se trahissait de temps à autre à nos yeux par d'incompréhensibles éclats : Ainsi nous avions appris par des ordres du jour extrêmement sévères, une fois, que certains de nos officiers s'étaient oubliés jusqu'à accepter de fraterniser, le verre en main, avec des officiers ennemis ; une autre fois, que six d'entre eux avaient déserté, complotant d'emmener un grand nombre de leurs camarades, et M. Trochu avait jugé à propos de vouer solennellement leur conduite à l'exécration de tous les patriotes. Un autre jour,

nous avions su par un échange de lettres rendues publiques, qu'à Rueil on avait signalé le scandale de certaines accointances de nos troupes avec les vedettes prussiennes; dans telle autre garnison, c'étaient les abus répétés de l'ivrognerie qui avaient attiré les remontrances publiques des généraux en chef. Tous ces actes d'indiscipline, qui en supposaient une foule d'autres restés inconnus, s'expliquaient d'un mot : nos soldats n'avaient rien à faire. Ils s'ennuyaient.

Ils en voulaient à leurs officiers de ce perpétuel ennui, et ils n'avaient pas en eux la moindre confiance. Ils les avaient choisis (je parle au moins pour la mobile); raison de plus pour ne pas baisser les yeux devant leur prestige. Tous braves, ces officiers, depuis le général en chef jusqu'au simple lieutenant; mais la plupart ignorants, et l'esprit imbu de ces préjugés militaires dont l'ensemble compose ce qu'on nomme malignement : *une culotte de peau.* Elle était proverbiale, cette ignorance, et il n'y avait sorte de bons contes que l'on n'en fît. Un entre mille :

C'était à l'affaire du deux. Nos troupes devaient traverser la Marne. La rivière, à cet endroit, revient sur elle-même, après un long détour, et forme une presqu'île dont l'isthme s'appelle, par une comparaison ingénieuse, *la boucle de la Marne.* L'armée passe le pont qui est sur le premier bras, et un vieux général, qui marchait en avant, se tourne vers son chef d'état-major :

— Quelle est cette rivière?

— La Marne, mon général,

— La Marne! tiens! je croyais que c'était la Seine qui coulait à Paris.

— Oui, mon général ; mais ici, c'est la Marne.

— Ah !

On continue de marcher; on traverse la langue de terre qui sépare les deux bras du fleuve, et, arrivé sur l'autre pont :

— Et cette rivière? demande une seconde fois le général.

— C'est la Marne, général.

— Comment! encore !... — Et, tordant sa moustache d'un air farouche : Nous battons donc en retraite !

Ces généraux, d'une si prodigieuse ignorance, et pour qui tout le sérieux de la discipline militaire était comme non-avenu, se montraient en revanche intraitables sur ces petits détails de la vie de caserne, dont l'ensemble est résumé en France par ce mot qui dit tout : *le bouton de guêtre.* La garde nationale était stupéfaite de voir l'importance extraordinaire que ces messieurs attachaient à des prescriptions, qui avaient peut-être eu leur raison d'être, mais qui avaient, on ne sait comment, survécu aux circonstances d'où elles étaient nées.

Un exemple entre mille. Nos généraux ont le préjugé de la soupe. C'est un axiome de l'art militaire en France : il faut que le soldat ait mangé sa soupe. Napoléon, l'autre, le Grand, goûtait quelquefois la soupe du soldat. — La soupe est-elle bonne? demande toujours l'inspecteur, quand il passe en revue les choses du régiment. Or, c'est une très-bonne nourriture que la soupe, parce qu'elle est chaude et tient à l'estomac. Mais nos ménagères savent ce qu'il faut d'heures avant que le bœuf ait empli le bouillon de son arome. Ce n'est pas une petite affaire en campagne que d'aller chercher du bois et de

l'eau, de déballer le chaudron et de l'installer sur le feu. A peine l'eau commence-t-elle à chanter, que l'ennemi survient, ou que le clairon sonne la marche. Voilà de la viande à moitié cuite, et qui est perdue. On tire la boucle de son ceinturon, et l'on repart le ventre vide. Vous vous rappelez que dans cette campagne nos soldats ont toujours été surpris tandis qu'ils faisaient la soupe. Quant à nos gardes nationaux, dans toutes les expéditions pour lesquelles ils ont été commandés, ils ont dû réglementairement porter sur leur dos tous les ingrédients et tous les instruments d'une soupe, qu'ils ne sont jamais arrivés à faire ni à manger. Elle a été pour eux *la soupe fantastique.*

— Eh bien ! dit un jour doucement un de mes camarades, qui faisait partie d'un bataillon de marche, à un vieux général qu'il connaissait pour l'avoir vu dans le monde, ne serait-il pas plus simple, surtout quand on est ainsi aux portes d'une grande ville, de distribuer à chaque soldat un morceau de viande cuite, qu'il expédierait sur le pouce, entre deux reprises de combat, l'arme au pied?

— Il faut que le soldat mange la soupe, répondit sentencieusement le général. Le soldat ne se bat bien que lorsqu'il a mangé la soupe.

— Sans doute, s'il la mangeait. Mais il ne la mange pas. Je ne sais pas comment se faisait la guerre au temps du premier empire, si nos grognards avaient plus de loisir ou si l'eau bouillait plus vite. Mais à présent ces diables de Prussiens viennent toujours nous renverser la marmite, avant que la soupe soit prête, et nous restons à jeun.

Le général haussa imperceptiblement les épaules, en homme qui n'admet pas de discussion sur un article de foi ; la soupe a passé à l'état de dogme. C'est comme le sac, ce fameux sac du soldat, où il doit serrer dans un bel ordre tout ce qui est nécessaire à la vie. On le lui met sur le dos, à deux lieues de Paris, comme s'il faisait la guerre dans les steppes de la Tartarie orientale. La première chose qu'il fait, pour courir à l'ennemi, c'est de le jeter à terre, et il ne le retrouve jamais plus quand il revient, si toutefois il revient à la même place.

Ce sont là de bien petits détails, mais qui montrent que dans la vie militaire en France, tout l'effort de la discipline porte sur des règlements minutieux, que les circonstances ou les lieux ont rendus inutiles. La nonchalance d'esprit de nos officiers s'accommodait de ces habitudes ; ils exécutaient la consigne telle que l'usage l'avait consacré, et ne s'ingéniaient pas à l'accommoder aux nécessités d'une guerre nouvelle. Qu'on fût à dix minutes d'une cité immense, bien fournie de toutes sortes d'approvisionnements, ou en campagne dans un pays ravagé, ils n'auraient pas changé d'un iota leurs usages et leurs prescriptions.

C'est ainsi qu'ils n'avaient su aucunement se plier aux exigences de la tactique nouvelle inaugurée par les Prussiens. Ils n'avaient appris à se servir ni des télégraphes électriques, ni des chemins de fer, ces deux engins de guerre dont nos ennemis faisaient un si merveilleux emploi. Ils continuaient de lancer leurs soldats à la baïonnette contre des murs crénelés, tandis que les Allemands ne se découvraient jamais, et ne marchaient en avant que sur des bataillons à moitié

détruits par les boulets. Un de nos ambulanciers me contait cette anecdote caractéristique :

Tout en faisant ramasser les blessés et les morts, les officiers prussiens et français causaient ensemble avec la courtoisie qui est d'usage en pareille occurrence. Un des nôtres se mit à dire la belle conduite d'un capitaine à l'attaque de Montretout. Ce capitaine était resté debout sous une grêle de balles, et se hissant sur un tronc d'arbre, à découvert, il n'avait cessé de crier : *En avant!* et de montrer à ses soldats le chemin du bout de son épée. Frappé coup sur coup de trois balles, il était tombé, poussant une dernière fois le cri : *En avant!*

— Voilà qui est admirable, dirent les officiers français.

— Voilà qui est absurde, reprit un des parlementaires prussiens. J'étais là moi, et je puis vous affirmer que tous nos Allemands prirent ce capitaine pour un fou. A quoi lui servit cette parade de bravoure? Il ne nous débusqua point de la position qu'il était chargé de prendre, il se fit tuer, et fit tuer encore par surcroît trois ou quatre de ses tirailleurs, qui nous démolissaient beaucoup de monde, à couvert derrière les arbres dont ils s'abritaient. Électrisés par son exemple, ils s'élancèrent, et ce fut fait d'eux.

Le système de guerre de l'une et l'autre nation tient tout entier dans cette anecdote. Il est évident qu'il nous faudra changer le nôtre. Il est plus évident encore que ce ne sont pas nos vieux généraux, tout imbus de leurs préjugés de caste, qui opéreront cette réforme. L'armée est à refondre du haut en bas. Une institution encore qu'il sera nécessaire de balayer, c'est celle de l'inten-

dance. Il n'y en a pas qui ait excité plus de plaintes. Quand la millième partie seulement de ce qu'on lui reproche serait vraie, elle mériterait encore la juste réprobation dont elle a été frappée par l'opinion publique. Quand on pense qu'à trois kilomètres de Paris aucun service de vivres ne put être sérieusement organisé; que ce fut tout le temps de la guerre la plus effroyable confusion d'ordres et de contre-ordres qui se pût imaginer; qu'au jour même de la reddition des forts, jour qui était prévu par l'autorité, tout fut si mal réglé que des approvisionnements énormes de vivres y furent laissés aux Prussiens, parce qu'il ne se trouva personne qui eût été chargé de les transporter à Paris, où nous mourions de faim; quand on pense enfin que nous avons eu la douleur de lire dans un récit allemand de toute cette campagne : « Nous avons bien des grâces à rendre à l'administration française, car sans elle nous aurions été parfois embarrassés pour notre subsistance. Mais elle avait l'attention d'abandonner des vivres juste à l'endroit où nous devions camper le soir. » Chose étrange et qui montre bien le pouvoir de l'esprit de corps en France, et combien des administrations fortement constituées sont influentes. Il n'y a pas d'hommes contre qui le déchaînement de l'opinion publique ait été plus violent que contre les intendants militaires; il n'y en a point que l'on ait plus souvent et en termes plus énergiques accusés d'incapacité et d'inertie; l'intendance a été, durant cette campagne, le bouc émissaire de l'armée, et maintenant encore son impopularité est telle que c'est à ses fautes que l'on attribue la plupart de nos désastres. Eh bien! c'est sur elle que s'est plus

particulièrement répandue la rosée des récompenses officielles. M. Trochu, qui a toujours eu le respect des hiérarchies, l'a comblée de faveurs, qui ont fait scandale. Son heure n'en a pas moins sonné; il faudra bientôt qu'elle rende ses comptes, et elle disparaîtra comme tant d'autres de nos institutions militaires et civiles, dont nous étions si ridiculement fiers au temps jadis. L'Europe nous les enviait! disions-nous. Comme elle en rirait à présent, si nos malheurs n'étaient pas plus dignes de pitié que de raillerie!

De tous les services que l'intendance ait ramassés dans ses mains avides, il n'y en a guère de plus mal fait et qui ait soulévé plus de réclamations que celui des hôpitaux. M. Chenu avait, dans le temps, écrit sur ce sujet un gros livre de statistique, où, n'usant que des chiffres officiels, il prouvait qu'en Crimée et en Italie, la mortalité parmi nos troupes avait été effroyable, et que c'était au manque d'intelligence et de soins de nos administrateurs qu'il fallait s'en prendre. Il n'avait pas eu de peine à démontrer que des gens qui avaient déjà tant à faire ne pouvaient s'occuper utilement d'une besogne où ils n'entendaient rien, et que tout le service sanitaire de l'armée devait être détaché de l'intendance pour être mis sous la direction du médecin en chef. N'était-il pas honteux de voir un Larrey soumis aux ordres d'un petit riz-pain-sel? N'était-il pas déplorable que tant de vies humaines fussent sacrifiées au caprice ignorant ou à la routine exigeante de quelque employé de bureau? La réforme était si nécessaire, si urgente qu'elle ne se fit pas. On combla d'éloges le docteur Chenu, on cita partout son livre, je crois même qu'on le fit officier de la Légion

d'honneur ; mais on ne changea rien au désordre établi. C'est ainsi que vont trop souvent les choses en France, et c'est ainsi que nous en sommes arrivés au point où nous nous voyons aujourd'hui.

Les travaux du docteur Chenu n'en avaient pas moins été fort utiles. Les vérités qu'il y défendait avaient fait leur chemin dans le public ; en sorte qu'au moment où la guerre éclata, il n'y eut qu'une voix : « L'intendance n'est pas prête ! Elle ne peut pas l'être ! » On était alors tout plein des souvenirs de la guerre de la Sécession ; on admirait les prodiges qu'avait organisés en quelques mois l'initiative privée abandonnée à ses propres forces. D'un autre côté, la fameuse convention de Genève avait excité un engouement universel, et rien ne semblait plus beau que de porter à son bras, ou sur la poitrine, ou sur la casquette la croix rouge sur fond blanc, qui en était le signe distinctif. De ces deux sentiments combinés jaillit un grand élan de souscription publique.

Il se forma très-rapidement deux sociétés, l'une qui avait des attaches officielles et se recruta surtout dans le grand monde, *l'Internationale;* l'autre, dont le nom indique assez d'où elle était sortie, la *Société des ambulances de la Presse.* Le *Gaulois,* journal fort répandu à Paris, avait ouvert le premier ses colonnes à une souscription qui, en un mois, était monté à un million. Une association, presque tout entière de journalistes, s'était formée, sous la présidence honoraire de M. Tarbé, pour appliquer ces fonds de la façon la plus utile. Elle eut le bonheur de rencontrer deux hommes très-dévoués qui s'en occupèrent avec passion : M. Dardenne de la Gran-

gerie, que la province connaît plus volontiers sous son pseudonyme de Marcus, et Armand Gouzien, du *Gaulois;* l'un, chamarré d'or, aimant la représentation jusqu'à faire sourire, mais prodigieusement actif, mais dévoué, mais spirituel, et tel qu'il fallait être pour mener à bien, avec les parlementaires prussiens, ces longues et délicates négociations de l'enlèvement des morts ; l'autre, plus simple, plus modeste, mais qui avait l'esprit d'organisation et le goût du détail.

Il n'entre pas dans mon plan de conter les services que rendirent ces deux sociétés jusqu'au siége de Paris. La province sait aussi bien que nous et les ambulances qu'elles envoyèrent sur les champs de bataille, et toutes les tribulations que traversa le personnel de ces ambulances, médecins et infirmiers, pris par l'ennemi, puis relâchés, puis repris et renvoyés chez nous après toutes sortes de misères. Quand on commença à croire, après Sedan, que les Prussiens venaient décidément pour s'emparer de la grande ville, il y eut dans toute la population un redoublement de générosité. Les dons affluèrent, en nature et en argent. Des ambulances s'ouvrirent de tous les côtés. Il faut bien reconnaître qu'il y en avait beaucoup qui n'étaient des ambulances que pour la forme; c'est qu'à cette époque-là on craignait une entrée de vive force, le pillage et tout ce qui s'ensuit, et que les propriétaires étaient bien aises de placer leur immeuble sous la protection de la croix rouge sur fond blanc, laquelle, d'ailleurs, on l'a su depuis, n'a jamais rien protégé du tout. Un grand nombre furent sérieuses et s'organisèrent vite et bien. Il y avait urgence. Les médecins n'avaient pas caché que si l'on ne combattait

pas avec soin les influences morbides qui ne pouvaient manquer de se développer à Paris, le typhus y éclaterait à coup sûr. L'intérêt était si pressant que tout le monde s'y mit de tout cœur. Tous les locaux disponibles furent requis ou plutôt offerts. La plupart des foyers de théâtres devinrent des ambulances, qui subvinrent aux frais par des représentations que donnèrent les artistes et des quêtes que firent les actrices. Ces ambulances avaient le tort grave d'être placées au milieu de Paris, dans des centres d'infection; mais elles furent admirablement tenues, et il y en eut même une à qui échut cette singulière bonne fortune de ne perdre ni un blessé ni un malade : ce fut celle des *Variétés,* où le docteur Bonnière, par une méthode ingénieuse, était arrivé à conjurer, dans la mesure du possible, les dangers de la suppuration.

L'Internationale avait établi son quartier général au Palais de l'Industrie. Mais elle reconnut la difficulté de chauffer un établissement si vaste, et elle alla s'installer au Grand-Hôtel, où elle paya cinq cents francs par jour de location. Le choix n'était pas très-heureux : les aménagements d'un hôtel garni se plient malaisément aux exigences d'un service d'hôpital, surtout quand cet hôtel garni a été bâti pour loger des foules. Aussi la mortalité, malgré le talent du médecin en chef, qui n'était rien moins que Nélaton; en dépit de la sollicitude aimable avec laquelle les femmes du beau monde prodiguaient leurs bonnes paroles et leurs gâteries aux blessés, fut-elle considérable. C'est de là que partit le convoi qui emportait le commandant Franchetti, un si brave cœur; jeune, beau, vaillant, qui avait un si long

avenir devant lui, et dont la perte excita des regrets universels.

La Presse organisa également dans Paris un assez grand nombre d'ambulances, dont quelques-unes seulement réunissaient à peu près les conditions hygiéniques que demande un hôpital de blessés. Elle avait été, comme tout le monde, prise au dépourvu et il fallait bien qu'elle se contentât de ce qui pouvait être improvisé sur l'heure. Mais elle eut le mérite de faire construire une ambulance qui restera, même après cette guerre finie, comme le modèle des ambulances, et peut-être même comme le type de l'hôpital : c'est l'ambulance de Passy, qui ne fut guère achevée que dans les derniers jours de décembre, et par conséquent ne put fonctionner que fort tard ; mais elle a rendu de grands services et elle en rendra d'incalculables. Elle est établie d'après le système américain.

Tout Paris est allé voir, avenue de l'Impératrice, *les ambulances américaines.* Les Yankees, lors de l'Exposition universelle, avaient apporté chez nous tout le matériel des ambulances imaginées par eux dans la guerre de la Sécession ; le matériel était resté à Paris, en sorte qu'au moment du siége, ils n'eurent qu'à le déployer, et un hôpital tout fait poussa en une nuit, comme un vaste champignon. L'aspect en était charmant. C'était celui d'un camp, au milieu d'un bois. Des tentes s'élevaient de distance en distance, les unes circulaires, les autres en carré, mais beaucoup plus longues que larges. Ces tentes étaient tissées en toile de coton, et enduites d'une sorte de goudron qui les rendait imperméables. Par-dessous le sol où elles reposent, ils avaient creusé des

espèces de caves et installé des calorifères qui chauffaient le sol même et le séchaient en même temps. L'air se renouvelait sans cesse par un système de vasistas ingénieusement disposé et emportait toute odeur. Rien de plus propre que cette installation : un peu sévère et un peu nue, mais si commode, si pratique; écartant tout objet inutile, et mettant à portée tous ceux dont a besoin un malade ou son médecin; réalisant cet idéal de l'ambulance, qui est de faire beaucoup avec peu; sans embarras ni frais; de se servir de ce qu'on a sous la main en l'adaptant, par des modifications spirituelles, aux cas qui se présentent. Rien pour l'appareil ni pour la montre; point d'autre vanité que de renvoyer les gens guéris. Un seul détail en dira plus long que toutes les phrases. Comme je visitais, en compagnie de M. Swiburne, le médecin en chef, et des deux frères, MM. Émile et William Brewer, toute cette installation, nous arrivâmes à la pharmacie. Elle semblait vide, et cette nudité m'étonna; nous ne nous figurons une pharmacie, en France, que pleine de bocaux de couleur, et avec des milliers de tiroirs chargés d'étiquettes.

— Nous ne connaissons, me dit M. Swiburne, que quatre remèdes : le grand air, l'eau chaude ou froide, l'opium et le quinquina. Tout cela ne tient pas beaucoup de place. Le reste est inutile et encombrant; nous l'avons proscrit.

Au fond, ce n'était que l'application très-exacte et très-ingénieuse des idées émises par M. Chenu, dans son livre sur la guerre de Crimée, et, avant lui, par un autre Français, M. Michel Lévy, dans son grand ouvrage sur l'hygiène des hôpitaux. Car ce système, si d'autres l'a-

vaient mis en pratique, c'était nous qui l'avions inventé, préconisé. Quand nous le vîmes fonctionner, ce fut un émerveillement général. Il y avait à Paris un architecte étranger, M. Jaœgger, qui avait beaucoup étudié en Amérique et en Allemagne cette question des hôpitaux sous tente et sous baraques ; il demanda au génie militaire l'autorisation d'en construire un de cette espèce sur les vastes espaces libres qui avoisinent le Luxembourg. Elle lui fut donnée, et il faut rendre justice au génie ; il se prêta de bonne grâce à cette expérience, qui réussit parfaitement et obtint des éloges unanimes.

C'est alors que la Société des ambulances de la Presse se mit en tête d'en construire une, où, profitant de tous les travaux des devanciers, on enchérît encore sur eux et l'on portât le système à son dernier point de perfection. L'intendance entra dans ces vues, et parfit la somme nécessaire ; le génie chargea le capitaine Caillot de l'exécution du projet et donna ses ouvriers. En trois mois tout fut achevé. Rien de charmant comme l'aspect général de cette construction. On dirait un village suisse ou plutôt une de ces petites villes en bois que les enfants tirent des boîtes de joujoux de Nuremberg, et qu'ils alignent sur une table en carrés industrieux. La plaine est encore nue ; mais on a l'intention d'y planter des arbres et d'y tracer des jardins. Ce sera alors comme une oasis de châlets perdus dans la verdure, et le passant qui, du haut d'un omnibus, apercevra ce nid de bois et de fleurs ne se doutera guère qu'il longe l'asile de toutes les douleurs humaines.

Le village se compose de 31 baraques, dont 21 sont affectées aux malades. C'est une impression singulière

quand on entre dans une de ces salles. Elles sont immenses, longues de trente mètres, larges de dix, hautes de quatre, jusqu'à la naissance du toit; ce toit s'élève en pente de deux mètres cinquante jusqu'à une lanterne qui, elle-même, mesurant deux mètres de hauteur sur trois de largeur, traverse la chambre en long d'un bout à l'autre. De cette lanterne, dont tous les châssis vitrés peuvent s'ouvrir, tombe un jour splendide. Dix fenêtres énormes s'ouvrent sur chaque face et donnent du soleil à pleines croisées. Il n'y a pas à dire : le premier aspect est gai. Les pauvres petits lits et le sentiment des douleurs qu'ils recèlent sont en quelque sorte perdus, noyés dans cette vaste lumière. Deux gros poêles brûlent à chacune des extrémités; leurs tuyaux courent se rejoindre au milieu de la salle, et se réunissant là en un seul tuyau montent droit vers le plafond, en sorte que cet immense espace est toujours convenablement chauffé. Au reste, le sapin des murs est doublé d'un lambris, jusqu'à hauteur d'homme; d'un papier collé sur toile, dans le reste de la hauteur.

Les convalescents forment cercle autour de ces deux poêles, et font la causette.

— Vous ne sauriez croire, me dit M. Demarquay, l'illustre chirurgien qui me servait de guide en cette visite, combien la gaieté des lieux soutient le moral des malades. C'est moi qui ai voulu que les poêles fussent ainsi placés pour être un centre de conversation. Le chauffage à l'américaine, celui qui consiste à chauffer le sol par un calorifère placé au-dessous, a quelques inconvénients; il a surtout celui d'être triste. Les hommes ne savent plus où se mettre pour échanger des

propos d'amitié, lire le journal; ils s'ennuient. « Tenez, me dit-il, je ne suis pas encore content de ces lits-là. Ils sont mornes; j'ai voulu qu'on les relevât de quelques nuances plus vives que le gris de la couverture. J'ai fait acheter des couvre-pieds, comme celui-ci; » et il m'en déploya un qu'on venait d'apporter, tout bariolé de couleurs éclatantes. « Quand ils auront tous un tapis comme celui-là sur leur lit, avec des rideaux aux fenêtres, cela leur réjouira les yeux, et leur égayera le moral. »

Il avait raison : les Français n'ont pas le sérieux des gens du Nord. Peut-être l'austérité nue de l'ambulance américaine est-elle un peu triste pour nous. Ces plafonds bas, ces toiles grises, par où filtre une lumière apaisée, la sévérité de ces tentes où l'œil ne rencontre pas un objet de distraction qui accroche le regard et l'égaie, tout cela convient mieux à un peuple pratique, qui ne sait d'autre plaisir que de lire la Bible. Les conditions d'hygiène étant les mêmes, le système des ambulances de la Presse nous semble préférable pour des Français.

Quand j'y fis visite, c'étaient les blessés de Montretout, la plupart gardes nationaux, qui occupaient les lits. Le docteur Demarquay, ainsi que le docteur Coussin, qui le seconde, se louaient beaucoup de leur énergie morale. Presque tous étaient tombés frappés d'éclats d'obus. Ah ! l'horrible spectable que celui des blessures produites par ces engins abominables de destruction ! Je vis un pauvre homme — il était marié, me dit M. Demarquay, et père de six enfants, — dont la cuisse avait été rompue, déchirée, disloquée par des

éclats d'obus. Sa tête, affreusement pâlie, pendait inerte sur l'oreiller; l'œil grand ouvert et vague n'avait plus de regard; les mains flottaient sur les draps du lit. On le pansa, sans qu'il parût s'apercevoir de ce qui se passait autour de sa jambe.

— Est-ce que vous espérez le guérir? demandai-je au docteur, quand nous fûmes sortis.

— Lui? Il n'y aurait qu'un remède pour lui : ce serait une balle dans la tête. Cette chirurgie-là, par malheur, n'est pas admise. Elle épargnerait de bien atroces et de bien inutiles souffrances à quelques-uns de ces pauvres diables.

La dernière salle de l'ambulance, celle par où je terminai cette visite, c'est, hélas ! celle par où passent nombre de ceux qui en ont une fois franchi l'entrée, c'est celle des morts. Il y avait là trois paquets informes, enveloppés dans une toile, dont les plis laissaient deviner un corps humain ; plus bas, sur une table de dissection, un cadavre absolument nu, dont la poitrine avait été horriblement fouillée, par un obus d'abord, puis par le scalpel du chirurgien. Je sentis le cœur me monter aux lèvres et pris vivement la porte afin de respirer un peu d'air frais. J'étouffais. Pauvres gens ! C'est donc à cela que se termine la gloire des armes !

Outre ces ambulances fixes, il y avait aussi tout un système d'ambulances mobiles, organisé pour les jours de combats. Leur point de réunion était aux Tuileries. De grand matin, les membres du comité organisaient la caravane médicale, qui se composait (pour les ambulances de la Presse, les seules que j'aie bien connues) de plus de cent médecins et élèves, sans compter les intendants

préposés au matériel et aux vivres. A la suite marchaient deux cents ou deux cent cinquante frères des Écoles chrétiennes, faisant fonctions de brancardiers, puis deux cents grandes voitures des compagnies de Lyon et d'Orléans, nombre de fourgons et quelques voitures spéciales, modèle Binder, pour les blessés qui ne pouvaient être transportés que couchés tout de leur long. Au signal donné par l'intendance, la caravane se mettait en marche, et lorsque l'on était arrivé aussi près que possible du lieu de l'action, on choisissait une maison vide, pour y installer le quartier général temporaire, et c'est de là que les membres du comité, qui ont accompagné sur tous les champs de bataille leur personnel, le divisaient en escouades, plus ou moins fortes, suivant l'importance de l'action et le nombre de blessés à recueillir.

Il ne faudrait pourtant point se tromper à ce tableau : je parle là d'une ambulance qui avait été merveilleusement organisée, que M. Ricord avait su former à une discipline exacte, et qu'il animait de son zèle. Mais ce même ordre était loin de régner partout. Dans les premiers temps, sortait qui voulait en voiture, sous prétexte d'ambulances ; et c'était le plus singulier tohu-bohu de fiacres, de tapissières, de cabriolets, de chars-à-bancs, d'omnibus, de coucous qui, tous, parés de la croix rouge, se croisaient aux environs du champ de bataille et se mêlaient dans une confusion inexprimable. Tout ce monde venait là comme à un steeple-chase, pour voir le spectacle, et ne s'occupait pas plus des blessés que si l'on se fût battu avec des boulettes de mie de pain. C'était un encombrement inouï et plein de

scandales. L'administration finit par mettre ordre à ces curiosités malsaines, et par n'ouvrir les portes qu'aux ambulances sérieuses.

Le désordre fut moindre ; trop grand encore. Tandis que les Prussiens enlevaient leurs morts et leurs blessés avec une prestesse admirable, nous mettions un temps infini à cette recherche, et nous étions toujours obligés de leur demander des permissions pour achever cette besogne. Ils ne manquaient jamais de répondre, avec une nuance de dedain : « Vos morts, nous les avons enterrés, et pour vos blessés, ne vous en inquiétez pas ; nous les avons recueillis ; ils sont avec les nôtres, aussi bien soignés qu'ils le seraient chez vous. » Il n'y avait rien de plus piquant pour notre amour-propre que ces froides ironies. Le pis de la chose, c'est qu'ils avaient raison.

Plusieurs parties de ce service étaient, chez nous, indignement organisées, et se sentaient de la déplorable administration de l'intendance. Le corps des brancardiers était, si j'en crois tous les rapports qui m'ont été faits, des rapports de témoins oculaires, composé de bien misérables éléments. J'en excepte les frères de la Doctrine chrétienne, dont la belle conduite fit l'admiration de tout Paris, et fut récompensée par la croix d'honneur solennellement donnée au supérieur de la communauté, le frère Philippe. Ces religieux portaient dans l'exercice de ces fonctions nouvelles leur esprit d'abnégation, de dévouement et ces habitudes d'obéissance passive qui sont la règle de toute leur vie. Ils s'en allaient paisiblement, sous la grêle des balles, ramasser les blessés, les rapportant dans leurs bras ; ne reculaient

devant aucune besogne, si dure ou si dégoûtante qu'elle fût, ne se plaignaient jamais du manque de nourriture, ne buvaient que de l'eau, ne touchaient jamais à un sac abandonné et revenaient ensuite à leurs humbles travaux des classes, sans se douter qu'ils avaient été des héros. Combien peu leur ressemblaient ! La plupart des brancardiers n'étaient que des pillards, qui éventraient les sacs des soldats morts ou retournaient leurs poches, au lieu de recueillir les blessés ; ils passaient la moitié de leur temps à boire, se chauffant autour du feu ; et tout en dévorant des victuailles apportées par eux pour cette petite fête, ils criaient comme des aigles, comme des corbeaux plutôt, contre l'imprévoyance de l'administration qui les laissait à jeun.

Ce que j'ose à peine dire, ce qui est vrai pourtant, c'est que pour ce service patriotique, il fallut renoncer aux bons offices de la garde nationale. Soit qu'on fût mal tombé dans les premiers essais que l'on en fit, soit qu'il ne se fût pas trouvé un homme ferme pour maintenir les citoyens dont on se servait, ils se montrèrent plus encombrants qu'utiles et quelques-uns même firent du scandale. Je sais que, pour mon compte, je fus chargé d'offrir aux ambulances de la Presse les services d'une compagnie qui se proposait, et dont j'aurais pu répondre. « Non, me dit-on, si nous les acceptions, il nous serait impossible de refuser un tas de farceurs, qui font du dévouement en paroles et qui crieraient au passe-droit. Nous nous en tenons aux frères des Écoles chrétiennes ; ils ne sont pas assez nombreux, cela est vrai, mais ils obéissent : là est le grand point. »

C'était un autre genre de désordre pour ramener les

blessés dans Paris. Jamais on ne put obtenir que l'intendance sût d'avance combien chaque ambulance avait de lits disponibles, et sur laquelle on devait immédiatement diriger le blessé, suivant le plus ou moins de gravité de sa blessure. Il fallait d'abord le transporter dans une ambulance centrale, d'où, après des heures d'attente, on l'expédiait sur une ambulance particulière. Mais il se trouvait presque toujours que celle-ci était pleine, ou qu'elle n'était pas outillée pour recevoir un malade de cette catégorie ; elle refusait d'ouvrir ses portes. On se remettait en marche, et le malheureux se promenait ainsi, à travers la ville, d'ambulance en ambulance. Mieux eût valu pour lui être recueilli par les Prussiens. C'était bien pis encore pour les soldats qui étaient atteints de quelque maladie que l'on pouvait supposer contagieuse. L'intendance n'ayant pas marqué les ambulances spéciales ni les hôpitaux où l'on devait les évacuer, les brancardiers ne trouvaient nulle part à les déposer, toutes les portes se fermant devant eux. Il y eut des scènes extrêmement pénibles. Un varioleux ayant été introduit de force dans une ambulance, le médecin en chef fit d'autorité partir tous ses blessés et rendit, dans une lettre publique, l'intendance responsable des suites que pourrait avoir cette résolution.

Imprévoyance et désordre, c'était, du haut en bas de l'administration française, la cause de nos désastres et de nos misères. Ici, par bonheur, la charité individuelle suppléa à tout. Elle fut immense à Paris, en ces temps de siége, et ingénieuse, et variée, et chaude ; j'épuiserais toutes les épithètes dont ce mot peut être accompagné, si je voulais la caractériser justement. Elle sut se plier à

tous les besoins et revêtir toutes les formes. Jamais on ne fut plus ruiné ; jamais on ne donna davantage. Il n'y eut pas une œuvre de bienfaisance qui sollicitât en vain le public. Les hôpitaux et les ambulances regorgèrent de draps, de serviettes, de linges de toutes sortes. « Nous avons de la charpie pour dix ans, me disait le docteur Mallez, le médecin en chef de l'ambulance du Théâtre-Français, et j'ai chez moi de quoi fournir de vieilles chemises tout mon quartier. » Quand le froid se mit à sévir, on forma une association de secours pour vêtir nos soldats ; elle n'eut qu'à mettre un avis dans les journaux, la flanelle, le drap et le molleton tombèrent dans ses greniers par avalanches. Après les grandes batailles de Villiers et de Champigny, on craignit de manquer de lits pour les blessés, et l'on invita les Parisiens à recueillir les convalescents, afin de faire de la place aux nouveaux venus. Le lendemain, il y avait plus de vingt mille demandes à la préfecture. De toutes parts s'ouvrirent, à côté des cantines municipales, une foule d'œuvres particulières, les unes ayant pour but de nourrir les indigents, les autres de leur donner du travail.

Les Parisiennes furent toutes admirables de zèle et de dévouement. Il n'y en eut pas une qui ne se consacrât soit à quelque ambulance, soit à la gestion d'une cantine, soit à visiter les pauvres, à se rendre compte de leurs besoins, et à les secourir. Il surgit une foule d'associations, dont la plus célèbre est celle des *Sœurs de France*. Je la donne comme modèle, non qu'elle ait rendu plus de services ni qu'elle ait marqué plus de dévouement que les autres, mais parce qu'il faut choisir, parce que le détail seul intéresse en ces sortes de récits,

et qu'il serait impossible, en parlant de toutes, de rien dire que des phrases générales. Ce sera le cas de répéter après cette étude le mot de Virgile : *ab uno disce omnes.* Par un seul, juge de tous les autres.

C'est à M. Émile Barrault que revient l'honneur d'avoir fondé l'association des *Sœurs de France*, et de l'avoir organisée. Il faisait partie du comité civil de défense, et tous les jours il lui passait par les mains une foule de projets, plus bizarres les uns que les autres. A une des séances, son attention fut attirée par une lettre de femme, très-vive et très-chaude, où la signataire se plaignait que parmi tant de forces sociales dont on ne savait rien faire, on laissât inactive l'une des plus puissantes et des plns efficaces, celle de la femme. On demandait aux bourgeois un service de soldat; que n'imposait-on aux femmes des services de lingères, d'infirmières, de distributrices de vivres, ou de couturières ; que ne les requérait-on pour tous les emplois auxquels la nature les avait destinées ?

De les *requérir* par voie administrative, il n'y avait pas moyen. Toute la France eût éclaté de rire, quoique, à vraiment parler, l'idée ne soit pas déjà si ridicule. Mais ne pouvait-on organiser une légion laïque des volontaires du dévouement, qui s'engageraient, soit de vive voix, soit par écrit, sur leur honneur, à se soumettre aux ordres d'une direction unique, à obéir de tous points, à fournir tous les services que l'on exigerait d'elles, et qui ne seraient rendues qu'après la guerre à leur libre arbitre? De cette pensée naquirent les *Sœurs de France*, qui ne sont autres que des *Sœurs grises* temporaires et laïques.

M. Émile Barrault s'occupa avec beaucoup d'ardeur de cette organisation. On comprend assez, sans que je le dise, combien elle était délicate, et à quel écueil elle risquait de se heurter. Les volontaires étaient nombreuses; mais il ne fallait accepter que des personnes d'une moralité irréprochable; il fallait même écarter celles qui semblaient se jeter par coup de tête dans l'association, et dont l'enthousiasme ne tarderait pas à se refroidir. Il fallait enfin (et ce n'était pas le soin le moins important dans une ville si prompte à la raillerie) ne donner prétexte à aucun tripotage d'argent, ne pas fatiguer le public de quêtes inopportunes, se suffire à soi-même.

La plupart de ces difficultés furent résolues. M. Barrault s'en alla à toutes les portes de Paris, y trouva nombre de maisons vides, et obtint des propriétaires l'autorisation de les tranformer en ambulances. Il y installa ses néophytes à demeure, et les chargea de trouver dans le voisinage des lits, du linge et des médicaments. Quant à l'argent, interdiction absolue d'en avoir d'autre que celui qu'elles apporteraient de chez elles. Car une des règles de l'institution est que les sœurs doivent se nourrir de leurs deniers. On pense bien que toute cette organisation n'alla pas sans quelques tiraillements d'amour-propre; il y eut des chipoteries, et il fut besoin d'un certain coup d'œil pour bien choisir les *mères*, d'une grande fermeté mêlée à beaucoup de douceur, pour maintenir leur autorité.

L'institution finit par marcher à souhait. Elle compte une trentaine d'ambulances, les unes volantes, les autres sédentaires; les unes destinées aux blessés, les autres aux malades, sans en excepter les malheureux atteints

de maladies contagieuses ; ces ambulances sont desservies par un nombre de sœurs proportionné à l'importance de l'établissement ; elles y vivent fixées, et n'en bougent ni le jour ni la nuit, attendant qu'on les relève de leur poste. Leur costume n'est point uniforme ; il est généralement de couleur sombre, avec la croix rouge de Genève pour tout ornement. Il y a dans le nombre quelques femmes du meilleur monde ; beaucoup de petite bourgeoisie; quelques-unes âgées, qui ont des fils à l'armée, et croient, en soignant ceux des autres, récompenser d'avance les soins qu'on donnera à leurs enfants ; d'autres plus jeunes (on n'en admet pas au-dessous de vingt-cinq ans), que la guerre a privées de leur travail habituel, et qui cherchent dans la fatigue du corps un allégement aux tritesses de leur esprit ; d'autres que brûle le feu intérieur de la charité, et qui ne demandent au dévouement que le plaisir de se dévouer.

J'ai visité, avec M. Émile Barrault, quelques-unes de ces ambulances. L'installation n'est pas uniforme, puisqu'elles se sont établies dans des maisons qu'on leur a prêtées, et qu'elles ont meublées, comme elles ont pu, de tout ce qu'elles recueillent dans le voisinage. Elles ont cela de bon, qu'elle ne peuvent contenir chacune qu'un petit nombre de malades et qu'elles sont très-aérées ; une de celles que j'ai vues, à Montrouge, ouvre ses fenêtres sur un vaste jardin, qui appartient à l'habitation. Tout autour, c'est la solitude et la ruine. Pas un boulanger, pas un épicier, pas même un marchand de vin.

— Et comment vous nourrissez-vons? dis-je à la sœur qui nous conduisait.

— Le matin nous allons aux provisions à Paris. Mais

le plus souvent nous vivons de pain trempé dans du vin.

La jeune personne qui me parlait ainsi était une Anglaise qui habitait là depuis un mois, avec sa sœur, sous la direction d'une *mère*. Elle me montra l'écurie, car il y a un cheval pour transporter les malades.

— C'est moi qui suis le palefrenier, me dit-elle en riant.

Elles avaient le même jour donné la volée à deux varioleux guéris, et elles en attendaient d'autres, paisibles et gaies, au milieu de ces soins si nouveaux pour elles. J'ai été frappé, dans tous le cours de ces visites, qui nous ont menés dans les quartiers les plus divers, de la déférence que montraient les volontaires de l'ambulance pour le représentant de l'autorité laïque. Décidément, c'étaient de grands maîtres de la vie et qui connaissaient profondément le cœur des femmes, les prêtres qui ont organisé le monastère; mais je serais porté à croire que la foi religieuse n'est pas tout dans ces abnégations et ces dévouements que le catholicisme oppose toujours aux incrédules. Peut-être, si on cherchait bien et tout au fond, trouverait-on chez l'être humain un besoin de s'abandonner et d'obéir, que peuvent tourner, comme ils veulent, ceux qui ont reçu le don du commandement et possèdent la force morale.

Chose singulière! la personne qui avait signé la lettre, d'où est parti tout ce mouvement, n'a point paru dans l'association. Elle portait un nom compromettant, et on l'a priée de permettre qu'on exploitât, sans elle, l'idée qu'elle avait la première émise. Elle s'y est résignée en soupirant. Un dernier crève-cœur lui était réservé. Elle

tenait surtout (ici vous retrouvez la femme) à un détail de costume imaginé par elle. Il s'agissait d'une cornette, faite de façon spéciale, où devaient se reconnaître les *Sœurs de France*. Les organisateurs ont supprimé la cornette.

— Ah! mon idée est perdue! s'était-elle écriée douloureusement.

Non pas certes. Son idée est juste et porte beaucoup plus loin qu'elle n'avait sans doute imaginé elle-même. Que de choses dans le seul rapprochement de ces deux mots : des *Sœurs laïques!* quelles perspectives il ouvre!

Qui sait si le problème de l'éducation des filles ne pourrait pas être résolu par cette antithèse. Une conscription de femmes, qui donneraient deux ans de leur vie à l'enseignement!... Ne souriez pas; cela est sérieux, très-sérieux. L'avenir nous ménage bien d'autres surprises.

Qui sait si de ce siége ne datera pas pour nous une ère de régénération, si de l'excès même de notre malheur ne sortiront pas de terribles enseignements, qu'il nous sera donné de mettre à profit? Cette guerre nous a fait toucher du doigt bien des défauts dont nous ne nous doutions guère; c'est à nous de nous en corriger, et de refaire la France. Elle a mis aussi au plein vent de grandes qualités, que nous ne nous soupçonnions peut-être pas, et que surtout la province, qui nous juge sur nos infernales habitudes de blague, ne s'attendait pas à trouver en nous. J'ai pris plaisir à les marquer d'un trait plus appuyé; et mon excuse, pour ces nombreux détails, sera le désir bien légitime de faire mieux connaître et plus estimer nos femmes, qui n'ont que la

vernis de la frivolité, mais qui au fond sont sérieuses, bonnes, dévouées, et pour tout dire d'un mot, vraiment françaises.

Une anecdote, absolument authentique, montrera ce qu'elles sont.

Une vieille dame, qui, avant le siége, était dans l'aisance, presque riche même, se trouva ruinée quand les Prussiens arrivèrent sous Paris. Elle renvoya sa domestique, fit elle-même son ménage, et s'en alla tous les jours faire queue chez le boulanger et le boucher. Elle avait jusque là toujours vécu avec son fils, qui au commencement de la guerre s'était engagé. C'était pour elle un grand chagrin que l'absence de ce fils bien-aimé. Elle vivait, comme si elle l'avait encore, là, près d'elle, sous les yeux. Son dîner fait, elle mettait tous les jours deux couverts sur la table, celui de son fils absent et le sien. Elle partageait en deux parts sa maigre pitance; et son propre repas expédié, elle montait, portant celui de son fils à une vieille voisine infirme.

Elle continua ainsi, sans manquer un soir, durant tout le siége, et je ne sais rien de plus délicat et de plus touchant que la charité ainsi faite.

CHAPITRE DERNIER

LE BOMBARDEMENT — LA CAPITULATION

Il y a en avant du fort de Rosny un assez large plateau, qui est protégé par ses feux, et d'où l'on commande la route de Chelles : c'est le plateau d'Avron. Dès le début de la grande affaire du 31 novembre et du 2 décembre, il avait été occupé, sans coup férir, par l'amiral Saisset, qui s'y était établi avec un corps de troupes considérable, et de là avait, en balayant la plaine à coups de canon, aidé au mouvement statégique qui s'opérait. Depuis lors on l'avait gardé, et le gouverneur y avait installé de gros canons de marine à longue portée.

La possession de ce plateau nous avait consolés du méchant succès de la grande sortie. « On a été forcé de repasser la Marne, cela est vrai, disions nous ; mais nous avons conservé le plateau d'Avron ; il est à nous ; les Prussiens n'ont pas pu nous l'enlever. » Les journaux

nous entretenaient chaque matin de l'importance de cette position, et du rôle qu'elle serait appelée à jouer dans les événements qui se préparaient. Nous aurions dû faire une réflexion, qui était pourtant bien simple ; si l'occupation de ce plateau offre de si grands avantages, pourquoi ne s'y est-on pas établi depuis trois mois, puisqu'on le pouvait impunément, sous le feu du fort de Rosny. Mais nous ne regardions pas si loin; quand je dis nous, j'entends le gros public, qui ne se connaît point aux choses de la guerre, et prend pour vrai tout ce qu'on lui raconte. Nous dormions donc bien tranquilles sur l'assurance que le plateau d'Avron était une belle conquête, et que jamais les Prussiens ne l'arracheraient de nos mains.

Le corps d'armée qui le gardait vivait également dans cette douce quiétude. Nos troupes y gelaient; car le froid était terrible, et le thermomètre qui marquait huit et dix degrés dans Paris descendait à douze sur ce plateau ouvert à tous les vents; mais de croire qu'on dût jamais être attaqué là, personne ne s'en fût avisé. Voilà qu'un matin, au petit jour, comme nos hommes se levaient innocemment pour vaquer à leurs occupations ordinaires, tout à coup retentit un bruit effroyable : c'est une batterie, deux batteries, trois batteries qui tirent à la fois ; les obus se croisent dans l'air, avec ce sifflement particulier que les Parisiens ont appris à connaître, et ils tombent dru comme grêle sur le plateau ; ils éclatent sur cette terre durcie par la gelée ; c'est une trombe de fer et de feu, qui passe, ravageant tout. Il y eut, à ce qu'il paraît, un premier moment de désordre inexprimable. Les soldats se sauvaient aveuglés, éperdus,

On se reconnut vite. Les canonniers, avec un héroïque sang-froid, coururent à leurs pièces, afin de répondre au feu de l'ennemi par un feu égal. On abrita, du mieux que l'on put, dans les tranchées et derrière des obstacles naturels, le reste des troupes, et le duel d'artillerie commença entre nos batteries et celles des Prussiens.

Cette première journée fut terrible. Le rapport officiel donné le soir aux Parisiens n'avouait que huit tués et cinquante blessés; peut-être disait-il vrai, mais l'effet moral fut désastreux. Tous ceux à qui il a été donné d'être les témoins de ce bombardement n'en parlent qu'avec une admiration mêlée d'horreur. Jamais on n'avait vu chose pareille. C'était une pluie continue de projectiles dont les éclats, lancés en tous sens, jetaient à bas hommes et chevaux, troués, déchirés d'horribles blessures. Un ciel lugubrement chargé de neige embrumait d'un voile gris cette scène de désolation. Rien pour se couvrir, que quelques fossés qui pouvaient à peine passer pour des abris. Une plaine nue, d'où l'on apercevait au loin toute l'effrayante grandeur du spectacle, et en voyant tomber un camarade, chacun se disait que ce serait bientôt son tour. Les troupes supportèrent bravement ce choc; mais il fut dès les premières heures évident qu'on ne pourrait les tenir longtemps exposés à ce feu incessant, dont la violence pouvait redoubler encore. Il eût fallu prendre un parti tout de suite; la crainte de l'opinion publique arrêtait. Qu'allait dire ce peuple parisien, si impressionnable, si emporté aux exagérations de la critique, en apprenant que l'on abandonnait une position dont on lui avait avec tant de complaisance énuméré tous les avantages? On demeura donc la nuit du 28 au

29, tenant bon, et s'imaginant sans doute que la patronne de Paris, sainte Geneviève, descendrait du ciel pour toucher les canons ennemis et les réduire au silence. Dès le matin, le bombardement recommença, ainsi qu'on devait s'y attendre; moins furieux, il est vrai, que la veille, et déjà l'on s'en applaudissait, quand, dans l'après-midi, de nouvelles batteries se démasquèrent : il y en eut huit à la fois qui battirent ce malheureux plateau; les unes tiraient de front, les autres le prenaient en enfilade, et c'étaient cette fois les fameux canons Krupp qui entraient en scène. Ils étaient placés hors de notre portée, et lançaient à coup sûr leurs obus de cent kilogrammes. Nos boulets s'en allaient mourir, inutiles, à cinq cents pas de leurs bouches. *Telum imbelle sine ictu !* On conte que nos officiers, armés d'une lorgnette marine, voyaient les canonniers allemands qui, à mesure qu'un de nos boulets tombait en deçà de leurs lignes le saluaient ironiquement, et faisaient à nos marins décontenancés des pieds de nez moqueurs.

La position n'était plus tenable, ni pour notre infanterie, qui attendait, l'arme au pied, sous cette grêle de projectiles, ni pour nos canons que des obus, lancés droit sur eux, démontaient en abattant les hommes de service. On attendit la nuit pour donner l'ordre de la retraite. Elle n'était ni facile ni sûre; car les mortiers ennemis tirant à toute volée et au jugé sur la route par où l'on devait passer, la rendaient très-dangereuse, et il fallait déménager en quelques heures tout un matériel qu'on avait mis trois semaines à apporter et à établir. Ajoutez pour comble de malheurs que la neige, durcie par le froid, n'offrait plus aux pieds des chevaux qu'une nappe

de verglas. Les marins furent là héroïques et sublimes comme partout. Ils s'attelèrent à leurs pièces, et les traînèrent, sur cette glace périlleuse, sous le feu terrible des Prussiens, jusqu'en lieu de sûreté. C'était presque un triomphe que cette évacuation rapide. Mais avouez qu'il était triste d'en être réduit à ne plus compter pour victoires que d'heureuses retraites. Le bulletin qui annonça cette nouvelle au public répandit chez nous une agitation d'esprit qu'il est facile d'imaginer. Il parlait de la *phase nouvelle* dans laquelle entrait le siége et laissait entendre, de façon assez claire, que cette phase nouvelle n'était autre que le bombardement. Il ajoutait, cela est vrai, qu'elle avait été prévue dès longtemps, et qu'elle allait *modifier les conditions de la défense, sans nuire à ses moyens ni à son énergie.*

Ce fut dans toute la population comme un moment de stupeur, et l'étonnement fit bientôt place à la colère. Quoi ! il y avait quatre mois que nous eussions pu occuper le plateau d'Avron ; il y avait un mois que nous l'occupions de fait, sans y avoir été inquiétés un seul jour, et l'on n'y avait fait aucun des travaux nécessaires pour s'y retrancher et pour y tenir ! Mais les Prussiens qui avaient occupé le Bourget, sous le feu même du fort d'Aubervilliers, avaient trouvé moyen, en trois semaines, de fortifier assez puissamment cette position, pour y soutenir et un bombardement et un assaut. Nous en savions quelque chose. Et nous, nous étions obligés, après deux jours de bombardement, de battre en retraite, sans avoir fait aucun mal à l'ennemi, sans l'avoir vu presque ! A quoi donc songeaient nos généraux? A quoi songeaient nos officiers de génie?

Ce qui nous inquiétait bien plus encore, c'était le démasquement subit de tant de batteries ignorées jusque-là. Ainsi les Prussiens avaient pu, à quatre ou cinq mille mètres de nos lignes, établir des travaux gigantesques, sans que nous en eussions le moindre soupçon, sans qu'aucun éclaireur vînt nous en avertir. Ah ça ! mais, qui nous répondait que ces batteries, découvertes à l'improviste, était les seules, qu'elles ne formaient pas comme une ceinture autour de Paris, qu'au premier jour elles n'ouvriraient pas un feu terrible sur toute l'enceinte. Ce feu, j'en prends à témoin tous les Parisiens qui me lisent, on ne le redoutait pas, on l'attendait avec une mâle résignation; mais on sentait redoubler son angoisse à savoir que nos généraux n'en avaient rien prévu, qu'ils étaient aussi surpris que nous-mêmes, qui étions pourtant bien excusables, car on n'avait cessé de nous bercer d'illusions vaines. Nous repassions en nos esprits l'histoire de tous les siéges passés. Nous y trouvions toujours que les assiégés troublaient sans cesse les travaux des assiégeants, qu'ils détruisaient les ouvrages, enclouaient les canons; qu'aux terrassements, aux tranchées et aux parallèles, ils opposaient des parallèles, des tranchées et des terrassements; et nous, nous n'avions rien fait; ou plutôt, on ne nous avait rien fait faire, que deux ou trois grandes sorties de parade. Et puis, tout à coup, voilà que nous étions foudroyés, par une effroyable quantité de batteries, sorties de terre, comme un truc de féerie qui jaillit d'une trappe.

Ces batteries, on nous les dépeignait, avec force détails, dans leur formidable et ingénieuse complexité. Elles étaient à trois étages, enterrées sous des épaule-

ments qui les protégeaient contre nos obus, disposées sur des rails, de façon à changer de place et à tromper ainsi les observations des pointeurs ennemis. Les servants se cachaient, comme les taupes, dans des trous artistement creusés, et ne se découvrant jamais ne couraient aucun risque. — Ah ! ce sont des malins !... s'écriaient les reporters militaires en terminant. Et nous, nous ne pouvions nous empêcher de nous dire : Est-il donc difficile à nos officiers d'artillerie d'être des malins, eux aussi ! Toutes ces idées paraissaient fort simples; pourquoi ne les ont-ils pas eues les premiers ? ou pourquoi les voyant mettre en pratique par des adversaires plus malins qu'eux n'ont-ils pas eu la malice de les imiter tout de suite ? Et nous nous sentions, en nous-mêmes, un secret dépit de notre ignorance; les gens du métier ne nous répondaient qu'en haussant les épaules, avec un air de mépris superbe, et nous enragions de notre impuissance à les convaincre. Ils nous perdaient, la chose n'était que trop évidente; mais il n'y avait qu'eux encore pour nous tirer de là; nous étions assez avisés pour le reconnaître, et nous leur répétions, joignant les mains, avec toutes sortes d'objurgations, les unes tendres, les autres aigres, d'autres désespérées et même furieuses : faites quelque chose... nous ne savons pas quoi... ce que vous voudrez... mais pour Dieu ! faites quelque chose.

Faites quelque chose ! répétaient à M. Trochu ses conseillers, ses amis, et jusqu'à ses collègues, qui sentaient monter, non sans quelque inquiétude, le flot de l'indignation populaire. Le bruit de dissentiments graves qui auraient à ce propos éclaté entre les membres du

gouvernement faisait sourdement son chemin dans le public, et Trochu, qui n'était jamais en reste de proclamations, prenait aussitôt la plume : il écrivait, écrivait, écrivait. « Je déclare ici, disait-il un jour, que nous sommes, dans les conseils du gouvernement, tous étroitement unis en face des angoisses et des périls du pays, dans la pensée et dans l'espoir de sa délivrance ; » et une autre fois ce mot d'une emphase si malheureuse lui échappait : « rassurez-vous : le gouverneur de Paris ne capitulera pas. » On était pris, à lire ces niaiseries par trop bretonnes, d'une impatience bien naturelle. Il ne s'agissait pas en cette affaire du gouverneur de Paris, mais de la ville elle-même. La belle avance pour nous qu'il refusât de signer la capitulation, si nous étions forcés de la conclure.

Le parti extrême qui guettait toutes les occasions de reprendre la corde avait bien compris que cet obscur mécontentement lui donnait beau jeu. Il commençait à reparler de cette éternelle *commune*, qui revenait toujours à point nommé, comme le *prenez mon ours* du vaudevilliste, dans les cas difficiles. Le journalisme lui faisait défaut ; car il n'avait plus guère à lui de feuilles qui eussent la vogue. Il eut recours aux affiches ; nous en vîmes s'étaler une couleur de sang, sur nos murs, qui nous appelait à la révolte, accusant le gouvernement de trahison, et la bourgeoisie de lâcheté. Ceux qui avaient en main la force crurent que devant cet appel à la guerre civile, il fallait sévir ; ils déclarèrent, par une proclamation publique, que des poursuites étaient ordonnées contre les auteurs de ce placard séditieux. Mais on sait bien comment se font les choses : ce ne sont jamais

les vrais chefs qui se mettent en avant; l'autorité ne saisit d'ordinaire que les hommes de paille, les mannequins du parti.

Parmi les maires, un assez grand nombre, je l'ai déjà dit, appartenaient à la faction de la *commune*. Ce n'étaient pas les administrateurs les plus habiles ni les plus actifs. C'étaient ceux qui, sentant derrière eux une faction bien unie, se mêlaient le plus de la politique et parlaient le plus haut. Ils avaient provoqué des réunions de maires, où l'on devait examiner la façon dont le siége était conduit, et présenter des doléances au gouvernement. Ces doléances se seraient vite changes en ordres. La Commune vaincue dans la rue tâchait de se glisser à nouveau par la porte entre-bâillée d'une légalité douteuse.

— Mais, disaient ces messieurs, nous sommes, dans les circonstances présentes, les seuls représentants du suffrage universel. C'est de lui que nous tenons nos pouvoirs; les membres du gouvernement ne doivent les leurs qu'à une révolution.

— Il vous a élus, cela est vrai, répondions-nous, mais pour un objet déterminé ; occupez-vous-en donc. Vous êtes des magistrats municipaux; restez dans les attributions de votre municipalité. Ce n'est pas la besogne qui vous manque ; la vôtre est généralement fort mal faite. Retournez-y.

Cette discussion aurait pu durer longtemps encore, parce que personne ne donnait ses vraies raisons.

— Je veux le pouvoir, aurait dû dire simplement l'un des deux partis.

— Et moi, aurait pu répondre l'autre, je ne veux pas

que vous le preniez, parce que je me défie de vous plus encore que je ne suis mécontent de ceux qui le possèdent. Il ne me plaît pas de troquer, pour user d'un mot trivial, mais énergique, mon cheval borgne contre un aveugle.

Ces querelles se rouvrant si mal à propos présageaient aux esprits attentifs une nouvelle *Journée*. Il était évident qu'elle aurait lieu dès qu'une grande émotion publique lui fournirait une occasion de se produire, et cette perspective, si désolante, ajoutait encore aux inquiétudes du bombardement.

Il continuait, ce bombardement, avec une intensité qui ne se relâchait guère. Il s'était borné d'abord aux forts de l'est, à ceux de Rosny et de Nogent; puis il s'était peu à peu étendu à ceux du sud, à Montrouge, Bicêtre, Issy, puis vers le nord-est, où il s'était essayé contre Aubervilliers, et l'on voyait déjà l'heure où, remontant vers le nord, il s'en prendrait à Saint-Denis. C'était sous le ciel de Paris comme un grondement continu de canonnade, auquel nous avions fini par nous habituer. Quelques coups qui éclataient plus haut, avec un bruit plus sec et plus terrible, faisaient bien encore tressaillir, mais on se remettait en pensant que c'était une de nos braves pièces de marine qui crachait de la mitraille aux Prussiens. Tous les matins, en ouvrant le journal, nous cherchions les dégâts de la veille; les rapports officiels étaient très-rassurants. Ils nous contaient que nos forts avaient parfaitement résisté; à peine si cette pluie de projectiles avait égratigné la pierre. Les pertes en hommes étaient insignifiantes. On nous parlait de trente obus tombant à la minute, et au bout de la journée on

signalait un homme tué et deux blessés. Tout cela pouvait être vrai ; car un bombardement est plus fait pour effrayer que pour causer des dommages effectifs ; le malheur est que nous ne croyions qu'à moitié la prose édulcorée de nos gouvernants. Nous les avions pris quelquefois en flagrant délit de mensonge, et cette facilité qu'ils avaient déployée à nous tromper nous avait mis en défiance. Je n'en veux citer qu'un exemple qui était tout récent. Au moment où nous nous retirâmes du plateau d'Avron, le gouvernement nous avait dit et redit que cette évacuation était sans grande importance, puisque les Prussiens ne pouvaient pas occuper la position, où ils se trouvaient sous le feu du fort de Rosny. Jamais nous n'aurions révoqué la chose en doute ; or, voilà qu'un jour, parcourant un numéro du *Moniteur prussien de Seine-et-Oise*, tombé par hasard entre nos mains, nous y lisons que l'ennemi avait occupé ce même plateau d'Avron, où l'on nous avait assuré qu'il ne pouvait se hasarder.

— Bah ! pensâmes-nous, c'est une de ces forfanteries familières aux hobereaux de Prusse. Le lendemain même, deux rapports militaires, signés du général Schmitz, nous apprennent que « nos troupes opèrent de fortes reconnaissances sur le plateau d'Avron, qu'elles y font des prisonniers, qu'elles en chassent les postes prussiens qui s'y étaient établis ; qu'elles ont fait tomber un grand mur derrière lequel l'ennemi s'abritait dans la journée. » Il fallait bien, pour qu'on fît des prisonniers sur le plateau d'Avron, qu'il s'y trouvât des soldats ennemis. La conséquence était claire. Il y en avait un petit nombre, soit ! ils ne pouvaient pas nous

faire grand mal, soit encore ! mais enfin il y en avait, et nous nous disions à part nous qu'il aurait mieux valu l'avouer tout de suite ; que ces petites cachotteries étaient bien misérables ; qu'elles diminuaient le prestige du gouvernement en affaiblissant la confiance de la population.

On ne nous avait pas positivement affirmé, mais on nous avait laissé croire que le bombardement ne nous atteindrait pas ; qu'il se réduirait à couvrir les forts d'obus et de boulets ; que peut-être pousserait-il jusqu'à l'enceinte, mais qu'en aucun cas il ne jetterait la dévastation dans la cité même. J'ai, dans un chapitre précédent, expliqué comment nos illusions étaient nées à cet égard, et comment elles s'étaient fortifiées, jusqu'à devenir presque inébranlables. Il en fallut bien reconnaître la vanité. C'est le 5 janvier, dans la journée, que Paris vit pour la première fois les obus prussiens. Il en tomba sur le jardin du Luxembourg et sur le cimetière Montparnasse. L'École normale, qui est située rue d'Ulm, le Marché aux chevaux, le boulevard d'Enfer, la rue Saint-Jacques, en reçurent quelques-uns. Il y eut d'abord dans la population un moment de doute : « Ils le font exprès, disaient les uns, c'est le dôme du Panthéon ou les tours Notre-Dame qu'ils visent. — Point du tout, répondaient les autres, il n'est pas dans les habitudes de commencer le bombardement d'une ville sans le dénoncer au gouvernement dans les formes officielles ; ce sont des obus égarés. Les positions occupées par les Prussiens sont très-rapprochés de notre enceinte ; il suffit que les canons soient tirés sous un angle un peu trop élevé pour qu'ils dépassent

le but, et viennent à tout hasard s'abattre sur nos maisons. »

Ainsi raisonnaient les bienveillants. Ah ! qu'ils connaissaient peu ces barbares du Nord, ces fils de Vandales, que Louis Blanc comparait, dans son style pittoresque, à des Mohicans qui auraient passé par l'École polytechnique ! Ce n'étaient point des obus égarés, qui commençaient ainsi à pleuvoir sur la grande ville, sur la capitale authentique de la civilisation moderne ; ils lui étaient parfaitement destinés, et si, contrairement à tous les usages diplomatiques, M. de Bismark ne nous avait pas prévenus, c'est qu'il n'y avait pas besoin de se gêner avec des vaincus. Tout le corps des ambassadeurs et des consuls résidant à Paris protesta contre cette violation des lois divines et humaines ; le chancelier leur répondit, avec son impertinence sarcastique, que c'était notre faute ; que nous l'avions mis dans cette nécessité cruelle, et qu'il s'en lavait les mains.

C'était notre faute, en effet ! Pourquoi résistions-nous si longtemps? pourquoi ne tendions-nous pas de nous-mêmes nos bras aux chaînes et nos fronts au déshonneur? Nous étions bien coupables de briser ainsi le cœur de ce bon vieux roi Guillaume, de le contraindre à nous faire tant de mal ! Il en était navré ; mais quoi ! il offrait nos souffrances au dieu des batailles, qui l'avait toujours protégé. Il prenait à témoin, et sa chère Augusta, et *notre Fritz*, et la nation allemande tout entière, la grande nation allemande !...

La grande nation allemande avait dû pousser un cri de joie ! C'était elle qui, de l'invincible poids de l'opinion publique, avait poussé à ce bombardement. Jour-

naux et lettres particulières (nous en prenions beaucoup sur les prisonniers ou sur les morts prussiens) ne cessaient de répéter sur tous les tons : Ah ça ! on ne les bombarde donc pas ? Pourquoi tarde-t-on ainsi à les bombarder ? Est-ce que la brave armée allemande reculerait devant l'idée d'un bombardement ? A quoi songent nos généraux ? Ce n'était qu'un cri dans toute cette bonne, blonde et loyale Germanie : un cri de jalousie plus encore que de haine. Paris la gênait. Elle se sentait pour lui cette férocité de haine dont un laideron contrefait poursuit une belle fille. Elle lui aurait jeté du vitriol au visage ; elle eut, sous son pied stupide, écrasé ses traits charmants pour le punir d'être magnifique, aimable, aimé, pour le rendre semblable à elle.

Un de leurs journaux, la *Gazette de la Croix*, si j'ai bonne mémoire, qui nous était tombé entre les mains, avait écrit sur ce sujet un long article où il essayait de calmer la légitime impatience de ses compatriotes. — « Soyez tranquilles, leur disait-il ; on les bombardera ; mais M. de Bismark sait ce qu'il fait ; c'est un malin. Il attend le moment psychologique. » Et l'écrivain partait de là pour expliquer ce qu'il entendait au juste par le moment psychologique. Avec le pédantisme solennel des formules allemandes, il prouvait que le bombardement n'ayant d'autre effet que d'agir sur l'imagination, il fallait choisir juste l'heure où cette imagination était le plus propre à être ébranlée ; il faisait remarquer que cette heure n'était pas encore venue ; qu'il était bon que nous eussions d'abord souffert de la faim, puis de la guerre civile, et qu'alors le bombardement, venant par là-dessus, produirait le résultat qu'on serait en droit

d'en espérer ; ce serait le moment psychologique. Tout cela dit d'un ton doctoral, dans un style lourd et rogue, où Henri Heine eut tout de suite reconnu son Berlinois.

Vous pensez si l'on avait ri chez nous de ce *moment psychologique*. Le mot était devenu à la mode et avait passé dans la conversation ordinaire. On disait couramment : « J'ai faim ; c'est le moment psychologique de se mettre à table. » Toutes les fois qu'une personne commettait une maladresse de paroles, on lui reprochait de n'avoir pas saisi le moment psychologique. On avait mis ce moment psychologique en chansons et en caricatures. De sorte que le premier boulet tombant dans les rues de Paris, tout le monde s'écria en riant : « Tiens ! ils croient que voilà le moment psychologique arrivé ! »

Eh bien ! non; il paraît que ce n'était pas encore le moment psychologique. Je crains, en contant la façon dont les Parisiens accueillirent ces fâcheux hôtes, d'être accusé d'exagération et de pose. J'affirme pourtant qu'ici je vais dire la vérité, comme j'ai essayé de le faire partout. Si étrange que paraisse ce récit, il est absolument exact ; je l'ai vu, de mes yeux vu, et si quelqu'un en doutait, je le renverrais à tous les journaux du temps, qui en font foi. Le bombardement, loin de répandre la terreur, n'excita dans toute la population qu'une curiosité vive. On y courut comme à un grand et singulier spectacle. De terreurs, de gémissements, de cris, pas l'ombre ; ce fut au contraire une explosion de railleries, où ce tour d'esprit particulier aux Parisiens qu'on appelle *la blague* fit merveille, comme jadis le chassepot. Les gamins et les pauvres gens guettaient l'arrivée de

l'obus ; à peine avait-il éclaté qu'ils se jetaient sur les morceaux et les vendaient comme souvenir du siége. Il s'était établi comme une sorte de bourse, où les éclats d'obus étaient cotés suivant leur dimension ou l'étrangeté de leurs échancrures. Un morceau, vendu chaud encore, valait cinquante centimes de plus. Il y eut, pour les ramasser, des imprudences commises, qu'aggravait encore l'impatience de la foule. Sitôt que le projectile s'était enfoncé en terre, hommes, femmes, enfants, tous couraient pour voir. Le gouvernement fut obligé de défendre aux Parisiens, par un arrêté, de s'assembler juste aux endroits où pleuvaient les obus. Il expliqua, dans une circulaire, qu'un obus, tombant dans un lieu déterminé, était presque toujours suivi d'un autre, lequel en précédait un troisième, et que c'était s'exposer de gaieté de cœur à un péril inutile que de courir ainsi, quand il pleuvait, se mettre sous la gouttière. On lut la proclamation, on la trouva fort sage, et personne n'en tint compte. Ainsi est fait le Parisien. Parmi les plaisanteries du moment, il y en a une qui sent bien son gamin de Paris et qui est vraiment drôle. On nous avait prévenus qu'aussitôt avertis de l'approche de l'obus par le sifflement significatif dont son vol est accompagné, il fallait se jeter ventre à terre, pour n'être pas atteint par les éclats qu'il lance en l'air. Quand les enfants d'ouvriers ou même leurs pères, voyaient un brave bourgeois, bien obèse, lourde chaîne d'or au gilet, passer dans la rue, cherchant, les yeux en l'air, quelque chose à voir, ils attendaient qu'il arrivât près d'une flaque de boue, et alors : « Gare l'obus ! » criaient-ils à pleins poumons. Le bourgeois, comme poussé par un ressort, s'étalait,

ventre en avant, le nez dans la fange, et il n'était tiré de là que par un universel éclat de rire.

Ce qui contribuait à entretenir cet esprit de gouaillerie, c'est qu'en effet le bombardement, s'il lui est facile de détruire une petite ville, dont les maisons bâties en bois se serrent les unes contre les autres, est impuissant contre une cité immense, toute coupée de larges boulevards, de terrains vagues, de squares et de jardins, où les demeures des particuliers, presque toutes bâties en pierres de taille, ressemblent par la masse de leur construction et par la force de leur résistance à des citadelles. Un obus, tombé sur une de ces maisons, crevait deux ou trois planchers et faisait quelques dégâts, mais des dégâts peu sérieux et facilement réparables. Il eût fallu, pour la réduire en poudre, des centaines d'obus dirigés tous sur le même point ; quant à détruire un quartier de Paris, c'était là une entreprise insensée, absurde. Quelles que fussent les provisions de fer et de fonte accumulées par les Prussiens, ils n'en seraient jamais venus à bout, s'y fussent-ils obstinés dix mois de suite. Il n'y avait guère de fortement endommagé que les devantures de boutiques et les mobiliers. C'était un sujet d'étonnement, à qui s'en allait à travers le quartier Latin, après une nuit où le bombardement n'avait pas pris une minute de relâche, de voir combien peu de traces cette pluie d'obus laissait de son passage. Des murs éraflés, des glaces brisées, des tuiles semées sur le trottoir et par-ci par-là une porte éventrée, un trou creusé en terre, c'était tout. Il fallait, pour voir de vraies ruines, tomber juste sur un endroit où se fussent acharnés les boulets. Là même les dommages excitaient plus

de curiosité que d'effroi, et, pour terminer par un trait qui peint le Parisien à vif, à Auteuil, un marchand de vins, dont la maison avait été frappée de quelques projectiles, s'était avisé d'écrire sur son enseigne, en grosses lettres : AU RENDEZ-VOUS DES OBUS, et il y avait foule dans son établissement.

Les Prussiens avaient complétement manqué leur coup, si leur prétexte était de semer chez nous l'épouvante. Jamais, en revanche, je ne trouverai d'expression pour dire ce qu'ils ont soulevé d'horreur et de colère. L'inutilité même du bombardement ajoutait encore pour nous à l'odieux de ce procédé. La guerre a ses nécessités ; il faut bien les admettre, si cruelles qu'elles puissent être. Un régiment loge dans un village ; on lui tue quelques-uns de ses hommes ; il met le feu au village par représailles. Cela est abominable sans doute, mais se justifie et même jusqu'à un certain point s'excuse par le besoin qu'une armée en marche a de maintenir sa sécurité. A quoi servait ce bombardement ? en quoi faisait-il avancer le siége ? L'état-major prussien n'ignorait pas que nos provisions tiraient à leur fin, que la famine leur ouvrirait bientôt nos portes malgré nous. C'était donc sans utilité, sans but, pour le plaisir de détruire qu'il détruisait ; pour se donner et donner aux dilettanti de l'univers le délicieux spectacle de la grande Babylone abîmée sous une pluie de fer ? A cette seule pensée, notre cœur se gonflait d'indignation et de mépris.

Si les pertes matérielles étaient moins considérables que ne le croyaient ces vandales, il y eut beaucoup de personnes tuées ou blessées, et surtout, comme on devait s'y attendre, parmi celles à qui leur âge et leur sexe

interdisaient de porter les armes. Les hommes, eux, étaient aux remparts ou aux tranchées, dont les obus s'écartaient avec soin; ceux mêmes que leur service ne retenait pas hors de leur maison, pouvaient la quitter plus aisément, pendant la nuit, que des femmes, des vieillards, des enfants, qui dorment au nid du *at home*. Tous les matins, les journaux nous apportaient le triste compte de nos morts : des mères frappées avec le bébé qu'elles portaient dans leurs bras, de pauvres petits êtres que l'obus écrasait dans leur berceau, des femmes atteintes, au moment où elles faisaient queue pour le pain, et qu'on avait relevées les jambes brisées ou la poitrine défoncée par un énorme éclat de fonte. Tout Paris frémit d'indignation en recevant ce billet de faire part qui fut répandu à profusion : « Monsieur et madame Jules Legendre ont la douleur de vous faire part de la mort de leurs filles : Alice, âgée de trois ans et demi, et Clémence, âgée de huit ans, frappées toutes deux par un obus prussien. » Un projectile était tombé sur la maison Saint-Nicolas, un des plus grands établissements d'instruction publique de la capitale, et il avait tué ou blessé cinq jeunes garçons de douze à quatorze ans ; un autre avait crevé le toit d'un pensionnat de jeunes filles, et en avait mutilé quelques-unes, en frappant deux à mort. Les convois qui menaient ces innocentes et infortunées victimes aux cimetières étaient suivis d'une foule immense, et M. Jules Favre exprima, dans un admirable langage, à l'enterrement des élèves de Saint-Nicolas, la patriotique douleur que sentait toute la population à la vue de ces attentats sans nom.

Il semblait que les obus prussiens fissent exprès de

tomber sur les endroits où ils devaient porter le plus de deuil. A la distance où se trouvaient les artilleurs ennemis, ils ne pouvaient que tirer à toute volée, sans diriger leurs coups sur un but précis. Mais une fatalité inconcevable menait leurs projectiles juste sur nos musées, nos bibliothèques et nos hôpitaux. La rive gauche est, comme on sait, très-riche en établissements hospitaliers ; le nombre s'en était fort accru des nécessités du siége. Aussi n'y avait-il pas de jours que nous ne lussions dans les journaux quelques protestations, signées de médecins célèbres, contre les meurtres commis par les Prussiens dans nos hôpitaux. Leurs obus étaient tombés avec une sorte de rage persistante sur le Val-de-Grâce. M. Trochu y fit transporter les blessés prisonniers ; il en donna avis à M. de Moltke, et l'on remarqua que depuis cette mesure prise, les projectiles se détournaient de ce point avec le même soin qu'ils avaient mis à s'y diriger. Le Luxembourg avait reçu nombre d'obus, qui avaient forcé les malades d'évacuer les vastes ambulances, improvisées par là ; le Jardin des Plantes avait été ravagé, saccagé ; des serres du Muséum, les plus belles du monde, il ne restait rien, que d'informes débris de fonte et de verre, et le vénérable directeur de cet établissement scientifique, l'illustre M. Chevreul, avait écrit sur les registres la déclaration suivante, qu'il avait fait signer à l'Académie des sciences : « Le Jardin des plantes médicinales, fondé à Paris, par édit du roi Louis XIII, à la date du 3 janvier 1636, devenu le Muséum d'histoire naturelle le 23 mai 1794, fut bombardé sous le règne de Guillaume Ier, roi de Prusse, comte de Bismark, chancelier, par l'armée

prussienne, dans la nuit du 8 au 9 janvier 1871. Jusque-là, il avait été respecté de tous les partis et de tous les pouvoirs nationaux et étrangers. »

On nous a dit que ce qui exaspérait surtout les Prussiens, c'était notre affectation un peu ironique à les traiter de barbares. De quel nom pourtant fallait-il les appeler? *Barbares* étaient les Romains, lorsqu'ils pillaient ou livraient aux flammes les trésors de Corinthe; et eux, ces descendants d'Attila, ne méritaient-ils pas ce nom de barbares, eux, qui, sans aucune nécessité, au mépris des droits de l'humanité et des priviléges de l'art, répandaient la dévastation et la ruine parmi cette ville toute pleine de chefs-d'œuvre; qui écrasaient de leurs stupides obus et cette École de médecine, et cette Sorbonne, où ils étaient venus puiser cette science, dont ils se targuaient à cette heure et ces bibliothèques, où ils avaient trouvé une hospitalité si généreuse et si large!

L'Europe entière s'émut et protesta par la voix de ses représentants les plus autorisés. Mais que faisaient à un insolent vainqueur, enivré de sa force et de ses triomphes, les timides remontrances qui s'exhalaient en phrases diplomatiques! Il répondit avec un brutal cynisme, et sa réplique pouvait se résumer en ce mot d'une énergie populaire : Mêlez-vous de ce qui vous regarde! Et le bombardement continuait toujours, et dans la population, l'humeur gouailleuse des premiers jours avait fait place à une résignation indifférente et fière. J'ai parcouru plus d'une fois les quartiers atteints par le bombardement : la vie n'y était changé en rien; je ne pouvais me défendre d'un sentiment d'admiration triste, en regardant ces longues queues de ménagères, qui, paisibles, sans se

plaindre, sous les incessantes menaces de l'obus, attendaient, les pieds dans la boue, leur maigre portion de pain noir. Pas une récrimination, pas un murmure. Elles ne riaient pas, elles ne plaisantaient pas, c'eût été trop exiger d'elles. Elles avaient de l'héroïsme à leur manière, souffrant en silence, et très-déterminées à tout plutôt qu'à se rendre. Qui n'a pas vu ce spectacle ne connaît rien de la population parisienne, ne sait pas ce qu'il y a en elle d'abnégation vraie et d'ardent patriotisme. Pour moi, j'en ai été plus d'une fois touché, jusqu'à en avoir les larmes aux yeux. Le gouvernement avait fourni aux gens des quartiers menacés toutes les facilités pour déménager; outre que tous les habitants de la rive droite, qui comptaient des amis sur l'autre côté de la Seine leur avaient offert l'hospitalité, l'Administration avait mis à leur disposition des casernes, des logements vides, des baraquements. L'émigration fut beaucoup moins considérable qu'on n'aurait pu le croire. Je n'ai pas les données officielles pour en établir le chiffre; ce que je puis affirmer, c'est qu'au quartier Latin, la population ne paraissait pas sensiblement diminuée; tous les pauvres gens tiennent à leur petit mobilier, et ils s'étaient obstinés à rester chez eux, à tout hasard! Des alarmistes s'étaient imaginés que le bombardement, continué avec cette violence, pendant un si grand nombre de jours, allait rompre les rapports sociaux, que les maisons abandonnées de force par leurs locataires seraient en proie aux pillards, à tous les écumeurs de terre, qui bouillonnent comme une lie fumante dans la vase de toutes les grandes villes. Il n'y eut rien de pareil; la police était anéantie ou absente, et cependant on ne

signala ni vols, ni meurtres, et tout ce quartier, éclairé au pétrole, dégarni de sergents de ville, tout plein de maisons vides, tout grouillant d'une population affamée, resta aussi tranquille qu'on l'eût jamais vu aux plus heureux temps de l'empire.

Ce qui avait contribué à maintenir la bonne et vaillante humeur des Parisiens, c'était la persuasion que tout allait au mieux de l'autre côté des lignes prussiennes. Depuis le 20 décembre jusqu'au 8 janvier, nous étions restés sans nouvelles officielles. Le froid terrible qu'il faisait avait arrêté les pigeons, qui ne voyagent que par des températures tièdes. Quelques journaux, surpris à l'ennemi, avaient suppléé tant bien que mal à l'insuffisance de renseignements plus précis. Ces journaux, qui tournaient naturellement tous les faits à l'avantage des armées allemandes, n'avaient pu néanmoins nous cacher que le mouvement du pays, une fois lancé vers la levée en masse, ne s'était plus arrêté. Nous démêlions à grand'peine, à travers leurs lambeaux de récits, qui semblaient embrouillés à plaisir, ce qu'il pouvait y avoir de plus favorable à notre cause. Cependant, vers les derniers jours de ce long silence, il faut bien avouer que l'impatience était devenue extrême, et presque douloureuse. Elle se traduisait sous la forme qu'elle affecte toujours dans les villes assiégées, par des bruits de victoires mis en circulation, sans qu'on en pût retrouver les auteurs. C'était, cette fois, un soldat, qui, après avoir traversé le camp ennemi, serait venu déclarer que le prince Frédéric-Charles, avait été battu à deux reprises par nos soldats de la Loire, et qu'ils allaient arriver d'un moment à l'autre. Le propos était vrai, mais il fut prouvé

que l'homme par qui il avait été tenu se trouvait dans un état de surexcitation voisin de la folie, et qu'il ne fallait attacher aucune importance à ses paroles. Tous les matins, les feuilles publiques pressaient le gouvernement de rompre le silence ; il leur paraissait impossible que de façon ou d'autre on ne sût rien, on n'eût rien à dire. Ce qui irritait la curiosité publique, c'est que dans un de ces articles de l'*Officiel*, qui ressemblaient, par l'incohérence et l'obscurité de la rédaction, à des oracles de la sybille, il s'était glissé une allusion à des succès que nous aurions remportés et qui devaient nous donner confiance.

— Quels succès ! s'étaient écriés en chœur les journalistes. Si vous les savez, pourquoi ne pas nous les dire franchement ? Si vous les ignorez pourquoi nous en parlez-vous ?

Le gouvernement se renfermait dans un majestueux nuage de discrétion. Le charme enfin se trouva rompu. Le temps était devenu plus doux, et, le 7 janvier, des pigeons arrivèrent porteurs de dépêches importantes, expédiées par la délégation de Bordeaux. Ils abritaient aussi sous leurs ailes vingt mille (c'est bien vingt mille que j'ai dit) télégrammes particuliers, et c'est le lendemain que, pour la première fois depuis quatre mois, j'eus, par une ligne bien sèche, mais plus douce que la rosée, quelques nouvelles des miens.

Les dépêches de Gambetta nous rendaient compte des opérations de guerre poursuivies par nos généraux dans le Nord. Le général Faidherbe, après s'être replié un moment sur Vitry, Arras et Douai, avait repris, dans les premiers jours de l'année 1871 une vigoureuse offensive.

Il s'était porté au sud d'Arras, et avait livré près de Bapaume, le 3 janvier, une grande bataille qui aurait duré de huit heures du matin à six heures du soir. Il avait chassé les Prussiens de toutes leurs positions. Les pertes ont été, disait son rapport, sérieuses de notre côté, énormes du côté de l'ennemi. Quelques jours après, poussant plus avant, il avait gagné une nouvelle bataille à Pont-Noyelle, près d'Amiens, et avait occupé cette dernière ville.

Ce qui nous intéressait plus encore que Faidherbe, c'était Chanzy et Bourbaki. Chanzy était devenu, à Paris, sans qu'il s'en doutât probablement, *le lion du jour*. Après qu'Aurelles de Paladines avait été destitué, à la suite d'Orléans évacué une seconde fois par nos troupes, Gambetta avait nommé Chanzy général, et, contant le récit des manœuvres faites par ce nouveau chef pour sauver l'armée, il avait assuré en propres termes que Chanzy paraissait être le véritable homme de guerre révélé par les événements. Il n'en fallait pas davantage au peuple crédule et enthousiaste de Paris. On ne jura plus que par Chanzy. L'impression fut si forte qu'elle subsiste encore. Au moment où j'écris ce chapitre, tout est fini, l'armistice signé, l'armée de la Loire détruite, et nos forts aux mains des Prussiens, et pourtant je sens flotter encore en moi une vague admiration de Chanzy, dont je ne sais rien, sinon qu'il a été battu, comme les autres. Quant à Bourbaki, il avait pour nous le mérite d'avoir échappé (nous ignorons comment) à la capitulation de Sedan, et d'avoir repris les armes. Le premier de ces deux généraux tenait vigoureusement tête aux Prussiens, dans les environs du Mans, et les

fatiguait par des marches et des contre-marches. On n'était pas encore exactement renseigné sur les mouvements du second; mais on ne doutait point qu'il ne se préparât à frapper un grand coup contre le prince Frédéric-Charles. On croyait démêler qu'il avait remporté un avantage marqué à Nuits, tandis que Garibaldi entrait à Dijon.

Ces nouvelles répandirent dans Paris une joie universelle. Tous les fronts brillaient d'une nouvelle espérance; on s'abordait dans les rues avec effusion; on se serrait les mains : Pensez-vous que nous sortirons de là ? — Je commence à le croire. — N'est-ce pas ? On s'encourageait à tenir; on était si content qu'on revenait sur le compte de Trochu : « Vous savez, disait-on, tous ces mouvements de nos généraux s'accomplissent d'après ses instructions... attendez, il sait ce qu'il fait... S'il n'agit pas, c'est qu'il épie le moment favorable... » — J'ai quelque pudeur à conter ainsi ces perpétuelles fluctuations de l'opinion publique; à nous montrer, nous autres Parisiens qui passons pour fins et spirituels, si hésitants, si faciles aux illusions, si prompts aux désespoirs. Mais quoi ! J'ignore l'art de farder les choses, et prends à tâche de les dire comme je les ai vues. L'histoire, qui les regarde de plus haut et en bloc, ne dira que l'héroïsme de cette défense, et n'en considérera que le côté glorieux; les témoins oculaires, par cela même qu'ils regardent les événements de plus près, entrent plus volontiers dans le détail.

En d'autres temps, il nous eût suffi de ce réconfort pour nous faire patienter trois ou quatre semaines : mais une longue attente avait surexcité les esprits; le bom-

bardement continuait toujours, s'étendant chaque nuit, et faisant par ainsi dire tache d'huile. Les boulets s'avançaient chaque jour d'une centaine de mètres, et l'on en avait signalé qui étaient tombés jusque sur la rive de la Seine. Nos forts répondaient; mais quoiqu'on nous dît merveille de leur feu, il nous paraissait que notre artillerie ne faisait pas grand mal aux batteries prussiennes; ce qu'il y avait de sûr, c'est qu'elle ne les faisait pas taire. Ces forts eux-mêmes, le bruit s'était répandu dans Paris que quelques-uns d'entre eux, ceux d'Issy, de Vanves et de Montrouge en particulier, étaient très-entamés; que les casemates étaient défoncées, et que les remparts, démolis par endroits, s'écroulaient en larges brèches. Qu'y avait-il de vrai dans ces rumeurs ? Nous n'en savions rien, ne pouvant y aller voir. Mais nous n'étions qu'à moitié rassurés par les bulletins de M. Schmitz. Nous nous rappellions la terrible phrase de M. de Bismark à Jules Favre : « Nous prendrons, quand il nous plaira, deux de vos forts en quarante-huit heures. » — C'est qu'une fois maître des forts, ils l'étaient de Paris ! Il fallait donc les arrêter par d'autres moyens que le feu d'une artillerie qui ne semblait pas de force à lutter avec leurs canons Krupp.

Quels autres moyens ? Des sorties quotidiennes, ou une grande trouée, n'importe; on ne savait pas; mais on en revenait toujours là : il faut faire quelque chose. On y mettait d'autant plus d'insistance que beaucoup de gens s'étaient imaginés voir dans ce bombardement si violent et si continu une ruse de guerre. M. de Moltke, disaient-ils, ne nous canonne si furieusement que pour nous donner le change. Tandis que nous sommes tout

entiers au bruit de ses mortiers, nous garantissant de notre mieux contre ses bombes, il détache sans doute quelque nombreux corps de troupes, qui va tomber à l'improviste sur l'armée de Chanzy et la détruire. Il faut s'en assurer; ne laissons pas à l'ennemi un moment de repos; retenons autour de nous toutes ses forces. Et pour appuyer cette manière de voir, les personnes qui se prétendaient initiées au secret du gouvernement assuraient que dans la partie de sa dépêche qui n'avait pas été publiée, Gambetta s'emportant contre l'inaction de Trochu, lui avait dit : Vous nous perdez! battez-vous donc! faites quelque chose!

On ne saurait croire le plaisir que fit à la population le récit de deux ou trois petites affaires de nuit qu'il trouva le matin dans son journal. Elles n'étaient pas fort importantes, et l'une d'elles, même, n'avait pas réussi. N'importe! C'était signe que le général en chef avait compris la nécessité de l'action incessante. On le pressait, on le suppliait de faire plus encore. Les organes les plus accrédités de l'opinion publique lui faisaient entendre, par allusions voilées, que s'il ne croyait pas au succès définitif, s'il ne se sentait pas l'énergie nécessaire pour dompter la fortune, son devoir était de passer la main à un plus audacieux et à un plus jeune. On en voulait surtout à son état-major, en qui l'on n'avait aucune confiance. Il est certain que ce pauvr Schmitz avait toujours rédigé ses bulletins de la façoı la plus ridicule; mais ce n'est pas une raison, parce qu'on est un déplorable écrivain, pour qu'on soit un général médiocre. On l'accusait de bien pis que de médiocrité. La foule parlait tout bas de trahison. Je ne rapporterais

pas ces bruits, aussi absurdes qu'odieux, si le général Trochu n'avait cru devoir les démentir dans une proclamation qui fut affichée sur tous les murs. On avait remarqué que les Prussiens étaient toujours prévenus du lieu où devaient se faire nos attaques, et que nous les trouvions toujours sur leur garde. Par qui pouvaient-ils être ainsi avertis à point nommé, sinon par les confidents de M. Trochu, les seuls qui fussent dans le secret des expéditions projetées ? On voit, par ce petit détail, à quel point d'irritabilité étaient tendus les esprits.

Aussi, y eut-il dans toute la ville, comme un soulagement inexprimable, quand, le 19 janvier, au matin, on lut sur les murs cette proclamation du gouvernement : « L'ennemi, disait-il, tue nos femmes et nos enfants ; il nous bombarde jour et nuit, il couvre d'obus nos hôpitaux. Un cri : *Aux armes!* est sorti de toutes les poitrines. Ceux d'entre nous qui peuvent donner leur vie sur le champ de bataille marcheront à l'ennemi ; ceux qui restent, jaloux de se montrer dignes de l'héroïsme de leurs frères, accepteront au besoin les plus durs sacrifices, comme un autre moyen de se dévouer pour la patrie. Souffrir et mourir, s'il le faut, mais vaincre ! »

Cette proclamation n'était point signée de M. Trochu. Nous apprîmes par un ordre du jour, signé Le Flô, que le général s'étant mis à la tête des troupes, c'était le ministre de la guerre qui faisait, par intérim, les fonctions de gouverneur de Paris. Nous en conclûmes que l'affaire serait très-chaude. Il était évident que l'intention de M. Trochu était de ne plus rentrer à Paris. Il voulait ou faire enfin la grande trouée, si souvent promise, ou mourir à la tête de ses troupes.

C'étaient les régiments de marche, ces fameux régiments de gardes nationaux mobilisés, à qui était réservé cette fois l'honneur d'ouvrir le feu. Les culottes de peau affectaient de fort mépriser les bourgeois, déguisés en soldats. On assurait qu'un des vieux généraux, parlant de cette expédition, avait dit en propres termes : « Ces blagueurs de gardes nationaux veulent absolument qu'on leur fasse *casser la gueule ;* on va les y mener. » Ce propos soldatesque avait été traduit par les journaux dans un style moins pittoresque, mais plus académique : « La garde nationale veut une saignée, nous allons la lui faire faire. » Ces bourgeois si décriés, ces *pantouflards*, comme on les appelait par ironie, frappèrent d'étonnement, par leur bonne volonté sérieuse, par leur attitude martiale, par leur entrain et leur dévouemnet, tous les officiers de l'armée régulière et de la mobile. Je ne suis pas suspect en les louant ici ; je n'étais point enrôlé dans ces régiments de marche, mon extrême myopie faisant de moi un soldat plus dangereux pour les voisins que pour l'ennemi. Je répète ce qui a été dit partout, ce dont sont convenus devant moi nombre d'officiers supérieurs, ce qui ne surprendra d'ailleurs que les esprits peu philosophes. Il était tout naturel, que des hommes instruits, animés d'idées libérales et de sentiments patriotiques, qui combattaient *pro aris et focis*, de vrais citoyens, portassent à cette besogne de défendre leur ville, sinon plus de courage que les soldats qui n'en ont que par métier, un cœur tout au moins plus résolu et plus ferme, une intelligence plus ouverte, un dévouement plus réfléchi. Ah ! si l'on s'en était avisé plus tôt ! si de ce chaos de la garde nationale parisienne

qu'on avait si longtemps laissé bouillonner dans une agitation stérile, on eût dès l'abord tiré les cent mille braves gens qu'elle contenait, jeunes et en état de porter les armes, quelle armée on aurait mise sur pied en trois semaines! A quoi bon ces regrets douloureux! Ce qui est fait est fait ; mais je n'y puis songer sans que des larmes de rage ne me tombent des yeux! Oh! le bête et absurde préjugé du bouton de guêtre! Comme nous en avons fini pour toujours avec lui! comme nous allons, nous aussi, nous constituer en nation armée, et n'avoir plus, et pour soldats que des citoyens, et pour citoyens que des soldats! ils verront... ils verront... et le jour de la revanche n'est peut-être pas si éloigné qu'on l'imagine.

Les bataillons de marche, commandés pour l'expédition, s'étaient réunis dans la nuit, et ils étaient tous gaillardement partis, le sac au dos. Ils enlevèrent avec beaucoup d'entrain, après un combat très-vif, la redoute de Montretout, et pénétrèrent par la brèche dans le parc de Buzenval. C'est là que tomba frappé d'une balle, en faisant le coup de feu, un homme dont la mort fut un deuil pour Paris tout entier. C'est Henri Regnaut, le peintre de la *Salomé*, un tableau admirable de verve et de couleur, qui, au précédent salon, avait emporté le grand prix, et promis à la France un artiste de génie. Il n'avait que vingt-neuf ans, et tous les connaisseurs s'accordaient à voir en lui un futur chef d'école, un de ces hommes qui renouvellent l'art et font la gloire d'un siècle. Il avait vingt-neuf ans, il était jeune, débordant de vie, fiancé depuis deux ans à une jeune fille dont il était éperdument aimé; un coup de fusil tiré au hasard

par quelque imbécile allemand, jadis balayeur de nos égouts ; et tout cela, ce bonheur, cette gloire, ces joies, tant de chefs-d'œuvre espérés, évanoui, perdu à jamais, et voilà une fiancée au désespoir, une mère qui se meurt de chagrin, une nation et l'art en deuil! Oh! l'abominable et stupide chose que la guerre!

Une foule impatiente et surexcitée attendait sur les boulevards et rue Drouot les bulletins de la bataille qui se succédaient d'heure en heure. Le premier nous avait rempli d'une joie, qui ne laissait pas, hélas! d'être inquiète; nous y avions été si souvent pris, à nous repentir, sur la fin de la journée, de nous être félicités trop tôt. Le second était déjà moins rassurant, il parlait de brouillard qui empêchait les observations. Le troisième et le quatrième nous faisaient entendre clairement, à travers leurs réticences, que si nous n'étions pas repoussés, au moins n'avancions nous plus ; le dernier, qui datait de neuf heures cinquante, nous disait textuellement : « L'ennemi ayant, vers la fin du jour, fait converger sur nous des masses d'artillerie énormes et des réserves d'infanterie, nos colonnes ont dû se retirer des hauteurs qu'elles avaient gravies le matin. Nos pertes ne sont pas encore connues, nous avons su par des prisonniers que celles de l'ennemi étaient fort considérables. »

Ainsi ce serait donc toujours la même chose! Toujours on nous parlerait de ces masses énormes d'artillerie qui, arrivées à la fin du jour, changeaient la face du combat! Ah ça! mais, et nous, nous n'avions donc pas d'artillerie? Qu'avait-on fait de ces centaines de canons, que nous avions, par élan de souscription patriotique, fait

fondre et offerts au gouvernement de la défense nationale ? Apparemment il les gardait pour les offrir aux Prussiens le jour de la reddition. Ces fâcheuses impressions s'assombrirent encore, lorsqu'il nous fut donné de lire les proclamations du lendemain : « Il faut, disait M. Trochu, parlementer d'urgence à Sèvres, pour un armistice de deux jours, qui permettra l'enterrement des morts et l'enlèvement des blessés ! » Deux jours ! Mais il y en a donc des montagnes ! Et comme pour servir de commentaires à ce bulletin, le gouverneur ajoutait dans une lettre, qui fut publiée avec le contre-seing de M. Schmitz : « Envoyez-moi nombre de voitures, ramassez tous les brancardiers que vous pourrez réunir. » Il semblait en vérité qu'il s'agît de déblayer le champ de Waterloo.

Il y eut dans tout Paris un moment de stupeur, qui fut suivi d'une tristesse infinie. On ne le croira guère : mais ce fut cette même brave garde nationale qui s'était si bien battue, qui dissipa ces impressions. Nous croyions à une formidable bataille perdue : Mais non, pas du tout, nous disait-elle, on nous a donné ordre de battre en retraite, nous nous sommes retirés, mais de notre plein gré, sans être poursuivis, et nous ne nous doutions pas même que c'était là ce qu'on appelle en style militaire une défaite. Des morts et des blessés, il y en a, sans doute, et il n'y en a que trop, mais pas tant que vous le croyez. Si M. Trochu a demandé des brancardiers et des voitures de supplément, c'est qu'il fait une boue de tous les diables, et que dix chevaux sont nécessaires où un seul eût suffi, il y a huit jours, par la gelée.

Ce ne fut qu'un cri : « On n'est pas si maladroit que cela !.. » Puis, la réflexion aidant, on se demanda : Est-ce bien vraiment maladresse ? ne serait-ce pas plutôt calcul ? ne veut-on pas, en effrayant les imaginations, incliner les Parisiens à l'idée d'une capitulation? Ceux qui pensaient ainsi (et ce fut bientôt tout le monde) faisaient remarquer la façon dont le *Journal officiel* venait d'annoncer les nouvelles qui lui étaient arrivées de province par pigeon. « On n'avait pu, disait le moniteur du gouvernement, déchiffrer encore que les premières phrases des dépêches de Bordeaux : elles indiquaient un temps d'arrêt dans le progrès des armées de l'Ouest et des succès importants dans l'Est. » Et, par une préférence bizarre, le journal gardait un profond silence sur la nature de ces succès, qu'il qualifiait d'importants, se complaisait à donner des détails sur ce temps d'arrêt qu'avait subi l'armée de Chanzy.

Nous ne tardâmes pas à connaître toute la vérité ; elle était navrante. Ce Chanzy, sur lequel nous avions tant compté, d'un si ferme espoir, il n'y avait plus à en douter, il était battu, son armée dispersée ou détruite. On nous donnait heure par heure des dépêches et des ordres du jour ; le *Journal officiel*, arrivé au récit de sa défaite, la remplaçait par des points. Mais que le silence de ces points était éloquent ! De ce côté-là tout était perdu ; et cependant notre besoin d'espérer était si fort, que nous nous rejetâmes aussitôt vers l'Est. Là, on nous parlait d'un mouvement de Bourbaki, qui, secondé par Garibaldi, s'élevait entre l'Allemagne et l'armée assiégeante, dont il menaçait les derrières. « S'il arrive à couper les communications des Prussiens, disions-

nous, nous pouvons encore être sauvés. Il donnera la main à Faidherbe... » Car nous comptions aussi sur Faidherbe !

Et cependant les inquiétudes allaient croissant d'heure en heure ! Le bombardement, un instant ralenti par notre attaque sur Montretout, avait recommencé avec une violence inouïe, et les Prussiens l'avaient ouvert le 21 au matin contre Saint-Denis. Ils voulaient rendre Saint-Denis intenable à nos troupes, s'y installer à notre place, et, de là, foudroyer Belleville. Ils se flattaient que la population turbulente de Belleville, chassée de son quartier, se répandrait dans Paris, mettrait partout le désordre, en y portant le pillage. — Ainsi, nous étions menacés de la guerre civile dans un avenir prochain. C'était le restant de nos écus. Il ne fallait plus, pour la prévenir, faire fond sur le gouvernement ; il était absolument discrédité. Il ne restait en place que par l'impossibilité où nous étions d'en trouver un autre. Mais c'était de toutes parts un effroyable déchaînement contre son inertie et ses maladresses ; on s'en prenait surtout à Trochu ; le bruit courait dans Paris que son illuminisme avait tourné à la folie ; qu'il était en proie à des hallucinations ; qu'il voyait Geneviève, patronne de Paris, et qu'il avait mis, dans une proclamation officielle heureusement interceptée par Jules Favre, les habitants de la capitale sous la protection de la sainte. Il portait les bottes molles des héros d'opéra-comique et le bonnet de soie noire du marguillier. Il n'en faut pas davantage à Paris pour rendre un homme ridicule, surtout quand il n'a pas réussi. Cette marée d'impopularité monta si vite et avec un tel bruit, que le gouvernement de la défense nationale se vit

forcé d'y céder : il décida que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement. Il nomma le général de division Vinoy commandant en chef de l'armée de Paris, et tout en conservant au général Trochu la présidence du conseil, il supprima le titre et les fonctions de gouverneur. — Et c'est ainsi que fut accomplie cette parole de l'Écriture : « Le gouverneur de Paris ne capitulera jamais. »

L'occasion était belle pour l'émeute. Vous avez pu remarquer qu'après chacune de nos grandes catastrophes les partisans de la Commune avaient jailli de leur obscurité, comme les diables d'une boîte à surprise. Nous ne pensions guère à eux; car leurs journaux s'étaient tus, faute de public, et il nous avait semblé que leurs rangs s'étaient fort éclaircis. Si peu qu'il restât de ces fanatiques, qui ne reculaient point devant l'idée de la guerre civile, ils se tenaient prêts, et crurent le moment venu. Dans la nuit du samedi au dimanche, une poignée d'émeutiers forçaient les portes de Mazas, avec la complicité du directeur de la prison, qui fut révoqué deux jours après, et enlevèrent plusieurs détenus politiques, parmi lesquels l'inévitable major, M. Flourens. La troupe se rendit ensuite à la mairie du 20e arrondissement, où elle pilla 2,000 rations de pain, et but une barrique en l'honneur de la Commune restaurée. On les balaya le lendemain sans qu'ils fissent mine de résister.

Mais peu après, le 101e bataillon de marche s'en vint, au nombre de cent cinquante à peu près, à l'Hôtel de Ville, et déboucha sur la place, juste au moment où les délégués d'une manifestation sans armes sortaient d'une

audience qui leur avait été accordée par les membres du gouvernement. Quelques coups de fusils partirent de ce groupe, et frappèrent, dans les rangs, des mobiles bretons qui gardaient l'Hôtel de Ville. Un jeune lieutenant tomba percé de trois balles. Les mobiles ripostèrent par un feu de peloton. La foule était énorme; elle se dispersa, courant, criant, se bousculant. Quelques victimes restèrent sur le carreau. L'affaire semblait finie, quand tout à coup les fenêtres des maisons situées en face de l'Hôtel de Ville s'ouvrent, et de là éclate une vive fusillade. Ordre est donné aux troupes massées sur la place de prendre ces maisons; on y saisit treize gardes nationaux armés du 101e, et M. Sapia, l'ancien chef de bataillon, qui les commandait. Tout cela ne dura guère que vingt minutes.

Jamais je n'ai mieux senti que ce jour-là combien ce Paris était vaste, et quel univers c'était que cette grande ville. Il faisait beau temps, et c'était dimanche, en sorte que nous étions descendus, quelques camarades et moi, sur les boulevards. La population parisienne qui fait toujours fête au soleil, s'acheminait, nombreuse et gaie, vers les Champs-Élysées. Nous rencontrâmes par hasard un ami, qui nous apprit qu'on se battait à l'Hôtel de Ville. Nous courûmes de ce côté; sur notre route, rien que des flâneurs indifférents, qui ne semblaient pas soupçonner qu'on se tirât des coups de fusil à un kilomètre de là. A mesure que nous approchions, la physionomie des rues changeait sensiblement : partout des groupes animés; des orateurs en plein vent, une foule très-houleuse, qui roulait vers le lieu du combat. Nous traversâmes la place, derrière les voitures d'ambulances

qui emportaient les blessés, et rencontrâmes le préfet de police, M. Cresson, qui nous fit passer de l'autre côté; car déjà les troupes arrivaient et formaient un cordon autour de l'émeute vaincue. Nous étions sur la rive gauche; là, sifflaient les obus prussiens, tandis que grondaient les canons de nos forts qui cherchaient à leur répondre. C'était un tonnerre incessant d'artillerie. Nous remontâmes les quais, presque déserts, et par le pont des Arts, nous débouchâmes sur la place du Théâtre-Français.

Une foule considérable sortait du théâtre, où l'on avait joué ce jour-là le *Mariage de Figaro;* c'était l'heure où paraissent les journaux du soir; elle se répandait pour les acheter autour des kiosques. Nous poussâmes, remontant toujours, jusqu'aux Champs-Élysées; les enfants y jouaient comme à leur ordinaire, et tout un monde de promeneurs endimanchés regardait curieusement passer un escadron de cavalerie, qui s'avançait, fanfare en tête, sur la chaussée. Et je me souvins alors de la lettre de ce soldat prussien, que les journaux nous avaient donnée dans le temps : « Tu n'imagines pas, écrivait-il à sa mère, comme ce Paris est immense ! mais les Parisiens sont de drôles de gens; ils trompettent toute la journée. »

Cette échauffourée, quand l'histoire en fut connue du public, ne fit pas grande sensation. Elle excita plus de mépris que de colère. Le nombre des assaillants avait été si faible, ils avaient été si vite mis à la raison; leur entreprise, ainsi conduite, semblait si absurde, qu'on les traita plutôt comme des fous que comme des conspirateurs. On se contenta d'ajouter que c'étaient des fous

dangereux, et qu'il en fallait finir avec ces éternels artisans de désordres, qui voulaient ajouter à tant de maux dont nous souffrions déjà celui de la guerre civile. Le gouvernement, en qualifiant, dans l'acte d'accusation, les faits reprochés à Flourens « de connivence ou intelligence avec l'ennemi, » paraissait insinuer que M. de Bismarck avait payé ses émeutes. Beaucoup de gens le croyaient.

C'était une opinion bien peu vraisemblable. Le ministre prussien n'avait déjà plus, à ce moment, besoin d'une révolution dans Paris pour lui en ouvrir les portes. Notre situation allait s'aggravant d'heure en heure. Ce n'était plus seulement Chanzy, dont nous apprenions la déconfiture, qui était complète, c'était Faidherbe, c'était Bourbaki, Bourbaki notre dernier espoir, qui se trouvait pris entre deux armées ennemies, et qui, loin de venir à notre secours, avait grand'peine à se sauver lui-même. L'*Officiel* nous donnait ces nouvelles, une à une, sans y joindre un mot de commentaires, comme s'il nous eût voulu dire : « Vous voyez ! c'est la situation ! qu'en pensez-vous ? que feriez-vous à ma place ? »

Ce silence nous irritait et nous désespérait en même temps. De quelque côté que tombassent nos regards, nous apercevions des signes non équivoques de dissolution prochaine. On avait rationné la population à trois cents grammes de pain par jour et à trente grammes de viande de cheval. Il fallait trois heures de queue pour obtenir sa portion chez le boulanger et chez le boucher, et souvent même les mesures étaient si mal prises, que de pauvres gens, qui n'avaient rien autre à manger, trouvaient en arrivant à leur tour visage de bois et place

nette. Il m'est plus d'une fois arrivé de donner mon morceau de pain à telle femme qui pleurait : « Comment voulez-vous que je fasse ? disait-elle. Point de pain, et pas moyen d'en avoir. » Ce pain, il était si horrible, que le cœur me soulevait rien qu'à le voir sur la table. Je préférais manger du biscuit, dont j'avais une petite provision. C'était pourtant la seule nourriture d'une foule de familles, dont beaucoup avaient été aisées. Elles se faisaient de la soupe au vin. Aussi la diarrhée commençait-elle à faire de grands ravages. Et cependant, je ne saurais trop le redire, toute cette population si misérable demeurait calme et résignée. Beaucoup de tristesses et de plaintes, mais sans qu'il vînt jamais à personne l'idée qu'en traitant avec les Prussiens on mettrait fin à tant de maux Les privations étaient de toutes sortes et de chaque instant; je n'en veux citer qu'un exemple : Paris resta plus de quinze jours sans bains, le charbon de terre manquant pour chauffer l'eau. Les réquisitions pleuvaient l'une après l'autre sur les denrées de première nécessité ; un jour c'étaient les pommes de terre, un autre jour le sucre. La réquisition faisait, par le jeu naturel du commerce, enchérir l'objet, et le gouvernement, s'apercevant de l'effet produit, levait la réquisition. C'était un effroyable et universel gâchis. Car si nous n'avons pas eu la chance, en ces jours de misères, de trouver un général pour nous conduire, nous n'eûmes pas davantage celle de rencontrer un organisateur pour nous administrer. Les bras nous en tombaient de découragement.

La nécessité d'une capitulation commençait à se faire jour dans les esprits, qu'elle remplissait de trouble et

d'angoisse. Les journaux n'osaient encore prononcer ce mot définitif et terrible. Mais ils ne cessaient d'adjurer le gouvernement (je parle au moins des plus sages). — « Votre devoir, lui disaient-ils, chaque matin et sous toutes les formes, est de faire le recensement exact de nos approvisionnements, de savoir combien de temps nous pouvons encore tenir et de prendre un parti en conséquence. Le temps des indécisions est passé ; il faut des résolutions promptes et énergiques. Quelle est la vôtre ? Quelle qu'elle soit, nous l'accepterons, mais vous nous devez d'en avoir une et de nous la faire connaître. » Les bruits les plus contradictoires couraient en ville au sujet de l'approvisionnement de Paris. Les optimistes disaient qu'on avait de la farine pour jusqu'au 15 mars ; les mieux informés, ceux qui avaient leurs entrées dans les ministères, avouaient qu'il ne restait plus à manger que pour huit jours au plus, et que le 3 février, la ville se trouverait sans un morceau de pain, aux prises avec les difficultés d'un ravitaillement impossible. Un million de créatures humaines mourrait de faim avant qu'un sac de blé eût débarqué en gare.

On contait qu'à l'Hôtel de Ville, le gouvernement s'agitait sur place, en proie à de cruelles incertitudes. Il avait convoqué en conseil extraordinaire tous les officiers supérieurs de l'armée, leur avait exposé la situation de nos approvisionnements et de nos armées, et les avait interrogés l'un après l'autre sur ce qu'il y avait à faire, promettant le commandement en chef à qui voudrait prendre sur soi la responsabilité de la défense à outrance. Des généraux on avait passé aux colonels, puis aux simples capitaines, et tous avaient, l'un après

l'autre, décliné ce redoutable honneur. Un seul, si ce qu'on rapportait alors est véritable, aurait exposé, avec beaucoup de verve, le moyen, infaillible, selon lui, de faire une trouée ; mais il reconnaissait que la trouée une fois faite, on tomberait dans le vide, avec une armée sans munitions, sans vivres, qui ne tarderait pas à être détruite.

Il ne restait donc plus qu'à traiter. La conviction de nombre de personnes, c'est que déjà Jules Favre négociait la convention, et qu'on ne la révélerait au public qu'après qu'elle aurait été signée. Il régnait dans la ville une effervescence incroyable. A midi, on contait que Gambetta, exaspéré de tant de désastres, s'était tiré un coup de pistolet dans la tête, et que cette guerre funeste, qui s'était ouverte par le suicide de Prévost-Paradol, se fermait ainsi par la mort de Gambetta. A deux heures, on assurait qu'il avait été assassiné ; à trois, qu'il avait été bloqué dans Lille avec Faidherbe ; qu'un nouveau gouvernement était installé en province, sous la présidence de M. Thiers, qui aurait chargé lord Lyons de négocier un armistice général. Ce qui donnait plus de poids aux bruits d'armistice, c'est que le feu s'était ralenti, surtout du côté du sud, car Saint-Denis continuait à être bombardé avec violence. Nos oreilles, habituées au fracas incessant de l'artillerie, étaient comme étonnées de ce repos inattendu.

C'est le 27 janvier que nous sûmes enfin notre sort. Il parut au *Journal officiel* une note ainsi conçue :

« Tant que le gouvernement a pu compter sur une armée de secours, il était de son devoir de ne rien négliger pour prolonger la défense de Paris. En ce mo-

ment, quoique nos armées soient encore debout, les chances de la guerre les ont refoulées, l'une sous les murs de Lille, l'autre au delà de Laval, la troisième sur les frontières de l'Est. Nous avons dès lors perdu tout espoir qu'elles puissent se rapprocher de nous, et l'état de nos subsistances ne nous permet plus d'attendre. Dans cette situation, le gouvernement avait le devoir absolu de négocier. Les négociations ont lieu en ce moment. Tout le monde comprendra que nous ne puissions en indiquer les détails sans de graves inconvénients. Nous pensons cependant dès aujourd'hui que le principe de la souveraineté nationale sera sauvegardé par la réunion immédiate d'une Assemblée; que l'armistice a pour but la convocation immédiate de cette Assemblée; que pendant cet armistice l'armée allemande occupera les forts; que nous conserverons notre garde nationale intacte, et une division de l'armée, et qu'aucun de nos soldats ne sera emmené hors de notre territoire. »

Cette communication était trop attendue, elle avait été trop préparée pour frapper la population comme d'un coup de foudre. Je ne saurais mieux comparer l'effet qu'elle produisit sur nous qu'à ce mélange de sentiments contraires qui se partagent notre âme à l'annonce de la mort qui termine une longue et douloureuse maladie. Cette mort était inévitable; elle décharge donc l'âme d'un invincible poids, et il s'échappe un soupir, non de satisfaction, mais de soulagement : ah ! c'est donc fini ! nous savons à quoi nous en tenir ! nous ne serons plus en proie à cette incertitude, à ce flux et reflux perpétuel d'espoir et de terreur. Il y a comme un affaissement de

toutes les forces, comme une détention des nerfs trop longtemps surexcités. Et d'un autre côté, ce malheureux qui vient de mourir, on l'aimait tendrement; si faible que fût cette lumière d'espérance qui brûlait dans les cœurs, on la conservait précieusement allumée, tant que la vie respirait en sa poitrine, et elle éclairait les visages d'un rayon de joie. Et voilà qu'aujourd'hui c'est fini, bien fini; une sourde rage contre le destin, une morne douleur s'empare de ceux qui le regrettent, et les plonge dans la consternation.

Ce sont là, si je ne me trompe, les sentiments que l'on aurait pu démêler dans la population parisienne. Ils ont l'air de se contrarier, mais notre cœur est ainsi fait qu'il unit avec une facilité merveilleuse les contradictions les plus étranges. Par-dessus tout flottait encore cette triste consolation : ce n'est pas notre faute ! nous avons manqué d'hommes pour nous conduire. Ce témoignage que Paris pouvait se rendre, M. John Lemoinne, le spirituel polémiste des *Débats*, le traduisait dans un article éloquent qui fit sensation : après avoir dit que ceux-là qui souffraient le plus de cette dernière humiliation, ce n'étaient pas les braillards de Belleville, qui allaient pourtant crier le plus fort à la trahison, mais toute cette bourgeoisie honnête, courageuse, laborieuse, dévouée, qui avait l'idée et l'amour de la patrie, et qui soutenait depuis quatre mois tout l'effort de la résistance; le journaliste ajoutait dans une admirable péroraison :

« O vous tous, Français de toute la France, qui vous êtes réunis et réconciliés dans ce combat suprême, et dans l'âme desquels nous jetons en ce moment le désespoir, dites-vous que vous n'avez rien à vous repro-

cher; attestez Dieu et les hommes, que vous avez fait votre devoir jusqu'à la dernière extrêmité. Ce sera l'éternel honneur de Paris, de ce Paris tant calomnié, d'avoir été jusqu'au dernier jour, jusqu'à la dernière heure, le porte-drapeau de la patrie. Dieu est trop haut ; la France est trop loin, disait la Pologne expirante. Paris aussi peut dire : la France est trop loin. L'âme de la nation, brisée et dispersée par tant de révolutions, n'a pas pu se rejoindre ; ses débris sanglants ont vainement cherché à se reconnaître et à se réunir. Puisse-t-elle dans cette horrible épreuve avoir retrouvé la conscience d'elle-même, et avoir puisé dans son propre sang la vertu qui la fera renaître ! »

Ce langage patriotique n'était que l'écho de notre propre pensée. Aussi l'armistice attendu n'excita-t-il pas les désordres que l'on pouvait craindre. Quelques bataillons de garde nationale, les uns par simple pose, les autres emportés par l'excès d'une patriotique douleur, protestèrent et demandèrent à marcher à l'ennemi ; quelques corps francs brisèrent leurs armes ; on répandit dans le public le bruit que certains amiraux songeaient à se faire tuer sur leurs pièces plutôt que de les rendre. On citait entre autres l'amiral Saisset, qui, venant de perdre son fils, jeune officier tué d'une balle prussienne, ne respirait que la vengeance. Tous ces bouillonnements s'échappèrent en fumée. L'inexorable fatalite etait là, qui de sa main de fer pesait sur toutes les velléités de révolte ; et ce fut avec une douleur profonde, mais sans éclats de fureur, que nous lûmes sur les murs cette proclamation signée de tous les membres du gouvernement :

« Citoyens,

« La convention qui met fin à la résistance de Paris n'est pas encore signée, mais ce n'est qu'un retard de quelques heures.

« Les bases en demeurent fixées telles que nous le avons annoncées hier :

« L'ennemi n'entrera pas dans l'enceinte de Paris;

« La garde nationale conservera son organisation et ses armes;

« Une division de douze mille hommes demeure intacte; quant aux autres troupes, elles resteront dans Paris, au milieu de nous, au lieu d'être, comme on l'avait d'abord proposé, cantonnées dans la banlieue. Les officiers garderont leur épée.

« Nous publierons les articles de la convention aussitôt que les signatures auront été échangées, et nous ferons en même temps connaître l'état exact de nos subsistances.

« Paris veut être sûr que la résistance a duré jusqu'aux dernières limites du possible. Les chiffres que nous donnerons en seront la preuve irréfragable, et nous mettrons qui que ce soit au défi de les contester.

« Nous montrerons qu'il nous reste tout juste assez de pain pour attendre le ravitaillement, et que nous ne pouvions prolonger la lutte sans condamner à une mort certaine deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

« Le siége de Paris a duré quatre mois et douze jours : le bombardement, un mois entier. Depuis le 15 janvier, la ration de pain est réduite à 300 grammes; la ration

de viande de cheval, depuis le 10 décembre, n'est que de 30 grammes. La mortalité a plus que triplé. Au milieu de tant de désastres, il n'y a pas eu un seul jour de découragement.

« L'ennemi est le premier à rendre hommage à l'énergie morale et au courage dont la population parisienne tout entière vient de donner l'exemple. Paris a beaucoup souffert; mais la République profitera de ses longues souffrances, si noblement supportées. Nous sortons de la lutte qui finit, retrempés pour la lutte à venir. Nous en sortons avec tout notre honneur, avec toutes nos espérances, malgré les douleurs de l'heure présente; plus que jamais nous avons foi dans les destinées de la patrie.

« Paris, 28 janvier 1871. »

C'était le 135e jour du siége. Tout était fini, bien fini, fini à jamais. Nous baissâmes la tête et nous revînmes au logis, les yeux pleins de larmes.

ÉPILOGUE

C'est aujourd'hui dimanche 12 février. Paris et la France ont nommé leurs représentants, la nation est rentrée dans ses droits. Paris débloqué peut enfin communiquer avec la province ; tous deux se donnent la main et vont reconstituer la France.

Oh ! que ces treize ou quatorze jours ont été longs et tristes ! Je ne crois pas que jamais peuple ait éprouvé un ennui semblable à celui qui s'est abattu sur nous, durant cette période de transition, qui fut si courte, et qui nous sembla interminable. Ce n'était pas l'ennui de l'homme inactif qui bâille ; c'était une sorte de mélancolie noire, d'affadissement universel, de chagrin morne, qui, pour user d'une locution populaire, mais énergique, casse bras et jambes, et que les Latins exprimaient en disant qu'il *résout les membres* et les forces, — *vires que resolvit.* On n'a plus de goût à rien, on s'affaisse plutôt

qu'on ne se couche, sur un canapé, fermant les yeux comme pour ne rien voir des horreurs qui se passent à côté, l'âme alanguie et la tête pendante. Ce sont là de ces heures de nausée invincible, où l'on se désintéresse de tout ce qui vous entoure, où la compagnie vous importune autant que la solitude vous pèse, où l'on prend un amer plaisir à broyer du noir, où l'on donnerait sa vie pour moins que rien. On est comme abruti, et s'il arrive d'ouvrir un journal, on se sent comme un haut-le-cœur : — Non, ne me parlez plus de rien ! ces misères et ces hontes, tout cela m'est devenu indifférent, je ne suis plus de ce monde. Allez-vous-en, j'en ai assez !

Et quand, secouant cette torpeur, on descendait dans la rue, on ne rencontrait partout que des sujets de noire tristesse. Je ne parle pas des conditions de l'armistice ; à quoi bon ? toute la France les connaît. Nous ne sentions que trop que l'on nous avait livrés, pieds et poings liés, à un vainqueur aussi astucieux qu'insolent. Chacun de ces articles nous frappait comme d'un coup de poignard : *Les Prussiens n'entreront pas à Paris tout le temps que durera l'armistice*... et nous ajoutions aussitôt : — Mais, l'armistice fini, ils ne manqueront pas d'y faire leur entrée solennelle. — *La garde nationale ne sera pas désarmée,* et nous nous disions que c'était moins pour nous faire honneur que par perfidie ; nos ennemis comptaient sur la guerre civile ; ils espéraient qu'en laissant leurs armes aux Bellevillois, ils exciteraient des troubles, qui leur fourniraient un prétexte à venir mettre le holà. Cette ligne de démarcation qui séparait des lignes allemandes les misérables restes de nos troupes, nous la suivions sur la carte, et nous constations avec douleur

qu'un quart de la patrie demeurait entre leurs mains, réquisitionnée, pillée, les nourrissant, eux, gros et gras, qui chevauchaient superbement à travers la contrée, impertinents et gouailleurs à travers la fumée de leurs pipes. Il n'y avait d'exception que pour l'Est, où l'on se battait encore, et nous ne pouvions nous dissimuler que cette exception était faite contre nous, afin de venir à bout de notre dernière armée, la seule qui tînt encore ; de notre dernière forteresse, Belfort, qui se faisait héroïquement bombarder.

Et quel spectacle navrant que celui de nos pauvres soldats, qui rentraient, sans armes, dans la grande ville ! Leur retour, hélas ! n'avait rien eu de magnifique. L'indiscipline, qui nous avait perdus, avait ôté à cette suprême manifestation le cachet de grandeur qu'elle eût encore pu revêtir. Tous ces malheureux, sauf les marins et quelques compagnies modèles, étaient revenus sales, dépenaillés ; beaucoup même ivres, et ne dissimulant pas sur leur visage tiré de fatigue la satisfaction de la guerre finie. Ils se promenaient sur nos boulevards, oisifs, ennuyés, mécontents, et nous nous demandions avec un secret effroi ce que pourraient sur ces âmes déjà ébranlées les funestes conseils de l'inaction ; si ces gardiens naturels de l'ordre n'allaient pas apporter à la guerre civile un nouvel et plus terrible appoint ?

Ces remparts que nous avions vus si animés et si fiers, qui bravaient l'ennemi par ces milliers de canons, aux gueules ouvertes, le désert s'était fait autour d'eux. Quelques rares factionnaires, près d'une pièce renversée de son affût, ou tournant le dos aux Prussiens ; partout l'image de la désolation et du désespoir. Mais ce qui

affligeait plus encore les regards que cet abandon, c'était l'empressement de toute une partie de la population à franchir les portes, et à s'en aller aux avant-postes prussiens acheter des vivres. Il convient de dire, à la décharge des misérables qui nous ont donné ce dégoûtant spectacle, que Paris commençait à mourir de faim; que l'horrible pain de son, notre seule nourriture, n'était distribué qu'en très-insuffisante quantité; que le moral n'étant plus soutenu par aucune espérance, on entendait crier plus haut ses entrailles à jeun; n'importe! il eût mieux valu attendre. C'était quelques jours de patience de plus! on pouvait faire encore ce court crédit à l'honneur du nom français, après avoir enduré quatre mois tant de souffrances. Tout le monde n'eut pas ce courage. Une foule énorme se pressait aux avant-postes prussiens, tendant les mains, les uns pour en accepter l'aumône de quelque bouchée de pain ou de quelque morceau de charcuterie, les autres pour acheter des victuailles; et c'était un spectacle à briser le cœur que de voir le flegme insolent, la dédaigneuse pitié de ces soldats, qui regardaient cette bousculade, souriant et haussant les épaules. Il n'y avait de plus désagréable que la politesse froide et tranchante de leurs officiers.

Ces déplorables scènes se prolongèrent plus longtemps que nous ne l'eussions souhaité. Les Prussiens, soit impossibilité matérielle, soit mauvais vouloir, ne hâtaient point le ravitaillement de Paris. Ils élevaient toutes sortes d'objections, entravaient les trains, arrêtaient les voitures chargées de victuailles, et, à toutes les objections, répondaient simplement, sans donner aucune raison : « *Nix, nix, pas passer!* » Des files

énormes de chariots attendaient leur tour, piétinant et jurant; les simples particuliers qui revenaient avec des malles ou des paniers bondés de pains et de gigots n'étaient jamais sûrs que l'on ne confisquerait pas leur chargement. Une fois échappés des mains de l'ennemi, qui se relâchait parfois de sa rigueur, ils avaient un autre danger plus sérieux à courir. Ils rencontraient des escouades de rôdeurs de barrière, qui, n'étant plus contenus par aucune crainte de la police, se postaient entre les forts et les remparts, et là, de cette voix rogommeuse, familière aux voyous parisiens, leur reprochaient de se bien nourrir, quand le peuple crevait de faim, et les pillaient au nom de la fraternité. Les campagnards n'osaient plus se hasarder sur des routes si peu sûres. C'est cette même population qui, le premier jour où se rouvrirent les halles, en livra deux ou trois pavillons au pillage. Le lendemain on les ferma, et les denrées, qui avaient commencé de baisser à l'annonce de l'armistice, rebondirent à des prix insensés. La police ne se mêla point de ces émeutes; elles furent réprimées par le bon sens public. On fit comprendre à ces forcenés que le meilleur moyen d'arrêter l'approvisionnement de Paris et de maintenir le haut prix des vivres, c'était précisément d'effrayer ceux qui les vendaient et de les taxer. L'ordre se rétablit peu à peu; mais les prix ne baissèrent que lentement. C'était tous les matins à la halle une épouvantable cohue, une furie d'enchères sur les gigots, les légumes frais, et avant tout sur la marée.

Paris tout entier eut, durant huit jours, un désir de manger du poisson frais, qui, par son intensité, ressem-

blait à une envie de femme grosse. Je me souviens que deux jours après l'armistice un de mes amis, qui avait obtenu d'aller à Versailles, et en avait rapporté à travers mille périls du pain blanc et des provisions, nous invita à dîner. Le premier plat fut du merlan, et le second une sole au gratin. Jamais repas ne me sembla plus délicieux. Le pain blanc surtout nous fit un plaisir infini. J'en mis un morceau dans ma poche, que je distribuai le lendemain par petites tranches à des amis, comme on fait du pain bénit dans les églises de province.

A ce moment-là, tous ceux qui purent quitter Paris le firent avec enthousiasme. Il y eut dès le premier jour 25,000 demandes de laisser-passer, tous donnant pour raison qu'ils se portaient candidats. Les uns s'en allaient en province, embrasser leur femme et leurs enfants, beaucoup d'autres se sentaient une irrésistible envie de revoir, dans les environs de Paris, leur pauvre maison de campagne, et de constater par leurs yeux ce qui en restait.

Les provinciaux ne se doutent pas de quel amour profond le Parisien aime le petit *at home* d'été qu'il s'est fait le plus souvent construire lui-même, qu'il a pris plaisir à embellir de ses mains, qu'il a garni de jolis meubles et d'objets d'art. Durant le siége, Théophile Gautier, qui possédait une villa, avenue de Neuilly, avait conté ses impressions, en retrouvant cette chère maison, qu'il lui avait été donné de visiter une fois, et tout Parisien avait reconnu ses propres sentiments dans cette peinture émue :

« Enfin nous arrivâmes devant notre maison, ne sachant pas trop si nous allions en trouver un seul vestige. A

l'extérieur, rien n'était changé. La tête de la Victoire du Parthénon, dont M. de Laborde a rapporté le marbre d'Athènes, et qui figure, moulée en plâtre sur un fond de rouge antique, dans une niche circulaire, sur le mur de notre atelier, était toujours à sa place, sœur triomphante de la Vénus de Milo, force superbe de la forme, *vis superba formæ*, immortel idéal de beauté, divinité tutélaire du pauvre logis. Une fenêtre était ouverte, comme si la maison eût abrité encore ses anciens habitants. Cela nous parut de bonne augure. Nous sonnâmes : le jardinier vint nous ouvrir, et nous entrâmes, le cœur ému, dans cette habitation, aussi petite que celle de Socrate, et qu'il n'avait pas été difficile de remplir d'amis.

« Quand on pénètre dans un logis désert depuis longtemps, il semble toujours qu'on dérange quelqu'un. Des hôtes invisibles se sont installés là pendant votre absence et ils se retirent devant vous ; on croit voir flotter sur le seuil des portes qu'on ouvre le dernier pli de leur robe qui disparaît. La solitude et l'abandon faisaient ensemble quelque chose de mystérieux que vous interrompez. A votre aspect les esprits qui chuchotaient se taisent, l'araignée tissant sa rosace suspend son travail ; il se fait un silence profond, et dans les chambres vides l'écho de vos pas prend des sonorités étranges. Pas le plus léger dégât n'avait été commis. D'ailleurs personne n'était entré là, depuis notre départ. Le modeste asile du poëte avait été respecté.

« Sur la cheminée de notre chambre, un volume d'Alfred de Musset était resté ouvert à la page quittée. Sur la muraille pendait accrochée la copie commencée d'une

tête de Ricard, par notre chère fille, si loin de nous, hélas ! et qui ne lira pas cet article. Un flacon d'essence débouché s'évaporait sur sa toilette de marbre blanc et répandait son parfum faible et doux dans sa petite chambre virginale.

« Nous montâmes à l'atelier que nous étions en train d'arranger pour de longs travaux qui ne se finiront peut-être jamais. Il n'y avait plus que la tenture à poser, et nous pensâmes à ce grave aphorisme de la sagesse orientale : « Quand la maison est finie, la mort entre. » La mort ou le désastre. Une mélancolie profonde s'emparait de nous en regardant ces lieux où nous avons aimé, où nous avons souffert, où nous avons supporté la vie telle qu'elle est, mêlée de biens et de maux, de plus de maux que de biens, où se sont écoulés les jours qui ne reviendront plus et qu'ont visités bien des êtres chers partis pour le grand voyage. Nous avons senti là, dans notre humble sphère, quelque chose d'analogue à la tristesse d'Olympio...

« L'heure s'avançait et les portes de Paris ferment maintenant à cinq heures. Avant de quitter notre chère demeure abandonnée, nous allâmes faire un tour au jardin. La brume du soir commençait à monter et à mettre au bout des allées des gazes bleuâtres. Le vent poussait les feuilles mouillées, et les arbres dépouillés tremblaient et frissonnaient comme s'ils avaient froid. Quelques dahlias achevaient de se flétrir dans les plates-bandes, et un vieux merle botté de jaune, à nous bien connu, partit brusquement devant nos pieds en battant des ailes comme s'il voulait nous saluer. Deux formidables coups de canon envoyés comme bonsoir aux redoutes prus-

siennes par le Mont-Valérien, ne parurent pas effrayer beaucoup l'oiseau, habitué à ces vacarmes.

« C'est ce même merle qui niche chaque printemps dans le vieux lierre, draperie verte jetée sur le mur, et siffle d'un air moqueur en passant près de notre fenêtre, comme s'il lisait ce que nous écrivons. »

Bien d'autres ne devaient pas être aussi heureux que Théophile Gautier. Que de dévastations! que de ruines! Chatou, Bougival, Marly, lieux charmants où nous avons passé de si douces heures et de si gaies, qu'ont-ils fait de vous? Ils ont emballé proprement, en gens soigneux, tout ce qui avait du prix et pouvait s'emporter; ils ont, en sauvages ivres, brisé le reste. Je ne rencontre que propriétaires navrés, qui pleurent sur leur nid ravagé ou détruit! Ce sont des milliards perdus! et des milliards, ce ne serait rien encore; on s'en consolerait à la longue. Plaie d'argent n'est pas mortelle. Mais tant de souvenirs envolés, anéantis! Oh! ne parlons plus de tout cela! je me sens mourir.

Rentrons dans Paris. Les nouvelles qui arrivaient coup sur coup y augmentaient la consternation et l'anxiété. C'était le moment où Gambetta, rompant avec le gouvernement dont il était le délégué, promulguait ce décret fameux, par lequel il déclarait inéligibles tous ceux qui avaient accepté, sous l'Empire, quelque candidature officielle. L'émotion fut extrême chez nous. On craignait déjà la guerre civile dans Paris; allait-on l'avoir de la province contre Paris. Nous apprenions en même temps que Lyon se constituait révolutionnairement en Commune; que Marseille refusait de reconnaître l'armistice; peut-être d'autres grandes villes étaient-elles disposées à

suivre cet exemple. Nous n'envisagions l'avenir qu'avec un sombre effroi.

Les organes des partis avancés avaient reparu plus hautains de langage, plus acerbes que jamais. Ils attaquaient le gouvernement avec une violence extrême. Hélas! sur ce point nous étions tous d'accord : non, les honnêtes gens, aux mains de qui nous avions remis nos destinées, n'avaient pas fait ce qu'ils auraient pu et dû; non, ils n'avaient pas su tirer de cette admirable bourgeoisie parisienne tous les éléments de résistance et de force qu'elle recélait dans son sein. Mais à quoi bon les récriminations inutiles? Son temps était fini, le jour du jugement approchait.

Il est venu. L'Assemblée est nommée. Autant qu'on en peut juger à travers les bruits qui nous arrivent, Paris et quelques grandes villes ont nommé des hommes très-engagés dans la république, qui, à tort ou à raison, a reçu le nom de rouge; la province, au contraire, a voté dans le sens de la modération extrême. C'est le malheur de notre situation. Les Prussiens n'ont pas voulu que nous puissions nous entendre. Ils ont, jusqu'au dernier moment, tenu Paris et la province écartés l'un de l'autre. A l'heure où j'écris, les lettres particulières ne nous arrivent que rares et décachetées; les nôtres ne partent pas; nous ne recevons les journaux des départements que par contrebande, et il ne nous est pas permis d'expédier les nôtres. Comment s'entendre, quand on vit ainsi chacun dans son atmosphère d'idées et de sentiments!

Ils veulent nous achever par la guerre civile; j'espère encore qu'ils ne réussiront pas. J'ai confiance à ce bon sens, qui est le trait distinctif de la race française. Nous

ne donnerons pas à nos ennemis cette suprême joie. Si ce petit livre, en faisant mieux connaître Paris à nos frères de province, en leur donnant de nouveaux sujets de l'estimer, jusque dans ses erreurs, qui ne partent point d'un mauvais naturel, contribue, pour son humble part, à maintenir la concorde et la paix, je ne regretterai pas de l'avoir écrit.

Il a été commencé, je ne dirai pas gaiement, mais avec une vive et franche allégresse, en des jours d'espérance et de fierté. Il s'est assombri peu à peu; il s'achève au milieu des plus noirs présages.

Tâchons de les écarter, et faisons chacun notre devoir, les yeux fixés sur cette devise de Paris, dont il faut faire celle de la France : *Fluctuat nec mergitur*. Ballotté souvent, jamais englouti.

Dimanche, 12 février 1871.

TABLE

Paris, impr. Paul Dupont, rue Jean-Jacques-Rousseau, 41.

5 6

SEINE

CARTE POUR SUIVRE LES OPÉRATIONS DU SIÈGE DE PARIS

avec l'indication des Secteurs, &ª

SEINE

Nota. Les méridiens et les parallèles sont tracés de 2 en 4 kilomètres à partir de l'Observatoire de Paris

Ermont
St Gratien
Enghien
Pierrefitte
Bonneuil
Garges
Stains
Dugny
Le Blanc Mesnil
Le Marais
Villepinte
Savigny
Aulnay
Sevran
Villeparisis
Sartrouville
Argenteuil
Epinay
Villetaneuse
Villeneuve la Garenne
Gennevilliers
St Denis
La Courneuve
Le Bourget
Gd Drancy
Pt Drancy
Crevecœur
Aubervilliers
Bobigny
Houille
Bezons
Colombes
La Borde
Montesson
Asnières
Clichy
St Ouen
Vaujours
Livry
Coubron
Courtry
Lepinay
Villevaudé
Le Raincy
Chelles
Brou
Gagny
Villemomble
Bondy
Pantin
Romainville
Noisy le Sec
Pres St Gervais
Bagnolet
Montreuil sous Bois
Rosny
Fontenay sous Bois
Neuilly s/Marne
Ville Evrart
Gournay
Noisiel
Torcy
Champs
Lognes
Les Gres
Croissy
St Germain
Nanterre
Courbevoie
Levallois Perret
Neuilly
Puteaux
Suresne
Marly
Croissy
Bougival
La Malmaison
La Jonchère
Buzenval
Louveciennes
Marly le Roi
Rocquencourt
Garches
Vaucresson
Le Chesnay
Ville d'Avray
Boulogne
Billancourt
Vanves
Fort d'Issy
Montrouge
Gentilly
Vincennes
St Mandé
Charenton
St Maurice
Joinville le Pont
Nogent s/Marne
Bry
Villiers
Champigny
Emerainville
Les Bordes
Combault
Marne
Versailles
Meudon
Clamart
Chatillon
Bagneux
Arcueil
Bicêtre
Ivry
Villejuif
Vitry s/Seine
Alfort
Maisons Alfort
Creteil
St Maur
Chennevières s/Marne
Ormesson
La Queue en Brie
Pontault
Fontenay aux Roses
Plessis Piquet
Sceaux
Bourg la Reine
L'Hay
Chevilly
Bruyères
Thiais
Choisy le Roi
Chatenay
Croix de Berny
Antony
Fresnes
Rungis
Orly
Valenton
Limeil Brevannes
Boissy St Léger
Marolles en Brie
Lesigny
Le Buisson
Noiseau
Sucy
Bonneuil
La Cour Roland
Jouy en Josas
Bièvres
Les Loges
Trou Salé
Villedas
Saclay
Ablon
Villeneuve St Georges

Ch. de Fer de Rouen
Ch. de Fer de St Germain
Ch. de Fer de Chartres
Ch. de Fer du Nord
Ch. de Fer de Soissons
Ch. de Fer de Strasbourg
Ligne de Mulhouse
Ch. de Fer de Lyon
Ch. de Fer d'Orléans
Ch. de Fer de Sceaux
Canal de la Marne

A. Le Béalle. Cartes & Cartes-esquisses de la France

Paris Lith. Pau. Dupont r. Grenelle

LE SIÉGE

ET LE BOMBARDEMENT

DE STRASBOURG



11671 — Imprimerie générale. — Lahure, rue de Fleurus, 9, Paris.



GÉNÉRAL UHRICH

GUERRE DE 1870

LE SIÉGE
ET LE BOMBARDEMENT
DE
STRASBOURG

PAR

GUSTAVE FISCHBACH
Avocat, ancien rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin*

CINQUIÈME ÉDITION

REVUE ET CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE

Ornée de deux portraits, de huit vues et du plan de la ville après le bombardement

PARIS
LIBRAIRIE DE JOËL CHERBULIEZ
G. FISCHBACHER, GÉRANT
33, RUE DE SEINE, 33
MDCCCLXXI

PRÉFACE

DES QUATRE PREMIÈRES ÉDITIONS.

Ceci n'est point l'histoire proprement dite, c'est-à-dire l'histoire militaire du siége et du bombardement de Strasbourg. Les travaux exécutés autour de la forteresse par l'armée allemande ne sont pas, en effet, décrits dans ce volume; les opérations et les manœuvres des troupes assiégées et des troupes assiégeantes y sont à peine effleurées, et le technicien et le stratégiste ne trouveront point leur compte à la lecture de ces pages.

L'auteur était chargé, pendant la durée du siége, de raconter chaque jour dans les colonnes du *Courrier du Bas-Rhin* les événements de la journée et de la nuit écoulées; il décrivait, non les progrès des travaux d'attaque ou l'emploi des moyens de défense, mais les malheurs qui frappaient la population strasbourgeoise et les désastres qui accablaient la ville; il faisait chaque jour l'énumération

des victimes et des ruines de la veille, et ce sont ces descriptions qui se trouvent reproduites ici, complétées par tous les actes officiels, affiches et proclamations, et par des notes soigneusement prises depuis le premier jusqu'au dernier instant de cette longue période d'angoisses.

L'auteur confesse qu'il aurait dû faire la part plus grande à ceux qui ont joué les rôles les plus en vue dans ce mémorable épisode de la guerre de 1870, aux officiers supérieurs qui commandaient la défense, au général qui gouvernait la place et présidait à ses destinées. Il y a bien des dévouements et des actes d'héroïsme sur lesquels ces pages sont muettes; des noms y sont oubliés qui mériteraient certes d'être cités. L'auteur a décrit de préférence ce que Strasbourg et ses habitants ont fait, ce qu'ils ont souffert, comment ils ont lutté. Lui en voudra-t-on de cette partialité, de ces sentiments un peu égoïstes en faveur de sa chère ville natale?...

Ce petit livre a été écrit et imprimé en quinze jours au plus. Cette rapidité d'exécution fera peut-être pardonner un peu ses imperfections.

Gustave Fischbach.

PRÉFACE

DE LA CINQUIÈME ÉDITION.

Les quatre premières éditions de ce bien modeste ouvrage ont été épuisées avec une rapidité dont l'auteur pourrait se sentir agréablement flatté, s'il n'avait le bon sens de se dire que le sujet seul de son livre et non la façon dont il est traité a été la cause de ce succès.

L'intérêt qui s'est attaché à Strasbourg et aux souffrances de la malheureuse ville ne s'est pas affaibli encore, et l'histoire du siége et du bombardement de l'héroïque cité trouve toujours des lecteurs.

J'ai pensé que si tout d'abord on avait pu me pardonner facilement les omissions, les imperfections des éditions premières, en raison de la rapi-

dité avec laquelle mon récit avait été écrit, je n'avais plus droit à la même indulgence si plusieurs mois après l'apparition de mon petit livre j'y laissais subsister les mêmes défauts. J'ai donc recueilli de nouveaux documents, j'ai réussi à rassembler quelques données sur les opérations des défenseurs de la place, que j'avais à peine effleurées; de divers côtés aussi, des lecteurs et des amis complaisants m'ont fourni quelque renseignement utile à connaître. J'ai réuni dans un appendice des pièces relatives au siége, qui me paraissent de la plus haute importance et que les historiens futurs de la guerre de 1870 auront satisfaction à trouver assemblées : le rapport officiel du général Uhrich sur la capitulation et les événements qui l'ont précédée, diverses lettres du général, une étude sur nos fortifications, la liste des personnes civiles et des officiers tués pendant le siége, un décret du gouvernement de la Défense nationale rendu en faveur de notre ville, le diplôme de citoyen de la ville de Strasbourg au général Uhrich.

Il m'a été agréable de pouvoir consacrer aussi quelques pages au général Uhrich, qui comman-

dait la place pendant le siége. Plusieurs officiers qui faisaient partie de la garnison assiégée m'ont fait l'honneur de m'écrire et de me fournir quelques notes sur le général. « Nous l'estimions et nous l'aimions, dit une de ces lettres, et il mérite une large place dans l'histoire du siége de Strasbourg ; il mérite aussi qu'on le défende énergiquement contre les lâches et insensées accusations dont on veut ternir aujourd'hui son honneur de soldat. »

Un des parents du général Uhrich, honorable magistrat qui faisait partie de notre tribunal civil, a bien voulu me donner aussi quelques détails intéressants sur le défenseur de Strasbourg. Grâce à son obligeante intervention, j'ai été mis en rapport avec le général lui-même, qui, sur ma demande, m'a communiqué divers renseignements précieux. Le général Uhrich a souffert péniblement des attaques dont il a été l'objet après qu'on l'eut d'abord porté aux nues; le repos si mérité qu'il est allé prendre en Suisse, dans la petite ville de Montreux, a été bien souvent troublé par les calomnies que des envieux ou des ignorants lançaient contre lui.

J'ai reçu du général quelques lettres charmantes, où se peint tout entier cet honnête et modeste soldat, où se révèle quelquefois aussi cette tristesse causée par d'injustes accusations. « Interrogez-moi, m'écrit le général, sur les moindres détails de la défense ; je ne tairai que les choses qui m'obligeraient à prendre le rôle d'assaillant et qui ne seraient qu'en ma faveur. Loin de moi la prétention d'avoir tout fait pour le mieux ; un autre aurait mieux réussi peut-être ; mais ce que je puis hautement affirmer, c'est que j'ai consacré à l'accomplissement de la mission qui m'a été confiée tout ce que j'ai de volonté, d'intelligence et de dévouement pour mon pays et pour la ville de Strasbourg en particulier. »

Voici encore quelques passages d'une autre lettre où le général parle du combat qui se livrait en lui entre le sentiment impérieux du devoir et les sentiments de l'humanité :

« Il est une chose inconnue à bien des hommes et qui me l'était à moi-même, il y a quelques mois à peine, tout vieux que je suis : c'est le poids de la responsabilité. Certes, dans une cir-

constance donnée, il est du devoir le plus strict de faire massacrer soldats et habitants, de faire brûler et saccager une ville; mais celui qui fait accomplir cela sous sa responsabilité trouve souvent le fardeau bien lourd. Le glaive qui tue obéit au bras qui le meut; quand un homme est obligé par le devoir de faire tuer des hommes, il est comme le glaive, mais il a de plus la pensée, la voix du cœur qu'il ne peut supprimer.

. . . .

« Capituler!... Il faut avoir eu cette responsabilité pour en connaître la lourdeur, pour savoir quels combats intérieurs, quel trouble, quels déchirements fait naître une telle fatalité! Il faut une bien grande conviction que l'honneur militaire est satisfait et qu'il n'existe plus une seule chance de salut pour reculer même devant l'éventualité d'exposer une cité de quatre-vingt mille âmes aux horreurs d'un assaut; il faut avoir assisté à toutes les souffrances et à la résignation de cette ville pour ne pas avoir voulu la faire saccager sans utilité pour la patrie commune; il faut enfin avoir aimé Strasbourg comme je l'a aimé, pour s'expo-

ser à être mal jugé par les uns, calomnié par les autres. Mais la raison et la vérité viennent après que la passion s'est calmée, et leur règne est alors définitif; c'est là-dessus que je compte; c'est là et dans ma conscience que j'ai trouvé des consolations contre les attaques dont j'ai été l'objet. »

Je pourrais multiplier ainsi les passages pleins de cœur et de loyauté de ces lettres qui me font si grand honneur et si grande joie.

Parmi les renseignements sur les faits militaires que j'ai ajoutés à cette édition, se trouve le récit des opérations confiées au 87ᵉ de ligne, un brave régiment qui rendit à la défense des services hors ligne. Je serais ingrat si je ne disais que c'est encore grâce à l'honorable magistrat qui déjà m'avait mis en rapport avec le général Uhrich, que je possède ces renseignements pleins d'intérêt. Lié d'amitié avec un officier du 87ᵉ, il a eu la complaisance de lui demander quelques notes sur le rôle rempli par son régiment, notes que j'ai reproduites avec soin. Je témoigne ici toute ma reconnaissance à celui dont l'obligeante courtoisie me fut d'un secours si précieux.

J'ai intercalé dans les pages de mon petit livre des gravures représentant différentes vues de Strasbourg après le bombardement. Le Théâtre et la Préfecture, la brèche, la porte de Pierres, la porte Nationale, la Bibliothèque, les ruines du faubourg de Pierres, la porte de France à la Citadelle, la Prison militaire de la Citadelle, l'église et l'école Sainte-Aurélie ont été reproduits par le crayon du dessinateur, qui a emprunté un sujet à chaque quartier de la ville.

Le portrait du général Uhrich, qui se trouve en tête du volume, est dessiné d'après une photographie faite à Vevey, peu de temps après la capitulation de Strasbourg.

Strasbourg, 1er mars 1871.

GUSTAVE FISCHBACH.

P. S.—Il est question, dans les dernières pages de ce livre, d'un homme, d'un citoyen qui a joué, vers la fin du siége de Strasbourg, un rôle bien éminent et dont la mort subite vient de plonger

notre cité dans le deuil et la douleur. Nous voulons parler du Dr Küss, professeur à la Faculté de médecine de Strasbourg, nommé maire de la ville pendant le bombardement, le jour où la proclamation de la République fut connue dans la place assiégée.

Le docteur Küss comptait parmi les citoyens les plus estimés de notre cité; c'était l'honnête homme par excellence, le républicain austère et sensé devant lequel chacun s'inclinait avec respect; le monde scientifique le rangeait parmi les savants dont la parole avait le plus d'autorité; ses intimes le disaient le meilleur et le plus dévoué des amis.

Malade, affaibli, il partit le mois dernier pour l'Assemblée nationale de Bordeaux, où l'envoyaient les suffrages de cent mille de ses concitoyens. A peine est-il arrivé que le mal qui le minait s'aggrave, et le 1er mars, le jour où les préliminaires de paix sont ratifiés, le jour où l'Alsace est détachée de la France, le Dr Küss expire loin des siens, loin de la ville de Strasbourg, pour laquelle il avait tout sacrifié.

La population strasbourgeoise tout entière vient de rendre les derniers honneurs à la dépouille de son dernier maire français ; les funérailles du grand citoyen ont été la cérémonie la plus imposante et la plus grandiose dont notre cité ait jamais donné le spectacle.

Nous sommes heureux de pouvoir reproduire dans ce livre les traits de l'homme que l'Alsace vient de perdre et auquel nous avons tous voué ici un éternel culte de reconnaissance.

Strasbourg, 10 mars 1871.

G. F.



KÜSS

Maire de Strasbourg.

LE SIÉGE
ET LE BOMBARDEMENT
DE
STRASBOURG.

SAMEDI 6 AOUT.

Le 6 août 1870 se livrait la bataille de Frœschwiller, où l'armée de Mac-Mahon dut, après une lutte admirable, reculer devant des forces supérieures. L'aile droite des combattants français fut coupée ; on entendit le cri : *Sauve qui peut!* et bientôt la route trembla sous le pas des chevaux que des milliers de cavaliers lançaient ventre à terre vers la ville de Haguenau. Hussards, cuirassiers, artilleurs, turcos, zouaves, chasseurs à pied, chacun avait sauté sur le premier cheval qu'il avait pu saisir, et la bande tout entière galopait avec

fureur, en criant sur son passage aux populations affolées : « Les Prussiens! les Prussiens ! »

La triste cohue brûla le pavé des rues de Haguenau et sortit de cette ville par la porte de Strasbourg. Les uns prirent à travers champs, les autres tombèrent au bord du chemin, quelques-uns poursuivirent leur course folle jusqu'à Strasbourg, où bientôt se répandit la nouvelle : L'armée de Mac-Mahon est battue !

Une indescriptible émotion s'empare aussitôt de la population et une agitation fiévreuse règne dans les rues. Au même instant débouchent par les faubourgs des convois de blessés provenant de l'affaire de l'avant-veille, de la bataille de Wissembourg, et le spectacle de ces hommes couverts de sang et de boue, de ces corps mutilés qu'on transporte à découvert, achève de répandre sur la ville de Strasbourg un épais voile de deuil. Tout à coup, frayeur nouvelle et agitation plus anxieuse encore. Un lugubre bruit retentit dans la rue : on bat la générale ! Les boutiques, les maisons se ferment; les soldats courent vers les casernes ; on croit que l'ennemi est aux portes. Des ordres partent dans toutes les directions; les ponts-levis sont dressés, et à sept heures du soir la ville est complétement fermée. Des centaines d'habitants stationnent hors des murs, suppliant qu'on leur ouvre, et obtiennent enfin de pouvoir entrer encore.

DIMANCHE 7 AOUT.

La nuit pourtant fut calme au dehors; au dedans, une fièvre pénible tourmentait les esprits; l'on avait je ne sais quel pressentiment vague des souffrances qui devaient venir. Le lendemain, à l'aube, triste spectacle. Une grande partie de l'aile droite de l'armée française, que l'ennemi avait coupée dans le combat de la veille, se réfugiait à Strasbourg. Les soldats arrivaient un à un, puis par groupes, par bandes de dix, vingt, trente; parmi eux beaucoup de blessés; ceux-ci s'appuyaient sur un bâton, sur un fusil brisé, ou étaient couchés dans les voitures et les fourgons du train; les cavaliers, les cuirassiers surtout, avaient perdu leurs armes; ils étaient nu-tête, couverts de boue, accablés de fatigue; les turcos, mornes et courbés, se traînaient avec peine; les officiers, bien peu nombreux, hélas! soutenus par les soldats, semblaient profondément abattus. Une foule énorme se pressait dans les rues et formait une haie silencieuse au long cortége des vaincus de la veille, qui passèrent pendant la journée tout entière par la ville comme un immense convoi de deuil. La nuit tombait et le triste défilé continuait toujours; le lendemain il durait encore.

Un épisode entre cent de ces deux jours mémorables : Sur la place Kléber débouchent une quarantaine de turcos, glorieusement sales, déchirés, les uns couverts de sang. L'un d'eux porte le drapeau du régiment et un cri d'enthousiasme part de toutes les bouches. *Vive la France, vivent les turcos!* crient des milliers d'assistants, et les acclamations redoublent lorsque le colonel Ducasse, commandant de la place, prend le drapeau, y suspend une couronne de lauriers et le montre à la foule du haut du balcon de l'état-major.

A la bataille de Frœschwiller, au moment où les turcos tombaient fauchés par la mitraille, le colonel du 2e régiment de tirailleurs algériens, passant devant quelques-uns de ses hommes encore debout, aperçut, presque seuls, le sous-lieutenant Valès, porte-drapeau, le sous-lieutenant Bontoux et le sergent Abd-el-Kader-Ben-Dakich. « Votre place n'est plus ici, leur cria-t-il; retirez-vous, sauvez notre drapeau! » Valès, Bontoux et Abd-el-Kader obéissent à leur colonel. Ils se jettent dans un bois, traversent Frœschwiller et dépassent Reichshoffen, quand tout à coup un peloton d'uhlans s'élance sur eux. Valès et ses deux amis se cachent, s'effacent, et la charge passe rapide, balayant tout sur son passage. Quand le torrent des chevaux s'est écoulé, Bontoux et Valès se relèvent, cherchant l'Arabe, qui avait disparu. Après d'incroyables péripéties, les trois braves se trou-

vèrent réunis de nouveau; ils gagnent la route de Haguenau, atteignent cette ville dans la nuit, brisés et anéantis, mais heureux et fiers, car l'aigle du régiment est sauvée! Le lendemain ils arrivaient à Strasbourg.

C'est ce drapeau-là que le commandant de la place de Strasbourg venait de montrer à la foule. L'incident causa une touchante émotion.

Les élections municipales, qui avaient commencé le 6 août, ne furent point continuées. Quelques électeurs seulement s'étaient présentés au scrutin, et le 7 les bureaux ne furent même plus ouverts. Les portes de la ville étant fermées, les habitants de la banlieue n'auraient pu venir déposer leur vote dans l'urne; d'autres préoccupations du reste agitaient les esprits. L'ennemi occupait Haguenau, il était donc à six lieues de la ville; puis il occupa Brumath, distant de trois lieues à peine. Tout annonçait le danger.

Le 7, au matin, le placard suivant fut affiché sur les murs :

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN.

« Le préfet du Bas-Rhin informe les habitants de Strasbourg que la ville est mise en état de siége.

« Strasbourg, le 6 août 1870.

« Baron Pron. »

Le département était déjà en état de siége depuis plusieurs semaines, de même que le Haut-Rhin et la Moselle. L'avis du préfet ne créait donc pas une situation nouvelle pour la ville; il ne faisait que mettre en vigueur quelques dispositions spéciales aux places fortes déclarées en état de siége.

Dès le 7 août les communications postales avec le dehors devinrent irrégulières. Le courrier de Paris du 6 arriva à Strasbourg le 7, à neuf heures du soir, au lieu d'arriver le matin. Le train-poste avait dû s'arrêter à Saverne et les dépêches avaient été transportées par la grande route jusqu'à Strasbourg. Les communications télégraphiques furent interrompues aussi, et dès ce moment commença cette période d'isolement et d'incertitude dans laquelle vécut la ville pendant de longues semaines, où les bruits, les rumeurs, les mensonges étaient la seule pâture donnée à la curiosité anxieuse de la population.

LUNDI 8 AOUT.

L'armée allemande se rapproche de plus en plus, et de nombreux habitants des villages voisins affluent dans les murs de Strasbourg, arrivant avec quelques objets de literie, quelques meubles et

des provisions sur leur voiture, répandant toutes sortes de rumeurs, qui, à force de passer de bouche en bouche, deviennent effrayantes.

Dans la journée du lundi 8, une nouvelle des plus inquiétantes causa une alarme extraordinaire dans la ville. Un officier allemand, muni du drapeau blanc de parlementaire, s'était présenté devant l'une des portes et avait sommé le commandant de se rendre, le menaçant, en cas de refus, du bombardement de la place. Le commandant avait refusé net, et l'on s'attendait cette nuit à entendre gronder le canon. Mais la menace de l'officier allemand ne s'accomplit pas encore.

MARDI 9 AOUT.

Le lendemain, au contraire, la confiance vint renaître dans les esprits, car on annonçait que les détachements de troupes ennemies qui avaient paru dans les communes des environs s'étaient retirés et avaient repris le chemin de Haguenau. Ils s'étaient retirés en effet, car leur but était atteint : ils avaient reconnu les alentours de la place, l'état de ses travaux de défense, les voies de communication qui l'entouraient et qui conduisaient d'un village à l'autre. Mais ils devaient revenir !

L'imprévoyance coupable qui a généralement présidé, du côté français, aux préparatifs de cette guerre, avait régné à Strasbourg comme ailleurs; la place n'était pas en état de défense quand l'ennemi se trouvait déjà aux portes. Le général Uhrich, en prenant le commandement de la sixième division militaire, avait reçu l'ordre de ne rien faire pour la défense de Strasbourg; il devait se borner à transmettre les munitions dont les troupes opérant en Allemagne pouvaient avoir besoin!

La ville n'avait point de garnison régulière. En temps de paix, deux régiments d'artillerie, un régiment presque entier de pontonniers, deux régiments d'infanterie de ligne, deux bataillons de chasseurs à pied et des détachements des régiments du train occupaient les casernes. Toutes ces troupes, sauf une grande partie des pontonniers, étaient parties, emmenées par le maréchal Mac-Mahon.

Quand la place commença à être investie, elle avait, en fait de troupes, quelques artilleurs, quelques centaines de pontonniers, deux dépôts de régiments de ligne, deux dépôts de bataillons de chasseurs, tous réduits à leurs cadres, les bataillons de guerre ayant enlevé tous les hommes valides; pour le génie, il y avait quelques officiers, formant un état-major incomplet, et quelques gardes.

Le 3 août, à six heures du matin, le maréchal Mac-Mahon avait fait appeler le général Uhrich,

lui avait dit qu'il allait partir dans la matinée pour se mettre à la tête de son armée, et qu'il laissait provisoirement le 87e de ligne à Strasbourg. Il ajouta qu'il avait eu l'intention d'y laisser une brigade, mais qu'il ne le pouvait plus, son effectif étant trop restreint. Le général répondit que tant que le corps du maréchal serait au sud et le corps du général Douay au nord de Strasbourg, il se ferait fort de garantir la place contre une attaque, peu probable d'ailleurs; mais que si l'armée devait s'enfoncer en Allemagne, la position deviendrait difficile. Le maréchal répondit que dans ce cas l'on aviserait, et il partit.

Le 87e de ligne reçut lui-même l'ordre de quitter la place; il y fut retenu par l'investissement inattendu de la forteresse, et rendit d'éminents services à la défense.

Il y avait de plus un certain nombre de douaniers et une centaine de marins, sous le commandement du contre-amiral Excelmans et du capitaine de vaisseau Du Petit-Thouars, arrivés pour monter les canonnières destinées à manœuvrer sur le Rhin. Quelques milliers d'hommes de toutes armes, réfugiés à Strasbourg après avoir été battus à Frœschwiller, étaient venus s'ajouter à la petite garnison de la ville. Ils formèrent pour cette garnison un contingent numérique considérable, mais d'abord ils furent un élément de confusion et de démoralisation; la garde mobile du Bas-Rhin,

enfin, renforçait le nombre des défenseurs de la forteresse.

Les palissades n'étaient pas encore dressées; pas un arbre n'était coupé sur les routes; l'eau des fossés des fortifications n'était pas plus haute qu'en temps de paix ; les pièces de remparts étaient sans artilleurs; il semblait qu'une attaque contre Strasbourg fût réputée impossible et que ceux qui parlaient de la probabilité d'un siége, d'un blocus, d'un bombardement, fussent des pessimistes qui ne savaient, dans le trouble où les jetait la peur, se rendre compte de la situation. On cherchait à prouver qu'il ne pouvait être question d'un mouvement offensif contre Strasbourg. L'objectif de l'Allemagne était maintenant la capitale de la France, et l'Allemagne ne pouvait, disait-on, détacher de son armée les troupes qui seraient nécessaires pour attaquer Strasbourg. Si Paris tombait aux mains de l'armée allemande, Strasbourg tomberait de lui-même dans ses mains, et il n'était point besoin, par conséquent, de perdre autour de cette place du temps et des soldats.

Chacun s'arrangeait ainsi une politique commode, une politique dont il pressentait bien l'impossibilité, mais qu'il s'efforçait de croire toute naturelle. L'homme est ainsi fait, qu'il juge souvent comme impossible ce qui pourrait lui être funeste ou seulement désagréable, et dans sa tête il trace aux événements une marche à sa guise; puis vient

la réalité, et ce bel avenir d'illusions est évanoui.

MERCREDI 10 AOUT.

Un avis du général Uhrich, commandant supérieur de la place, fit prévoir que des hostilités contre la ville étaient probables et que des événements graves étaient proches. Voici ce que le général fit afficher dans la matinée du 10 août :

« AUX HABITANTS DE STRASBOURG !

« Des bruits inquiétants, des paniques ont été répandus ces jours derniers, involontairement ou à dessein, dans notre brave cité. Quelques individus ont osé manifester la pensée que la place se rendrait sans coup férir.

« Nous protestons énergiquement, au nom de la population courageuse et française, contre ces défaillances lâches et criminelles.

« Les remparts sont armés de 400 canons. La garnison est composée de 11 000 hommes, sans compter la garde nationale sédentaire.

« Si Strasbourg est attaqué, Strasbourg se défendra tant qu'il restera un soldat, un biscuit, une cartouche.

« Les bons peuvent se rassurer; quant aux autres, ils n'ont qu'à s'éloigner.

« Strasbourg, le 10 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« Uhrich.

« Le préfet du Bas-Rhin,

« Baron Pron. »

L'énergique déclaration du général Uhrich faisait allusion à la panique qui avait suivi l'arrivée du parlementaire menaçant la ville de bombardement, si celle-ci ne se rendait pas. On s'était d'abord demandé, en effet, si, avec les quelques milliers d'hommes qui formaient sa garnison, Strasbourg pourrait se défendre et si ce n'était point folie que d'essayer une résistance. L'Europe et le monde savent ce que fit Strasbourg et comment la vieille cité d'Alsace s'est défendue.

JEUDI 11 AOUT.

LE GÉNÉRAL UHRICH.

Le général Ducrot, qui commandait la 6e division militaire, dont le siége était à Strasbourg, fut appelé, lors de la déclaration de la guerre, à un commandement dans l'armée d'opération. La division fut confiée alors au général Uhrich.

Le général Uhrich appartient à une famille de soldats. Son père, officier supérieur du génie, a eu cinq fils. Les deux plus âgés furent élèves de l'École polytechnique; les trois autres passèrent par l'École de Saint-Cyr. L'aîné est mort ingénieur en chef des ponts et chaussées; le second, mort aussi, était lieutenant du génie; le quatrième, grièvement blessé en Afrique, a pris sa retraite comme colonel et a succombé aux suites de ses blessures; le cinquième est aujourd'hui intendant général inspecteur; il a été fait prisonnier pendant la guerre de 1870 et interné dans une ville d'Allemagne.

Le général Uhrich, qui était le troisième fils, est né le 15 février 1802, à Phalsbourg, département de la Meurthe. Il entra à Saint-Cyr en 1818; en

1820 il était sous-lieutenant au 3e léger, où il fut nommé successivement lieutenant et capitaine. En 1841 il entra comme chef de bataillon au 23e de ligne, puis en 1845, au 69e de ligne, avec le grade de lieutenant-colonel. En 1848 il revint au 3e léger comme colonel. En 1852 il était nommé général de brigade et envoyé à Strasbourg pour commander la subdivision du Bas-Rhin. En 1854, lors de la formation de la garde impériale, il fut appelé au commandement de la brigade des voltigeurs, et en 1855, enfin, il obtenait le grade de général de division.

Il a pris part aux guerres d'Espagne en 1823, 1824, 1825, 1826; il était à la campagne d'Afrique en 1839, 1840 et 1841; en Crimée, en 1855; en Italie, en 1859 et 1860.

Le général Uhrich a un fils, soldat comme lui. Ce fils a assisté, comme lieutenant d'état-major, à la bataille de Frœschwiller, aux combats qui ont précédé le désastre de Sedan, enfin à cette triste et mémorable journée. Il a été nommé capitaine en récompense de sa conduite dans toutes ces affaires.

Le général Uhrich était au cadre de réserve depuis 1867. Lorsqu'éclata la guerre avec la Prusse, il demanda immédiatement à rentrer en activité et sollicita l'honneur de commander la 6e division militaire. Sa demande fut accueillie. Lorsqu'il arriva à Strasbourg, il ne reçut d'autres ordres, nous l'avons déjà dit une fois, que de tenir prêtes les

munitions dont les troupes françaises auraient besoin pour leurs opérations en Allemagne. Quant à la défense de Strasbourg, quant à fortifier les vastes bâtiments qui entouraient la ville, tels que les brasseries, les malteries, et qui auraient pu à la rigueur servir d'ouvrages militaires, quant à garnir de troupes les villages environnants, à couper les routes et les ponts, personne n'y songeait, ou, si le général Uhrich y songeait, il ne pouvait, de sa propre autorité, ordonner ces graves opérations. Qu'on ne vienne donc pas l'accuser de négligence ou même de désobéissance à des prescriptions venues d'en haut. L'inactivité lui était recommandée, sinon commandée.

Lorsque l'investissement vint surprendre la place, tout fut à faire, et l'on comprend que dans les premiers moments quelque hésitation, quelque désordre se soient manifestés dans les mesures qu'il fallut improviser; l'on comprend que la lourdeur même de la responsabilité que le général Uhrich sentit tout à coup peser sur lui l'ait troublé tout d'abord et ne lui ait pas permis de se reconnaître dès le premier jour.

Bientôt cependant on se mit à l'action et la défense fut organisée; les postes furent distribués, les ouvrages occupés. La garde mobile, réunie le 2 août, à peine équipée, se trouvait le 8 ou le 9 août en présence de l'ennemi et faisait le service des remparts ! Les marins, les pontonniers furent transfor-

més en artilleurs ! Un amiral et un capitaine de vaisseau commandaient — admirablement du reste — une partie des ouvrages de la forteresse ! Les douaniers étaient réunis en bataillon de guerre ! Tout était à improviser, on le voit.

Le général Uhrich rencontrait du reste d'énergiques dévouements chez tous les officiers supérieurs qui l'entouraient, et son conseil de défense, d'après ses propres paroles, l'a *merveilleusement secondé*.

La mâle et vigoureuse proclamation que le général avait faite le 10 août révèle la nature de son caractère. L'œil vif et perçant, tout le visage accentué du général dénotent aussi une volonté de fer, un cœur résolu. Oui, le général Uhrich a l'énergie que ses détracteurs veulent lui refuser, mais son énergie n'est point de celles qui font grand effet sur les foules ; il ne faisait point de bruit, point d'embarras, si l'on veut nous permettre cette expression familière. Ce n'est pas un sabreur ou un pourfendeur, et il n'aimait pas à s'entourer de cet éclat dont on veut voir briller un chef militaire ; point d'état-major caracolant à sa suite, point de promenades en grand équipage à travers la ville. Le général sortait seul, à pied, en petite tenue ; le jour il visitait les ambulances, les hôpitaux ; puis la nuit il allait sur les remparts.

Que d'accusations ridicules ont été dirigées contre lui ! Que d'insultes on a jetées à ce brave sol-

dat ! Pendant qu'il défendait Strasbourg, la France n'avait assez d'admiration pour lui, puis tout à coup le ton changea et l'on osa prononcer jusqu'au mot de *trahison*. Hélas ! le général l'a dit lui-même : « Je savais bien que la Roche Tarpéienne est près du Capitole. » Cette gloire brillante dont on entourait son nom l'effrayait et le gênait ; on l'appelait le héros et il semblait se tâter pour voir si c'était bien de lui qu'il s'agissait ; il ne trouvait dans sa conscience que la satisfaction du devoir accompli et ne se laissait point aller aux sentiments d'orgueil. Il n'estimait point que ce fût un acte héroïque que d'avoir fait ce que lui commandaient son honneur et la loi militaire de son pays.

Parmi les accusations formulées contre le général Uhrich, nous en relèverons quelques-unes. On a raconté sur tous les tons que l'armée d'investissement a pu sans danger accomplir ses travaux, que le général avait défendu de tirer sur les troupes allemandes, que les soldats ayant enfreint cette défense avaient été sévèrement punis, que dès l'origine l'entente du gouverneur de Strasbourg avec l'ennemi était donc manifeste.

Au commencement du siége, alors que les assiégeants construisaient leur première batterie à 2500 et 3000 mètres de la forteresse, l'artillerie de la place ouvrit un feu violent, mais inutile, contre ces travaux. Le commandant de l'artillerie rendit compte un jour au conseil de défense que la veille

il avait été tiré plus de 500 coups de canon et que l'état des munitions ne permettait pas une semblable prodigalité ; il y avait 14 ou 16 sortes de pièces sur les remparts, et il fut difficile de reconnaître dès l'abord si les magasins de l'arsenal contenaient assez de projectiles pour servir tant de calibres différents de canons. Il fut alors défendu de faire feu sans motif réel.

Lorsque les batteries ennemies se furent rapprochées, le tir de la place prit une activité extraordinaire, mais à ce moment l'incendie de l'arsenal priva la défense de 35 000 fusées métalliques, qui furent remplacées par d'insuffisantes fusées en bois.

Les francs-tireurs et les soldats placés sur les ouvrages avancés avaient également déchargé d'inutiles coups de feu sur des travailleurs ennemis placés à 1200 ou 1500 mètres de la place; ils avaient même atteint à plusieurs reprises des tirailleurs français éparpillés dans les champs et cachés dans les accidents de terrain; les commandants des différents ouvrages se virent donc forcés d'interdire souvent aussi le feu à l'infanterie.

Mais comment aurait-il pu entrer dans l'esprit d'un chef militaire, à moins qu'il ne fût fou, de défendre sans motif à une garnison l'emploi de ses armes ?

On a raconté que l'artillerie des remparts tirait quelquefois sur les assiégeants avec des boulets remplis de sable, et on a ajouté que le général

Uhrich s'était entendu avec l'ennemi pour ne diriger sur lui que des projectiles inoffensifs ! Il est inutile d'aller bien loin pour trouver l'explication de ce mystère. L'artillerie française, qui faisait chaque année l'exercice au polygone, se servait de boulets qu'on ne remplissait point de poudre pour éviter les accidents et qui ne recevaient qu'un poids équivalent de sable ou de terre. Ces projectiles, déposés à l'arsenal, ont été portés par erreur sur les remparts et il en a été lancé quelques-uns sur les lignes ennemies.

On a dit que le général Uhrich est d'origine allemande ; que le général de Werder, commandant l'armée des assiégeants, est cousin de sa femme. Or, le général, on l'a lu, est né à Phalsbourg, et Mme la générale Uhrich est d'origine espagnole. Le nom du général de Werder était, avant la guerre, inconnu à l'un et à l'autre.

On a reproché au général Uhrich d'avoir trompé la population en faisant répandre ou en ne démentant pas certains bruits de victoires, d'armées de secours et autres inventions dont on leurrait la population. Le général n'a jamais fait mettre en circulation de fausses rumeurs, et il les a démenties devant ceux qui allaient l'interroger.

La préfecture et la police fabriquaient ces mensonges destinés à contenir les habitants, qui se fussent soulevés peut-être à la nouvelle de tous les malheurs que l'empire attirait sur la France.

Les citoyens les plus honorables de la ville de Strasbourg ont eu des rapports quotidiens avec le général Uhrich : M. Küss, M. Charles Bœrsch, nommés, l'un maire, l'autre préfet après la proclamation de la République, vingt autres qui se connaissent en hommes et en honnêteté, ne parlent du général qu'avec le plus grand respect. Parmi ceux qui ont vu le général Uhrich à l'œuvre, pas un ne se trouve qui ne dise : C'est un honnête homme et un brave soldat.

VENDREDI 12 AOUT.

La zone de défense fut, dès le principe, divisée en quatre arrondissements, dont le commandement fut ainsi réparti :

1er arrondissement (citadelle) : Général Moreno, commandant la subdivison du Bas-Rhin, blessé le 25 août et remplacé par le lieutenant-colonel Rollet.

2e arrondissement, depuis le mur de jonction de droite jusqu'à la porte Nationale : Colonel d'artillerie Petitpied.

3e arrondissement, depuis la porte Nationale jusqu'au bastion 12 : Colonel Blot, du 87e de ligne.

4ᵉ arrondissement, du bastion 12 au mur de jonction de gauche : Contre-amiral Excelmans.

Le colonel Blot avait obtenu de conserver en entier son régiment dans l'arrondissement dont la défense lui était confiée, et les trois sections dont celui-ci se composait furent confiées chacune à l'un des chefs de bataillon du 87ᵉ.

La 1ʳᵉ section, comprenant les bastions 11 et 12, les lunettes et demi-lunes 50, 51, 52, 53, 54 et 55, était commandée par le chef de bataillon Rousseau ;

La 2ᵉ, comprenant les bastions 9 et 10, les ouvrages à cornes 40-42, 47-49, et la lunette 44, était sous les ordres du chef de bataillon Guilhamin ;

La 3ᵉ, comprenant les bastions 7 et 8, l'abri casematé des écluses d'entrée des eaux, et le fort du Pâté, hors la porte Nationale, était commandée par le chef de bataillon Gandon.

SAMEDI 13 AOUT.

Les troupes allemandes étaient signalées le 13 août de presque tous les points de la ville. Schiltigheim, Bischheim, Oberhausbergen, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Eckbolsheim, Kœnigs-

hoffen avaient été traversés ou étaient occupés déjà par des détachements ennemis, et les relations entre ces communes et Strasbourg devinrent de plus en plus difficiles.

Ce n'étaient plus de simples patrouilles qui parcouraient les alentours, c'étaient des régiments entiers qui s'établissaient autour de la place. Une division badoise, sous le commandement du lieutenant général de Beyer, commença les opérations de l'investissement; du 11 au 17 elle fut seule à manœuvrer autour de Strasbourg. A Kœnigshoffen le chemin de fer fut coupé ; les fils télégraphiques furent rompus; les seules dépêches, celles du Haut-Rhin, qui avaient encore pu parvenir jusqu'en ville, étaient donc supprimées aussi.

Le 13 août se répandit à Strasbourg une de ces nouvelles qui pendant ces longues semaines d'angoisses venaient si souvent, émanant on ne sait d'où, mettre pour un instant la joie dans les cœurs, ranimer tous les courages et qui, démenties le lendemain, n'étaient qu'une cause de plus profond chagrin.

On parlait, avec de minutieux détails, de grands succès remportés par l'armée française à Phalsbourg et à Saverne. Des voyageurs ayant réussi à pénétrer dans Strasbourg avaient, disaient-ils, entendu une très-forte canonnade du côté des Vosges et vu passer des convois considérables de bles-

sés, ou bien encore annonçaient que la plus grande partie des troupes allemandes campées près de la ville avaient subitement plié bagage. On vécut quelques heures sur ces nouvelles heureuses et l'on s'aperçut ensuite qu'on s'était réjoui de mensonges.

Une fiévreuse activité commença à régner alors dans la forteresse ; l'on travailla à réparer autant que possible tout le mal qu'une imprévoyance impardonnable avait déjà causé. Il y avait dans la garnison des soldats pleins de résolution et la garde mobile s'exerçait avec ardeur. Cette garde mobile, qu'on n'avait pas voulu prendre au sérieux tout d'abord, n'avait pas tardé à comprendre qu'une lourde et grande tâche lui incombait, et elle s'était soumise rapidement aux exigences du service militaire. Elle passait les nuits sur les remparts, dans les ouvrages avancés, côte à côte avec les vieux troupiers, qui admiraient avec bonheur les allures décidées de leurs jeunes et inexpérimentés compagnons d'armes.

On se dépêcha d'abattre les arbres des routes ; de nombreux ouvriers sortaient tous les matins par toutes les portes de la ville, et, protégés par des soldats d'infanterie, accomplissaient rapidement cette besogne, pendant laquelle ils durent à plusieurs reprises essuyer le feu des tirailleurs ennemis.

Les arbres furent jetés en travers des routes, et en peu de jours les belles allées qui commençaient devant les portes pour aboutir aux promenades et aux villages les plus proches avaient toutes disparu.

Plusieurs petites escarmouches avaient eu lieu déjà entre des détachements ennemis et les postes français placés sur les ouvrages avancés; quelques tirailleurs français aussi qui s'étaient déployés dans les champs avaient dirigé des coups de feu sur des dragons badois qui chevauchaient au loin. Le 13 août, le canon retentit pour la première fois. Vers cinq heures du soir, des cavaliers et des fantassins badois venant de Kœnigshoffen avaient tiré sur les travailleurs français occupés à abattre des arbres sur la route. Quelques coups de canon partis du haut des remparts dispersèrent les assaillants.

Vers sept heures et demie avait lieu un engagement plus sérieux. Pendant toute la journée, des patrouilles de six, huit, dix hommes du 2e régiment d'infanterie badoise venaient se poster derrière le cimetière Sainte-Hélène, situé près de Schiltigheim, et tiraient de là sur les ouvrages avancés; d'autres se plaçaient dans les houblonnières situées le long du chemin de fer et cherchaient à tirailler. Mais le soir, un détachement considérable se porta vers le cimetière. C'étaient

deux compagnies du 2e bataillon du 2e régiment d'infanterie badoise. L'une d'elles, la 9e compagnie, prit position devant le cimetière; l'autre se posta à quelque distance, près du couvent Saint-Charles.

Les Français ouvrirent alors du haut des fortifications une vive fusillade, et les canons lancèrent quelques bordées de mitraille qui firent une vingtaine de victimes dans les rangs des Badois.

Ce n'était pas la première fois que le cimetière Sainte-Hélène, situé hors du faubourg de Pierre, à l'angle de deux routes et en face de la porte, devenait le théâtre de faits militaires. Lors du blocus de Strasbourg en 1814, le général Broussier, qui commandait la place, avait transformé le cimetière en un ouvrage retranché et l'avait entouré d'un fossé qui subsiste encore en partie. La garde nationale y faisait alors un service très-actif, car le général Broussier n'avait à sa disposition que 7000 hommes, affaiblis par les maladies, surtout par le typhus. Une batterie de la garde nationale occupait donc le cimetière et les avant-postes étaient établis sur la route même de Schiltigheim.

Mais laissons là les souvenirs historiques. Le même soir, vers dix heures et demie, une vive canonnade partit du haut des remparts de la porte Nationale. Elle était dirigée vers un point d'où l'on voyait s'élever, depuis la veille, la vive lueur d'un

incendie. Près des bâtiments du chemin de fer appelés les *Rotondes* et situés hors la porte de Saverne, tout près de la voie, vingt-quatre wagons étaient en feu, allumés par l'ennemi. Le canon de la place tirait dans cette direction, où, selon toute probabilité, devaient se trouver des troupes allemandes, qui, à la lueur de l'incendie, faisaient une reconnaissance ou exécutaient quelques travaux.

DIMANCHE 14 AOUT.

Dans la soirée de la veille, le général Uhrich avait fait afficher l'avis suivant :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Des bruits qui ont pris une certaine consistance semblent indiquer que quelques personnes préparent une manifestation hostile pour le 15 août.

« Il n'y a que deux positions possibles dans les graves circonstances où nous sommes : Ami de la France ou son ennemi ; tout le reste est effacé.

« Le général commandant supérieur croit de son devoir de prévenir plutôt que de sévir.

« En conséquence, il fait savoir que toute personne qui tenterait de troubler l'ordre sera arrêtée

et traduite devant un conseil de guerre, qui rendrait son jugement dans les quarante-huit heures.

« Cet avis et le patriotisme de l'immense majorité de la population strasbourgeoise suffiront sans doute pour faire abandonner des projets coupables autant qu'insensés.

« Fait au quartier général de Strasbourg, le 13 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

Uhrich.

« Le préfet du Bas-Rhin,

« *Signé :* Baron Pron. »

Ce fut avec un certain étonnement qu'on lut cet avis, car il n'était à la connaissance de personne qu'un mouvement quelconque dût se faire le 15 août, et l'avertissement du général, motivé sans doute par de faux rapports dont il s'était alarmé trop vite, prouverait peut-être que lui-même partageait un peu l'émotion croissante qui envahissait les esprits.

Depuis qu'on avait entendu tonner le canon, l'agitation avait augmenté encore, mais sans que ce

fût un sentiment de peur qui produisît ce surcroît d'émotion. Non, on sentait le danger grandir, et chacun, ou presque chacun, sentait grandir aussi ses devoirs et reculait les limites des sacrifices qu'il s'était imposés à l'avance. On se serra les uns contre les autres, et de nouveaux dévouements vinrent naître.

La garde nationale sédentaire, qui avait été créée quelques jours auparavant, s'organisait rapidement, et les citoyens en armes étaient prêts, pour la plupart, à dépasser le rôle de gardiens de l'ordre intérieur, qui était le seul auquel on les appelât, pour marcher, au besoin, à côté des corps militaires et échanger des coups de feu avec l'ennemi.

En même temps surgissait le projet de créer un corps de francs-tireurs. On proposait de grouper les citoyens habitués au maniement du fusil, de les utiliser à la défense des remparts, de leur faire prendre part aux sorties, aux reconnaissances, de les employer enfin à toutes les opérations de défense de la place. Ce projet fut adopté, et les francs-tireurs ne furent pas les moins braves parmi ceux qui luttèrent contre les assiégeants.

La journée du 14 août fut signalée par un événement qui parut bien grave alors et qui mit la ville en émoi. Hélas! combien il parut petit quelques jours après, et comme le souvenir même s'en effaça bien vite devant les souffrances terribles que Strasbourg endura plus tard!

La veille déjà, un projectile lancé par une batterie ennemie était tombé dans la ville, en traversant un pignon et une cheminée et en éclatant dans la cuisine d'une maison de la rue du Marais-Vert. Le 14 août au matin, la foule se pressait devant cette maison et l'on s'étonnait, triste dérision! de la longue portée de la pièce d'artillerie qui avait lancé un obus depuis Hausbergen jusque dans la ville et des ravages que les éclats de cet obus avaient exercés.

Le même jour plusieurs obus tombèrent dans le faubourg de Saverne, sur le quai Saint-Jean, dans les bâtiments du Mont-de-Piété, dans la gare du chemin de fer. Un seul projectile causa un accident grave : il tomba sur un candélabre à gaz placé au bord du trottoir du faubourg de Saverne, brisa ce candélabre et blessa, en éclatant, un homme et deux femmes qui passaient dans la rue. Le premier se nommait Ulrich; il avait reçu un fragment d'obus dans la cuisse et mourut quelques jours plus tard des suites de sa blessure. C'était la première victime. Combien d'autres devaient suivre!

On s'effraya fort de ces malheurs, qui préoccupèrent la ville entière, et semblèrent, aux yeux de la population, devoir être ce que l'ennemi pouvait faire de plus terrible. On se disait que ces obus étaient dirigés sur les ouvrages des fortifications et que quelques-uns avaient dépassé leur but, et l'on ajoutait qu'il était à craindre que l'un ou l'autre

des faubourgs reçût encore quelque projectile égaré. Si cette crainte seule s'était réalisée !

Le même jour on annonçait en ville que des troupes badoises venaient de prendre possession de la Robertsau, village faisant partie de la banlieue de Strasbourg et situé hors la porte des Pêcheurs, au delà de l'Orangerie. Des détachements d'infanterie s'étaient en effet installés sur ce point, et une partie des habitants de la Robertsau fuyaient vers Strasbourg, comme ceux de tous les villages voisins où les troupes ennemies s'étaient montrées. Ils arrivaient la plupart dans des bateaux, dans de petites nacelles chargées à la hâte de tout ce qu'ils avaient pu emporter de leur bien. C'était un triste spectacle que de voir ces pauvres gens débarquer sur les quais quelques meubles, un peu de literie, puis s'en aller chercher par la ville un asile pour eux et leurs enfants.

Quelques propriétaires aisés de la Robertsau avaient opéré un déménagement plus considérable, et l'on vit arriver de grands bateaux de transport dans lesquels étaient entassés des mobiliers complets. L'ordre avait été donné aussi de rentrer en ville tous les bateaux qui auraient pu servir à l'ennemi pour aborder les ouvrages inondés de la place.

Une reconnaissance composée de quelques pelotons de cavalerie, de plusieurs pièces d'artillerie et

de détachements d'infanterie, sortit de Strasbourg et se dirigea du côté de la Robertsau. Elle rencontra de faibles postes ennemis, avec lesquels elle échangea quelques coups de fusil, puis revint en ville sans avoir obtenu grand résultat.

Les rues de Strasbourg avaient ce soir-là un aspect étrange. La municipalité avait prévenu les habitants que les gazomètres allaient être vidés et avait ordonné qu'on préparât des lanternes pour l'éclairage de la voie publique. Le soir du 14 août la mesure fut mise pour la première fois en vigueur. Une lanterne était suspendue à la façade de chaque maison, et cet éclairage ne manquait pas d'une certaine originalité. Ces lumières n'éclairaient que faiblement, elles faisaient plutôt mieux voir l'obscurité; mais toutes ces lanternes étaient de formes si diverses et d'âges si distants, elles pendaient à des hauteurs si différentes, les unes au rez-de-chaussée, les autres au troisième étage, et le coup d'œil de ces mille points lumineux était si nouveau et si bizarre, qu'on ne songeait presque pas à déplorer l'absence du gaz. Dans les vieux quartiers de la ville, dans les ruelles étroites de la Krutenau, au bord des vieux quais, on se fût cru en plein moyen âge en voyant ces antiques façades effleurées du rayon rougeâtre qui s'efforçait de sortir de quelque lumignon borgne.

LUNDI 15 AOUT.

Les troupes badoises qui occupaient la Robertsau avaient été averties sans doute par leurs éclaireurs de la reconnaissance que la garnison avait tentée vers elle la veille, et s'étaient retirées pour revenir dans la nuit. Le 15 août, à trois heures du matin, en effet, une formidable détonation retentit du côté de la Robertsau : c'était le beau pont à colonnes qui traversait le canal de la Marne-au-Rhin et conduisait de la promenade Lenôtre à la Robertsau, que l'ennemi avait miné pendant la nuit et venait de faire sauter. Les communications directes avec ce village étaient donc interrompues aussi, et les légumes, le lait, le bétail amenés journellement de cette partie de la banlieue manquaient désormais à la ville.

Cette journée du 15 août ne présentait point la physionomie qu'elle avait eue les années précédentes. Alors que la France était aux mains de Napoléon III, Strasbourg, comme toutes les autres villes du pays, devait prendre ce jour-là des airs de fête ; l'on y dépensait de fortes sommes pour quelques réjouissances qui attiraient la foule dans ses murs. Cette fois-ci, on a eu le courage d'aller à la Cathédrale chanter encore un *Te Deum* en l'hon-

neur du héros qui a mis la France si bas, et l'on fit précéder cette triste cérémonie de prières pour les soldats français tombés au champ d'honneur. Les autorités militaires, les officiers qui n'étaient pas de service aux remparts et des détachements de tous les corps de troupes de la garnison avaient assisté, en tenue de campagne, à ce service religieux.

L'après-midi, la population entière circulait dans les rues, qu'inondait le soleil. Un étranger qui, ignorant les événements, se fût trouvé transporté par hasard à Strasbourg n'eût jamais deviné, au calme presque solennel qui régnait sur les physionomies, que la ville était entourée par des troupes ennemies, qu'elle se trouvait en état de siége, qu'à tout instant le canon pouvait gronder du haut de ses murs ou tonner contre elle.

La journée se passa donc dans le calme et Strasbourg était endormi, lorsqu'à 11 heures et demie retentit tout à coup dans le lointain le bruit du canon ; aussitôt un sifflement perçant traversa les airs et un obus vint s'abattre sur une des maisons de la ville. Bientôt un autre projectile suivit le premier et, pendant une demi-heure, les obus sifflaient dans les airs, puis tombaient sur les édifices et éclataient avec fracas.

L'artillerie des remparts répondit aux décharges de l'ennemi, et vers minuit l'effrayant tapage cessa. Les batteries qui avaient bombardé la ville

pendant ces trente minutes étaient pour la plupart des batteries volantes, c'est-à-dire des pièces d'artillerie qui, après avoir tiré quelques coups, sont traînées sur un autre point où elles lancent encore quelques projectiles; elles circulèrent ainsi sur une assez grande étendue, car les obus se croisaient souvent et tombaient dans des directions diverses.

Grande fut la frayeur qui régna; des femmes et des enfants s'étaient réfugiés dans les caves, et les hommes veillaient, prêts à éteindre l'incendie que les projectiles auraient pu allumer.

MARDI 16 AOUT.

Le lendemain, une vive émotion agitait la population et de grand matin on parcourait les rues pour voir les dégâts causés par les obus ennemis.

Un des premiers obus était tombé sur la Banque de France, place Broglie, et avait effondré une toiture vitrée qui couvrait la cage d'un escalier; des poutres avaient été brisées, les carreaux étaient réduits en miettes et les débris avaient été lancés sur l'escalier, qu'ils encombraient au point d'obstruer le passage aux personnes qui, descendant des étages supérieurs, se hâtaient de se réfugier dans les caves.

Un autre obus avait frappé contre le café Bauzin situé en face de la Banque, avait enfoncé le mur et endommagé la cage vitrée qui couvrait la terrasse de cet établissement.

Dans la rue des Échasses, un projectile était tombé sur un toit, avait brisé une lucarne en tôle, des poutres, des tuiles, une malle placée sous le toit; un éclat avait frappé plus loin la corniche en pierre de la porte d'une autre maison et ricoché sur la maison d'en face, dont il avait troué le mur et brisé les vitres. Rue du Dôme, 27, une cheminée avait été abattue par un projectile qui était allé briser ensuite la corniche de la porte du Grand-Séminaire, contigu à la Cathédrale, et où était établie une ambulance.

Dans la rue des Hallebardes, deux magasins situés aux n°s 28 et 30 eurent les devantures trouées; dans la rue du Chaudron, une maison fut fortement endommagée. Au Vieux-Marché-aux-Poissons, des volets furent brisés au premier et au troisième étage de la maison de M. Martin Muller, horticulteur, et deux chambres furent complétement dévastées par les éclats d'un projectile.

Un obus était tombé au pied de la statue de Gutenberg, l'œuvre de David d'Angers, dont il avait écorné le socle en éclatant; des éclats lancés contre le magasin de M. Robert, fabricant de parapluies, avaient enfoncé les volets et brisé les glaces de la devanture.

Dans la rue des Serruriers, un obus avait abattu la cheminée de la maison Œsinger et était tombé sur la brasserie du *Léopard*, située en face. Un projectile était tombé sur la Monnaie, près de la place Saint-Thomas; un autre avait enfoncé la toiture de l'École israélite des arts et métiers, rue de la Demi-Lune, et lancé des débris dans le dortoir du deuxième étage, qui, par le plus heureux des hasards, était vide ce soir-là, le surveillant ayant fait coucher les élèves au premier.

Dans la rue des Chandelles, 13, un projectile était entré par la façade dans une chambre du quatrième étage, où il avait exercé de terribles ravages. Un tambour de la garde nationale sédentaire, nommé Umhofer, était couché dans sa chambre avec sa femme ; l'obus, tombé près du lit, avait éclaté avec fracas et brisé en mille morceaux tout le mobilier qui se trouvait dans cette pièce ; les époux Umhofer furent blessés tous deux à la tête et tout leur petit avoir fut perdu. Pendant la journée tout entière on vint visiter la chambre que le projectile avait ravagée, et les visiteurs déposaient dans une tire-lire placée dans la rue un peu d'argent pour venir en aide au pauvre ménage.

Une autre famille, digne d'intérêt aussi, celle d'un colporteur, nommé Simon Blum, demeurant rue des Sept-Hommes, 6, avait eu à souffrir dans cette nuit du 15 août. Un projectile entré par le grenier avait brisé des poutres, détruit des objets



LA RUE DU TEMPLE-NEUF ET LA BIBLIOTHÈQUE.

qui servaient au commerce de Blum, et allumé un tas de linge et de papier. Un incendie allait inévitablement éclater dans la maison, lorsqu'un des habitants, le seul qui eût encore sa présence d'esprit, se précipita au grenier et éteignit le feu. Là aussi les curieux affluaient et déposaient dans une assiette une obole au profit du pauvre colporteur, père de sept enfants.

Dans la rue du Saumon, sur la place Kléber, différentes maisons furent atteintes. Dans la rue du Jeu-des-Enfants, un obus frappa, dans son lit, une pauvre femme et lui coupa les deux cuisses. Cette femme, transportée à l'hôpital, mourut dans la journée sans sortir d'un état de profonde stupeur. Deux obus tombèrent sur le lycée, situé à côté de la Cathédrale et transformé en ambulance; l'un d'eux brisa une corniche, à cinquante centimètres au-dessus des fenêtres d'une salle remplie de blessés; l'autre mit en pièces une dalle, une porte et des fenêtres. On s'empressa de faire évacuer les salles et de transporter les blessés dans les caves.

D'autres maisons encore furent atteintes par le bombardement, qui avait exercé ses ravages dans une espèce de demi-cercle partant de la place Broglie pour aboutir à la place Saint-Thomas.

Nous avons dit qu'un vif émoi s'était emparé de la ville au moment où le sinistre bruit des obus l'avait réveillée. Et pourtant, il faut le constater, ce

ne fut pas tout à fait une surprise pour les habitants. Je ne sais quelle rumeur circulait au sujet d'un bombardement qui devait avoir lieu le 15 août; on racontait que des officiers badois et des soldats l'avaient annoncé à des paysans qui étaient entrés dans la place; dans la foule aussi l'on disait, moitié en riant et moitié sérieusement : « Qui sait si, à l'occasion de la fète du 15 août, l'ennemi qui est devant nos murs ne voudra pas nous donner une petite fête, un petit feu d'artifice à sa façon!

Dans l'après-midi du 16 août, une forte reconnaissance, composée de cavalerie, d'artillerie et d'infanterie, sortit par la porte de l'Hòpital et la porte d'Austerlitz, pour se diriger vers le Neuhof et Illkirch, où devait se trouver l'ennemi. Les éclaireurs qu'on avait envoyés visiter les lieux revinrent sans rien signaler, et la colonne française s'avança jusqu'à ce que les Badois, embusqués dans les taillis au bord de la route, la surprirent par une vive fusillade. Les soldats étaient pour la plupart tirés du régiment de marche que le général Uhrich avait formé avec les fuyards de Frœschwiller. Ils ne firent pas preuve de vaillance en cette occasion. La cavalerie tourna bride au premier coup de feu, une partie de l'infanterie se retira sans essayer un engagement bien sérieux, et trois petites pièces de canon furent laissées sur place et tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Le colonel Fiévet, du 16e régiment d'artillerie-pontonniers, qui commandait la sortie, s'élança pourtant en avant, pensant que ses soldats le suivraient. Au même instant, une balle le blessait à la jambe, une autre coupait le fourreau de son sabre et une troisième lardait son cheval. Il fut recueilli aussitôt et transporté en ville.

Un avis avait été envoyé au général Uhrich pour l'informer qu'une partie des troupes du colonel Fiévet avaient besoin de renfort. L'ordre est aussitôt donné au 87e de réunir tous les hommes disponibles sous le commandement d'un officier supérieur et de les diriger vers la porte d'Austerlitz. Les 4e et 5e compagnies du 3e bataillon, conduites par le commandant Rousseau, s'y rendent immédiatement et y trouvent le général qui leur enjoint de se porter au Neuhof pour secourir la colonne que les renseignements parvenus représentent comme sérieusement menacée.

Ces deux compagnies sortent, vers trois heures, par la porte d'Austerlitz. Elles arrivent jusqu'au polygone et y trouvent arrêtée la colonne qu'on suppose en danger. Son chef n'avait pas cru devoir la porter plus loin, sur un avis qui lui annonçait que l'ennemi occupait en force le Neuhof.

Le commandant du 87e, se refusant à croire que ce fussent là les troupes qu'on l'envoyait secourir, continue sa route vers le Neuhof sans avoir vu un seul ennemi ; il apprend alors que la reconnaissance

est entrée à Strasbourg depuis une heure au moins, et il reçoit au même instant, par un cavalier, l'ordre de se replier vers la ville. A cinq heures, les deux compagnies du 87e rentraient par la porte de l'Hôpital, sans avoir rencontré plus d'ennemi au retour qu'au départ.

D'autres reconnaissances, moins fortes, furent dirigées ce jour-là du côté de l'Orangerie, hors la porte des Pêcheurs, et du village de Kœnigshoffen, hors la porte Nationale. Quelques coups de fusil furent échangés sur les bords du canal, près de l'Orangerie. Le couvent du Bon-Pasteur, situé dans le voisinage, fut évacué alors par les dernières sœurs qui s'y trouvaient encore, et les bestiaux de l'établissement furent amenés en ville. Le détachement qui s'était dirigé vers Kœnigshoffen n'eut pas d'engagement à soutenir.

Les craintes d'un bombardement prolongé devenaient de jour en jour plus fondées, à en juger par les travaux que l'ennemi exécutait autour de la place, et la municipalité prescrivit alors des mesures de précaution qui, du reste, étaient prises déjà dans la plupart des maisons. Voici l'arrêté qui parut à cette occasion :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

« Nous, maire de la ville de Strasbourg,

« Considérant que la ville est exposée à être bombardée par l'ennemi, et qu'en vue de cette éventualité il convient de prendre des mesures de précaution extraordinaires,

« Arrêtons :

« 1. Les propriétaires ou principaux locataires des maisons sises dans l'intérieur de la ville placeront au rez-de-chaussée, aux différents étages et surtout sur les greniers des cuves remplies d'eau, des linges ou des éponges imprégnés d'eau, ainsi que de la terre et du sable non mouillé, afin de pouvoir immédiatement éteindre les commencements d'incendie qui pourraient se produire.

« La quantité de cuves, de linges, etc., sera en proportion de l'importance des propriétés ou des dépôts inflammables qui s'y trouvent.

« 2. Pour assurer une surveillance toujours active, il sera organisé dans chaque maison, à tour de rôle entre les propriétaires et locataires, ou de toute autre manière, une garde permanente de nuit, qui agira aussitôt sur les points menacés et donnera l'éveil aux autres habitants de la maison.

« 3. Aussitôt qu'un incendie se sera déclaré

dans une maison, les habitants ou les voisins en préviendront les pompiers de service au dépôt le plus rapproché. L'emplacement des dépôts à incendie sera publié à la suite du présent arrêté.

« Strasbourg, le 12 août 1870.

« Le maire, HUMANN.

« Approuvé :

« Le commandant supérieur de la 6e division militaire,

« UHRICH. »

EMPLACEMENTS DES DÉPOTS A INCENDIE.

1er dépôt.		Rue Kageneck.
2e	—	Rue de la Fontaine.
3e	—	Impasse du Jeu-des-Enfants.
4e	—	Quai Saint-Thomas.
5e	—	Mairie.
6e	—	Place du Château.
7e	—	Rue des Bateliers.
8e	—	Rue des Planches.

Cet arrêté reproduisait en grande partie les dispositions d'un arrêté pris le 15 février 1814 par le maire de cette époque, dans des circonstances analogues, et approuvé par le général Broussier,

commandant supérieur de la place, alors aussi en état de siége.

Le lieutenant-colonel badois, baron de Lassolaye, avait fait jeter le 13 février 1814 un certain nombre d'obus sur la ville. Plusieurs de ces projectiles tombèrent au pied des remparts ; trois pénétrèrent dans le faubourg de Saverne, et l'un d'eux, singulière coïncidence, atteignit une borne du quartier du Marais-Vert, comme en 1870 a été atteint un des candélabres-bornes du faubourg. Un seul de ces obus éclata, mais sans causer d'accident.

Ce genre d'hostilités, qui s'adressait, en définitive, à la population civile plus qu'à la garnison, et qui n'était qu'un acte d'intimidation, n'eut pas d'autre suite. L'ennemi n'y eut plus recours après ce premier essai ; mais, dans la prévision d'un retour offensif du même genre, le maire, M. Brackenhoffer, ordonna une série de mesures de précaution, dont le maire de 1870 a renouvelé les plus essentielles.

En même temps que chacun prenait des dispositions pour la sécurité de sa propriété personnelle, on organisait aussi des services de surveillance pour des quartiers entiers, et les citoyens entre eux créèrent des postes de nuit qui furent très-utiles et prévinrent plus d'un sinistre.

C'est au faubourg de Pierres que fut prise l'excellente initiative de cette organisation. On aura

une parfaite idée de la façon dont ces associations de surveillance fonctionnaient, par la lettre suivante que l'un des fondateurs du service du faubourg de Pierres adressa au rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin :*

« *A Monsieur le rédacteur en chef du*
Courrier du Bas-Rhin.

« Monsieur le rédacteur,

« Les habitants du faubourg de Pierres viennent de prendre l'initiative d'une mesure importante, en organisant dans leur quartier, pendant l'état de siége, un service de surveillance et de premiers secours en cas d'incendie.

» A cet effet, 140 citoyens, répartis en sections de 15 hommes, ont établi un poste de volontaires dans la maison de l'un d'eux, M. Lipp, où sont déposées plusieurs pompes et une voiture chargée de tonneaux remplis d'eau. Plusieurs des associés se sont engagés à tenir également prêtes à être attelées des voitures chargées de tonneaux d'eau, et ceux qui possèdent des pompes à incendie, que le relevé a fait connaître au nombre de 14, les ont mises à la disposition du poste.

« Chaque nuit, un piquet de 15 hommes non armés se réunit et surveille par de fréquentes patrouilles tout ce qui pourrait donner lieu à un si-

nistre. En cas d'incendie, il se transporte immédiatement sur les lieux avec une ou plusieurs pompes, donne l'éveil, et est remplacé au poste par un nouveau piquet.

« A l'arrivée des pompiers de la ville, l'association s'efface pour ne plus agir que sous la direction du chef de ce corps.

« Dans l'association du faubourg de Pierres, les initiateurs de cette organisation n'ont pas perdu leur temps ; ils se sont souvenus de la devise : *Aide-toi, le ciel t'aidera;* et, imitant l'exemple de leurs pères, ils ont commencé par agir, par organiser.

« On nous apprend que l'exemple donné par les habitants du faubourg de Pierres a déjà trouvé des imitateurs et que des services analogues sont en voie d'organisation dans le faubourg de Saverne et la rue d'Austerlitz.

« Agréez, etc.

« *Un habitant du faubourg de Pierres.* »

Presque tous les quartiers imitèrent l'exemple donné par les faubourgs, et, la nuit, l'on voyait circuler dans les rues des patrouilles de veilleurs volontaires qui jusqu'au matin montaient une garde vigilante?

Divers actes de l'autorité avaient été affichés e 16 août ou la veille.

Le premier était l'arrêté préfectoral que voici :

PROROGATION DES POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL.

ARRÊTÉ.

« Au nom de l'Empereur,

« Nous Préfet du Bas-Rhin,

« Vu les lois des 5 mai 1855 et 22 juillet 1870;

« Vu l'état de siége ;

« Considérant que les circonstances de la guerre n'ont permis ni aux citoyens de procéder aux élections municipales de la ville de Strasbourg, ni au gouvernement de réorganiser l'administration ;

« Arrêtons :

« Art. 1er. Les pouvoirs du corps municipal de la ville de Strasbourg sont prorogés jusqu'à nouvel ordre.

« Art. 2. M. le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« Fait à Strasbourg, le 15 août 1870.

« Le préfet, Baron Pron.

« Vu et approuvé :

« Le général de division, commandant supérieur,

« Signé : Uhrich. »

Les autorités municipales n'avaient pas jusqu'alors éprouvé le besoin de beaucoup consulter les citoyens de la ville ou leurs représentants et de débattre avec eux les graves questions qui s'agitaient. Le maire convoqua bien une fois les membres de l'ancien Conseil municipal, mais ce fut tout, et pendant presque toute la durée de l'état de siége, à l'exception des dernières semaines, Strasbourg ne reçut jamais des autorités une communication qui lui donnât des renseignements positifs sur sa propre situation et sur la situation extérieure; l'autorité, pourtant, a maintes fois eu des nouvelles qu'il eût été de son devoir de communiquer à la population. On tenait les habitants de Strasbourg au secret de ce qui se passait dans l'intérieur de la France et autour des murs de la place. Il est certain que des raisons militaires ont souvent prescrit ce silence, mais outre les dépêches militaires que le général Uhrich ne pouvait communiquer sans compromettre les intérêts de la défense, il arrivait d'autres dépêches, purement politiques, que le sous-préfet de Schlestadt, M. Peloux, adressait à son chef hiérarchique, le baron Pron, préfet du Bas-Rhin, et que celui-ci n'a jamais communiquées à personne, pas même au général.

Les habitants avaient jusqu'alors, du haut des églises, du haut d'autres édifices publics et du haut de quelques élévations de terrain, suivi un peu

les mouvements de l'armée qui entourait la ville. Mais un avis préfectoral, conçu comme suit, défendit de monter sur les édifices publics :

DÉFENSE DE MONTER SUR LES CLOCHERS ET ÉDIFICES PUBLICS.

AVIS.

« Il est expressément interdit, sous aucun prétexte, de monter ou de stationner sur les tours des églises ou sur les plates-formes des édifices publics de la ville, à moins d'une permission personnelle délivrée par le général commandant supérieur ou par le préfet.

« Tout individu surpris en contravention au présent ordre sera incarcéré.

« Strasbourg, le 16 août 1870.

« Le préfet, Baron Pron. »

On craignait que les assiégeants n'eussent des intelligences dans la place, et on supposait que des signaux pourraient leur être faits du haut des édifices élevés. C'est cette crainte qui motiva cet arrêté.

MERCREDI 17 AOUT.

Plusieurs bâtiments, parmi lesquels le couvent du Bon-Pasteur, situé tout près de l'Orangerie, en face de la Robertsau, que l'ennemi occupait, gênaient beaucoup la vue et le tir des artilleurs de la Citadelle et du rempart de la porte des Pêcheurs, et l'on dut se résoudre à les démolir. Le 17 août, la 3ᵉ compagnie du 4ᵉ bataillon du 18ᵉ de ligne quittait les ouvrages avancés de la Citadelle avec la mission d'occuper le Bon-Pasteur et de prévenir les habitants du voisinage d'avoir à vider leurs maisons, qui devaient être incendiées dans la journée avec le couvent et les sapins qui entouraient l'Orangerie.

A deux heures et demie du matin, la compagnie se mettait en marche, une section en avant, commandée par le lieutenant Luya, une autre section en soutien, sous les ordres du capitaine Laporte et du sous-lieutenant Leroy.

On avait dit que le Bon-Pasteur était occupé par les Badois, et, après une marche comme on en fait dans ces sortes d'opérations, le couvent fut cerné par les soldats. Mais ils ne s'y trouvaient pas, et l'établissement fut occupé d'abord par la section d'avant-garde, puis par l'autre section.

Tout à coup l'ennemi, posté dans une maison située de l'autre côté du canal, dirigea sur les Français un feu très-gênant, durant lequel le clairon Bastier fut atteint d'une grave blessure à la jambe.

Vu la configuration du terrain, le moyen le plus simple de se faire respecter et de mener à bonne fin les diverses opérations qu'on devait exécuter était de déloger l'ennemi de son poste. Du reste, la vivacité des soldats ne leur permit guère l'inactivité.

Trois escouades furent déployées en tirailleurs, le sous-lieutenant Leroy à gauche, le lieutenant Luya au centre, le sergent Jérôme à droite, pendant que le reste de la compagnie gardait le couvent sous les ordres du capitaine Laporte.

Ces escouades s'avancèrent résolûment, presque sans tirer, en s'abritant derrière les arbres et la berge; elles se postèrent derrière la digue du canal et un pont détruit, qui formait un excellent abri.

De là, un feu nourri fut dirigé sur la maison et sur la digue que l'ennemi occupait. Celui-ci fut débusqué, et obligé de se cacher derrière la digue. En ce moment, des renforts survinrent aux Badois, et les Français, prenant de front et de flanc ces troupes qui accouraient, leur firent éprouver quelques pertes. A partir de cet instant, la fusillade fut très-vive des deux côtés, et pendant près d'une

heure les coups de feu s'échangèrent d'une rive du canal à l'autre.

La compagnie du 18e avait eu sept blessés. Des habitants de la Robertsau assurèrent que les Badois avaient eu quarante hommes mis hors de combat.

Le but de la reconnaissance était atteint ; le Bon-Pasteur et les maisons voisines étaient évacués, et dans l'après-midi du même jour, les canons de la Citadelle purent détruire les bâtiments qui obstruaient la vue des défenseurs de la place.

Pendant près de trois heures la Citadelle envoya des projectiles contre ces constructions. Les boulets qui devaient renverser le Bon-Pasteur ne produisirent pas un effet immédiat, ils le traversaient, le criblaient de trous ; mais l'édifice, construit en torchis, ne s'écroula pas de suite. On l'alluma, et à huit heures du soir les flammes s'en échappaient ; le lendemain matin le feu l'avait détruit. La garde mobile avait été particulièrement chargée de l'opération, qui la familiarisa un peu avec la manœuvre du canon.

Ce jour-là, comme bien souvent encore, la ville était pleine d'une rumeur qui mettait les cœurs en joie. On disait que les troupes ennemies qui se trouvaient dans les villages voisins, à Illkirch, Eckbolsheim, Lingolsheim, Mundolsheim, Holtzheim, s'étaient concentrées rapidement pour se porter toutes du côté de Geispolsheim, où quelque événe-

ment extraordinaire devait se passer. On disait qu'un corps français marchant sur Strasbourg avait été signalé à l'ennemi, et que celui-ci allait a la rencontre de ceux qui venaient délivrer la ville.

Les mouvements de troupes, la concentration à Geispolsheim, le corps français surtout, pures inventions.

Ce qui n'était pas inventé et ce qui circulait aussi, c'est que l'armée des assiégeants était renforcée, que des batteries s'élevaient de tous côtés autour de la ville et que les villages voisins étaient complétement occupés par les troupes allemandes, qui avaient construit des barricades sur la route, à l'entrée et à la sortie de ces villages.

JEUDI 18 AOUT.

Les opérations nécessitées par la défense de la place n'étaient pas encore achevées et l'ennemi entourait la ville depuis plus d'une semaine déjà. La commune de Schiltigheim, le premier village que l'on rencontre en sortant de Strasbourg par la porte de Pierres, avait pris dans ces dernières années un développement extraordinaire, grâce à l'industrie de la brasserie strasbourgeoise, qui y

avait élevé de nombreuses constructions. De vastes et splendides établissements avaient été bâtis tout autour de Schiltigheim, dont les dernières maisons arrivaient ainsi jusqu'à quelques centaines de mètres seulement des ouvrages des fortifications. Ces constructions, solidement faites, pouvaient servir d'abri et de poste d'observation à l'ennemi, et il fallut en faire le sacrifice.

Quatre compagnies du 87e de ligne et un détachement de travailleurs du 18e de ligne sortirent par la porte de Pierres, à cinq heures du matin, et arrivèrent à l'entrée de Schiltigheim sans d'abord rencontrer de résistance de la part de l'ennemi, qui s'était retranché dans l'intérieur du village.

Deux compagnies furent alors employées : l'une, avec les travailleurs du 18e, à abattre les arbres du cimetière Sainte-Hélène, condamnés aussi par les intérêts de la défense ; l'autre, à mettre le feu aux bâtiments dont la destruction avait paru nécessaire. Des brasseries, des malteries, de belles maisons de campagne, d'énormes hangars se trouvèrent bientôt en flammes.

De longues années de travail, des industries florissantes, des millions étaient anéantis.

Pour protéger l'opération des travailleurs, la 1re compagnie du 1er bataillon avait été lancée en avant en tirailleurs, et la 6e compagnie du même bataillon occupait à l'entrée de Schiltigheim, à

gauche, la route de Wissembourg. Cette dernière compagnie partit de là, dirigée par le colonel Blot, pour faire la reconnaissance du couvent Saint-Charles, situé un peu plus loin, à droite de la route, et qu'on supposait occupé par l'ennemi; ce mouvement fut appuyé, à droite par la 1re compagnie qui, conduite par le commandant Rousseau, s'avança sur la route de Soufflenheim, jusqu'à la hauteur du bâtiment de la gendarmerie; elle trouva là une barricade en planches que les assiégeants abandonnèrent aussitôt pour se réfugier derrière un second retranchement plus fort, élevé à 60 ou 80 mètres en arrière. Un feu des plus vifs s'engagea alors sur ce point; la 1re compagnie se maintint derrière la barricade jusqu'à ce que, la reconnaissance du couvent Saint-Charles étant terminée sans qu'on y eût rencontré l'ennemi, l'ordre lui fut donné de se replier; elle opéra sa retraite en échelons par sections, en continuant à tirailler jusqu'à la sortie du village, accompagnée des feux des assiégeants, mais non poursuivie par ces derniers. Les différents détachements qui avaient pris part à la sortie se réunirent au-dessous du cimetière Sainte-Hélène et rentrèrent à huit heures et demie dans la place, en ayant eu six hommes tués, un officier et dix-neuf sous-officiers et soldats blessés.

Nous avons dit que le cimetière Sainte-Hélène, situé à l'entrée de Schiltigheim, dut subir aussi

des mutilations. Les morts même ne pouvaient être respectés ! Les sombres allées de sapins qui entrecoupaient ce cimetière, les peupliers qui l'entouraient, les grands saules qui ombrageaient les tombes furent abattus par la hache ; les pierres tumulaires seules restèrent debout, mais nues et privées de cette obscurité mystérieuse dont les branchages les couvraient.

Le fossoyeur du cimetière, le père Geiss, rentra tristement en ville, abandonnant sa maisonnette et n'emportant que ses registres d'inhumation. Il avait planté contre sa demeure une treille qui était devenue célèbre à Strasbourg. Presque chaque année elle portait des raisins en quantité si énorme qu'on allait la visiter avec grand empressement, et le fossoyeur était tout heureux de la célébrité acquise par sa treille. En 1870, pour la première fois, on n'est pas allé admirer les raisins du père Geiss.

Depuis la nuit du 15 août l'ennemi n'avait plus lancé de projectiles dans la place, et l'on essayait de se persuader que le bombardement n'avait eu lieu qu'à l'occasion de la fête de Napoléon et que la population civile n'avait plus rien à redouter de l'artillerie des assiégeants. On n'était pas rassuré pourtant, car de vagues bruits circulaient au sujet de sommations réitérées de se rendre que l'ennemi avait faites, en menaçant du bombardement si ces sommations restaient sans résultat.

Ah! elles resteront dans la mémoire des Strasbourgeois nos contemporains, et dans les annales de Strasbourg, à travers les siècles futurs, ces nuits des mois d'août et de septembre de l'année 1870.

Le 18 août, à neuf heures du soir, une détonation terrible retentit dans la ville. C'était un obus que les ennemis envoyaient des alentours.

Puis les projectiles se succédèrent presque sans interruption. Les sifflements stridents se croisaient dans les airs et les obus éclataient dans les rues, sur les maisons, dans les cours avec un bruit épouvantable qui se répétait sourdement dans le silence de la nuit.

A minuit, une vive lueur couvrit tout à coup le quartier du faubourg National; un immense incendie venait d'éclater dans la rue Sainte-Aurélie, allumé, disait-on, par une bombe tombée dans une grange remplie de foin. Le feu fit des progrès rapides, et en quelques instants une dizaine de bâtiments, composant six ou sept propriétés, ne formèrent plus qu'un seul brasier.

En état de siége l'usage est de ne pas sonner le tocsin en cas de sinistre, afin de ne point donner d'avertissement à l'ennemi; l'organisation du service des incendies permit néanmoins d'amener promptement des secours, et on se mit courageusement à attaquer les flammes. Les habitants des maisons en feu essayaient encore de sauver leur mobilier; quelques-uns d'entre eux réussirent à transporter

dans la rue une partie de leur avoir; mais bien des objets durent être abandonnés; des bestiaux, des provisions nombreuses, objets précieux en temps de siége, des marchandises de toute espèce devinrent la proie du feu.

Les propriétés des sieurs Federlin, jardiniers-cultivateurs; la maison Schott; la maison Freisz, habitée par M. Haberer, lithographe; la maison occupée par MM. Lévy frères, marchands de chiffons; la maison Kirnmann, d'autres maisons encore furent détruites de fond en comble; une vaste étendue comprise entre la rue Sainte-Aurélie et le faubourg National ne fut plus dans quelques heures qu'un monceau de ruines.

La garde mobile, des détachements de troupes, la population prêtèrent un énergique concours aux pompiers, qui maîtrisèrent les flammes vers le matin entre quatre et cinq heures. Le faubourg National était encombré de meubles, de décombres; des milliers de personnes contemplaient le lendemain ce triste tableau.

Les obus continuèrent à pleuvoir pendant toute la nuit et à chaque instant il y avait quelque nouveau désastre ou quelque malheur à signaler.

Outre les batteries ennemies établies à l'est et à l'ouest de la ville, plusieurs batteries volantes concoururent à ce bombardement.

La maison Carré, place Gutenberg, eut les glaces de son 1re étage brisées par un obus; un pro-

jectile entra sur la même place dans la terrasse de la maison Sick et Marckert; rue des Serruriers, 15, au coin de la rue de la Chaîne, un obus démolit un mur et une cheminée et brisa les fenêtres d'une maison contiguë; la maison Masson, rue des Serruriers, eut deux plafonds percés; dans la rue de l'Épine, la rue de l'Ail et la rue des Tonneliers des projectiles tombèrent sur les bâtiments en démolissant les toitures et les murs; un obus éclata au milieu de la rue du Bateau; un autre fut lancé sur la maison de MM. Dietrich frères, quai Saint-Nicolas; devant l'estaminet Schützenberger, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, un obus éclata sur le pavé; six maisons du quai des Bateliers furent atteintes; un projectile tomba dans la cour du quartier Saint-Nicolas.

La brasserie des *Deux-Cognées*, le *Poêle-des-Jardiniers*, au faubourg National; la maison Schæffer, l'*hôtel d'Angleterre*, au Vieux-Marché-aux-Vins, reçurent des projectiles et furent fortement endommagés.

Aux environs de la Cathédrale, graves atteintes et graves malheurs; la Cathédrale elle-même ne fut pas épargnée, et une des galeries de la façade principale fut ébréchée par un projectile. Un obus tomba sur un bateau amarré devant le chemin de halage du quai des Bateliers, le troua en éclatant avec fracas et le fit sombrer; dans la rue des Pucelles, la maison Momy reçut un obus.

La maison Bach, rue des Juifs, construite en pierre de taille de 70 centimètres d'épaisseur, eut sa façade éventrée par un obus, qui éclata dans un appartement et dévasta tout le mobilier. Dans la rue des Charpentiers, un obus tomba sur la maison de Dartein; un officier d'artillerie qui était en observation sur la cathédrale vit le projectile s'abattre sur cette maison qu'habitait sa femme; il ne quitta point son poste, mais envoya immédiatement prendre des informations; l'obus était tombé sur le lit occupé par la dame dix minutes auparavant, et en éclatant avait tout brisé dans l'appartement, sans causer de blessure à personne.

Dans la rue de l'Arc-en-Ciel, terrible malheur. Un obus tomba sur un pensionnat tenu par des sœurs, pendant que les enfants étaient en prière; cinq jeunes filles furent tuées sur le coup; six autres, dont l'une mourante, furent transportées aussitôt à l'ambulance du Petit-Séminaire. M. le docteur Herrgott, médecin en chef, donna les premiers soins à ces malheureuses enfants; quand il arriva, les pauvres petites filles étaient pâles et tremblantes dans leurs lits, au milieu des soldats blessés. Trois d'entre elles furent amputées de la jambe, une autre de la cuisse. Les quatre amputations achevées, le docteur Herrgott s'approcha d'une cinquième victime qui s'écria : « Oh! monsieur, ne me coupez pas les jambes! » et le docteur eut la joie de lui dire que cela n'était pas néces-

saire. Une sixième jeune fille était si gravement atteinte, qu'elle mourut quelques heures après. En même temps on apportait à l'ambulance un ouvrier mortellement frappé dans la rue.

Dans la rue Saint-Guillaume, une grande maison nouvellement construite à côté du Jardin botanique fut fortement endommagée ; le presbytère de l'église Saint-Guillaume eut une partie de son toit enlevée; deux bombes tombèrent sur la Manufacture des tabacs, qui fut immédiatement évacuée.

Dix-sept maisons furent atteintes dans le quartier de la Krutenau.

La citadelle était le point de mire principal d'une batterie établie à Kehl, près du Rhin. Là, le bombardement semblait ne plus devoir cesser. Les obus et les bombes y tombaient comme la grêle, blessaient, tuaient, brûlaient, brisaient et dévastaient. Un turco eut les jambes coupées ; des soldats de toutes armes, des gardes mobiles furent atteints par des éclats. Des femmes, des enfants, des militaires s'étaient réfugiés dans une casemate; les femmes, les enfants priaient, pleuraient, accroupis dans le souterrain qui lui-même n'était pas à l'abri des projectiles, car deux obus y entrèrent. Tout à coup un artilleur se précipite dans la casemate : « Vous êtes sous une poudrière, cria-t-il, et l'ennemi semble viser cet endroit !... » La poudrière heureusement était bien garantie. Quelle catastrophe si une bombe y avait pénétré ! Les

malheureux réfugiés profitèrent d'un instant de répit pour courir s'abriter ailleurs.

La tour de l'église de la Citadelle, le bâtiment des officiers supérieurs, les casernes, l'arsenal avaient été gravement endommagés par les projectiles.

Un obus tomba dans la salle de l'école Saint-Guillaume, à l'heure de la classe, et éclata. Par bonheur, on avait fermé l'école la veille et aucun enfant ne se trouvait dans la salle; les pupitres et les bancs volèrent en pièces. Si les classes avaient été prolongées d'un jour, on aurait compté peut-être cinquante victimes de plus dans cette sinistre journée.

Les projectiles qui arrivaient du côté de Kehl vers la porte des Pêcheurs firent plusieurs victimes parmi les ouvriers qui travaillaient, en dehors de cette porte, à démolir quelques constructions. Un ouvrier occupé à la démolition du Petit-Moulin fut atteint par deux éclats qui lui causèrent des blessures auxquelles il succomba quelques heures après. Des projectiles furent lancés en grand nombre sur le chemin de halage, hors la porte des Pêcheurs, sur les chantiers où les ouvriers chargeaient dans des bateaux d'énormes quantités de bois qui, par ordre supérieur, devaient être rentrées à très-bref délai en ville.

Des projectiles tombèrent sur la place au Sable, d'autres éclatèrent contre la muraille du quai, aux

abords du pont Saint-Étienne; un obus ou un éclat vint frapper le bâtiment du Petit-Séminaire où se trouvaient de nombreux blessés. Plusieurs obus tombèrent aussi dans le canal des Faux-Remparts.

Partout enfin l'on constatait quelque dégât, quelque accident, quelque grave malheur.

VENDREDI 19 AOUT.

La matinée du 19 fut calme; dans l'après-midi, le canon tonna du haut des remparts, d'où l'artillerie démolissait à coups de boulets plusieurs constructions situées près de la porte Nationale et près de la porte de Saverne et pouvant offrir à l'ennemi un abri pour l'attaque.

Dans la soirée, des détonations partaient de temps en temps des ouvrages de la place. Vers minuit, une vive fusillade et plusieurs coups de canon retentirent du côté du faubourg National. Pendant près d'une demi-heure, la fusillade continua sans interruption, et le matin encore, d'intervalles en intervalles, les grosses pièces placées sur le rempart de la porte Nationale tonnaient avec fracas.

La ville se remplit aussitôt de toutes sortes de

bruits au sujet d'attaques qui auraient été tentées de ce côté par l'ennemi. On disait que de nombreux soldats étaient arrivés en bateaux jusqu'aux Ponts-Couverts, dont ils voulaient forcer l'entrée ; que les coups de feu partis du haut de nos fortifications les avaient décimés, et que les bateaux avaient été en partie coulés.

Aucune tentative pourtant n'avait été faite de ce còté de l'Ill. C'était le petit fort nommé *le Pâté*, situé hors la porte Nationale, à droite de la route de la Montagne-Verte, que des détachements ennemis avaient essayé de surprendre, protégés par une batterie établie près du cimetière Saint-Gall. Ce fort du Pâté était à peu près unique dans son genre aux environs de Strasbourg : dominant deux routes à l'angle desquelles il est situé, entouré d'eau, casematé, il couvrait à la fois la porte Nationale et les abords de la ville par la rive gauche de l'Ill. C'est un des points que l'ennemi avait principalement en vue, parce que s'il avait réussi à s'y établir, il se serait trouvé au niveau des remparts de la porte Nationale. Le cimetière Saint-Gall, dont le terrain est très-accidenté, et qui était occupé par les assiégeants, constituait une position importante pour ceux-ci ; dans les blocus de 1814 et 1815les Français occupaient le cimetière.

La fusillade qu'on avait entendue avait donc été échangée entre les soldats postés au Pâté et l'ennemi qui s'approchait, pendant que la batterie du

cimetière Saint-Gall couvrait ses mouvements. Du haut du fort Blanc, ouvrage assez élevé et dominant les alentours, l'artillerie française avait pointé ses pièces sur la batterie ennemie, et, tirant par-dessus le Pâté, avait démonté celle-ci au cinquième coup de canon. Quelques blessés du côté des Français ; chez l'ennemi, des morts et des blessés.

La garde mobile prenait part à toutes ces escarmouches, à tous ces petits engagements, et chaque jour elle devenait plus familière avec l'art de la guerre.

La proclamation suivante, qui lui fut adressée par le général Uhrich, prouve du reste comment les services rendus par la garde mobile étaient appréciés :

ORDRE DE LA DIVISION.

« Officiers, sous-officiers, caporaux et brigadiers de la garde nationale mobile,

« Les opérations relatives à la formation des bataillons ou batteries de la garde nationale mobile étant terminées, mon intention était de vous laisser acquérir, sous la direction de vos chefs, un certain degré d'instruction, et ensuite de vous convoquer pour vous passer en revue et apprécier vos efforts à

devenir rapidement des soldats initiés au métier des armes.

« Les circonstances ne me permettent pas de réaliser ce projet. L'ennemi a fait son apparition autour des murs de la place. Votre présence sur les remparts et dans les ouvrages détachés est une nécessité de tous les instants; j'ajourne donc le moment de vous voir sous les armes. Il m'est rendu compte de votre attitude devant l'ennemi. Chaque jour vous vous montrez plus familiers avec les exigences du service et plus solides en présence des dangers qui se produisent.

« Vous serez bientôt complétement aguerris, vous et vos chefs; je vous remercie de vos efforts pour atteindre ce but.... Persévérez ! !

« Fait au quartier général à Strasbourg, le 19 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

SAMEDI 20 AOUT.

Un seul événement signala cette journée, mais il suffit pour mettre la ville en mouvement et pour occuper toutes les conversations :

A quatre heures de l'après-midi, le capitaine-adjudant de place Rœderer, accompagné du trompette Hœltzel, sortait par la porte de Pierres, se rendant au quartier général badois établi près de Schiltigheim, pour un échange de correspondances. Le capitaine Rœderer et le trompette, qui avaient déjà plusieurs fois fait le trajet, étaient à cheval et portaient le drapeau blanc du parlementaire; après avoir rempli leur mission, ils revenaient par la petite route de Schiltigheim, lorsqu'à trois cents mètres environ de la place, le capitaine fit galoper son cheval. Les parlementaires, paraît-il, doivent, d'après les règles de la guerre, revenir au pas vers la place d'où ils ont été envoyés.

Au même instant, des coups de feu partirent d'une houblonnière voisine; deux balles vinrent frapper le capitaine Rœderer : l'une l'atteignit au mollet, l'autre lui laboura le cou; son cheval s'abattit sous lui. Le trompette Hœltzel eut le képi traversé par une balle et la partie supérieure de la tête effleurée; une autre balle lui traversa la paroi gauche de la poitrine, sans faire de lésions graves. Les deux cavaliers tombèrent et furent recueillis par des ouvriers qui travaillaient dans les environs et qui les transportèrent en ville sur des brancards.

On eut peine à croire que cet événement ne fût pas le résultat d'un malentendu; quelques tirailleu ennemis, se disait-on, voyant galoper le cheval du capitaine, auront tiré à tout hasard sur ce dernier

et sur le soldat qui l'accompagnait. Dès que le général Uhrich fut informé de ce grave événement, il écrivit au général de Werder; mais sa lettre n'était pas encore partie qu'il reçut du chef d'état-major allemand une dépêche conçue dans des termes fort convenables, exprimant de vifs regrets, et affirmant qu'il y avait eu erreur et non mauvaise foi, ni méchanceté de la part des soldats, annonçant que ceux-ci, néanmoins, seraient traduits devant un conseil de guerre. Le général Uhrich ne put que se déclarer satisfait; il accepta les explications données et intercéda même par écrit en faveur des coupables.

DIMANCHE 21 AOUT.

Le côté nord, qui devint le front d'attaque, était fortifié par de nombreux ouvrages se soutenant entre eux et s'étendant à une assez grande distance devant la place. Mais il était dominé en même temps par les collines, par les élévations de terrain sur lesquelles ou contre lesquelles sont bâtis les villages de Schiltigheim et de Hausbergen qu'occupait l'ennemi. Le désavantage résultant pour la place de cette inégalité de terrain avait depuis longtemps frappé les hommes compétents, et

dès 1866 le général Ducrot avait mis en avant le projet de construire un fort avancé sur ces hauteurs. Mais le projet fut abandonné.

Au sud de la place, les fortifications étaient très-peu compliquées; ce côté n'avait pas besoin, du reste, d'ouvrages avancés, car il pouvait être facilement mis sous eau à presque une lieue d'étendue et il était défendu dans une certaine mesure par la Citadelle.

La ville était à peu près dégagée, du côté nord, des bâtiments et des arbres les plus gênants pour la défense. Du côté sud, les arbres des routes étaient seuls tombés, et à quelques centaines de mètres de la place s'élevaient encore de nombreuses constructions, maisons de campagne, auberges, entourées de vastes jardins, dont l'ensemble formait un véritable village. L'ennemi n'avait pas manqué de profiter de ces abris excellents pour se rapprocher quelquefois à courte distance de la ville, et du haut des remparts on avait à plusieurs reprises signalé des éclaireurs rôdant dans les plantations d'un horticulteur dont l'établissement était tout voisin de la porte d'Austerlitz.

Le 21 août seulement, un ordre prescrivit la démolition de toutes ces constructions.

C'était grand dommage, en vérité, de démolir les jolies maisons neuves qui s'étaient élevées là dans les dernières années, de dévaster tous les beaux jardins qui bordaient la route, d'attaquer

avec la hache ces riants bosquets, ces massifs et ces allées; mais l'avis de l'autorité disait « par ordre du général », et l'on obéit. On déménagea ce qu'on put, et pendant deux jours de longues files de voitures entrèrent en ville, chargées à s'écrouler de meubles et d'objets de toute espèce. Puis la pioche, le feu et le canon commencèrent l'œuvre de destruction.

L'ennemi recevait chaque jour de nouveaux renforts et chaque jour il cernait la place plus étroitement; il commençait ou continuait ses travaux autour de la ville entière. Le maire se vit forcé, le 21 août, de publier un arrêté par lequel il prévenait la population que les inhumations n'étaient plus possibles hors des murs et qu'un emplacement avait dû être assigné à l'intérieur de Strasbourg pour enterrer les morts. Plusieurs convois mortuaires, à peine sortis par les portes, avaient dû rebrousser chemin devant les projectiles ennemis ou devant des détachements de soldats qui leur défendaient d'aller plus loin.

Voici l'arrêté en question :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

ARRÊTÉ.

« Nous maire de la ville de Strasbourg,

« Vu l'état de siége,

« Considérant que le cimetière de Sainte-Hé-

lène est occupé pour la défense de la ville; que le cimetière de Saint-Gall vient d'être envahi par l'ennemi, et que le cimetière Saint-Urbain, dont le sous-sol est rempli par les eaux d'inondation et qui n'offre plus beaucoup de terrains disponibles pour de nouvelles tombes, est également exposé à être occupé par l'ennemi;

« Que dans ces circonstances il y a lieu de recourir à une mesure exceptionnelle et de faire provisoirement les inhumations à l'intérieur de la ville;

« Avons arrêté ce qui suit :

« Art. 1er. Les inhumations se feront provisoirement au Jardin botanique.

« Toutes les précautions seront prises à l'effet de prévenir les exhalaisons insalubres.

« Après la cessation de l'état de siége, les corps pourront être exhumés et transportés aux anciens cimetières.

« Art. 2. Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de M. le préfet et de M. le général de division commandant l'état de siége.

« Fait à Strasbourg, à l'Hôtel de Ville, le 20 août 1870.

« Le maire, HUMANN.

« Vu et approuvé :

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH.

« Le préfet du Bas-Rhin, Baron PRON. »

Le Jardin botanique, dont il est question dans cet acte municipal, est situé dans le quartier de l'Académie, en face même des bâtiments de l'Académie. C'est là qu'on creusa des fosses énormes et qu'on déposa côte à côte, pendant toute la durée du siége, le riche et le pauvre, le vieillard et l'enfant, l'officier et le simple soldat. Une petite croix de bois, sur laquelle un nom était barbouillé à la hâte, indiquait la place de chaque cercueil, et chaque jour il fallut élargir cette tombe commune, où tant de victimes furent déposées.

Elle est là en grande partie, dans cet enclos transformé en champ funèbre, l'histoire de la résistance héroïque de Strasbourg, et chacune de ces croix représente un drame. L'une dit que l'enfant innocent fut frappé d'un obus au milieu de ses jeux insouciants; l'autre raconte qu'un père, qu'une mère fut arrachée du milieu des siens; ici le soldat, héros obscur, tombé aux avant-postes, foudroyé sur le rempart; là, l'officier, enlevé à la tête de ses hommes. Chaque Strasbourgeois a vu porter là-bas, dans ce triste jardin, un parent, un ami, un être cher; car chaque jour, pendant de longues semaines, a eu son deuil, et l'on ne pouvait passer une heure sans apprendre qu'une nouvelle victime venait d'être frappée.

Mais laissons encore ces descriptions attristantes; nous allons arriver bientôt aux pages douloureuses.

De temps à autre, on réussissait à faire entrer

en ville quelques provisions, quelques bestiaux ; et des spéculateurs éhontés s'empressaient de tirer profit de la situation malheureuse des habitants, pour leur vendre, aux prix les plus élevés, les vivres qu'ils allaient de grand matin acheter aux abords des portes.

Il fallut que l'autorité prît des mesures pour faire cesser ce trafic, et le maire rendit à ce sujet l'arrêté suivant, qui mit fin, mais non complétement, à ces marchés honteux.

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

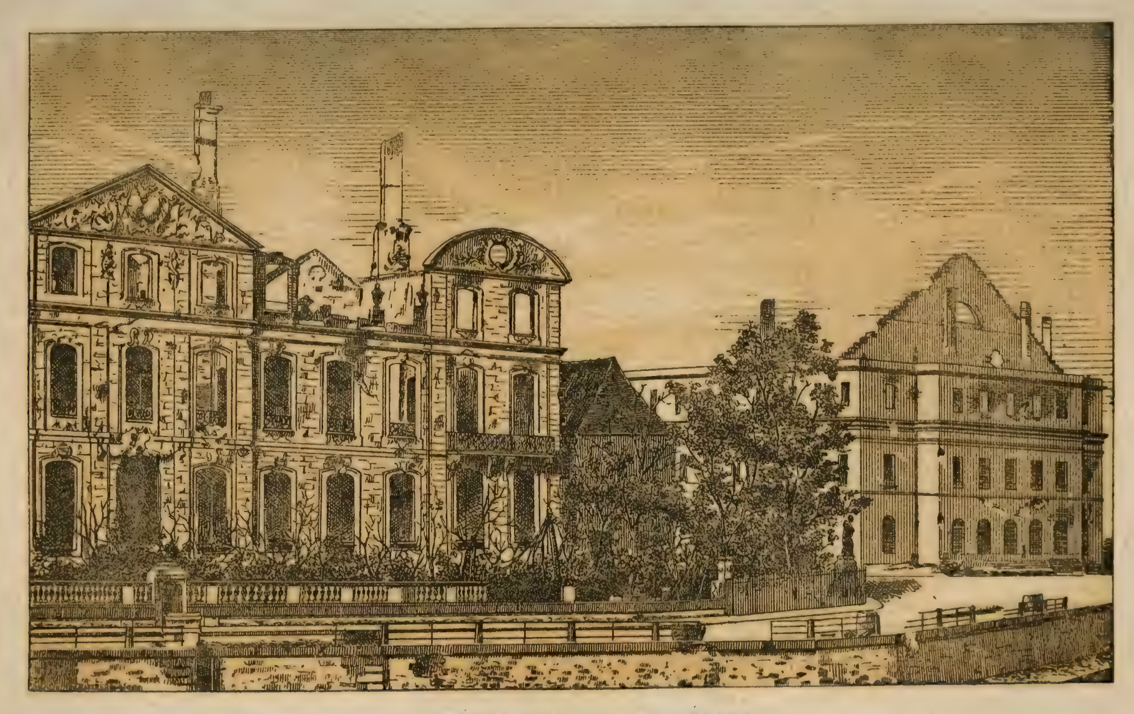
ARRÊTÉ.

« Nous maire de la ville de Strasbourg,

« Vu l'état de siége,

« Vu la dépêche par laquelle M. l'intendant militaire informe l'autorité que des courtiers vont au-devant des cultivateurs qui amènent du bétail en ville, les engageant à le leur vendre à des prix très-modérés, et le revendent ensuite à des prix exagérés ;

« Considérant que ces procédés constituent de véritables manœuvres qui, dans les circonstances actuelles, auraient pour résultat de faire accaparer par quelques intermédiaires le monopole du commerce du bétail, et qu'il appartient à l'administration de les faire cesser ;



LA PRÉFECTURE ET LE THÉATRE

« Arrêtons :

« 1° Tout le bétail amené dans l'intérieur de la ville, pendant la durée du blocus, sera conduit directement sur le marché public établi aux abords de l'abattoir. Ce marché aura lieu provisoirement tous les jours de huit heures du matin à six heures du soir.

« Défense expresse est faite à qui que ce soit d'aller au-devant des cultivateurs qui amènent du bétail en ville, dans le but de les engager à traiter pour la vente de leurs animaux, à ne pas se rendre au marché public, ou à ne vendre qu'à un certain prix.

« 2° Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de M. le général de division commandant supérieur.

« M. le commissaire central est chargé d'en assurer l'exécution.

« Strasbourg, le 20 août 1870.

Le maire, Humann.

« Vu et approuvé :

« Le général de division, commandant supérieur,

« Uhrich. »

La journée fut signalée par de petites escarmou-

ches d'artillerie dans lesquelles les canons des remparts démolissaient quelque batterie volante ou cherchaient à empêcher les travaux des assiégeants. L'artillerie de la place venait d'être renforcée d'un certain nombre de gardes nationaux qui avaient servi autrefois dans l'armée, et qui se réunirent sous le commandement d'un ancien capitaine, M. Hering, et firent le service des remparts comme les soldats des troupes régulières.

La nuit fut tranquille. Deux ou trois coups de feu dans le lointain : quelque sentinelle qui aura cru voir un danger. Du côté de la porte Nationale une immense lueur se reflétait au ciel. Dans la journée on avait incendié, pour déblayer les abords de la place, plusieurs bâtiments situés sur la route de Lingolsheim et de la *Montagne-Verte*. La lueur provenait de ces bâtiments qui étaient encore en flammes.

LUNDI 22 AOUT.

La poudre ne parla ni dans la nuit du 21 août ni dans la journée du 22; on ne comptait pas quelques coups de fusil échangés entre l'un ou l'autre des postes des fortifications et les patrouilles ennemies. Mais une émotion terrible s'empara de la population vers le soir. On avait appris que le géné-

ral commandant les troupes assiégeantes avait encore une fois sommé le commandant de la place de se rendre et lui avait annoncé qu'il était prêt pour le siége et le bombardement *régulier* de la ville. La nouvelle n'avait pas été officiellement communiquée à la population, mais elle transpira et se répandit avec la rapidité de l'éclair.

De nombreux habitants se rendirent vers le soir à la Mairie pour avoir quelques renseignements précis. Le maire avait dit à plusieurs citoyens qu'ils pouvaient être assurés de passer une nuit paisible; puis un peu plus tard, il les prévint qu'il y avait au contraire de grands dangers à craindre pour la nuit. Il y avait eu coup sur coup deux dépêches du général de Werder, la première rassurante, la seconde, au contraire, annonçant l'arrivée et le prochain emploi des pièces de fort calibre. Les citoyens qui s'étaient rendus à l'Hôtel de ville pour s'enquérir de ce qui se passait en réalité, rencontrèrent dans la cour M. le baron Pron, alors préfet du Bas-Rhin, qui, sur leur interpellation, leur répondit par une plaisanterie qu'il trouva sans doute agréable, mais dont on aurait pu discuter peut-être l'opportunité. Ah! c'est que M. le baron Pron était un si plaisant fonctionnaire!

La nuit fut complétement paisible; mais on s'inquiéta de ce silence. C'était en effet le calme précédant l'orage.

MARDI 23 AOUT.

Le 23 août, on lisait sur les murs de la ville :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Habitants de Strasbourg,

« Le moment solennel est arrivé.

« La ville va être assiégée et soumise aux dangers de la guerre.

« Nous faisons appel à votre patriotisme, à votre virile énergie, afin de défendre la capitale de l'Alsace, la sentinelle avancée de la France.

« Des armes seront délivrées aux citoyens désignés par M. le Maire, à l'effet de concourir à la protection de nos remparts.

« Amis ! courage ! La patrie a les yeux sur nous !

« Fait au quartier général à Strasbourg, le 22 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH.

« Le préfet du Bas-Rhin, Baron PRON.

« Le maire de Strasbourg, HUMANN. »

Il n'y avait donc plus à douter. Le moment solennel est arrivé, disait le général. Et les journées d'angoisses qu'on avait déjà passées, et les nuits du 15 et du 18 août où il y eut tant de ruines et de victimes, elles n'avaient donc point été solennelles! il y avait donc d'autres périls à craindre, d'autres malheurs à redouter?... Hélas! elles étaient bien légères les souffrances que la ville de Strasbourg avait éprouvées, si on les compare à celles qui devaient la frapper encore.

On commenta avec anxiété la proclamation du général; chacun courut chez soi, mettre en sûreté ses objets les plus précieux, et entasser ses meubles, ses papiers dans la cave, et se préparer, dans la cave aussi, un asile pour la nuit.

Tout à coup les groupes qui stationnaient dans les rues prirent une physionomie qui semblait bien étrange dans les circonstances du moment. On vit les citoyens quitter comme par enchantement leur mine inquiète; on se serrait les mains avec effusion, on avait l'air heureux, joyeux, et l'on peut dire qu'il s'en fallut de peu qu'on ne s'embrassât.

On venait d'apprendre que l'*Impartial du Rhin*, un des journaux paraissant à Strasbourg, avait reçu à midi un journal parisien qui contenait le récit d'une grande victoire remportée par les Français, et plusieurs autres nouvelles tout à fait heureuses pour la France.

Depuis le 13 août on ignorait complétement à Strasbourg les événements de Paris, et ce que l'on savait de l'armée de Metz remontait au 17 août. Elle était donc bien naturelle la joie qui avait éclaté à l'annonce des succès remportés par les Français. Le complet isolement dans lequel on vivait avec le dehors était un poids qui pesait péniblement sur tous les esprits, et lorsque ce poids était soulevé quelque peu seulement, lorsque le voile couvrant pour les Strasbourgeois tout ce qui se passait au delà de leurs murs s'entr'ouvrait légèrement, c'était une immense sensation qui s'emparait de tous les cœurs, sensation dont on ne peut se rendre compte si l'on n'a pas été à même de l'éprouver.

En les faisant passer de bouche en bouche, l'on avait évidemment grandi les nouvelles qui ce jour-là étaient arrivées en ville; mais quand les exagérations s'effacèrent, il en resta encore assez pour contenter les esprits. A quatre heures, l'*Impartial du Rhin* parut; il avait communiqué les épreuves de son numéro à son confrère, le *Courrier du Bas-Rhin*, et celui-ci publia en toute hâte un supplément, de telle sorte que la ville entière fut bientôt mise au courant des événements racontés par la feuille parisienne, qui était, je crois, un *Moniteur du soir*. On se battait devant les kiosques à journaux, et ceux qui réussissaient, dans la bagarre, à se procurer un numéro de l'*Impartial* ou du *Courrier*, étaient aussitôt entourés de cin-

quante, de cent personnes demandant qu'on lût à haute voix l'intéressant journal.

On lut donc que le maréchal Bazaine venait de remporter une grande victoire près de Metz; que les mitrailleuses françaises avaient décimé l'ennemi; que *de la splendide armée du prince Frédéric-Charles il ne restait que des débris*; que la Bourse de Berlin avait baissé de deux francs; que la Prusse appelait à son aide toutes les garnisons de ses forteresses.

Dans toutes ces nouvelles favorables à la France les Strasbourgeois entrevoyaient pour leur compte particulier une délivrance prochaine; les sentiments patriotiques et le sentiment du salut personnel étaient à la fois satisfaits. On ne se demandait même pas si l'un ou l'autre des faits racontés pouvait être faux — et Dieu sait si tous ces faits ensemble étaient loin de la réalité — on se crut sauvé, l'on oublia le danger et l'on ne s'inquiéta plus de la proclamation du général annonçant que le moment solennel était arrivé.

Alors vint, pour faire crouler tout cet édifice de joie et d'espérances, la première de ces nuits horribles que Strasbourg passa dans l'angoisse et les terreurs.

A neuf heures moins le quart, un bruit dont on avait appris déjà à connaître la nature, mit subitement la population en éveil. C'était le canon qui

grondait. Le bombardement que le général ennemi avait annoncé venait de s'ouvrir.

A partir de ce moment jusqu'au lendemain à huit heures du matin, plus de onze heures durant par conséquent, le feu de l'ennemi ne cessa pas un instant. C'était un continuel roulement de tonnerre, des sifflements stridents qui s'entre-croisaient dans l'air, puis le fracas des cheminées et des murs qui s'écroulaient, et de temps en temps des cris plaintifs, des cris de douleur qui s'entendaient au loin.

La nuit était très-sombre; il pleuvait, et du haut des remparts il était impossible de distinguer la position des batteries ennemies qui, abritées derrière quelque bâtiment ou derrière les talus du chemin de fer, tiraient sans pouvoir être démontées.

Il n'est pas possible de raconter les désastres que les innombrables projectiles lancés par l'ennemi causèrent cette nuit. Il faudrait citer presque toutes les rues de la ville et dans certaines rues presque toutes les maisons. Les obus arrivèrent de tous les côtés et tombaient sur les églises, sur la Cathédrale, sur les ambulances, sur les hôpitaux.

Dans le faubourg de Pierres, le faubourg de Saverne, le faubourg National, dans la Grand'rue et dans les rues qui y aboutissent, sur la place Kléber, dans la rue de la Mésange, dans le quartier

du Finckwiller, sur la place Saint-Thomas, la place des Moulins, dans la rue des Serruriers et les rues voisines, au Marché-aux-Poissons, dans la rue des Sœurs, la rue des Frères, sur les quais, dans la rue des Maisons-Rouges, la place Saint-Nicolas, la rue Neuve-des-Pêcheurs, le quartier de l'Arsenal, les maisons furent criblées d'obus.

Sept projectiles tombèrent sur l'hôpital civil, sans y blesser personne heureusement; un obus tomba sur le Grand-Séminaire qui renfermait une ambulance; plusieurs obus tombèrent sur le Petit-Séminaire, où en toute hâte on transporta dans les caves les blessés qui y étaient installés; le Séminaire protestant, également transformé en ambulance, fut atteint; dans l'ambulance des Petites-Sœurs, rue Saint-Louis, un projectile tua un soldat, un zouave blessé. Au faubourg National, une femme eut les deux bras enlevés; dans la rue des Balayeurs, une femme eut l'épaule fracassée; dans la rue des Maisons-Rouges, deux enfants furent tués.

La caserne Saint-Nicolas fut fortement endommagée; la toiture de l'Arsenal fut démolie; l'église Saint-Thomas, la Monnaie, le Temple-Neuf furent atteints par des projectiles.

Dans la rue du Jeu-des-Enfants, chez un fripier nommé Haberkorn, le feu exerça des ravages considérables; place Saint-Nicolas, au restaurant Vasbender, incendie également important.

En plusieurs endroits il y eut des commencements d'incendie; dans la maison Knoderer, rue des Dentelles; dans la tour de l'église Saint-Thomas le feu avait éclaté; mais les postes de sûreté organisés par les citoyens l'éteignirent promptement. Ces postes fonctionnèrent, du reste, dans toute la ville avec un dévouement et un zèle admirables. Sans crainte du péril, les rondes circulaient dans les rues, et aussitôt qu'un projectile tombait sur une maison, elles se hâtaient d'accourir et de porter secours dès qu'il y avait du danger.

Pendant que les batteries établies au nord et au sud de la place bombardaient la ville même, des batteries établies à Kehl, tout près du Rhin, bombardaient la citadelle. Celle-ci fut littéralement criblée de projectiles, et le lendemain matin un des bâtiments construits dans son enceinte prenait feu et était détruit par les flammes. Les obus ne cessèrent pour ainsi dire plus de tomber sur la Citadelle à partir de ce jour jusqu'à la fin du siége. L'artillerie badoise qui la bombardait tirait nuit et jour avec trente-deux canons et huit mortiers, abrités par de forts blindages et des ouvrages en terre contre lesquels les boulets étaient impuissants.

MERCREDI 24 AOUT.

Du côté de la porte de Saverne, près des bâtiments des Rotondes, l'ennemi avait essayé, la veille, de construire quelques ouvrages, et à quelque distance, des ouvriers français exécutaient des travaux nécessaires à la défense de la place. Pour protéger ces ouvriers et empêcher les travailleurs de l'ennemi d'achever leur besogne, on avait envoyé en avant des fortifications un piquet de vingt douaniers qui s'appuyèrent sur un autre piquet d'une vingtaine de gardes mobiles placés en arrière.

Ces quarante hommes échangèrent pendant toute la nuit des coups de fusil avec les tirailleurs ennemis, qui se cachaient dans les replis de terrain ou dans la tranchée du chemin de fer. Le colonel Blot, du 87e de ligne, commandant le front de défense, vint le matin du 24 voir les douaniers à l'œuvre. Ceux-ci continuaient à tirailler avec audace, et le colonel leur criant tout à coup : « Allons, douaniers, en avant ! » ils s'élancèrent avec tant d'entrain qu'ils coupèrent et entourèrent un groupe de Prussiens. Grâce au concours de quelques travailleurs des fortifications, accourus aussitôt, ils s'emparèrent de neuf soldats du 34e régi-

ment de Poméranie, dont deux légèrement blessés, et les conduisirent à l'état-major de la place.

La nuit du 24 août.... ah ! ce n'est pas sans frémissement que nous y reportons nos souvenirs, et l'on est en droit de dire que l'homme ne peut subir de tortures plus horribles que celles qu'une population de quatre-vingt mille âmes endura pendant cette nuit. Quels désastres ! quelles ruines ! quel deuil !

Le bombardement commença un peu après huit heures, et toutes les bouches à feu que l'ennemi avait réunies autour de la place durent vomir en même temps leurs terribles projectiles. Pas un instant de trêve ni de silence ; c'était une infernale grêle d'obus qui sifflaient avec fureur et dont les éclats, anguleux, tordus, produisaient en coupant l'air une espèce de ronflement sinistre qui glaçait de terreur. Dans les caves, les femmes, les enfants pleuraient et priaient ; les hommes étaient mornes, abattus et ne prenaient courage que dans le devoir de veiller sur leurs familles, dans le désir de sauver leurs biens ; les malades, les blessés souffraient affreusement de ce bruit épouvantable ; on se demandait quelquefois si l'on ne rêvait pas, si l'on n'était pas le jouet d'un cauchemar.

Ils auraient dû être tous là, les hommes qui disaient que cette guerre était nécessaire. Ah ! pourquoi ne se trouvaient-ils point ensemble au milieu

de ces horreurs, tous ceux qui avaient acclamé les paroles du despote lançant à l'Allemagne sa provocation funeste. Ceux qui, le *cœur léger*, ricanant et la main sur la hanche, avaient dit qu'ils acceptaient toute la responsabilité de la lutte qui s'ouvrait ; ceux qui, pour satisfaire leur ambition, pour repaître leur soif de gain ; ceux qui, pour laver une honte ou un crime, ont décrété ou approuvé la guerre de 1870, j'aurais voulu les voir tous souffrir avec la population de Strasbourg, cette population qui toujours avait protesté contre leur politique insensée ! Au milieu des ruines, des flammes, des morts et des mourants, j'aurais voulu les contempler, tremblants de terreur, et pour leur châtiment les forcer à crier : Vive la guerre !

A dix heures on entendit tout à coup, entre le fracas des obus, le cri : Au feu ! au feu ! poussé par les gardiens de la tour de la Cathédrale. Au feu ! Temple-Neuf ! puis un peu plus tard : Au feu ! rue du Dôme ! une demi-heure après : Au feu ! Broglie ! puis encore : Au feu ! rue de la Mésange ! Au feu ! place Kléber ! Au feu ! quai Finckmatt ! Au feu ! rue du Bouclier ! Toute la nuit retentit ce cri funèbre et une immense lueur rouge couvrit la ville tout entière de son sinistre reflet.

Que de trésors perdus dans ces quelques heures ! Le Musée de peinture, l'église du Temple-

Neuf, la Bibliothèque de la ville, les plus belles maisons des plus riches quartiers, des rues presque entières n'étaient plus que des ruines.

Le Musée de peinture avait été installé depuis peu dans le bâtiment de l'Aubette, une vaste construction en pierres de taille qui occupe tout un côté de la place Kléber. Le rez-de-chaussée se composait d'un corps de garde, d'une écurie pour la garnison, du bureau du commissaire de police du canton Nord, du tribunal de police simple; l'une des ailes renfermait les bureaux de l'état-major de la place ; le premier étage contenait les salles du Musée; le deuxième étage était occupé par plusieurs locataires, le troisième par les ateliers de photographie des frères Gerschel.

Le Musée était petit, il est vrai, mais il avait quelques toiles célèbres sur son catalogue. Des œuvres du Corrége, du Tintoret, du Guide, d'Alexandre Véronèse, de Schœngauer, de Hans Hemling, de Jacob Jordæns, de Philippe de Champaigne, d'Arnauld van Gueldre, *la Dispute dans un cabaret flamand*, un petit chef-d'œuvre d'Adrien van Ostade; des tableaux de Claude le Lorrain, de Laurent de la Hire, de Charles Le Brun, de Jean-Baptiste Oudry, de Brion; puis des toiles signées Zix, Gimpel, Gabriel Guérin, Beyer, Lix, Schützenberger, Ehrmann, Holtzapffel, Théophile Schuler, Jundt, des peintres strasbourgeois ; deux sta-

tues d'Ohmacht; deux statues de Grass, dont un *Icare* magnifique; des dessins, des gravures, des reproductions nombreuses.... tout cela a été détruit sans qu'il en soit resté trace.

La Bibliothèque..., le monde entier doit pleurer sa destruction. Deux ou trois cent mille volumes, plusieurs milliers de manuscrits, plusieurs milliers d'incunables; un *Hortus deliciarum*, par l'abbesse Herrad de Landsberg, gros volume in-folio, datant du douzième siècle, écrit sur parchemin, enrichi de miniatures charmantes, vrais trésors pour l'histoire de l'art de l'ornement et du costume; un recueil des lois canoniques, fait par Rachio, évêque de Strasbourg, en 788; un recueil de prières en caractères d'or et d'argent sur vélin pourpré, du huitième siècle; un missel avec les armes de Louis XII et signé par l'évêque François de Lyon, du seizième siècle; la collection des constitutions de Strasbourg; les actes du procès de Gutenberg avec les héritiers de son ancien associé Dritzehn; une collection d'antiquités gallo-romaines, des armes, des urnes, des cercueils; un plan en relief de la ville et de ses fortifications fait en 1574; les instruments de torture autrefois en usage à Strasbourg; le pot en bronze dans lequel les Zurichois apportèrent, en 1576, une bouillie restée chaude depuis Zurich; le bonnet rouge de la Cathédrale du temps de la Terreur; le sabre de

Kléber ; puis toute l'histoire de l'Alsace, puis des médailles, des vitraux, des portraits, des collections uniques sur la terre que le monde savant de l'Europe venait toujours consulter.... Il est resté de tous ces joyaux un peu de poussière et quelques feuillets de parchemin noirci dont le vent dispersa les débris ...

Le Temple-Neuf..., la plus vaste église protestante, une des plus vieilles églises de la ville, élevé en 1260 par les frères dominicains, orné de beaux monuments funéraires, décoré d'une *Danse des morts*, peinture à fresque très-curieuse, représentant un dominicain en chaire, puis la Mort conduisant au tombeau un pape, des cardinaux, un empereur, une impératrice, un roi, une reine, un évêque et des moines; possédant un orgue célèbre, exécuté par le fameux André Silbermann...; le Temple-Neuf fut dévasté par le feu du faîte jusqu'au sol, et il n'en resta debout que quatre murs chancelants.

Dans la rue du Dôme, la maison Sütterlin, la maison Laroche, la maison Flach, belles propriétés privées; la moitié de la rue du Temple-Neuf; sur la place du Broglie, la maison Scheidecker, splendide édifice particulier, le plus beau de la ville, contenant le Cercle du Broglie et de magnifiques magasins, construit tout en pierres de taille, ayant une façade artistement sculptée et d'élégants

balcons; ruines tout cela, décombres méconnaissables, quelques pierres et quelques poutres entassées entre des murailles prêtes à s'écrouler.

Tous ces édifices avaient pris feu à peu près à la même heure, l'un incendiant rapidement l'autre par la chaleur qui se dégageait des flammes et par les étincelles qui jaillissaient du brasier. Comment porter secours sur tant de côtés différents? Il fallut laisser s'achever l'œuvre de destruction, et les malheureux habitants des maisons en feu avaient à peine le temps de se sauver en emportant leurs objets les plus précieux.

Le bombardement était toujours plus terrible et les obus tombaient par centaines sur les bâtiments enflammés, blessant, tuant ceux qui voulaient se dévouer au sauvetage, allumant, effondrant d'autres constructions, sifflant, éclatant avec fracas au milieu du bruissement des flammes, de l'écroulement des façades, des toits, des maisons entières.

Dans la rue, des malheureux qui se sauvaient; des femmes ayant des enfants dans les bras, pleurant et éperdues, courant comme folles pour chercher un refuge; des vieillards, des malades qu'on emportait avec peine; ici un blessé qui gémissait, là un mourant qui râlait; quelquefois, aux fenêtres, des cris déchirants, un appel au secours; puis les tuiles qui tombaient, les cheminées qui s'abattaient; et tout à coup, un peu plus loin, une nouvelle lueur qui se lève, une nouvelle gerbe de feu

qui jaillit.... C'est un autre édifice qui brûle; la flamme déjà sort par vingt issues, par le toit, par les fenêtres, par toutes les ouvertures, et les habitants, réfugiés à la cave, quittent à la hâte un asile qu'ils croyaient sûr, heureux si dans leur fuite ils ne sont pas frappés d'un projectile ou par les débris de leur maison qui commence à s'écrouler.

Le sol trembla et jusqu'au ciel montèrent les nuages de poussière et de fumée, quand l'Aubette, quand le Temple-Neuf, quand la Bibliothèque, quand les autres édifices s'effondrèrent l'un après l'autre....

JEUDI 25 AOUT.

Le lendemain matin seulement on put se rendre compte du désastre. Aux maisons incendiées déjà nommées, il faut ajouter la maison Lichtenfelder, quai Finckmatt, détruite complétement; la maison Kampmann, rue du Bouclier, dont le toit était consumé; un des bâtiments du Gymnase protestant, allumé par l'incendie du Temple-Neuf. Outre les ravages du feu, il y avait de grands dégâts partout; la Mairie, entre autres, avait été criblée de projectiles; le sol était jonché de débris, de tuiles, de verre; pas une rue n'avait été épargnée.

La population contemplait ces ruines d'un œil

morne et terrifié. Il y eut des larmes qui coulèrent devant ce spectacle affligeant, dont on s'arrachait comme on s'arrache quelquefois d'une tombe pour ne pas étouffer de douleur. Et pourtant, ce n'était pas encore la fin.

Dans la matinée du 25, de nouveaux incendies éclatèrent. Des obus mirent le feu au moulin des Huit-Tournants, situé au faubourg National, tout à côté de la porte et adossé au rempart. Ce moulin servait à moudre le grain pour la garnison et était construit dans des conditions exceptionnelles de solidité ; mais il fut brûlé jusqu'au sol, et trois maisons voisines devinrent également la proie des flammes. Au marais Kageneck, huit maisons avec granges et écuries ; rue Moll, deux maisons furent détruites. Un épais nuage de fumée s'étendit pendant toute la journée sur la ville, et une odeur étouffante, provenant des décombres des incendies, vint se répandre dans les rues et s'introduire jusque dans les appartements.

Il est impossible de décrire l'émotion qui régna à Strasbourg pendant cette journée ; on se disait avec terreur que deux ou trois nuits comme celle qu'on venait de passer suffiraient pour détruire la moitié de la ville, et l'on se demandait s'il n'y aurait pas au monde un moyen d'éviter de nouvelles catastrophes. Il y en aurait eu un seul, c'était de se rendre ; mais personne dans la brave cité de

Strasbourg n'osa proposer ce moyen-là. Des groupes stationnaient sur la place du Broglie, où pour ainsi dire l'on s'était donné tacitement rendez-vous. Un certain nombre de gardes nationaux déclaraient qu'ils étaient prêts à marcher contre les assaillants, et demandaient à échanger contre des chassepots les fusils à piston dont ils étaient armés. Bientôt une foule considérable se massa devant la Mairie et devant le quartier général, où plusieurs membres du conseil municipal et d'autres citoyens venaient de se rendre pour demander au général Uhrich quelques éclaircissements sur la situation. On voulait savoir si la garnison était assez forte pour pouvoir repousser les troupes assiégeantes et les maintenir à distance. On voulait savoir aussi si les femmes, les enfants et les vieillards ne pourraient pas sortir de la place dans le cas où le bombardement devrait continuer.

Le général répondit qu'il était en état de défendre la place, de la maintenir pendant plusieurs mois, mais qu'il lui était impossible, avec le peu d'hommes dont il disposait, de tenter une attaque sérieuse contre l'ennemi, dont les forces très-considérables pourraient écraser d'un seul coup la plus grande partie de sa petite garnison. Il voulait donc ménager ses soldats et ne point s'exposer à affaiblir ses moyens de défense. Il ne voulait pas davantage compromettre inutilement la garde nationale sédentaire, dont l'armement était insuffisant, mais

à laquelle il rendait hommage pour sa vaillance et son attitude courageuse. M. Humann, alors maire de Strasbourg, apporta la réponse du général à la foule qui stationnait devant le perron de l'hôtel de ville, et, en annonçant qu'on se trouvait en état de se défendre, il ajouta que la délivrance était peut-être plus proche qu'on ne le pensait.

Mais elle n'était ni proche ni lointaine cette délivrance, et elle ne devait jamais arriver.

La France ne pouvait plus secourir Strasbourg ; elle n'avait plus d'armes, elle n'avait plus de soldats ; pourtant on l'accusait alors, et l'on disait à Strasbourg : « Le pays nous abandonne ; ne connaît-il pas la faiblesse de nos moyens de défense ? Ces incendies dont les lueurs éclairent la campagne à dix lieues à la ronde, ne sont-ils pas comme de désespérés appels de secours ? Pourquoi ne répond-il pas à nos cris de désespoir ? »

Pauvre France ! elle était trahie par ceux-là mêmes qui l'avaient affaiblie, opprimée, corrompue. Ceux qui s'étaient, pendant de longues années, gorgés de son sang et de ses richesses, ceux-là disaient : « Nous tombons, mais elle tombera avec nous ! » Ceux-là seuls sont coupables ; la France est innocente.

L'évêque du diocèse, Mgr Ræss, tenta, le 25 août, d'intercéder en faveur de la malheureuse

ville. A trois heures de l'après-midi, il sortit de la place avec un parlementaire pour se rendre au quartier général de l'armée assiégeante, à Holtzheim ou à Mundolsheim, où devait se trouver le grand-duc de Bade. L'évêque connaissait particulièrement le grand-duc, et il comptait invoquer d'amicales relations, des rapports de longue date avec le père de ce souverain, pour être reçu plus facilement. Il voulait demander que le bombardement cessât contre la ville elle-même, contre sa population inoffensive, contre ses édifices, et que les hostilités fussent dirigées seulement contre les fortifications, les remparts, la Citadelle, la garnison. Mais il n'arriva que jusqu'aux avant-postes ennemis, où il fut informé que sa démarche serait vaine. Il revint tristement vers la ville, en proie à une émotion qui le rendit malade et le mit près du tombeau.

Quant à la question que la population se posait : si les femmes, les enfants et les vieillards pourraient sortir de la place, le général Uhrich l'avait adressée au général de Werder, commandant en chef de l'armée assiégeante, et celui-ci avait répondu que les femmes, les enfants et les vieillards étaient un élément de faiblesse pour la ville, par conséquent un élément de force pour lui, et qu'il ne pouvait renoncer à cet avantage précieux; dès lors le général ne demanda plus de laisser-passer pour personne, et se borna à trans-

mettre au général de Werder les nombreuses demandes qui lui étaient faites, en les lui recommandant. C'est ainsi qu'il facilita la sortie à bien des jeunes femmes d'officiers, inquiètes du sort de leurs maris qui s'étaient battus à Frœschwiller.

Le bombardement des premiers jours avait, du reste, été expressément dirigé sur la ville même dans l'espoir que la population terrifiée, exercerait sur l'autorité militaire une pression qui forcerait celle-ci à rendre immédiatement la place. Pour l'honneur de Strasbourg, cet espoir fut déçu.

Que de désastres encore dans cette nuit du 25 août! Dès sept heures du soir, le bombardement commença avec la même fureur que la veille. C'était un fracas épouvantable, un tapage assourdissant que produisaient les obus en éclatant sur la ville et les canons des remparts en répondant à l'artillerie ennemie.

Que de millions encore, que de fortunes qui s'écroulèrent! de tous côtés, les flammes jaillirent, et de loin, de bien loin, on entendait leur bruissement sinistre. Dans les rues, même tableau déchirant que la veille. Des familles fuyant, emportant à la hâte quelques objets à la main et tournant un dernier regard vers leurs maisons que le feu dévorait; des enfants, des femmes pleurant à fendre l'âme; puis des brancards avec des blessés;

ici, un père marchant à côté de la civière sur laquelle est étendu son fils mourant; là, de tout petits enfants suivant en larmes le corps de leur mère frappée pendant qu'elle voulait les sauver de la mort! Dans les caves, chacun veillait; on avait près de soi un sac de voyage dans lequel on avait serré quelques vêtements, et l'on était prêt à partir pour fuir l'incendie qui pouvait éclater à chaque instant.

Dans la rue de la Mésange, cinq maisons furent détruites : trois situées au milieu de la rue, les deux autres du côté du Broglie. La belle maison de M. Benjamin Lévy, formant le coin du Broglie et de la rue des Étudiants; une autre maison, contiguë à celle-ci, brûlées jusqu'à terre. Tout un côté de la rue des Récollets, la rue du Fort tout entière, le quai Schœpflin, deux maisons de la rue des Frères, deux maisons de la place de la Cathédrale, cinq ou six maisons du faubourg National, l'école Sainte-Aurélie, le presbytère de Sainte-Aurélie, détruits de fond en comble. Quel spectacle qu'une rue entière embrasée ! Le feu jaillissait par une centaine de fenêtres et s'élevait en colonnes par les toits effondrés, c'était une mer de flammes, au milieu de laquelle on entendait parfois le cri d'un malheureux qui avait essayé d'arracher encore un peu de son bien à la destruction et qui ne trouvait plus d'issue pour s'échapper! Les murs, les toits s'écroulaient avec fracas dans le brasier,

d'où s'élevaient des milliers d'étincelles que le vent chassait au loin.

Vers le milieu de la nuit, Strasbourg put contempler un tableau terriblement grandiose : la Cathédrale, malheureusement transformée en poste d'observation, avait été criblée de projectiles et l'immense toiture qui couvrait la nef était en feu. On ne peut décrire l'effet que produisait la masse de pierre, l'énorme chef-d'œuvre entouré de flammes et éclairé jusqu'à sa flèche par l'incendie. C'était fantastique, saisissant et horrible en même temps. Dans la crypte de la cathédrale était installée l'ambulance du Grand-Séminaire qu'on avait transférée là parce que de nombreux éclats d'obus étaient tombés la veille sur ce bâtiment. A travers les trous dont les voûtes étaient percées, le cuivre de la toiture livré aux flammes tombait en pluie de feu verdâtre et alluma les bancs du chœur au-dessus de la crypte. Tout l'édifice était éclairé intérieurement d'une lueur sinistre et rempli de fumée. Les malheureux blessés étaient saisis d'une terreur folle.

Que de drames encore cette nuit! Au faubourg National, ceux dont les maisons brûlaient se réfugièrent dans le corps de garde près de la porte; mais là les obus pleuvaient et les malheureux durent fuir. Les uns couraient le long du rempart, les autres se réfugièrent dans une casemate, d'au-

tres sous un pont. Des mères avaient perdu leurs enfants; chacun cherchait un des siens dont il s'était séparé en fuyant, ne sachant pas jusqu'au lendemain s'il ne devait point pleurer sa mort.

Mais la plus poignante scène de désolation et de terreur se passa à l'hôpital civil, qui avait reçu des projectiles comme les autres édifices, et dont l'église nouvellement construite s'était enflammée. Les salles étaient remplies de malades, d'impotents, de vieillards, et à tout moment les obus éclataient près d'eux. Toute cette population de malheureux allait peut-être trouver la mort sous les ruines de l'édifice, et l'on pense quels durent être leurs cris, leurs gémissements, leurs angoisses. On lutta avec l'énergie du désespoir contre le fléau, et l'église seule fut détruite.

La belle gare du chemin de fer brûlait aussi; les bâtiments de la Citadelle étaient en flammes; le Gymnase brûlait pour la seconde fois depuis la veille. Partout enfin le feu, les ruines, la désolation.

La façade de la Mairie était ravagée; les terrasses couvertes en verre des deux beaux cafés de la place du Broglie totalement abîmées; la Banque de France et les maisons qui l'environnent, la Préfecture, la rue de la Nuée-Bleue, la rue des Juifs, la maison Berger-Levrault surtout, le beau pont du Théâtre avaient été criblés de projectiles qui les avaient saccagés.

La Cathédrale, outre la toiture de la nef, qui avait été brûlée, avait eu de cruelles atteintes; des sculptures, des colonnettes, des statues étaient mutilées, l'orgue dévasté par un obus, les vitraux brisés. A l'extérieur et à l'intérieur, le sol était jonché de débris de pierres et de verres de vitraux. L'horloge astronomique, cette merveille, n'était heureusement pas endommagée.

Des centaines de familles avaient perdu tout leur avoir dans cette nuit désastreuse et se trouvèrent sans asile le lendemain.

On ne peut raconter complétement l'histoire de ces longues heures d'angoisses; il faudrait des volumes pour dire tout ce qui se passa dans une seule de ces nuits de douleur, de larmes et de deuil; la plume aussi se lasse à la fin de ces horreurs qu'elle doit décrire, et s'égare dans ce dédale de calamités.

VENDREDI 26 AOUT.

On pensa devenir fou de joie vers le soir de cette journée. Cette fois, disait-on, la chose est certaine, on n'en peut plus douter; du haut de la Cathédrale, on les a vus, on les a annoncés, ils sont au moins quarante mille. On parlait de sol-

dats français ! On allait être délivré, et en effet, — ô puissance de l'imagination ! — on entend gronder le canon au loin, il y a une bataille entre les assiégeants et le corps de délivrance ; le bruit du canon se rapproche, l'ennemi est repoussé contre les murs et se trouve entre deux feux. Victoire, nous sommes sauvés ! Et l'on courait dans les rues, et l'on était rayonnant et l'on se pressait l'un vers l'autre : « Vous savez la nouvelle ? — Oui. — Ah ! il était temps ! mais j'ai toujours dit qu'ils arriveraient.... » Et ainsi de suite. Et ils n'arrivèrent encore pas, et toute l'heureuse histoire avait été une pure invention.

Quand la nuit fut venue, on dut croire aux environs de Strasbourg que l'œuvre de destruction qui s'accomplissait depuis quelques jours s'achevait ce soir-là par un immense et suprême désastre, car la ville devait paraître un seul brasier, une seule et gigantesque nappe de feu dans laquelle s'abîmaient les biens et la vie de quatre-vingt mille créatures humaines.

Le faubourg National, déjà si éprouvé, prit feu de nouveau, et l'un de ses côtés fut détruit à moitié ; de là le sinistre s'étendit aux rues avoisinantes, et tout un quartier fut bientôt en flammes ; c'était le quartier des jardiniers-cultivateurs, une population laborieuse, riche, utile, dont chaque famille habitait une maison organisée comme les

grandes fermes de village, avec écuries, granges, bestiaux, basses-cours, jardins. La Petite-Rue-de-la-Course, la Grande-Rue-de-la-Course, la rue Déserte, la rue des Païens, qui s'étendent entre le faubourg National et le faubourg de Saverne, brûlèrent toutes dans cette seule nuit.

On tenta, comme toujours, de sauver ce que l'on put, mais ces tentatives étaient pour la plupart vaines et surtout dangereuses, car les projectiles tombaient par centaines sur tous les points de la ville d'où s'élevaient les flammes, tuant, blessant, mutilant des malheureux par dizaines. La chaleur qui se dégageait de ce brasier dessécha pour ainsi dire d'autres rues, qui s'enflammèrent comme une traînée de poudre à la première étincelle. Le marais Kageneck, quartier populeux, rempli de familles ouvrières, prit feu à son tour et fut réduit dans cette nuit presque entièrement en ruines. Au faubourg de Pierres, même désastre : une longue rangée de maisons fut détruite.

Dans la rue Thomann, un groupe d'une vingtaine de maisons, connu sous le nom de *Cour Marbach*, est dévoré tout entier en quelques heures. Deux cent cinquante personnes perdent là tout leur avoir et se trouvent sans asile.

SAMEDI 27 AOUT.

Les désastres ne se comptaient plus. Vers le matin du 27, le Palais de Justice avait pris feu, et bientôt le magnifique bâtiment fut complétement embrasé. On ne sauva que quelques papiers du greffe. Les salles d'audience, les appartements du président et du procureur, le greffe furent anéantis. Les registres de l'état civil, le casier judiciaire, trop volumineux, ne purent être enlevés ; on perdit aussi un temps précieux à enfoncer les portes du greffe, et les dossiers et les archives furent presque totalement détruits. La maison contiguë au tribunal, dans laquelle se trouvait le pensionnat Fuchs, une institution pour jeunes filles, fut dévorée aussi par les flammes.

Un obus tomba dans la cour du Grand-Séminaire et frappa trois personnes de ses éclats. L'abbé Wintz, séminariste, infirmier volontaire, reçut au visage un éclat qui lui fractura l'os molaire et le crâne; la fusée du projectile s'enfonça dans le nez du malheureux et y causa d'affreux désordres. L'abbé ne recouvra plus ses sens et expira le lendemain. La deuxième victime fut la sœur Landelin, qui succomba à d'atroces douleurs. La troisiè-

me fut Jean Moos, réfectorier du séminaire depuis quarante ans; il fut atteint à la tête et eut le crâne brisé. Il n'expira que le surlendemain.

Pendant toute la journée le feu continuait son œuvre de destruction, saisissant à chaque instant une proie nouvelle, ravageant librement des rues, des quartiers entiers. Une belle maison du Broglie, située à côté de la maison Scheidecker déjà ruinée, s'embrasa dans la journée et fut brûlée aussi. Le Broglie tout entier et surtout la Mairie, le Finckwiller, les Ponts-Couverts, les faubourgs furent bombardés sans relâche.

Dans la nuit, un incendie éclata dans la rue du Coq et détruisit plusieurs bâtiments; le faubourg National, le marais Kageneck continuaient à brûler, et une maison après l'autre de ce quartier populeux fut dévorée par les flammes. La rue du Bouclier, la place Saint-Thomas, la rue des Serruriers, la Grand'Rue, la place d'Austerlitz, l'église Saint-Nicolas furent atteintes par de nombreux obus.

Pendant cette triste journée on afficha sur les murs la proclamation suivante :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Habitants de Strasbourg,

« Depuis trois jours la ville est bombardée à outrance.

« Votre héroïsme, à cette heure, est la patience. C'est pour la France que vous souffrez. La France entière vous dédommagera de vos pertes.

« Nous en prenons l'engagement, au nom du gouvernement que nous représentons !

« Fait au quartier général, le 26 août 1870, à une heure après midi.

« Le maire de Strasbourg,

« HUMANN.

« Le préfet du Bas-Rhin,

« Baron PRON.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

Oh ! oui, on la possédait cette patience qui était de l'héroïsme, et elle n'avait pas besoin d'être ranimée par cette promesse de dédommagement. On luttait avec courage, avec abnégation ; mais il fallait une force de cœur et d'esprit bien vive pour ne pas se sentir défaillir au milieu de tant de douleurs et de catastrophes.

DIMANCHE 28 AOUT.

L'histoire de toutes ces journées est toujours la même ; on la résumerait dans trois mots : ruines, deuils, terreurs. Le bombardement continuait sans trêve, et le chiffre des victimes croissait à tout instant. La Préfecture, les Ponts-Couverts, le Quartier-Blanc, le Finckwiller furent assaillis de projectiles, et de nombreux habitants furent blessés ou tués.

A huit heures et demie du soir, on entendit une vive fusillade du côté de la porte de Saverne et du côté de la porte de l'Hòpital. Les postes des ouvrages avancés et des remparts échangèrent des coups de feu avec de forts détachements ennemis qui s'étaient hasardés vers la place. On entendait les balles siffler dans les airs, et de nombreuses balles prussiennes, lancées par des fusils de rempart, tombèrent jusqu'au milieu de la ville, où elles cassèrent des tuiles sur les toits. Les canons de la porte d'Austerlitz et de la porte de l'Hôpital avaient un instant mêlé leurs voix terribles au crépitement de la fusillade, mais le silence se rétablit assez promptement, et la nuit en général fut relativement calme.

LUNDI 29 AOUT.

L'autorité civile avait reconnu enfin qu'elle avait besoin du concours des citoyens dans cette crise terrible, qu'elle serait plus forte si elle s'appuyait sur eux, et si avec eux elle partageait la responsabilité des décisions que chaque instant réclamait.

Le Conseil municipal, qui n'avait plus été réuni depuis le 8 août, fut convoqué d'urgence à trois heures de l'après-midi.

Le Conseil fit la déclaration que le nombre de ses membres était trop réduit pour suffire aux nécessités de la situation, et qu'il y avait lieu de procéder à la nomination d'une Commission municipale plus nombreuse, qui fût chargée de la gestion des intérêts de la ville de Strasbourg.

Le préfet, ayant été saisi de cette proposition, y adhéra et prit l'arrêté suivant :

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN.

ARRÊTÉ.

« Nous Préfet du Bas-Rhin,

« Vu l'état de siége,

« Vu notre arrêté du 16 août, par lequel les pouvoirs du corps municipal de la ville de Strasbourg ont été prorogés ;

« Considérant qu'un certain nombre de conseillers municipaux sont absents ou empêchés; que dès lors il importe, eu égard à la gravité des circonstances, de réorganiser la représentation de la cité,

« Arrêtons :

« Art. 1er. Le Conseil municipal est dissous.

« Art. 2. Il est institué pendant la durée du siége une Commission municipale composée de 47 membres, en vue de gérer et de défendre les intérêts de la ville.

« Art. 3. Sont nommés membres de la Commission :

MM.

Boersch, Charles, docteur en médecine, ancien conseiller municipal.

Burger, Jean, brasseur (Ville-de-Paris).

Cailliot, Amédée, professeur à la Faculté de médecine, ancien conseiller municipal.

Cailliot, René, propriétaire, id.

Clog, propriétaire, id.

Destrais, professeur à la Faculté de droit, id.

Flach, notaire, id.

Gérard, président honoraire du tribunal civil, id.

Goerner, entrepreneur.

Grün, Charles, négociant.

Hatt, brasseur, ancien conseiller municipal.

Hatt, Guillaume, propriétaire, ancien commandant de la garde nationale.

Henry fils, Louis, pâtissier.

Hirtz, professeur à la Faculté de médecine, ancien conseiller municipal.

Hoerter, marchand de bois, id.

Huck, marchand de bois, id.

Humann, Théodore, propriétaire, ancien conseiller municipal.

Imlin, propriétaire, id.

Kablé, directeur d'assurances.

Kampmann, fabricant, ancien conseiller municipal.

Klein, pharmacien.

Klosé, Edmond, banquier.

Kolb, constructeur-mécanicien.

Kratz, ancien notaire, ancien conseiller municipal.

Küss, professeur à la Faculté de médecine.

Lauth, Ernest, banquier.

Lauth, Jean-Jacques, ancien brasseur, ancien conseiller municipal.

Lauer fils, entrepreneur.

Lemaistre-Chabert, propriétaire, ancien conseiller municipal.

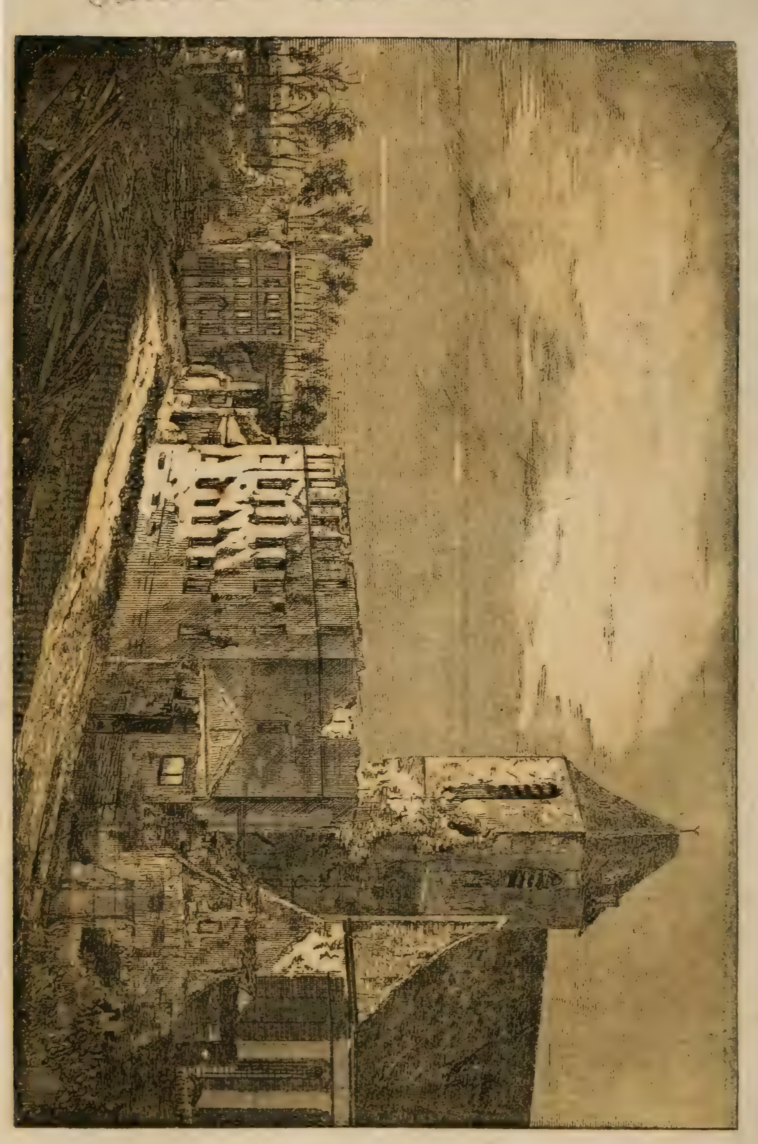
Leuret, ancien médecin principal des armées.

Lichtenfelder fils, serrurier.

Lipp, brasseur.

Mallarmé, avocat, ancien conseiller municipal.

L'école et l'église
Sainte-Aurélie



Momy, notaire, id,
Oberlin, professeur à l'École de pharmacie, id.
Petiti, entrepreneur, id.
Ruhlmann, syndic des jardiniers-cultivateurs.
Saglio, Alphonse, propriétaire.
Schmitt, boulanger, quai des Bateliers.
Schott, S., brasseur à la Chaîne.
Schützenberger, Charles, brasseur.
Sengenwald, Jules, négociant, ancien conseiller municipal.
Silbermann, imprimeur, id.
Stæhling, négociant, id.
Stoltz, S., professeur à la Faculté de médecine, ancien conseiller municipal.
Stromeyer, négociant, id.
Wenger, entrepreneur, id.

« Art. 4. M. le maire et MM. les adjoints sont maintenus dans leurs fonctions.

« Art. 5. M. le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« Fait à Strasbourg, le 29 août 1870.

« Le préfet du Bas-Rhin, A. Pron.

« Vu et approuvé par nous :

« Le général de division, commandant supérieur,

« Uhrich. »

En tout autre temps, l'adhésion préfectorale n'eût jamais été donnée à cette liste de concitoyens, parmi lesquels se trouvaient un certain nombre d'hommes aux idées larges et libérales, des adversaires déclarés du gouvernement du Deux Décembre, qui en mainte occasion avaient ouvertement manifesté leurs sympathies pour le régime que la France enviait aux pays libres et leur haine pour le régime qui la gouvernait alors. Mais le préfet fut cette fois de bonne composition, et il signa avec empressement l'arrêté qui chargeait la Commission municipale de veiller aux intérêts de la cité.

Les besoins, du reste, étaient pressants, et le personnel restreint de l'administration gouvernementale n'eût jamais suffi à veiller à tous les services dont l'organisation était réclamée par les misères sans cesse croissantes.

Il y avait des centaines de familles sans asile, sans ressources, et la charité privée ne pouvait arriver à soulager tous ces nécessiteux. Il fallut songer d'abord à les loger, et deux premiers avis de l'autorité militaire invitèrent ces malheureux à se construire des abris.

Voici ces avis :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Préoccupé de la position qui est faite à la po-

pulation de Strasbourg par le feu de l'ennemi, le général de division, commandant supérieur, fait connaître :

« 1° Que des postes de secours pour les blessés sont établis :

« A l'hôpital militaire,

« Au Palais impérial, place de la Cathédrale,

« Au Lycée,

« Au Grand-Séminaire,

« Au Petit-Séminaire,

« Au Séminaire protestant, quai Saint-Thomas,

« Sur le Broglie, à l'ancienne Fonderie.

« Après avoir reçu sur ces points les premiers secours, les blessés seront transportés dans les établissements où ils doivent être soignés.

« 2° Que des abris destinés aux incendiés vont être construits le long des remparts, de la porte Nationale à la porte de Saverne, de la porte de Saverne à la porte de Pierres, et près la porte des Pêcheurs pour le quartier Saint-Nicolas.

« Les habitants sont engagés à prendre part à ces travaux, qui sont entièrement exécutés dans leur intérêt.

« Strasbourg, le 27 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

PLACE DE STRASBOURG.

« La population privée de logement par suite des incendies est invitée à se construire des abris sur le chemin de halage du canal des Faux-Remparts, en appuyant des bois contre le mur du quai.

« Le colonel commandant la place,

« Ducasse. »

Les pauvres gens ramassèrent alors quelques pierres, un peu de paille et quelques planches, et construisirent au bord de l'eau de petits réduits où ils s'abritaient avec leurs familles. Mais bientôt il fallut chercher de nouveaux asiles, car tous les jours l'incendie étendait ses ravages et chassait des centaines d'habitants de leurs demeures.

La Mairie créa des asiles dans différents édifices publics, dont l'énumération est contenue dans un avis affiché à cette occasion et dont voici la teneur :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

AVIS.

« Le maire de la ville de Strasbourg a fait informer hier soir à son de cloche ses concitoyens

que les familles sans asile seront recueillies au Théâtre, dans les écoles communales, au Château impérial, à la Halle-Couverte, à l'ancienne et à la nouvelle Douane, à l'hospice des Orphelins.

« Les familles ruinées par le bombardement recevront, à partir du mardi 31 août, des secours en pain au bureau de bienfaisance, rue Saint-Marc.

« Une commission est formée pour établir des fours économiques, afin de distribuer des soupes aux indigents.

« Un nouvel avis indiquera le jour où cette commission commencera à fonctionner.

« Strasbourg, le 29 août 1870.

« Le maire, HUMANN. »

Le bombardement du centre de la ville devint moins violent à partir du 29 ou du 30 août. Toutes les rues étaient encore atteintes, mais ce n'était plus cette grêle de projectiles des premières nuits. Les quartiers voisins des remparts et les faubourgs, par contre, furent horriblement abîmés.

Plusieurs soldats de la garnison avaient été tués déjà dans les sorties; mais lorsque commença le bombardement régulier des remparts, il y eut tous les jours des victimes en grand nombre ; l'ennemi lançait ses projectiles de telle façon qu'ils passaient

par-dessus la ville tout entière et tombaient ensuite sur les remparts, en frappant par derrière les soldats qui les garnissaient. Il n'y avait pas sur toute la ligne des fortifications une seule batterie couverte, et chaque obus faisait des victimes. A partir de ce moment jusqu'à la fin du siége, on vit jusqu'à dix, quinze, vingt fois par jour des brancards sur lesquels se tordaient des blessés, ou bien les cacolets sinistres qui transportaient les morts. Les braves défenseurs de Strasbourg allaient avec résignation et courage occuper leurs postes si dangereux ; nul d'eux ne savait s'il en reviendrait, et chaque fois que les détachements quittaient les casernes pour relever les postes des remparts, ceux qui partaient et ceux qui restaient se disaient adieu, se serraient avec effusion les mains ; puis, quand on revenait sain et sauf du poste, on s'embrassait comme s'embrassent les amis qui se retrouvent le soir d'une bataille.

Du côté du faubourg National et du marais Kageneck, la lueur rouge de l'incendie éclairait encore le ciel ; elle ne devait disparaître qu'avec la dernière maison de ce malheureux quartier. Il y eut aussi cette nuit une escarmouche entre les avant-postes ennemis et les ouvrages avancés de la ville ; pendant près d'une heure, on entendit une fusillade assez vive et le sifflement strident des balles.

MARDI 30 AOUT.

La Commission municipale, instituée le 29 août, se réunit pour la première fois le lendemain à l'hôtel de ville, et nomma immédiatement dans son sein plusieurs commissions, qu'elle chargea de l'organisation des divers services d'assistance dont des centaines de malheureux avaient besoin. Dans la même séance, le maire donna lecture d'une lettre par laquelle M. Ch. Grün, un des concitoyens désignés pour faire partie de la Commission municipale, refusait ce mandat, déclarant qu'il n'avait jamais compris le mandat de représentant de la commune autrement que résultant d'un vote librement exprimé. M. Grün fut remplacé par M. Zopff, un choix que les événements vinrent justifier, car pendant toute cette difficile période M. Zopff se trouva parmi ceux dont le dévouement et le zèle furent les plus efficaces et les plus utiles.

Dans la nuit du 30 août, les projectiles ennemis firent de nombreuses victimes sur les remparts. L'artillerie était cruellement éprouvée surtout, et un obus frappait souvent, en éclatant, tous les servants d'une pièce.

MERCREDI 31 AOUT.

La canonnade contre les remparts devint plus intense encore que la veille, et les bâtiments militaires furent bombardés avec acharnement. Il s'agissait maintenant, pour l'ennemi, de rendre la position insoutenable à la garnison, de la décimer sur les fortifications et de détruire toutes les casernes et tous les édifices qui pourraient lui servir de refuge. Les obus pleuvaient sur les batteries; les obus à balles surtout produisaient de terribles effets et frappaient à coup sûr. Ces projectiles étaient dirigés avec une étonnante précision; ils éclataient droit au-dessus des pièces et lançaient alors plusieurs centaines de balles, dont quelques-unes au moins foudroyaient chaque fois des hommes.

Dans la population civile, les victimes devenaient également plus nombreuses chaque jour, et environ quatre-vingts habitants avaient déjà péri à la suite du bombardement. Dans les rues, dans les maisons, dans les réduits les plus cachés, les obus, les éclats surtout, faisaient des victimes, et les blessures de tous ces malheureux étaient le plus souvent mortelles. Les uns avaient les deux

jambes coupées, les autres les bras ; plusieurs femmes ont eu la tête enlevée ; des enfants ont été broyés. Chaque jour l'on citait des blessures les unes plus affreuses que les autres auxquelles de nouvelles victimes avaient succombé.

Sous le pont du Théâtre, où s'était réfugiée toute une famille, le père, la mère, une fille et un fils, un obus vint frapper ce dernier et le coupa en deux.... Dans une maison de la rue du Finckwiller, un obus entra par la fenêtre d'un second étage, tua une femme et un enfant que celle-ci tenait dans ses bras ; la tête de l'enfant tomba d'un côté, le tronc et les jambes furent lancés par la fenêtre !... On pourrait multiplier le récit de ces horribles malheurs, mais la plume se refuse à tracer tous ces tableaux sanglants.

La Commission municipale, qui, à partir de son organisation, siégea tous les jours, s'adjoignit, dans sa séance du 31 août, quelques nouveaux membres, dont voici les noms :

MM. Weyer fils, architecte.
Eissen fils, négociant.
Schnéegans, Aug., rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin*.
Füllhart, ancien boulanger.
André, Oscar, négociant.
Kreitmann, fabricant de papiers peints.
Wolff, avoué.

Lips, négociant.

Belley, marchand-tailleur (n'accepta pas les fonctions).

Bergmann, Charles.

Pendant la durée du siége, la Commission municipale discuta journellement les mesures à prendre pour assister la population malheureuse, pour contribuer à soulager la ville, à sauvegarder l'un ou l'autre de ses intérêts, à garantir autant que possible ses propriétés, ses édifices. Grâce à la Commission municipale, des milliers de personnes sans asile, sans pain, trouvèrent rapidement un abri et des aliments. On organisa des restaurants populaires, où l'on était admis gratuitement, sur la présentation d'un bon, et où l'on trouvait à se nourrir suffisamment. D'autres établissements s'ouvrirent où, moyennant quelques sous, l'ouvrier qui ne voulait pas manger le pain de la charité pouvait se procurer un repas réconfortant. Des souscriptions, des dons vinrent en aide à ces restaurants, qui rendirent à la classe pauvre des services dont la classe aisée profita indirectement. Que serait-il arrivé, en effet, si l'on avait abandonné à eux-mêmes tous ces gens réduits à la misère? Quelques-uns d'entre eux n'eussent-ils peut-être pas tenté un jour de se procurer à tout prix l'aisance relative dont jouissait une partie de la population? N'eût-on pas eu à craindre un de ces

mouvements dictés souvent par le malheur et le désespoir, qui eût été, dans la situation où se trouvait Strasbourg, une véritable catastrophe?

L'excès du désespoir avait fait crier à quelques malheureux : « C'est le général qui est cause de tous nos maux ! à mort le général ! » Et pourtant, que devait faire le défenseur de Strasbourg? des sorties? faire tuer ces quelques mille hommes sans profit? devait-il se rendre? Et le devoir, cet implacable devoir du commandant d'une place forte? Ah ! certes, il souffrait, il l'a dit maintes fois depuis, il souffrait cruellement lorsqu'il voyait autour de lui tant de misères; cette lutte des sentiments de l'homme avec les obligations du soldat le torturait bien souvent.

« Tant que je vivrai, nous a écrit le général lui-même, je verrai ces femmes sans asile portant leurs pauvres petits enfants dans leurs bras; je verrai ces figures hâves, ces yeux égarés, ces physionomies où le désespoir, la misère et la terreur étaient empreints. Mon devoir le plus strict était de continuer à les laisser tuer, à laisser brûler leurs demeures; et là, mon cœur battait avec force; ah! comme le soldat alors s'effaçait devant l'homme! »

On avait prévenu le général des menaces proférées contre lui; on le priait de prendre des précautions pour sa sécurité personnelle, de poster un bataillon dans la cour de l'hôtel de la Division. Il remercia ceux qui lui donnaient cet avis et fit venir

le chef de poste du quartier général : « Faites ouvrir les portes, lui dit-il; quoi qu'il arrive, quoi qu'on fasse, pas un coup de fusil, pas un coup de baïonnette. »

Puis se tournant vers ses amis : « C'est cela, ajouta-t-il, j'irai enlever pour ma personne des hommes aux remparts qui n'en ont pas assez! Ils en veulent à ma vie, qu'ils la prennent; il n'y a que mon honneur auquel je leur défends de toucher; je saurai bien, avant de mourir, leur prouver qu'il est intact. »

Une manifestation avait eu lieu, la veille, sur la place Gutenberg, mais il fut difficile d'en préciser le sens et le but. Quelques centaines de personnes s'étaient réunies, et après avoir vivement discuté entre elles avaient finalement crié : *Vive la République!* L'attroupement se dispersa de lui-même, mais il y avait là le signe d'une certaine agitation dans la population strasbourgeoise. L'isolement dans lequel on vivait, les malheurs qui chaque jour venaient frapper la ville et ses habitants, les réflexions auxquelles chacun se livrait sur l'origine première de tous les maux qu'on endurait, tout cela produisait dans les esprits une fermentation bien naturelle. Mais le patriotisme, la patience, le calme de l'Alsacien avaient heureusement le dessus sur tous les sentiments qu'une situation intolérable pouvait faire naître.

Le général Uhrich crut nécessaire de prévenir le retour d'une manifestation quelconque, et fit afficher l'arrêté suivant :

6e DIVISION MILITAIRE.

ARRÊTÉ.

« Nous général de division, commandant supérieur,

« Vu l'état de siége,

« Sur le rapport qui nous a été fait qu'une réunion de 300 personnes aurait été tenue hier matin, place Gutenbèrg, et que des motions illégales y auraient été formulées,

« Arrêtons :

« Art. 1er. Tous attroupements ou réunions publiques quelconques sont interdits.

« Art. 2. Les contrevenants seront déférés au Conseil de guerre.

« Fait au quartier général, le 31 août 1870.

« UHRICH. »

Par raison et prudence, plus que par crainte du Conseil de guerre, on s'abstint dans la suite de tout mouvement.

Les vivres n'ont point manqué à la ville pen-

dant la durée tout entière du siége, et on avait de quoi faire face à plusieurs mois de blocus; mais certaines denrées commençaient à coûter des prix élevés, et bientôt même elles furent à peu près épuisées. Les magasins des charcutiers, par exemple, restèrent, à peu d'exceptions près, fermés dès les premières semaines. Quand le moment était venu de faire des provisions, la population les avait littéralement pris d'assaut et complétement vidés en quelques jours. Le lait était devenu d'une râreté excessive; les quelques vaches laitières qui se trouvaient en ville n'étaient pas toutes grassement nourries et ne fournissaient que des quantités de lait restreintes; elles furent, en grande partie aussi, tuées pour être débitées dans les boucheries. La population féminine de Strasbourg, habituée de tradition immémoriale à prendre le café au lait au moins une fois par jour, a beaucoup souffert du manque de cet aliment.

La population masculine a eu à endurer une privation plus dure encore : celle de la bière. Renoncer tout à coup à cette boisson tant aimée a été pour les Strasbourgeois une épreuve cruelle, et j'ai entendu de mes oreilles un buveur de bière dire avec le plus profond sérieux : « Est-ce qu'on ne pourrait pas demander au général de faire des sorties à Kœnigshoffen et à Schiltigheim pour amener en ville les provisions de bière qui se trouvent là dans les caves? » Quelques brasseurs fabri-

quaient de temps en temps un peu de bière dans leurs établissements de la ville, et il fallait voir comme la foule alors se disputait le bien-aimé liquide qui, tout mauvais qu'il fût, paraissait excellent dans ces moments cruels. En voudra-t-on aux Strasbourgeois d'avoir pensé à la bière dans des temps aussi durs ? On oubliait un peu les soucis au milieu de la cohue bruyante, et puis qu'on demande donc au Normand de renoncer tout à coup au cidre, à l'Anglais d'abandonner le whisky, au Belge de délaisser le faro, au Bavarois de se priver du bock-bier de Munich....

Le bombardement ne discontinuait pas. Les remparts étaient assaillis de projectiles et les fortifications du côté nord étaient surtout le but principal des batteries ennemies. Du côté sud, l'attaque était à peu près impossible; l'eau, on l'a lu plus haut, s'étendait devant la place à une grande distance, et des batteries établies de ce côté par les troupes assiégeantes avaient dû être abandonnées parce que les pièces s'enfonçaient dans la boue et ne pouvaient servir. La partie sud de la ville a été, grâce à cette circonstance, grâce aussi à quelques batteries bien servies, passablement ménagée.

JEUDI 1er SEPTEMBRE.

Pendant que le feu dévorait les rues de Strasbourg, pendant que les habitants fuyaient leurs demeures devant les flammes et les projectiles, de misérables voleurs s'introduisaient dans les maisons embrasées et abandonnées et s'y livraient au pillage. Brisant les armoires, fouillant les moindres recoins, visitant surtout les caves dont ils creusaient le sol pour y chercher les objets précieux qu'ils supposaient y trouver enfouis, ne se sauvant qu'au moment où les murs allaient s'effondrer sur eux, ces coquins infâmes se livraient à leurs opérations sans crainte d'être dérangés; la police avait disparu; la garnison ne pouvait être que difficilement distraite de la défense des remparts pour surveiller l'intérieur de la ville, et il était dangereux même de faire circuler des patrouilles dans les rues, sans cesse battues par les projectiles. Le général prit, à l'effet de réprimer ces vols, un arrêté dont voici le texte :

6e DIVISION MILITAIRE.

ARRÊTÉ.

« Nous général de division, commandant supérieur,

« Vu l'état de siége,

« Considérant que des malfaiteurs profitent des incendies allumés par l'ennemi et de l'infortune des habitants pour voler et piller les propriétés particulières,

« Arrêtons :

« Tout individu surpris en flagrant délit de vol ou de pillage sera immédiatement jugé selon les lois militaires.

« Fait au quartier général de Strasbourg, le 1er septembre 1870.

« UHRICH. »

Malgré tout le danger, des patrouilles de gendarmes, de soldats d'infanterie et de gardes nationaux firent des rondes le jour et la nuit, et le retour des vols devint moins fréquent. Mais que d'habitants qui avaient caché dans un endroit qu'ils croyaient sûr les objets les plus précieux de leur avoir, n'ont plus trouvé que la place vide, alors que ces débris de leur bien, si soigneuse-

ment enfouis, constituaient encore leur seule fortune !

Une nouvelle triste — on en recevait peu qui ne le fussent pas — se répandit le matin du 1er septembre. Le colonel Fiévet, du régiment des pontonniers, qui avait été blessé dans une sortie et dont on avait espéré la guérison, venait de succomber aux suites de sa blessure.

Le colonel Fiévet habitait Strasbourg depuis de longues années déjà et s'y était créé de nombreuses et sincères amitiés. De sympathiques regrets suivirent le brave officier dans la tombe.

VENDREDI 2 SEPTEMBRE.

Le bruit avait couru la veille qu'une grande partie de la garnison devait faire une sortie contre les assiégeants. Vers quatre heures du matin, en effet, on entendait le bruit d'une fusillade très-nourrie; les canons des remparts tonnaient en même temps avec une vigueur extraordinaire. Des détachements de troupes étaient sortis par plusieurs portes de la ville pour essayer d'enclouer les pièces des batteries ennemies les plus proches et pour détruire les travaux exécutés près des fortifications ;

l'artillerie de la place protégea leurs mouvements, mais ils n'arrivèrent pas jusqu'aux batteries. L'ennemi pourtant subit des pertes considérables, et ce jour fut pour les assiégeants le plus funeste de toute la durée du siége. Cinq prisonniers aussi furent amenés en ville; parmi eux se trouvait un lieutenant du 30e régiment d'infanterie prussienne, Bruno de Versen, qui avait été blessé, et que ses soldats ne purent emporter dans la crainte d'être pris également.

Le 87e avait reçu l'ordre d'opérer sur le village de Cronenbourg, hors de la porte de Saverne. Le colonel Blot dirigeait la sortie, à laquelle prenaient part les trois compagnies d'éclaireurs volontaires formées dans le régiment et quatre compagnies du 2e bataillon. Quatre compagnies du 1er bataillon étaient en réserve, massées sous la voûte de la porte de Saverne, et quatre compagnies du 3e bataillon se tenaient en réserve à la porte Nationale.

A quatre heures du matin, les troupes occupaient les emplacements d'attaque et le mouvement commençait.

Les éclaireurs volontaires du 1er bataillon s'élançaient des Rotondes, et leurs tirailleurs, conduits par le lieutenant d'Arcine et le sous-lieutenant Philip, débordaient de la droite du village et pénétraient jusqu'à la rue principale, où arrivaient à la fois les éclaireurs volontaires du 2e et

du 3e bataillon; les premiers, partis de la porte Nationale, avaient pénétré par la gauche du village, tandis que les autres, suivant la route, y étaient entrés par le centre.

L'attaque ainsi entamée fut immédiatement appuyée par le colonel Blot, conduisant, en arrière des volontaires du 2e bataillon, la 3e et la 6e compagnie de ce bataillon, dont la 4e compagnie, se plaçant en soutien sous les ordres du lieutenant-colonel de Polhès, prenait position à la contrescarpe du fossé de la lunete 44, voisine du champ de l'opération.

L'élan de l'attaque fut tel, que la colonne française pénétra jusqu'au milieu du village, bien que l'ennemi la reçût avec des forces considérables massées des deux côtés de la rue principale. Elle ne put pourtant, malgré ses efforts, aborder les batteries des assiégeants; elle fut soudain enveloppée de toutes parts, pendant qu'un détachement prussien refoulait à droite, au delà des Rotondes, la compagnie d'éclaireurs du 1er bataillon et la 2e compagnie du 2e bataillon, qui ne purent se maintenir.

Le colonel Blot, qui dans le village soutenait avec ses soldats une lutte corps à corps, s'aperçut que l'ennemi cherchait à tourner sa droite. Il ordonna la retraite, qui s'effectua pied à pied sans que le combat cessât. Aux troupes du colonel Blot avait été jointe une escouade de marins, sous le

commandement d'un second maître, avec charge d'enclouer les pièces des batteries dans lesquelles on pénétrerait. Ne trouvant pas à remplir cette mission spéciale, les marins combattirent avec l'infanterie et se firent remarquer par leur élan ; avec leurs sabres d'abordage, ils pratiquaient autour d'eux de larges trouées.

La 4e compagnie du 2e bataillon, embusquée au fossé de la lunette 44, appuya la retraite par un feu bien dirigé. La 1re compagnie du 1er bataillon fut encore lancée en avant, sur la route de Saverne, pour soutenir les compagnies engagées, tandis que la 2e du même bataillon prit position de chaque côté de la route, à hauteur de la double caponnière qui conduit à la lunette 44, jusqu'à ce que la colonne tout entière se fût ralliée en arrière d'elle.

Les troupes rentrèrent dans la place à huit heures du matin, ayant fait éprouver aux assiégeants des pertes fort sérieuses. Du côté des Français, treize sous-officiers et soldats avaient été tués, vingt-un avaient disparu, soixante-onze étaient blessés. Deux officiers du 87e étaient tombés aussi pour ne plus se relever, le lieutenant d'Arcine et le sous-lieutenant Philip, tous deux adorés par le régiment. Le sous-lieutenant Philip avait vingt ans ; il s'était battu avec l'insouciance d'un enfant et le courage d'un vieux soldat. Sa mort et celle de son lieutenant furent vivement regrettées par le brave 87e et par ses chefs.

Le 87e de ligne, on le voit, avait un rôle des plus importants dans toutes les opérations de la défense. Le nom de ce régiment, comme celui du 16e d'artillerie-pontonniers, restera étroitement uni à l'histoire du siége de Strasbourg, qui formera une palme glorieuse pour son drapeau. La plupart des officiers du 87e ont déjà reçu leur récompense de leur belle conduite; le colonel Blot, officier intelligent, dévoué, infatigable, adoré de ses soldats, a tout le premier obtenu la distinction due à son mérite, et l'armée française compte aujourd'hui un brave général de plus.

En dehors du service aux ouvrages avancés, qui durait vingt-quatre heures et se représentait tous les trois jours, le 87e a fourni chaque jour, du 14 août au 5 septembre, six compagnies de tirailleurs destinés à protéger les travaux au dehors de la place. Ces compagnies s'établissaient en dehors des glacis du chemin couvert, à moins de deux cents mètres des lignes ennemies, avec lesquelles elles échangeaient des coups de fusil de six heures à neuf heures du matin et de midi à trois heures.

De plus, il avait été formé dans chaque bataillon un détachement de volontaires de la force d'une compagnie, avec des cadres spéciaux pour remplir les missions difficiles et périlleuses.

Ces trois détachements fournissaient chaque nuit des embuscades qui, se portant au delà des ouvrages avancés, en rase campagne, inquiétaient

les travaux de l'ennemi et renseignaient la défense sur les mouvements des assiégeants.

Ceux-ci avaient aussi leurs embuscades de nuit, dont les démonstrations causaient souvent d'assez vives fusillades et obligeaient à mettre sur pied la plupart des hommes pour être prêts à renforcer les ouvrages menacés si la démonstration s'était changée en attaque sérieuse, ce qui n'eut jamais lieu à la vérité ; mais ces alertes répétées furent, pour les défenseurs de la place, la cause de grandes fatigues.

Les bataillons du 87e étaient restés chacun sous le commandement de son chef direct et avaient, autant que possible, été logés au centre des ouvrages qu'ils devaient défendre. Après l'incendie de la caserne de la Finckmatt et après que le quartier de Saverne fut devenu inhabitable, le premier et le deuxième bataillon du régiment se trouvèrent sans abri. Trois compagnies furent alors logées dans une poudrière abandonnée en arrière du bastion 11 ; quatre compagnies du deuxième bataillon s'abritèrent sous les voûtes de sortie du chemin de fer et sous le passage voûté de la porte de Saverne. Pour le surplus, on pratiqua, sur le chemin de ronde intérieur, dans les talus de terre-plein, des excavations que l'on ferma avec des madriers placés suivant l'inclinaison du talus et recouverts de toute la terre provenant du creusement de ces refuges. On obtint par là une espèce

de blindage préservant sinon des bombes, au moins des éclats et des projectiles de petit calibre. Dans chacun de ces terriers, vingt à vingt-cinq hommes s'enfouissaient avec armes et bagages.

Pendant toute la durée du siége, les officiers du 87e, sans en excepter le brave colonel Blot, constamment retenus par les nécessités du service, n'eurent d'autres logements que les abris occupés par leurs soldats.

Il est à remarquer que les postes aussi bien que les logements assignés au 87e, à l'exception de l'abri casematé de l'entrée des eaux, qui fut trèsménagé et où logeait le troisième bataillon, furent pendant tout le bombardement, avec la Citadelle, le but principal des coups de l'ennemi. Aussi n'y eut-il, à bien dire, aucun temps de repos pour ce régiment, dont les hommes étaient aussi exposés dans leurs abris et en vaquant à leurs travaux intérieurs que dans les postes mêmes de la défense.

Voici, du reste, un document qui prouve mieux que tous les commentaires, quelle est la part active prise par le 87e à la résistance héroïque de Strasbourg. C'est la liste exacte des pertes subies par ce régiment durant le siége.

Trois officiers tués :

MM. Collomb d'Arcine, lieutenant.
Gerbaut, id.
Philip, sous-lieutenant.

Treize officiers blessés :

MM. Blot, colonel.
Rousseau, chef de bataillon.
Loyer, capitaine.
Pelletier, id.
Sénès, id.
Favreaux, id.
Pessonneaux, id.
Mattei, lieutenant.
Petit, sous-lieutenant.
Bertonière, id.
Léger, sous-lieutenant.
Aubriot, id.
Colonna-d'Istria, id.

Sous-officiers	et soldats	tués. .	222	
—	—	disparus.	24	692
—	—	blessés. .	446	

Les inventeurs de faux bruits profitèrent de la capture des quelques soldats allemands qui avaient été faits prisonniers pour répandre immédiatement des nouvelles que ces prisonniers devaient avoir apportées. Failly et Douai étaient vainqueurs à Toul ; Mac-Mahon avait réuni 400 000 hommes; l'armée allemande était en pleine retraite. On allait jusqu'à se communiquer le texte d'une dépêche confirmant ces nouvelles et expédiée à Strasbourg, disait-on, par un médecin français dont on

ne pouvait encore dire le nom. L'Alsace sera complétement évacuée dans huit jours, disait encore la dépêche si confidentiellement répandue. Et voilà les contes avec lesquels on abusait les gens; c'étaient là les histoires que fabriquaient, on ne sait dans quel but, des individus assez vils pour se jouer d'une population souffrant toutes les douleurs. On parlait de triomphes le jour de Sedan!

Singulier fait pourtant, digne d'être remarqué : ce jour-là le bruit courait aussi que Paris avait proclamé la République, et que Trochu et Jules Favre étaient au gouvernement. C'était encore un faux bruit alors, mais deux jours plus tard il devenait vrai.

SAMEDI 3 SEPTEMBRE.

Une faveur bien inattendue était échue ce jour-là à plusieurs familles de Strasbourg. Elles avaient reçu de la part d'un ami inconnu des saufs-conduits pour pouvoir quitter la ville et se rendre dans un village du Bas-Rhin. Ces saufs-conduits étaient signés du général de Werder, ils avaient été apportés par un parlementaire prussien et la Mairie les fit parvenir à leur adresse. On apprit plus tard que c'était sur la prière de personnes notables, de

pasteurs surtout, des villages occupés par l'armée allemande, qu'ils avaient été délivrés par le général des troupes assiégeantes. Un certain nombre de personnes quittèrent la ville par ce moyen; d'autres refusèrent de s'en aller et restèrent au milieu du danger.

Parmi les habitants de Strasbourg qui se hâtèrent de fuir leur cité, il se trouvait quelques hommes aussi, non des vieillards, mais des hommes dans la force de l'âge, qui quittaient le poste où l'honneur aurait dû les retenir. Il en était parmi ces fuyards dont les fonctions semblaient les attacher indissolublement au sol de la ville; mais ils surent briser ce lien du devoir, et, pâles et tremblants, ils coururent se mettre en lieu sûr. Ils diront sans doute qu'ils avaient à accompagner des parents âgés, des amis malades, qu'ils seraient morts eux-mêmes sous le coup de l'impression que leur produisait le bombardement. Soit, c'est là une affaire entre eux et leur conscience. Les vrais citoyens ont confié la garde de leurs vieux parents à la Providence, leurs amis malades aux médecins, et maîtrisant leurs émotions et leurs craintes, ils ont dit : « Nous restons! »

Le bombardement continuait sans relâche. Les batteries ennemies avaient ordre de ne pas arrêter un seul instant le feu, et les faubourgs, le faubourg de Pierres surtout, étaient devenus presque inha-

bitables. Toutes les nuits les incendies éclairaient le ciel, et toutes les nuits aussi on entendait au milieu de la canonnade des coups de fusil s'échanger près des fortifications.

Un autre bruit encore vint s'unir, le soir du 3 septembre, à la voix retentissante de l'artillerie. Un formidable orage éclata et pendant toute une heure le tonnerre gronda avec fureur. Les éclairs se mêlaient à la lueur des pièces qui étaient déchargées, et ce tapage épouvantable au ciel et sur terre, cette réunion des deux forces les plus terribles du monde, la poudre et l'électricité, produisaient un effet indescriptible, en quelque sorte surnaturel.

Un petit souvenir ici à la Bibliothèque de Strasbourg. En déblayant ce jour-là les décombres formés par ses murs écroulés on en avait retiré un morceau du fourreau ayant renfermé le sabre de Kléber, qui faisait partie des collections historiques de la République. Ce fut là, avec quelques petites médailles, tout ce qu'on retrouva de ces trésors.

DIMANCHE 4 SEPTEMBRE.

Le bombardement — il y a presque superfluité à le répéter à chaque page — se poursuit sans trêve

aucune; les quartiers du Broglie, de la rue des Juifs, sont criblés de projectiles dans la matinée du 4 ; vers le soir, deux obus atteignent la couronne de la Cathédrale et lancent, en éclatant, des débris de pierres à d'incroyables distances.

La Citadelle est toujours bombardée à outrance, et les victimes y sont nombreuses. Une bombe tomba, ce jour-là, dans la cuisine de la prison militaire, y tua deux hommes et brisa une marmite remplie d'eau bouillante, qui, en se répandant, brûla gravement un troisième soldat. En sortant du conseil de guerre, le greffier Prudent fut blessé par un éclat de bombe; on le mit dans une voiture pour le transporter à l'hôpital : pendant le trajet il fut tué par un obus!

Il était impossible de traverser l'Esplanade qui conduit à la Citadelle, sans risquer vingt fois d'être tué par les projectiles qui éclataient de tous côtés. Les soldats qui changeaient de poste, qui allaient en corvées, qui travaillaient dans la cour de l'Arsenal, étaient atteints à chaque instant, et la garde mobile, qui composait en grande partie la garnison de la Citadelle, a vu ses rangs cruellement éclaircis pendant les dernières semaines du siége.

Le 4, un sous-officier d'artillerie de la garde mobile, Jules Kolb, fut frappé à mort, sur l'Esplanade, par un éclat d'obus. C'était un brave et courageux jeune homme, qui avait, en 1869, sauvé son père et sa mère, menacés de périr dans un incendie. Le

pauvre Kolb était un enfant de Strasbourg et sa mort causa de vifs regrets parmi ceux qui l'avaient connu. Des officiers, des sous-officiers, des membres de la Société de gymnastique *la Fraternelle*, dont il avait été le président, l'accompagnèrent à sa dernière demeure.

Un autre défenseur de la ville, vaillant et courageux aussi, le lieutenant de pontonniers Nicolas fut descendu le même jour dans la tombe. Il avait été frappé au moment où, au milieu d'une terrible canonnade, il pointait pour la troisième fois une des pièces de l'ouvrage dont il commandait la défense.

Strasbourg, quelle que soit sa destinée, devra élever un monument à la mémoire de tous ceux qui sont tombés pour elle dans cette lutte mémorable. Le souvenir de cette défense héroïque vaudra à la vieille cité une gloire qui brillera encore quand les noms de ceux qui l'ont aidée à la conquérir seront oubliés peut-être. Il faut perpétuer ces noms, les graver dans la pierre et le marbre, afin qu'ils ne risquent pas de s'effacer pour jamais, s'ils venaient un jour à sortir des cœurs.

LUNDI 5 SEPTEMBRE.

Journée bien triste que celle du 5 septembre. Presque pas une heure sans catastrophe. Le matin,

deux habitants sont frappés à mort dans une des dernières maisons du marais Kageneck que le feu avait encore épargnées ; des enfants tués, des femmes blessées. Deux élèves de l'École de médecine militaire sont atteints par les éclats d'une même bombe et tombent tous deux. Ils étaient occupés, les braves jeunes gens, à panser un blessé dans le corps de garde du faubourg de Pierres ; le projectile pénètre dans le petit bâtiment, il éclate, blesse tous les hommes du poste, tue le blessé et frappe les deux élèves en médecine. L'un d'eux se nommait Lacour, il était le fils d'un des grands industriels de Sainte-Marie-aux-Mines ; il a eu une cuisse emportée, et pendant qu'on le transportait à l'hôpital, il succomba à l'hémorrhagie. Son camarade, Combier, était fils d'un commandant d'artillerie en retraite qui habite Mont-de-Marsan. Il subit le sort de son malheureux ami, et à cinq heures du soir, il expira à son tour. Il avait vingt ans ! On avait eu quelque espoir de le sauver, et il apprit encore qu'il était nommé sous-aide major et proposé pour la croix d'honneur. A cette nouvelle, le pauvre blessé eut une joie immense ; il maîtrisa sa douleur et sourit. Il pensait peut-être à son père, à ce vieux soldat qui bien loin, là-bas, à l'autre bout de la France, pensait à son enfant qu'il savait au milieu du danger. La croix à ce fils de vingt ans ! le vieux militaire deviendrait fou de joie.... Il est peut-être fou de douleur aujourd'hui.

Vers le soir, autre malheur. Un obus tombe sur une maison de la place Gutenberg ; on s'empresse de monter au grenier pour éteindre l'incendie qui semble naître ; au même instant, un autre obus arrive ; il éclate et fait cinq victimes. Parmi elles, un père de famille, un honorable négociant, qui meurt dans la nuit, laissant quatre orphelins.

Un peu plus loin, près des Arcades, un enfant, une petite fille, court gaiement sur le trottoir. Un projectile l'atteint et la coupe en deux....

Un obus était tombé, sans éclater, dans la cour du quartier des Juifs, où les pontonniers étaient casernés. Quelques soldats s'en emparent et essayent de le décharger. L'un d'eux, maréchal des logis, se place devant le dangereux projectile et commence l'opération, les autres se penchent vers lui et le regardent. Tout à coup l'obus éclate. Deux militaires sont mortellement frappés, six autres sont grièvement blessés, mutilés ou défigurés pour la vie.

Et ce ne sont pas encore tous les malheurs de cette fatale journée, où les blessés se comptèrent par dixaines. L'amphithéâtre de l'Hôpital civil contenait vingt cadavres le soir du 5 septembre.

Ah ! le général Uhrich avait raison quand il disait aux Strasbourgeois : Votre héroïsme, c'est la patience ! On patientait toujours et l'on se consolait en disant : Il est impossible que cela dure encore bien longtemps ! la guerre doit être à sa

fin ; nous serons peut-être délivrés demain. Et le lendemain arrivait et l'on attendait encore. L'on attendit ainsi pendant six semaines. les Parisiens n'avaient-ils pas dit souvent que les Alsaciens étaient des entêtés ?

Ne plus être sûr, ni le jour ni la nuit, ni dans sa maison ni dans la rue, que dans un instant on vivrait encore ; ne pas quitter les siens ou ses amis sans se dire : les reverrai-je ? Avoir à tout instant la triste perspective d'être mutilé, estropié, ruiné ; ne voir autour de soi que misères, deuil, désespoir ; être isolé du monde par un cercle impénétrable de fer et de feu ; ne pas pressentir une issue quelconque ; supporter tout cela avec courage, et se dire chaque jour : Nous résisterons jusqu'au bout ! c'était, en effet, un prodigieux et rare entêtement, et les défauts de ces pauvres Alsaciens leur ont fait accomplir cette fois un acte bien honorable et bien noble.

On s'entretenait depuis le matin de toutes sortes de bruits qui circulaient en ville au sujet de faits militaires et d'événements politiques qui devaient s'être accomplis dans les derniers jours. Il était certain qu'un homme arrivant du dehors, de Colmar ou de Schlestadt, était entré à Strasbourg, dans la soirée de la veille, en traversant l'eau près des Ponts-Couverts. Cet homme avait été expédié par les autorités à la recherche de nouvelles, et à son retour il se rendit à la Préfecture. Quelques

citoyens l'interrogèrent sur les nouvelles qu'il devait rapporter; on parlait encore une fois d'une révolution qui avait éclaté à Paris, et on était pressé de connaître la vraie situation du dehors. Le messager déclara ne rien savoir, donna des réponses obscures, vagues; causa de journaux supprimés à Colmar, puis autorisés à reparaître, et finalement il n'avait rien dit après avoir beaucoup parlé.

L'administration doit évidemment être informée, se disait la population, et elle s'irritait fort de la façon dont on la traitait, en lui tenant secrète toute espèce de nouvelle. Le lendemain il y eut à ce sujet un débat assez vif dans la Commission municipale, dont les membres mirent le maire en demeure de demander au préfet qu'il s'expliquât et révélât ce qu'il devait incontestablement savoir.

Voici l'incident, d'après le procès-verbal même de la séance :

« M. *Schnéegans* demande à poser une question.

« Je sais, dit-il, que quelqu'un est arrivé hier de Colmar, porteur de plusieurs lettres adressées à des particuliers ; il n'est pas admissible que l'Administration n'ait point reçu des dépêches; la Commission s'occupe sans doute de questions importantes, mais il en est une qui prime toutes les

autres : Quelle est la situation de notre armée ? quelle est la situation politique ? Des bruits de diverse nature circulent à cet égard. Il est matériellement impossible que le préfet n'ait pas de dépêches. Nous demandons à M. le maire d'agir auprès de ce magistrat, afin d'obtenir communication des nouvelles qu'il a reçues. Nous avons le sentiment de la responsabilité qui pèse sur nous ; mais pour que nous soyons en mesure de la porter tout entière, il faut absolument que l'on nous renseigne.

« Je vous ai donné communication, dit M. le maire, de la lettre par laquelle M. le préfet nous promet de nous faire part de toutes les nouvelles, favorables ou non, qui lui parviendraient ; or je sors de chez lui pour lui en demander, et il m'a déclaré n'avoir jusqu'à ce moment rien à nous communiquer.

« Verriez - vous un inconvénient, demande M. *Imlin*, à ce que la Commission se transportât en corps auprès de M. le préfet ?

« Je n'en vois pas, répond M. le maire ; mais à quel résultat aboutirait cette démarche en présence des déclarations explicites que M. le préfet nous a adressées et de ce qu'il vient de me dire ?

« M. *Bœrsch* est convaincu que la demande qui vient d'être faite à M. le maire n'est qu'un écho fidèle de l'opinion publique. La situation de Strasbourg est des plus pénibles ; voilà trois semaines

que la ville subit l'épreuve douloureuse d'un bombardement cruel; la population est courageuse et résignée; mais il faut que l'Administration supérieure se décide à sortir de ce mutisme absolu dans lequel elle s'est renfermée jusqu'à ce jour. Aussi, M. *Bœrsch* voudrait-il que la Commission donnât, par un vote formel, à M. le maire la mission de se rendre, comme organe de la Commission et de la population, chez M. le préfet, afin d'obtenir de ce dernier la communication des dépêches sur la situation, desquelles il serait donné connaissance à la Commission, à l'ouverture de chaque séance.

« M. le maire répond qu'il a déjà été chargé de cette mission; qu'il s'en est acquitté à plusieurs reprises, mais sans résultat, qu'il ne refuse pas de renouveler ses démarches, mais à condition, cette fois, d'être accompagné de quelques membres de la Commission municipale.

« Après une discussion à laquelle prennent part MM. Schnéegans, Mallarmé et Saglio, la Commission décide qu'une députation sera nommée pour accompagner M. le maire chez M. le préfet. Elle désigne à cet effet MM. Bœrsch, Küss, Clog, Lauth et Saglio. »

La députation se rendit donc chez le préfet, qui déclara sur l'honneur ne rien savoir. Voici comment, dans la séance suivante de la Commission



LE FAUBOURG DE CHARTRES

municipale, il fut rendu compte de cette démarche :

« M. le maire prie *M. Bœrsch*, dit le procès-verbal, de vouloir bien se faire l'organe de la députation qui s'est rendue auprès de M. le préfet pour lui demander, au nom de la Commission, communication des nouvelles de l'intérieur.

« Le résultat de notre entrevue avec M. le préfet, dit *M. Bœrsch*, peut se résumer en deux mots : M. le préfet a déclaré sur l'honneur n'avoir rien appris depuis le 29 août, et n'avoir dès lors rien à nous communiquer touchant les événements qui ont pu se passer depuis cette époque.

« M. le Préfet a ajouté, observe *M. le Maire*, que, pour répondre au vœu émis par la Commission municipale, il m'écrirait journellement pour faire savoir s'il a ou non reçu des nouvelles de nature à intéresser la population.

« On a le droit de se demander, dit *M. Schnéegans*, comment le gouvernement peut laisser Strasbourg sans secours et sans nouvelles ; la population de notre ville a déployé et continue à déployer une grande énergie ; mais il faut que le gouvernement la soutienne, et le gouvernement l'a abandonnée dès le commencement. Si Strasbourg venait à tomber aux mains de l'ennemi, ce n'est pas Strasbourg, mais l'empereur et les membres du gouvernement qui devraient en être rendus responsables.

« *M. Bœrsch* tient à faire savoir à la Commission que le langage de la députation à M. le Préfet a été inspiré par ces mêmes réflexions. Il n'est pas admissible, avons-nous dit, qu'un gouvernement qui connaît la situation critique dans laquelle se trouve par son fait la capitale de l'Alsace, n'ait pas tenté l'impossible pour faire parvenir à la population au moins quelques informations et une parole d'encouragement et de reconfort. »

Le Préfet avait donc juré qu'il ne savait rien et l'on fut bien forcé d'attendre qu'il sût quelque chose.

MARDI 6 SEPTEMBRE.

Le faubourg de Pierres et les rues qui l'avoisinent avaient été bombardés pendant toute la nuit, et le matin la caserne de la Finckmatt, située dans la rue de la Soupe-à-l'Eau, parallèle au faubourg, prit feu. C'était une vaste et belle caserne, construite de 1746 à 1756, grâce à des subventions versées à l'État par la ville de Strasbourg, qui contribuait alors par des dons à la construction des édifices militaires et avait versé dans les caisses de l'État 760 000 livres pour la construction de cette caserne. Le bâtiment fut d'abord vivement disputé

aux flammes, mais il fallut renoncer bientôt à en sauver la moindre partie. L'incendie s'étendait avec une rapidité extraordinaire, et la grêle d'obus qui tombait dans le brasier faisait trop de victimes parmi les travailleurs pour que ceux-ci pussent tenir à leur poste.

C'est dans la cour de cette caserne que le futur héros du 2 décembre a été arrêté par un tambour-major de la garnison de Strasbourg, quand, le matin du 30 octobre 1836, il fit tenter le premier vol à l'aigle impérial.

La rue de la Soupe-à-l'Eau, également en flammes, fut horriblement ravagée.

Le faubourg de Pierres, qui depuis quelques années s'était complétement transformé et garni de belles maisons neuves, avait pris feu aussi du côté de la rue de la Soupe-à-l'Eau, et plusieurs propriétés furent dévorées par l'incendie. A partir de ce jour jusqu'à la fin du siége, les flammes ne devaient plus s'éteindre dans ce malheureux faubourg. Une maison s'embrasa après l'autre, et il ne resta plus de toute cette belle rue que quelques constructions sur le côté gauche, endommagées par les bombes et les obus.

MERCREDI 7 SEPTEMBRE.

Le quartier du Broglie, la Mairie furent criblés de projectiles pendant toute la journée. La Commission municipale avait dû renoncer à se réunir à l'Hôtel-de-Ville, où à plusieurs reprises elle avait été en grand danger, et elle alla se réfugier à l'Hôtel-du-Commerce.

Les casernes d'Austerlitz et Saint-Nicolas étaient depuis quelques jours assaillies par le feu de plusieurs batteries. Deux obus tombèrent, le 7 septembre, dans l'infirmerie de la caserne Saint-Nicolas, et y firent des morts et des blessés.

Les *shrapnel* ou obus à balles pleuvaient en abondance sur la ville et les remparts, et la longue série des victimes ne devait pas s'arrêter encore.

Un vieillard de 72 ans, M. Pélissier, frère du maréchal Pélissier, fut frappé mortellement dans sa chambre située au deuxième étage de l'hôtel Neuwiller, rue du Vieux-Marché-aux-Vins. Des ouvriers qui travaillaient aux ouvrages de défense,— on y travaillait encore ! — des enfants qui parcouraient les amas de décombres pour y chercher des éclats d'obus qu'ils allaient vendre aux marchands

de ferraille, des femmes tombèrent dans cette même journée pour ne plus se relever.

JEUDI 8 SEPTEMBRE.

La nuit avait été fort tourmentée; la citadelle avait été bombardée avec un redoublement de vigueur; dans toute la ville, les obus et les fusées incendiaires s'étaient succédé sans relâche. Entre le faubourg de Saverne et le faubourg National, le feu dévora quatre maisons, à peu près tout ce qui restait encore debout dans ce quartier; un incendie éclata aussi hors ville, du côté de la Montagne-Verte, où le canon des remparts avait détruit un vaste établissement de tannerie, pour empêcher l'ennemi d'y élever une batterie.

La journée du 8 fut terrible encore pour les vaillants défenseurs de Strasbourg. Des gardes mobiles, des soldats de l'infanterie furent blessés et tués; un marin fut atteint par un éclat qui lui fracassa la cuisse et succomba à sa blessure. Ces soixante soldats de la marine, avec leurs chefs, le contre-amiral Excelmans et le capitaine Dupetit-Thouars, se distinguaient entre les plus braves des militaires de la garnison; pointeurs excellents, hommes de courage et de résolution, ils rendaient

d'éminents services sur les remparts, et dans les sorties ils marchaient sans cesse au premier rang.

Le soir, à neuf heures, une bombe tombée sur un bastion y causa de graves malheurs. Le capitaine des pontonniers Epp, un enfant de Strasbourg, fut frappé à mort par un éclat, et tous les sous-officiers et soldats qui l'entouraient tombèrent avec lui. Neuf victimes d'un seul coup ! Le capitaine Epp était un officier plein de science et de capacité; il était adoré de ses soldats, et sa mort causa dans la ville entière une émotion douloureuse.

Sur un des ouvrages de la porte de Pierres, d'autres artilleurs furent frappés ; le capitaine des pontonniers Desnos, chargé d'une partie de la défense de ces ouvrages, vit tomber autour de lui presque tous ses hommes; le brave officier n'avait pas une égratignure, et il traînait lui-même les blessés dans la casemate où étaient abritées les munitions. Une bombe arriva un jour, mèche allumée, près d'éclater. Un des artilleurs du capitaine Desnos vit le danger, se précipita sur le projectile, le saisit de ses mains et le lança dans le fossé rempli d'eau en criant : « Tu ne nous tueras pas, toi! »

Ils ont bravement fait leur devoir, les artilleurs et les pontonniers qui défendaient les remparts de Strasbourg. Tous, ils étaient résolus à mourir, car ils voyaient chaque jour leurs rangs s'éclaircir;

chaque jour de nouveaux camarades manquaient à l'appel; les officiers comme les soldats tombaient fauchés par les obus; mais ils s'en allaient à leur poste avec le courage, avec la fermeté de l'homme qui a fait le sacrifice de sa vie, et qui se dit que s'il meurt il ne perdra rien, et que s'il ne meurt pas, ce sera tout bénéfice. Dans la caserne des pontonniers, ceux qui partaient pour les remparts répartissaient entre ceux qui restaient au quartier les petits objets qu'ils possédaient, disant à l'un : « Si je ne reviens pas, tu prendras mon couteau; » à l'autre : « Tu prendras ma pipe; » au troisième : « Tu prendras ma bourse, je te lègue ma fortune, la solde de toute une semaine! » Et moitié riant, moitié pensifs, ils faisaient ainsi leur petit testament; puis l'officier commandait : « En marche! » et l'on allait aux canons.

Le lendemain, quand ils revenaient du poste, l'un d'eux portait souvent trois, quatre mousquetons et sabres, capotes et gibernes. On savait bien ce que cela voulait dire : trois, quatre d'entre eux étaient tués. Et ce fut ainsi que dura tout le siége, de telle sorte que vers la fin ils restèrent en si petit nombre, qu'on leur adjoignit des soldats de la cavalerie et de l'infanterie pour servir les pièces.

VENDREDI 9 SEPTEMBRE.

Le bombardement des casernes continuait sans interruption, et dans la matinée du 9, le quartier Saint-Nicolas prit feu. On crut un instant que le vaste bâtiment tout entier deviendrait la proie des flammes; mais on travailla avec tant d'énergie que l'incendie fut circonscrit dans un des pavillons de la caserne. Un malheureux militaire, maréchal des logis des ouvriers d'artillerie, périt dans le sinistre; l'on retrouva son cadavre sous les décombres.

La Mairie fut bombardée pendant toute la matinée; les projectiles tombaient sur les toits, effondraient la façade, éclataient dans la cour et devaient faire inévitablement des victimes au milieu du personnel des employés de toute espèce qui allaient et venaient sans cesse dans cette cour. A onze heures, un obus y tua un surveillant de la salubrité publique, blessa mortellement un autre employé municipal et atteignit, mais moins grièvement, l'architecte de la ville. Dans la même matinée, deux jeunes Strasbourgeois périssaient, l'un, le franc-tireur Frey, des suites d'une blessure reçue aux avant-postes; l'autre, le brigadier de la

garde mobile Fischer, frappé d'un éclat d'obus au moment où il se rendait au fort du *Pâté*. Les deux jeunes gens appartenaient à d'honorables familles, à la douleur desquelles de nombreux amis prirent part.

Au moment où M. Frey mourait, deux de ses camarades, nommés Biot et Flach, blessés à mort dans une sortie, étaient conduits à leur dernière demeure. Toute la compagnie des francs-tireurs, des soldats de la marine, des gardes mobiles, des élèves de l'École de santé militaire, des gardes nationaux formèrent cortége aux dépouilles des deux citoyens tombés au champ d'honneur.

Les francs-tireurs ont une place marquée dans l'histoire de ce siége. Ils allaient à l'ennemi avec courage et bravoure et, sous le commandement de leur chef, M. Liès-Bodard, ils formaient un petit groupe de vrais soldats, dont il fallait sans cesse modérer l'ardeur. Leur chef n'avait jamais été militaire; il était professeur de chimie à la Faculté des sciences de Strasbourg. Comme il était forcément en vacances, le professeur se dit un jour que son inactivité lui devenait une fatigue, et il eut cette idée qu'un bon moyen de passer son temps ce serait, par exemple, de se consacrer corps et âme à la défense de Strasbourg. Et le voilà, se coiffant d'un képi et s'armant d'un sabre, d'un fusil, et commandant les francs-tireurs. Et il était d'un caractère si affable, d'une nature si franche et si

ouverte, que sa compagnie l'adorait et se serait fait hacher pour lui.

A côté des francs-tireurs, un autre groupe de volontaires s'était formé. C'était la compagnie franche. Commandée par un tout jeune chef, M. Geisen, qui avait servi dans l'armée française et fait campagne, cette compagnie rivalisa de dévouement et d'ardeur avec celle des francs-tireurs et rendit les mêmes services que ces derniers.

SAMEDI 10 SEPTEMBRE.

La canonnade avait été formidable pendant la nuit; l'artillerie des assiégeants et celle des assiégés mêlaient leurs voix tonnantes sans s'arrêter un seul instant. Du côté sud de la ville, les canons des remparts, tirant vigoureusement pendant plusieurs heures, avaient réussi à empêcher l'ennemi de construire une batterie sur la route de la porte de l'Hôpital, seul endroit où l'on aurait pu placer des pièces, le reste de la contrée étant toujours inondé.

Le matin eurent lieu les obsèques du capitaine Epp, un des braves militaires que l'Alsace prodiguait alors à la France, et qui avait succombé l'avant-dernière nuit dans un ouvrage avancé.

Un grand nombre d'officiers de la garnison, des pontonniers surtout, s'étaient réunis pour rendre les derniers devoirs à leur camarade. Le corps était porté par les pontonniers. Le fils du défunt, un jeune enfant, marchait en tête du cortége, à côté du pasteur; le capitaine Epp était âgé de quarante ans seulement. Le pasteur prononça quelques touchantes paroles d'adieu dans la cour de l'Hôpital militaire, où le corps du capitaine avait été déposé, et les regrets sympathiques de toute l'assistance firent écho à ces derniers hommages.

Immédiatement après cette cérémonie funèbre eut lieu l'inhumation de trois soldats de la marine qui avaient également succombé dans la journée de l'avant-veille.

Le premier, Auguste Viallon, charpentier du service des constructions navales, était tombé — on l'a lu un peu plus haut — frappé par un éclat d'obus dans la rue Sainte-Elisabeth; les deux autres, apprentis marins, deux enfants de l'Alsace, de la garde mobile, incorporés comme apprentis au détachement de marins qui était à Strasbourg, avaient trouvé la mort devant l'ennemi.

Un grand cortége composé de plus de trois cents personnes, les officiers de marine en tête, suivait ces trois cercueils. Un vénérable ecclésiastique prononça à la chapelle de l'Hôpital militaire une éloquente et patriotique allocution qui émut profondément l'auditoire.

Puis les trois braves marins furent portés au champ du repos et descendus, l'un à côté de l'autre, dans la fosse où dormaient déjà tant de courageux défenseurs de la cité.

La journée du 10 septembre devait être fertile en incidents; elle fut l'une des plus mémorables de cette longue période d'angoisses. Dès le matin, un mouvement extraordinaire s'était produit en ville, et les visages un peu abattus par les malheurs des jours précédents semblaient reprendre un air plus rassuré. Le commandant des francs-tireurs venait de lire à sa compagnie une dépêche annonçant que le général Dumont marchait sur Strasbourg avec un corps de vingt-cinq mille hommes, qu'il serait sous les murs de la ville dans vingt-quatre, dans quarante-huit heures au plus, et que l'Alsace serait sauvée dans huit jours. Les Français ont vaincu, disait la dépêche; Colmar a illuminé.

La garde nationale reçut communication des mêmes nouvelles, et dans les casernes elles circulaient de bouche en bouche, transmises, disait-on, par l'état-major. Des officiers de la garnison en avaient des copies, qui furent affichées dans les cafés, et l'on était certain cette fois qu'on n'était plus le jouet d'une illusion, que l'heure de la délivrance avait enfin sonné. D'un autre côté, un habitant de la ville avait pu se procurer un supplément de la *Gazette de Carlsruhe*, donnant la nouvelle

de la proclamation de la République à Paris et la composition du nouveau gouvernement. On pensa perdre la raison en apprenant tant de bonheur à la fois.

Ces nouvelles firent le tour de la ville, et la Commission municipale, dans sa séance du jour, interpella le maire pour lui demander quelques éclaircissements. Et le maire fut obligé de répondre qu'il ne savait rien, que l'administration n'avait absolument rien appris, et que l'histoire de la dépêche annonçant le général Dumont et apportée à la Préfecture sur un papier à cigarettes enroulé dans un cigare était une pure invention. Dans la même séance de ce jour, la Commission municipale acquit la certitude que tous ces bruits de victoire, d'arrivée de corps de délivrance n'étaient que l'œuvre de quelque policier, et elle vota un blâme contre celui qui s'en était fait le propagateur. Quant à la nouvelle de la proclamation de la République, on la tint pour certaine, d'autant plus que la police et l'administration la déclarèrent mal fondée ou non confirmée. Voici, du reste, le compte rendu de la séance où cette question fut agitée :

« *M. le Maire* rend compte qu'il sort de la préfecture, où M. le préfet lui a dit n'avoir rien à lui communiquer.

« Il circule pourtant depuis ce matin, dit

M. Schnéegans, une dépêche que l'on dit avoir été transmise à M. le préfet.

« *M. le Maire* répond : J'en ai parlé à M. le préfet, qui m'a dit que le fait est inexact.

« On nous a promis journellement, dit *M. Kablé*, une communication de M. le préfet; il serait à désirer qu'elle nous fût faite par écrit.

« Cette observation est appuyée par plusieurs membres ; *M. le Maire* en prend note.

« *M. Schnéegans* dit que le commissaire central a communiqué la même nouvelle à M. Morin, lieutenant des pompiers.

« Il est vivement à désirer, continue *M. Schnéegans*, que l'on sache à quoi s'en tenir au sujet de ces nouvelles qui éclosent on ne sait où et qui ont pour effet, alors que le lendemain vient les démentir, de déconcerter et de décourager la population. Je propose que l'on invite M. le commissaire central à se rendre au sein de la Commission.

« Cet avis est partagé.

« En conséquence, M. le commissaire central est appelé à se présenter.

« La séance continue.

« Plusieurs membres signalent de nouveau le danger auquel sont exposées les personnes qui ont à se rendre à la mairie, depuis que l'hôtel de ville est devenu le point de mire des projectiles de l'ennemi, et notamment celles qui ont à faire des déclarations d'actes de l'état civil.

« *M. Bœrsch* fait à ce propos la proposition suivante, savoir :

« Que la Commission, dans l'intérêt de la sécu-
« rité des citoyens, invite M. le maire à prendre
« les mesures nécessaires pour que, dans chaque
« canton, un registre soit ouvert, destiné à rece-
« voir les déclarations de naissance et de décès,
« sauf à régulariser cette situation par telle voie
« que de droit, s'il le faut, après la levée de l'état
« de siége et le rétablissement de la paix. »

« Cette proposition, à laquelle M. le maire se rallie avec empressement, est adoptée par la Commission, qui s'en remet, pour les détails d'exécution, à la sagesse de M. le maire.

« A ce moment de la séance, M. le commissaire central est introduit.

« *M. le Maire* lui fait connaître le motif pour lequel il a été prié de se présenter devant la Commission. On prétend, dit *M. le Maire*, que vous auriez communiqué ce matin à M. Morin certaine nouvelle arrivée de Colmar et annonçant une grande victoire de notre armée et l'approche de nos murs d'un corps de 25 000 hommes.

« M. le commissaire central répond :

« Je ne me souviens pas d'en avoir informé M. Morin ; j'en ai parlé à quelques personnes comme d'un bruit qui courait en ville, mais sans donner à penser à n'importe qui que cette nouvelle avait un caractère officiel.

« Il est profondément regrettable, dit *M. Bœrsch*, que M. le commissaire central se fasse l'organe de semblables bruits, quand il sait qu'ils n'ont rien de fondé. Revêtu d'un caractère officiel, il a une responsabilité qui lui impose de la réserve et de la discrétion ; et en propageant, même de bonne foi, des nouvelles inexactes, il engage et il compromet l'autorité supérieure dont il est l'agent. Je demande que la Commission exprime sa désapprobation ; la sécurité publique est intéressée à ce qu'on ne leurre pas la population au moyen de faux bruits.

« *M. le commissaire central* répond :

« Il ne serait pas juste de m'imputer la responsabilité de bruits qui n'émanent pas de moi ; je connais les devoirs qui incombent à un agent de l'administration ; je crois être très-prudent et très-réservé dans l'exercice de mes fonctions, et si, dans mes relations privées, il m'est arrivé de dire : « Tel bruit, telle nouvelle circule, » je ne crois pas avoir de faute à me reprocher.

« M. le commissaire central se retire.

« *M. Bœrsch* ayant déclaré maintenir sa proposition, *M. Saglio* s'exprime ainsi :

« Si vous voulez exprimer un blâme, il faut une enquête. Je n'ai nulle mission de défendre M. le commissaire central ; mais, dans des circonstances difficiles comme celles où nous nous trouvons, une assemblée se doit à elle-même d'être juste envers

tout le monde et de n'accuser qu'en parfaite connaissance de cause.

« *M. le Maire* se joint à M. Saglio pour demander à la Commission de ne pas commettre d'injustice. M. le commissaire central lui paraît avoir agi avec une entière bonne foi.

« Ce n'est pas l'homme, c'est la fonction qu'on me semble vouloir atteindre, je crains dès lors que la passion ne vous entraîne à manquer de justice, d'équité, et je vous prie de remettre votre détermination à demain.

« *M. Mallarmé* fait remarquer que la Commission est en présence d'une double proposition : M. Bœrsch propose d'exprimer un blâme, M. Saglio d'ouvrir une enquête. La proposition d'enquête doit avoir la priorité ; c'est à la Commission à statuer.

« Je comprendrais, dit *M. Bœrsch*, qu'il y eût lieu à enquête s'il y avait des faits à rechercher ; mais non, je ne m'occupe que des paroles prononcées dans cette enceinte par M. le commissaire central ; il a déclaré qu'il avait propagé des bruits circulant ce matin en ville, et c'est là précisément la faute que je lui reproche. Je formule ainsi qu'il suit la proposition que j'entends soumettre au vote de la Commission :

« La Commission, après avoir entendu les pa-
« roles prononcées devant elle par M. le commis-
« saire central, exprime le regret qu'un agent

« officiel et intime de l'autorité supérieure se soit « fait l'organe ou le propagateur de nouvelles de « la véracité desquelles il ne pouvait répondre, et « qui sont de nature à leurrer la population et à « compromettre l'autorité supérieure. »

« Après quelques moments de discussion, cette motion, mise aux voix, est adoptée. »

Dans une de ses séances suivantes, la Commission municipale demanda, sur la proposition de M. Charles Bœrsch, qu'il fût pris un arrêté qui destituât le commissaire central. Il fut donc destitué et il lui fut interdit d'exercer aucune fonction publique à Strasbourg.

Une énorme et épaisse colonne de fumée qui s'éleva, vers onze heures, au-dessus de la ville, annonça qu'un vaste sinistre venait d'éclater encore, et le bruit se répandit aussitôt que le théâtre était en feu. Strasbourg était si fier de son théâtre, un des plus beaux de la France! Hélas! c'était bien vrai : le théâtre fut incendié ce jour-là. On avait lutté aussi longtemps que possible contre le feu qu'allumaient des projectiles sans nombre; mais les obus triomphant à la fin, les flammes commencèrent à envahir la scène. Là se trouvaient enroulées une foule de toiles formant les fonds des décors, et ces vastes rouleaux surchargés de peinture fournirent au feu un aliment facile. Le plancher de la scène, toute la machinerie en bois

s'embrasèrent en un clin d'œil, et les flammes, gagnant les combles, jaillirent bientôt au-dessus de la toiture. Des colonnes de fumée noire s'élevèrent d'abord vers le ciel; puis la flamme rouge, épaisse, immense, happa d'un seul coup le magnifique bâtiment, et le voilà formant une fournaise ardente dans laquelle tout s'engloutit.

De nombreuses familles, plusieurs centaines de personnes ruinées par le bombardement s'étaient réfugiées et avaient depuis quelques jours établi leur domicile dans les caves et les couloirs du théâtre, couchant sur un matelas qu'elles avaient pu sauver de l'incendie qui avait dévoré leur petite fortune, ou sur la literie provenant de la charité publique. Il y avait là beaucoup de femmes et d'enfants, des malades aussi, et tous ces malheureux furent obligés pour la seconde fois de fuir l'incendie et la mort, car le feu gagna rapidement les étages inférieurs et les obus tombaient sans relâche dans le brasier. Des soldats, des pompiers se dévouèrent à leur sauvetage, emportant dans leurs bras les femmes, les enfants, ou les guidant à travers les torrents de fumée, puis, une fois dans la rue, se hâtant de les éloigner, de les porter ou de les conduire au loin, dans un endroit à l'abri des projectiles. On sauva tous ces pauvres gens, mais quelques travailleurs furent blessés, et le concierge du théâtre fut atteint par un éclat qui lui fit une blessure à laquelle il succomba. Le commandant

d'artillerie Bélu fut également blessé en opérant le sauvetage des réfugiés.

Un garde national avait arraché quelques partitions aux flammes, et ce fut tout ce qui échappa au sinistre. La scène, les magasins d'accessoires, les magasins de costumes, la salle magnifiquement restaurée une année auparavant, le café, le cabinet du directeur, tout fut brûlé. L'énorme et splendide lustre tomba avec un cliquetis formidable, se brisant en mille morceaux. Au bout de quelques heures, ce fut fini. Les flammes avaient fait leur œuvre, et la fumée qui se dissipait ne laissa plus voir qu'un amas de ruines entassées entre quatre murs noircis et lézardés.

Il y avait alors un mois que Strasbourg était dans l'angoisse et la douleur ; il y avait un mois que ses habitants vivaient isolés du monde, entourés d'un cercle impénétrable ; il y avait un mois que dans la malheureuse ville les ruines s'accumulaient sur les ruines, que les sinistres s'ajoutaient aux sinistres, que les deuils succédaient aux deuils ; il y avait un mois que le feu et la mort ravageaient la vieille cité, et chacun se disait : Demain mon tour !... On avait eu pendant ces longues semaines quelques lueurs d'espoir, aussitôt éteintes, et l'on n'osait presque plus être assez téméraire pour espérer encore.

Alors vint se détacher sur ces jours si sombres

et si funestes une heure de vraie joie, une heure de soulagement et de bonheur. Comme l'aube qui se lève radieuse après une nuit d'orage, comme le rayon lumineux qui vient éclairer les ténèbres, comme un éclat de rire joyeux retentissant au milieu des larmes, arriva une nouvelle qui fit tressaillir tous les cœurs. On apprit que la Suisse accourait à l'aide de Strasbourg, — non avec ses armes pour chasser l'ennemi, ce qu'elle ne pouvait faire étant pays neutre, — mais pour ouvrir ses villes aux femmes, aux enfants, aux vieillards, à ceux qui n'avaient plus ni pain ni asile. La Suisse avait entendu les cris d'alarme et de souffrance de tant de milliers de malheureux; elle s'était émue au récit de tant de catastrophes, et grande et noble elle avait dit : Il faut les secourir! Et le beau pays d'Helvétie se leva tout entier pour prendre part à cette action généreuse, et puis il envoya ses délégués, qui, triomphant d'obstacles innombrables, parvinrent au but qu'ils voulaient atteindre.

Dans la séance de la Commission municipale du 10 septembre, le maire donna lecture de la lettre suivante :

« Berne, le 7 septembre 1870.

« Monsieur le Maire,

« Il vient de se former en Suisse une Société qui s'est donné pour mission de procurer à la ville de

Strasbourg, si cruellement éprouvée, à laquelle se rattachent pour la Confédération tant de beaux souvenirs historiques, l'aide et le secours que permettent les circonstances; la Société désire surtout préparer un asile, sur le territoire neutre de la Suisse, aux habitants auxquels la sortie de la ville sera permise, notamment aux femmes, enfants, en général aux personnes hors d'état de se défendre.

« Pour atteindre ce but aussitôt que possible, la Société a résolu de nommer une délégation spéciale composée de MM. le docteur Röhmer, président de la commune à Zurich; le colonel de Büren, président de la commune à Berne, et le secrétaire d'État docteur Bischoff, à Bâle, en la chargeant de se mettre en relation tant avec Son Exc. M. le général de Werder, qu'avec les autorités compétentes de Strasbourg, et d'entamer les négociations nécessaires pour la réussite et l'accélération de l'œuvre d'humanité dont il s'agit.

« Eu égard au caractère de cette mission, le Conseil fédéral n'hésite pas, Monsieur le Maire, à recommander cette députation à votre bienveillant accueil en vous priant de la mettre autant que possible en rapport avec les personnes de votre ville dont la coopération serait de nature à assurer la réalisation du projet en question.

« En même temps, le Conseil fédéral suisse saisit cette occasion pour vous offrir, Monsieur le

Maire, l'assurance de sa considération distinguée,

« Au nom du Conseil fédéral suisse,

« Le président de la Confédération,

« *Signé :* Dubs.

« Le chancelier de la Confédération,

« *Signé :* Schiess. »

Le maire put à peine achever la lecture de la lettre, tant son émotion était profonde. Des transports d'enthousiasme et de reconnaissance éclatèrent au milieu de l'assemblée, et immédiatement on prit des mesures pour informer la population de la démarche tentée en sa faveur par le peuple helvétique. Les délégués devaient arriver le lendemain; ils avaient écrit au général Uhrich pour lui demander l'autorisation d'entrer en ville, et le général leur avait répondu en ces termes :

SIXIÈME DIVISION MILITAIRE.

10 septembre 1870.

« Messieurs,

« L'œuvre qui vous conduit dans les murs de Strasbourg est si honorable qu'elle vous assurera à jamais la reconnaissance de la population de no-

tre cité, comme celle de ses autorités civiles et militaires.

« Pour ce qui me concerne en particulier, je ne puis assez vous témoigner ma reconnaissance pour votre noble et généreuse initiative. Je me fais un devoir de vous dire d'entrée et dès l'abord combien je suis touché de la grandeur de vos nobles intentions.

« Un parlementaire se rendra demain à Eckbolsheim, vers les onze heures, avec ordre de vous accompagner jusqu'à Strasbourg.

« Agréez, Messieurs, l'assurance de ma plus haute estime.

« Le général de division commandant la 6e division militaire,

Signé : UHRICH.

« A MM. les délégués de Zurich, Berne et Bâle. »

DIMANCHE 11 SEPTEMBRE.

On passa une nuit anxieuse et inquiète ; le bombardement continuait avec fureur, semant la mort et l'incendie ; le faubourg de Pierres était encore en flammes. Chacun pensait à la députation des

Suisses, et l'on se demandait s'il était vraiment possible que les portes s'ouvrissent pour livrer passage à des amis, à des sauveurs ; on avait peine à croire à ce bonheur, et le bruit se répandit que ceux qu'on annonçait pour le lendemain n'étaient autres que des émissaires des assiégeants, qui entreraient sous le prétexte d'offrir l'hospitalité de la Suisse et qui rendraient ensuite compte à l'ennemi de la situation de la place. Quant aux femmes et aux enfants qu'ils promettaient d'emmener, les espions prussiens trouveraient bien un moyen d'éluder la promesse. Voilà où la douleur et l'angoisse avaient conduit les esprits; on ne pouvait plus se faire à l'idée d'un bonheur, et ceux qui s'annonçaient en amis pouvaient n'être que des traîtres!...

Elle était pourtant vraie, cette fois, la bonne nouvelle qu'on avait apprise ; la joie ne devait pas se changer en déception cruelle ; c'était bien la Suisse qui intervenait.

A onze heures du matin, la Commission municipale se réunit à l'hôtel du Commerce, et, le maire et les adjoints en tête, se rendit à la porte Nationale, par laquelle les délégués devaient entrer ; une immense foule les suit, et dans toutes les rues règne une animation extraordinaire, malgré le bombardement qui durait toujours. Tout à coup le pont-levis s'abaisse, la foule se découvre, des milliers de voix poussent le cri : Vive la Suisse!...

C'est la députation qui vient de paraître sous l
porte.

Le maire s'avança et prononça les paroles suivantes :

« Messieurs,

« L'humanité, la charité chrétienne vous amènent au milieu d'une ville ravagée au nom d'un prétendu droit de la guerre. Soyez les bienvenus, et recevez l'expression de notre profonde reconnaissance. Bien des souvenirs historiques nous rattachent à vous, vous venez les resserrer encore, et nous trouvons toujours des amis dans les nobles citoyens de la République helvétique, qui jadis étaient les alliés de Strasbourg, et qui, sous nos rois, n'ont jamais cessé d'être avec la France dans les termes d'une étroite alliance.

« Oui, messieurs, soyez les bienvenus, dans ces jours si douloureux pour notre cité ; vous qui venez pour sauver des femmes, des enfants, des vieillards, que n'avaient pu soustraire aux horreurs de la guerre ni le général gouverneur de la place ni l'évêque vénéré du diocèse.

« Rapportez à l'Europe le spectacle dont vous allez être témoins dans nos murs ; dites ce qu'est la guerre au dix-neuvième siècle.

« Ce n'est plus contre des remparts, contre des soldats que le feu est dirigé ; c'est contre les popu-

lations qu'elle se fait ; ce sont des femmes et des enfants qui en sont les principales victimes.

« Nos remparts, vous l'avez vu, sont intacts, mais nos demeures sont incendiées. Nos églises, monuments séculaires et historiques, sont indignement mutilées ou détruites, et notre admirable Bibliothèque est à jamais anéantie par la savante et religieuse Allemagne.

« La conscience de l'Europe du dix-neuvième siècle admettra-t-elle que la civilisation recule à ce point de vandalisme et que nous retombions sous l'empire des codes de la barbarie ?

« Vous pourrez dire tout cela à l'Europe, mais dites également que ces cruautés, ces dévastations, ces actes renouvelés des musulmans et des barbares sont inutiles, qu'ils n'ont point dompté nos courages, et que nous restons ce que nous avons toujours été, ce que nous voulons rester toujours, des courageux et fermes Français, et comme vous, messieurs, des citoyens dévoués et fidèles à la patrie. »

Les trois délégués du généreux peuple arrivent en se donnant le bras, paraissant en proie à une émotion bien vive. Que de larmes coulèrent quand on vit ces trois hommes mettre le pied dans la malheureuse ville ! Chacun aurait voulu leur serrer les mains et les bénir, car chacun avait une mère ou une sœur ou un enfant pour qui il avait d'in-

cessantes craintes, et qui maintenant allaient pouvoir trouver un asile protecteur. Tous les hommes se sentaient revivre; savoir en sûreté ceux qu'on aime, ne plus lutter que pour soi-même, cela donne une grande force et un grand courage !

Des liens d'amitié bien franche unissaient déjà Strasbourg à la Suisse, des liens remontant à travers les siècles, alors que Strasbourg, cité libre, contractait des alliances politiques avec les rois et les princes, et que la similitude de ses institutions, de ses mœurs et de ses intérêts la rapprochait naturellement des cantons de l'Helvétie. Ces liens historiques sont renouvelés et scellés aujourd'hui pour jamais. La reconnaissance que la génération actuelle de Strasbourg porte à la Suisse devra se perpétuer dans les siècles ; il faudra imprégner à tous les enfants strasbourgeois le saint culte de la gratitude envers le peuple helvétique ; il faut que l'histoire garde dans ses annales cette œuvre d'humanité et de fraternel dévouement.

Comme ils sont grands les peuples qui s'instruisent à l'école de la liberté !

Quand les délégués suisses furent entrés..., mais ici l'auteur de ce petit livre cède la parole aux généreux citoyens mêmes dont il est question dans ces dernières pages. Les délégués suisses, de retour dans leur pays, rendirent compte de leur mission à leurs compatriotes. La description qu'ils ont faite de leur voyage et de leur arrivée à Strasbourg est

écrite avec sentiment, avec loyauté, avec franchise ; dans chaque ligne on trouve l'homme de cœur et d'honnêteté, et ce sera certes avec intérêt qu'on lira ce touchant récit :

« De Bâle nous était arrivée la nouvelle de la détresse de Strasbourg, la vieille ville alliée des cantons suisses, soumise aux terribles épreuves d'un bombardement et d'un long siége, en même temps qu'un appel à porter aide et secours à ses misères.

« Qui pouvait le faire de préférence? N'est-ce pas la plus belle mission des États neutres que de prendre une part des souffrances de ceux qui sont visités par le fléau de la guerre ? C'est, en effet, de ce côté-là que peut venir une assistance libre de toutes préoccupations accessoires et n'ayant pour objet que d'adoucir ces souffrances. Il nous a donc paru que le plus urgent était de chercher à ouvrir une issue hors de leur ville aux Strasbourgeois le plus profondément atteints par les calamités du siége, et de leur offrir l'hospitalité de la Suisse.

« La conférence d'Olten (7 septembre), rapidement réunie avec la coopération du Conseil fédéral, décida d'envoyer immédiatement sur les lieux une délégation, afin d'obtenir la sortie de la population assiégée, en même temps que, dans notre patrie, on se préparerait à la recevoir.

« Cette délégation a été composée de trois mem-

bres, un de chacune des trois villes représentées à la Conférence ; savoir : M. Bischoff, de Bâle, de qui était partie l'initiative ; M. le Dr Rœmer, président du Conseil de la ville de Zurich, et M. le colonel de Büren, de Berne.

« Pleine de confiance dans la coopération de ses concitoyens, la délégation partit pour Strasbourg. Comment serait-elle accueillie par les assiégeants ? Aurait-elle accès dans la ville assiégée ? Dans quel état la trouverait-elle ? Dans quelle mesure pourrait être efficace le secours apporté ?

« Ces questions ne nous causaient pas peu d'inquiétude. Mais il ne pouvait être question d'autre chose pour le moment que d'arriver sur place le plus promptement possible, pour attendre des faits eux-mêmes une réponse positive. Nous devions croire avec une pleine confiance que Dieu nous assisterait et nous ouvrirait la voie.

« Nous étions nantis de lettres de recommandations du Conseil fédéral ainsi que du ministre à Berne de la Confédération du Nord, M. le général de Rœder, et, dès le lendemain du jour où s'était tenue la conférence, les trois membres de la délégation se réunissaient à Bâle, qu'ils quittaient aussitôt pour arriver encore le même jour à Fribourg en Br isgau

« Sur une communication que je lui avais adressée, M. le lieutenant d'état-major H. de Wattenwyl, qui avait déjà précédemment témoigné le

désir de voir le siége, s'était joint à nous, et nous fûmes aussi accompagnés de M. le banquier Stæhling, de Strasbourg, qui se trouvait à Bâle déjà depuis plusieurs semaines. Comme ancien membre du Conseil municipal de sa ville natale, il était mieux placé que personne pour nous orienter exactement sur les choses de Strasbourg, et de bonnes connaissances de M. le Dr Bischoff dans le grand-duché de Bade nous ont été très-utiles pour atteindre le but de notre voyage.

« Pour arriver devant la forteresse, nous quittâmes, le 9, le chemin de fer badois à Dinglingen, où nous attendait une voiture, et, dans cette localité, nous reçûmes deux ordonnances à cheval pour nous accompagner. Nous passâmes le Rhin sur le pont volant entre Ichenheim et Plobsheim, et nous nous trouvâmes bientôt dans le rayon de l'armée assiégeante.

« De bien loin nous avions déjà vu se dresser devant nous le clocher de la Cathédrale, et nous entendions maintenant le tonnerre de l'artillerie. Le temps était pluvieux et orageux.

« Vers le soir seulement, nous arrivâmes au quartier général de la division badoise à Oberschæffolsheim. Nous nous annonçâmes aussitôt au commandant de la division, général de la Roche. Sur sa recommandation et avec l'aide et la bonne volonté du maire, nous trouvâmes, non sans peine, avec de l'argent et de bonnes paroles, une petite

place chez un habitant de confession israélite, puis une très-amicale réception chez un notaire demeurant en face, M. Ammann. L'espace n'était pas grand, car le général de brigade de Degenfeld avait déjà son quartier dans la maison du notaire ; mais nous y reçûmes du moins un abri et des places pour y coucher. A défaut de lits, nous nous tirâmes d'affaire avec des couvertures que nous avions apportées, et l'endroit fut aussitôt désigné comme le quartier général de la *délégation suisse*, ou le quartier des *commissaires internationaux*.

« Le jour suivant, 10 septembre, notre premier soin fut de nous rendre à Mundolsheim, au quartier général de l'armée assiégeante, et de nous présenter au commandant en chef, M. le général de Werder. Il nous reçut avec beaucoup d'amabilité, nous indiqua les raisons d'ordre militaire qui s'opposaient à nos demandes, mais finit cependant par y accéder facilement.

« Quant aux négociations qui y étaient relatives, il nous renvoya au chef de son état-major général, M. le lieutenant-colonel de Leszcinsky, avec lequel nous eûmes dès lors des entretiens multipliés et qui se montra toujours sympathique à notre entreprise et disposé à nous venir efficacement en aide.

« Aussitôt il se chargea de faire annoncer notre visite à Strasbourg au commandant de la place et de faire parvenir dans la ville la lettre du Con-

seil fédéral au maire de Strasbourg; par la voie d'un parlementaire, notre admission dans la place fut demandée pour le lendemain.

« Nous fûmes reçus surtout avec une chaleureuse sympathie par S. A. le grand-duc de Bade, qui avait établi son quartier général dans le village voisin de Lampertheim, et nous ne fûmes pas peu encouragés par l'excellent accueil que nous trouvâmes auprès de lui. Cependant il s'agissait toujours de savoir comment se résoudrait la question principale, celle de notre admission dans la forteresse. Quelque favorable que fût le but de notre mission pour les intérêts des assiégés, nous ne pouvions nous empêcher d'éprouver certaines craintes en songeant à tout ce qui nous avait été dit du caractère du général Uhrich. Mais combien la réalité se présenta d'une manière différente!

« La réponse du général, apportée par un parlementaire, était conçue dans des termes si reconnaissants et si cordiaux que toute incertitude disparut de notre esprit. Nous étions tombés d'accord avec le commandant de l'armée allemande pour huit heures, mais le commandant de la forteresse nous assignait onze heures. Dans le doute où nous nous trouvions de savoir laquelle des deux indications serait en définitive maintenue, dès huit heures du matin nous nous trouvions auprès du colonel de Kenz, commandant des avant-postes, et là nous attendîmes jusqu'à onze heures, après avoir reçu

l'hospitalité d'un fabricant, M. Minder. Du petit belvédère de sa maison, nous embrassions du regard toute la contrée environnante. Le ciel s'était éclairci depuis la veille, mais de Kœnigshoffen il s'élevait une colonne de feu et d'épaisse fumée ; un violent incendie y avait été allumé par les projectiles de la forteresse. Sur les remparts comme sur les ouvrages des assiégeants, roulaient les nuages blanchâtres des batteries avec le bruit du tonnerre.

« A l'heure dite, se présenta l'officier prussien qui devait nous accompagner comme parlementaire ; il était avec son trompette. Nous le suivîmes sur la route qui, par Kœnigshoffen, arrive à la porte Nationale (Weissthurmthor), d'abord en voiture, puis à pied lorsque nous fûmes dans le voisinage de la place. Sur ce point, la batterie des assiégeants avait interrompu son feu, et celui de la forteresse se tut également en face de nous. Un parlementaire français sortit à notre rencontre sur le glacis, monté sur un beau cheval arabe. Les deux officiers échangèrent les papiers dont ils étaient porteurs, et nous suivîmes le parlementaire français. On nous fit un chemin par-dessus un parapet en terre pour que notre voiture pût passer ; les portes étaient ouvertes. Quelle entrée dans cette ville livrée à toutes les angoisses !

« Un monsieur vêtu de noir vint à nous, et à la porte même nous attendait tout le Conseil municipal

de Strasbourg, en habits noirs, le maire et son adjoint en tête, avec l'écharpe tricolore. Plus loin, de nombreux groupes d'habitants. Nous fûmes accueillis par des cris de : *Vive la Suisse!* etc. Des larmes d'émotion coulaient sur toutes les joues. C'était la première fois depuis le commencement du siége, depuis les jours et les nuits terribles du bombardement, que du dehors des amis pénétraient dans la ville si rigoureusement éprouvée, lui apportant leur sympathie et leur aide. Quel cœur n'eût été profondément touché! Et que vîmes-nous tout aux alentours? Une affreuse destruction : le quartier au travers duquel passait la rue était en grande partie brûlé, et le spectacle que j'avais sous les yeux m'a rappelé les ruines de Glaris lorsque je les visitai quelques jours après la catastrophe. A l'adresse qui nous fut lue par le maire au nom du Conseil municipal, M. Bischoff répondit pour nous brièvement que, trop peu éloquents, nous cherchions à faire parler les faits pour nous.

« Nous arrivâmes après cela par le pont sur l'Ill dans l'intérieur de la ville. Là la destruction était beaucoup moindre. Au milieu des quartiers, on voyait çà et là quelques maisons brûlées jusqu'au rez-de-chaussée. Beaucoup d'autres pouvaient être endommagées, mais en somme il n'y avait rien d'extraordinaire. Ce qui frappait plutôt, c'est que, se sachant dans une ville populeuse, on ne voyait que des magasins fermés, des fenêtres en

partie barricadées, des soupiraux de caves bouchés. Mais une grande foule de peuple étroitement pressée nous attendait au passage. M. le maire voulut l'éviter et nous faire prendre une autre rue, mais, cédant aux acclamations qui se faisaient entendre, il continua à suivre la même route que précédemment.

« Le Conseil municipal a établi son siége à l'hôtel du Commerce. La mairie, en effet, avait été fort maltraitée. On s'y sert, comme salle des séances, d'un local voûté dans lequel on nous fit entrer. Nous nous étions attendus à ce que nous fussions avant tout conduits au commandant de la forteresse, mais la préséance fut, en cette affaire, entièrement et sans contestation laissée à l'autorité communale.

« L'officier qui nous avait introduits resta avec nous; nous refusâmes les rafraîchissements qui nous furent offerts; il y avait de plus urgente besogne à faire. M. Bischoff exposa succinctement le programme que nous nous étions donné, les mesures qu'il y aurait à prendre, en particulier en ce qui concernait l'établissement d'un rôle de toutes les personnes qui seraient dans le cas de faire usage de l'autorisation éventuelle de sortie des deux commandants militaires. On nous demanda quel pourrait en être le nombre. Nous ne pûmes donner une réponse précise, n'ayant nous-mêmes aucune indication à cet égard. Avant tout, il fallait

LA PRISON MILITAIRE (CITADELLE)

constater le cas où la sortie était nécessaire ; dans ce but, la mairie devait faire une publication dans laquelle chacun pouvait se faire annoncer, les femmes et les enfants, les vieillards et les malades devant naturellement être pris particulièrement en considération ; on recommandait d'user de discrétion dans l'établissement de cette liste, puisque ce n'était pas à nous qu'il appartenait de prononcer en dernier ressort. Dans tous les cas, cette tâche devait incomber aux autorités communales, puisque, ne connaissant ni les personnes ni les circonstances, nous ne pouvions nous-mêmes y coopérer.

« Après cela vint le tour de la visite au commandant de la place, le général Uhrich ; son quartier général se trouve dans la ville, dans l'hôtel même qu'il occupe en raison de ses fonctions. Les boulets n'avaient pas épargné cet hôtel, mais il présentait encore une belle apparence. Le général s'était arrangé au rez-de-chaussée un bureau de travail et une chambre à coucher. La réception qu'il nous fit fut tout à fait conforme à la lettre qu'il nous avait envoyée. Il se déclara parfaitement d'accord avec notre programme et fit preuve de la meilleure volonté pour nous aider à le réaliser.

« Le maire nous accompagna, et le préfet fut appelé ; nous échangeâmes aussi quelques mots avec lui sur l'attitude excellente et le dévouement des habitants, ainsi que sur leur immuable attachement à leur patrie.

« Le général Uhrich ne nous adressa pas une seule question sur les événements qui se passaient au dehors, et il va sans dire que, de notre côté, nous ne voulions pas sortir des termes de notre mission. En revanche, l'amiral Excelmans, qui était venu à Strasbourg pour y prendre le commandement d'une flottille de chaloupes canonnières sur le Rhin et qui, tout en se trouvant maintenant sur la terre ferme, rend de bons services à la défense de la place, adressa une série de questions successivement à chacun de nous pour obtenir des informations sur l'état des choses.

« Fait singulier! On avait à peine un soupçon dans la forteresse des terribles revers qui avaient frappé l'armée française durant ces derniers temps, ou bien l'on ne pouvait ou ne voulait pas croire aux nouvelles contenues dans les journaux et les dépêches d'Allemagne que, de temps à autre, les assiégeants communiquaient au commandant de Strasbourg. Nous confirmâmes la pleine authenticité de la catastrophe de Sedan, et nous répondîmes de la manière la plus négative à la question qui nous fut posée à l'égard de succès remportés par l'armée française et de l'approche de Strasbourg d'une armée de secours.

« On a souvent fait au commandant le reproche d'avoir laissé les habitants, comme aussi d'ailleurs ses troupes, dans l'ignorance absolue de ce qui se passait au dehors, et de les avoir même entretenus

de fausses espérances sur l'arrivée prochaine d'une armée française, les trompant ainsi afin de les exciter à la résistance. Je dois dire qu'à notre égard il ne montra pas la moindre trace de défiance, et nous laissa la plus complète liberté de circuler dans la ville et de converser avec les habitants. Mais nous n'en eûmes que plus scrupuleuse attention à ne pas abuser de cette confiance.

« Une promenade au travers de la ville nous permit de visiter spécialement la Cathédrale. Il est vrai que sur le sol gisent quelques débris. Un boulet qui a atteint la lanterne, l'a quelque peu endommagée, et plusieurs boulets ont traversé des vitraux. La toiture en bois de la nef a été brûlée, mais au-dessous subsistent toujours les voûtes intactes. L'imposant édifice reste debout dans toute sa majesté. Son horloge admirable n'a point été non plus détruite ; seulement on ne la remonte plus. Ce n'est pas sans peine que nous avons obtenu la permission de pénétrer dans l'intérieur ; les portes étaient closes ; dans une des chapelles latérales officiait un ecclésiastique ; sauf lui et nous, l'église était vide.

« Maintenant, du reste, les batteries allemandes ont l'ordre exprès de respecter la Cathédrale ; les habitants nous ont fait remarquer que cependant, le matin même, elle avait encore été atteinte par un projectile. A ce que nous avons appris, il s'agissait d'un shrapnel qui y avait été envoyé

comme avertissement, parce que les assiégeants avaient vu quelqu'un monter au clocher, qui est un superbe observatoire pour examiner toute la campagne aux environs et en particulier tous les travaux du siége. Les assiégeants disent avec justice que, s'ils s'imposent l'obligation d'épargner ce monument, il faut qu'à leur tour les assiégés renoncent à en tirer parti pour leur défense.

« La perte la plus irréparable est celle de la Bibliothèque, qui a été complétement brûlée ; les pistolets de Kléber et quelques autres curiosités qui ont été sauvées ou retrouvées sont bien peu de chose à côté des trésors perdus irrévocablement pour la science. Mais pourquoi n'a-t-on rien fait pour les mettre à l'abri, par exemple, dans les caves, dit-on dans le camp allemand, puisque vingt-quatre heures à l'avance le bombardement avait été annoncé au commandant de la place ? Il paraît que celui-ci, d'après ce qui nous a été indiqué, n'avait point donné aux habitants communication de cet avis de l'ennemi.

« L'incendie du Temple-Neuf et d'une partie du Gymnase appartenant aux protestants constitue aussi une lourde perte, et le jour avant notre entrée dans Strasbourg le théâtre avait été détruit. Ce fait est surtout sensible en ce moment parce qu'il servait de refuge à beaucoup de personnes qui avaient été privées de leurs logis par le bombardement. On ne tirait plus sur la ville elle-même, mais

seulement sur les remparts et les bâtiments militaires; mais les boulets ne vont pas toujours à leur adresse, et pendant que nous nous trouvions dans la ville, nous en avons entendu siffler et éclater plus d'un.

« Les habitants croyaient que, pendant notre présence, le feu serait interrompu et qu'ils pourraient respirer pendant quelque temps, et ils n'ont guère été satisfaits lorsqu'ils ont vu qu'il n'en était tenu nul compte. Quant à nous, nous ne nous étions point attendus à cette suspension du feu, et nous comprenions parfaitement que le siége ne pouvait être interrompu pour nous. Il nous suffisait pleinement d'avoir pu entrer facilement et sans danger dans la place.

« Sur notre chemin, nous rencontrâmes çà et là des personnes de connaissance. M. Stæhling, notre compagnon, avait fait préparer dans sa maison une collation à notre intention. Ses fils et ses domestiques étaient restés au logis et avaient élu domicile dans les caves; on y faisait même la cuisine. Il avait pu se procurer au dehors un peu de viande, qui coûte en ce moment dans la ville 3 francs la livre, — la viande de cheval moitié de ce prix. Il ne paraît pas, du reste, qu'il y ait manque de subsistances. Nous reçûmes chez M. Stæhling la visite de plusieurs personnes. Deux aimables jeunes filles nous présentèrent un bouquet colossal ; ce sont les nièces du frère du maréchal Pélissier, qui, il y a

peu de jours, a été tué par un obus dans sa maison située vis-à-vis de celle où nous nous trouvions. Cette famille de L... a quitté peu après Strasbourg avec notre première colonne d'émigrants.

Vers quatre heures, nous nous trouvâmes de nouveau à la Mairie pour opérer notre retour. Le même parlementaire qui nous avait reçus nous accompagna hors de la forteresse ; on nous avait donné beaucoup de lettres à remettre à leur destination ; au quartier général allemand, on voulut bien se charger de les faire parvenir.

« Nous revenions pénétrés de profondes impressions et reconnaissants du fond du cœur pour la cordiale réception des habitants, pour le bon accueil du commandant et pour la protection qui nous avait préservés de tout accident.

« Le jour suivant, nous nous rendîmes de nouveau au quartier général allemand. Il fallait concilier l'exécution des mesures avec le délai nécessaire pour dresser les listes de sortie. Nous n'avions encore aucune notion du nombre de ceux qui pouvaient se présenter pour quitter la ville ; mais le général de Werder paraissait disposé à se montrer large. Déjà, sur l'intervention du grand-duc de Bade, un certain nombre de personnes et de familles avaient pu être successivement renvoyées de la place. Maintenant le commandant allemand mit à notre disposition environ trente chars par colonne d'émigrants, pour les recevoir aux portes de la

place et les conduire de là jusqu'au pont de bateaux de Rhinau. Là, d'autres voitures devaient les prendre et les amener au chemin de fer badois, qui, à son tour, devait les expédier sur Bâle, gratuitement, par un train spécial. Le général de Werder attachait une certaine importance à ce què les émigrants se rendissent en Suisse ; il paraît que quelques-uns, antérieurement, avaient occasionné des plaintes par suite de leur conduite vis-à-vis des Allemands.

« Notre intention était d'organiser à Lahr et à Dinglingen une étape où les émigrants pussent passer la nuit suivant leur sortie de Strasbourg, pour repartir le lendemain matin, de telle façon que ce jour-là ils pussent arriver en Suisse jusqu'au lieu de leur destination. MM. Bischoff et de Wattenwyl se rendirent par conséquent le 13 au matin à Lahr pour y disposer tout en conséquence. Ils y trouvèrent beaucoup de bonne disposition à leur prêter assistance, mais il ne leur fut pas possible d'y établir un quartier de nuit. Il fallut donc activer autant que possible la traversée de Strasbourg jusqu'au chemin de fer badois, afin que celui-ci pût au moins dans la même journée porter ses passagers jusqu'à Bâle. Les habitants de Lahr se sont prêtés avec beaucoup d'hospitalité à la réception des malheureux Strasbourgeois, et leur ont, entre autres, préparé des rafraîchissements.

« Tous ces préliminaires absorbèrent du temps,

et ce ne fut que le jeudi 15 septembre, à dix heures du matin, que put avoir lieu la sortie de la première colonne des émigrants de Strasbourg se rendant en Suisse. »

C'est là que se termine cette simple et fidèle narration. Elle dépasse la date du 11 septembre, sous laquelle nous écrivions au moment de l'intercaler dans nos pages, et nous allons reprendre les événements au point où nous les avons laissés.

A cinq heures du soir, les délégués quittèrent la ville, et l'affiche suivante fut placardée sur les murs :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

AVIS.

« Les personnes qui désirent obtenir, pour elles et pour leurs familles, un sauf-conduit pour quitter la ville sous les auspices des délégués de la Confédération suisse, sont invitées à se faire inscrire au bureau qui sera établi à l'hôtel du Commerce (local de la Bourse, rue des Serruriers), à partir de lundi 12 septembre courant, à huit heures du matin.

« Strasbourg, le 11 septembre 1870.

« Le Maire, HUMANN. »

LUNDI 12 SEPTEMBRE

De grand matin, les habitants se pressèrent devant l'hôtel du Commerce pour se faire inscrire à l'effet d'obtenir des saufs-conduits, et plusieurs milliers de demandes furent remises dans l'espace de quelques heures.

Les délégués suisses avaient apporté à Strasbourg autre chose encore que l'offre de l'hospitalité pour les malheureux ; ils avaient apporté la confirmation de certaines nouvelles qui circulaient depuis quelques jours en ville et que l'administration s'obstinait à ne pas confirmer. Ils annoncèrent que la République était effectivement proclamée à Paris ; que l'empereur était prisonnier ; que 80 000 soldats français avaient capitulé à Sedan, et que l'armée allemande devait être sous les murs de Paris.

Le *Courrier du Bas-Rhin*, qui connaissait toutes ces nouvelles depuis plusieurs jours, mais qui n'avait pas voulu les lancer dans le public faute de confirmation positive, n'hésita plus à les publier dès le moment où des hommes comme les délégués suisses les lui donnaient pour certaines ; il fit paraître un supplément contenant le résumé des der-

niers événements. La proclamation de la République mit toute la population en joie; quant à la capitulation de Sedan, on la réputait impossible et inventée. Il fallut que le *Courrier du Bas-Rhin* publiât des extraits de quelques journaux français qu'il était parvenu à se procurer, pour qu'on admît enfin comme vrai ce fait unique dans les annales militaires.

La Commission municipale venait à peine d'entrer en séance lorsqu'on lui annonça l'arrivée du baron Pron, préfet du Bas-Rhin. Laissons parler ici le procès-verbal :

« A ce moment de la séance, *M. le Préfet* entre dans la salle, prend place au bureau et communique à la Commission les dépêches importantes qu'il venait, a-t-il dit, de recevoir de M. le sous-préfet de Schlestadt.

« Ces nouvelles consistent dans la déchéance de la dynastie napoléonienne, dans la proclamation de la République et dans la constitution d'un gouvernement de défense nationale.

« M. le Préfet donne ensuite lecture d'une proclamation qu'il adresse aux habitants de Strasbourg pour leur annoncer que, « dès hier soir, sur le bruit « apporté par des étrangers honorables que la Ré- « publique était proclamée à Paris, il s'était em- « pressé d'écrire aux membres du gouvernement « provisoire qu'il résignait son mandat, et se bor-

« nerait, en attendant l'arrivée de son successeur, à « assurer la tranquillité publique et à garantir de- « vant l'ennemi la dignité du drapeau national. »

« M. le Préfet a fait encore la communication suivante : Qu'il résulte d'une lettre particulière reçue par lui, que le Corps législatif a déclaré « que « Strasbourg, ses soldats et ses citoyens ont bien « mérité de la patrie. »

« Après avoir donné ces communications, M. le Préfet se retire.

« *M. Charles Bœrsch* propose aussitôt à la Commission de faire acte d'adhésion aux grandes résolutions du peuple de Paris. Cette motion est accueillie aux cris de : *Vive la République !*

« Une députation se rend aussitôt auprès du général.

« La séance, suspendue pendant une heure, est reprise à cinq heures et demie.

« La députation est de retour du quartier général. *M. le Maire* l'invite à rendre compte du résultat de son entrevue avec le général Uhrich.

« *M. Saglio*, au nom de ses collègues, fait connaître la réponse du général, pouvant se résumer ainsi :

« C'est une chose grave de proclamer un gouver- « nement nouveau ; la gravité augmente lorsqu'un « chef militaire n'a pas reçu de son supérieur hié- « rarchique de communication officielle. Je me « trouve dans cette position ; personnellement je

« n'éprouverai aucune répugnance à la démarche « qui m'est demandée. Déjà j'ai servi la République « et je l'ai servie avec loyauté ; mon désir, en ac- « complissant mes devoirs, est de marcher d'ac- « cord avec cette population qui s'est si noblement « conduite et avec ses représentants. Vous com- « prendrez néanmoins qu'avant de prendre une ré- « solution importante, j'examine de nouveau les « dépêches arrivées à la Préfecture et que je prenne « l'avis de mon Conseil de défense. Veuillez venir « me retrouver demain à dix heures. »

« *M. Charles Bœrsch* complète cette relation par les mots suivants :

« Ayant demandé au général s'il ne comptait pas « dès à présent annoncer à la ville de Strasbourg « la proclamation de la République, M. le général « a répondu qu'il ne lui serait possible de le faire « que quand il en aurait reçu l'ordre officiel de « son supérieur, le ministre de la guerre ; mais il « a ajouté qu'il acceptait comme un fait réel l'évé- « nement politique dont la députation venait de lui « donner la nouvelle. »

« *M. le Maire* dit qu'il n'est pas étonné des paroles prononcées par le général ; le général Uhrich, ajoute M. le Maire, est un brave et digne citoyen, un bon Français, plein de loyauté et de patriotisme. »

Il n'y avait donc plus de doute possible : la France était délivrée des Bonaparte ! Et dans ce pauvre Strasbourg si malmené, si souffrant, si

attristé, si abattu, on oublia un instant l'ennemi et son bombardement, on eut un instant le cœur tout à la joie, et, spectacle unique dans le monde et dans l'histoire, cette ville qui brûlait d'un côté, cette ville qui s'effondrait de l'autre, cette ville dont les rues étaient sillonnées par les convois funèbres et les brancards des blessés, cette ville qui semblait à l'agonie, elle se pavoisa, et pendant quelques heures les drapeaux flottèrent aux façades. Les couleurs de fête brodées tout à coup sur un crêpe funèbre....

Ah! pourquoi le terrible bruit des obus vint-il alors la rappeler à elle-même? Pourquoi cette joie qui jaillissait de tous les cœurs et de tous les visage fut-elle refoulée si vite? C'était un tourment horrible que d'étouffer ainsi le bonheur qui voulait faire explosion, que de quitter tout à coup le sourire pour reprendre le deuil, que d'entendre crier: au feu! au lieu d'entendre retentir la Marseillaise!

MARDI 13 SEPTEMBRE.

Le lendemain matin, deux proclamations étaient affichées; l'une, émanant du Préfet, était ainsi conçue :

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN.

« Strasbourg, 12 sept. 1870, 4 h. du soir.

« Habitants de Strasbourg,

« Pour la première fois, après douze jours d'angoisses, je reçois des nouvelles de Paris, nouvelles que j'ai lieu de croire officielles, malgré la voie détournée par laquelle elles m'arrivent de Schlestadt.

« Ces nouvelles les voici :

« Paris, 4 sept. 1870, 6 h. du soir.

« *A MM. les Préfets, Sous-Préfets, au Gouverneur général de l'Algérie et à toutes les stations télégraphiques de France.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

« La déchéance a été prononcée au Corps législatif, la République a été proclamée à l'hôtel de ville. Un gouvernement de défense nationale, composé de onze membres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire.

« Les noms sont : Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès,

Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, Jules Simon.

« Le général Trochu est à la fois maintenu dans ses pouvoirs de gouverneur de Paris et nommé ministre de la guerre, en remplacement du général Palikao.

« Veuillez faire afficher immédiatement et, au besoin, proclamer la présente déclaration pour le gouvernement de la défense nationale.

« Le ministre de l'intérieur,

« Léon Gambetta.

« Paris, 4 sept. 1870, à six heures du soir.

« Pour copie conforme :

« Le Chef de service,

« Weck. »

« Sans attendre cette dépêche et sur le bruit apporté hier dans la ville par des étrangers honorables que la République était proclamée à Paris, je me suis empressé d'écrire à MM. les membres du gouvernement provisoire que je résigne mon mandat et me borne désormais, en attendant, soit la levée du siége, soit l'arrivée de mon successeur, à assurer la tranquillité publique et à garantir devant l'ennemi la dignité du drapeau national.

« Habitants de Strasbourg, je vous devais la vérité ; je vous l'apporte dès qu'elle m'est parvenue.

« J'ajoute que d'une lettre particulière il résulte que le Corps législatif a déclaré que *Strasbourg, ses habitants et ses autorités ont bien mérité de la patrie!*

« Dans ces heures de souffrances patriotiques, laissez-moi vous donner le conseil de rester calmes, de respecter les autorités et de soutenir noblement le drapeau de la France.

« En vous quittant, j'emporterai le souvenir de vos nobles et solides qualités, de vos bons sentiments à mon égard. Je n'oublierai jamais ni votre excellente ville, ni ce beau département qu'il m'a été doux d'administrer pendant cinq années.

« Strasbourg, le 12 septembre 1870, quatre heures du soir.

« A. Pron. »

L'autre proclamation émanait du général. Elle contenait ce qui suit :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Habitants de Strasbourg, officiers, sous-officiers et soldats de la garnison !

« La République a été proclamée à Paris. Un gouvernement de défense nationale s'est constitué.

En tête de son programme il a mis l'expulsion de l'étranger du sol français. Nous nous rallierons tous à lui, nous, chargés de la défense de Strasbourg, chargés de conserver à la France cette noble et importante cité.

« Unissons donc nos volontés et nos forces pour atteindre ce but et pour concourir ainsi au salut de la patrie.

« Habitants de Strasbourg,

« Par vos souffrances, par votre résignation, par le courage de ceux d'entre vous qui prennent part à la défense de la ville, par votre patriotisme, vous avez secondé l'armée dans les efforts qu'elle a eu à accomplir. Vous resterez dignes de vous-mêmes.

« Et vous soldats !

« Votre passé répond de l'avenir ; je compte sur vous, comptez sur moi.

« Au quartier général à Strasbourg, 12 septembre 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

On lisait avec avidité ces documents, qui confirmaient officiellement la bonne nouvelle de la veille, et chacun résumait ses idées, ses réflexions

et ses pensées dans ce seul mot, poussé comme un soupir de soulagement : Enfin !

Les délégués suisses arrivèrent pour la seconde fois à Strasbourg dans cette journée du 13 ; voici encore le récit qu'ils ont fait eux-mêmes de ce second voyage :

« Au moment où nous allions quitter le quartier général allemand pour nous rendre à Strasbourg, nous fûmes arrêtés par un incident ; c'était l'arrivée, au quartier général, du capitaine Archer, Français, prisonnier de guerre, commandant de la place de Lichtenberg dans les Vosges, qu'il avait dû rendre aux Prussiens parce qu'elle était intenable. Il devait être échangé, devant les remparts de Strasbourg, contre un officier allemand blessé et prisonnier des Français, le lieutenant de Versen. Il fut décidé que l'échange aurait lieu, aussitôt que les pièces officielles seraient rédigées, par le parlementaire qui devait nous accompagner nous-mêmes, et, de notre côté, nous offrîmes une place dans notre voiture à l'officier français pour aller à Strasbourg et à l'officier allemand pour en revenir, ce qui fut accepté volontiers.

« Notre excursion ce jour-là fut plus triste que la précédente. Il s'écoula un assez long temps avant que l'on eût fait taire toutes les batteries qui sillonnaient de leurs boulets l'espace que nous avions à parcourir, et je trouvai plus lugubre le résonne-

ment de la trompette du parlementaire au travers des ruines de Kœnigshoffen. Nous avions laissé l'officier français et la voiture en arrière à Eckbolsheim ; nous dûmes approcher assez près des fortifications avec l'officier allemand qui nous accompagnait, jusqu'à ce que nous eûmes rencontré une patrouille française, commandée par un officier qui nous arrêta par ces mots : « Que voulez-vous, Messieurs ? » Le parlementaire lui remit les papiers dont il était porteur ; nous nous présentâmes comme les délégués suisses à Strasbourg, et là-dessus, sans que nous eussions à attendre devant les remparts, comme nous l'avions craint, l'autorisation d'entrer dans la ville, nous y fûmes conduits immédiatement. Il est vrai que, n'étant pas régulièrement annoncés, ce ne fut pas par le pont-levis et la porte principale que nous y entrâmes, mais par un chemin bien plus pittoresque, par-dessus les parapets, montant et descendant les escaliers étroits qui font communiquer les ouvrages avec les fossés par de petites passerelles, enfin par des passages souterrains, jusqu'à ce que, plus tôt que nous ne nous y attendions, nous nous trouvâmes tout d'un coup dans l'enceinte, en dedans de la porte Nationale.

« Ce jour-là, d'ailleurs, nous venions tout à fait *incognito*, et nous étions seulement préoccupés de terminer notre affaire. Notre première visite fut pour le général Uhrich, qui nous était venu en

aide autant qu'il était en lui, et avait déjà préparé la liste d'émigrants qui devait être soumise à l'approbation du général de Werder. De chez le général Uhrich, nous nous rendîmes à l'hôtel du Commerce, où avait lieu précisément une séance orageuse de la Commission municipale. En effet, la situation avait fort changé depuis dimanche : la République avait été proclamée ; M. Humann ayant donné sa démission, un nouveau maire avait été élu ; une partie des rues était pavoisée. Avec quelques-uns des membres qui avaient été constitués en comité pour notre affaire, nous prîmes alors les mesures nécessaires pour la formation de la première colonne du jeudi ; car, d'après ce que nous avions appris à Mundolsheim, il ne pouvait être question de mercredi. Ce jour-là nous trouvâmes déjà plus d'animation dans la ville ; le sentiment que les communications étaient en quelque sorte rétablies avec le dehors, et que le terme de leurs misères était proche pour tant de malheureux, avait jeté un nouvel élément de vie dans la population.

« Nous employâmes le reste du temps dont nous pouvions disposer à quelques visites, en particulier dans les caves transformées en habitations ; leur aspect et leur arrangement seraient dignes du pinceau d'un peintre. Il est d'ailleurs difficile de s'en faire une idée sans les avoir vues de ses yeux.

« Des tonneaux, des provisions, des caisses fermées renfermant quelques objets précieux, des lits,

des meubles, tout y est entassé, tout s'y condense; un peu plus loin, c'est un foyer provisoire pour la cuisson des aliments, et l'escalier de la cave sert à la fois de cheminée et de ventilateur pour les odeurs de cette cuisine souterraine, attendu que tous les soupiraux, pour plus de sûreté, ont été fermés avec des pierres et garnis de fumier en dehors. Et dans ces trous, combien de malheureux habitants de Strasbourg ont déjà passé de longues et terribles semaines! Il n'y aurait en d'étonnant à ce que beaucoup d'entre eux dussent, au moment d'en sortir, habituer de nouveau leurs regards à la lumière du soleil. Un autre spectacle étrange était celui que présentaient les fenêtres de toutes les façades des maisons exposées au feu de l'ennemi, avec leur véritable armement de matelas, de sacs de paille, etc., destiné à arrêter autant que possible les boulets ou à en amortir le choc. Bref, tout portait la trace d'un siége et d'un siége rigoureux.

« L'heure du retour vint enfin, et nous dûmes attendre près de la porte Nationale — souvent inquiétés par les obus dont plusieurs éclatèrent à une proximité peu rassurante — le prisonnier allemand qui devait être échangé; au bout d'une demi-heure, il arriva sur une voiture d'ambulance française fort bien disposée, car il était grièvement blessé. Cette fois, la porte principale s'ouvrit de nouveau pour nous; l'appel de la trompette, le drapeau blanc parlementaire et celui de la Convention de Genève

annoncèrent aux batteries allemandes notre sortie, et le feu fut promptement arrêté. Nous fîmes halte au premier avant-poste, pour que l'on fît venir d'Eckbolsheim M. Archer ; dans l'intervalle, s'entama la conversation la plus amicale entre les officiers français et allemands; ils échangeaient des cigares, et, à les entendre se dire « mon camarade, » on oubliait presque complétement que l'on voyait là en face les uns des autres des ennemis acharnés. Enfin arriva l'officier allemand chargé d'opérer l'échange; ce fut un nouveau tableau de genre que la présentation mutuelle des deux officiers prisonniers qui allaient redevenir libres et rejoindre chacun les siens. L'Allemand blessé se saisit avec un véritable sentiment de triomphe de son sabre placé jusque-là à côté de lui sur le lit où il était couché; tous deux se donnèrent cordialement la main avant de se séparer. Comme l'état du lieutenant de Versen ne lui permettait pas d'être transporté dans la voiture qui nous avait amenés, l'officier parlementaire français, le capitaine Farre, offrit à l'officier allemand, avec une courtoisie toute française, de prendre avec lui la voiture d'ambulance jusqu'au plus prochain hôpital allemand, ce qui fut accepté aussitôt avec remercîments.

« Les deux soldats français qui la conduisaient firent place à deux Allemands, et furent conduits, les yeux bandés, avec la voiture, jusqu'à ce qu'ils eussent dépassé les avant-postes allemands.

« A Kœnigshoffen on leur rendit l'usage de leurs yeux, et on leur servit à boire et à manger en attendant que leur char d'ambulance revînt de l'hôpital d'Eckbolsheim; puis ils furent, avec leur char, reconduits, de nouveau les yeux bandés, jusqu'aux avant-postes de la forteresse.

« De semblables petites scènes peuvent paraître insignifiantes à bien des gens. Mais pour ceux qui y ont assisté, elles jettent, dans le sombre tableau de la guerre, quelques rayons de lumière bienfaisante qu'ils ne sauraient aisément oublier ensuite!

« Il nous restait encore à terminer notre travail à Mundolsheim avec M. de Leszcynski, tâche qui nous fut rendue plus agréable par les cigares de réquisition que les Allemands appellent pittoresquement des *requirados*.

« Nous tombâmes d'accord que, le jeudi à dix heures, une première colonne de 500 personnes serait reçue à la porte d'Austerlitz avec des chars de réquisition, le choix des autorisations à donner, sur les quatre mille demandes de sortie formulées, devant être laissé au chef de l'état-major général de l'armée de siége.

« Par une nuit obscure qu'éclairaient seulement les incendies allumés à Strasbourg et dans les environs par les obus et les bombes, nous partîmes armés des mots d'ordre et de ralliement pour arriver à Oberschæffolsheim au travers des postes de

l'armée de siége, toujours sur le qui vive le plus actif.

« Le jour suivant, mercredi 14, nous nous rendîmes à Lahr pour y rejoindre nos collègues et y préparer la réception des fugitifs à Rhinau et Orschweyer. A notre arrivée à Lahr, tout était déjà prêt, grâce à la manière digne de toute reconnaissance dont les habitants avaient prêté leur concours aux délégués suisses.

« Le jeudi, à dix heures précises, je me réunissais à mes collègues en avant de la porte d'Austerlitz. Le général Uhrich lui-même avait accompagné, avec quelques notabilités militaires, la colonne des émigrants jusque hors de la forteresse. En deçà des barricades de la porte attendaient 60 chars bourrés de paille. Un certain nombre d'officiers contemplaient le spectacle qu'offrait la caravane à son départ. Et en vérité quel coup d'œil lorsque l'on vit s'ébranler lentement une longue file de voitures, d'omnibus d'hôtels et de chemin de fer, etc., tous chargés d'autant de personnes qu'il était possible d'en entasser, suivis d'une foule de femmes et d'enfants à pied ; quant aux hommes, on n'en avait point laissé sortir sauf quelques vieillards. Tous ces visages rayonnaient de joie et de gratitude, et le soleil lui-même semblait prendre plaisir à éclairer cette scène de bonheur au milieu de tant de sombres tristesses? Pour laisser passer les voitures sortant de Strasbourg, une partie des barricades établies

dans la campagne par les avant-postes badois dut être démolie par ceux-ci, ce qui ne fut pas fait sans une certaine humeur par les officiers allemands, attendu que ce ne devait pas être une tâche agréable de les rétablir plus tard sous le feu de la place. Aussitôt un membre de notre légation adressa au général Uhrich la demande qu'un délai fût donné jusqu'à midi pour rétablir les travaux dont le passage des émigrants exigeait la démolition. « Oh ! répondit aussitôt le général de la manière la plus aimable, non pas jusqu'à midi, jusqu'à une heure et plus tard s'il le faut ; on leur laissera tout le temps nécessaire. »

« Lorsque tout fut emballé et que chaque char eut été pourvu d'une garde militaire, la colonne se mit en route avec une escorte de cavalerie vers Rhinau. Encore un dernier serrement de main, un dernier adieu aux Strasbourgeois et nous partîmes à notre tour profondément heureux d'avoir pu mener à bonne fin notre mission, et convaincus d'avance de la cordiale réception qui attendait ces étrangers fugitifs dans notre chère patrie suisse.

« Le samedi 17 septembre, après avoir pris la veille congé du général de Werder, ainsi que du chef d'état-major de Leszcynski, et envoyé aux Strasbourgeois une dernière parole d'adieu, nous quittâmes nos collègues qui devaient prolonger leur séjour à Lahr pour attendre les colonnes suivantes. Cette fois notre route ne nous ramenait

pas au lugubre concert des pièces de siége, mais elle nous conduisait en Suisse, et dès le lendemain nous allions entendre les sons paisibles des cloches annonçant le jeûne fédéral, qui, en de pareilles circonstances, avaient, dans nos cœurs pénétrés de reconnaissance, un écho plus solennel que jamais.

« Et en vérité nous avions bien des motifs de reconnaissance. C'est assurément un fait qui n'est pas ordinaire que de trouver, ainsi que cela nous était arrivé, un accueil également bienveillant auprès des deux armées en pleine guerre l'une contre l'autre. Notre attente à cet égard avait été dépassée de beaucoup, bien que le résultat de l'évacuation de Strasbourg n'ait pas été atteint dans les proportions que nous eussions désirées. Néanmoins la possibilité donnée à ceux qui ont pu quitter Strasbourg de sortir d'une manière sûre et commode de ce lieu de lamentations ne se mesure pas par des chiffres. En outre il ne faut pas oublier que depuis nos négociations avec le grand-duc de Bade et le général de Werder, à diverses reprises, une centaine de personnes qui s'étaient enfuies à Neudorf ont été mises en liberté par l'armée allemande. Si d'ailleurs une partie des Strasbourgeois émigrés de leur ville a préféré chercher un asile chez leurs amis et connaissances de l'Alsace et de Bade, au lieu de venir en Suisse, nous devons nous en réjouir dans leur propre intérêt.

« Mais, avant tout, ce que l'on ne saurait ap-

précier à une trop haute valeur, c'est l'effet moral et le résultat pratique de l'intervention toute chrétienne de la Suisse neutre en faveur de malheureux arrivés à l'extrême de l'affliction. Notre réception à la porte Nationale nous a montré que la Suisse avait été bien comprise par Strasbourg, et nous n'attachons pas une moindre signification morale à la sympathique bienveillance que nous ont témoignée les chefs de l'armée allemande auxquels incombe la dure et lourde tâche d'un semblable siége.

« Une seule pensée pèse encore sur nos cœurs, au milieu de nos motifs de reconnaissance pour ce que nous avons pu obtenir, c'est celle de l'effroyable calamité que le dernier acte militaire de ce siége, l'assaut de Strasbourg, va attirer soit sur la malheureuse cité, soit sur les soldats qui l'assiégent. Nos vœux les plus ardents sont pour que cette terrible catastrophe puisse être évitée, et pour que la ville, si cruellement éprouvée aujourd'hui, puisse dans un avenir prochain retrouver des jours heureux et bénis par la paix ! »

MERCREDI 14 SEPTEMBRE.

La canonnade est formidable pendant la journée tout entière. Les remparts répondent à l'artille-

rie assiégeante avec une vigueur extraordinaire. On parlait vaguement d'un armistice sur le point d'être conclu : chaque fois que le bruit du canon cessait pendant quelques instants on croyait que les hostilités étaient en effet interrompues; mais le sifflement des obus, le ronflement ou plutôt le hurlement des éclats reprenant aussitôt, l'on voyait bien qu'on n'était pas à la fin de ses peines.

La patience pourtant ne faillissait pas encore, mais une lassitude morale et physique envahissait la population. Les hommes veillaient toutes les nuits; ils ne quittaient plus leurs habits, ne se couchaient que quelques heures de jour sur un matelas jeté à terre, et n'avaient pas, malgré l'abondance de certaines denrées, le régime nécessaire pour une vie si fatigante. Toutes les familles avaient dû restreindre leur manière de vivre ordinaire; les gens aisés seuls se permettaient encore quotidiennement un plat de viande [1].

La Commission municipale procéda, le 14 sep-

1. Le bœuf coûtait alors 3 fr. le demi-kilo ; le cheval, vendu d'abord 25 cent., atteignit le prix de 1 fr. 50 c. et 2 fr. le demi-kilo; du beurre, il n'y en avait qu'à de rares intervalles et il coûtait 5 fr. le demi-kilo; le demi-litre de lait valait 50, 75 c., même 1 fr.; un œuf se payait 25 c.; le sac de pommes de terre, 60 fr.; un cignon, 10 c., etc. Le sucre. le riz, le café n'avaient pas augmenté sensiblement. Le pain se vendait au prix ordinaire, ainsi que le vin, qui se trouvait en abondance dans la place.

tembre, à l'élection d'un nouveau maire, l'ancien maire, M. Humann, ayant donné sa démission. Elle choisit pour ces fonctions, alors plus difficiles et plus pénibles à remplir que jamais, le docteur Küss, professeur à la Faculté de médecine, un des hommes les plus estimés, les plus éclairés de la cité. La population tout entière ratifia cet excellent choix et le sanctionna de sa chaude et unanime approbation.

Qu'on nous permette de reproduire ici les quelques lignes que le *Courrier du Bas-Rhin* du 15 septembre consacra au maire nouvellement élu :

« La Commission municipale de Strasbourg a pris hier une mesure qui, nous n'en doutons pas, sera ratifiée par toute notre population. La République ayant été proclamée, il était urgent que le premier magistrat de la cité fût un républicain, un homme éprouvé dans les luttes politiques, d'une conviction ferme, d'un caractère fortement trempé. La Commission, après avoir accepté la démission que M. Humann très-spontanément avait donnée la veille, et avoir rendu hommage, par un vote unanime, au dévouement avec lequel le maire démissionnaire a rempli ses fonctions, a élu à sa place M. le docteur Küss. Le général gouverneur a ratifié le soir même cette décision et a pris un arrêté en conséquence.

« Il n'est personne à Strasbourg qui ne connaisse

et n'honore les rares et nobles qualités qui font de M. le docteur Küss un citoyen hors ligne, un de ces hommes intègres, honnêtes jusqu'au fond du cœur, républicain de vieille roche, qui a fait ses preuves et donné des garanties alors que la génération présente était encore au berceau.

« M. Küss représente dans toute sa pureté le principe républicain qui triomphe aujourd'hui, ce principe qui inscrit sur son drapeau avant toutes autres choses la liberté. La République, comme l'entend M. Küss, comme nous l'entendons tous, est depuis la base jusqu'au sommet de l'édifice politique le gouvernement du pays par le pays, la liberté pénétrant et animant tout le corps social.

« La nomination de M. Küss aux fonctions de maire de Strasbourg est un événement dont notre cité a le droit de se féliciter. Le régime républicain se trouve par cette nomination consacré et sanctionné. »

Les adjoints, MM. Kampmann, Leuret, Zopff, Mallarmé, avaient également donné leur démission; un vote de la Commission rendit leurs fonctions à MM. Zopff et Leuret, et leur adjoignit MM. Flach et Weyer.

Dans la même séance, la Commission municipale prit une résolution fort énergique à l'égard de ceux qui avaient déserté leur poste au moment du danger et qui avaient couru chercher un refuge loin

des bombes et du bruit de la canonnade. M. Schnéegans, rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin*, fut le promoteur de cet acte de justice :

« Vous savez, dit-il à ses collègues de la Commission, qu'un trop grand nombre de nos concitoyens ont quitté Strasbourg quand la situation de la ville est devenue critique. Parmi eux il en est beaucoup qui avaient des fonctions publiques ou une situation personnelle qui leur imposaient le devoir de demeurer au milieu de nous. En quittant leur poste au milieu du danger, alors que nos femmes et nos enfants n'abandonnaient pas leurs foyers, ces citoyens ont mal mérité de Strasbourg; je demande que la Commission le déclare par une délibération formelle dont voici la teneur et qui sera affichée :

« La Commission municipale de Strasbourg,

« Considérant que, dans les circonstances critiques où se trouve la cité de Strasbourg, le poste « de chaque citoyen est à Strasbourg;

« Considérant que, depuis le commencement de « la guerre et plus particulièrement depuis la bataille de Frœschwiller, un certain nombre de « citoyens que leur position devait faire rester à « Strasbourg ont lâchement abandonné leurs concitoyens pour mettre en sécurité leur personne;

« Considérant que des exemples doivent être « statués,

« Déclare :

« Les individus valides qui, sans raison majeure, « ont quitté Strasbourg depuis l'ouverture de la « guerre sont déclarés indignes de remplir aucune « fonction publique. »

Ce ne fut pas sans discussion que la motion de M. Schnéegans fut acceptée. On objecta que des circonstances fortuites, que la force majeure avaient empêché bien des citoyens d'être à leur poste. « Ceux-là ne peuvent être atteints par le blâme, » fut-il répliqué, et la motion fut adoptée, imprimée et affichée.

JEUDI 15 SEPTEMBRE.

Le premier convoi d'habitants partant sous les auspices des délégués suisses était organisé et son départ s'effectua dans la matinée du 15 septembre. Plusieurs centaines de femmes et d'enfants se réunirent sur la place d'Austerlitz, n'ayant pour tout bagage que de petites valises ou de petits sacs. La plupart des émigrants partaient dans leurs propres voitures ou dans des voitures de louage; les autres allèrent à pied jusqu'à une certaine distance de la porte, où ils s'installèrent sur des voitures préparées par les autorités militaires prussiennes. Le dé-

part fut triste, la séparation déchirante. Ceux qui s'éloignaient et ceux qui restaient se quittaient dans un moment bien cruel. Plus d'un enfant donna le dernier baiser à son père; plus d'une femme dit à son époux le dernier adieu.

Vers midi, un obus lancé d'une des batteries ennemies vint frapper la flèche de la cathédrale, juste au-dessous de la croix qui la surmonte. La croix pencha vers le sol, mais elle ne tomba point, grâce au paratonnerre qui la retenait, grâce aussi aux nombreux crampons et à l'armature de fer dont l'édifice est garni à son sommet.

Le quai des Pêcheurs, qui avait été passablement ménagé depuis le commencement du bombardement, était cruellement saccagé depuis plusieurs jours. La caserne des pontonniers, située dans le voisinage et sur laquelle l'ennemi tirait avec acharnement, lui avait valu d'abord une grêle ininterrompue de projectiles. Maintenant les batteries prussiennes visaient sans discontinuer le barrage établi près du pont Royal et retenant les eaux des fortifications. Il y avait là jour et nuit une garde d'une quarantaine d'ouvriers munis de sacs à terre, prêts à réparer les moindres dégâts que les obus causaient à tout instant. Cinquante mille sacs à terre ont été employés pour maintenir ce barrage, dont la destruction aurait pu amener l'écoulement des eaux des fossés et faciliter singulièrement l'ap-

proche de la place du côté sud. Il est vrai que pour plus de garantie on avait établi, sous le feu de l'ennemi, deux autres barrages, l'un au pont du Contades sur l'Aar, l'autre en amont du pont aux Anes; mais ce dernier ne fut terminé que le 27 septembre, jour de la reddition de Strasbourg. Une partie des projectiles dirigés sur ces travaux de défense tombait sur le quai des Pêcheurs, qui fut littéralement assailli d'obus et de bombes; plusieurs maisons de ce quai furent complétement saccagées et s'écroulèrent.

La Commission municipale, qui la veille avait élu un maire, élut, dans sa séance du 15, un successeur au baron Pron, préfet du département. Le choix de l'assemblée tout entière se porta sur M. Charles Bœrsch, conseiller général, rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin*. Malgré lui, M. Charles Bœrsch fut obligé d'accepter des fonctions auxquelles le désignaient, du reste, sa longue pratique des affaires administratives, sa connaissance parfaite des intérêts de la cité, les éminents services qu'il avait rendus à celle-ci. Par acclamation, il fut nommé délégué de la Commission municipale pour la gestion des affaires départementales, et le général Uhrich s'empressa de confirmer cette désignation par un arrêté spécial.

Le bombardement fit rage pendant cette jour-

née, et du matin au soir on vit passer par les rues les brancards transportant les blessés et la petite voiture sinistre qui recueillait les morts. Cinq habitants furent frappés dans la rue de l'Outre par les éclats d'un obus à balles; deux d'entre eux succombèrent à leurs blessures. Sur la place Kléber, deux hommes tombèrent, qui ne devaient plus sortir vivants des ambulances où ils furent transportés. Au faubourg de Saverne, quatre militaires furent tués par les éclats d'une bombe. Puis des femmes, des enfants blessés; des victimes partout.

Dans la nuit l'incendie, il est presque inutile de le dire, dévorait quelques maisons; c'était la triste histoire de tous les jours; mais la canonnade fut plus épouvantable que jamais. Du haut des remparts, les pièces de 24 et de 48 tonnaient avec un fracas terrible; non-seulement les vitres des fenêtres, mais les maisons tout entières tremblaient quand ces grosses pièces étaient déchargées. Ce formidable bruit se prolongeait comme un long roulement de tonnerre. On entendit la canonnade jusqu'à Colmar, dans le Haut-Rhin, jusqu'à Carlsruhe, dans le grand-duché de Bade, c'est-à-dire à quinze lieues de distance!

Pour les hommes valides, ce n'était rien que d'être tenus éveillés par cet infernal tapage; mais les malades, les blessés, les petits enfants, les vieillards, qui ont besoin de sommeil comme on a

besoin d'air, on devine de quel effet fut pour eux cette cruelle insomnie.

VENDREDI 16 SEPTEMBRE.

Journée triste, pendant laquelle s'entre-croisaient sans cesse les nouvelles affligeantes. M. d'Huart, chef d'escadron du 16e régiment d'artillerie-pontonniers, venait d'être frappé mortellement par un obus; M. de Beylié, sous-lieutenant de la garde mobile, frappé mortellement aussi par une balle ennemie. M. de Beylié était un tout jeune avocat attaché au parquet du procureur de Strasbourg ; il était petit-fils du général Dumoulin, dont la famille réside en partie dans la Bavière sous le nom de *Von der Mühl*. Un capitaine de la garde mobile, Georges Rudolf, était mort la veille des suites d'une blessure.

La Commission municipale voyait chaque jour s'accroître ses charges, et elle chercha à partager sa responsabilité en s'adjoignant quatre nouveaux membres choisis parmi la classe ouvrière. Le conseil des prud'hommes désigna quatre ouvriers, MM. Gustave Poynet de Puilhéry de Saint-Sauveur, Théodore Schweighæuser, Charles Lehr, Weber, agréés avec empressement par la Commis-

LA PORTE DE FRANCE (CITADELLE)



sion et par le général Uhrich, qui sanctionna leur nomination par un arrêté.

SAMEDI 17 SEPTEMBRE.

Cette nuit, comme la précédente, avait été bien tourmentée; le canon avait encore tonné sans interruption.

Deux incendies éclatèrent dans la Krutenau, toujours très-exposée à cause du voisinage de la Citadelle, mais on put se rendre promptement maître du feu. Au faubourg de Pierres, nouvel incendie. Hors ville, du côté de la porte d'Austerlitz et de la porte de l'Hôpital, les quelques maisons qu'on avait laissées debout venaient d'être entamées aussi par le canon de la place et furent bientôt en flammes.

Le feu avait donc sa proie quotidienne; la mort devait avoir la sienne. Un obus tomba sous le pont du faubourg National, où campaient quelques malheureux sans abri; cinq d'entre eux furent tués ou blessés. Sur la place Saint-Nicolas, un jeune garçon eut la jambe fracassée. Un pompier, père de famille, fut tué sur le coup par un obus qui l'atteignit en pleine poitrine au moment où il se précipitait vers les combles de l'hôtel de la pré-

fecture pour y éteindre un commencement d'incendie. Le corps des sapeurs-pompiers, en général, fit preuve, pendant toute la durée du siége, d'un grand courage et d'un grand dévouement; il a bien mérité de la ville de Strasbourg.

Un deuxième convoi d'émigrants s'était formé pour cette journée; 568 habitants quittèrent la ville sous les auspices du généreux peuple suisse.

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE.

Les travaux des assiégeants avançaient avec rapidité; des légions de travailleurs avaient achevé les parallèles avec une incroyable célérité; leurs batteries se rapprochaient chaque jour davantage des murs de la place, et la distance qui les en séparait était devenue si petite, que les soldats français qui occupaient les ouvrages avancés entendaient les officiers allemands donner des ordres dans les tranchées.

Il était impossible à l'artillerie de la place de déloger les assiégeants de leurs ouvrages; la plupart des batteries du rempart qui dominaient le côté du front d'attaque étaient démontées; on les remplaçait rapidement, mais une grêle de projec-

tiles venait aussitôt les mettre hors d'usage et blesser et tuer ceux qui les servaient. Quelques mortiers seuls pouvaient encore tirer. Les deux lunettes qui protégeaient ce front avaient dû être abandonnées; le terre-plein en avait été labouré à ce point que l'on n'y marchait qu'avec peine. Les batteries de brèche fonctionnaient avec activité; les bruits de l'imminence d'un assaut se répandaient en ville, et trouvaient un certain crédit, même parmi les officiers de la garnison.

Les quarante-quatre canons de l'artillerie badoise établis en batteries blindées à Kehl continuaient à bombarder la Citadelle, sur laquelle ils lançaient chacun un projectile par quart d'heure. Un officier posté dans le clocher de Kehl communiquait avec ces batteries au moyen d'un télégraphe, et leur indiquait les vices de leur tir qui étaient aussitôt corrigés. C'est ainsi que, l'un après l'autre, les bâtiments de la Citadelle purent être incendiés ou démolis. Dans la nuit du 19, une immense lueur se répandit sur tout le quartier voisin de la Citadelle; on croyait à l'autre bout de la ville à l'embrasement de rues entières. C'était le magasin de bois de construction de l'Arsenal qui était en flammes.

Du côté des faubourgs, un autre incendie avait éclaté, ou plutôt l'incendie continuait à faire des ravages, car le feu ne s'éteignait plus dans ces quartiers.

LUNDI 19 SEPTEMBRE.

Le nombre des personnes sans asile augmentait journellement ; tous les édifices disponibles étaient remplis par ces malheureux. Le général Uhrich fut obligé de demander à Mgr l'évêque l'autorisation de loger dans la Cathédrale une partie de la population sans abri. Voici la lettre par laquelle le prélat répondit à la demande du commandant supérieur de la place :

« Monsieur le Général,

« Vous me faites l'honneur de me prévenir que M. le lieutenant général de Werder fera dorénavant respecter notre belle Cathédrale par son artillerie, et vous me demandez en conséquence l'autorisation d'offrir ce monument pour asile à la partie de la population privée d'abri.

« Je ne puis qu'applaudir à vos sentiments d'humanité, Monsieur le Général, et je suis tout prêt à les seconder. Toutefois, je dois dire que la Cathédrale, quelque mutilée qu'elle soit, sert journellement au culte, et que le service religieux de la paroisse Saint-Laurent y continue sans interruption. Il sera donc nécessaire de concilier le double inté-

rêt de la religion et du malheur; et à mon avis, on le pourra facilement. On abandonnera aux indigents la chapelle Saint-Michel, isolée et commode; la chapelle Saint-André, le transsept de l'horloge, et, s'il est nécessaire, la chapelle de la Croix, le bas côté du sud et la haute nef, c'est-à-dire presque tout l'édifice. On ne réservera au culte que le bas côté de la chapelle Saint-Laurent et les sacristies, qu'on séparerait par une cloison en planches d'une certaine hauteur, capable de parer à tous les inconvénients.

« Je me permettrai aussi de vous prier, Monsieur le Général, de vouloir bien prescrire dans cette église, devenue l'asile du malheur, une surveillance active et constante, afin d'y assurer l'ordre, la moralité et, pendant les offices divins, le silence.

« Veuillez agréer, etc.

« † A. André, évêque de Strasbourg. »

Le lait, qui était devenu rare dès le commencement du siége, commençait à manquer à peu près complétement; les malades et les enfants souffraient beaucoup de la privation de cet aliment.

M. l'adjoint Zopff fit un appel à la population pour que chacun contribuât, dans la limite de ses moyens, à parer à ce nouveau mal. Voici en quels termes il s'adressa à la charité de ses concitoyens :

COMMUNE DE STRASBOURG.

« Aux habitants de Strasbourg,

« Une mortalité croissante règne depuis plusieurs jours parmi les enfants en bas âge et les vieillards. Les autorités médicales, auxquelles la municipalité s'est adressée pour en connaître la cause, ont émis l'avis qu'elle peut être attribuée en partie à la privation du lait, qui forme la base de la nourriture habituelle de certains malades.

« Dans les temps difficiles que nous traversons, il est du devoir de chacun de chercher à atténuer autant que possible les malheurs qui nous frappent. Nous espérons donc que nos concitoyens qui, depuis le commencement du blocus ont offert tous les jours des exemples d'héroïsme et d'abnégation patriotiques, uniques peut-être dans l'histoire, s'imposeront un nouveau sacrifice pour prix du salut de cette partie si intéressante de la population.

« Nous faisons appel aux personnes qui possèdent des vaches ou qui reçoivent encore leur ration habituelle de lait, pour les prier de vouloir bien réduire leur part de moitié et d'envoyer le surplus à la pharmacie la plus voisine, où ce lait sera délivré sur ordonnance des médecins.

« Strasbourg, le 19 septembre 1870.

« Pour l'administration,

« L'adjoint délégué, A. ZOPFF. »

L'appel fut entendu et bien des santés compromises furent rétablies. La mortalité des enfants avait été très-grande en général : les nouveau-nés surtout périrent en grand nombre. De cérémonie funèbre pour ces pauvres petits êtres, on n'en faisait point, et l'on voyait pendant la journée des hommes ou des femmes se diriger tristement vers le cimetière du Jardin botanique, portant une longue boîte jaune qui renfermait le corps de leur enfant.

Les enterrements des adultes se faisaient avec une triste simplicité aussi. Que de cercueils ont passé par les rues, sans suite, sans ecclésiastique, sans un ami! Deux personnes quelquefois, un enfant, une femme, et c'était tout le convoi. Les projectiles pleuvaient du côté du cimetière, situé près de la Citadelle, et la peur de leurs atteintes retenait souvent dans leurs demeures ceux qui par devoir auraient dû suivre les morts jusqu'à la tombe. Quelquefois pourtant on accompagnait un parent, un ami qui avait cessé de souffrir, et c'était alors un étrange spectacle que de voir ceux qui composaient ce cortége se diriger d'un pas précipité vers le champ du repos, se débander quand un projectile tombait et se réfugier dans les couloirs des maisons, pour éviter d'être frappés par les éclats. Puis cette inhumation au bruit du canon, ces larmes données à celui qu'on descendait dans la fosse pendant que les obus sifflaient dans les airs, quelle étrange solennité!

La journée, est-il besoin de le dire, ne s'écoula pas sans qu'il y eût des victimes. Deux pompiers furent tués, cinq autres blessés, pendant qu'ils faisaient leur devoir.

M. Edme Darcy, capitaine adjudant-major au 5e régiment d'artillerie, tomba frappé à mort par un obus. Et combien d'autres encore qu'on pourrait citer, femmes, enfants, que les obus fauchaient!

MARDI 20 SEPTEMBRE.

Le gouvernement provisoire de Paris avait nommé préfet du département du Bas-Rhin, M. Valentin, un Strasbourgeois, ancien officier, ancien représentant du Bas-Rhin à l'Assemblée législative. M. Valentin, pour aller occuper le poste auquel il avait été désigné, fit preuve d'un courage héroïque. Il avait tenté d'abord, mais vainement, de pénétrer à Strasbourg en traversant les lignes prussiennes du côté sud de la ville; il gagna ensuite Schiltigheim, où il resta pendant plusieurs jours, observant les habitudes des assiégeants; il remarqua un endroit mal gardé à un certain moment de la journée; il passa là la tranchée, se jeta à la nage dans un bras d'eau, atteignit l'autre rive, pendant que l'ennemi, qui avait eu l'éveil, lui envoyait une

grêle de balles, arriva sous les murs de la place et se constitua prisonnier. Il demanda ensuite à être conduit devant le général Uhrich, fut introduit, présenté au général, et, tirant de sa manche le journal le *Moniteur* qui contenait sa nomination, lui dit : « Je suis le préfet du Bas-Rhin. » Cela paraît presque une fable et pourtant l'histoire est vraie tout entière.

Le soir même, le préfet Valentin faisait afficher un extrait du *Journal officiel de la République française* contenant le décret de sa nomination, et adressait aux habitants la proclamation suivante:

« Habitants de Strasbourg, vaillants compatriotes !

« Le Corps législatif, dans sa séance du 4 septembre courant, a prononcé la déchéance de la dynastie des Bonaparte, qui, deux fois arrivée au pouvoir par de criminels attentats contre la représentation nationale, a trois fois, en un demi-siècle, attiré sur la France la honte et les désastres de l'invasion.

« La République a été proclamée, une Convention nationale est convoquée pour le 16 octobre prochain et les pouvoirs publics sont confiés dans l'intervalle à un gouvernement de la Défense nationale, composé des onze députés élus par la ca-

pitale et placé sous la présidence du général Trochu, soldat vigoureux, à l'intégrité et aux capacités duquel tous les partis, sans distinction, rendent depuis longtemps hommage.

« Une des premières sollicitudes du nouveau gouvernement s'est portée vers la patriotique Alsace, vers sa vaillante capitale, et il s'est préoccupé de lui faire directement parvenir, ainsi qu'à son héroïque garnison, les remercîments émus de la France, de la population de Paris et du gouvernement de la République.

« Il a choisi pour cette mission un fils de votre noble cité, auquel, à une époque antérieure, vous aviez, par un vote presque unanime, donné le mandat de vous représenter à l'Assemblée nationale, et qui est resté invariablement fidèle au drapeau sous lequel vous l'aviez élu.

« Il vient au milieu de vous s'associer à vos périls, partager vos privations, et tous ensemble nous lutterons jusqu'à la dernière extrémité pour conserver à la glorieuse patrie française un de ses plus nobles et de ses plus formidables boulevards.

« Confiance donc, bon espoir et *Vive la République !*

« Le Préfet du Bas-Rhin,

« Edmond Valentin. »

Le lendemain, le général Uhrich rendait l'arrêté suivant :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

6. DIVISION MILITAIRE. — ÉTAT-MAJOR.

« Vu l'état de siége,

« Nous, général de division, commandant supérieur de la 6e division militaire ;

« Vu notre arrêté en date du 15 septembre 1870;

« Vu le décret du gouvernement de la défense nationale, en date du 5 septembre 1870, qui nomme M. Edmond Valentin préfet du département du Bas-Rhin;

« Attendu que M. Edmond Valentin est arrivé à son poste le 20 du courant et est entré immédiatement en fonctions, déclarons que dès lors il n'y a plus lieu de maintenir les fonctions d'administrateur provisoire du département confiées à M. Bœrsch, conseiller général, fonctions qu'il a remplies avec un dévouement et un zèle dont nous nous faisons un devoir de lui exprimer notre satisfaction et nos remercîments ;

« Arrêtons ce qui suit :

« L'arrêté du 15 septembre 1870 est rapporté.

« Fait au quartier général à Strasbourg, le 21 septembre 1870.

« Le général de division, commandant supérieur de la 6e division militaire,

« UHRICH. »

Le matin même de l'arrivée du nouveau préfet, l'hôtel de la Préfecture, bombardé sans relâche depuis plusieurs jours, prenait feu et était détruit par les flammes. Encore quelques millions de dévorés! De tous côtés, le ciel semblait en feu vers le soir; de tous côtés affluaient vers les ambulances et les hôpitaux les blessés et les morts, et le fonctionnaire républicain a pu juger bien vite si les sentiments qu'il exprimait à la ville de Strasbourg au nom de la France étaient légitimes et si la résistance, au milieu de ces désastres, était en effet de l'héroïsme.

La population civile compta dans cette journée du 20 septembre douze victimes frappées à mort. Un des braves jeunes gens de la garde mobile, le sergent Alphonse Müller, tomba, atteint d'une balle qui le tua sur le coup, au moment où il relevait un poste en face du front d'attaque. C'était le fils de l'ancien jardinier en chef du Jardin botanique, et, par une triste coïncidence, il était né dans ce même enclos où maintenant il devait trouver le dernier repos. Quelle écrasante douleur pour ce père de voir une fosse engloutir son enfant à la place même où celui-ci avait essayé ses premiers pas!...

Le général Uhrich avait assisté à l'une des dernières séances de la Commission municipale, séance qui fut tenue en comité secret et dont le

procès-verbal, par conséquent, ne fut pas publié. Voulant reconnaître ce que le général faisait pour l'honneur de la cité, la Commission lui décerna le titre de citoyen de Strasbourg.

Deux jours après, le général Uhrich écrivait au maire une lettre dont voici la teneur :

« Strasbourg, le 20 septembre 1870.

« Monsieur le Maire,

« Dans sa séance du 18 de ce mois, à laquelle j'ai eu l'honneur d'assister, la Commission municipale a bien voulu m'accorder par acclamation le titre de citoyen de Strasbourg. Ce titre, qui m'honore, je viens vous en demander le brevet; ce sera un précieux gage qui sera transmis dans ma famille de génération en génération.

« Veuillez offrir tous mes remercîments à messieurs les membres de la Commission municipale et leur dire qu'ils m'ont fait le plus grand honneur que j'aie reçu dans ma longue carrière.

« Recevez, je vous prie, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« Le général commandant supérieur,

« Signé : Uhrich. »

MERCREDI 21 SEPTEMBRE.

Encore un brave enfant d'Alsace qui meurt au champ d'honneur. Fernand Helmstetter, lieutenant d'artillerie dans la garde mobile, pointait une pièce sur l'ennemi dans la lunette où il était de service ; un obus à balles fait explosion près de lui ; un éclat le frappe à la cuisse, une balle l'atteint en pleine figure, il tombe..., une secousse et c'était fini. Peut-être la vingtième victime de la journée !

La nuit fut bruyante. Entre onze heures et minuit surtout, la ligne entière des fortifications du côté nord de la ville tonna avec une vigueur extraordinaire, et en même temps on entendit une vive fusillade éclater sur deux ou trois points différents. Les assiégeants s'étaient approchés des murs en assez grande force pour tenter, paraît-il, une surprise. Les postes étaient doublés sur les ouvrages, les artilleurs étaient prêts comme s'ils avaient été prévenus de ces tentatives, et pendant toute une heure on se batailla avec acharnement, jusqu'à ce qu'enfin l'ennemi se fût retiré.

On n'a jamais su à Strasbourg quel était le résultat exact de ces combats nocturnes dont on en-

tendait presque journellement le bruit : l'autorité militaire n'a jamais publié de rapport sur les opérations qui s'exécutaient, et l'on était obligé de s'en tenir aux simples rumeurs ou aux récits souvent un peu chargés des soldats.

JEUDI 22 SEPTEMBRE.

Un des courageux élèves de l'École de santé militaire, Alexandre Bartholomot, paya ce jour-là son tribut à la patrie. Il alla rejoindre dans la tombe ceux de ses camarades qui, comme lui, avaient été frappés à leur poste d'honneur. La Commission municipale, dans une de ses dernières séances, avait déjà, par un vote unanime, décerné aux élèves médecins de l'École de Strasbourg les éloges que méritaient leur dévouement et leur zèle infatigables.

Dans les hôpitaux, dans les ambulances, aux avant-postes les plus dangereux, ces braves jeunes gens montraient une activité et un courage à toute épreuve ; ils sacrifiaient repos et santé pour que leurs chers malades ne vinssent à manquer d'aucun soin et pour que les défenseurs de la place que les projectiles ennemis atteignaient, ne fussent pas obligés de souffrir longtemps avant de recevoir les premiers soulagements.

Les membres du corps médical strasbourgeois présents à Strasbourg pendant le siége ont en général bien mérité de la cité. Un grand nombre de leurs collègues, partis pour les champs de bataille de Wissembourg et de Frœschwiller, n'avaient pu revenir. Ceux qui restaient dans la ville se partagèrent les diverses ambulances et les services des hôpitaux, et on leur doit certainement de n'avoir pas eu à déplorer la grande mortalité que l'on redoutait d'abord. Vers la fin, quelques cas de maladies épidémiques se présentèrent ; la variole, entre autres, fit des victimes parmi les personnes ayant fait un séjour prolongé dans les caves.

Ah! c'est encore un des côtés les plus douloureux et les plus dramatiques de ce siége désastreux que ces malades gémissants, que ces moribonds agonisants sous la voûte humide d'une cave. Quel triste moment pour les familles qui, tout entières réfugiées dans les caves, voyaient là, près d'elles, un des leurs souffrir et mourir, puis étaient forcées peut-être de rester à côté de ce mort, dans le sombre et lugubre souterrain !

VENDREDI 23 SEPTEMBRE.

Le grand-duc de Bade, qui se trouvait à Mundolsheim, au quartier général de l'armée assié-

geante, adressa au général Uhrich une lettre dont voici la copie textuelle :

« Monsieur,

« Comme bon voisin de l'Alsace et surtout de la ville de Strasbourg, dont les souffrances me causent bien de la peine, je viens vous adresser la parole et je vous prie d'attribuer cette démarche au besoin que j'éprouve de contribuer autant que possible à une prompte conclusion des maux d'une malheureuse population soumise aux lois de la guerre.

« Mon général, vous avez défendu avec vigueur la place qui vous a été confiée par votre gouvernement. L'opinion militaire de ceux qui vous assiégent rend complète justice à votre énergie et au courage avec lequel vous dirigez la défense de la forteresse.

« Vous savez, Monsieur, que la situation extérieure ne vous laisse plus rien à attendre de la part du gouvernement auquel vous étiez responsable ou de l'armée à laquelle vous appartenez.

« Permettez-moi donc de vous observer que la continuation d'une défense de la forteresse de Strasbourg n'aura pas d'autre résultat que d'agrandir les souffrances des malheureux citoyens de cette ville, et de vous prendre toute possibilité d'obtenir de bonnes conditions pour vous et pour votre

garnison, le jour où l'armée assiégeante prendra votre place par assaut.

« Vous connaissez l'état actuel des travaux du siége, et vous ne doutez pas un moment que la prise de Strasbourg est bien certaine, mais qu'elle coûtera cher à votre garnison, et que les suites pour la pauvre ville en seront bien plus funestes encore.

« Mon général, vous n'avez plus de gouvernement légal auquel vous êtes responsable; vous n'avez plus qu'une seule responsabilité, celle devant Dieu! Votre conscience, votre honneur sont libres. Vous avez bravement rempli votre devoir comme officier, dont l'honneur militaire est sans reproche.

« Monsieur, vous savez que le roi Guillaume a accordé les conditions les plus honorables aux officiers de l'armée française qui faisaient partie de la capitulation de Sedan. Je ne suis pas autorisé de vous faire espérer un pareil sort, car je ne vous adresse la parole que comme simple particulier, qui profite d'une position exceptionnelle pour essayer de faire le bien; mais je ne doute nullement de la grandeur et de la générosité du roi de Prusse vis-à-vis de chaque brave soldat.

« Mon général, veuillez écouter la voix d'un prince allemand qui combat pour la gloire de sa patrie, mais qui néanmoins connaît son devoir envers Dieu, devant lequel il n'y a qu'une vraie gloire, l'amour des frères.

« Je vous prie donc d'en finir avec ce terrible drame, et de profiter franchement de ce bon moment pour faire vous-même des propositions acceptables au général en chef de l'armée du siége devant Strasbourg, qui vous a souvent fait preuve de son bon vouloir.

« Frédéric,

« grand-duc de Bade. »

A cette lettre, le général Uhrich s'empressa de répondre ce qui suit :

« Monseigneur,

« C'est un bien grand honneur que m'a fait Votre Altesse Royale en m'écrivant cette lettre si noble, si sage, si pleine de philanthropie, que je viens de recevoir et qui restera dans ma famille comme un titre de gloire.

« Croyez qu'il me serait bien doux de pouvoir suivre vos conseils, et de faire cesser les souffrances de la population résignée et fière de Strasbourg; croyez qu'il m'en coûte beaucoup de résister à tout ce que vous me dites; nul plus que moi, Monseigneur, n'est si douloureusement impressionné par l'aspect des ruines qui m'environnent, par le spectacle de ces hommes inoffensifs, de ces femmes et de ces pauvres petits enfants qui tous sont frappés par les boulets et la mitraille.

« Mais, à côté de ces sentiments qu'il me faut comprimer, se dresse le devoir du soldat et du citoyen. Je sais que ma malheureuse patrie est dans une situation critique que je ne veux pas chercher à nier; je sais qu'elle n'a pas encore un gouvernement définitif, mais permettez-moi de le dire à Votre Altesse Royale, plus la France est malheureuse, plus elle a droit aux preuves d'amour et de dévouement de ses enfants. Et daigne Votre Altesse Royale croire à tout le regret que j'éprouve de me voir forcé de résister à mon penchant personnel et aux avis si remplis d'humanité qu'elle m'a fait l'honneur de me donner. Qu'elle daigne croire que je n'ai pas la prétention de faire parler de moi, mais que je suis simplement un soldat qui obéit aux lois militaires de son pays.

« Général Uhrich. »

Trouverait-on aisément des paroles plus nobles et plus dignes, des sentiments plus élevés, un caractère plus loyal et plus honnête?

Les meilleurs, les plus aimés des officiers s'en allaient, l'un après l'autre, grossir le nombre de ceux qui étaient tombés en défendant Strasbourg. Le chef de bataillon à l'état-major du génie, Ambroise Ducrot, frère du général Ducrot, fut frappé à la Citadelle par un obus qui le foudroya au mo-

ment où il donnait des ordres pour l'exécution de quelques travaux confiés à la garde mobile. Le commandant Ducrot avait été l'âme de la défense de la Citadelle.

On emporte le corps du brave officier, et la garde mobile continue à travailler au milieu des projectiles qui sifflent de tous côtés. A la place même où le commandant Ducrot venait de tomber, un jeune officier de la garde mobile, Edmond Matthiss, tombait quelques instants après pour ne plus se relever. Les francs-tireurs aussi furent obligés de serrer leurs rangs, dans lesquels, ce jour-là, la mort avait fait des vides.

Le bombardement ne s'arrêtait pas un instant; les obus sifflaient, éclataient sans relâche. Les rues étaient à peu près vides, les grandes places désertes; ceux qui étaient obligés de sortir se glissaient le long des maisons et se jetaient dix fois dans les couloirs, dans un trajet de cinq minutes, pour éviter d'être tués par les projectiles qui tombaient de tous côtés. Les nuits devenaient plus froides; les heures ne sonnaient plus aux horloges des églises depuis plusieurs semaines et le temps semblait ne plus s'écouler. Plus que jamais on faisait bonne garde devant les maisons et l'active surveillance exercée par les citoyens ne se ralentit pas un instant. Pendant toute la nuit on entendait retentir le cri : *Rien de nouveau!* poussé par tous les veilleurs d'un quartier chaque fois qu'un obus tombait

dans le voisinage. Et si le projectile menaçait de causer un incendie, un signal spécial répondait à ce cri, et l'on accourait de toutes parts pour porter secours.

Une certaine rumeur circulait depuis quelques jours dans la population au sujet des séances secrètes de la Commission municipale ; on disait que dans la séance du 18, entre autres, il avait été question, en présence du général Uhrich, de la situation militaire de la place et de la durée encore possible de la résistance. Un avis du maire, président de la Commission, donna à entendre que ces rumeurs étaient fondées et que la situation n'était pas tout à fait favorable. Le maire disait, en effet, que certaines délibérations ne pouvaient être publiées, parce que les détails qu'elles renferment pourraient répandre des inquiétudes dans le public et fournir des renseignements à l'ennemi. Voici, du reste, l'avis tout entier :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

AVIS.

« Les séances de la Commission municipale ont un double caractère ; elles sont remplies en partie seulement par des discussions et des votes qui peuvent sans inconvénient être livrés à la publicité.

« Les procès-verbaux qui en sont dressés sont inscrits dans les journaux. On comprend toutefois

qu'il existe des délibérations qui ne sont pas de nature à recevoir la même publicité.

« Les détails qu'elles renferment pourraient *répandre dans le public des inquiétudes* ou donner lieu à des interprétations erronées, *fournir même à l'ennemi des renseignements sur notre situation.* Cette partie des travaux de la Commission a toujours été considérée comme confidentielle.

« L'administration municipale croit devoir fournir ces explications en réponse aux critiques qui ont été dirigées contre les derniers procès-verbaux, dont la concision a fait supposer que la Commission ne tenait que des séances peu occupées.

« Pendant les derniers jours, la Commission a, au contraire, été pour ainsi dire en permanence.

« Strasbourg, le 23 septembre 1870.

« Le maire, signé Küss. »

Mais il n'est si grand secret qui ne soit dévoilé quelque peu, et l'on pouvait affirmer avec une certaine assurance, sans avoir assisté aux délibérations de la Commission, que la question de la reddition y avait été examinée et que les déclarations du général avaient fait acquérir la conviction qu'une longue résistance n'était plus possible.

SAMEDI 24 SEPTEMBRE.

La nuit fut encore bien triste et bien funeste. La dernière maison qui restait au faubourg de Pierres, du côté du quai Finckmatt, avait pris feu et les flammes l'avaient dévorée. Toute la rangée de constructions, depuis la porte jusqu'au canal, n'était donc plus qu'un amas de ruines. Les obus, qui tombaient par centaines sur ce faubourg, y avaient tué et blessé pendant cette nuit plusieurs habitants.

Au faubourg National, un projectile avait enfoncé une muraille ; celle-ci en s'écroulant écrasa un enfant dans son lit et blessa affreusement un homme, qui expira à l'ambulance où il fut transporté.

Dans la matinée du 24, la garde mobile perdait encore un de ses officiers, Émile Verenet, lieutenant de l'artillerie. Brave et digne jeune homme, enfant unique, adoré, il tomba frappé par un obus. Ses soldats le chérissaient, ils pleurèrent sur sa tombe. Deux de ses amis écrivaient le lendemain au *Courrier du Bas-Rhin* quelques lignes émues où ils disaient adieu à ce camarade aimé. Qu'on lise

cette lettre touchante, suprême adieu de deux cœurs déchirés :

« Monsieur le rédacteur,

« La mort a frappé un brave officier de la garde mobile, notre ami, et son corps vient d'être rendu à la terre. Il est tombé à la fleur de l'âge en défendant sa patrie; il est tombé comme un brave soldat. Honneur à lui! honneur à sa famille!

« Il y a trois ans que nous connaissons Émile Verenet; nous avons vécu autour de lui, auprès de lui; nous avons pénétré dans son intimité : toujours et partout nous avons rencontré l'homme du devoir. Parfaitement élevé, orné de talents et de grâces, il possédait une âme distinguée, esprit et cœur en harmonie complète.

. . . .

« Mais son pays le réclame : le voilà sur les remparts. Son courage, son calme, sa douceur captivent, entraînent ses soldats. Ils l'aiment, ils le désignent comme *le meilleur de tous*. Nous les avons vus hier pleurer sur son cercueil, et ce fut une scène déchirante. L'un d'eux (c'était son ordonnance) s'agenouilla, et l'embrassa avec toute l'énergie d'un dernier adieu : « Bonsoir, mon lieu-« tenant, lui dit-il naïvement, au revoir! »

« Voilà l'amour de ses soldats! Quel ne devait pas être l'amour de ses parents? C'était le seul enfant, la seule joie, tout le bonheur présent, toute

l'espérance de l'avenir de ce père et de cette mère désolés !... Hélas ! pourquoi les plus belles choses ont-elles le pire destin?

« Pauvre famille! Vous reste-t-il une consolation !... Oh oui! Vous êtes chrétiens, gardez le mot béni de ce soldat : *Au revoir !*

« Au revoir! Pour vous, pour nous, c'est la suprême consolation!

« Deux Amis. »

Et chaque jour, à chaque heure, un fils, un ami bien-aimé était arraché ainsi du milieu des siens. Combien de mères pleureront quand, après cette lutte fatale entre l'Allemagne et la France, on dira : « Voici quels sont les morts.... »

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE.

La nuit fut terrible. Plus dangereuses encore que les obus, les bombes, qui d'abord n'atteignaient que les remparts et les premières maisons des faubourgs, parvenaient maintenant jusqu'au centre de la ville et causaient d'énormes dégâts. Elles enfonçaient les toits, traversaient tous les étages et faisaient explosion en touchant le sol; il y en eut qui pénétrèrent jusque dans les caves.

Ces projectiles pulvérisaient tout ce qu'ils rencontraient sur leur passage, et leurs éclats même avaient assez de force pour renverser des murs, pour démolir des toitures entières. On les entendait arriver avec un ronflement sinistre ; on les voyait s'élever lentement dans les airs avec leur traînée de feu ; tout à coup ils tombaient comme l'éclair sur les bâtiments qu'ils effondraient et dévastaient en éclatant avec un fracas épouvantable.

La journée du 25 s'écoula comme les autres journées, incidentée d'accidents et de malheurs.

LUNDI 26 SEPTEMBRE.

La nuit avait été un peu calme d'abord, mais elle devint bientôt plus bruyante que toutes les autres.

Vers deux heures du matin, la terreur régna dans la ville. Sur toute la ligne des fortifications, depuis la porte des Pêcheurs jusqu'à la porte Nationale, c'est-à-dire sur une étendue comprenant plus de la moitié de l'enceinte de la place, retentissait le bruit d'une véritable bataille. La fusillade, les canons, la mitraille faisaient rage, et l'on crut que les assiégeants tentaient l'assaut. Avec quelques rares intervalles, l'effrayant bruit continua

jusqu'à quatre heures, puis il s'éteignit insensiblement. D'un côté on avait tiré du haut des fortifications sur les pionniers prussiens qui travaillaient, protégés par de forts gabions, tout près des ouvrages de la place; sur plusieurs autres points, on avait repoussé des détachements considérables qui tentaient quelque surprise ou faisaient de fausses démonstrations pour détourner l'attention des assiégés du front d'attaque. La nuit n'avait pas permis d'évaluer les pertes des assaillants; mais elles devaient être sensibles, à en juger par la violence de l'engagement.

Toujours des victimes dans le corps d'officiers de la garde mobile. M. Royer, capitaine dans l'artillerie, — encore un Strasbourgeois, — fut atteint dans la matinée par des éclats d'obus et succomba quelques heures après à ses blessures. C'était le capitaine du lieutenant Verenet, tué au même endroit deux jours auparavant. Le capitaine Royer, étrange pressentiment, avait dit à ses soldats : Verenet est mort hier; demain ce sera mon tour à cette même place.

Vers le soir, les bombes passaient sur la ville entière et allaient tomber sur les quartiers les plus éloignés. L'un de ces projectiles défonça une maison de la rue du Bain-aux-Plantes et y fit quatre victimes. Près du quartier de Saverne, deux bombes arrivèrent à court intervalle et, tombant dans une maison remplie d'habitants, y firent dix-huit

victimes. Six morts et douze blessés! Et d'autres malheurs encore, de tous côtés, à toute heure.

MARDI 27 SEPTEMBRE.

C'était le quarante-sixième jour.... Il y avait alors près de huit mille habitants ruinés par le bombardement, vivant la plupart de la charité publique, réfugiés dans les églises, dans les écoles, dans des trous creusés au bas des remparts, dans des huttes en planches adossées contre les quais, sur le chemin de halage. Il y avait cinq cents maisons incendiées, écroulées, dévastées.

Les plus belles rues, les quartiers les plus populeux, les faubourgs, les édifices publics : ruines. Les trésors d'art, les collections scientifiques, des chefs-d'œuvre et des merveilles : poussière. Sur de vastes étendues, des monceaux de décombres, des pierres entassées, des poutres noircies, du fer tordu, des débris, des miettes : pêle-mêle horrible.

Devant la ville, les promenades ravagées, les ponts détruits, les routes effondrées et les traces de l'incendie; la belle nature dégradée, l'herbe et les feuilles jaunies, la fleur écrasée; de la boue, des troncs d'arbres renversés, des entrelacements de branches sèches, des ruines.

Strasbourg, une ville en désolation; sa population, souffrant toutes les tortures, décimée chaque jour; près de trois cents habitants, hommes, femmes, enfants, morts de blessures cruelles, sinon foudroyés du coup; près de deux mille habitants blessés, mutilés, sur le lit de douleur.

La garnison, résignée, héroïque, chaque jour amoindrie; près de sept cents soldats couchés sous la terre, l'un près de l'autre, tous tombés en défendant la patrie.

Dans chaque famille, un parent, un ami qu'on pleure; dans les caves, des femmes, des enfants, pâles, affaiblis par les soucis et les larmes; puis les malades qui ne trouvent plus de sommeil, puis des raisons qui s'égarent sous l'effet de la terreur; puis des morts qui sont jetés dans la fosse sans qu'un ami les accompagne; puis dans l'air, partout, un bruit épouvantable, un craquement sinistre, un fracas sans fin; puis des cris d'effroi, puis des cris de souffrance; puis toujours des morts et des ruines....

Il y avait alors tout cela, oui, et ce n'est pas tout encore.

Les vieilles murailles de la vieille forteresse, tout abîmées; les remparts labourés, méconnaissables, amas informe; et là-dessus, des soldats, moissonnés à tout instant; aussitôt remplacés, moissonnés encore; les bouches d'airain, les

gueules de bronze, brisées, muettes; et là-bas, ce mur écroulé, ce vide immense, la brèche!

Devant ces remparts, cinquante mille soldats qui veulent être derrière ces remparts, et qui y viendront dans peu de jours, demain, ce soir, peut-être, marchant sur le pont formé par les cadavres, au bruit du canon, de la mitraille et de la fusillade.

Oui, il y avait tout cela, car tout cela c'est la guerre....

On en était donc au quarante-sixième jour; on n'espérait plus, on ne pouvait plus avoir d'illusions, et l'on se contentait d'attendre avec résignation. Quoi? on l'ignorait soi-même.

Les obus sifflèrent encore pendant toute la journée, exerçant leurs ravages, et chaque heure sonnait pour quelque nouveau désastre.

Vers cinq heures du soir, morne silence tout à coup suivi d'un grand bruit dans la rue. On court, on s'interroge, on s'agite; tous les regards se dirigent sur un seul point : Un drapeau blanc flotte sur la Cathédrale!

On croit avoir mal vu, on regarde encore. Non, ce n'est pas une erreur. On dit que c'est un drapeau indiquant qu'il y a des malades, des blessés dans la Cathédrale; que c'est pour éviter que les assiégeants visent encore cet édifice. Mais alors la toile blanche serait ornée de la croix

rouge, et cette croix ne s'y trouve point. Et l'on ne tire plus [1] !

1. L'artillerie prussienne avait mis en batterie huit sortes de pièces d'artillerie; l'artillerie badoise en avait mis quatre, 241 pièces en tout ont été employées au bombardement de Strasbourg : 30 pièces longues, rayées, de 24; 12 pièces courtes, rayées, de 24 ; 64 pièces rayées, de 12; 20 pièces rayées de 6; 2 mortiers rayés mesurant 21 centimètres; 19 mortiers de 50; 20 mortiers de 25 ; 30 mortiers lisses, de 30 ; pour le bombardement de la Citadelle, les Badois employaient 4 mortiers de 25; 8 mortiers de 60; 16 pièces rayées de 12 ; 16 pièces rayées de 24.

Ces 241 bouches à feu ont lancé en tout 193 722 projectiles, dont 162 600 par l'artillerie prussienne, qui avait 197 pièces, et 31 122 par l'artillerie badoise, qui avait 44 pièces :

28 000 obus ont été lancés par les longues pièces de 24 ;
45 000 par les pièces courtes de 24;
8000 par les pièces de 6;
5000 shrapnell (obus à balles) par les pièces rayées de 24;
11 000 shrapnell par les pièces rayées de 12;
4000 shrapnell par les pièces rayées de 6 ;
3000 obus longs par les pièces de 15 centimètres ;
600 obus longs par les mortiers de 21 centimètres;
15000 bombes de 50 livres;
20 0 0 bombes de 25 livres ;
23 000 bombes de 7 livres, par les mortiers lisses.

Le poids des projectiles n'est pas désigné d'après la pesanteur du fer dont ils sont formés, mais d'après la pesanteur d'un projectile en pierre, du même calibre. Ainsi le poids des bombes désignées bombes de 7, de 25, de 60 livres peut atteindre jusqu'à 180 livres. Ainsi des obus et autres projectiles.

Le bombardement régulier a duré 31 jours complets; en établissant une moyenne sur les 193 722 projectiles lancés en ville, cela fait par jour 6249 projectiles, par heure 259, par minute entre 4 et 5.

Ce serait donc un armistice? ..

La foule s'assemble, le mouvement dans les rues est extraordinaire; il y a une fermentation violente dans tous les cœurs. On veut des nouvelles certaines.

Quelqu'un hasarde une supposition : Serait-ce la reddition de la ville? On crie, on insulte le téméraire. Jamais! résistance jusqu'à la dernière extrémité! Un capitaine d'artillerie traverse la place Gutenberg; la foule l'entoure. On a rendu la place! crie-t-on de toutes parts. — Allons donc, répond le capitaine, rendre la place, je compte bien mourir avant...!

On se presse devant l'Hôtel du Commerce, où siége la municipalité; on demande le Maire, les adjoints, on interroge les officiers du poste de la garde nationale. Personne ne sait la vérité.

Voici le Maire qui arrive; il paraît triste, il ne répond pas aux cent voix qui le questionnent; il passe à travers la cohue et entre rapidement à l'hôtel du Commerce sans avoir pu parler. Une vive émotion le domine.

L'agitation augmente, la foule s'accroît à chaque instant; on aperçoit des membres de la Commission municipale, des officiers supérieurs; on se précipite vers eux et l'on apprend que le Conseil de défense de la place ayant reconnu à l'unanimité l'impossibilité d'une plus longue résistance,

est en voie de capituler avec le général commandant les troupes assiégeantes.

Il y eut quelque chose comme une révolution à la suite de cette nouvelle; des groupes se forment, parcourent les rues en chantant la *Marseillaise*, ou se précipitent au quartier général, demandant des explications, menaçant de faire du désordre dans la nuit. Les francs-tireurs surtout sont exaspérés; l'un d'eux tire un coup de feu en l'air. On craint quelque démonstration; les tambours de la garde nationale battent le rappel; les bataillons se forment et circulent pour maintenir la tranquillité.

L'effervescence pourtant se calme et la nuit se passe sans incident. La première nuit depuis bien longtemps sans canonnade, sans incendie, sans désastre. Mais on ne dormit pas, on le devine, car les esprits étaient enfiévrés. Avoir tant souffert, tant patienté pour en arriver là! Mais l'honneur au moins était sauf.

Pendant ce temps, la capitulation s'élaborait. Le général Uhrich avait écrit au général de Werder qu'il était disposé à entrer en négociation avec lui, et qu'il remettait à sa discrétion la garnison de la place; pour les habitants, qui avaient tant souffert, il demandait les faveurs les plus larges. Le général de Werder répondit que deux officiers allemands attendraient à Kœnigshoffen deux

officiers français, auxquels le général Uhrich voudrait bien remettre ses pouvoirs pour traiter de la capitulation ; quant aux habitants, il promettait de les traiter avec la plus grande douceur. Le général Uhrich désigna, pour négocier la reddition de Strasbourg, le colonel Ducasse, qui, depuis plusieurs années, commandait la place de Strasbourg, et le lieutenant-colonel Mangin, qui avait commandé l'artillerie pendant le siége, deux braves officiers dont le concours avait été fort précieux à la défense de la forteresse.

A deux heures du matin la capitulation était rédigée et signée. Voici le texte exact de ce document qui appartient désormais à l'histoire :

CONVENTION

RELATIVE A LA CAPITULATION CONCLUE A KOENIGSHOFFEN, A DEUX HEURES DU MATIN, LE 28 SEPTEMBRE 1870.

« Le comte de Werder, lieutenant général de S. M. le roi de Prusse, commandant de l'armée assiégeante de Strasbourg, ayant été requis, par M. le général de division français Uhrich, gouverneur de Strasbourg, de faire cesser les hostilités contre la place, est convenu avec lui de conclure la capitulation dont les termes suivent, en consi-

dération de la défense honorable et courageuse de cette place de guerre.

« Art. 1er. Le 28 septembre 1870, à 8 heures du matin, M. le général de division Uhrich évacuera la Citadelle, la porte d'Austerlitz, la porte Nationale, celle des Pêcheurs. En même temps, ces divers points seront occupés par les troupes allemandes.

« Art. 2. Le même jour, à 11 heures, la garnison française et la garde mobile quitteront la place par la porte Nationale, se placeront entre la lunette 44 et le réduit 37, et déposeront les armes.

« Art. 3. Les troupes de ligne et la garde mobile seront prisonnières de guerre et se mettront immédiatement en marche avec leurs bagages. Les gardes nationaux et les francs-tireurs resteront libres au moyen d'un revers (déclaration écrite de ne pas servir pendant la guerre); ils devront déposer les armes à la Mairie avant 11 heures du matin. A la même heure, les listes nominatives des officiers de ces troupes devront être remises à M. le général de Werder.

« Art. 4. Les officiers et les fonctionnaires ayant rang d'officier, de tous les corps de troupes de l'armée française, pourront se rendre à la résidence qu'ils choisiront, à charge de fournir un revers dont la formule est annexée au présent document. Les officiers qui refuseront de signer ce revers seront conduits en Allemagne, avec la gar-



LA PORTE NATIONALE

nison, comme prisonniers de guerre. Tous les médecins militaires français conserveront leurs fonctions jusqu'à nouvel ordre.

« Art. 5. M. le général de division Uhrich s'engage, dès que les armes auront été déposées, à remettre tous effets militaires, caisses du trésor, etc., par l'intermédiaire des agents que cette remise concerne, aux fonctionnaires allemands, dans la forme usitée.

« Les officiers et fonctionnaires qui, des deux côtés, seront chargés de cette mission, se trouveront, le 28 septembre, à midi, sur la place du Broglie, à Strasbourg.

« La présente capitulation a été rédigée et signée par les fondés de pouvoir suivants : du côté allemand, le lieutenant-colonel Leczinsky, chef de l'état-major de l'armée de siége; le capitaine et aide de camp comte Henckel de Donnersmarck ; du côté français, le colonel Ducasse, commandant de Strasbourg, et le lieutenant-colonel Mangin, sous-directeur d'artillerie.

« Lu, approuvé et signé :

« L. Mangin, Ducasse, Henckel de Donnersmarck, Leczinsky.

« Le secrétaire, baron de Laroche.

« Pour copie conforme :

« Le général commandant supérieur,

« Uhrich. »

MERCREDI 28 SEPTEMBRE.

Le 28 septembre, de grand matin, le général Uhrich faisait afficher la proclamation suivante :

« Habitants de Strasbourg !

« Ayant reconnu aujourd'hui que la défense de la place de Strasbourg n'est plus possible, et le Conseil de défense ayant unanimement partagé mon avis, j'ai dû recourir à la triste nécessité d'entrer en négociations avec le général commandant l'armée assiégeante.

« Votre mâle attitude pendant ces longs jours de douloureuses épreuves m'a permis de retarder jusqu'à la dernière limite la chute de votre cité. L'honneur civil, l'honneur militaire sont saufs, grâce à vous, merci !

« Merci à vous aussi, préfet du Bas-Rhin et magistrats municipaux, qui par votre énergie et par votre union m'avez prêté un concours si précieux, qui avez su venir en aide à la population malheureuse et maintenir haut son attachement à notre patrie commune.

« Merci à vous, chefs militaires et soldats, à vous surtout, membres de mon Conseil de défense,

qui avez toujours été si unis de vues, si énergiques, si dévoués à la grande mission que nous avions à accomplir; qui m'avez soutenu dans les instants d'hésitation que faisaient naître la lourde responsabilité qui pesait sur moi et l'aspect des malheurs publics qui m'environnaient.

« Merci à vous, représentants de notre armée de mer, qui avez su faire oublier votre petit nombre par l'énergie de votre action; merci enfin à vous, enfants de l'Alsace; à vous, gardes nationaux mobiles; à vous, francs-tireurs et compagnie franche; à vous aussi, artillerie de la garde nationale sédentaire, qui avez si noblement payé le tribut du sang à notre grande cause aujourd'hui perdue; et à vous, douaniers, qui avez aussi donné des preuves de courage et de dévouement.

« Je dois les mêmes remercîments à l'intendance pour le zèle avec lequel elle a su parer aux exigences d'une situation difficile, tant pour le service hospitalier que pour celui des vivres.

« Où trouverai-je des expressions suffisantes pour dire à quel point je suis reconnaissant envers les médecins civils et militaires qui se sont consacrés aux soins de nos blessés et de nos malades militaires, envers ces nobles jeunes gens de l'École de médecine, qui ont accepté avec tant d'enthousiasme le poste périlleux des ambulances dans les ouvrages avancés et aux portes?

« Comment remercier assez les personnes cha-

ritables, les maisons religieuses, les établissements publics qui ont ouvert des asiles à nos blessés, qui les ont entourés de soins si touchants et qui en ont arraché beaucoup à la mort?

« Je conserverai jusqu'à mon dernier jour le souvenir des deux mois qui viennent de s'écouler, et le sentiment de gratitude et d'admiration que vous m'avez inspiré ne s'éteindra qu'avec ma vie.

« De votre côté, souvenez-vous sans amertume de votre vieux général, qui aurait été si heureux de vous épargner les malheurs, les souffrances et les dangers qui vous ont frappés, mais qui a dû fermer son cœur à ce sentiment, pour ne voir devant lui que le devoir, la patrie en deuil de ses enfants.

« Fermons les yeux, si nous le pouvons, sur le triste et douloureux présent et tournons-les vers l'avenir; là nous trouverons le soutien des malheureux : l'espérance !

« Vive la France à jamais !

« Fait au quartier général, le 27 septembre 1870.

« Le général de division, commandant supérieur de la sixième division militaire,

« Uhrich. »

Le maire de Strasbourg adressait en même

temps à la population une proclamation dont voici les termes :

« Chers concitoyens,

« Après une résistance héroïque et qui dans les fastes militaires ne compte que de rares exemples, le digne général qui a commandé la place de Strasbourg vient, d'accord avec son Conseil de défense, de conclure avec le commandant de l'armée assiégeante une convention pour la reddition de la place.

« Cédant aux dures nécessités de la guerre, le général a dû prendre cette détermination en présence de l'existence de deux brèches, de l'imminence d'un assaut qui nous eût été fatal, des pertes irréparables subies par la garnison et par ses vaillants chefs. La place n'était plus tenable ; il est entré en pourparlers pour capituler.

« Sa détermination, écartant une loi martiale qui livre une place prise d'assaut aux plus rudes traitements, vaut à la ville de Strasbourg de ne pas payer de contributions de guerre et d'être traitée avec douceur.

« A onze heures, la garnison sortira avec les honneurs militaires, et aujourd'hui l'armée allemande occupera la ville.

« Vous qui avez supporté avec patience et résignation les horreurs du bombardement, évitez

toute démonstration hostile à l'encontre du corps d'armée qui va entrer dans nos murs !

« Rappelez-vous que le moindre acte agressif empirerait notre situation et attirerait sur la population entière de terribles représailles. La loi de la guerre dit que *toute maison d'où il aurait été tiré un coup de feu sera rasée et ses habitants passés au fil de l'épée*. Que chacun s'en souvienne, et s'il était parmi vous des hommes assez oublieux de ce qu'ils doivent à leurs concitoyens pour méditer d'impuissantes tentatives de résistance, empêchez-les d'y donner suite. L'heure de la résistance est passée. Résignons-nous à subir ce qui n'a pu être évité.

« Vous, chers concitoyens, qui durant ce long siége avez déployé une patience, une énergie que l'histoire admirera, restez dignes de vous-mêmes à cette heure douloureuse.

« Vous tenez dans vos mains le sort de Strasbourg et le vôtre. Ne l'oubliez pas !

« Strasbourg, le 28 septembre 1870.

« Le maire,

« Küss. »

La garnison se disposait déjà au départ ; les bataillons, les compagnies étaient formés ; les clairons sonnèrent, les tambours battirent, et on se

mit en marche vers le faubourg National. Mais, en traversant les rues, par quels cris et quelles acclamations ne furent-ils pas accueillis, tous ces braves défenseurs de Strasbourg ? Quelle émotion sur tous les visages, que de larmes quand on vit passer pour la dernière fois ces vaillants soldats qui venaient de lutter avec tant d'héroïsme ! L'accablement et la douleur se lisaient dans leurs traits. Avoir tant de fois exposé sa vie, avoir bravé la mort en face pendant des journées, pendant des semaines et des mois ; avoir résisté à toutes les fatigues, et aboutir ensuite à la captivité ! Il y avait de quoi briser leurs cœurs.

Si l'on n'avait écouté que leur ardeur, que leur dévouement, que leur ferme résolution, on aurait résisté encore. Mais le général Uhrich avait écouté la voix de l'humanité ; il savait que la résistance était vaine désormais, que tout le sang versé coulerait sans profit ; il ne voulait pas prolonger les souffrances d'une population malheureuse, en partie ruinée. Il avait écouté la raison aussi, car il avait vu que les remparts ne pouvaient plus être défendus ; il voulait éviter à la ville et à ses soldats les terribles conséquences de l'assaut, et, prenant conseil de son cœur, de sa conscience, de son devoir tout à la fois, il dit : « C'est assez. »

Les soldats brisèrent leurs armes, les jetèrent à l'eau, les lancèrent contre les pavés, et se diri-

gèrent, vivement surexcités, vers le lieu du rendez-vous. Artilleurs, pontonniers, marins, chasseurs, infanterie de ligne, cavalerie, turcos, zouaves, gendarmes, douaniers, gardes mobiles, francs-tireurs, officiers, soldats, enfants de troupe, tous se pressaient dans un pêle-mêle indescriptible. La foule les entourait, silencieuse et triste : c'était une séparation si cruelle ! Comme le danger qu'on partage rapproche pourtant les hommes ! On était des étrangers l'un pour l'autre ; vient un péril commun, et l'on est presque frère. On sentait s'en aller des amis, une partie de soi-même avec ces pauvres prisonniers.

Tout à coup leur longue colonne s'ébranle : un dernier regard, une dernière poignée de main, une larme à la hâte, et.... adieu !

Puis on entendit subitement des pas lourds et cadencés, des tambours, des fifres et une musique jouant une marche militaire. C'étaient les troupes allemandes qui entraient à Strasbourg.

APPENDICE.

RAPPORT OFFICIEL DU GÉNÉRAL UHRICH

SUR LA

CAPITULATION DE STRASBOURG.

Monsieur le Ministre,

Depuis quelque temps déjà les dépêches que j'ai eu l'honneur de vous adresser ont dû vous faire pressentir que la situation de la place de Strasbourg devenait de plus en plus critique.

Dans les derniers jours du siége, la citadelle, entièrement démolie, n'existait pour ainsi dire plus. Ses portes étaient abattues, ses bâtiments brûlés ; sa garnison ne pouvait trouver à s'abriter que dans des casemates insuffisantes et dont les projectiles brisaient souvent les masques.

La ville, en partie incendiée ou démolie par les obus lancés de batteries établies à 3000 mètres et même à 3500 metres, avait éprouvé des dégâts énormes et d'une nature inconnue jusqu'à ce jour

comme les projectiles inusités dans les guerres précédentes et que l'armée prussienne de siége avait employés contre la place.

Notre artillerie était réduite au silence. Dès qu'une bouche à feu était mise en batterie et placée dans une embrasure, elle se trouvait à l'instant mise hors de service ou démontée.

Lors de l'incendie de l'arsenal, trente-cinq mille fusées percutantes avaient sauté, précisément à l'époque du siége où elles eussent été le plus utilement employées. C'était à peu près tout ce que nous possédions en munitions de ce genre ; j'ai bien fait confectionner par l'artillerie des fusées en bois, mais leur efficacité était presque nulle.

Les défenseurs ne pouvaient montrer un instant leurs têtes au-dessus de l'épaulement sans être atteints par des obus à balles, par des boulets creux, par des bombes et par des coups de mitraille tombant au milieu d'eux.

Les ouvrages extérieurs n'étant plus tenables puisqu'ils avaient été labourés, puis rasés par les projectiles, j'ai dû ordonner successivement l'évacuation de cinq d'entre eux, les lunettes cotées 44, 52, 53, 54 et 55. L'ennemi n'a occupé que deux de ces ouvrages, les lunettes 52 et 53, d'où il est parti pour cheminer dans les caponnières et arriver à couronner le chemin couvert de l'ouvrage 51.

Après ces travaux, l'assiégeant a pu battre en

brèche les bastions 11 et 12. Il l'a fait avec une artillerie d'un puissant calibre. En quarante-huit heures la première de ces brèches était praticable. Encore trois ou quatre heures de feu, et la seconde l'était également.

Le passage du fossé avait été préparé au moyen d'énormes tonneaux de brasseur pris à Schiltigheim, reliés entre eux par des madriers formant des radeaux aussi solides que faciles à manœuvrer.

Rien ne saurait donner une idée de la rapidité avec laquelle ces derniers travaux avaient été effectués.

Le terre-plein des bastions 11 et 12 (sans cesse labouré, sillonné par des projectiles de toutes espèces, principalement par des obus dont chacun contenait 470 balles) n'était plus tenable. Les défenseurs de la brèche n'avaient plus d'abri ; la rue du rempart, foudroyée nuit et jour par l'artillerie ennemie, était trop étroite pour leur donner un asile même momentané.

Les casernes étaient brûlées; la place n'avait à l'intérieur aucune casemate, et pour s'abriter d'une manière fort insuffisante les troupes durent couper les arbres des remparts, s'en faire des blindages sous lesquels ils cherchaient un refuge très-inefficace.

Tel était, Monsieur le Ministre, l'état des choses à Strasbourg, lorsque le 27 septembre, à deux heures et demie de l'après-midi, je fus prévenu par

le directeur des fortifications et par le chef du génie que l'une des deux brèches était praticable, que l'autre allait le devenir, et que les travaux de l'ennemi s'exécutaient avec une telle rapidité qu'à coup sûr l'assaut pouvait être donné d'un instant à l'autre.

Je crus devoir rassembler aussitôt le conseil de défense et lui exposer la situation. La discussion s'ouvrit, et à l'unanimité des voix il fut reconnu que nous n'étions pas en état de soutenir et surtout de repousser un assaut, puisque les troupes chargées de défendre la brèche seraient écrasés par l'artillerie ennemie avant même d'avoir pu gravir les rampes.

A l'unanimité donc le conseil déclara qu'il y avait lieu d'entrer en négociation avec l'ennemi.

En raison de tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer, je crus, Monsieur le Ministre, de mon devoir d'épargner à Strasbourg, qui déjà avait tant souffert, les horreurs d'une ville qui eût été prise d'assaut à coup sûr et peut-être eût été pillée et saccagée.

Je fis donc arborer le drapeau parlementaire et j'écrivis en même temps au général de Werder la lettre dont voici la copie :

« Strasbourg, le 27 septembre 1870.

« Monsieur le Lieutenant général,

« La résistance de Strasbourg est arrivée à son terme. J'ai l'honneur de remettre à votre discrétion la ville, la citadelle et la garnison.

« Je demanderai pour la ville, si cruellement éprouvée déjà, le traitement le plus doux possible et la conservation de ses propriétés particulières ;

« Pour les habitants, la vie et les biens saufs, la liberté de s'éloigner ;

« Pour la garnison, rien que le traitement que vous jugerez dû à des soldats qui ont fait leur devoir.

« Je recommande à votre humanité les blessés et les malades qui sont actuellement dans les hôpitaux et ambulances.

« Je désigne M. le colonel Ducasse, commandant de place, et M. le lieutenant-colonel Mangin, commandant de l'artillerie, pour aller recevoir vos décisions.

« Veuillez me faire connaître le jour, l'heure et le lieu de la convocation.

« Je donne l'ordre de cesser le feu sur toute la ligne de défense et j'ai l'honneur de vous prier de prendre la même mesure de votre côté.

« Général Uhrich. »

Le général de Werder répondit à cette lettre à onze heures du soir. Sur son désir, j'envoyai immédiatement à Kœnigshoffen, comme il me le demandait, le colonel Ducasse, commandant la place, et le directeur d'artillerie, lieutenant-colonel Mangin. Les conditions furent réglées entre ces officiers et les officiers prussiens délégués par le général de Werder. Les conditions de la capitulation furent calquées sur celles de l'armée de Châlons à Sedan.

En exécution de la convention arrêtée le 28 septembre 1870, à deux heures du matin, le même jour à huit heures les troupes allemandes occupaient la citadelle et les portes qu'on appelle d'Austerlitz, Nationale et des Pêcheurs; à onze heures, la garnison sortit avec armes et bagages pour défiler sur les glacis de la place et déposer les armes. Un corps de 8000 ennemis entra dans la ville et en prit possession.

Lorsque le général de Werder, commandant l'armée assiégeante, me vit venir avec la garnison française, il mit pied à terre, ainsi que son état-major, et avec une courtoisie qui ne s'était pas démentie pendant le cours de ce siége, il vint au-devant de moi, m'embrassa en voulant bien reconnaître que la défense n'avait pas été sans gloire. Le général de Werder s'opposa ensuite à ce que mon état-major et moi, ainsi que les officiers sans troupes, défilions devant lui.

Ainsi s'est terminé, Monsieur le Ministre, la mission qui m'avait été confiée par le gouvernement de l'empereur. J'aurais voulu prolonger la défense, mais je crois que nul, à ma place, n'eût pu le faire sans enfreindre les lois de l'humanité.

Si la défense a été vigoureuse, je le dois aux bonnes et patriotiques dispositions des habitants, qui ont montré une abnégation, un dévouement qu'on ne saurait trop louer, ainsi qu'au concours énergique de la garnison et du conseil de défense.

Tous ont la conscience d'avoir fait leur devoir.

Je joins à ce rapport quelques observations qui m'ont paru de nature à mériter votre attention.

Lorsque, le 3 août au soir, le maréchal de Mac-Mahon quitta Strasbourg, la garnison de la place se composait du 87e de ligne, des dépôts du 18e et du 96e, de ceux des 10e et 13e bataillons de chasseurs à pied. Ces dépôts n'avaient que des cadres.

Après la bataille de Frœschwiller, beaucoup de militaires de tous grades et de toutes armes vinrent se réfugier dans la place. Ces hommes furent un embarras pour la défense plutôt qu'un renfort. Je les accueillis et en formai deux régiments de marche, un d'infanterie, un de cavalerie. Je fis tous mes efforts pour leur fournir des cadres de façon à souder tous ces éléments épars.

Trois détachements, savoir : un du 21e, un du 74e, un du 78e, destinés au 1er corps, et n'ayant pu

le rallier, augmentèrent la garnison. Celui du 21e était un bataillon entier.

Je me trouvai avoir alors dans la main, en y comprenant la garde mobile et la garde nationale sédentaire, environ 11 000 baïonnettes. La cavalerie avait 1600 chevaux.

L'artillerie n'existait pour ainsi dire pas. Heureusement pour la défense, le brave et intelligent régiment des pontonniers, prêt à partir, mais n'en ayant pas reçu l'ordre, resta avec moi et put servir les batteries.

Six officiers, quelques gardes et huit hommes de troupe comprenaient l'effectif du génie.

J'avais aussi une centaine de marins commandés par le contre-amiral comte Excelmans.

C'est avec ces éléments divers, peu homogènes et bien faibles en armes spéciales, dont le total pouvait s'élever à 15 000 hommes, que Strasbourg dut résister à cinquante jours d'attaque, dont trente-neuf de bombardement incessant de nuit et de jour.

L'artillerie ennemie avait sur la nôtre une supériorité de matériel en nombre et en calibre, que vous apprécierez facilement par le simple exposé suivant :

Le corps de siége a mis en batterie, depuis l'investissement jusqu'à la reddition de la place, plus de 200 bouches à feu d'un calibre bien supérieur non-seulement aux nôtres, mais encore à tous ceux

connus jusqu'à ce jour, se chargeant par la culasse et concentrant leur feu sur un espace restreint.

Nous n'avons pu lui opposer que 110 bouches à feu, dont 87 canons et 23 mortiers d'un calibre très-inférieur. C'est ce qui explique la supériorité écrasante du feu de l'ennemi et la possibilité pour lui de pousser avec une incroyable rapidité les travaux d'attaque en éteignant notre tir. Les officiers d'artillerie estiment à 300 000 le nombre de gros projectiles envoyés de l'ennemi sur la place.

La garnison, pendant les opérations, a eu 2500 hommes, la population 400 habitants hors de combat.

Général Uhrich.

LETTRE DU GÉNÉRAL UHRICH

ADRESSÉE A L'UN DE SES PARENTS ET PUBLIÉE PAR LE JOURNAL LE *Salut public*, DE LYON.

Bâle, 14 octobre.

Monsieur et cousin,

Votre lettre du 4 octobre m'est parvenue ici hier soir seulement, et je le regrette.

Je sais depuis longtemps qu'il n'y a pas loin du Capitole à la Roche Tarpéienne; j'en fais la triste expérience.

Que l'on m'accuse d'insuffisance, d'impéritie, je le comprendrais; mais de trahison! voilà qui est infâme. Trahison! Et envers qui? Est-ce envers la République et le gouvernement de la défense nationale? Mais c'est moi qui les ai fait reconnaître l'une et l'autre à Strasbourg.

On comprendrait une trahison au début d'un investissement; mais après un siége de deux mois, après avoir vu brûler et renverser une ville, tuer

ses habitants, décimer sa garnison, où pourrait se glisser la trahison?

La route de Strasbourg est ouverte; que l'on aille voir sa citadelle détruite, ses remparts labourés, son artillerie anéantie, ses ouvrages avancés intenables et deux de ses bastions en brèche; que l'on s'arrête devant les ruines de ses monuments, devant celles de ses maisons; que l'on se rende compte de la pluie de fer, de plomb, de feu qui couvrait tous ses terrains militaires; que l'on examine ces projectiles puissants et inconnus jusqu'ici que deux cents pièces de canon nous lançaient, et, loin de dire que la reddition de la ville a été prématurée, on s'étonnera que la résistance ait été aussi prolongée, que l'on ait pu soutenir pendant trente-huit jours et trente-huit nuits un bombardement sans précédent jusqu'à ce jour.

La situation s'était compliquée par la perte de 35 000 fusées métalliques incendiées avec l'arsenal de la citadelle, et que rien n'a pu remplacer.

Malgré cela, nous aurions pu tenir tant que le corps de la place eût été intact; mais, dans les derniers jours, les travaux d'approche de l'ennemi prirent une rapidité extraordinaire; il couronna nos chemins couverts, se fit des abris blindés pour protéger les troupes destinées à livrer l'assaut, ouvrit deux brèches : l'une au bastion 12, praticable, et l'autre au bastion 11, que deux heures de feu allaient rendre praticable.

L'assaut était impossible à soutenir pour nous. Les remparts et tous les abords, foudroyés par la puissante artillerie ennemie, n'eussent pas été tenables pour les défenseurs de la brèche, qui, en moins d'une demi-heure, eussent été anéantis, et l'ennemi fût monté à l'assaut sans coup férir.

Devions-nous — devais-je, plutôt — exposer la malheureuse ville de Strasbourg, qui déjà avait tant souffert, aux horreurs d'une ville prise d'assaut, alors que nous n'avions pas une seule chance favorable pour la résistance ?

Mon Conseil de défense ne le pensa pas (et, certes, celui-là est inattaquable au point de vue de l'énergie). — Consulté par moi, et après délibération étendue, il a déclaré à l'*unanimité :*

1° Que l'assaut ne pouvait pas être supporté avec des chances de succès ;

2° Que le moment était venu de capituler.

Le reste s'en est suivi.

Oui, je le déclare hautement, oui, l'honneur militaire est sauf !

Attaqué par les braves du lendemain ou par des personnes qui ont cédé, sans réflexion, à une première impression, j'aurais voulu garder le silence et attendre que la vérité se fît jour d'elle-même ; mais le mot *trahison !* m'a créé un devoir, celui de protester de toute l'énergie d'une conscience honnête et longuement éprouvée. Je livre une carrière de cinquante-deux années de services militaires

aux investigations les plus minutieuses, carrière que ne sauraient ternir les propos de quelques personnes mal renseignées ou malveillantes.

J'aurais pu vous parler de l'incurie avec laquelle on a abandonné Strasbourg, sans garnison, sans troupes d'artillerie suffisantes, sans le plus petit détachement du génie ; j'aurais pu vous dire bien d'autres vérités encore, mais il me faudrait sortir du terrain de la défense personnelle où je désire rester.

Faites, cousin, ce que vous jugerez convenable de cette trop longue lettre. S'il m'est permis d'exprimer un désir, c'est de la voir livrée à la plus grande publicité possible.

Recevez, monsieur et cher cousin, mes remercîments pour la franchise avec laquelle vous m'avez mis au courant des bruits qui se répandaient sur mon compte ; je sais apprécier la loyauté qui vous a guidé, merci encore.

Recevez, monsieur et cousin, l'assurance de mes sentiments d'amitié.

Général Uhrich.

LETTRE DU GÉNÉRAL UHRICH

ADRESSÉE AU JOURNAL *la France*, EN RÉPONSE A UN ARTICLE CALOMNIEUX PUBLIÉ PAR CETTE FEUILLE.

Monsieur le rédacteur en chef,

Je viens de lire, dans votre journal du 15 de ce mois, un article qui me concerne et auquel vous me permettrez, je l'espère, de répondre dans vos colonnes.

Je constate d'abord que ni le rédacteur ni les signataires de cet article n'ont fait partie de la garnison de Strasbourg, et que leur érection en francs-juges de par leur propre autorité est au moins contestable.

M. le capitaine de génie Thilers, en résidence à Belfort, me reproche d'avoir borné les sorties de la garnison à des *promenades sur les glacis*, *sans combat*. Cinq sorties ont eu lieu, dont quatre avec combat. Dans l'une, le colonel de pontonniers, Fiévet, fut blessé mortellement, et nous perdîmes vingt hommes et trois pièces de canon. Dans une

autre, vingt-cinq hommes et un officier furent tués ou blessés ; enfin, dans la dernière, nous eûmes à regretter la perte de deux officiers et de cent vingt-sept hommes du 87ᵉ, mon seul régiment fortement constitué.

La garnison et la population, dit encore M. le capitaine Thilers, *ne songeaient pas à se rendre*. Je suis convaincu que la garnison aurait combattu jusqu'à la mort, mais sans utilité pour personne. Quant à la population, elle était noblement et courageusement résignée ; cependant elle aspirait, en grande majorité, à la cessation de ses souffrances, et ce sentiment était bien naturel, car ses souffrances étaient grandes.

Dans les derniers jours du siége, la Commission municipale, composée de cinquante et un membres, demanda au Conseil de défense, à l'unanimité moins deux voix, d'admettre une délégation de ses membres en sa présence. Cette délégation, à la tête de laquelle était le maire, exposa la malheureuse situation de Strasbourg ; ses monuments, ses maisons particulières, des quartiers tout entiers détruits par le feu ennemi ou incendiés ; ses habitants tués ou blessés dans leur domicile et dans les rues ; douze mille hommes, femmes et enfants, sans asile, presque nus, à peine nourris, réduits à la plus profonde misère. Et pourquoi ? ajoutaient ces messieurs ; vous n'avez pas le moindre espoir d'être secourus, et sans secours vous tomberez fa-

talement, huit jours plus tôt, huit jours plus tard. Épargnez donc la vie de plusieurs centaines de victimes qui seraient sacrifiées sans aucune utilité pour notre patrie commune. Votre devoir militaire est rempli en son entier; ouvrez vos cœurs à la pitié et aux sentiments d'humanité que nous espérons trouver en vous.

Ce langage ne devait pas être écouté, et il fut résolu que la défense continuerait. Trois jours plus tard, une nouvelle et semblable démarche fut renouvelée, sans plus de succès.

Mais les travaux d'approche de l'ennemi marchaient avec une rapidité incompréhensible; nous nous étions vus forcés d'abandonner successivement les ouvrages avancés 44, 52, 53, 54 et 55; les autres allaient suivre. Notre système de fortifications s'égrenait, en quelque sorte, comme un collier dont le fil est rompu.

Les bastions 11 et 12 furent battus en brèche, et, le 27 septembre, à deux heures de l'après-midi, la brèche du bastion 12 était praticable, et celle du bastion 11 devait le devenir après deux heures de canonnade.

En même temps qu'il battait nos remparts, l'ennemi avait miné la contrescarpe pour la renverser dans le fossé et achever de le combler. Il avait aussi creusé deux vastes excavations blindées et destinées à réunir et à abriter les colonnes d'assaut.

Informé que l'assaut était imminent, je réunis le

Conseil de défense. La délibération ayant été ouverte, il fut reconnu que la résistance était arrivée à son terme; que notre artillerie était hors de lutte; que les remparts, ainsi que la rue qui passe à leur pied, accablés, foudroyés par des projectiles d'une puissance destructive inconnue jusqu'à présent, ne pouvaient pas être occupés par des colonnes destinées à repousser l'assaut, sans que ces colonnes fussent détruites, avant le combat, par les 200 pièces qui feraient converger leur feu sur elles, et que l'ennemi arriverait sur nos remparts sans coup férir, sans rencontrer de résistance.

Quant à la citadelle, que le capitaine Thilers a déclaré être intacte, il fut constaté que, rasée comme elle l'était, totalement détruite, n'ayant plus d'artillerie, elle ne pouvait pas servir de réduit à la garnison de la ville, qui ne trouverait pas à s'y abriter ; que cette garnison y serait écrasée sans aucune défense possible et sans autre résultat qu'une horrible et bien inutile boucherie.

Ces faits ayant été reconnus vrais, le Conseil vota, à l'*unanimité* des voix, les deux résolutions suivantes :

1° La défense de Strasbourg ne peut pas se prolonger plus longtemps.

2° Il y a lieu d'entrer, dès à présent, en négociation pour la capitulation.

Le reste s'en est suivi. Et je reconnais le droit de m'attaquer loyalement, moi, le seul chef responsa-

ble ; mais mon Conseil de défense, composé d'hommes énergiques autant que capables, est à l'abri de tout reproche. Il a donné son avis consciencieux et éclairé ; il m'a soutenu dans toutes les phases de ma pénible et souvent bien lourde mission ; je me plais à lui témoigner ici ma reconnaissance.

M. le capitaine Thilers parle de 60 000 fusils chassepot que l'arsenal de Strasbourg aurait livrés à l'ennemi ; il faut réduire ce chiffre à *douze cents;* il en est ainsi de la plupart de ses assertions. Il dit aussi que l'amiral Excelmans a été le *seul chef qui ait su partager les peines et les périls de ses soldats.*

Nul, plus que moi, n'a apprécié le dévouement chevaleresque avec lequel l'amiral a participé à la défense de la ville et les brillantes qualités dont il a donné tant de preuves ; mais il y a iniquité à le citer seul. Le colonel Blot, du 87e, qui commandait le front d'attaque, qui a été si beau, si énergique, si à la hauteur de l'importante mission qui lui avait été confiée ; le lieutenant-colonel Rollet, du 47e, qui a commandé la citadelle avec tant de valeur, d'énergie et de sang-froid, et tant d'autres qu'il serait trop long de citer, ne le cèdent à aucun pour les services rendus, et il est de mon devoir de leur donner ici la place qu'ils ont dans mon estime et qu'ils doivent occuper dans l'estime publique. Mais n'oublions pas que c'est de Belfort que l'on a la prétention de juger les hommes et les choses de Strasbourg.

Quant aux lois dont M. le capitaine Thilers cite le texte, elles ont été faites à l'époque des boulets ronds qui rebondissaient pendant longtemps contre les murailles des forteresses avant de les ébranler; ces lois ont été renouvelées depuis 1863, je crois; le texte primitif en a été conservé.

Que sont ces engins d'enfants remontant aux temps des Vauban et des Gribauval comparés à ceux dont la Prusse s'est servie contre Strasbourg? Une commission chargée de reviser ces lois et qui irait visiter les ruines de cette malheureuse ville et les effets terribles des nouveaux projectiles, cette commission, dis-je, apporterait de profondes modifications dans le travail de ses prédécesseurs.

En résumé, Strasbourg, avec une garnison sans unité suffisante, a résisté, pendant deux mois, aux attaques de l'ennemi; elle a été soumise à un bombardement sans précédent dans l'histoire des siéges : bombardement qui a duré trente-huit jours et trente-huit nuits; elle a été saccagée sans que le courage de ses habitants ait faibli; deux mille cinq cents de ses défenseurs ont été atteints par le feu de ses adversaires, et le jour où elle est tombée, elle n'est pas tombée sans gloire! L'honneur militaire, comme l'honneur civil, ont été saufs!

Certes, pour ma part, je suis loin d'avoir jamais prétendu au titre de héros; mais il en est un plus modeste que je revendique avec énergie : c'est celui

d'homme de devoir. M. le capitaine Thilers parle du *triste général Uhrich*. Il a, sans le vouloir, trouvé la qualification exacte de l'état de mon esprit. Oui, je suis triste, mortellement triste, des malheurs de mon pays, triste aussi de ses attaques injustes et passionnées s'adressant à un homme comme moi, qui, dans sa vie entière, n'a fait sciemment de mal à personne, qui aurait voulu pouvoir garder le silence et mépriser, mais qui doit à sa famille et à ses amis de repousser avec fermeté, mais sans amertume, les assertions erronées ou calomnieuses.

Le général de division,
ex-commandant supérieur de Strasbourg,

UHRICH.

DIPLOME

ENVOYÉ AU GÉNÉRAL PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DE STRASBOURG.

La Commission municipale de la ville de Strasbourg,

Voulant rendre un éclatant hommage au général de division

JEAN-JOSEPH-ALEXIS UHRICH,

commandant la 6e division militaire et commandant supérieur de cette place, grand-officier de la Légion d'honneur,

Pour sa glorieuse et héroïque défense de Strasbourg;

Voulant également reconnaître la sollicitude et la bienveillance qu'il a témoignées aux habitants de la ville et à ses représentants pendant la calamiteuse période d'un siége à jamais mémorable,

Déclare que le

GÉNÉRAL UHRICH

a bien mérité de la ville de Strasbourg et lui confère le titre de citoyen de cette ville.

Fait à Strasbourg, le 18 septembre 1870.

Le secrétaire de la Commission municipale,

Huck

Le président de la Commission municipale,

Kuss.

DÉCRET

DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

ORDONNANT
QUE LA STATUE DE LA VILLE DE STRASBOURG
SERA COULÉE EN BRONZE.

Tours, le 11 octobre 1870.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant que la noble cité de Strasbourg, par son héroïque résistance à l'ennemi pendant un siége meurtrier de plus de cinquante jours, a resserré les liens indissolubles qui rattachent l'Alsace à la France;

Considérant que, depuis le commencement du siége de Strasbourg, la piété nationale de la population parisienne n'a cessé de prodiguer autour de l'image de la capitale de l'Alsace les témoignages du patriotisme le plus touchant et de la plus ardente reconnaissance pour le grand exemple que Strasbourg et les villes assiégées de l'Est ont donné à la France;

Voulant tout à la fois perpétuer le souvenir du glorieux dévouement de Strasbourg et des villes de l'Est à l'indivisibilité de la République et du généreux sentiment du peuple de Paris,

Décrète :

ART. 1er. La statue de la ville de Strasbourg qui se trouve actuellement sur la place de la Concorde sera coulée en bronze et maintenue sur le même emplacement avec inscription commémorative des hauts faits de la résistance des départements de l'Est.

ART. 2. Le ministre de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Paris, le 5 octobre 1870.

Les membres du Gouvernement de la défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, E. ARAGO, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, ERNEST PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.



BRÈCHE A LA PORTE DE PIERRES.

LES

FORTIFICATIONS DE STRASBOURG.

Le *Journal de Genève* a publié, au mois d'octobre 1870, une série d'articles fort intéressants sur le siége de Strasbourg. Deux de ses articles contenaient sur les fortifications de la ville une étude faite de main de maître. Nous reproduisons une partie de ce travail, qui, à la suite de notre récit, présentera, pour ainsi dire, le résumé de l'histoire militaire de ce siége mémorable :

« La place de Strasbourg a toujours été considérée en France comme une forteresse de premier rang. Elle passe avec raison pour le chef-d'œuvre de Vauban. C'est une œuvre correcte qui n'est attaquable que par trois points. Ses solides remparts sont entourés d'innombrables ouvrages noyés dans de larges fossés remplis d'une eau profonde qui forme devant les courtines de véritables étangs. La citadelle, enfin, est à elle seule une seconde place séparée de la ville par tout un

système d'ouvrages qui s'élèvent du sein des eaux, et dont la prise suppose un second siége. L'aspect de cet ensemble de fortifications rasantes qui s'étendent à perte de vue dans la plaine est profondément imposant. Vauban a pu ici donner libre carrière au développement de son principe qu'en multipliant le nombre des ouvrages on multiplie d'autant les difficultés d'un siége, et après avoir contemplé son œuvre, il a dû se dire qu'elle était bonne. Mais, aujourd'hui, en face des inventions modernes, la place de Strasbourg avait cessé d'être ce qu'elle était jadis, et elle offre quatre points profondément défectueux qui devaient la faire tomber rapidement devant un siége bien conduit.

« 1° Elle ne possède aucun ouvrage avancé, soit fort détaché, dans le but de tenir l'ennemi à distance, d'étendre et d'affaiblir d'autant sa ligne d'investissement, en sorte que, dès le premier jour, l'artillerie ennemie pouvait atteindre de ses projectiles jusqu'au centre de la ville.

« 2° Elle n'offre pas de position dominante ; elle s'étend dans une plaine à peine ondulée où l'assiégeant se défile partout sans aucune difficulté contre l'artillerie de la place.

« 3° Elle est située beaucoup trop près du Rhin et de la frontière, puisque aujourd'hui on peut la canonner du territoire badois, et que la citadelle a été foudroyée par des batteries établies sur la rive droite du Rhin.

« Avant l'invention de l'artillerie moderne, cette proximité du Rhin et les ramifications du fleuve qui occupent l'espace situé entre la citadelle et son lit principal étaient plutôt un élément de force pour la place, et ce n'est probablement pas sans intention que Vauban a placé la citadelle à l'entrée de la ville, de manière à couvrir de ses ouvrages tout l'espace qui s'étend entre elle et les îlots qui sont souvent inondés par les hautes eaux. Le Rhin couvrant les abords de Strasbourg, il n'était pas facile d'ouvrir la tranchée dans les terrains humides, en sorte que l'angle le plus saillant et le plus vulnérable de la place se trouvait ainsi fortement garanti. Mais aujourd'hui la position de la citadelle ne fait que rapprocher la place du territoire ennemi en l'allongeant vers le Rhin; elle la met encore plus à la portée des canons des asségieants. Le fleuve, de protecteur qu'il était, n'est plus aujourd'hui qu'un fossé infranchissable, derrière lequel les batteries ennemies peuvent foudroyer tout à leur aise la citadelle, à l'abri des sorties des assiégés.

« 4° Les ouvrages de fortification de Strasbourg sont aujourd'hui à peu près ce qu'ils étaient il y a un siècle et demi. Il y manque, à l'intérieur comme à l'extérieur, tout ce qui fait la force de la fortification moderne, un vaste système de casemates destiné à mettre en sûreté, pendant un siége, la garnison et le matériel de guerre. La citadelle

elle-même ne contient que des casemates capables de loger 5 à 600 hommes, ce qui est insuffisant, d'autant plus qu'en cas de siége elles se trouvent déjà en partie remplies de munitions et transformées en magasins divers.

« Les travaux récents qu'on a continué à faire dans les fortifications sont d'une insignifiance notoire; ce sont de petites casemates à munitions pour les ouvrages avancés, des travaux d'entretien, quelques traverses, etc.

« La place de Strasbourg apparaît donc aujourd'hui presque comme un vieux vaisseau du siècle de Louis XIV où l'on a de temps en temps changé quelques caronades, quelques voiles et recloué quelques planches, et qui, fort de ses trois rangées de canons, mais sans avoir reçu ni cuirasse ni machine à vapeur, continue à tenir la mer en se croyant le maître de l'Océan. Certes, si on la compare aux grandes forteresses allemandes telles que Rastadt et Coblentz, et même à la grande place française de Metz, on reste confondu du contraste.

« Pourquoi donc Strasbourg a-t-il conservé jusqu'à ces derniers jours la réputation d'une place de premier ordre? Sans aucun doute, pour la même raison que la France a conservé jusqu'au bout ses illusions sur l'excellence de son organisation militaire, parce qu'à force de répéter depuis un siècle une vérité qui fut vraie un jour, mais qui ne l'est

plus, elle a fini par passer à l'état d'axiome reconnu et de lieu commun.

« Jusqu'à la bataille de Frœschwiller, on vivait à Strasbourg dans la plus parfaite quiétude, on ne songeait pas à armer la place, on était trop occupé de l'étude du plan de Berlin. Mais, un soir, arriva la nouvelle de la défaite de Mac-Mahon, et déjà quelques fuyards échappés à la poursuite se présentaient aux portes de la ville. Ce ne fut bientôt, dans tous les quartiers, qu'un remue-ménage indescriptible. On fit battre la générale dans les rues, et une sorte de panique courut dans les rangs de la population. Il fallait organiser la défense en toute hâte. Les arsenaux renfermaient douze cents pièces d'artillerie. Ordre arriva d'en placer huit cents sur les remparts. Mais les journées s'écoulaient et les remparts ne se garnissaient pas. Il se perdit ainsi une huitaine de jours; on avait l'air de douter que l'ennemi osât se présenter sous les murs de la place. Enfin l'artillerie sortit cependant de ses hangars et alla se placer fièrement dans ses embrasures; mais des huit cents pièces ordonnées on n'en braqua pas la moitié, et, en parcourant les remparts après la reddition de la place, on reste frappé d'étonnement à la vue du manque d'unité qui règne dans cette artillerie. Entre des pièces de 24 et de 12 rayées, on rencontrait une multitude de pièces lisses dont le tir sur les tranchées ne devait pas être bien efficace, tandis que, dans les cours de l'arse-

nal, au centre de la ville, on apercevait des centaines de canons montés, rangés en longues files et qui n'avaient pas quitté le parc; dans le nombre beaucoup d'anciennes pièces lisses, mais aussi beaucoup de belles pièces rayées entièrement neuves et qui ne semblaient avoir, de leur vie, tiré que quelques coups d'essai.

« Aussi les remparts étaient-ils fort incomplétement armés. Là où se trouvaient six embrasures ne figuraient que deux canons; les pièces étaient en nombre suffisant, sans doute, pour battre la campagne dans toutes les directions, à supposer qu'on n'eût à combattre qu'un ennemi visible; mais leur nombre devait être complétement inefficace contre les travaux d'un siége régulier. Aucune de ces grandes batteries armées de pièces de gros calibre faites pour contre-battre celles de l'ennemi, et que sur des remparts tout préparés, il est si facile d'établir autour des points vers lesquels se dirige l'attaque; aucune de ces batteries formées de mortiers nombreux qui seuls auraient pu inquiéter sérieusement le travail des tranchées. Aussi les batteries ennemies ont-elles relativement fort peu souffert, et c'est à peine si les parallèles portent quelques traces du feu des Français.

« Comment expliquer ces faits? Nous supposons qu'il faut en chercher la cause dans l'insuffisance de toutes choses qui s'est manifestée à Strasbourg, comme partout ailleurs en France, au moment de

la surprise inattendue que réservait à ce pays l'invasion allemande. Il fallut beaucoup de temps pour vérifier l'inventaire des arsenaux et se rendre compte de ce qui pourrait être utilisé. On manquait avant tout de fusées pour les obus; et lorsque le général Uhrich en fit demander, déjà les Badois cernaient la ville; le courrier fut pris, dit-on, puis relâché, mais les fusées expédiées vinrent tomber dans la souricière des assiégeants. On nous a assuré que ceux-ci en donnèrent avis à la place, en ajoutant qu'ils les gardaient en dépôt. Cet accident imprévu des fusées, qui, sans doute, n'a pas été le seul à paralyser la défense, nous semble indiquer qu'il y a eu nécessité de varier, autant que possible l'artillerie des remparts afin d'utiliser les munitions plus diverses qu'abondantes dont disposait la défense, d'enfiler les fossés avec des pièces de campagne, et de recourir même à des pièces lisses.

« La garnison de la ville n'était pas mieux organisée que le reste. Après que l'on eut retiré de Strasbourg les troupes destinées à renforcer le corps de Mac-Mahon, il n'y restait qu'un régiment de ligne, auquel vinrent se joindre les débris de divers corps échappés à la déroute de Wœrth, troupe sans unité et sans cohésion, composée des éléments les plus disparates, et entièrement démoralisée par la défaite. Les canonniers étaient en nombre insignifiant pour une place comme Strasbourg. Il fal-

lut faire servir les pièces par des compagnies de pontonniers, corps qui, en France, est classé dans l'artillerie. On y joignit tous les artilleurs civils, anciens soldats, qu'on put réunir dans la ville, puis des soldats de toutes armes qui pouvaient au moins être employés à porter les munitions et aider à la manœuvre. Le corps du génie était représenté par *dix-sept* sapeurs et, nous voulons le croire, aussi par quelques officiers, tandis que les assiégeants conduisaient leurs travaux d'attaque avec trente compagnies de pionniers, dirigées par un nombreux corps d'ingénieurs. A ces faibles contingents venaient s'ajouter les douaniers, les gendarmes, les magasiniers, les non-valeurs des temps de paix qu'on chercha à utiliser, ce qui ne conduisit pas bien loin; puis 8 à 10 mille gardes mobiles[1] qui formèrent le fond de la garnison, mais qu'il fallait instruire à la hâte; enfin, la garde nationale de la ville. Mais à l'égard de celle-ci on resta fidèle aux vieux errements; tandis qu'elle demandait des armes à grands cris, et que l'ennemi menaçait déjà la place, on hésitait à l'armer, toujours par crainte de l'ennemi intérieur qu'on semblait redouter plus encore que l'ennemi extérieur. On finit cependant par lui fournir des fusils à piston ou à tabatière, tandis qu'on laissait deux mille chassepots sauter dans la citadelle.

1. Ce chiffre est erroné; il n'y avait que quatre à cinq mille gardes mobiles à Strasbourg.

« C'est avec cette garnison de fortune dont le chiffre pouvait s'élever à 16 000 hommes, sur lesquels 4 à 5000 tout au plus pouvaient passer pour des troupes proprement dites, que le général Uhrich eut à soutenir contre 50 000 hommes le siége d'une place qui, pour se défendre sérieusement, aurait dû renfermer une garnison de 25 000 hommes de troupes régulières. Il en tira tout le parti qu'il était possible d'en tirer, en ayant recours aux expédients les plus variés. Mais avec une armée ainsi composée, les sorties vigoureuses, qui sont le *sine qua non* d'une bonne défense, étaient impossibles, faute de troupes en nombre suffisant, faute de soldats expérimentés et disciplinés.

« Aussi les travaux de siége ont-ils suivi fatalement leur marche régulière comme le veut la théorie, sans avoir été troublés par aucun de ces incidents imprévus que peut faire naître le génie inventif d'une habile direction de la défense. La place n'a fait que deux sorties sérieuses durant le cours du siége, avec 800 hommes seulement. Ces sorties ont été facilement repoussées avec des pertes regrettables ; la première était appuyée par de l'artillerie ; mais s'exécutant sans aucune reconnaissance préalable, elle alla tomber en ligne directe dans une embuscade ; les chevaux de l'artillerie furent tués en un clin d'œil, et trois pièces restèrent aux mains de l'ennemi. Les deux premières parallèles furent établies presque sans avoir été

canonnées par la place, sans doute par suite de la nécessité de ménager les munitions.

« Les parapets des remparts ne semblent pas avoir été souvent réparés pendant la nuit; les pièces démontées n'étaient guère remplacées; enfin on ne s'est pas servi de la mine pour inquiéter les assiégeants. Il existait, il est vrai, des galeries de mines dans les glacis, mais les eaux trop hautes des fossés paraissent en avoir empêché l'emploi, parce qu'on n'avait pas établi de batteries électriques pour les faire sauter. D'ailleurs, les galeries furent toutes coupées à la gorge par les pionniers des assiégeants, et l'on pouvait voir depuis, dans la troisième parallèle, deux fourneaux qui avaient été déterrés par la voûte. Les soldats prétendaient qu'on en avait extrait la poudre, mais nous n'oserions affirmer qu'ils eussent été réellement chargés. On s'étonne aussi que rien n'ait été fait pour arrêter sérieusement l'ennemi dans les lunettes 52 et 53. Des mines nombreuses et habilement dissimulées en communication avec des batteries électriques auraient bien retardé la sape, toujours si difficile à conduire dans la plongée des ouvrages; et il semble qu'avec de grandes batteries de mortiers établies derrière le rempart on aurait pu couvrir ces lunettes de bombes et les rendre intenables à l'ennemi ou, pour le moins, retarder singulièrement ses travaux.

« En revanche, un temps précieux et des forces

considérables ont été gaspillés en pure perte à palissader tout le pourtour du chemin couvert des glacis, dont le développement est immense ; on reste confondu à la vue de ce travail colossal qui n'a pu être achevé et dont il est impossible de deviner le but, de la façon dont il a été exécuté. La palissade se compose de pieux prismatiques, faits au moyen de poutrelles refendues à la scie suivant la diagonale de la section. Ils ont été plantés *contre le mur* du talus intérieur du chemin couvert, faisant, pour ainsi dire, corps avec ce mur qu'ils dépassent à peine d'un pied. A quoi devait servir ce palissage qui a exigé un travail immense? A protéger des tirailleurs ? Mais un enfant de douze ans le sauterait à pieds joints. Arrêter des colonnes d'assaut ? Mais il ne saurait rien arrêter ; d'ailleurs un ennemi ne se jettera jamais dans le chemin couvert sous le feu des ouvrages noyés qui le dominent à petite distance, à moins que les approches n'aient déjà atteint le bord des fossés, et dans ce cas les palissades, aussi bien que le mur, auraient été coupés par les cheminements. Tout au plus semblable barricade eût-elle été utile si elle avait été placée à 2 ou 3 mètres en arrière du chemin couvert au lieu d'être incrustée contre son mur de soutènement.

« On sent là un manque de direction évident, résultat de la confusion qui a régné, dès le début, dans la place. Il n'y avait, en effet, pas même un

général d'artillerie à Strasbourg au commencement du siége ; celui-ci était déjà fort avancé lorsqu'arriva enfin le général Baral, qui réussit à pénétrer dans la place à la faveur d'un déguisement et en traversant les fossés à la nage ; mais à ce moment il était déjà trop tard.

« Pour compléter le tableau de l'infériorité de la défense, il n'est peut-être pas inutile d'ajouter ici quelques mots sur les inconvénients du système adopté dans l'artillerie de position française. Nous avons vu que les pièces allemandes sont montées sur des affûts assez élevés pour tirer en barbette par-dessus un parapet à hauteur d'homme, en sorte que les canonniers restent parfaitement à couvert. Il n'en est pas de même des pièces françaises. En France, on a persisté systématiquement dans le système des canons se chargeant par la bouche, ce qui nécessite des affûts bas pour la manœuvre de l'écouvillon. Il résulte de là que, dans les batteries, les canonniers ne sont plus à couvert, lorsque la pièce est placée en barbette ; il faut donc avoir recours au système des embrasures, c'est-à-dire que si le parapet est élevé à hauteur d'homme pour mettre les hommes à couvert il faut entailler le parapet pour y faire passer la bouche de la pièce. Mais les embrasures sont des entonnoirs qui conduisent les projectiles ennemis tout droit sur les artilleurs de service. En outre, pour charger et refouler le boulet, les canonniers sont

obligés de se découvrir plus ou moins et de s'exposer aux coups.

« Le tir est, du reste, moins précis et moins puissant avec les pièces chargées par la bouche, car l'obus, pour s'enfoncer dans l'âme de la pièce, ne peut pas joindre exactement; il force bien au sortir, grâce à un artifice particulier qu'il serait trop long de décrire, mais il a toujours un certain vent, assez même pour permettre l'inflammation de la fusée. L'obus allemand, au contraire, est enveloppé d'une chemise de plomb qui se force dans les rayures du canon d'acier aussi exactement qu'une balle de carabine, en sorte qu'à des distances prodigieuses, il met tous les boulets pour ainsi dire dans les mêmes trous. On demandait à un officier français comment il se faisait qu'en France on eût persisté dans le système du canon chargé par la bouche. « Il est « si pittoresque de voir tourner l'écouvillon, répon- « dit-il, qu'il eût été vraiment dommage d'y renon- « cer. » Ajoutez à ce qui précède que la fusée de l'obus français n'est graduée qu'à 6 points, c'est-à-dire que, durant le trajet du projectile, celui-ci n'éclate qu'après le 1er, 2e, 3e, 6e, etc., de son parcours, tandis que la fusée allemande gradue à 80 points, offrant ainsi une précision treize fois plus grande pour le moment de l'explosion du projectile. On comprend d'après cela pourquoi les obus français éclataient presque toujours trop près ou trop loin.

« L'artillerie allemande, disait un officier, a tiré « avec beaucoup de bonheur. » On s'étonne en effet que si peu de temps ait suffi pour dévaster entièrement les remparts des points d'attaque et tous les ouvrages qui les flanquent. Les parapets n'ont plus de forme, le gazon a disparu ; de loin ils ressemblent à des monticules de terre profondément creusés par les eaux, et, au milieu de ce chaos, gisent les affûts brisés, les pièces démontées et parfois défigurées par des coups qui ont été frappés en pleine bouche.

« Dans la citadelle, où tous les bâtiments sont en ruine, la dévastation est complète. Au milieu de la cour des casernes, on voit un parc de mortiers chargés sur leurs chars qui ont été brisés sur place sans avoir atteint leur destination. Dans le bâtiment le plus avancé du côté du Rhin, était un dépôt de munitions qui a sauté. Le sol était couvert en cet endroit de débris des coffrets de tôle, de boulets ronds de 4, de biscaïens de diverses grosseurs. Que faisaient ces coffrets de munitions dans ce lieu si exposé, et à quoi devaient servir ces boulets de tout petit calibre? Nous l'ignorons.

« Par une sorte de hasard qui contraste fortement avec les ruines des remparts, on voyait sur l'esplanade un très-bel équipage de pontons qui était resté intact, encore chargé sur ses chars ; on y lisait une adresse indiquant qu'il était expédié de Besançon à une tout autre destination, mais que,

par suite des vicissitudes de la guerre, il était venu échouer à Strasbourg.

« Sous les glacis, entre la porte des Juifs et la porte de Pierres, on rencontrait de même un matériel de chemin de fer immense qui n'avait pu être retiré à temps, mais qui était réduit en esquilles.

« Il est facile de juger qu'avec tous les éléments d'infériorité qui viennent d'être exposés, la défense de Strasbourg pouvait être héroïque, mais non prolongée, malgré tous les efforts des officiers pour se multiplier.

« Le général Uhrich y a illustré son nom ; mais il serait injuste d'oublier qu'en fait d'héroïsme c'est aux habitants que doivent revenir les plus grands éloges. La reddition de Strasbourg ne pouvait plus être évitée, et le Conseil de défense l'a votée à l'unanimité.

« La capitulation était des plus honorables, la garnison devait sortir avec les honneurs de la guerre ; mais aussitôt l'événement connu, une indiscipline indescriptible s'empara des troupes ; il devint impossible d'en faire façon et d'y maintenir l'ordre qui seul aurait pu assurer une sortie honorable. Les soldats s'enivrèrent, bon nombre déserta, les troupes sortirent dans un pêle-mêle complet de tous les corps, les soldats brisant leurs armes ou les jetant dans les fossés. Les officiers allemands dépeignent cette scène de l'évacuation de

la place comme ayant produit sur eux une impression très-pénible.

« Le général Uhrich et les officiers qui le désirèrent furent laissés libres sur parole. Le général se rendit à Tours, où il fut justement félicité et où on le sollicita de reprendre du service. Il est superflu d'ajouter qu'il s'est loyalement refusé à violer ainsi la parole donnée, et qu'il a conservé intacts jusqu'au bout sa réputation de général et son honneur de soldat. »

LISTE

DES PERSONNES CIVILES TUÉES PAR LES PROJECTILES PENDANT LE BOMBARDEMENT DE STRASBOURG[1].

Joseph Ulrich, porteur de sacs, 47 ans, le 16 août.

Marie Frey, 68, veuve de Kœrthel, journalier, le 17.

Éléonore Lorentz, 14, de Baden-Baden, le 20.

Eugénie Walter, 16, le 20.

Louise Jung, 17, le 20.

Berthe Klein, 14, le 20.

Marguerite Bernhard, 28, de Bairn (Prusse), le 20.

Joseph Amrhein, 12, le 23.

Mathilde Amrhein, 7, le 23.

Joseph Adam, 51, ouvrier en tabacs, époux de Marie-Anne Glas, le 24.

Geoffroi-Émile Hoffmann, 38, typographe, le 24.

Catherine Bader, 61, veuve de N. Bisch, employé au chemin de fer, le 24.

Barbe Adam, 18, le 24.

Jacques-Charles Würtembæcher, 61, représ. de commerce, le 25.

Aloïse Gangloff, 45, journalier, époux de Marie Schoch, le 25.

Marie-Joséph. Speisser, 49, le 25.

François-Antoine Schir, 65, pensionnaire de l'État, le 25.

Antoine Risch, 57, valet de chambre, époux de Babette Debès, le 25.

Catherine Ritter, 53, épouse de F. Drœsch, journalier, le 26.

André Hoh, 26, jardinier, époux de Salomé Hoh, le 26.

George Jehu, 46, maçon, le 26.

Caroline-Madeleine Meyer, 36, épouse de Geoffroi Sali, journalier, le 26.

Salomé Hammer, 63, veuve de Jean Hallscheid, tailleur, le 26.

1 Cette liste a été extraite des registres de l'état civil déposés à la Mairie. Il est possible que quelques noms y soient omis; il est arrivé en effet que des décès ont été tardivement déclarés, que d'autres l'ont été inexactement, que d'autres enfin n'ont pas été déclarés du tout. Si nos lecteurs veulent bien nous signaler les omissions qu'ils pourraient constater, nous rétablirions les noms oubliés dans le cas où ce livre aurait d'autres éditions.

Thomas-Charles-Frédéric Spæth, 15, le 26.
Barbe Friedolsheim, 41, épouse d'Abraham Bœrsch, prop., le 26.
Jacques Pauly, 69, journalier, veuf de Barbe Ritter, le 26.
Marie-Anne Engel, 67, le 27.
Geoffroi Schweyer, 71, boulanger, veuf de Caroline Sieffermann, le 27.
François-Aloïse Kupferer, 79, journalier, veuf d'Élisabeth Hahn, le 27.
Denis Faure, 50, propriétaire d'un lavoir, époux d'Émilie Mann, le 27.
Marie Linkenheld, 27, épouse de Sébastien Müller, charpentier, le 27.
Jacques Fey, 42, préposé des douanes, époux de Hélène Metzger, le 27.
Benjamin Lienhart, 47, tanneur, époux de Sophie Stauffert, le 27.
Marie-Eugénie Fritsch, 14, le 27.
Thomas Meyer, 50, maçon, le 27.
Caroline Jœrger, 30, épouse de Fréd. Meyer, cultivateur, le 27.
Gertrude Breinem, 64, veuve de Jean Klein, journalier, le 27.
Joseph Gwinner, préposé des douanes, le 27.
Michel-Théodore Kessler, 38, marchand de charbons, époux de Salomé Stephan, le 27.
Jean Vierling, 79, maréchal ferrant, veuf de Marg. Roos, le 28.
Barbe Lentz, en religion sœur Landeline, sœur de l'Ordre de Saint-Vincent-de-Paul, le 29.
Jean Moss, domestique, le 29.
Aloïse Wintz, élève au Grand-Séminaire, le 29.
Frédérique Dannenheimer, 35, veuve d'Alphonse Ganière, baquetier, le 29.
Rosalie Ganière, 23, le 29.
George Kessler, 10, le 29.
Jean-Philippe Mannel, 47, cocher, époux de Marguerite-Joséphine Schmitt, le 30.
Marguerite Conrad, 48, épouse d'Ant. Mann, garç. brass., le 30.
David Münch, 55, régleur, époux de Louise Trir, le 31.
Émilie Meyer, 16, le 1er septemb.
Marie-Salomé Klauss, 51, épouse de L. Marschall, jardinier, le 1er.
François-Ignace Sauer, 28, marchand de vins, époux de Françoise Gressler, le 1er.
Sophie Haag, 23, le 1er.
Charles-François-Joseph Freiss, 28, prép. des douanes, le 1er.
Nicolas Arbogast, 58, meunier, époux de Caroline Riebel, le 1er.
Joseph Grasser, 50, pensionnaire de l'État, décoré de la médaille militaire, époux de Caroline-Élisabeth Huck, le 2.
Jules-Sigismond Kolb, 22, sergent-fourrier de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 2.
Jean Kornmeyer, 66, journalier, époux de Catherine Bickel, le 2.
François-Joseph Wolfram, 57, charron, époux de Marguerite Schillinger, le 2.
André Deiss, 55, journalier, époux de Catherine Weiss, le 2.
Charles Marx, 29, cordonnier, époux de Catherine Digelmann, le 2.
Henri Bour, 17, premier commis des contrib. directes, le 3.
Jean Müller, 12, le 3.
Marie Müller, en religion sœur Théodora, 42, sœur de charité, le 3.

George Kræmer, 25, professeur au Gymnase protestant, le 4.

Catherine Krieger, 32, épouse de George Felden, journalier, le 4.

Joseph Reich, 52, journalier, époux de Catherine Scheer, le 4.

George Müller, 69, journalier, le 4.

Jean-Adam Mayer, 58, charpentier, époux de Catherine Erhard, le 5.

Jean Sali, 38, chauffeur, époux de Madeleine Steck, le 5.

George Meyer, 52, journalier, époux de Thérèse Oblinger, le 5.

Madeleine Schott, 61, épouse de Joseph Fischer, marchand de cirage, le 5.

André-Auguste Wach, 32, négociant, époux de Berthe Krauthausen, le 6.

Jean Fettig, 52, journalier, époux de Joséphine Viand, le 6.

Adam Freyermuth, 21, journalier, le 6.

Philippe Bernauer, 10, le 6.

Antoine Metzinger, 53, cordier, époux de Barbe Isemann, le 6.

Daniel Hochschlitz, 44, cordier, époux de Thérèse Lieby, le 6.

Édouard Maler, 19, batelier, le 6.

George Dillar, 49, jardinier, époux de Christine Wolff, le 6.

Charles Friedrich, imprimeur typographe, le 7.

Régine Rœhrig, 32, épouse de Michel Huss, maréch. fer., le 7.

Jean Kreutzer, 50, tonnelier, veuf de Salomé Jost, le 7.

Julien-Nicolas Pélissier, 75, rentier, veuf de Louise-Émilie Berdot, le 7.

André Hemmler, 44, chef d'équipe au chemin de fer, le 7.

Léonard Gouyonnaud, 43, tailleur, époux de Madeleine Lambs, le 7.

Julie Meyer, 1 an 9 mois, le 7.

Hippolyte Flach, 20, valet de chambre, franc-tireur de Strasbourg, le 7.

Eugène Piot, 38, bijoutier, franc-tireur de Strasbourg, le 7.

Marie Wagner, 57, le 8.

Joseph Wuelburger, 68, journalier, veuf de Barbe Jœdlin, le 8.

Catherine Barthel, 30, épouse de Valentin Litt, journalier, le 8.

Madeleine Epplinger, 14, le 8.

Sébastien Richard, 41, journalier, époux de Madeleine Mühlbacher, le 8.

Pierre Grasser, 70, journalier, époux d'Elisabeth Weyer, le 9.

Antoine Eisenbrandt, le 9.

Théodore Frey, 29, commis-négociant, franc-tireur de Strasbourg, le 9.

Ernest Fischer, 23, brigadier de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 9.

Simon Blum, 51, horloger, époux de Mathilde Alexandre, le 9.

Jean-Guillaume Rehm, 51, journalier, époux de Christine-Madeleine Wagner, le 9.

Marie-Louise Kieffer, 58, épouse d'André Meyer, pensionnaire de l'État, le 9.

Mathias Obrecht, 35, journalier, époux de Barbe N., le 9.

Jean-Charles Mühlberger, 17, journalier, le 9.

Jean Nusser, 46, journalier, veuf de Catherine Lippert, le 9.

Charles-David Andrès, 41, cordonnier, époux de Sophie-Catherine Lieb, le 9.

Léger Klein, 50, pensionnaire de l'État, chevalier de la Légion

d'honneur, époux de Catherine Braunbach, le 9.

Pauline Gnædig, 25, le 9.

Jacques Marchal, le 9.

Jacques Marchall, 57, cordonnier, époux de Frédérique Bauer, le 9.

Frédérique Zabern, 63, le 10.

François-Michel, 68, journalier, veuf de Catherine Heidinger, le 10.

Paul Reichenauer, le 10.

Émile Tremollet, 13, le 10.

Théodore Legler, 50, surveillant de la salubrité publique, époux de Marie-Madel. Nicola, le 11.

Jean Grittel, 25, soldat de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 11.

Sophie Senger, 15, épouse de Jean-Baptiste Rauh, employé au chemin de fer, le 11.

Caroline Schneider, 59, épouse d'Auguste Rauh, tonnelier, le 11.

Joseph Keller, 36, journalier, le 11.

Émile Ludwig, 12, le 11.

Augustine Ludwig, 8, le 11.

Joseph Bauer, le 12.

N. Blum, le 12.

Jean-Baptiste-Ernest Mangin, 43, menuisier, époux de Wilhelmine Karcher, le 12.

Marguerite Heintz, 41, épouse de George Jobst, journal., le 12.

Joséphine Engel, 21, le 12.

Françoise Stephan, 27, le 12.

Julie Kuborn, 18, le 12.

Marie Reymann, 12, le 12.

Joseph Auer, 36, journalier, le 12.

Gustave-Auguste Hoffmann, 23, soldat de la garde nationale mobile, le 13.

George Friedolsheim, 62, menuisier, époux de Hortense Roos, le 13.

Augusta Müller, 81, veuve de Chrétien Kochenburger, aubergiste, le 13.

Jean-Joseph Fallecker, 6 ans 9 mois, le 14.

Gustave-Adolphe Weil, 11, le 14.

Sophie Brencklé, 40, épouse de Charles Rappold, sous-brigadier des douanes, le 14.

Louis Deroche, 50, surveillant de la salubrité publique, époux de Catherine Schuler, le 14.

Guillaume Riester, 40, menuisier, époux de Madeleine Weinling, le 14.

Françoise Fourès, 47, veuve de Jean-Bernard Andrieux, le 14.

André Liebig, 54, concierge, veuf de Marie Zabern, le 14.

Victor Walther, 17, le 14.

Jean-Henri Lindner, 46, batelier, époux de Frédérique Tubach, le 15.

Victor-Jean-Bapt. Cagé, 15, le 15.

Rosine Erni, 25, domestique, le 15.

Christine Meyer, 53, épouse de Jean Zimmer, le 15.

Philippe Bauer, 20, cultivat., le 15.

Gabriel Aloche, 27, sculpt., le 15.

Adèle Senger, 26, épouse d'Émile Schwehr, ajusteur, le 15.

Édouard Pierron, 31, musicien au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, le 16.

Eugène Lacomme, 30, négociant, sergent des chasseurs volontaires, le 16.

Marie-Madeleine Zigs, 43, épouse de Jean-Baptiste-Henri Rapp, commis-négociant, le 16.

Élisabeth Klein, 61, épouse d'André Martz, imprimeur lithographe, le 16.

Marie Schmutz, 17, sous-aide-institutrice, le 16.

Jean-Philippe Bisch, 30, charpen-

tier, époux de Catherine N., le 16.

Jean-Jacques Siffert, 53, concierge au Théâtre, époux de Charlotte Mathieu, le 18.

Charles Klotz, 10, le 18.

Guillaume Brucker, 58, cordonnier, époux de Caroline Mutterer, le 18.

Auguste Bauer, 40, journalier, époux de Catherine Heitz, le 19.

Nicolas-François Depré, 34, menuisier, le 19.

Marie Espinasse, 69, le 19.

Émile Rey, 10, le 19.

Charles Nicard, 50, fabricant de chaises, veuf d'Émilie Füller, le 20.

Auguste Specht, 29, le 20.

Charles Sureau, 33, loueur de voitures, le 20.

Philippe Mandel, 42, maréchal ferrant, époux de Louise Schmitt, le 20.

François-Rodolphe Feigel, 44, commis-négociant, époux de Marie Weingærtner, le 20.

Jean-Baptiste-Marie-Alphonse Müller, 22, sergent de la garde nationale mobile, le 20.

Auguste Gebhardt, 43, journalier, le 20.

Clément Yund, 33, sergent de ville, le 20.

Nicolas-Joseph Stenger, 43, journalier, époux d'Anne Courte, le 20.

Ève Hatt, 39, épouse de Jacques Mühl, domestique, le 20.

Jules Ebenhardt, 17, le 20.

Élise Buckenmeyer, 18, le 20.

Sophie Heinrich, 70, veuve de Chrét. Karcher, huissier, le 20.

Hippolyte Degay, 36, employé du gaz, époux de N., le 20.

Adam Veith, 49, imprimeur typographe, époux de Julie Maier, le 20.

Salomé Kræmer, 45, épouse d'Antoine Schott, journalier, le 21.

Florette Salomon, 45, le 21.

Joseph Lott, 33, batelier, époux de Catherine Huntzinger, le 21.

Auguste Frantz, 21, charpentier, le 21.

François Bader, 53, caissier au chemin de fer, le 21.

Florent Hermann, 62, journalier, époux de Régine Rihn, le 21.

Jacques Huber, 32, journalier, époux de Catherine Engel, le 21.

Émile-Henri Depré, 16, le 21.

Marie-Salomé Lux, 53, épouse d'Alexandre Ley, brass., le 22.

Michel Haas, 30, journalier, époux de Véronique Geiler, le 22.

Catherine Jeck, 49, épouse de Jean Gross, batelier, le 22.

Alphonse Félix, 18, journal., le 22.

Joseph Stockreisser, 28, charpentier, le 22.

Alfred Bitz, 19, coiffeur, le 22.

Jean Hausser, 37, brasseur, époux de Salomé Harth, le 22.

Charles Fix, 20, jardinier, le 22.

François-Xavier Coré, maréchal ferrant, le 22.

Edouard-Constant-Ferd. Stamm, 24, architecte, caporal de la garde nationale mobile, le 23.

Matter, sergent de la compagnie franche, le 23.

Rigaud, veuve, 80, le 23.

Hippolyte Balland, 49, ouvrier à l'arsenal, époux de Catherine N., le 23.

Joseph Krauss, 36, journalier, époux de Madeleine Schlessinger, le 23.

Emilie Mühl, 13, le 23.

Antoine Billing, 48, serrurier, époux de Barbe Herrmann, le 24.

Marie-Joséphine Defranoux, 24, le 24.

Florent Ott, 43, tonnelier, époux de Barbe Hammer, le 24.

Adolphe Schott, 23, imprimeur typographe, le 24.

Thérèse Bleyel, 49, épouse de Joseph Martz, vannier, le 25.

George Siedlé, 20, commis-négociant, le 25.

Albertine Eckert, 13, le 25.

Ullmann Wendling, 50, tailleur, époux de Mathilde Gærtner, le 25.

Wilhelmine Vallastre, 58, épouse de Jean Gapp, débitant de tabacs, le 25.

Catherine Laugel, 54, épouse d'Adrien Laugel, propr., le 25.

Marie-Madeleine Roos, 10, le 25.

Louis-Henri-Frédéric Schœnborn, 37, tailleur, de Deux-Ponts (Bavière), époux d'Honorine Heim, le 25.

Jean-Baptiste Carzou, 48, employé aux hypothèques, veuf de Sophie-Mélanie Rey, le 25.

Albert Hatt, 7, le 25.

Philippe Ries, 49, préposé des douanes, le 26.

Emile Siegel, négociant, époux de Caroline Eiselé, le 26.

Eugène-Paul Riebel, 7 mois 18 jours, le 26.

Julie-Elise Lentz, 6, le 26.

Rosalie Kieffer, 25, le 26.

Jean-Samuel Ulrich, 37, brossier, le 26.

Salomé Kastler, 67, le 26.

Antoine Hœfflinger, 51, journal., époux de Catherine OErtel, le 26.

Louis Peter, 42, journalier, époux de Madeleine Gény, le 26.

Marie Peter, 16, le 26.

Louis Peter, 8, le 26.

Jacques Kieffer, 19, journalier, le 27.

Albert Riebel, 23, pharmacien, soldat de la garde nationale mobile, le 27.

Charles Gerné, 30, caporal de la garde nationale mobile, le 27.

Mathias Nussbaum, 59, cocher, de Minden (Prusse), époux de Catherine Seitz, le 27.

Jean Behr, 49, menuisier, époux de Félicité Singer, le 27.

Alexandre Rueff, 39, maçon, d'Elgersweier (Bade), époux de Marie Wolff, le 28.

Chrétien Haffner, 53, pensionnaire de l'État, décoré de la médaille militaire, le 29.

Charles Zwilling, 21, cordonnier, le 29.

Philippe Kuntz, 35, cordonnier, époux de Barbe Kunstmann, le 29.

Salomon Michel, 23, commerçant, époux de Delphine Klein, le 29.

André Schott, 19, le 29.

Pierre Oriac, 39, sellier, le 30.

Jean Hochstetter, 58, marchand de bois, époux de Salomé Braun, le 1er octobre.

Ignace Guth, 56, journalier, tirailleur de la compagnie franche, veuf de Salomé Gros, le 1er.

Philippe Hœfflinger, 19, employé au chemin de fer, le 1er.

Albert Wolf, 14, le 1er.

Antoine Osset, 57, tisserand, époux de Suzanne Walther, le 2.

Jean-Jacques Wendling, 66, cordonnier, époux d'Anna Anthès, le 2.

Antoine Rové, 69, tanneur, époux d'Élisabeth Ziegler, le 3.

Joseph Kirschner, cordonn., le 3.

Auguste Herbin, 28, négociant, le 4.

Charles Schrenck, 61, journalier, époux de Salomé Behr, le 5.

Frédéric Hagelberger, 60, tonnelier, époux de Marie-Anne Bronner, le 5.

Henri-Nephtalie Nerson, 23, soldat de la garde nationale mobile, le 6.

Joseph-Antoine Masson, 42, tonnelier, époux de Madeleine Geyer, le 6.

Pierre Weber, 17, chaudronnier, le 6.

Marie-Madeleine-Octavie Lœffler, 13, le 7.

Philippe Schæffer, 36, journalier, époux d'Anne Roth, le 7.

François Sotel, ouvrier civil de la compagnie des employés du génie, le 8,

Édouard-Joseph Fritsch, 13, le 8.

François-Nicolas Beermann, 57, maçon, veuf de Catherine Henny, le 10.

Joseph Legrand, 44, journalier, époux de Thérèse Bronner, le 10.

Madeleine Fix, 39, épouse de Fréd. Steinbach, laitier, le 11.

Hubert Gœbig, 36, préposé des douanes, époux de Marie Schlupp, le 13.

Daniel Waldhard, 66, journalier, époux d'Élisabeth Bernhard, le 13.

François Vogler, 29, tailleur, le 14.

George-Édouard Zehner, 27, employé au chemin de fer, époux de Marie-Caroline Antoni, le 14.

Charles Weiss, 19, journal., le 15.

Jean-Joseph-Alphonse Paulus, 19, commis - négociant, franc-tireur, le 16.

Jean-Baptiste Berthold, 35, journalier, le 16.

Henri-Mathieu Raquet, 24, charron, soldat de la garde nationale mobile, époux d'Adèle Munsch, le 17.

Salomé Sorgius, 39, le 18.

Frédéric-Valentin-Théodore Thiss, 22, soldat de la garde nationale mobile, le 19.

Xavier Kah, 53, boucher, époux de Thérèse Kœrm, le 22.

Jacques Bauer, 48, tourneur, époux de Catherine Embs, le 23.

Joseph Hettinger, 62, poêlier, époux de Rosalie Kieffer, le 23.

Henri Faullimel, 56, menuisier, époux de Marguerite Flaschko, le 24.

Louis-Philémon Vix, 25, voyageur de commerce, brigadier de la garde nationale mobile, le 25.

Henri-Geoffroi Haas, 51, farinier, époux de Marguerite Bentz, le 28.

Auguste Lejeune, 39, caporal des sapeurs-pompiers, époux de Louise Stemmlé, le 28.

Vincent Gangloff, 30, voiturier, époux de Madeleine Willig, le 5 novembre.

Aloise Schæffer, 19, garçon brasseur, le 9.

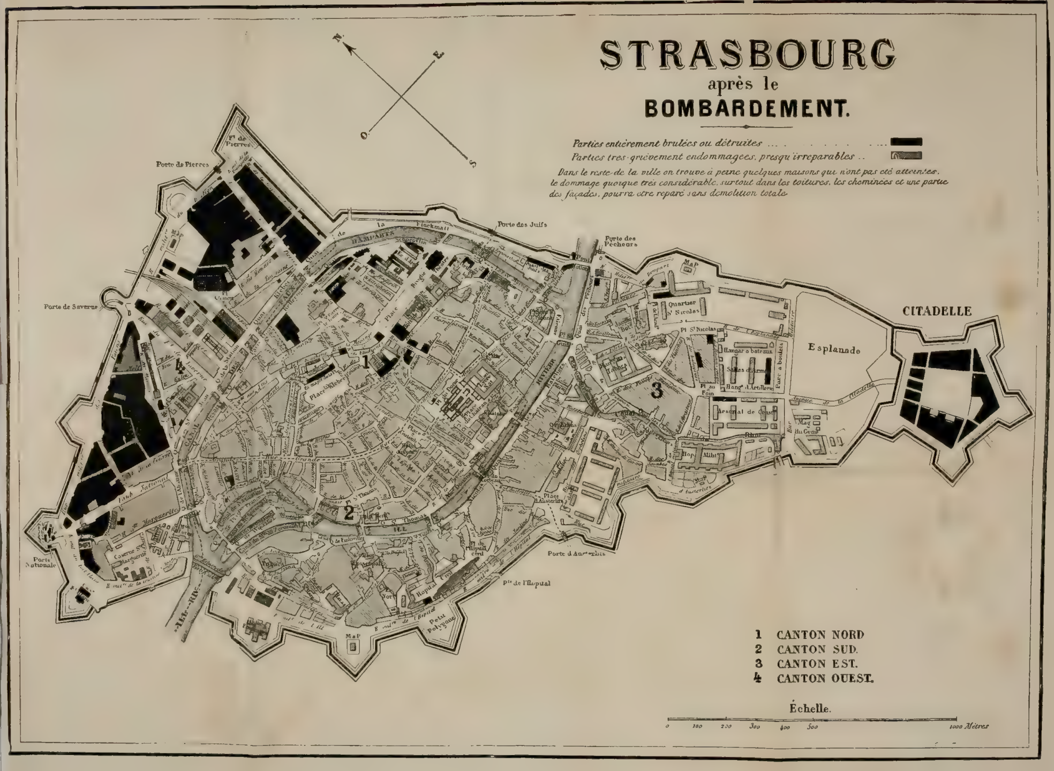
Amélie Spitzer, 18, le 9.

George-Daniel Freiss, 39, journalier, époux d'Anne-Marguerite Wurm, le 9.

Charles Socier, 46, brigadier des douanes, le 22.

Marie Meyer, 24, le 7 décembre.





Imprimerie générale. — Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris

LISTE

DES OFFICIERS FRANÇAIS TUÉS PENDANT LE SIÉGE.

Jules-Bazile Audibert, lieutenant au 1er régiment de tirailleurs algériens, le 25 août.

Louis-René Couasnon, sous-lieutenant au 45e de ligne, le 25 août.

Abdalla-ben-Missoum, lieutenant au 2e régiment de tirailleurs algériens, le 26 août.

Jacques-Augustin-Constant-François Fiévet, colonel du 16e régiment d'artillerie-pontonniers, commandeur de la Légion d'honneur, le 1er septembre.

Jacques-Louis Bachmann, garde d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, le 1er septembre.

Collomb d'Arcine, lieutenant au 87e de ligne, le 2 septembre.

Alexandre-Joseph-Roger Philip, 21, sous-lieutenant au 87e de ligne, le 2 septembre.

Edmond-Marie-Joseph Nicolas, lieutenant en 1er au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, le 3 septembre.

Marie-Victor Dauvais, adjudant de la garde nationale mobile, le 3 septembre.

Léon Lacour, élève à l'École du service de santé militaire (sous-aide-major), le 5 septembre.

François-Joseph Combier, élève à l'École du service de santé militaire (sous-aide-major), le 5 septembre.

Constant-Alfred Epp, 40, capitaine en 1er au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, chevalier de la Légion d'honneur, époux de Marie-Madeleine-Eugénie Franck, le 8 septembre.

Émile-François Roy, élève à l'École du service de santé militaire (sous-aide-major), le 11 septembre.

Michel Lux, sous-lieutenant de la garde nationale mobile, le 14 septembre.

Charles-Auguste-Joseph-Marie de Beylié, avocat, sous-lieutenant de la garde nationale mobile, le 15 septembre.

Jean-George Rudolf, 66, capitaine en retraite, capitaine de la garde nationale mobile, chevalier de la Légion d'honneur, le 15 septembre.

Philippe-Hercule-Charles d'Huart,

47, chef d'escadron au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, chevalier de la Légion d'honneur, le 16 septembre.

Edme Darcy, 49, capitaine en 1er, adjudant-major au 3e régiment d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, époux d'Anne-Adèle Guillot-Cotte, le 19 septembre.

Émile-Fernand Helmstetter, 20, lieutenant en 1er de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 21 septembre.

Claude-François-Alexandre Bartholomot, 23, élève à l'Ecole du service de santé militaire (sous-aide-major), le 22 septembre.

Edmond Mathis, 20, lieutenant de la garde nationale mobile, le 23 septembre.

Charles-Auguste-Emile Verenet, 22, lieutenant en 2e de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 24 septembre.

Jules-Ambroise Ducrot, 46, chef de bataillon à l'état-major du génie, officier de la Légion d'honneur, époux de Françoise-Albertine-Jenny Busquet de Caumont, le 25 septembre.

Joseph-Henri Champlon, 30, capitaine au 21e de ligne, commandant la compagnie volontaire, le 26 septembre.

Maurice-Léon-Auguste Royer, 32, propriétaire, capitaine de la garde nationale mobile, époux de Julie-Pauline Weyer, le 27 septembre.

Victor Gerbaut, sous-lieutenant au 87e de ligne, le 30 septembre.

Edgard Levy, 42, capitaine du train d'artillerie, adjoint à la direction d'artillerie de Strasbourg, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, époux d'Emilie Hertz, le 1er octobre.

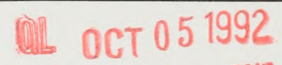
FIN.

TABLE DES GRAVURES.

TABLE DES MATIÈRES.

Appendice.

Imprimerie générale. — Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.


QL OCT 05 1992

